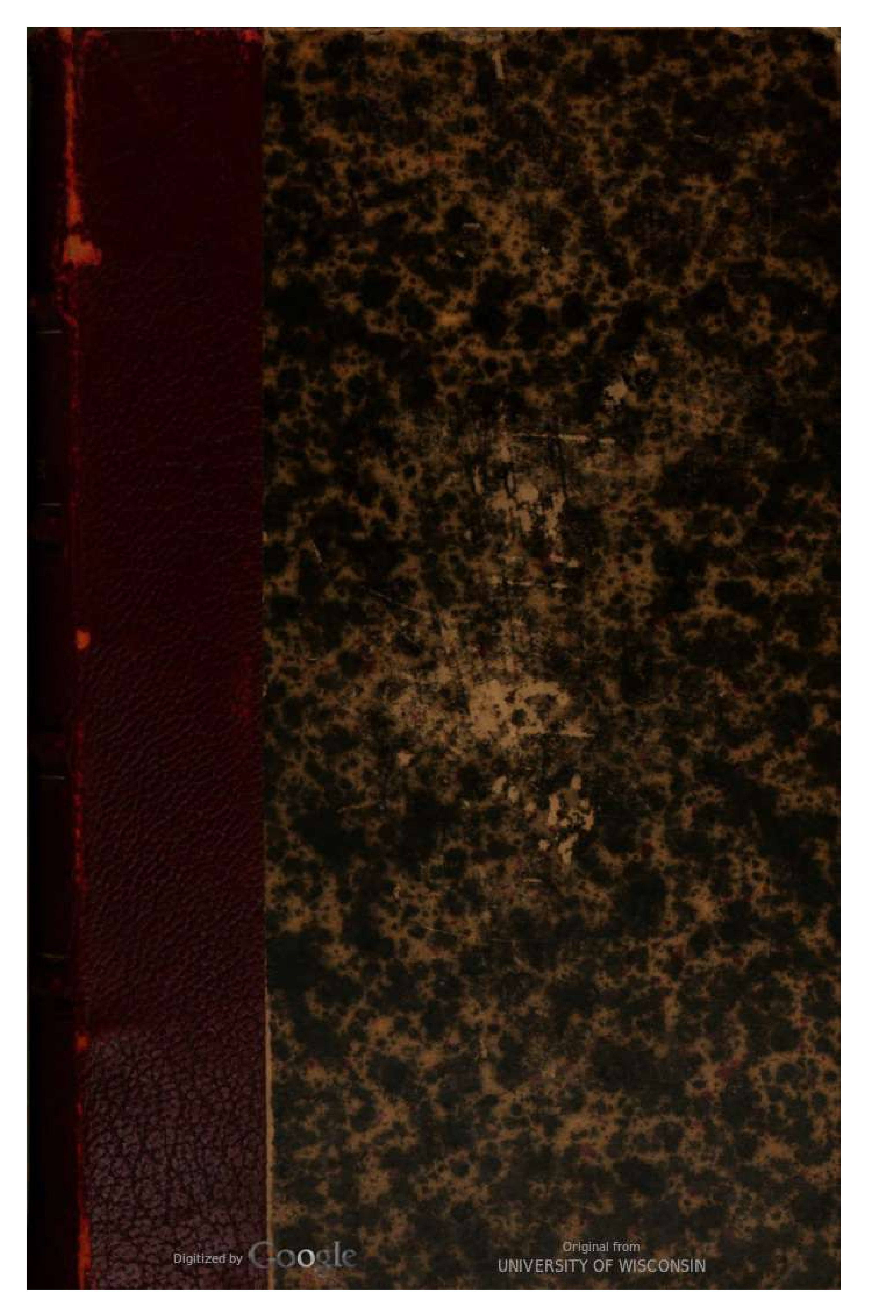
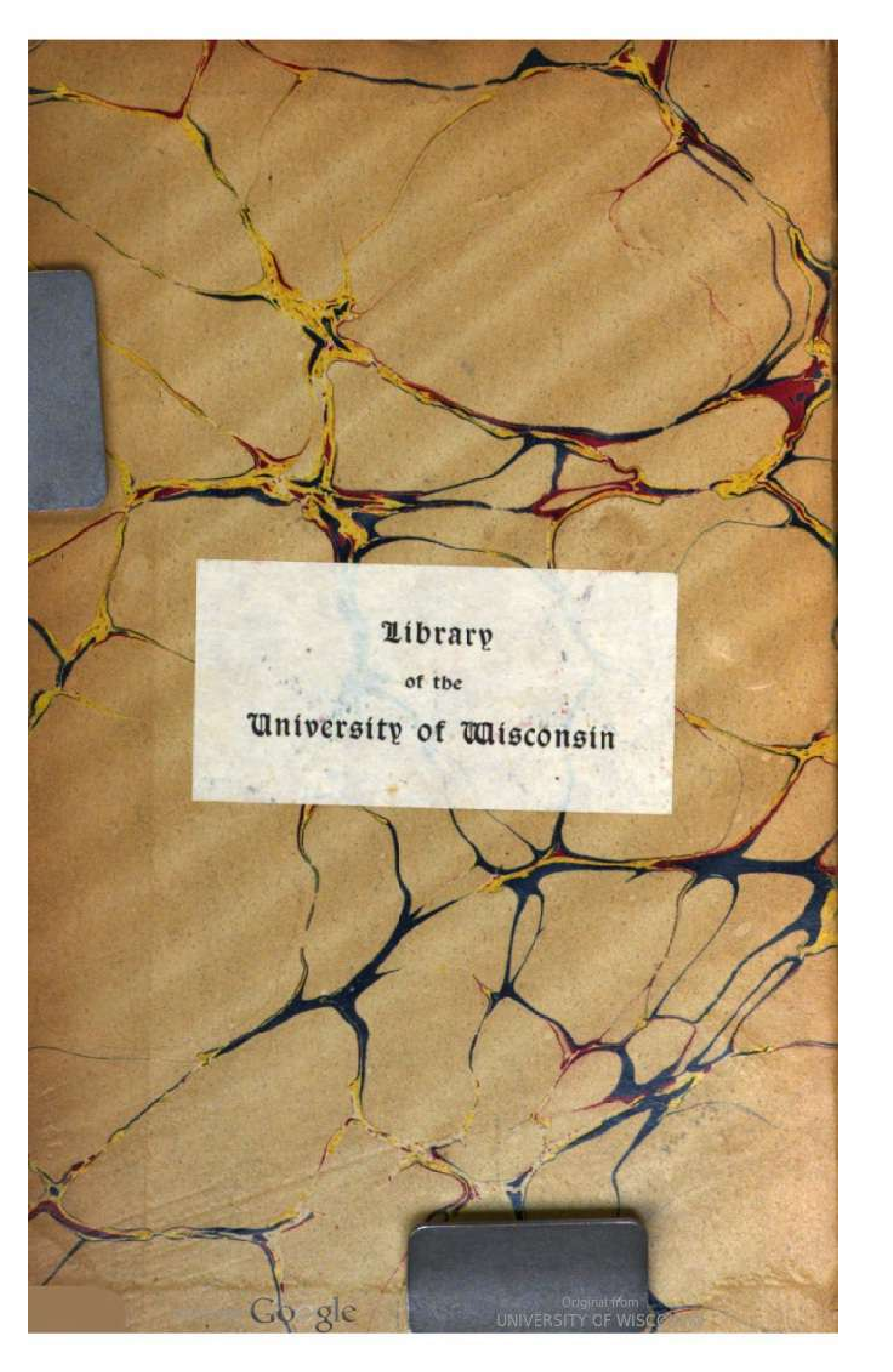
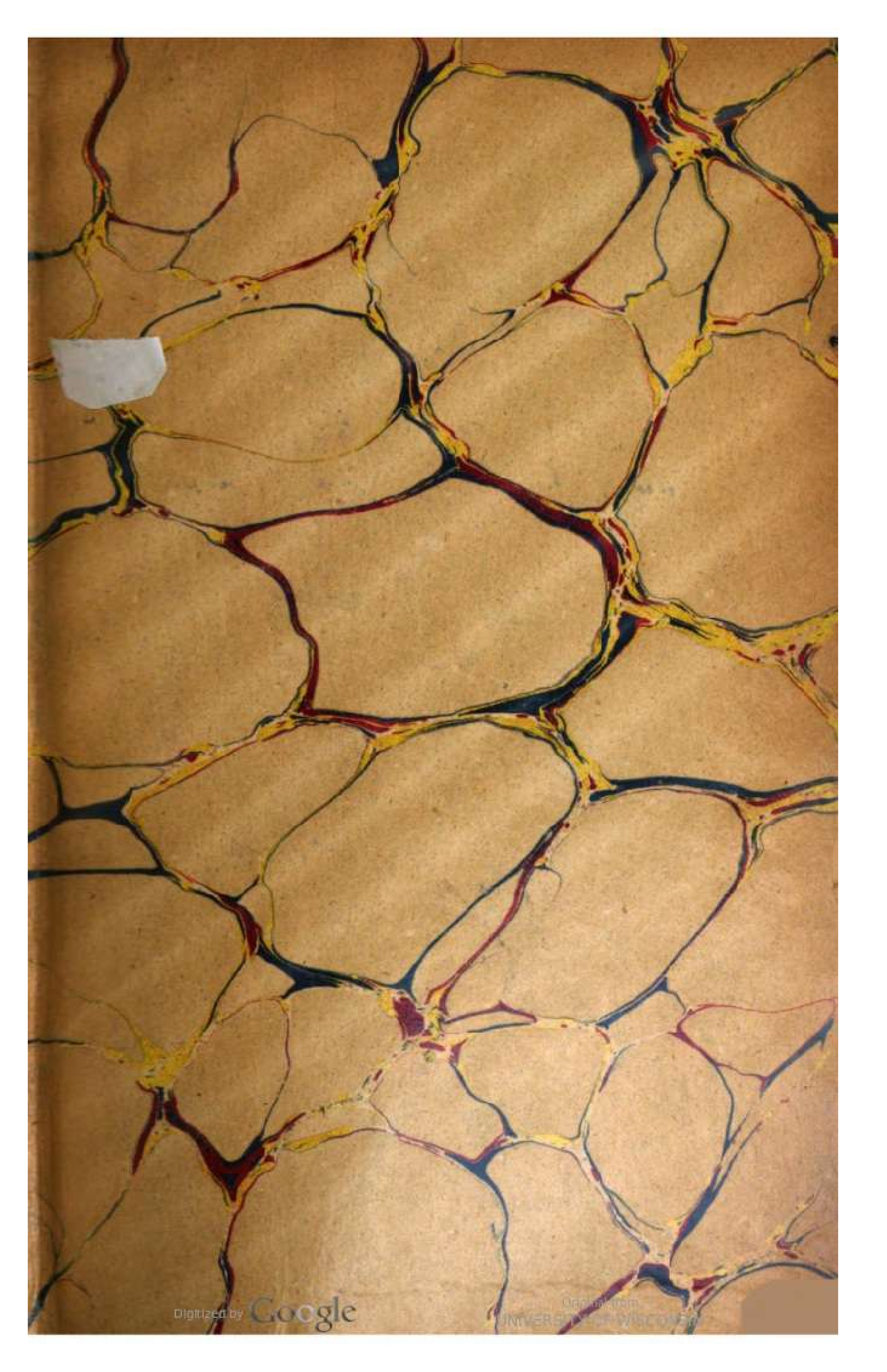



Library
of the
University of Wisconsin



HISTOIRE

DE

FLORENCE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Jérôme **Savonarole, sa vie, ses prédications, ses écrits**. Ouvrage couronné par l'Académie française. 3e éd. 1 vol. in-12 (Hachette).

Deux ans **de révolution en Italie**. 1848-1849. 1 vol. in-12 (Hachette).

Étienne **Marcel, prévôt des marchands.** 2e éd. dans la collection municipale de la ville de Paris. 1 vol. in-4° (Champion).

Histoire **de la littérature italienne depuis ses origines jusqu'à nos** jours. 2e éd. 1 vol. in-12 (Delagrave).

Les mariages **espagnols sous le règne d'Henri IV et la régence** de **Marie de Médicis.** Ouvrage couronné par l'Académie française. 1 vol. in-8° (Didier).

Étude **historique sur Sully,** couronnée par l'Académie française.

L'Église **et l'État en France sous le règne d'Henri IV et la régence** de **Marie de Médicis.** Ouvrage couronné par l'Académie française. 2 vol. in-8° (Pedone-Lauriel).

La démo**cratie en France au moyen âge.** Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. 2e éd. 2 vol. in-12 (Didier).

Histoire **de Florence, depuis ses origines jusqu'à la domination des Médicis.** Ouvrage qui a obtenu le grand prix Jean Reynaud, décerné en 1883 par l'Académie des sciences morales et politiques. 6 vol. in-8° (Hachette).



HISTOIRE

DE

FLORENCE

DEPUIS LA DOMINATION DES MÉDICIS

JUSQU'A LA CHUTE DE LA RÉPUBLIQUE

(1434-1531)

PAR

F.-T. PERRENS

MEMBRE DE L'INSTITUT

TOME TROISIÈME

PARIS

MAISON QUANTIN

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'IMPRESSION ET D'ÉDITION

7, RUE SAINT-BENOIT

—

1890

HISTOIRE

DE

FLORENCE

LIVRE XVII

CHAPITRE PREMIER

FLORENCE SOUS LE PONTIFICAT DE LÉON X

— 1512-1521 —

Anarchie avant le retour des Medici. — Les Espagnols à Florence. — Reconstitution provisoire du gouvernement (2-8 septembre 1512). — Les Espagnols payés (12 septembre). — Entrée du cardinal des Medici (14 septembre). — Assemblée à parlement (16 septembre). — Réforme des institutions. — Abaissement des caractères. — Départ des Espagnols (18-20 septembre). — Persécutions. — Conjuration contre les Medici (février 1513). — Supplice des principaux coupables (22 février). — Mort de Jules II (20 février). — Conclave (4 mars). — Exaltation de Léon X (11 mars). — Joie des Florentins. — Caractère et rôle de Léon X. — Ses ambitions pour les siens. — Giulio des Medici chargé du gouvernement de Florence (septembre 1513). — Lorenzino des Medici capitaine de la république (1er mai 1515). — Dispositions des Florentins. — Accord de Léon X et de François Ier. — Administration de Lorenzino. — Passage de Léon X à Florence (30 novembre 1515). — Mort de Giuliano des Medici (17 mars 1516). — Politique équivoque de Léon X envers la France. — Expédition contre le duché d'Urbino (mai 1516). — Administration de Goro Gheri à Florence. — Mariage de Lorenzino en France (25 janvier 1518). — Son retour à Florence (7 septembre). — Ses prétentions. — Son entourage. — Sa mort (4 mai). — Espérances des Florentins. — Le cardinal Giulio chargé du gouvernement. — Discussions sur la forme à lui donner. — Administration du cardinal Passerini. — Effacement de Florence. — Mort de Léon X (1er décembre 1521).

Jamais, peut-être, Florence ne s'était vue dans une situation si critique qu'au lendemain de la révolution funeste qui avait chassé Soderini. Privée de son gonfalonier, la seigneurie n'était plus qu'un corps sans âme, et aucun autre office n'osait se substituer à elle pour administrer, pour gouverner. Dans leur découragement

fataliste, les Florentins s'attendaient à tomber sous le joug insolent des Medici, quoique les Medici n'osassent pas encore prendre les rênes[1]. On les ménageait, on s'étonnait presque d'être ménagé par eux. Par prudence, en effet, et par incertitude du lendemain, ils se faisaient humbles, ils excusaient de leur mieux l'incartade d'Antonfrancesco des Albizzi, ramenant Giuliano en croupe, avant que fût levé le ban de rebelles qui pesait sur toute la famille. La disposition dominante était une mauvaise humeur hésitant à s'exhaler, mais qui recueillait avidement et interprétait librement les moindres propos où, avec beaucoup de bonne volonté, on pouvait voir quelque courage. Il n'en fallait guère au vieux et aveugle Giacomini pour dire à Giuliano qui lui faisait visite, que, mieux portant, il lui eût évité cette démarche. Politesse ironique, disait-on partout : le renommé capitaine donnait à entendre que, s'il eût été valide, jamais ce fourrier des Medici ne fût rentré[2]. Quand un peuple se contente de ces satisfactions des sous-entendus et de l'épigramme, c'est souvent qu'il a fait son deuil de sa liberté.

Florence sentait la sienne condamnée, pour le moment du moins : il faut du temps aux réactions pour se produire, et les piques, les arquebuses des Espagnols étaient trop voisines pour ne pas faire loi. Si ces impériaux n'entendaient pas entrer comme dans une ville conquise, ils voulaient venir librement, par curiosité peut-être, mais surtout pour vendre sur un riche marché leur butin du sac de Prato. — Il faudra céder à cette

1. Jacopo Guicciardini à son frère Francesco. Flor. 3 sept. 1512. *Op. ined.*, t. VI, p. 102; Cambi, t. XXI, p. 311.

2. J. Pitti, *Vita d'Antonio Giacomini. Arch. stor.*, 1re sér., t. IV, part. 2, p. 265; Nardi, liv. VI, t. II, p. 21, 22.

fantaisie, écrivaient Jacopo Salviati et l'archevêque Cosimo des Pazzi, orateurs près du vice-roi ; il faudra donner des sauf-conduits pour quatre ou six jours, sans quoi ils brûleront tout ce qu'ils ont volé, et Prato même, n'en pouvant faire argent[1]. — Dès le 3 septembre, on vit donc les rues pleines d'Espagnols, mestres de camp, officiers, *condottieri* et soldats. Ils faisaient sonner leurs éperons, ils semblaient étudier les points par où l'on pourrait donner l'assaut à la ville. Sur la place de San Giovanni, encombrée de leurs charrettes, ils vendaient leur butin à l'encan et à bas prix, faisant métier de voleurs non moins que de trafiquants[2], prodiguant les rodomontades : — Nous avons Piombino et Florence à notre discrétion, disaient-ils, nous ne craindrons plus tout le reste de l'Italie[3].

Actes et propos provoquaient une irritation mal contenue, des désordres, des vengeances. La populace pille telle voiture de draps et d'habits, pense tuer le conducteur. On en tua d'autres, surtout aux lieux écartés[4]. L'Arno charriait des cadavres. Un prêtre qui pleurait encore son père, massacré à Prato, reconnaît le meurtrier, le fait saisir et mettre à mort. Certains eurent le poing coupé. Pour sauver la vie à ces vainqueurs, il fallut, de côté et d'autre, leur donner asile dans les maisons, menacer de la hart quiconque porterait la main sur eux[5]. Le 12 septembre, vingt d'entre eux s'en allant

1. Les orateurs à la seigneurie. Prato, 1er sept. 1512. Guasti, *Il sacco*, etc., t. II, p. 158; Landucci, p. 326, note.
2. Nardi, liv. VI, t. II, p. 5.
3. Bald. Castrucci, Prato, 31 août. *Il sacco*, t. II, p. 149.
4. Landucci, p. 326, 328.
5. Landucci, p. 326. On peut voir, à la date du 4 sept., un ordre des Dix pour remédier à ces désordres, dans *Il sacco*, t. II, p. 177, et Landucci, p. 326, note.

vers Rome, on les fait accompagner d'un trompette de la seigneurie. Cela signifie que la seigneurie les protège; mais l'autorité du principal office est nulle, surtout au dehors. Vers San Casciano, des hommes masqués attaquent, tuent, dévalisent ces Espagnols, «juste châtiment, écrit Landucci, du sac de Prato qui durait encore». Pour se débarrasser définitivement de leurs pareils, hôtes importuns et odieux, il n'y avait qu'un moyen : verser l'argent qu'ils exigeaient. C'était, selon notre épicier, plus urgent que de réorganiser les pouvoirs publics, car sur ce dernier point on ne s'entendait guère[1]. Mais comment ne voit-il pas qu'une des deux choses n'allait pas sans l'autre, et que, pour faire suer l'argent à une ville épuisée, il fallait qu'on y reconnût une autorité?

Or l'autorité n'était nulle part. — Le gouvernement populaire est mort, disaient les *palleschi*. — Il n'est pas mort! répondaient les naïfs, qui en voyaient toujours flotter l'emblème, la bannière bleue de la liberté, au balcon du palais. Quant aux nobles, en véritables courtisanes, ils prodiguaient de droite et de gauche sourires et caresses, pour être le troisième larron[2]. Ils se flattaient qu'on pourrait changer les hommes sans toucher aux institutions, et réduire les Medici, comme on l'avait promis si souvent, à vivre dans leur patrie en simples citoyens. Ils n'y en a, disaient-ils, que deux à contenter. Le cardinal étant loti ailleurs, restent son frère Giuliano et son neveu Lorenzo de Piero, ou Lorenzino, comme on l'appelait pour le distinguer de

1. Landucci, p. 327, 328.
2. « Questi putaneggiano infra el populo et e Medici. » (Machiavel, *Ricordo ai Palleschi*, éd. Guasti, per nozze, Prato, 1868, dans Tommasini, t. I, p. 597, n. 4.

son aïeul, le premier Lorenzo[1]. Leur clairvoyance valait celle des badauds de la bannière.

Où le talent et l'autorité manquent, le nombre fait loi. De quel côté il était, c'est ce qu'on crut voir le 2 septembre. Ce jour-là, furent élus en conseil, avec une grande affluence de votants, les gonfaloniers des Compagnies : ils appartenaient tous à l'opposition, au parti vaincu, au parti populaire. Dans d'autres circonstances, il en fût résulté une commotion et le désordre des rues; mais le voisinage des Espagnols commandait la prudence[2]. La multitude se contint, et les vingt *accoppiatori* bientôt nommés pour accomplir la réforme pensèrent comme tous les hommes graves, comme Guicciardini et Machiavelli, que supprimer le Grand Conseil était impossible, les Florentins ayant pris goût à leur souveraineté. Ceux-là mêmes qui espéraient gouverner sous le nom des Medici, croyaient que cette assemblée pourrait devenir entre leurs mains un instrument docile[3]. On la maintient donc, le 6 septembre, dans une pratique où Giuliano est admis; puis, le 7, dans le Grand Conseil lui-même la provision passe, et, le 8, est nommé un gonfalonier pour quatorze mois, jusqu'à la fin d'octobre 1513[4]. Tout est sauvé, puisque rien ne change dans le décor.

Rien, ou peu de chose. Le gonfalonier n'est plus à vie, et ses émoluments, au lieu d'être, comme ceux de Soderini, de douze cents florins d'or, ne seront plus que de quatre cents. Mais qu'importe? il n'en sera que plus

1. Nardi, liv. VI, t. II, p. 11; Ammirato, liv. XXIX, p. 312.
2. Jac. Guicciard. à Francesco, 3 sept. *Op. ined.*, t. VI, p. 102.
3. J. Pitti, *Stor.*, *Arch. stor.*, 1re sér., t. I, p. 104.
4. Landucci, p. 327 et n. 2. L'annotateur donne une phrase du protocole de cette provision.

populaire. Est appelé à ce poste amoindri Giambattista Ridolfi par 1103 fèves sur 1507 votants[1]. Il était pour lors le citoyen le plus en vue. Considérable par sa famille et ses alliances, il passait pour le chef des *ottimati*, aux yeux du moins de la faction adverse, car les *ottimati* eux-mêmes, partisans du gouvernement étroit, se rappelant qu'il avait été *piagnone*, craignaient qu'il ne voulût revenir au gouvernement large, tandis que les amis des Medici le suspectaient de les vouloir chasser de nouveau. Sur ses desseins toutes les conjectures étaient permises : il parlait peu. On était si mal rassuré, qu'on se proposait de revenir sur sa nomination, dès que les Espagnols seraient partis, et de nommer un gonfalonier pour trois ans, avec des pouvoirs très limités[2]. S'il n'avait jusque-là donné satisfaction, l'occasion serait bonne pour le déposer.

Ses premiers actes parurent confirmer les appréhensions des ambitieux : il avait tout d'abord nettoyé le palais des hommes armés qui y venaient en foule. Déjà les *palleschi* avaient la tête basse. Déjà la populace, « d'autant plus prompte de la langue, dit Pitti, qu'elle l'est moins de la main », annonçait que le peuple, les Espagnols partis, saurait bien redevenir le maître[3]. On usait donc de ménagements envers les Soderini, comme si leur retour pouvait être prévu. On repoussait la proposition de supprimer les armes de Pier Soderini, sculptées sur la porte du palais de Cortone. — Ce n'est pas nous, disait-on, qui les y avons fait mettre : ce que

1. Nardi, liv. VI, t. II, p. 4 ; Ammirato, XXIX, p. 312.
2. Jac. Guicciard. à Francesco, 3 sept., *Op. ined.*, t. VI, p. 102 ; Nerli, liv. VII, p. 114.
3. J. Pitti, *Stor.*, *Arch. stor.*, 1re sér., t. I, p. 104.

décideront les prieurs de Cortone sera bien décidé [1]. — Réserve prudente : si Piero, en effet, se trouvait à Raguse, fort loin, son frère le cardinal était à Rome, tout près et grandement en faveur auprès de Jules II [2]. C'est ce qu'on appelle, en termes familiers et modernes, se garder à carreau.

Le palais dégagé, il fallait s'occuper des Espagnols. Ridolfi trouvait sa marche toute tracée : terrifiés par le sac de Prato, ses compatriotes avaient cédé sur tous les points [3]. Dès le 3 septembre, Ramon de Cardona tenait son traité [4]. Restait à faire entrer Florence dans la sainte ligue de ses ennemis, à compter aux chefs quatre-vingt mille ducats, au roi vingt mille, à l'empereur quarante mille, et enfin à engager au service de la République deux cents hommes d'armes d'Espagne, force plus effective, plus rassurante surtout pour les Medici que n'eussent été les faibles et déshonorées milices de Machiavelli. Passer par ces fourches caudines, c'était payer cher la défaite publique et l'ambition d'une famille. Le 12 septembre, l'argent fut, en partie, porté à Prato. Le reste dut se faire attendre, car, le 30, Ramon réclamait encore [5]. C'était son unique souci. Il ne demandait pas mieux que de s'éloigner, pourvu que ce fût les poches pleines. « Leur ambition, écrit Nardi, a toujours été subordonnée à leur cupidité [6]. »

Quand on les eut à moitié satisfaits, le cardinal

1. Lettre à G. B. Bartoli, capitaine à Cortona, 12 sept. 1512. Texte dans Tommasini, t. I, p. 599, n. 3.
2. Relazione di Luigi Gradenigo, 9 mai 1523, dans Albèri, 2e sér., t. III, p. 68.
3. Les orateurs aux Dix, 3 sept. *Il sacco*, t. II, p. 170.
4. Fabroni, *Vita Leonis X*, p. 266-269. Pise, 1797.
5. Lettre de Ramon, Modène, 30 sept. *Il sacco*, t. II, p. 226.
6. Nardi, liv. VI, t. II, p. 12.

Giovanni des Medici crut pouvoir faire son entrée dans Florence. Pour être plus près au moment opportun, il était venu de Prato à Campi. Le 14 septembre, eut lieu cette solennité presque guerrière. Giovanni entra dans sa bonne ville entouré de *condottieri* qui menaient un millier de lances, flanqué des siens, de Giuliano, son frère, qu'il était allé chercher, de Lorenzino, son neveu, fils de Piero, de Giulio, son cousin, chevalier de Malte et prieur de Capoue, bâtard du premier Giuliano la victime des Pazzi, en un mot le futur Clément VII. On remarquait aussi, dans l'entourage du futur Léon X, deux autres bâtards, son neveu Hippolito, issu de Giuliano, son petit-cousin Alessandro qui passait pour fils de Lorenzino, mais qui l'était très probablement de Giulio, comme on le verra[1] : tous deux dignes de mention, parce qu'ils étaient appelés à jouer un rôle dans l'agonie et la mort de la République.

Deux jours plus tard, écrivant à son secrétaire, Piero Dovizi de Bibbiena, qui se trouvait à Venise, le cardinal lui annonçait cette entrée, taisant avec soin ce qu'elle avait eu de militaire et de menaçant, ne parlant que de l'empressement des principaux citoyens, de la foule et de la joie populaire, des honneurs rendus à son nom, à son rang, à sa dignité, en sorte, dit-il, que notre attente a été de beaucoup dépassée[2]. Il signe cette lettre « légat de Bologne, de Romagne et de Toscane », ce qui lui donnait sur la Toscane et sur Florence une autorité sacrée, émanant du Saint-Siège, vrai coup de fortune pour les Medici. Que n'usa-t-il de ces grands

1. Pitti, *Stor.*, t. I, p. 104, 106.
2. Le cardinal Medici à Piero de Bibbiena. Flor. 16 sept. Texte dans Villari, t. II, p. 522, append. n° 14.

pouvoirs pour empêcher qu'on ne livrât le palais de la seigneurie aux *condottieri* de son escorte, que ceux-ci ne le missent à sac, au cri de *Palle! Palle!* qu'ils n'en partageassent à leurs soldats l'argenterie et les autres dépouilles[1] ? Mais il ne ménageait pas plus sa patrie, où il voulait régner, qu'il n'avait ménagé Prato. Dans le triomphe, comme dans la lutte, il était sans cœur, inhumain. Cette ville qui s'était rendue, il souffrit qu'on la traitât comme s'il l'eût prise d'assaut.

Une fois dans Florence, il y est le maître pourtant, et il le fait bien voir. S'il rend en largesses aux messagers le riche présent que lui a fait la seigneurie, il ne va lui rendre sa visite que le soir, à la nuit, comme s'il voulait dissimuler aux yeux ce reste de déférence pour les pouvoirs établis. Il marque aux seigneurs sa surprise qu'on ait, sans l'attendre, remis pour un an le gonfalon de justice à Ridolfi, qu'on n'ait pas déjà supprimé le Grand Conseil, dont le maintien rendait confiance à la *parte piagnone*, si puissante encore qu'elle mettait la ville sens dessus dessous[2]. Plus d'un, parmi ses fidèles, ne partageant pas son sentiment, blâme ses plaintes[3] : il n'en a cure; il est de ceux qui n'écoutent pas les avis. Il évite bien de manifester directement ses volontés, il prend pour organe Giuliano son frère[4]; mais c'est le propre des despotes, et les *palleschi* ne s'y trompent

1. Fra Giuliano Ughi, *Cron.*, *Arch. stor.*, App., t. VII, p. 128; Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XI, ch. 2, t. V, p. 15-20.

2. Nardi, liv. VI, t. II, p. 4; P. Jove, *Vita Leonis X*, *Op. omn.*, t. II, p. 54; Jac. Guicciard. à Francesco, 3 sept. *Op. ined.*, t. VI, p. 102; Lettre de Prinzivalle della Stufa, celui qui a voulu jadis tuer Soderini, 23 sept. 1514 (*sic*, mais il faut probablement lire 1512), dans Villari, t. II, p. 526, append. n° 16.

3. J. Pitti, *Stor.*, t. I, p. 104; Tommasini, t. I, p. 598.

4. Nerli, liv. VI, p. 119.

pas : ils délaissent cet homme bon, quoique ambitieux et fantasque, pour entourer, pour assiéger le cardinal. Ils incriminent même la bonté de Giuliano, seul obstacle, disent-ils, au changement profond qui s'imposait, et ils demandent la convocation de l'assemblée à parlement. Cet odieux et ridicule instrument de règne a été supprimé en 1494 ; mais il est singulièrement commode pour renverser la légalité nouvelle, pour rétablir les choses comme elles étaient avant cette grande crise, et, — un des meneurs, Prinzivalle della Stufa, l'avoue, — « pour faire un gouvernement d'amis[1]. » Toute la question est de savoir si l'on peut rétablir le rouage supprimé. puis accomplir le coup de main. Or rien ne paraît plus facile : Ridolfi, en licenciant la garde du gonfalonier son prédécesseur, n'en a pas reconstitué une autre, soit faute de temps, soit pour ne pas donner d'ombrage aux Medici[2].

Donc le 16 septembre, Giuliano arrive en armes au palais, et avec lui les soldats, les capitaines, les *condottieri*, même ceux que payait la République, car de grosses promesses les ont gagnés[3]. Ses jeunes amis lui signifient qu'il doit faire un gouvernement *a suo modo*, et lui disent par quels moyens il doit le faire[4]. En vain résistent la seigneurie et les collèges. Au son de la cloche, qui appelle le peuple sur la place, les seigneurs descendent par contrainte sur la *ringhiera*, et l'on ferme les portes derrière eux[5]. En tête est Giuliano, qui tient

1. « Un governo di tutti li amici nostri. » (Lettre de Prinzivalle, dans Villari, t. II, p. 526, append. n° 16.)
2. Nerli, liv. VI, p. 115.
3. Landucci, p. 328; Cambi, t. XXI, p. 324; Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XI, ch. II, t. V, p. 15-20.
4. Lettre de Prinzivalle, dans Villari, t. II, p. 526, append. n° 16.
5. Cambi, t. XXI, p. 324.

fort indûment, n'étant pas gonfalonier, le gonfalon de justice. A leurs pieds, la foule ne se compose guère que d'étrangers et de soldats [1]; les rues barricadées ne permettent pas aux mécontents d'approcher. C'est pourquoi de partout s'élève le cri de *Palle!* même des fenêtres du palais et de la tour aux cloches [2]. On est en famille, on nomme sans plus tarder une *balie* qui fut d'abord de dix ou douze membres par quartier, tous désignés d'avance par les deux frères, et en excluant tout *piagnone* [3]. Les membres primitifs de la *balie* reçoivent le droit de s'adjoindre des membres nouveaux, et de prolonger d'année en année les pouvoirs de ce redoutable office. C'est ainsi qu'il fut bientôt porté de quarante ou quarante-cinq personnes à soixante-seize [4], et qu'il continua ses fonctions abusives jusqu'au jour où, en 1527, les Medici furent chassés de nouveau.

Pour mieux dire, s'estimant trop nombreuse, la *balie* désigna dans son sein vingt *accoppiatori* exerçant les pleins pouvoirs par moitié, chacune de ces moitiés pendant six mois [5]. Ce sont ces dix *accoppiatori* qui

1. Nardi, liv. VI, t. II, p. 7-8.
2. Landucci, p. 328.
3. Nerli, liv. VI, p. 119. — « I quali elesse Mgr. Reverend. et il Magnifico (Giuliano). (Lettre de Prinzivalle, dans Villari, t. II, p. 526.)
4. La balie, dans le principe, est de 40 membres selon Vettori (*Arch. stor.*, Append., t. VI, p. 293); 45 d'après Prinzivalle (*loc. cit.*) et Guicciardini (*Stor. d'Ital.*, liv. XI, ch. II, t. V, p, 15-20). Ce chiffre s'élève, toujours d'après Prinzivalle, à 54, 65, 70. Ammirato (XXIX, p. 311) dit 66 et Pitti (t. I, p. 107) 76. Cela vient sans doute de l'adjonction des seigneurs et d'*arruoti* nommés le 21 novembre (Landucci, p. 333, n. 2). En février 1513, par un nouvel appel d'*arruoti*, la balie se trouve portée, chiffre presque inouï, à 548 membres (Cambi, *Del.*, t. XXI, p. 331. Nerli, liv. VI, p. 118). Sismondi (t. IX, p. 142), ayant mal lu, voit là un nouveau Conseil d'*arruoti*, c'est la même erreur qu'a commise M. Tommasini pour les *richiesti*. Voy. dans la *Revue historique*, t. XXX, janv. 1886, un article où je montre cette erreur.
5. Nardi, liv. VI, t. II, p. 10; Landucci, p. 333, n. 2; Lettre de Prinzivalle, *loc. cit.*

désigneront désormais le gonfalonier et ses prieurs, qui nommeront à tous les emplois et qui « feront en outre tout ce qui survient au jour le jour[1] ». Pour qu'ils pussent sans retard créer une seigneurie, toute au gré des nouveaux maîtres, G. B. Ridolfi, quoique parent des Medici, fut invité à se démettre le 1er novembre[2]. Le gonfalonier, n'étant plus nommé que pour deux mois, comme les prieurs, cessa d'être le magistrat important et en vue qu'on en avait fait. Au palais fut installée, pour assurer l'exécution de la réforme, une forte garde de soldats étrangers, sous le commandement de Paolo Vettori, un des promoteurs de cette révolution[3]. A l'ombre des piques, on put en toute sûreté et sécurité supprimer le Grand Conseil, les Dix, beaucoup de lois et de *divieti*, et enfin les milices, sauf à en rétablir plus tard une vaine et dérisoire apparence[4].

« Ainsi, écrit le fougueux Prinzivalle, les choses marchent à notre gré[5]. » Il faut entendre au gré des *palleschi*, des Medici, du cardinal, et même des ennemis avérés de la ville. Le cardinal laisse bien voir à quel point son intérêt et celui de sa famille sont liés au leur : « De cette sorte la sérénissime Ligue se pourra utilement servir de notre État pour atteindre son but[6] ». Mais tout le monde, même parmi les vainqueurs et les familiers, est loin de partager cet indigne contentement. « On amena la ville à ce point, dit Francesco Vettori,

1. Lettre de Prinzivalle, *loc. cit.*
2. Cambi, t. XXI, p. 324; Nerli, liv. VI, p. 116; P. Jove, *Vita Leonis* X, lib. III. *Op. omn.*, t. II, p. 54-55; Ammirato, XXIX, p. 312.
3. Nardi, liv. VI, t. II, p. 11; Lettre de Prinzivalle, *loc. cit.*
4. Cambi, t, XXI, p. 328; Villari, t. II, p. 181.
5. Lettre de Prinzivalle, *loc. cit.*
6. Le card. des Medici à Piero de Bibbiena, 16 sept., dans Villari, t. II, p. 523, append. n° 14.

que rien ne se faisait sans la volonté du cardinal. C'est ce qu'on appelle une véritable tyrannie[1] ». Guicciardini, qui n'est pas davantage un ami de la liberté, écrit pourtant d'un ton de regret : « C'est ainsi que fut supprimée par les armes la liberté des Florentins[2] ». Ammirato, autre serviteur des Medici, qui voit les choses de plus loin et fait déjà entendre le jugement de la postérité, compare le régime nouveau à la dictature de l'ancienne Rome[3]. Mais plus instructif et plus curieux est le témoignage des contemporains, quand ils sont assez obscurs pour n'avoir point à espérer de faveurs, pour pouvoir sans partialité dire leur sentiment. Notre bon épicier, Luca Landucci, dont le précieux journal touche à sa fin, ne se départ point de sa prudence accoutumée, tant il craint que les murs de sa chambre n'aient des yeux et des oreilles. Il est résigné, mais il y a bien des sous-entendus dans sa résignation voulue : « A la louange de Dieu. Chacun doit être content de ce que permet la Divine Bonté, parce que tous les États et seigneurs sont de Dieu. Et si, dans ces changements d'État, il nous arrive quelque pénurie, dommage, dépense ou malaise de peuple, pense que c'est pour nos péchés, afin qu'il en résulte un plus grand bien[4] ».

Voilà l'opinion commune, l'opinion du vulgaire. Florence est donc mûre pour la servitude : il n'y a plus de ressort pour défendre la liberté qu'on regrette, ni même pour la regretter ouvertement. La pensée timide se détourne d'ailleurs bien vite du joug intérieur. C'est

1. *Sommario, Arch. stor.*, Append., t. VI, p. 293.
2. *Stor. d'Ital.*, liv. XI, chap. II, t. IV, p. 20.
3. Ammirato, XXIX, p. 313
4. Landucci, p. 329.

le joug extérieur qui paraît surtout dur à porter. Ce sont les Espagnols dont on hait l'insolence, dont on souhaite l'éloignement. Rien de plus naturel, si l'on veut; mais il faut bien le reconnaître et le dire, une nouvelle race d'hommes apparaît alors et déjà domine, dont Florence n'a pas lieu d'être fière, et qu'elle n'avait pas connue, même de 1434 à 1492, sous le règne non interrompu, sous le règne prospère, quoique dégradant, des premiers Medici. Ce sont les courtisans, gens ruinés et avides de se refaire. Ils se vantent de ce qui eût paru jadis une infamie, d'avoir toujours servi cette famille, conjuré avec elle et pour elle, correspondu longuement avec Giulio des Medici, cousin et agent du cardinal. Ils donnent à entendre qu'ils ont préparé, facilité l'invasion des Espagnols, qu'ils leur ont livré le passage de l'Apennin, et Prato, et Campi, après avoir empêché qu'on ne mît ces passages et ces places en état de défense. Pour ces beaux services ils ont droit au retour de l'âge d'or, le Pactole doit être à eux. « Grâce à eux, selon Landucci et Pitti, on n'entend plus partout que le cri de *Palle!* On voit partout reproduit cet emblème des *palle*. Les *piagnoni* ont tous renié le *frate*, quoiqu'ils persistent à attendre, d'après ses prédictions, le châtiment des scandaleux libertinages d'en haut; quoiqu'une douzaine de prédicateurs, à Florence et par toute l'Italie, annoncent encore ce châtiment[1]. » — « Les dominicains de San Marco, écrit Pandolfo des Conti à Francesco Guicciardini, semblent avoir perdu la vraie lumière. Les fèves sont à bas prix. Une foule de citoyens en sont réduits à acheter des filets pour la

1. Landucci, p. 343-344; J. Pitti, t. I, p. 112; Capponi, t. II, p. 318.

chasse[1] ». Ainsi tout dégénère, tout s'affaiblit dans cette Florence autrefois si virile. Les plus hardis y risquent à peine quelques épigrammes, quelques commérages, faible consolation des peuples qui ont perdu toute confiance en soi.

Cherchons dans quelques faits particuliers l'irréfragable preuve de cette cruelle décadence. La salle du Grand Conseil, que Savonarola avait fait construire, étant désormais inutile, est affectée pour quartier aux mercenaires du palais qui la dégradent[2], et Luca Landucci ne trouve à ce sujet qu'un mot à dire : « Cette chose déplut à tout Florence, non pas la mutation de l'État, mais la destruction de cette belle œuvre de bois qui avait coûté si cher[3] ». Tous les sujets de mécontentement furent bien vite oubliés dans les fêtes du carnaval[4]. Pour ces fêtes et pour d'autres d'un caractère exceptionnel[5], on instituait deux compagnies, l'une intitulée *il Diamante*, parce que le diamant était l'insigne de Lorenzo l'ancien, et dont le chef fut Giuliano; l'autre dite *Broncone*, ou grosse branche, parce qu'une branche était l'insigne de Piero. Lorenzino, fils de Piero, était placé à la tête de cette seconde compagnie. L'une et l'autre composent à l'envi des « Triomphes », notamment celui du siècle d'or, comme augure des temps

1. Pandolfo des Conti à Franc. Guicciardini. Flor., 13 nov. 1512, dans Guicc., *Op. ined.*, t. VI, p. 148.

2. Voy. la mention des actes officiels, 22 novembre, pour l'affectation nouvelle, et 31 décembre, pour le payement des ouvriers, dans Landucci, p. 333, n. 1.

3. Landucci, p. 333.

4. Nardi, liv. VI, t. II, p. 21.

5. Les plus belles fêtes furent données pour l'exaltation de Léon X. Vasari les a décrites. Voy. *Vita del Pontormo*, t. VI, p. 250, éd. Milanesi in-12.

à venir[1]. Ce Jacopo Nardi en qui l'on se plaît à voir un républicain de la vieille roche, composa les vers qui furent chantés en cette occasion[2].

Novus ab integro seclorum nascitur ordo.

Ce n'est pas moins vrai de Florence au XVIe siècle que de Rome au siècle d'Auguste ; mais nous ne donnerons pas à ce vers le sens élogieux que lui donnait Virgile. L'art de gouverner ne consiste plus qu'à satisfaire les appétits, et il est éternellement vrai que les peuples ont le gouvernement qu'ils méritent[3].

La révolution accomplie, Ramon de Cardona fit aux Florentins l'honneur de venir dans leur ville (18 septembre). Il la parcourut, entra dans les églises, gravit les marches nombreuses qui, dans la cathédrale, conduisent au « dôme », à la coupole. Paolo Vettori l'introduisit dans le Conseil, l'y fit asseoir au milieu des seigneurs, à la place vide du gonfalonier! Là, le hautain Espagnol prit la parole, recommanda de procurer la sûreté des Medici, réclama des garanties. Mais, parlant en grossier soldat à ce peuple de lettrés et d'orateurs, il leur parut si confus qu'on ne savait ce qu'il voulait dire. Le même jour il retourna à Prato, pour ordonner le départ[4].

Du 18 au 20 septembre, après que le cardinal eut rendu sa visite à ce vice-roi dont il était l'obligé, s'ébranlèrent, partirent de Calenzano, de Campi, de Prato, de partout, ces Espagnols « plus cruels que le diable[5], » —

1. Nardi, liv. VI, t. II, p. 21.
2. On trouve ces vers dans les *Canti carnascialeschi*. Voy. Villari, t. II, p. 182.
3. Voy. cette situation appréciée par Francesco de Sanctis, *Nuovi saggi critici*, p. 203-228, Naples, 1872; Carlo Gioda, *Opere inedite*, Bologne, 1880.
4. Nardi, liv. V, t. I, p. 499; Landucci, p. 329.
5. Landucci, p. 329.

« ces Maures blancs, ces renégats venus sous le nom du roi catholique ». Ils emportaient cinquante-trois mille écus d'or, « pour boire au comptant », et la promesse de quatre-vingt-dix mille payables par tiers en deux mois, sans parler du butin, qui montait à deux cent mille écus d'or[1]. Traînant avec soi les pièces d'artillerie qu'elle s'était fait donner par les Florentins, brûlant les maisons, cette soldatesque s'éloigna dans la direction de Brescia, pour ravir aux Vénitiens le fruit de leurs guerrières fatigues[2].

Dans leur joie sans dignité de cette délivrance si chèrement achetée, les Florentins oublient presque de faire leurs comptes, ou plutôt ils ouvrent sans regret un emprunt forcé de quatre-vingt mille florins, nécessaire pour les apurer[3]. Mais cette joie est de courte durée : ils s'aperçoivent bientôt que leurs propres soldats, répandus dans leurs murs et dans le *contado*, ne sont guère moins à craindre que les Espagnols. Pour conjurer ce nouveau péril, ils n'imaginent rien de mieux que de se mettre sous la protection du fameux tableau de l'Impruneta, dont ils font, le 26 septembre, la procession traditionnelle[4]. Plus qu'à moitié païens, ils avaient conservé du catholicisme ses superstitions. Les processions étaient les *circenses* de ce raccourci des Romains.

Sans objections contre ce pieux coup d'épée dans l'eau, les Medici portaient plus loin leurs regards. Ils

1. Cambi, t. XXI, p. 329. Nardi (liv. VI, t. II, p. 17) parle de plus de 150,000 florins, sans compter les présents faits à divers personnages.
2. Landucci, p. 330.
3. Cambi, t. XXI, p. 330.
4. Landucci, p. 330 et n. 1. Lettre de la Seigneurie au Pievano de l'Impruneta, 24 sept. Le texte est dans *Il sacco*, t. II, p. 208, et une phrase dans Landucci, p. 330, n. 1.

redoutent maintenant la prépondérance espagnole, comme ils redoutaient naguère la prépondérance française. Ils cherchent à se concilier Louis XII. « Tout ce qui est survenu, lui font-ils écrire, a été fait par nécessité, par force et non sans de grands périls. Tout ce mal et désordre n'a pas eu d'autre cause pour les Florentins que d'être restés seuls en Italie amis des Français[1]. » Mais il était plus facile de renvoyer les Espagnols en les payant, que de persuader à Louis XII des sentiments démentis par un si récent passé. Dans tous les cas, la protestation faite, il en fallait attendre les effets.

On les attendit en exerçant, à l'intérieur de Florence, cette sorte d'action que notre langage moderne appelle réaction. Partout les Medici font repeindre et replacer leurs armes, ces fameuse *palle*, qui sont tout ensemble un emblème et un mot de ralliement (2 octobre). En même temps, ils font enlever à la Nunziata l'image de Pier Soderini, qui y figurait parmi celles de tant d'autres personnages considérables. Ces images étaient en cire, de grandeur naturelle et costumées, les unes sur des tablettes, les autres, à mesure que le nombre en devenait trop grand, suspendues par des cordes au plafond de cette église. La chute ou la suppression d'une de ces figures était pour la famille un mauvais pronostic. Tout parti, au moment de son triomphe, enlevait celles de ses adversaires, et faisait ainsi de la place dans la Nunziata encombrée[2].

Comme on s'était acharné contre l'effigie de Soderini, on s'acharna contre l'homme lui-même. Il s'était retiré

1. Les Dix à Roberto Acciajuoli, orateur en France, 24 sept., dans *Il sacco*, t. II, p. 215-219.
2. Landucci, p. 330 et n. 2.

à Raguse, on l'y confina, on le condamna à y rester. Son frère Giovan Vettorio est confiné pour trois ans à Pérouse. Trois de leurs neveux le sont à Naples, à Milan, à Rome. Point d'appel sérieux contre ces condamnations. Elles ne pouvaient être levées que par les Huit, à l'unanimité de leurs fèves ; or les Huit étaient nommés par les *accoppiatori*, instrument des Medici [1]. Comment donc a-t-on pu prétendre que le pouvoir nouveau avait été bon pour la famille rivale récemment renversée ? On a les preuves du contraire. Quatre ans plus tard, François Ier écrivait aux Huit : « Nous avons esté advertiz de l'indeue et calumnieuse poursuite qui se fait injustement contre nos chers et bien amez les Soderini ». Il priait de « ne leur donner, ne souffrir donner aucun empeschement en leurs personnes, familles et biens ». Il menaçait de représailles ceux qui n'obtempéreraient pas à sa réclamation. « Ils se sont réfugiez auprès du roy, mais ils ne refuseront soy trouver devant juges non suspects et en lieu non suspect pour eux purger. C'est une voye commancée où un chascun de vous doibt avoir l'ueil, car, après les Soderini, en chercheront d'autres, et ne cesseront jusques auront le sang et les biens des bons cytoyens, qui taschent préserver la liberté par eulx et leurs ancestres acquise[2] ».

Ces prévisions pessimistes, qui ne permettent guère de voir en François Ier un admirateur, un ami des Medici, n'étaient que trop justifiées par de récentes et nombreuses rigueurs, lesquelles avaient non seulement atteint la tête, mais aussi frappé les bras. Par délibé-

1. Landucci, p. 331 ; Nardi, liv. VI, t. II, p. 24.
2. François Ier aux Huit de pratique, 4 juillet 1516. Texte dans Desjardins, t. II, p. 778.

ration des seigneurs, Niccolò Machiavelli était privé de tout office[1]. Buonaccorsi, son coadjuteur à la secrétairerie des Neuf de l'*ordinanza* ou milice, se voyait, le même jour, enveloppé dans sa disgrâce[2]. Nombre d'autres employés perdaient aussi leur gagne-pain. Antonio Segni, que le cardinal Soderini avait envoyé à son frère Piero en fuite, pour l'avertir qu'à tomber aux mains du pape il courrait risque de la vie, subit le supplice de la corde à Rome, et si violemment qu'il en mourut[3]. Certains *frati* de l'observance sont mis en prison et aux fers pour avoir servi de secrétaires à Argentina, la femme de Soderini, retirée au couvent des *Murate*, et « plus belle que jamais », disait-on. Trois autres *frati* de San-Spirito sont confinés pour avoir mal parlé du nouvel ordre de choses[4]. Le froc ne protège donc point, et l'amitié pas davantage, si elle n'est du premier degré, dévouée à l'aveugle. Pour quelques paroles de blâme[5], Francesco Vettori, qui a trempé pourtant dans l'expulsion de Soderini, est emprisonné, reçoit plusieurs coups du supplice de la corde. Tout meurtri, presque disloqué, il s'éloigne en murmurant ces mots : *Or questo per amor s'acquista ;* mais il ne tardera pas à réprimer sa mauvaise humeur, à faire même des avances, car bientôt nous le retrouverons rentré en grâce[6].

1. 7 novembre 1512. Voy. le doc. dans Mach., *Opere*, éd. Passerini, t. I, p. LXXXIII. Cf. Piero Guicciardini à son fils Francesco. Flor. 20 nov. 1512, *Op. ined.*, t. VI, p. 155.
2. Deliberazione dei signori e collegi, n° 104, p. 116 v°, dans Villari, t. II, p. 188. Nardi avoue avoir emprunté au *Diario* de Buonaccorsi la plus grande partie de son ouvrage. Voy. liv. VI, t. II, p. 10.
3. Pandolfo des Conti à Fr. Guicciardini. Flor., 13 nov. 1512, dans Guicc., *Op. ined.*, t. VI, p. 146.
4. *Ibid.*, p. 147.
5. Voy. plus haut, même chap., p. 16, 17.
6. Lettre de Pandolfo des Conti, p. 146.

S'ils traitaient si mal leurs amis, comment les Medici eussent-ils traité mieux leurs employés infidèles? Durant leur exil, quand ils ne pouvaient veiller au grain, ils en avaient eu bon nombre sans probité. Deux des Martelli sont incarcérés « comme voleurs des biens de leurs patrons[1] ». Le 5 octobre, était publié un ban pour que quiconque détiendrait une part des biens de l'auguste famille, les déclarât sous peine de la potence. « Et l'on retrouva, écrit notre Landucci, beaucoup de choses[2]. » En vain, à ce sujet, Machiavelli avait-il donné au cardinal Giovanni de sages avertissements. Ces biens, disait-il, sont désormais aux mains de gens qui, les ayant achetés, en sont les possesseurs légitimes. Les leur reprendre, ce serait s'exposer à d'inextinguibles haines, « car les hommes se plaignent plus de la perte d'un bien que de la perte d'un père » : on ne ressuscite pas un père, tandis qu'on peut ravoir un bien. Mieux vaudrait donc, ajoutait ce sage conseiller, se faire accorder par la Balie une indemnité annuelle[3]. Mais les Medici étaient à l'heure où, dans l'enivrement du triomphe, on ne craint pas de se faire des ennemis.

Durs pour les méfaits passés, comment eussent-ils été doux pour ceux qu'ils soupçonnaient dans le présent? C'en est un de leur donner ombrage, comme de leur faire obstacle, et ils se débarrassent de qui les gêne. Le 24 février 1513, un certain Martino della Scarfa est condamné à cinq ans de confination et à quinze cents

1. Lettre de Pandolfo des Conti, p. 146.
2. Landucci, p. 331.
3. Texte dans Villari, t. II, p. 185. L'original a été publié pour la première fois par Passerini dans un journal de Florence. On le trouve à la Bibliothèque nationale de cette ville.

florins payables dans les huit jours. Ce qu'il a fait, on ne le dit point; nous voyons seulement dans la sentence qu'il était coupable envers les Medici[1]. Il ne devait pas l'être beaucoup, puisque pour des fautes bien vénielles encore le châtiment est plus grave. Ainsi messer Piero, « homme simple, qui ne pensait pas à injurier », est condamné, pour avoir mal parlé de l'État, imputation bien vague, à la perte de son emploi, au supplice de la corde, à cinq ans de confination[2]. C'est pour dix ans qu'est confiné, le 3 septembre suivant, Francesco del Pugliese, parce qu'il avait mal parlé des Medici, et pas plus dans cette sentence que dans celle de Martino n'est prononcé le nom des chatouilleux maîtres dont on protège et venge la jeune majesté[3]. Pour les trouver indulgents, il faut être un personnage. Guglielmo des Pazzi a osé dire qu'ils devraient être de simples citoyens; il a arboré aux fenêtres du palais, étant gonfalonier, la bannière bleue sur laquelle était écrit le mot factieux *Libertas*. Mais il est le père de l'archevêque Cosimo des Pazzi, et des despotes veulent être bien avec l'Église. Il jouira donc de l'impunité. Jacopo Salviati paraît importun parce qu'il est important. Facilement on eût pu lui chercher querelle. On se contente de l'envoyer ambassadeur à Rome, forme déguisée de l'exil, qu'aimait l'hypocrisie des Medici et que ceux qu'on y condamnait trouvaient très dure, à cause de la dépense. On ne pouvait faire plus contre lui. N'était-il pas le mari d'une fille de

1. « Pro conservatione presentis optimi pacifici status et regiminis populi florentini et pluribus aliis justis et rationalibus causis moti. » (Sentence des Huit, dans Landucci, p. 334, n. 1.)
2. Landucci, p. 334.
3. « Actentis quibusdam erroribus et inconvenientibus factis et commis-

Lorenzo, le beau-frère par conséquent du cardinal [1]?

Ce qui retient souvent de plus graves rigueurs un régime si personnel, si exclusivement occupé de ses intérêts, c'est son intérêt même. Dans l'éclat d'un succès indiscutable, avec les atroces souvenirs de Prato, et ceux, plus lointains, de Piero, fils du premier Lorenzo, dont la folie avait tout perdu, il eût été impolitique de ne pas apporter à la sévérité quelques tempéraments. Les mécontents n'étaient pas en nombre pour devenir dangereux, ni ceux qu'on avait dépouillés de biens acquis à beaux deniers comptants, ni ce résidu d'*ottimati* dont le grief unique était d'avoir aussi peu de part aux offices que sous le gouvernement populaire. Les plus fidèles amis des Soderini ne faisaient pas d'opposition ouverte. L'ancien gonfalonier à vie ne craindra pas bientôt, nous le verrons, de venir à Rome, dans la gueule même du loup : preuve de sa parfaite résignation. Dès le 6 novembre 1512, le cardinal Medici, libre de tout souci, pouvait partir vers Bologne et Ferrare, d'où il ne revenait que le 19 janvier suivant [2].

« Bénignité et mansuétude envers les citoyens », dit Nardi, quand il veut caractériser le nouveau régime [3]. Il y met vraiment trop de complaisance. A la moindre apparence de rébellion, le cardinal savait sévir. On le vit bien à son retour de Bologne, et l'histoire en est instructive. Au mois de février 1513, on trouve chez les Lenzi, parents des Soderini, un papier que des étourdis ont laissé tomber de leur poche. Ce papier est une liste,

sis in vilipendium et dedecus presentis pacifici status, » etc. (Texte dans Landucci, p. 341, n. 2.)

1. Voy. G. Capponi, *Stor. di Fir.*, t. II, p. 311.
2. Landucci, p. 333-334; Lettre de Pandolfo des Conti, p. 147.
3. Nardi, liv. VI, t. II, p. 24.

portant les noms d'une vingtaine de jeunes gens. Pas de doute, c'est une liste de conjurés pour renverser les Medici. En tête se trouvent Pietro Pagolo Boscoli, lettré blondasse de trente-cinq ans, connu pour son esprit troublé et pour n'y voir presque point[1], puis Agostino Capponi, célibataire de quarante-trois ans. Interrogés, ils avouent dans les tortures quelques propos imprudents, le regret de la liberté, le désir de délivrer leur patrie. Ils n'ont point de complices, puisque rien encore n'a été entrepris; mais on tient pour tels les gens auprès de qui ils espéraient trouver faveur. On soumet aux mêmes épreuves de l'interrogatoire et de la question onze de ces comparses, dont Machiavelli[2].

Croire ou ne croire pas au sérieux de cette conjuration, c'est, parmi les contemporains, affaire de parti : Cambi doute, Nerli ne doute point[3]. Écoutons donc, pour savoir qu'en penser, un des principaux intéressés, Giuliano des Medici : « Jusqu'à présent, écrit-il, on n'a découvert qu'une mauvaise intention, avec peu d'ordre, sans fondement ou queue, sans péril pour l'État. La qualité des hommes de cette intelligence est, quoiqu'ils soient nobles, de peu de poids et de moins de suite encore[4] ». Trois semaines plus tard, alors que tout est depuis longtemps fini, tout ce que sait Giuliano, c'est que les chefs, Boscoli et Capponi, « jeunes gens de bonne maison, mais sans réputation, sans suite, sans ressources », avaient conféré plusieurs fois entre eux

1. Cambi, t. XXII, p. 5; J. Pitti, t. I, p. 103.
2. Giuliano à Piero de Bibbiena à Venise. Flor. 19 févr. 1513, dans Villari, t. II, p. 524, append. n° 15. Giuliano donne les noms.
3. Cambi, t. XXII, p. 5; Nerli, liv. VI, p. 122.
4. Giuliano à Piero de Bibbiena, *loc. cit.*, 19 févr. 1513.

pour chasser les Medici[1]. Pas un moment on n'avait pu avoir d'inquiétude. Les Florentins, ayant reçu l'ordre de déposer les armes, étaient accourus en foule pour protester platement de leur fidélité. On avait même vu divers parents des accusés, allant plus loin encore, demander qu'on fît justice[2].

Ils furent exaucés, et promptement. Mis en prison le 18 février, Boscoli et Capponi étaient décapités le 22. Plusieurs de leurs amis furent jetés dans la tour de Volterre : ils n'en devaient sortir que sur un vote unanime des Huit, et pour un exil perpétuel hors du territoire. D'autres étaient exilés sans prison, d'autres simplement confinés dans le *contado*[3]. La relation des derniers moments de Boscoli achève de montrer ce qu'étaient ces conspirateurs. Elle nous a été laissée par son intime ami, Luca della Robbia, petit-neveu du célèbre sculpteur, qui avait obtenu l'autorisation, comme pénitent ou *fratello* de la Compagnie de miséricorde, d'assister le patient dans sa nuit suprême.

C'est en vain que le platonisme avait tenté de rétablir l'accord entre la morale païenne, adoptée par la Renaissance, et celle du Christ : la vie publique persistait à se faire toute grecque ou romaine; elle ne proposait à l'imitation que les héros de l'antiquité[4]. Les lauriers de Brutus avaient troublé le sommeil de Boscoli.

1. Giuliano à Piero de Bibbiena. Lettre du 7 mars 1513, dans Villari, t. II, p. 525, append. n° 16.
2. Sanuto, ms., t. XV, p. 320 v°, qui rapporte une lettre de Florence du 13 février. Voy. dans Villari, t. II, p. 195.
3. Giuliano à Piero de Bibbiena, 7 mars, *loc. cit.* Cf. Nardi, liv. VI, t. II, p. 26; Pitti, t. I, p. 109; Cambi, t. XXII, p. 5; Fr. Vettori, *Sommario, Arch. stor.*, Append., t. VI, p. 295; Nerli, liv. VI, p. 125; Ammirato, XXIX, p. 312.
4. Voy. sur ce point Villari, t. II, p. 194.

— Luca, disait-il, pendant cette nuit de recueillement et de prière, ôte-moi Brutus de la tête, afin que je fasse ce pas tout à fait en chrétien[1]. — Vingt-cinq ans plus tard, un autre républicain attardé de Florence se donnera la mort dans la forteresse de cette ville, en invoquant Caton dans un écrit adressé *Deo liberatori*, qu'on trouva souillé de son sang, à côté de son cadavre[2].

Ainsi la prétendue clémence du prince de l'Église devenait, à la moindre alarme, impitoyable rigueur. Appelé à Rome le jour même où l'on jugeait ces deux infortunés, le cardinal ordonnait de leur trancher sans retard la tête, et, parce qu'il daigna ordonner qu'on ne dépassât point ses ordres homicides, ses courtisans portèrent aux nues sa mansuétude[3]. Le républicain Nardi risque même une sorte de justification : « Étant craints, écrit-il, les Medici devaient craindre[4] ». Il aurait pu mieux dire : c'est que l'usurpation monarchique commence alors, aux yeux mêmes les moins bienveillants, à paraître un droit.

Le départ précipité du cardinal avait pour cause la vacance annoncée du saint-siège. Jules II était mort l'avant-veille (20 février), et le concile allait s'ouvrir le 4 mars, selon le vœu formel du pape mourant, afin que les cardinaux schismatiques, qui étaient au loin, n'eussent pas le temps de s'y rendre[5]. La disparition de ce turbulent pontife, qui, pour chasser les barbares fran-

1. *Narrazione del caso di P. P. Boscoli e di A. Capponi,* par Luca della Robbia, dans *Arch. stor.*, 1re sér., t. I, p. 289-290.
2. Ferrai, *Filippo Strozzi,* p. 30. Flor., 1880 ; Cipolla, p. 339, n. 2.
3. Nerli, liv. VI, p. 122-123 ; Nardi, liv. VI, t. II, p. 28; Landucci, p. 335.
4. Nardi, liv. VI, t. II, p. 24.
5. Paride des Grassi, maître de cérémonies de Léon X, dans *Ann. eccl.*, 1573, § 7, 13, t. XXXI, p. 3-7. D'après Hergenrœther, *Leonis X Pont. Regesta,* Fribourg en Brisgau, 1884-85, le cardinal arriva au conclave le 6 mars.

çais, avait déchaîné sur l'Italie les Allemands, les Espagnols, les Suisses, non moins barbares, parut à la péninsule, qu'il avait bouleversée, une délivrance. Aspirant à des jours plus tranquilles, elle ne lui tenait pas compte de son éclatante supériorité sur ses prédécesseurs; elle lui voulait un successeur qui ne lui ressemblât point; elle appelait de tous ses vœux un pape jeune, calme, pacifique, au lieu d'un vieillard colérique et belliqueux.

Or, ce candidat de tous les rêves, on l'avait sous la main. Le cardinal Giovanni des Medici avait trente-sept ans. Il était si réfléchi et si prudent, si lent même dans ses actes, que Jules II l'appelait « Votre Circonspection ». Mol épicurien, il dissimulait si bien ses vices, dit un de ses familiers, Francesco Vettori, qu'on le tenait pour être de bonnes mœurs [1]. Cruel dans la plaisanterie, selon Paul Jove, à rendre fous les simples [2], il n'en tenait pas moins de ses courtisans une réputation bien usurpée de bonhomie. Ses infirmités précoces permettaient de croire, s'il était élu, qu'il ne le serait pas pour longtemps, motif de faveur auprès des cardinaux non *papables* à cette heure, mais qui réservaient tous *in petto* leur avenir. Myope comme son père, comme presque tous ses ancêtres, au point de porter toujours un lorgnon à l'œil [3], son corps grand et gros, sauf les jambes qui étaient grêles, soutenait une tête plus grosse encore, hors de toute proportion. De teint coloré, presque rougeaud, il n'en était pas moins de constitu-

1. *Sommario, Arch. stor.*, Append., t. VI, p. 297
2. *Vita Leonis X*, liv. I, *Op. omn.*, t. II, p. 84-88.
3. Voy. l'indication des textes dans Burckhardt, *la Civilisation*, etc. Trad. franç., t. I, page 197, note.

tion débile, incapable de fatigue, et il s'affaiblissait encore par des excès tantôt de jeûne, tantôt de bombance. Déjà catarrheux avant d'être quadragénaire, il souffrait, par surcroît, d'un mal réputé alors incurable, d'une fistule qui le rendait fort désagréable à approcher, et qui l'incommodait assez pour qu'il fît en litière le voyage de Florence à Rome. C'est même pour cette raison qu'il s'était refusé le plaisir de voir le supplice de ses victimes, car le trajet, fait ainsi, devait prendre douze jours (22 février - 6 mars) et il fallait arriver en temps utile[1].

Bien vu de ses vieux collègues parce qu'il était malade, et des jeunes parce qu'il était mondain, le cardinal Medici avait en outre, aux yeux de tous, cet avantage que, s'il devenait pape, toutes les forces de la République florentine seraient à la disposition du saint-siège. L'unique obstacle venait du cardinal Soderini, chef de la faction adverse dans le conclave; mais cet obstacle était sérieux, parce que ce prince de l'Église jouissait d'un crédit mérité et que rien n'est difficile à désarmer comme une opposition fondée sur la rancune et la haine. On y parvint toutefois en offrant de rappeler de Raguse Pier Soderini, frère du cardinal, de lui permettre le séjour de Rome, de le remettre dans la jouissance de tous ses biens séquestrés, enfin de rapprocher les deux familles ennemies par un mariage dont, dès leur retour, les Medici avaient conçu le vague

1. Marin Giorgi, Relation du 17 mars 1517, parle des maladies de Léon X, et notamment de la fistule, qu'il ose à peine nommer entre parenthèses. Voy. Albèri, 2ᵉ sér., t. III, p. 51. — G. Capponi (t. II, p. 316) fait remarquer que le portrait de Léon X par Raphaël ne fait penser qu'à l'art du peintre.

dessein. Il s'agissait de donner à Lorenzino la fille de Giovan Vettorio Soderini, le troisième frère[1]. Ces propositions furent acceptées, et si la résistance d'Alfonsina Orsini, mère de Lorenzino, ne permit pas d'y donner suite, le cardinal Medici, élu pape, tint cette fois, dans la mesure du possible, une parole où il trouvait son compte : il fit agréer Luigi Ridolfi, neveu de sa sœur, substitution dont les Soderini, tout en l'acceptant, faute de mieux, conservèrent au fond de l'âme un secret ressentiment[2]. Peu importait à l'élu du conclave : il avait doublé le cap le 11 mars, avant qu'Alfonsina eût fait connaître son refus de mésallier son fils. Le nouveau pape n'était encore que diacre. Avant de le couronner, il fallut l'ordonner prêtre[3]. On prétendit que, s'il prenait le nom de Léon X, c'était parce que sa mère, enceinte de lui, avait rêvé qu'elle accouchait sans douleur d'un énorme et doux lion[4]. Les mauvais jeux de mots ne sont point rares dans l'histoire de l'Église.

Florence dégénérée, oublieuse déjà de la restauration funeste qui lui avait ravi sa liberté, désirait ardemment cette élection. Jamais encore elle n'avait vu un de ses fils sur le siège de Pierre. D'un pape florentin elle espérait une sérieuse protection contre les dangers du dehors, toute sorte de profits en dignités ecclésiastiques, trafics et autres affaires à Rome[5]. Elle comptait tant sur

1. Nerli, liv. VI, p. 124. — On avait aussi parlé de Giuliano. Voy. Bernardo de Bibbiena à son frère Piero à Venise. Rome, 6 sept. 1512. Texte dans Villari, t. II, p. 520, append. 13.

2. Nardi, liv. VI, t. II, p. 32; Nerli, liv. VI, p. 124.

3. Paride des Grassi, *Ann eccl.* 1513, § 13, t. XXIII, p. 6-7; P. Jove, *Vita Leonis X*, lib. III, *Op. omn.*, t. II, p. 56; Nardi, liv. VI, t. II, p. 28-32; Belcari, liv. XIV, p. 407-408; Hergenrœther, *Leonis X Pont. Regesta.*

4. Ammirato, liv. XXIX, p. 313.

5. Vettori, *Somm.*, *Arch. stor.*, Append. VI, p. 300; Nardi, liv. VI, t. II, p. 29; Ammirato, XXIX, p. 313.

le succès qu'elle l'escompta, si l'on peut dire, par excès de confiance. Sur le bruit vague qui s'en répand, le 11 mars, les cloches sonnent aux palais, dans les églises. Des feux sont allumés partout, les femmes garnissent les fenêtres. Des fenêtres, dans les rues, on crie *Palle!* et on le crie encore quand on sait que cette allégresse est prématurée. « Voix du peuple, voix de Dieu, écrit Landucci, quoiqu'il parût léger aux entendus de sonner les cloches et d'allumer des feux sans savoir le vrai[1]. »

On ne devait pas, du reste, l'ignorer longtemps. On le sut le soir même de l'élection, par un système de signaux sans doute[2], et un bien petit nombre de citoyens s'abstinrent de partager la joie commune. L'historien Cambi, opposant endurci, se réjouit comme les autres : « Dieu lui fasse la grâce qu'il gouverne bien l'Église pour l'honneur de Dieu, pour le salut de son âme, pour le bien de *sa* ville de Florence, car il est le premier pontife florentin créé par la grâce de Dieu et sans simonie[3] ». La ville entière prend part aux fêtes. Si c'est sa coutume, jamais, du moins, elle n'en avait célébré de si démonstratives : les démonstrations du peuple en liesse deviennent de l'extravagance, du désordre. Festins privés, banquets publics, prisons ouvertes, rappel des confinés, illumination du palais, des portes, de la coupole de Brunelleschi, décharges d'artillerie : c'est le programme ordinaire de ces réjouissances banales qui ne varient guère d'un siècle à l'autre. La caractéristique, ici, c'est le désarmement des adversaires et l'adulation

1. Landucci, p. 336.
2. G. Capponi (t. II, p. 316) émet, du moins, cette supposition.
3. Cambi, t. XXII, p. 6.

croissante aux pieds des Medici. Une foule en délire les salue aux cris de *Palle!* et de *Papa Lione!* Devant leur porte elle fait des « triomphes » représentant la discorde, la guerre, la peur, et les livre aux flammes. Un seul n'est pas brûlé, celui qui représente la paix[1].

Ménagers de leurs biens, les maîtres qu'elle acclame tenaient leur palais fermé, sauf à leurs plus sûrs amis : ils craignaient qu'elle ne mît à sac, comme c'est l'usage à Rome, au lendemain de toute élection pontificale, la maison de l'élu. Mais, pour agir en princes, par leurs fenêtres ils jetaient de l'or, de l'argent, des manteaux, des capuchons, des bonnets. Dans l'église San-Lorenzo, ils faisaient servir du pain, du vin, à quiconque se présentait. Leurs amis, Giovanni Tornabuoni, Jacopo Salviati, d'autres encore, faisaient de même à leur logis[2]. La populace, gorgée, enivrée, insulte les *piagnoni*, si clairsemés désormais, à qui cette élection donnait le coup de grâce; elle met stupidement le feu à tout ce qui peut brûler, corbeilles, tonneaux, copeaux, toits en bois des boutiques : les boutiques mêmes faillirent être pillées. Pour couper court à cette frénésie, il ne fallut rien moins qu'un ban des Huit, menaçant les délinquants de la potence.

Mais de mars à juin on avait le temps d'oublier une menace que n'avait suivie aucun effet, et la multitude, mise en appétit de désordres, y renonce difficilement tant qu'elle ne s'en est pas rassasiée. Elle recommença donc à la fête patronale de la Saint-Jean, sous prétexte de remercier Dieu du pape qu'il avait donné à la ville.

1. Nardi, liv. VI, t. II, p. 31; J. Pitti, t. I, p. 110; Landucci, p. 336-337.
2. Cambi, t. XXII, p. 7-8; Ammirato, XXIX, p. 313.

« Ces fêtes, écrit Cambi, furent diaboliques et bestiales. Il y périt du monde. Le saint fut, non pas honoré, mais déshonoré [1]. »

Quoi qu'il en soit, Florence était fière outre mesure de la gloire d'un seul qui rejaillissait sur elle. C'est à peine si quelques sages prévoyaient qu'en accumulant tant de grandeurs sur une même famille, on n'aboutirait qu'à remplacer la république par le principat absolu [2]. En vain un Génois, pour lors présent à Florence, signale-t-il le danger : « Avant, leur dit-il, que vous ayez eu autant de papes que Gênes, vous saurez ce que peut la grandeur des papes dans les villes libres [3]. » Mais quand donc l'expérience d'autrui a-t-elle profité à personne? Il n'y a de leçons profitables que celles qu'ona payées chèrement.

Devenu pape, Léon X appartient à l'histoire générale, sans cesser d'appartenir à l'histoire de Florence. On peut même dire que l'histoire de Florence se confond avec la sienne, se perd dans la sienne et celle de son pontificat. La ville brillante qui a été une personne n'est plus qu'un atout aux mains qui tiennent le jeu à Rome. Entre les Florentins qui espéraient beaucoup pour leur patrie du règne d'un de leurs compatriotes, et les ecclésiastiques de la Curie qui avaient vu dans l'élection de Léon X l'avantage de disposer, à l'avenir, des forces florentines, c'est la Curie qui avait bien vu, bien calculé.

Léon X est assurément une des erreurs ou, tout au

1. Cambi, t. XXII, p. 7-8, 23-24; Landucci, p. 336-337; J. Pitti, t. I, p. 110.
2. Nerli, liv. VI, p. 124.
3. Nardi (liv. VI, t. II, p. 31) rapporte ces paroles.

moins, une des exagérations de l'histoire. On a donné son nom au seizième siècle, dont il n'a vécu que les vingt et une premières années, et quoiqu'il n'ait porté la tiare que huit ans. C'est un honneur posthume qu'il n'avait pas mérité. Gâté dès son enfance par la fortune, à l'âge de quatorze ans il était cardinal, chanoine de trois cathédrales, curé de neuf églises, prieur de quinze abbayes, et comme toutes ces dignités étaient de lucratives prébendes, il pouvait trouver partout l'exil supportable, étant riche et chez lui en tant d'endroits. Bientôt, d'ailleurs, il devenait, par le privilège de sa naissance, légat pontifical en Romagne. Nous avons vu ses intrigues criminelles pour rentrer *per fas et nefas*, dût-il la réduire en cendres, dans sa patrie qu'il appelait son bien ; nous l'avons vu tremper, tout au moins par une indigne tolérance, dans le sac et les massacres de Prato. Il sait mentir, tromper, et il s'en vante, parler de paix et souffler la guerre, être en tout faux et perfide comme son temps. Cardinal, il est païen de croyances; il jeûne trois jours par semaine, en sus des jours ordonnés, sauf, nous l'avons dit, à se refaire par des orgies. Pape, il prend la querelle des indulgences pour une vaine querelle de moines, et, dans cette crise décisive, n'a pas plus de clairvoyance que d'attention[1].

Ne pouvant le nier, ses apologistes se rabattent sur les lettres et les arts; ils font de lui leur incomparable protecteur. Pourtant, ce disciple de Poliziano est trop capricieusement lettré pour bien juger les lettres : aux

1. Sur son incurie au sujet de la querelle de Luther, voy. Bandello, *Novelle*. Lettre en tête de la nov. x de la III[e] partie. T. VII, p. 133. Londres, 1792. Sur ses jeûnes, Vettori, *Sommario, Arch. stor.*, Append. VI, p. 304.

sérieuses il préfère les frivoles. Il donne cinq cents sequins à l'auteur d'une épigramme, et le diplôme d'archipoète à un de ses bouffons. Il fait monter au Capitole un sot versificateur dans une pompe de triomphe, qui n'est qu'une misérable farce de carnaval. Gardien des traditions catholiques, ce n'est pas par goût du beau latin, c'est par incurie qu'il permet à Bembo, rédacteur comme Sadolet de ses brillantes bulles, de déconseiller la lecture de saint Paul, pour ne pas gâter par ces *nugæ* la langue de Cicéron. On se plaît à rappeler qu'il embrassa, un jour, l'Arioste sur les deux joues, qu'il attira cent professeurs à Rome, qu'il y installa sous la direction de Lascaris une académie grecque, qu'il créa une école des langues orientales : c'est qu'il lui était plus facile d'imiter son père que de ne pas l'imiter. Il avait, d'ailleurs, besoin de se faire des créatures; mais le tact lui manque dans le choix des hommes non moins que dans l'appréciation des choses. Pour ce vrai Florentin, les lettres sont, comme la musique, l'ornement des fêtes où il se complaît : il y improvise des vers latins avec une facilité déplorable qu'on admire, absolument comme il y chante, comme il y joue aux cartes et aux échecs. S'il est fier de son génie poétique, il l'est tout autant de sa belle voix, de sa belle main, plus dignes, à coup sûr, des louanges qu'on lui prodigue. Quand il se contente du rôle d'auditeur, sa faveur est pour qui improvise comme lui, pour qui fait représenter sous ses yeux la scandaleuse *Calandra*. Entre la poésie et la chasse il n'hésite pas un instant : il est surtout un homme de plaisir[1].

1. Pour plus de détails voir Villari, t. III, p. 29-30, qui cite les sources.

Dans les arts, son jugement est moins sûr encore. Il néglige, il dédaigne Léonard de Vinci, trop sérieux, et Michel-Ange, trop républicain. Il a Raphaël sous la main et parle, un jour, bien en l'air, de le faire cardinal; mais il le comprend si peu qu'au lieu de lui donner des murailles à peindre, il lui en donne à bâtir, l'associant, pour construire Saint-Pierre de Rome, aux architectes San-Gallo et Giocondo. Dans les arts comme dans les lettres il préfère au beau le joli, et, parmi les papes de ce temps, c'est Jules II, bien plus que lui, qui a été l'intelligent, l'éclairé protecteur des arts.

Les prodigalités de Léon X furent en grande partie cause du concert d'éloges qui a trompé les générations. A l'exemple de son père, il voulait frapper les esprits des splendeurs de son règne. Il dépense cent mille florins pour les seules fêtes de son couronnement. Dans une petite excursion à Civita-Vecchia, il se fait accompagner, à grands frais, de cent quarante lettrés [1]. Est-il un Mécène? Il faut s'entendre. Sans doute il donne; mais au lieu de concentrer ses libéralités, comme faisait Jules II, il les éparpille, et le mot juste, en parlant de lui, c'est qu'il a les mains percées. « Il était aussi possible au pape, écrit Vettori, de garder mille ducats, qu'il l'est à une pierre de s'élever d'elle-même dans l'air [2]. » De là d'incessants besoins d'argent, qui devaient limiter ses largesses : si les portes du Panthéon avaient été d'or, disait-on, il ne les aurait pas laissées à leur place. S'il concentre jamais, c'est en faveur de sa famille : il ne voyait dans

1. Voy. la lettre de Léon X en date du 18 oct. 1518, dans Audin, *Vie de Léon X*, t. II, p. 573. Paris, 1844, d'après un mém. ms. de Corneto, à la Bibl. Barberini.
2. Vettori, *Somm.*, *Arch. stor.*, Append., t. VI, p. 322.

le siège pontifical qu'un râtelier pour lui et les siens. Il disait cyniquement à son frère Giuliano : — Jouissons de la papauté, puisque Dieu nous l'a donnée. — Jouir, c'était dépenser, fuir les embarras et les fatigues[1]. Sa faiblesse pour sa famille était si bien connue que les Florentins prétendaient tous être de ses parents, affluaient à Rome, contribuaient, pour leur bonne part, à ne pas lui laisser un *quattrino*. Aussi, dans la Curie, étaient-ils exécrés[2].

Pour tant d'ambitions éveillées, il lui faut battre monnaie. N'a-t-il pas les dignités ecclésiastiques? Celles que vend Léon X lui permettent de donner le chapeau, dès son avènement (juin 1513), à Innocenzo Cybo, fils de sa sœur Maddalena, à Bernardo Dovizi de Bibbiena, l'auteur éhonté de la *Calandra*, sa créature, son secrétaire[3]. « Le pape et ses Medici, écrit le Vénitien Giorgi, n'ont qu'une chose dans l'esprit : faire grande la prospérité de leur maison. Ses neveux ne se contentaient pas d'être ducs : ils prétendaient qu'un d'eux fût roi[4]. » Ici quelques détails sont nécessaires.

Il ne s'agissait, pour Giuliano, de rien moins que du royaume de Naples, d'où l'on aurait chassé le roi d'Aragon. Les Vénitiens l'avaient proposé[5], les autres Italiens goûtaient l'idée d'expulser encore un barbare,

1. Relation de Marin Giorgi dans Albèri, 2e sér., t. III, p. 51; Vettori, *Somm.*, p. 322.

2. Relation de Marco Minio, dans Albèri, 2e sér., t. III, p. 56, et les autres orateurs vénitiens du temps à Rome, dans le même volume.

3. Nardi, liv. VI, t. II, p. 34-36; Landucci, p. 339; Ammirato, XXIX, p. 313. On peut voir ce qui a paru de l'ouvrage en cours de publication du cardinal Hergenrœther, *Leonis X Pontificis maximi Regesta*. Les 4 premiers fascicules ne vont que jusqu'au 29 avril 1514.

4. Relation de Marin Giorgi, Albèri, 2e sér., t. III, p. 45.

5. Voy. Paolo Paruta, *Stor. venez.*, liv. II, p. 84. Venise, 1645.

et François I[er] ne pouvait être hostile. Alors, en effet, que ce prince n'était toujours qu'héritier présomptif de la couronne, Giuliano avait épousé Philiberte de Savoie, sœur consanguine, et du second lit, de Louise de Savoie, la trop célèbre mère du « gros garçon » qui allait « tout gâter » sur le trône de France. En avril 1515, trois mois à peine après la mort de Louis XII, Lodovico Canossa de Vérone, évêque de Tricarico, faisait à la reine mère cette ouverture en termes enveloppés, mais assez clairs pour que le jeune roi, ne s'y pouvant tromper, prît feu et promît de faire «de Sa Béatitude le plus grand pape qui eût jamais été[1] ».

Giuliano avait bon espoir. Il permettait qu'on lui parlât de sa future royauté à Naples, et aussi d'un duché pour Lorenzino, d'après la prophétie d'un certain *frate* Angelo, camaldule, de qui l'on montrait une lettre écrite par lui, disait-on sans sourciller, après sa mort[2]. Aux dépens de Milan et de Ferrare, on eût formé un État composé de Modène, Parme, Reggio, Urbino, Ferrare même, au prix, bien entendu, d'une guerre avec les Este et les Della Rovere, qu'il faudrait dépouiller[3]. Dans le cas où le trône de Naples n'eût été qu'un château en Espagne, cette principauté de la Haute-Italie devait être pour Giuliano; mais les châteaux en Espagne n'avaient pas encore leur décevant renom. Naturellement, Giuliano préférait le royaume au duché ; il colo-

1. Lettre de l'évêque de Tricarico, Paris, 9 avril 1515, dans *Arch. stor.*, Append. I, p. 308, *Documenti risguardanti Giuliano de' Medici e il pontefice Leone X*, doc. 2.
2. Nardi, liv. VI, t. II, p. 39-40.
3. Ce projet est tout au long dans une lettre de Pietro Ardinghelli et Giovanni Vespucci à Giuliano, 23 févr. 1515. Voy. Guasti, *Manoscritti Torrigiani, Descrizione e Saggio*, p. 68. Flor. 1878.

rait sa préférence d'un beau prétexte, le désir de ne pas dépouiller Francesco Maria della Rovere, qui avait accordé aux Medici une protection constante pendant leur long exil[1]. Déjà la bulle était prête, déjà l'on prévoyait que Giuliano aurait « mille chiens autour de lui pour le solliciter d'offices, de grâces publiques et privées ». Les courtisans qui lui tiennent ce langage lui conseillent de ne pas promettre sitôt à ces chiens, mais ils ne se mettent pas du nombre et ils veulent pour eux-mêmes une exception, car ils sollicitent par écrit « quelque subvention, n'étant pas présents pour la demander de vive voix : ils craindraient, en ne se rappelant pas au souvenir de Son Excellence, d'être blâmés de leur négligence, de leur paresse[2] ». On se demande vraiment ce qui l'emporte, dans ces curieuses lignes, du cynisme ou de la naïveté.

Naples à Giuliano, la Haute-Italie à Lorenzino, c'eût été l'idéal. Les États de l'Église, ainsi encadrés, fussent devenus un apanage des Medici; on n'aurait même plus eu besoin de les séculariser. Mais François Ier avait réfléchi : devant l'extension progressive que prenait l'idée première, il ne paraissait plus si près d'y consentir. « Ce que demande Sa Sainteté est trop, disait-il ; nous ne pourrions l'accorder sans dommage pour notre couronne. Ni le pape, ni son frère Giuliano n'auraient la force de commander à un royaume si vaste, si inquiet, qui n'a jamais été longtemps sous un même maître[3]. » A la cour de France on était fort mal

1. Nardi, liv. VI, t. II, p. 41.
2. P. Ardinghelli et Giov. Vespucci à Giuliano, 28 févr. 1515. *Mss. Torrig.*, p. 69.
3. Lettre de l'évêque de Tricarico, Paris, 9 avril 1515, *Arch. stor.*, Append., t. I, p. 310.

disposé pour Léon X, et, par suite, pour les Florentins. Ceux-ci avaient eu beau envoyer au roi, sur l'ordre du pape, une ambassade d'honneur [1], leur orateur Pandolfini courait des dangers au camp, qui déjà se trouvait en Piémont [2]. Cette grande affaire, capitale pour les Medici, absorbait leur attention. « Dans tout le cours de votre vie, écrit à Giulio, prieur de Capoue, le cardinal Bibbiena, vécussiez-vous mille ans, vous n'auriez pas à manier des affaires de si grande importance [3]. »

La victoire de Marignan souffla sur le fragile château de cartes (13, 14 septembre). Léon X voyait irrésistible une armée où son nom n'était pas en faveur; il ne savait plus à quel saint se vouer. « *Quid erit de nobis?* écrivait-il. Nous nous mettrons aux mains du Roi Très Chrétien, lui demandant miséricorde [4]. » C'est qu'en effet la première conséquence du coup de foudre était, pour le pape, de rendre Parme et Plaisance, comme faisant partie du Milanais, et aussi de promettre la restitution de Modène et de Reggio au duc de Ferrare [5]. Du duché minuscule qu'on pouvait tout au plus espérer désormais, Giuliano faisait fi : c'était bon pour Lorenzino. Lui, il se cramponnait, plus encore qu'auparavant, à la chimère de Naples. Se repaissant de ses illusions à

1. Les Huit de pratique à Léon X. Flor. 24 août 1515, dans Desjardins, t. II, p. 716.

2. Pandolfini aux Huit. Turin, 26, 27 août 1515, dans Desj., t. II, p. 718, 721.

3. Le card. Bibbiena à Giulio des Medici. Rome, 18 août 1515, dans Desjardins, t. III, p. 71.

4. Relation de Marin Giorgi, Albèri, 2e sér., t. III, p. 44-45.

5. Parme et Plaisance avaient été prises par Ramon de Cardona, le 12 août 1513, et Modène en septembre 1514. Voy. Sismondi, t. IX, p. 161, 191. Cf. Vettori, *Sommario*, p. 300-315.

Rome, où son frère l'avait fait gonfalonier de l'Église, il ne se mêlait plus des affaires de Florence, sans intérêt pour lui, trop inférieures et trop compliquées. Maîtres dans leur ville natale, les Medici la dédaignaient. Avec un pape si jeune, ils se croyaient assurés d'un long avenir, propice à leurs espérances [1]. Ils savaient, d'ailleurs, que Léon X entendait garder pour lui ce qu'il appelait son patrimoine, ne trouvant que là une force temporelle, des ressources pécuniaires qui fussent entièrement à lui, dont il pût disposer à son gré.

Avec les Florentins, en qui il ne voit que des sujets, il ne se croit point tenu aux ménagements, aux libéralités dont il use ailleurs. Lors de son avènement, en vue de gratifier les ambassadeurs que Florence avait envoyés pour baiser ses pieds sacrés [2], il ne s'était pas mis en frais : il leur avait offert à tous le ceinturon de chevalerie, ce qui laissait à leur compte, selon l'usage, toutes les dépenses de la cérémonie d'institution. Aussi, deux seulement d'entre eux avaient-ils accepté : Filippo Buondelmonti, vieillard de soixante-quatorze ans, et Luigi della Stufa, qui atteignait déjà la soixantaine; tous deux avides d'honneurs *in extremis*, et surtout d'un honneur si rare : il n'y avait plus alors, à Florence, qu'un chevalier à éperons d'or, Piero Alamanni, plus âgé d'un an que le vieux Buondelmonti [3]. Mais pour rare qu'elle fût devenue, la chevalerie, on le voit, dans un temps monarchique, n'inspirait plus les mêmes convoitises qu'aux temps démocratiques ; elle plaçait jadis au pre-

1. Guicciardini, Disc. v, *Op. ined.*, t. II, p. 327.
2. Les noms sont dans Cambi, t. XXII, p. 9, et Ammirato, XXIX, p. 313.
3. Landucci, p. 339 et n. 3; Cambi, t. XXII, p. 11, 22, 23.

mier rang ceux qui l'obtenaient; de quel prix serait maintenant une dignité coûteuse qui laisse dans un rang subalterne ceux qui en sont investis?

Puisque le frère et le neveu du pape étaient réservés pour des destinées royales ou princières, à qui Léon X allait-il commettre le soin de gouverner la Toscane? Il fit choix de son cousin Giulio, bâtard du premier Giuliano, et d'un dévouement dès longtemps éprouvé. Principal auteur des pratiques et menées qui avaient préparé le retour de sa famille, on l'avait vu, déguisé et suivi de Bernardo de Bibbiena, conférer avec Antonfrancesco des Albizzi, entretenir avec les conjurés une correspondance secrète, toujours plus porté au travail qu'au plaisir et aux prodigalités. Principal conseiller du nouveau pape, on prétendait qu'il lui servait de guide, quoiqu'il n'en fût que l'accort et docile instrument[1]. De trois ans moins âgé que son cousin et maître, il appartenait déjà à l'Église, comme chevalier de Rhodes et prieur de Capoue. L'archevêque de Florence, Cosimo des Pazzi, étant venu à mourir (8 avril 1513), neuf jours plus tard Giulio était coiffé de la mitre, placé à la tête de cet important diocèse, et, le 23 septembre, fait cardinal, puis légat à Bologne[2]. Ce ne fut pas sans difficultés, les canons ne permettant pas d'élever les bâtards aux hautes dignités ecclésiastiques. Pour la mitre, il avait déjà fallu une dispense pontificale. Pour le chapeau il en fallait une seconde, et c'était beaucoup. Le souverain pontife jugea plus commode de faire prêter serment à quelques religieux et à Floretto d'Antonio, oncle maternel de

1. Relations de Marin Giorgi, de Marco Minio, Albèri, 2e sér., t. III, p. 52, 64.

2. Landucci, p. 338; Cambi, t. XXII, p. 14.

Giulio, que la mère de ce dernier avait été secrètement mariée à Giuliano[1]. Ainsi s'y était pris Alexandre VI pour faire César Borgia cardinal. On voit quels étaient les modèles de Léon X.

Les nouveaux devoirs, de genres si divers, que venait d'assumer le nouvel archevêque, auraient dû l'attacher à Florence ; il n'en prit toutefois le gouvernement que par procuration[2]. Il aimait mieux résider à Rome. Pour le suppléer, on ne voyait que Lorenzino. A peine âgé de vingt ans, Lorenzino, ou Lorenzo, comme il convient de l'appeler désormais, est institué capitaine de la République (1er mai 1515), situation qui, au gré de son ambitieuse mère, ne lui donnait pas assez de pouvoir. Il passait pour avoir « un cœur gaillard, un esprit rusé, propre aux grandes choses, presque autant que le feu duc de Valentinois[3] ». Mais, lui aussi, il s'ennuyait dans la moins ennuyeuse, dans la plus vivante, dans la plus intelligente ville d'Italie, et il assiégeait son oncle tout-puissant pour qu'il fît une réalité du rêve, pour qu'il lui fît donner la principauté, le royaume qu'on avait fait luire à ses yeux. Que ce fût au nord ou au sud, peu lui importait, pourvu qu'il régnât pour son compte.

Le fait est donc hors de doute, ces Medici au pinacle dédaignaient leur patrie, où ils avaient voulu rentrer à tout prix. Ils n'y voyaient qu'une vache à lait, qu'on fait traire par son fermier, et il leur plaisait de résider

1. Nardi. liv. VI, t. II, p. 34-35; Ammirato, XXIX, p. 313; Fabroni, *Vita Leonis X*, liv. X, p. 275, n. 31.
2. *Mss. Torrigiani*, p. 35; Nardi, liv. VI, t. II, p. 36-37; Reumont, *Tav. cron.*
3. Relation de Marin Giorgi, Albèri, 2e sér., t. III, p. 51.

au loin, dans cette Rome où le soleil pontifical attirait, tolérait tant de satellites. Pour consoler les Florentins de ce méprisant abandon, Léon X s'attachait à suivre cette politique de neutralité qui leur était chère, qu'il reprochait naguère à Soderini [1] et que lui recommandaient ses orateurs [2]. Sollicité de sa médiation entre Lucquois et Florentins, il avait fait rendre à ceux-ci Pietrasanta et Motrone (12 octobre 1513), que les Lucquois possédaient depuis la guerre de Pise, et imposé aux deux peuples ennemis une paix perpétuelle [3]. Il n'était point, cependant, parvenu à plaire à ses sujets florentins, naguère enthousiasmés de son exaltation [4]. Se sentant nécessaires [5], comment se seraient-ils résignés de bonne grâce à n'être, aux mains du pape, qu'une mine d'or, réputée inépuisable, et qu'un moyen d'action? Dans l'hostilité croissante de leurs sentiments, ils en venaient à lui reprocher ce système de bascule, ces violations de promesses faites, de la parole jurée, qui n'étaient pourtant pas plus étrangères à leur politique traditionnelle qu'à la sienne [6].

Mais il fallait être puissant, ami reconnu, pour oser,

1. Voy. *Sermo cui titulus est Simia*, poème en vers latins de Pietro Valeriano, dans Roscoë, doc. 88, t. IV, p. 274 de la trad. ital. Milan, 1817. Ce Pietro, après avoir quitté Rome, était professeur à Padoue. Il ne paraît pas être Florentin. Voy. Burckhardt, t. I, p. 345 et n. 3.

2. « Questa stravaganza facta fuori d'ogni misura farà forse conoscere più chiaramente a N. S. el vero cammino di starsi neutrale et dare le leggi a li altri et non li ricevere da persona. » (Pietro Ardinghelli à Giuliano, 10 févr. 1515, de la cour de France. *Mss. Torrigiani*, p. 66.)

3. Landucci, p. 342; Ammirato, XXIX, p. 314.

4. Rel. de Marin Giorgi. Albèri, 2e sér., t. III, p. 53.

5. « Con tucte le forze sue e con quelle anchora de la signoria de Firenze per lo interesse publico et privato... con lo adiuto del papa et de' Fiorentini la vittoria saria manifesta. » (Le card. Giulio à l'évêque de Tricarico. Flor. 10 févr. 1516. *Mss. Torrigiani*, p. 93.)

6. Voy. à cet égard les paroles peu flatteuses de Vettori, *Sommario*, p. 304. Et Vettori est un ami.

comme Vettori, dire ou écrire ce qu'on avait sur le cœur. Les humbles refoulent leurs sentiments, sachant bien qu'ils n'ont plus voix au chapitre et qu'on pourrait les briser comme verre. S'ils tonnent, c'est contre les gens du dehors qui leur tiennent de moins près, contre les Vénitiens surtout, ces séculaires rivaux : l'épicier Landucci applaudit à leurs défaites [1], et, ce qui est significatif, il ne souffle mot de celles des Français, vieux amis de la République [2] ; c'est encore là, entre les sujets et le maître un point grave de désaccord. Léon X restait froid, de parti pris, aux avances françaises [3]; mais il sent si bien le danger de contrarier sur ce point les aspirations florentines et de rompre avec les plus chères traditions, qu'il ne veut pas que « les deux capitaines », Giuliano et Lorenzo, s'éloignent ensemble de Florence. Il compte, en l'absence de l'un d'eux, sur le cardinal Giulio et sur « Madama », femme de Giuliano, « afin que par leur bonne grâce et leur parenté avec la couronne de France, ils puissent, en tout accident qui surviendrait dans la ville, être la médecine, et tenir fermes et dévoués les cœurs de ces citoyens [4] ». Nécessité pressante, car, en apprenant l'arrivée des Français en Italie, les Florentins sont « si émus qu'on craint que quelques-uns ne lèvent la tête [5] ». — « Si la majesté du roi,

1. Landucci, p. 343.

2. Il s'agit de la défaite infligée aux Français, à Novare, par les Suisses, le 6 juin 1513. Voy. Sismondi, t. IX, p. 170-172. Sur la défaite de l'Alviano par les Espagnols à l'Olmo (7 octobre), Sism., t. IX, p. 179.

3. Voy. Desjardins, t. II, p. 682; P. Ardinghelli à Giuliano et Lorenzo. Rome, 8 août 1515. *Mss. Torrig.*, p. 83.

4. P. Ardinghelli à Giuliano, même lettre du 8 août, et à Gio. Vespucci. Rome, 12 août 1515. *Mss. Torrig.*, p. 86.

5. P. Ardinghelli au légat Giulio et aux deux capitaines. Rome, 15 août 1515. *Mss. Torrig.*, p. 87.

écrivent les Huit, voulait offenser Sa Sainteté, on ne voit pas ce qu'il pourrait faire plus honnêtement et plus facilement que de soulever Florence[1]. » C'est pourquoi ils supplient le pape de s'accorder avec le roi très chrétien, « de manière que cette Majesté puisse connaître que Votre Sainteté le fait pour conclure et non pour gagner du temps. Et nous parlons ainsi parce que nous voyons dans l'universalité de la ville tant d'inclination aux choses françaises et tant de crainte qu'on n'aille à une perte manifeste en se détachant d'eux, que nous ne sommes point assurés contre quelque sinistre accident[2] ».

Pas plus que de ses destinées, Florence n'est donc maîtresse de ses démarches. Malgré ses sentiments connus, elle reste neuf mois sans pouvoir complimenter François I[er] sur son avènement[3]. Ce n'est qu'après Marignan qu'elle s'enhardit, qu'elle propose de nouer ou renouer avec lui des négociations, grave motif d'alarmes pour qui tient le gouvernail : il faut, écrivent encore les Huit, « prévoir les moindres accidents, veiller avec soin à ne faire l'expérience ni de la foi des sujets, ni des dispositions de la ville, ni de la bourse des citoyens. Il n'y a pas de temps à perdre[4] ». Il n'y en avait pas, en effet; déjà même il était trop tard. Toutes les protestations de dévouement venant de Florence seront désormais reçues avec une hauteur dédaigneuse, tout en faisant à chacun sa part. Deux ans après, Odet de Foix, sieur de Lautrec, écrira : « Croyons que vostre vollonté soit bonne envers le Roy, combien que en ceste

1. Les Huit à Léon X. 18 août 1515. *Mss. Torrig.*, p. 87-88, note.
2. Des mêmes au même. 1[er] sept. 1515. *Mss. Torrig.*, p. 88, note.
3. Desjardins, II, 682.
4. Les Huit au card. Giulio, 19 septembre 1515, Desj., t. II, 735.

guerre de Millan les démonstrations ayant esté d'autre sorte, ce que nous pensons estre procédé plus pour obeyr le pape Leon que par vostre naturelle disposition... Et quant au record que vous faictes comme vostre Republique a receu tant de bienfaictz et comoditez de la couronne de France, et pareillement que vostre cité a faict le semblable envers icelle couronne, nous le confessons et acceptons, ayant neantmoins consideration de la difference qui est de la dicte couronne à icelle Republique[1] ». Comme on le voit, non content de faire à chacun sa part, Lautrec, avec un soin jaloux, marquait les rangs.

Les Florentins n'en avaient pas moins, et fort sagement, opiné dans le sens d'une nécessité qui s'imposait. Léon X dut se résigner. Puisqu'il devait avoir une entrevue avec François Ier victorieux et menaçant, il aurait souhaité qu'elle eût lieu dans sa patrie, qui en eût retiré de bons profits; mais la Curie entière s'y opposa, pour la dignité pontificale et tout ensemble pour ne pas se mettre en dépense, « à quoi ces cardinaux sont plus attentifs qu'à toute autre chose », écrivait Roberto Acciajuoli. « Ils excipent, ajoutait-il, que l'hiver vient, qui renchérit tout[2]. » François Ier, d'ailleurs, paraît n'avoir pas voulu dépasser Bologne[3]. C'est là, comme on sait, qu'eurent lieu les fameux pourparlers. Bien avant le Concordat, qui n'y fut signé que le 18 août 1516, tous les arrangements de famille étaient pris : Léon X avait stipulé pour la sienne et obtenu pour Giuliano vingt mille francs de pension, huit mille pour la femme de

1. Lautrec aux Huit, Crémone, 6 janv. 1517. Desj., II, 780.
2. Roberto Acciajuoli aux Huit. Montefiascone, 17 octobre 1515. Desj., II, 740.
3. Du même aux mêmes. Corneto, 22 octobre 1515. Desj., II, 744.

Giuliano, autant pour ses héritiers, sommes représentées par le duché de Nemours, qu'on lui abandonnait[1]. Déjà, depuis quelques jours, était conclue la ligue entre le roi très chrétien, le Saint-Siège, le duc d'Urbino, la maison Medici et Florence[2].

Ainsi Florence, pour effacée qu'elle soit, figure encore aux traités, comme partie contractante. Est-elle donc, dans une certaine mesure au moins, indépendante du pape? Nullement : c'est pure fiction, pure politesse ou formalité de protocole. Lorenzo gouverne, flanqué de son cousin, le cardinal-archevêque Giulio, mentor nécessaire de sa jeunesse, quoique Télémaque s'avisât de donner à Mentor des leçons de prudence aussi déplacées que superflues[3]. Le rêve de Naples ou de Milan s'en allant en fumée, Lorenzo s'est résigné à sa lieutenance florentine : le 12 août, il a pris le bâton du commandement[4]. Depuis deux ans déjà, il avait en poche tout son art de gouverner, sous la forme d'instructions pontificales. Il devra introduire le plus possible de ses créatures dans les principaux offices; se bien informer comment sont entre eux les membres de la seigneurie, au moyen de Niccolò Michelozzi, fils de l'architecte renommé, et successeur de Machiavelli au poste de secrétaire; faire en sorte, si les recommandations obligent à employer quelqu'un qui n'est pas sûr, que ce quelqu'un n'ait ni talent, ni courage; s'assurer les Huit et la Balie; avoir parmi eux des gens qui renseignent exactement, comme le pape a jadis fait lui-même; soi-

1. Pandolfini à Lorenzo, Milan, 18-19 oct. 1515. Desj., II, 742.
2. Voy. ce traité dans Du Mont, t. IV, part. I, p. 214.
3. Fragm. de lettre dans Desj., II, 731, note.
4. Guicciardini, *Stor. d'Ital.* liv. XII, c. IV, t. IV, p. 17; Cipolla, p. 837.

gner ses espions, contenter par de petits emplois ceux qui n'en peuvent obtenir de grands; désarmer la ville, mais faire justice aux pauvres et aux *contadini;* ne pas se mêler des causes civiles de doit et avoir; s'assurer des hommes dévoués au *Monte*, « parce que le *Monte* est le cœur de la cité[1] ».

En d'autres termes, conserver ou rétablir les vieilles formes républicaines qui n'avaient pas empêché l'établissement des premiers Medici, mais les fausser et les annuler au moyen d'une *balie* permanente qu'on tiendrait dans sa main; respecter les intérêts matériels et donner satisfaction aux citoyens dans les petites choses, pour se faire pardonner le retrait ou le refus des grandes, tels étaient les machiavéliques conseils de Léon X. Au début, le jeune Lorenzo se montrait docile. Bon prince, il donnait des audiences; le matin, de bonne heure, on le voyait sur la place, où, entouré d'amis et d'estafiers, il écoutait tout venant et exhortait les officiers publics à bien remplir leurs devoirs. Mais bientôt lui pèse le joug de cette sagesse pratique : le tirage au sort, dans des bourses pourtant composées avec soin, n'est plus, à ses yeux, qu'un insupportable obstacle à son bon plaisir. Ses émoluments se montent à trente-cinq mille florins, et il se plaint de manquer d'argent : combien ne lui en faudrait-il pas pour racheter les biens de sa famille, vendus au temps de l'exil, et pour vivre en prince, comme il commence à le faire! Son costume, désormais, le distingue des autres citoyens, étale ce faste qu'on appelle

1. Istruzione al magnifico Lorenzo, de mai à août 1513, dans *Arch. stor.*, App. I. 299-306. — On peut lire avec fruit un bon ouvrage de M. Verdi, *Gli ultimi anni di Lorenzo de' Medici, duce di Urbino*, 1515-1519. Il en a été donné une analyse détaillée dans *Arch. stor.*, 1888, disp. 4, sér. 5, t. II.

princier. Il ne sort plus qu'avec une escorte. Il a, pour sa garde, cinquante gentilshommes et près de quatre cents lances, choisis parmi les habitants qui n'ont jamais vécu de la vie civile, ou qui ont jeté le capuchon aux orties et laissé croître leur barbe[1]. Ce faste, cette garde, coûtent gros, et on ne bat sérieusement monnaie qu'en restant sur les lieux. Lorenzo n'en préfère pas moins vivre à Rome, où pas n'est besoin d'avoir égard à personne, tandis que, à Florence, il faut avoir égard à tout le monde[2]. Quand Léon X le revoit, il le renvoie en toute hâte et non sans colère, car il veut, dans sa patrie, être représenté par les siens, pour avoir plus d'autorité auprès des princes, tant italiens qu'étrangers.

Mais alors pour obtenir de ce jeune homme la résidence, pour qu'il la trouve tenable, il ne faut plus le contrarier[3]. De là un compromis, et un nouveau progrès du pouvoir absolu, qui paraît intolérable aux plus dévoués. Paolo Vettori, principal auteur pourtant de l'expulsion de Soderini, disait dans Florence, au grand scandale du cardinal Giulio, que le magnifique Lorenzo voulait devenir seigneur de la ville et avait eu à ce sujet des conférences avec ledit cardinal et avec le Saint Père. « Je crains, ajoute Pietro Ardinghelli en rapportant ces paroles, que Paolo ne soit trop bavard[4]. » Peut-être a-t-il raison, car on parle toujours trop sous le pouvoir absolu; mais Guicciardini, qui n'est pas bavard, lui, et dont le zèle ne se dément point, constate ce que Vettori blâme : « De Giuliano et Lorenzo à un sei-

1. Pitti, *Arch. stor.*, I, 114; Cipolla, p. 836; Capponi, II, 317.
2. Vettori, *Sommario*, p. 300.
3. Nerli, liv. VI, p. 133.
4. P. Ardinghelli à Giuliano, 14 février 1515. *Mss. Torrig.*, p. 67.

gneur à la baguette, écrit-il, il n'y a d'autre différence que dans la manière de commander. Ils font ce qu'ils veulent sous le nom d'autrui, par des magistrats qui obéissent au moindre signe[1]. » Les magistrats ne sont donc plus que les serviteurs des serviteurs du pape, dans l'ombre de qui disparaît Florence. Et dire qu'elle disparaît n'est point une exagération : aux documents publiés, aux dépêches mêmes des orateurs florentins, on ne trouve plus que des considérations ou des nouvelles qui ne touchent en rien leur ville[2], et Luca Landucci, en son journal, ne parle plus que de tempêtes, d'accidents de voirie ou de personnes. Plus bref que jamais, il n'est capable de développement que pour décrire l'entrée de Léon X à Florence, quand il y passa en se rendant à Bologne. Cette description remplit huit pages, et l'écrivain épicier n'a pas dit, à l'en croire, la dixième partie de ce qu'on pouvait dire[3].

Pendant un mois, jours de fête comme jours ouvrables, plusieurs milliers d'hommes avaient travaillé aux préparatifs. La ville s'était mise « dans une incroyable dépense ». Partout, dit Vasari, des arcs de triomphe avec ornements, emblèmes, figures, œuvre des grands artistes que possédait alors Florence[4]. Aucune ville ou seigneurie, selon le même Landucci, n'aurait pu déployer tant de splendeur[5].

Cependant tout n'était pas prêt quand Léon X arriva.

1. Guicciardini, Disc. V, *Op. ined.*, II, 327.
2. Voy. les *Mss. Torrigiani*, le t. II de Desjard. et le journ. de Landucci.
3. Landucci, p. 359. Cf. Ammirato, XXIX, 318.
4. Vasari, *Vita di Andrea del Sarto*, t. V, p. 24, éd. Milanesi, 8°. — *Ragionamenti*, Giornata II, Rag. 3, Sala di Giovanni. t. VIII, p. 140, même édit. Vasari fut chargé de peindre cette entrée au Palazzo vecchio ou palais de la Seigneurie.
5. Landucci, p. 353.

Il dut, avec ses dix-huit cardinaux, attendre trois jours à Marignolle, dans la villa des Gianfigliazzi. Enfin, le 30 novembre 1515, il faisait sa solennelle entrée. On ne lui offrit pas les clefs de la ville, on enleva les portes : n'était-il pas chez lui[1]? Il y eut toutefois quelques ombres au brillant tableau de cette pompe magnifique, bien propres à rappeler aux Medici qu'en tout temps la roche Tarpéienne peut être proche du Capitole. Le trésorier du pape jetait de l'argent au peuple : le peuple estima que la ration était maigre[2]. Le gonfalonier et les seigneurs voulaient être « les égaux des cardinaux ». — « Souriant de cette vanité, écrit le maître des cérémonies Paride des Grassi, j'ordonnai qu'ils restassent dans leur palais. » — Comme il ne les voulait admettre qu'à pied, et tenant la bride du cheval que montait Léon X, ces officiers, jadis maîtres de la ville, vont se plaindre au pape, qui approuve, en termes exprès, son insolent serviteur. — Ou ne venez pas, dit-il plus insolemment encore, ou venez à pied et portez le baldaquin. — De là une longue discussion : la seigneurie aurait voulu sauver du moins les apparences, tandis que le souverain pontife, seigneur de Florence, tenait à montrer, par des signes sensibles et manifestes, que le passé était bien mort tout entier. La démonstration semblait faite. Florence n'inspirait plus que mépris aux serviteurs de ses maîtres, comme à ses maîtres eux mêmes. « Il ne me plaisait pas, lit-on dans Paride des Grassi, de rester dans cette misérable ville[3]. » Mais la misérable ville avait encore quelque ressort, et c'est par de tels mépris, quand un peuple

1. Landucci, p. 352; Ughi, *Arch. stor.*, App., VII, 131.
2. « Quanquam pauca, ut dixerunt. » (Paride des Grassi, *Ann. eccl.*, 1515, § 3, t. XXXI, p. 106.)
3. *Ann. eccl.*, ibid.

n'est pas tombé encore dans l'avilissement irrémédiable, qu'on le pousse aux résolutions désespérées. Or l'énergie du désespoir, si elle reste définitivement impuissante, sauve du moins l'honneur.

Nos Florentins n'en étaient pas à cette extrémité. Ils en étaient à perdre sur Léon X, sur les profits à tirer de son pontificat, leurs dernières illusions. Du 30 novembre au 3 décembre, Léon X séjournait à Florence; il y devait repasser à son retour, le 19 février 1516. Ses lettres datées de cette ville n'accusent de sa part aucune initiative, aucun bon vouloir. On n'y voit que les témoignages naïfs d'une politique cauteleuse, mieux dissimulée jadis par la chancellerie de son père Lorenzo. Ces grandes affluences ne sont pour un peuple une source de gains que si les visiteurs payent leurs dépenses; mais des visiteurs ecclésiastiques, par respect il faut les héberger, les défrayer de tout, et tout renchérit naturellement. « Les pauvres gens furent donc très malheureux. Le grain manquait, et, contre toute attente, le pape n'en fit point venir. Chacun fut consterné en voyant son bien dévoré par la gent étrangère [1]. »

Cette tourbe sacrée assista presque aux derniers moments de Giuliano, frère du pape, qui mourut le 17 mars 1516 à l'abbaye de Fiesole [2]. Ses maux de reins et la fièvre l'avaient extraordinairement affaibli. Il était « sec comme une lanterne [3] ». On prévoyait sa mort prochaine [4]. Léon X, qui rêvait toujours d'une

1. Landucci, p. 359-362.
2. J. Pitti, I, 116; le card. Giulio à l'évêque de Tricarico. Florence, 22 mars 1516. *Mss. Torrig.*, p. 100.
3. Cambi, t. XXII, p. 93. Cf. Landucci, p. 362 et n. 1.
4. Le card. Giulio à l'évêque de Tricarico. Flor., 3 février 1516. *Mss. Torrig.*, p. 90.

expédition contre Urbino, l'y aurait voulu pousser même mourant, dût-il se faire porter en litière, et raillait, combattait le scrupule moral qui, jusqu'alors, l'en avait détourné [1]. Quand il eut cessé de vivre, ses administrés lui trouvèrent toutes les qualités : la clémence au pouvoir, la patience dans la douleur. Ils le louèrent d'avoir été libéral sans être prodigue, protecteur des lettres, des arts, et, ce qui était plus rare dans sa famille, de ceux qui les cultivaient. Oubliant les ombres du tableau, on n'ajoutait pas qu'il était chimérique, crédule aux alchimistes, et si efficace propagateur de ses puériles croyances à cet égard, qu'à ses derniers moments, pour le sauver, ses serviteurs voulaient recourir à la magie [2].

Léon X le regretta. Personne, en effet, n'était propre comme Giuliano, duc de Nemours, « à maintenir le saint-siège dans l'amitié de la couronne de France, dont il était un fidèle et passionné serviteur », admirant beaucoup, comme il faisait, François Ier, surtout au point de vue littéraire [3]. Jusqu'alors le pape avait pu se dire ami de ce prince, sans se prononcer sur ses prétentions. Se prononcer lui était difficile, car il éprouvait une égale crainte de voir à Naples l'un des deux monarques rivaux [4]. Mais François Ier le serrait de près. Ferdinand le Catholique étant mort, il sommait le chef de l'Église d'exécuter, au sujet du Royaume, ses promesses de Bologne. « Je vous prie, écrivait-il à Lorenzo,

1. P. Ardinghelli à Lorenzo, Rome, 6 juillet 1515; à Giuliano, 20 juillet; à Vespucci, 27 juillet. *Mss. Torrigiani*, p. 76, 78, 79; Rel. de Marin Giorgi, Albèri, 2e sér., III, 51.

2. Nardi, l. VI, t. II, p. 40-41; Cambi, XXII, 93; Vettori, *Sommario*, p. 319.

3. Le card. Giulio à l'évêque de Tricarico. Florence, 3 févr. 1516. *Mss. Torrig.*, p. 90.

4. Vettori à Lorenzo. Avignon, 5 févr. 1516, Desj., t. II, p. 767.

tenir la main que le plus tost que faire se pourra, sa dicte Sainctété se declaire, car la matière requiert scélérité... De ma part, je tiendray le Royaume de sa Sainctété, et je accompliray entièrement ce que je lui ay promis[1]. »

Sa Sainteté ne jouait pas franc jeu; elle continuait de louvoyer. D'une part, voyant que le roi prenait Lorenzo pour intermédiaire, Léon X en profitait pour assurer à son neveu la protection royale par des protestations sans portée. L'orateur devra recommander à Sa Majesté « cette autre plante qui reste pour la servir, outre son intérêt propre, parce qu'il hérite de la servitude du feu duc[2] ». — « Sa Sainteté n'a pas si peu d'expérience qu'elle ne connaisse quelle grande perte Elle fait, ainsi que l'Église, si le Roi Très Chrétien perd l'État de Milan. La raison ne permet pas que sa dite Sainteté aime mieux en Italie les Allemands que les Français, et qu'un prince si obéissant, si dévoué à l'Église, avec lequel Elle a des liens d'affection et de parenté, y soit remplacé par un autre dont le caractère et les dispositions sont connues de tout le monde[3]. » Ainsi écrit à l'évêque de Tricarico le cardinal Giulio, qui tient la plume pour Léon X. Mais, d'autre part, trois mois à peine écoulés, son langage est tout autre, et, cette fois, il est confidentiel : « Si les choses françaises prenaient un peu d'avantage (spirito), Sa Sainteté se découvrirait entièrement au bénéfice de cette Majesté. Mais voyant que les Allemands, sans aucun

1. François Ier à Lorenzo. Tarascon, 4 févr. 1516, Desj., t. II, p. 761.
2. Le cardinal Giulio à l'évêque de Tricarico. Flor. 22 mars 1516. *Mss. Torrig.*, p. 100.
3. Du même au même. Flor., 30 mars 1516. *Mss. Torrig.*, p. 100, 102.

obstacle, ont passé tous les fleuves et sont arrivés tout d'une traite sous les murs de Milan, Elle n'aurait pas voulu, ne pouvant secourir le Roi Très Chrétien, s'être découverte inutilement, et ruiner les affaires de l'Église [1]. » Et au cardinal Bibbiena, après lui avoir dit, en d'autres termes, les mêmes choses : « Dans le cas où César s'en retournerait les trombes dans le sac, et où les Français resteraient supérieurs, Votre Seigneurie pourrait mettre en avant sa migraine ou autre excuse vraisemblable, jusqu'à ce qu'on vît plus clairement ce qu'il convient de faire [2]. » La diplomatie de la migraine devait être dès lors percée à jour ; mais, faute de mieux, on s'y tenait.

Plus sincèrement français peut-être était Lorenzo : son intérêt manifeste lui interdisait les hésitations. Il court tout exprès de Florence à Rome, pour préconiser l'alliance française [3], car, s'il espère tirer du roi pied ou aile, il y faut du temps, et son ambitieuse mère le presse. C'est au moyen du pape, et en flattant sa manie, qu'il espère réussir. N'ayant point les scrupules de Giuliano à l'égard du duc d'Urbino, il accuse, lui aussi, de félonie cette victime désignée [4] ; il réclame un châtiment sans lequel, disait Léon X, les plus petits barons de l'État se révolteront [5]. Les prétextes ne manquent pas [6] : n'en trouve-t-on pas toujours quand on en veut? L'investiture du duché est donc donnée à Lorenzo,

1. Du même au même. Flor., 1er avril 1516. *Mss. Torrig.*, p. 102.
2. Du même au cardinal Bibbiena. Flor., 4 avril 1516. *Mss. Torrig.*, p. 106.
3. Du même à l'évêque de Tricarico, 20 avril 1516. *Mss. Torrig.*, p. 115.
4. Rel. de Marin Giorgi, Albèri, sér. II, t. III, p. 51.
5. Vettori, *Sommario*, p. 319.
6. Voyez ces prétextes dans Ughi, *Arch. stor.*, App. VII, 131, et Landucci, p. 362, n. 3.

avec mission de s'en emparer par les armes. Les armes sont nécessaires, car Urbino étant soutenu par les Vénitiens, une simple démonstration ne suffira pas [1].

Bien malgré elle, Florence devait prendre part à cette campagne toute au profit d'un maître détesté : elle reçoit l'ordre de fournir «une forte armée» et cinquante mille florins. En peu de jours, Lorenzo a chassé le duc et s'est établi dans Urbino (30 mai 1516) [2]. Mais tout n'est pas terminé : celui qu'on dépossède n'en prend point son parti. Fort de l'amour de ses sujets, qui regrettent sa douceur, depuis surtout qu'ils connaissent la dureté et les lourds impôts du nouveau seigneur que la guerre leur inflige, fort de la neutralité de Lautrec, qui se contente d'être juge du camp [3], il comptait agir seul, et il trouve un ferme appui dans un cadet de la maison de Gonzaga, Federigo de Bozzolo, soldat éprouvé au service de la France, ennemi résolu de Lorenzo, à qui il ne pardonnait pas de lui avoir été préféré comme capitaine général de l'infanterie florentine. Léon X n'en revient pas de tant d'audace. Il ne peut croire que « la passion aveugle autant » celui qu'il ruine ; il le tient pour poussé par derrière ; il s'en plaint aux instigateurs présumés de l'imprévue résistance ; il en écrit à Lautrec ; il charge l'évêque de Tricarico, tout récemment nommé évêque

1. Ughi, *Arch. stor.*, App., t. VII, p. 131.
2. Ughi, *ibid* ; Nardi, liv. VI, t. II, p. 42 ; Cambi, t. XXII, p. 99 ; Belcari, t. XV, p. 457 ; P. Jove, *Vita Leonis X*, liv. III, *Op. omn.*, t. II, p. 71 ; Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XII, ch. VI ; liv. XIII, ch. I, t. IV, p. 232, 252.
3. Giulio à l'évêque de Bayeux, 19 janv., 1er fév. 1517. *Mss. Torrig.*, p. 149, 151 ; Cambi, t. XXII, p. 107 ; Belcari, liv. XV, p. 460 ; P. Jove, *Vita Leonis X*, p. 74 ; Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XII, ch. VI, t. IV, p. 250 ; Vettori, *Sommario*, p. 321.

de Bayeux[1], d'en parler à François I[er][2]. Rien n'y fait, les événements suivent leur cours.

Urbino est entré en campagne le 17 janvier 1517, forçant ainsi à reparaître sur le théâtre de la guerre son ennemi qui n'aurait pas dû s'en éloigner. Mais il avait bien fallu retourner à Florence, pour arracher de nouveau aux Florentins, en vertu d'un bref pontifical, le nerf de la guerre. N'inspirant ni la crainte à ses adversaires, ni la confiance à ses troupes, il attend une démonstration française, et il n'évite pas cependant, au cours d'hostilités sans portée, une assez grave blessure à la tête (4 avril). Se croyant mort, il va se faire soigner à Ancône, et il y fait si bien le mort que les Florentins, sur la foi d'un possédé et d'après des expériences d'art magique, se croient à jamais débarrassés de lui. On disait son corps déjà déposé à Notre-Dame de Lorette[3]. Dans leur joie, qu'ils n'osent encore faire paraître, ils le remplacent, selon leurs vieux us, par trois commissaires à l'armée. Mais n'est-ce point là restaurer l'ancienne autorité communale? Léon X en prend ombrage; il interdit aux commissaires de se rendre au camp; il y expédie, en qualité de commandant en chef, un cardinal, son factotum Bibbiena, qui s'entendait à tout, sauf justement à la guerre. Enfin, après quarante jours, Lorenzo reparaît à Florence (24 mai), et, pour montrer qu'il est bien en vie, il se promène ostensiblement dans les rues. Il ne parvient pourtant pas à dessiller tous les yeux :

1. *Mss. Torrigiani*, p. 121, note.
2. Le card. Giulio à l'év. de Bayeux. 16 janv. 1517. *Mss. Torrig.*, p. 148.
3. Giulio à Bayeux, 19 janv., 1[er], 11, 13, 28 fév., 12, 22 mars 1517, *Mss. Torrig.*, p. 150-164; J. Pitti, t. I, p. 115; Cambi, t. XXII, p. 111-114; P. Jove, *Vita Leonis X*, p. 74; Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XIII, ch. I, t. IV, p. 258-274; Nardi, liv. VI, t. II, p. 43; Ughi, p. 131.

beaucoup de simples s'obstinent à ne voir en lui qu'une ombre, un fantôme, un revenant[1].

Dégoûté d'une expédition où l'on recevait de mauvais coups, il en laissait volontiers la direction à Bibbiena. Malheureusement, les soldats ne goûtaient pas plus la fourbe de Bibbiena que la méchanceté de Lorenzo, et ils méconnaissaient l'autorité du commandement. Allemands et Espagnols se battaient entre eux, et il fallait les séparer. Urbino les attirait facilement à soi, les retournait contre son adversaire, et celui-ci, surpris dans ses quartiers, courait, pour trouver un refuge, jusqu'à Pesaro[2]. Léon X se tiendra-t-il donc pour battu? Non : il se retourne vers le roi de France, il lui demande des hommes, de l'argent, un chef, l'habile et vaillant Trivulzio, par exemple. Sa Majesté ne peut avoir oublié qu'elle a avec le Saint-Siège des engagements, les uns anciens, les autres si nouveaux que l'encre n'en est pas encore sèche[3]. De toutes parts, sauf de France, le pape recevait des subsides ; mais il n'en trouvait jamais assez, et il se plaignait de tout le monde[4]. C'est par là cependant que lui vient le succès final : il a de l'argent et Urbino en manque ; il peut payer ses soldats et même des assassins[5]. Impuissant, découragé, l'infortuné duc

1. Cambi, t. XXII, p. 111-114; Ammirato, XXIX, p. 327.

2. P. Jove, *Vita Leonis X*, liv. IV, p. 79; Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XIII, ch. II, t. IV, p. 275-279.

3. Giulio à Bayeux, 8, 13, 19 mai 1517, *Mss. Torrig.*, p. 170-174. Le 18 février 1517, François Ier, ne pouvant abandonner le pape dans la crainte qu'il ne s'alliât à l'empereur, avait conclu avec lui un traité où Léon X stipulait au nom de Florence et de Lorenzo comme au sien. Le cardinal Giulio avait ratifié, le 26 avril, en qualité de représentant de la république de Florence. Voy. Giulio à Bayeux, 27 avril 1517, p. 168, et Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XIII, ch. I, t. IV, p. 261.

4. « Conquestum pontificem apud Cæsarem et Hispanum de Gallo, apud Gallum vero de Lautrechio duce. » (*Ann. eccl.*, 1517, § 83, t. XXXI, p. 181.)

5. P. Jove, *Vita Leonis X*, liv. III, p. 75; Guicciardini, liv. XIII, ch. II, t. IV, p. 282-285.

abandonne son duché aux Medici; il obtient du roi et de l'empereur l'autorisation, en se retirant à Mantoue, d'y emporter avec lui ses biens meubles, sa bibliothèque, d'y emmener son artillerie. Le 19 août, on apprenait, à Florence, que le pape, avec l'assistance de tout le Sacré-Collège, venait de couronner son neveu duc d'Urbino[1]. Le moment était venu de faire les comptes; ils n'avaient rien de réjouissant pour les Florentins.

Sur huit cent mille ducats d'or, en effet, que coûtait cette inique conquête, sans qu'ils en profitassent aucunement, ils en avaient fourni, pour leur part, trois cent cinquante mille[2]. De plus, tandis que Lorenzo tenait la campagne ou soignait sa blessure, leur gouvernement restait livré à des mains subalternes, et si pervers que soit le dieu, il vaut encore mieux avoir affaire à lui qu'à ses saints. Sans doute le cardinal Giulio était censé tenir les rênes; mais il résidait à Rome, véritable chef de la Curie, depuis que le cardinal Bibbiena s'était vendu à l'Espagne, moyennant un évêché de sept mille ducats[3]. Pour tenir Florence dans le devoir, il n'y avait que l'évêque de Fano, Goro Gheri de Pistoia, déplaisant à voir, parce qu'il louchait[4], superbe et grossier, selon Varchi, atteint, selon Paul Jove, de ce mal honteux que les Italiens appellent le mal français[5]. Il gouvernait au moyen de vingt *tristes*, qui, avec sa permission ou sa

1. Continuateur anonyme de Landucci, p. 363.
2. Nardi, liv. VI, t. II, p. 46; Vettori, *Sommario*, p. 318-326; P. Jove, *Vita Leonis X*, p. 80; Belcari, liv. XV, p. 467; Guicciardini, liv. XIII, ch. I-III, t. IV, p. 256-302; Ammirato, XXIX, p. 332; Ugolino, *Storia dei conti e duchi d'Urbino*, t. II, p. 200 sq. Flor., 1859.
3. Rel. de Marin Giorgi. Albèri, 2e sér., t. III, p. 45.
4. *Arch. stor.*, App. VI, p. 13, note.
5. Varchi, *Storia fiorentina*, liv. II, t. I, p. 70. Éd. Arbib, Flor., 1838; P. Jove, *Vita Leonis X*, liv. IV, *Op. omn.*, t. II, p. 76.

tolérance « vendaient la justice, les honneurs, l'État », attiraient chez eux les filles riches, forçaient les jeunes gens riches à épouser des filles pauvres, exigeaient de leurs voisins qu'ils cédassent maisons et champs, empêchaient par intimidation d'acheter les biens dont ils avaient envie, bon moyen de les avoir à bas prix, et prenaient du temps pour les payer[1]. Passe encore si, en « faisant leurs besognes », ils eussent gouverné; mais ils laissaient tout aller à vau-l'eau[2]. Si hostiles étaient les dispositions du public, que, le 22 août 1517, les Huit confinaient environ quatre-vingts citoyens[3].

Pour Florence, la grande affaire du temps, après la saignée d'Urbino, c'est le mariage de son maître Lorenzo. Le détail en est instructif, pour montrer jusqu'où, avec ces Medici, descend l'histoire. Léon X avait refusé de marier son neveu à une nièce de Soderini[4]: il voulait une alliance princière et profitable. Or, il ne pouvait s'appuyer ni sur l'empereur Maximilien, déjà vieux et allié peu fidèle, ni sur Charles d'Autriche, trop jeune et trop occupé en Espagne et aux Pays-Bas[5]. Restait donc François Ier, vers qui, quoi qu'il en eût, il devait se tourner. Depuis plus d'une année, ses agents lui signalaient, comme riches et belles, les trois filles du roi de Navarre[6]. « Que Sa Majesté, écrivait au nom du

1. J. Pitti, *Arch. stor.*, 1re sér. t. I, p. 117; *Mss. Torrigiani*, p. 81, note, et p. 178, n. 2.
2. La preuve en est que depuis qu'on a publié au t. I de l'*Archivio storico* les lettres de Goro Gheri sur son administration à Plaisance en 1515, on n'a pas cru devoir faire le même honneur à ses lettres sur son administration à Florence.
3. Continuateur anonyme de Landucci, p. 363.
4. Nardi, liv. VII, t. II, p. 79.
5. Voy. Sismondi, t. IX, p. 258.
6. Fr. Vettori à Lorenzo. Lyon, 27 janvier 1516. Desj., t. II, p. 761.

pape le cardinal Giulio, choisisse entre les trois; on prendra de sa main celle qu'Elle aura choisie[1]. » Bientôt pourtant on accepte l'aînée, qu'on apprend être bossue[2], et de peur peut-être que les autres n'aient quelque infirmité plus ou moins apparente, on avoue des préférences pour Madeleine de La Tour-d'Auvergne, fille de Mgr de Boulogne, Jean de La Tour, des comtes de Boulogne et d'Auvergne, et d'une sœur de François de Bourbon, comte de Vendôme. On émet le vœu que la dot soit assise sur des biens territoriaux en France, « où les choses sont sûres et durables. Vous pourrez dire, écrit encore le cardinal Giulio, que le duc veut pour toujours avoir son cœur en France[3] ». C'est sous la forme de belles et bonnes terres que Lorenzo entend faire ce placement; aussi les choses lui paraissent-elles marcher avec une irritante lenteur. « Voilà dix-huit mois, écrit-t-il, qu'on parle de celle de Navarre. Ces demoiselles ont été mandées à la cour, et elles n'y sont jamais arrivées. Voilà trois mois que vous vous en occupez, et on n'en voit pas la fin. Nous nous étonnons fort que vous ne nous ayez pas écrit le nom de la Madame. »

Ainsi, depuis dix-huit mois il demande une femme à la France, mais il ne sait pas encore comment s'appelle celle qu'on lui destine, et, chose plus grave, de la dot même il ne sait rien[4]. Quand il apprend que les accords

1. Giulio à Stanislao, év. de Sebenico, et à Fr. Vettori. Corneto, 18 oct. 1517. *Mss. Torrig.*, p. 184, 185.
2. Du même à l'évêque de Sebenico, 4 nov. 1517. *Mss. Torrig.*, p. 188, 189.
3. Le cardinal Giulio aux deux orateurs. Corneto, 18 oct. 1517. *Mss. Torrig.*, p. 184.
4. Lorenzo aux deux orateurs, 9 janv. 1518. *Mss. Torrig.*, p. 209, 210.

sont conclus avec une La Tour-d'Auvergne, s'il en marque sa joie, ce n'est pas sans ajouter qu'il espère bien qu'on fera mieux encore [1], c'est-à-dire qu'on augmentera le chiffre d'abord fixé [2], et qu'on prendra des précautions en due forme, « les rois de France ayant les mains liées au point de ne pouvoir aliéner [3] ». La garantie de la dot sera le duché de Valentinois ; mais ce duché n'est pas disponible, il faudra l'enlever à la veuve et à la fille de César Borgia ; il faudra leur donner une compensation en argent [4]. Ces marchandages, ces embarras agacent François Ier, qui se répand en propos peu aimables. Pour l'apaiser, on en est réduit à rentrer les cornes de cette basse cupidité, à protester auprès de lui que le magnifique Lorenzo n'a pas recherché ce mariage pour avoir de Sa Majesté dix mille francs de revenu, mais pour obtenir sa faveur, et pour que Sa Sainteté soit avec lui « une même chose [5] ».

Le mariage fut conclu *per verba de presenti* le 25 janvier 1518 [6]. Lorenzo, parti de Rome cinq jours auparavant, s'arrêtait à Florence, et ne poursuivait sa route que le 22 mars ; encore fut-ce sur l'ordre exprès du pape : il n'était plus pressé [7]. Arrivé à la cour de France en avril, avec trois cent mille ducats de présents, il tint sur les fonts baptismaux, au nom de Léon X parrain, et avec « la Marguerite des Marguerites »,

1. Lorenzo aux deux orateurs, 17 janv. 1518. *Mss. Torrig.*, p. 213-215.
2. Le card. Giulio à l'évêque de Sebenico, 25 févr. 1518. *Mss. Torrig.*, p. 226.
3. Du même au même, 13 févr. 1518, p. 221.
4. Du même au même, 25 févr., p. 224-226.
5. Le card. Giulio à Lorenzo, 27 avril 1518. *Mss. Torrig.*, p. 243.
6. Du même à l'év. de Pola, 10 févr. 1518. *Mss. Torrig.*, p. 219.
7. Du même aux orateurs, 20 janv. 1518, *Mss. Torrig.*, p. 215; Ammirato, XXIX, p. 333.

duchesse d'Alençon, un fils de François Ier. Le roi, après la célébration du mariage, rendit l'engagement signé par le pape de restituer Modène et Reggio au duc de Ferrare, et le pape, non moins libéral de ce qui n'était pas à lui, accorda au roi la libre disposition des décimes qu'il avait levées sur le clergé français pour la guerre contre le Turc, donnant ainsi l'exemple d'abandonner ce projet de croisade sur lequel il avait tant insisté[1].

Reparti le 28 juillet avec sa jeune femme, Lorenzo n'arrivait à Florence que le 7 septembre[2]. Il lui déplaisait d'y résider, nous l'avons vu, parce qu'il s'y trouvait tenu à trop de ménagements[3], et, s'il y résidait, c'est que Léon X, plus d'une fois, l'avait renvoyé de Rome avec force injures[4]. Les Florentins eussent mieux aimé qu'il y retournât, car, apparenté à la cour de France et duc de Valentinois, son orgueil ne connaît plus de bornes. Il était hautain, il devient sauvage: ce sont, à ce qu'on prétend, les manières françaises. Il est mécontent du pape qui ne veut pas le faire duc de Toscane, et il chasse de Florence Jacopo Salviati, qui a osé lui reprocher d'aspirer sous ce titre au pouvoir absolu. Très jaloux de son autorité, mais sans suite dans ses idées, il exige que tous recourent à lui, et il ne veut recevoir personne[5]. Sa tête étant faible depuis

1. Belcari, liv. XVI, p. 470; Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XIII, ch. IV, t. IV, p. 313; Ammirato, XXIX, p. 333; *Le loyal serviteur*, ch. LXI, p. 390; *Mémoires de Martin du Bellay*, liv. I, coll. Michaud et Poujoulat, t. V, p. 120-130; Adolphus Trollope, *The Girlhood of Catherine de' Medici.*
2. Le card. Giulio à Ant. Pucci, 3 août 1518. *Mss. Torrig.*, p. 271; Contin. anon. de Landucci, p. 365.
3. Vettori, *Sommario*, p. 328.
4. « Con molte villanie. » (J. Pitti, t. I, p. 118.)
5. J. Pitti, p. 118, 119; Guicciardini, Disc. V, *Op. ined.*, t. II, p. 330; Nardi, liv. VI, t. II, p. 42.

qu'il a été trépané à la suite de sa blessure, il ne permet plus de sonner les cloches voisines de son palais ; il abandonne à l'évêque Goro Gheri toute la charge des affaires, ne permet qu'à lui quelques observations, et vit entouré de ses courtisans. Au premier rang, Francesco Vettori, qui rejette tous les défauts de Lorenzo sur sa mère, qui vante la tempérance de ce débauché mort de la syphilis, qui explique la haine des Florentins en disant qu'on n'aime jamais son maître [1]. Puis, Giambattista Strozzi, qui se faisait appeler Filippo, parce que plusieurs de ses ancêtres avaient illustré ce nom, homme « incliné aux plaisirs, dit Ammirato, de mœurs plus libres et plus licencieuses qu'il ne convenait à un gentilhomme chrétien [2] ». Marié en 1508 à Clarice de Piero des Medici, il était le chef d'une bande de jeunes gens « très scélérats », qui forçaient tout le monde à se tenir en armes [3]. C'est enfin Antonio des Nobili, petit homme gros, qu'on appelait le More, tant il était noir. Vrai bouffon, il amusait Lorenzo par sa gloutonnerie et ses facéties. Le prince ne voulait avec lui, dans sa chambre, que ces trois hommes, qu'il n'écoutait d'ailleurs pas plus que toute autre personne [4]. A eux, dans cette intimité, il faudrait joindre le médecin, qui n'exerçait guère, auprès du maître, qu'une sinécure : le « mal français » était alors si bien réputé incurable, qu'on laissait les syphilitiques errer librement et sans soins par les rues [5].

1. Vettori, *Sommario*, p. 328.
2. Ammirato, XXIX, p. 333; Reumont, *Tav. cron.*, Arbre généalogique des Strozzi.
3. J. Pitti, t. I, p. 118.
4. J. Pitti, t. I, p. 119.
5. C'est seulement le 31 mars 1519 qu'on commence, à Florence, l'érection d'un hôpital des Incurables. Le 23 mai suivant, un chanoine de Fiesole, dans la chaire de S. M. del Fiore, exhortait à s'occuper de ces

Lamentable est de tous points cette fin d'un des puissants du monde. Son mal honteux, il l'a communiqué à la jeune duchesse, qui meurt en couches (28 avril), après avoir donné le jour à une fille qui portera dans l'histoire le nom sinistre de Catherine de Médicis [1]. Il ne survivra pas longtemps à sa femme, car au virus rongeur s'ajoutent l'épuisement, la fièvre tierce, des douleurs d'intestins et d'estomac [2]. C'est une machine avariée qui achève de se détraquer. Pour le suppléer dans les soins du gouvernement, Léon X a envoyé le cardinal Giulio ; mais Giulio est mal avec Lorenzo et n'obtient pas même l'accès du palais Medici [3]. Le 4 mai, ce triste seigneur achève enfin de mourir [4]. Sa mort ne tira de larmes à personne [5]; mais Florence n'en respira pas plus librement : elle savait bien que tous ses maux remontaient au pontife de qui elle avait tant espéré. Trois ans d'attente vaine lui avaient appris à ne plus compter sur lui. « Les amis mêmes s'étaient refroidis, écrit le complice Guicciardini, et la condition de la ville était misérable [6]. »

Allait-elle l'être moins maintenant? En général, on s'en flattait. La mort de son neveu créait au pape un double embarras, un double ennui : l'obligation de

malheureux. (Contin. anon. de Landucci, p. 365 et note 4; *Regolamenti dei regi spedali di S. M. Nuova e di Bonifazio*, préface, p. 42. Flor., 1789.)

1. Catherine de Médicis était née le 13 avril précédent. Les lettres de Goro Gheri ont établi cette date.

2. J. Pitti, t I, p. 118, 119.

3. Ammirato, XXIX, p. 335.

4. Cambi, t. XXII, p. 144, 145; Nerli, liv. VI, p. 132; Pitti, t. I, p. 119; Belcari, liv. XV, p. 468; Ammirato, XXIX, p. 335. Il est curieux que ni Capponi, ni Cipolla, ne soufflent mot du mal honteux dont Pitti, Cambi et Ammirato parlent formellement.

5. P. Jove, *Vita Leonis X*, liv. IV, p. 82.

6. Guicciardini, Disc. V, *Op. ined.*, t. II, p. 335.

remettre à l'Église le duché d'Urbino, puisqu'il ne voulait à aucun prix le rendre à son ancien possesseur, et celle de pourvoir au gouvernement de Florence. Sur le premier point, la République obtint qu'il détachât de ce duché la forteresse de San-Leo et tout le Montefeltro avec soixante châteaux, qui furent comme l'indemnité des sommes fournies pour la guerre d'Urbino[1]. Sur le second point, elle espéra recouvrer une liberté subordonnée qui ne pouvait plus porter ombrage à la famille si fortement établie des Medici. Vendant la peau de l'ours, escomptant les bénéfices du pot au lait, on parlait déjà, ceux-ci de restreindre l'élection des magistrats, et ceux-là de l'étendre. Piero Ridolfi recommandait le gouvernement étroit, et Jacopo Salviati le gouvernement large[2], discussions purement théoriques, platoniques, académiques, sans rien de précis, dit le judicieux Machiavel, et confuses à confondre toute cervelle bien réglée[3]. Léon X, en effet, ne voulait point entendre parler de réformes.

On continua pourtant d'en parler, et plus que jamais, lorsque le cardinal Giulio eut pris, Lorenzo mort, les rênes de ce gouvernement que n'avait pas voulu lui abandonner Lorenzo moribond. C'est qu'il était un tout autre homme, un politique avisé et cauteleux. Ecclésiastique et sans héritiers légitimes, simple de mœurs et entendu aux affaires, entouré de compagnons plus graves, il voulait paraître sage et modéré, il savait se

1. J. Pitti, t. I, p. 119; Nardi, liv. VI, t. II, p. 46; P. Jove, *Vita Leonis X*, liv. IV, p. 82; Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XIII, ch. 4, t. IV, p. 328.
2. Nerli, liv. VII, p. 133, 134; Machiavel, *Discorso sopra il riformare lo stato*, p. 325 B.
3. Machiavel, *ibid.*

montrer patient dans ses audiences[1], rendre la justice sans considération des justiciables, aplanir les différends, visiter la seigneurie, ne point nommer lui-même à tous les offices lucratifs, en faire tirer au sort un assez grand nombre que depuis longtemps on tirait *a mano*, c'est-à-dire au choix et par tricherie, blâmer enfin, et sans détour, ce qui se faisait auparavant. Lui que, dans son administration à Rome, on tenait pour si dur et si difficile qu'on en appelait de ses décisions au pape, il sut, à Florence, dissimuler son pouvoir et le principat sous les apparences de la liberté, mieux qu'on n'avait fait sous les premiers ou sous les nouveaux Medici[2]. Dans ce dessein, sa principale finesse était justement de laisser le champ libre aux discussions sur les formes de gouvernement.

Entrant dans ce jeu en compère, Guicciardini reproduisait un de ses écrits, un *Traité du gouvernement de Florence* qui remontait à l'année 1516. De son aveu, rien de moins facile que de suivre ses conseils. Il voulait qu'on donnât satisfaction à « l'universalité », en concentrant le pouvoir aux mains d'un petit nombre de vrais et fidèles amis ; qu'on s'abstînt de prendre en titre le pouvoir exercé en fait ; qu'on rendît bonne justice et qu'on trouvât de l'argent[3]. Mais de quelle autorité pouvait être, auprès de ses concitoyens, la parole d'un homme qui soufflait le chaud et le froid selon les circonstances, surtout selon son intérêt ? On l'avait vu, en

1. Il s'appropriait le mot de Pier Soderini : Pour être sage, il faut être patient, et pour être patient, il faut être sage. (Nardi, liv. VII, t. II, p. 73.)
2. Nardi, *loc. cit.*; Cambi, t. XXII, p. 152.
3. Guicciardini, Disc. V, *Op. ined.*, t. II, p. 325-342.

avril 1512, au moment où la bataille de Ravenne semblait ruiner les espérances des Medici, montrer les moyens de maintenir le gouvernement large et populaire[1]; ce qui ne l'empêchait point, en octobre suivant, de conseiller aux Medici, redevenus les maîtres, le gouvernement étroit et oligarchique[2]. Girouette politique? Non : ce calculateur égoïste savait bien ce qu'il faisait.

Au regard de Guicciardini, le positif Machiavelli semblait se repaître de chimères. Lui aussi, il proposait son plan. En 1519, il produisait son *Discours sur la réforme de l'État de Florence, à la demande du pape Léon X*. Ce titre était déjà une fiction : l'auteur feignait de croire que l'invitation qu'il avait reçue du cardinal de prendre la plume émanait du pontife lui-même, son ordinaire inspirateur. Dans le texte, à la fiction succède la chimère. C'en est une bien forte que de prétendre concilier le pouvoir des Medici et la liberté, que de se figurer qu'ils seraient sensibles à la gloire de laisser après eux leur patrie libre, et qu'en rétablissant une vraie république ils ne perdraient rien de leur pouvoir, ni leurs amis de leurs honneurs. Sur un seul point Machiavelli est dans la vérité : quand il condamne les compromis, les régimes bâtards; quand il montre qu'un seul est possible, un vrai principat ou une vraie république, sans quoi il arrivera de deux choses l'une, ou peut-être les deux ensemble : on verra un chef improvisé défendre l'État par les armes, ou la salle du Grand Conseil rouverte par une faction au détriment de l'autre, non sans meurtres, exils et exactions[3].

1. Disc. III, *Op. ined.*, t. II, p. 262 sq.
2. Disc. IV, *Op. ined.*, t. II, p. 316 sq.
3. *Discorso sopra il riformare lo stato*, p. 321-326.

Ces avis, peu concordants entre eux, le cardinal-archevêque les recevait, les écoutait avec un sérieux imperturbable et une apparente déférence. Il ne sourcillait point quand les maîtres de la rhétorique politique lui attribuaient des pensées dont il était à cent lieues, et lui adressaient des louanges qui lui devaient paraître bien insolentes[1]. Il prêtait l'oreille même aux rêves surannés de théocratie démocratique que lui soumettaient les *frateschi*, Girolamo Benivieni entre autres[2]. Bientôt il laisse à tous le champ libre, car il retourne à Rome, si résolu à y rester longtemps qu'il confiait la direction des affaires florentines au cardinal de Cortone. Remplaçant d'un remplaçant, ce prince de l'Église, nommé Silvio Passerini, se faisait remplacer lui-même pour le courant par le syphilitique évêque Goro Gheri. Singulier gouvernement par ricochet qui introduisait l'anarchie jusque dans les hautes régions du pouvoir ! Passerini étant peu aimable et peu aimé, Goro Gheri en prenait des vélléités d'indépendance. Il fallait le rappeler à l'ordre, et pour cela, son chef immédiat n'en ayant point le courage ou la force, faire intervenir de loin les missives du cardinal Giulio[3].

Ces *quos ego* d'un archevêque absent et absorbé par de bien autres affaires n'avaient pas même pour effet de calmer la superficielle agitation des flots. Mais que lui importe ? Ni lui ni son maître n'ont plus de loisirs pour ces intérêts florentins, qui leur paraissent minuscules du moment qu'ils ne craignent plus de voir leur famille

1. Guasti, Avvertimento ai documenti della congiura fatta contro il card. Giulio. *Giorn. arch. tosc.*, t. III, p. 121.
2. Capponi, t. II, p. 338; Cipolla, p. 872.
3. Nerli, liv. VII, p. 133-147; Nardi, liv. VII, t. II, p. 73; Cambi, t. XXII, p. 152; Pitti, t. I, p. 119; Ammirato, XXIX, p. 335.

chassée. De plus en plus, la querelle des indulgences, la rivalité surtout des maisons de France et d'Autriche, détournent de la Toscane leurs regards. L'erreur des historiens de Florence est, alors, de faire entrer cette ville pour beaucoup, pour quelque chose même, dans les calculs[1]. En juin 1521 la guerre éclate[2]. C'est à peine si Florence y joue un rôle de comparse. Son contingent et celui du pape réunis ne se montent qu'à six cents hommes d'armes. On ne voit qu'un Florentin en évidence, Francesco Guicciardini, l'historien, qui est commissaire général à Reggio, sous le marquis de Mantoue, général en chef[3]. Ce n'est pas au camp que les Florentins affluent, c'est à Rome. Se disant tous parents du pape, ils vivent à sa cour en courtisans, en chanteurs, en bouffons, en parasites; ils mangent à sa table, à celle de sa maison ou même de ses domestiques. La dépense est grosse : quarante-huit mille ducats par an suffisaient à Jules II, il en faut quatre cent vingt

1. Voy. par exemple Capponi, t. II, p. 333. Cet auteur publie des traités fort curieux qui n'ont jamais vu le jour, d'après les papiers de Goro Gheri et les archives florentines, l'un du 17 janvier 1519, avec Charles d'Espagne, six jours après la mort de Maximilien, l'autre du 20 janvier 1519, avec François I[er]. Voy. t. II, p. 540, 543, app. IX. Un Vénitien remarque que c'était l'usage de Léon X de négocier simultanément avec les deux rivaux. Relation d'Ant. Soriano, 18 juillet 1533. Albèri, 2[e] sér., t. III. p. 290. — Les deux princes multiplient les promesses, notamment pour Hippolito des Medici; Léon X en marque sa reconnaissance (Lettre écrite par le card. Egidio au nom du card. Giulio, 24 déc. 1518. *Mss. Torrig.*, p. 330), et Giulio écrit : « Ce n'est pas seulement durant la vie d'un pape, mais en mille années, qu'on ne retrouverait pas pareils avantages, si on en laissait passer l'occasion ». (Le card. Giulio au card. Bibbiena, 21 déc. 1518. *Mss. Torrig.*, p. 328.)

2. Voy. sur cette guerre Vettori, *Sommario*, p. 334; Gregorovius, *Geschichte der Stadt Rom*, t. VIII, p. 255-260, Stuttgard, 1872; Mignet, *Rivalité de François I[er] et de Charles-Quint*, t. I, p. 287, Paris, 1875; de Leva, *Storia di Carlo V*, t. II, ch. II.

3. Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XIV, ch. II, t. IV, p. 375.

mille à Léon X[1], et Léon X était peut-être à la veille de voir tarir la source de ses prospérités, car l'argent lui faisait absolument défaut[2].

La mort secourable le vint tirer de si graves embarras (1[er] décembre 1521). L'histoire, trop souvent portée à donner des causes morales aux événements les plus naturels de l'ordre physique, a prétendu que Léon X serait mort de joie en apprenant la prise de Plaisance et de Parme, supposition uniquement fondée sur ce mot, qu'on lui prêtait, qu'il aurait acheté ces deux places au prix de sa vie même[3]. En fait, à l'âge de quarante-sept ans, avec sa puante fistule et son catarrhe, il était déjà si vieux et si usé que Vettori s'étonne qu'il ne fût pas mort plus tôt[4]. Il avait pris froid, paraît-il, en allant de son feu à sa fenêtre ouverte, pour apprendre plus vite les nouvelles, accident mortel pour une santé si délabrée. L'inspection du cadavre, qui était tout noir, donna lieu au maître des cérémonies et aux médecins d'accuser François I[er] d'un empoisonnement[5]. On aurait pu, tout aussi bien et mieux, en accuser quelque républicain rancunier de Florence ou quelque familier mécontent : notre contemporain le sage et grave Gino Capponi remarque que de semblables imputations retombaient toujours sur les Italiens, coutumiers du fait[6]. Dans le

1. Relation de Giorgi, Albèri, 2[e] sér., t. III, p. 54.
2. Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XIV, ch. IV, t. IV, p. 425; Nardi, liv. VI, t. II, p. 66.
3. Cambi, t. XXII, p. 189; Belcari, liv. XVI, p. 499; P. Jove, *Vita Leonis X*, p. 93; Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XIV, ch. IV, t. IV, p. 427.
4. Vettori, *Sommario*, p. 338. P. Jove, au contraire (liv. IV, p. 94), voit le pape trop fort pour qu'il n'ait pas été victime « alicujus nobilis veneni ».
5. Paride des Grassi, *Ann. eccl.*, 1521, § 109, 110, t. XXXI, p. 358.
6. Capponi, t. II, p. 334.

doute, le cardinal Giulio agit avec prudence. Il ne permit aucune recherche, « de peur que le nom de quelque grand prince ne s'y trouvât mêlé, et qu'on ne le rendît ainsi l'implacable ennemi de sa famille[1] ».

Si l'on ne considère le pape qui disparaît, et dont le nom est si grand dans l'histoire, qu'au point de vue de son intérêt personnel et sans sortir de la sphère où aurait dû l'enfermer la portée de son esprit, il fut assurément, comme son père, un homme heureux. Tout lui réussit, même ses fautes. Une conjuration des cardinaux[2] lui permet d'en créer une fournée sans exemple, qui met le sacré collège dans sa main. Son frère, son neveu, lui donnaient des embarras pour les établir, ils meurent à propos[3]. Il ne favorise que les lettrés médiocres, et les lettrés éminents lui font une auréole. Il ne comprend pas les grands peintres, sculpteurs ou architectes, et c'est eux qui font pour une bonne part la gloire de son règne. Les théologiens de sa cour, qui le savent ignorant en théologie et en scolastique[4], prêtent modestement leurs plumes à ce geai pontifical. S'il est prodigue, c'est surtout pour ses plaisirs, et l'on ne parle que de sa prodigalité de Mécène. Il est la mobilité, la duplicité même, et il meurt avant d'être percé à jour.

Mais qu'on le considère au point de vue des grands intérêts dont il avait la charge, force est bien de reconnaître qu'il en a été un gardien peu éclairé, peu zélé,

1. P. Jove, *Vita Leonis X*, liv. IV, p. 94; Vettori, *Sommario*, p. 338; Nardi, liv. VI, t. II, p. 66-68.

2. Voy. Villari, t. III, p. 20; Gregorovius, *Gesch. der Stadt Rom*, t. VIII, p. 214.

3. Vettori, *Sommario*, p. 338.

4. Soave et le card. Pallavicino lui reprochent cette ignorance. Pallavicini, *Storia del concilio di Trento*, t. I, p. 85-86, Rome, 1656; Cipolla, p. 868, n. 6.

nullement heureux. Chef de l'Église, il veut surtout agrandir les domaines de sa famille. Il perd l'Italie, faute d'avoir su tenir la balance égale entre François Ier et Charles-Quint. Il perd l'Allemagne, la Suisse, la moitié ou au moins le tiers de l'Europe par le trafic éhonté des indulgences, et pour n'avoir pas compris ce qu'il y avait sous « la querelle de moines ». Il sait qu'on ne fait rien sans argent, et il se met, par l'épuisement de ses ressources, dans l'impuissance de rien faire. Sur ce dernier point son incurie, sa mauvaise gestion dépassait toute idée. Il devait à la banque Bini deux cent mille ducats; aux Gaddi, trente-deux mille; aux Ricasoli, six mille; au cardinal Santi-Quattro, cent cinquante mille; même somme au cardinal Armellini. Les Strozzi, parents de Léon X, ruinés par lui, pensèrent faire banqueroute[1]. A sa mort, la chambre apostolique était si pauvre qu'on n'y trouva point l'argent nécessaire à ses funérailles, et qu'il fallut employer les cierges qui avaient servi, peu auparavant, à celles du cardinal Riario[2]. Quel contraste avec ce qu'on lit partout sur la magnificence de ce pontificat!

Paul Jove, se payant d'une antithèse, peut bien en opposer l'âge d'or à l'âge de fer des pontificats suivants[3], et célébrer l'innocence immaculée de ce pape dans sa jeunesse, éloge invraisemblable et qui accuse, en tout cas, sa maturité; Pallavicini peut bien faire de lui un esprit studieux, un grand esprit, un grand lettré, un homme d'une bonté extrême[4]; mais que de voix s'élè-

1. Lettre de Rome, 5 déc. 1521. Mss. de Sanuto, t. XXXII, f° 161; Gregorovius, *Gesch. der Stadt Rom*, t. VIII, p. 261; Villari, III, 36.
2. Relation de Luigi Gradenigo, 9 mai 1523. Albèri, 2e ser., III, 73.
3. Voy. le texte dans Cipolla, p. 868.
4. *Storia del concilio di Trento*, t. I, p. 85.

vent en contradiction avec ces voix complaisantes ! Les épigrammes, les sonnets satiriques pleuvaient[1]. « Il n'est pas mort de pape plus mal famé depuis qu'existe l'Église de Dieu », écrit un Vénitien[2]. Si ce Vénitien exagère, le froid Guicciardini reconnaît pourtant que Léon X s'est montré plus prudent et moins bon qu'on ne s'y attendait[3]. Pour l'attendre bon, après les horreurs du sac de Prato, il fallait avoir des écailles sur les yeux, peut-être aussi ne s'étonner plus de rien en fait de cruautés. C'est sans doute ce qui explique le jugement moyen et tempéré de Francesco Vettori, un ami de la première et de la dernière heure : après avoir dit qu'il laisse à d'autres le soin de décider si le pape défunt a eu plus de vertus ou de vices, il ajoute que les peuples n'ont pas à se plaindre quand ils vivent sous un tel prince[4]. Ce n'est là, évidemment, qu'un éloge relatif, et qui en dit long, quand on pense quelle plume l'a tracé.

Au demeurant, ni bon homme, ni grand homme, Léon X fut, pour parvenir, méchant et sanguinaire. Il cessa de l'être, ainsi que d'autres qui n'ont pas un bon renom dans l'histoire, quand il eut tout obtenu par la méchanceté et le sang. La bonté n'avait jamais paru jusqu'à lui, dans sa famille. Ne l'ayant pas trouvée dans son héritage, il ne l'y mit point. Pape discutable, prince égoïste et médiocre, il fut pour Florence un maître funeste. Il n'aimait sa ville natale que pour ce qu'il en retirait. Qu'il n'y résidât point quand il porta la tiare,

1. Rel. de L. Gradenigo. Albèri. 2e ser., t. III, p. 73.
2. Lettre de Rome, 21 décembre 1521. Texte dans Gregorovius, t. VIII, p. 162, et Cipolla, p. 868, d'après les mss. de Sanuto.
3. *Stor. d'Ital.*, l. XIV, c. IV, t. IV, p. 425.
4. Vettori, *Sommario*, p. 340.

c'était dans l'ordre ; mais avant de la porter, il avait toujours déserté le poste du devoir, qui l'eût retenu loin du trône pontifical qu'il convoitait, et il ne sut ou ne daigna pas imposer la résidence à ceux de ses parents qu'il déléguait pour gouverner la Toscane en son nom. Par cette faiblesse ou ce dédain, il justifiait ses compatriotes d'avoir chassé deux fois déjà l'égoïste, l'envahissante, l'accapareuse famille des Medici.

CHAPITRE II

FLORENCE SOUS LE PONTIFICAT D'ADRIEN VI ET DE CLÉMENT VII JUSQU'A LA NOUVELLE EXPULSION DES MEDICI

— 1522-1527 —

Lutte des Florentins dans le conclave (21 décembre 1521). — Élection d'Adrien VI (9 janvier 1522). — Retour du cardinal Giulio à Florence (21 janvier). — Projets d'affranchissement. — La société des *Orti Oricellari*. — Nouvelles discussions sur la forme du gouvernement. — Plan d'Alessandro des Pazzi. — Complot ourdi à Rome par le cardinal Soderini. — Supplices (7 juin) et exils. — Credit du cardinal Soderini auprès d'Adrien VI. — Ses intrigues en faveur de Florence. — Sa disgrâce. — Ligue contre la France (5 août 1523). — Mort d'Adrien VI (14 septembre). — Élection de Clément VII (19 novembre). — Accueil fait par les Florentins à cette élection. — Supplice de Piero Orlandini (24 novembre). — Les conseillers du nouveau pape. — Ses consultations sur Florence. — Propositions de Niccolò Martelli. — Clément VII refuse de rétablir la République. — Hippolito et Alessandro des Medici envoyés à Florence avec le cardinal Passerini (11 mai, 30 juillet 1524, 19 juin 1525). — Despotisme de ce gouvernement. — Exactions financières. — Embarras de Clément VII. — Politique française du pape et des Florentins après la bataille de Pavie. — Traité de Cognac (22 mai 1526). — Vaine tentative du pape et des Florentins contre Sienne (25 juillet). — Rome attaquée par le cardinal Colonna (20 septembre). — Clément VII abandonne la ligue (21 septembre). — Mécontentement des Florentins. — Le connétable de Bourbon menace la Toscane (31 mars 1527). — Perplexité des Florentins. — Les Medici discrédités. — Niccolò Capponi. — L'armée du duc d'Urbino. — Pratique tenue au palais Medici. — Soulèvement contre le pouvoir (26 avril). — Le palais public assiégé par les Medici. — Accord entre les deux partis. — La seigneurie florentine rentre dans la Ligue (28 avril). — Inutilité de l'armée de secours. — Soulèvement des Florentins à la nouvelle du sac de Rome (12 mai). — Filippo Strozzi et Niccolò Capponi à la tête des mécontents. — Pratique au palais public. — Réorganisation du gouvernement. — Conditions imposées aux Medici. — Départ des Medici et du cardinal (17 mai). — Livourne et Pise recouvrées. — Inquiétudes sur l'avenir à Florence.

Dans cette histoire, alors sans relief, et où les événements font défaut, nous n'aurions rien à dire du conclave assemblé à la mort de Léon X, si nous n'y retrouvions les Florentins poursuivant, en champ clos, leurs rivalités de parti. Le cardinal Soderini avait grand désir de la tiare, revanche espérée de sa famille. Fort estimé, il était *papable*. Le cardinal Giulio des Medici,



en ce moment légat pontifical à l'armée, redoutait fort cette élection, qui eût tout remis en question à Florence. Pour combattre à armes égales, il revint de Milan en toute hâte, *mutatis ad celeritatem equis,* dit un biographe[1]. Il n'en fallait pas tant pour réveiller les haines latentes sous la réconciliation plâtrée.

Au conclave (21 décembre 1521), composé de quarante cardinaux, l' « escadron » de Giulio se montait à plus du tiers, toutes créatures de feu son cousin. Il disposait de seize voix, y compris la sienne : trop peu pour arriver lui-même, mais assez pour faire échec à un rival. D'un coup d'œil il eut mesuré le champ du possible et pris sa résolution. Gagner à sa propre candidature les indécis était impraticable; Soderini y opposait des objections trop graves : sa bâtardise, d'abord, qui aurait dû l'écarter du chapeau, de la mitre même; puis sa parenté avec le pape défunt, ses sentiments hostiles envers la France, et enfin son âge, qui n'était que de quarante-quatre ans[2]. L'âge, à lui seul, n'eût pas été un obstacle invincible, puisque Léon X était plus jeune encore quand il avait ceint la tiare; mais les vieux cardinaux souhaitaient des vacances fréquentes, n'ayant plus guère le temps d'attendre ou d'espérer, et ils trouvaient des alliés dans les amis de la France, dans les ennemis des Medici. Seulement, leurs infirmités rendaient dure à ces vieillards la vie en chartre privée; ils désiraient donc faire vite, et c'était aussi le vœu du cardinal Petrucci, de la faction médicéenne, qui, inquiet sur la situation de Sienne, sa

1. Panvinio, *Vita Hadriani VI*, p. 345. Cologne, 1704.

2. Giulio était né trente-deux jours environ après que son père Giuliano eut été tué dans la conjuration des Pazzi en 1478. Voy. Ciaconio, *Vitæ pontificum*, t. III, col. 443.

patrie, avait hâte d'y retourner. La moindre révolution à Sienne en eût provoqué une terrible à Florence, où les affaires allaient de mal en pis, où la présence du cardinal-archevêque était nécessaire. Faisant donc de nécessité vertu, Giulio vit le moyen de tout sauver s'il renonçait à ses espérances personnelles, ou, pour mieux dire, s'il les ajournait.

Un nom imprévu avait été mis en avant parmi bien d'autres, celui de l'évêque de Tortosa, Adrien Boyers, dit Florent d'Utrecht, ancien précepteur de Charles Quint, et qui gouvernait l'Espagne depuis la mort du cardinal Ximénès. Ce pédagogue flamand n'était point connu du sacré collège, et il ne siégeait même pas au conclave. Jamais il n'avait vu l'Italie, il ne parlait point la langue italienne. Un auteur tudesque l'appelle « barbare ridicule, grand buveur de bière, croisé de Hollandais et d'Allemand[1] ». Mais son nom ne mécontentait personne, ce qui est bien plus important, en matière d'élections, que de contenter quelques-uns. Il donnait à tous les cardinaux qui se croyaient *papables* le délicieux plaisir d'évincer un compétiteur, et il avait en outre l'attrait du lointain, de l'inconnu, surtout du plus puissant patronage, celui de son élève, au nom de qui il gouvernait. Le 9 janvier 1522, Adrien d'Utrecht obtint donc la pluralité des suffrages. Les cardinaux avaient voté presque sans réflexion, par entraînement ou par hâte d'en finir, si bien que, dans la suite, ne pouvant expliquer leur imprudence ou avouer leur calcul, ils mirent leur vote sur le compte du Saint-Esprit[2].

1. Burckhardt, t. I, p. 203-204.

2. Nardi, l. VII, t. II, p. 81; Cambi, t. XXII, p. 191; Belcari, liv. XVII, p. 501; Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, l. XIV, c. v, t. V, p. 4-5; P. Jove, *Vita Ha-*

Treize jours plus tard, le 21 janvier, Giulio rentrait à Florence par mer, pour plus de sûreté. Portant le deuil de Léon X, il avait la barbe longue. La tristesse assombrissait son visage, et aussi l'inquiétude. Les cris de *Palle ! Palle !* qui retentissaient sur son passage, ne le rassérénaient point [1]. C'est qu'il voyait plus loin que les apparences. Plus encore que son défunt cousin, il eût mérité qu'on l'appelât « Votre Circonspection », lui qui poussait la prudence jusqu'à vouloir, quand on faisait la revue des troupes, qu'elle eût lieu compagnie par compagnie, afin que personne ne pût connaître le nombre des soldats [2].

Il n'avait pas tort d'être inquiet. Dans ces conjonctures, les républicains de Florence croyaient voir jour à recouvrer la liberté. Thomas de Foix, sieur de Lescuns et frère de Lautrec [3], leur promettait l'appui du roi son maître. Les Français devaient entrer en Toscane par la rivière de Gênes. En même temps, y aurait pénétré par la frontière siennoise Renzo Orsini, seigneur de Ceri, qu'ils y avaient placé à la tête d'un corps de troupes, sous l'inspiration de Giovambattista Soderini, neveu du gonfalonier et du cardinal, qui tenait dans Florence même les fils du complot. On pouvait compter que le duc d'Urbino et les Baglioni y prêteraient les mains, désireux comme ils l'étaient, comme ils devaient l'être, de se venger des Medici [4].

driani VI, Op. omn., t. II, p. 110 sq.; Panvinio, *Vita Hadriani VI*, f°s 345, 353 ; *Ann. eccl.*, 1522, § 1, 2, t. XXXI, p. 367.

1. Cambi, t. XXII, p. 194.

2. Le card. Giulio à Lorenzo. Bologne, 30 août 1515, Desj., t. II, p. 730.

3. Qui reconnaîtrait son nom sous celui de « Monsignor di Scudo » dont l'affublent les auteurs italiens?

4. Nardi, l. VII, t. II, p. 80.

Enfin, ces projets de conjuration trouvaient un point d'appui bien inattendu dans la société lettrée de Florence. Au seizième siècle, rien de moins rare en cette ville, que les réunions littéraires ; mais elles s'éclipsaient toutes dans l'ombre d'une d'entre elles, qui porte un nom célèbre, et dont il a été incidemment question, la société des *Orti Oricellari*.

Dans la *via della Scala*, les Rucellai possédaient un beau palais entouré de magnifiques jardins. On y admirait des arbres et des plantes rares, des grottes artistement travaillées. Sous les épais et renommés ombrages régnait ce *frigus opacum* qu'on prise tant aux pays chauds. Impuissant contre ces frais asiles, le soleil prenait sa revanche dans les larges allées où l'on en venait chercher la bienfaisante chaleur au printemps, en automne, et aussi dans l'hiver si rarement brumeux de ces fortunés climats. Aujourd'hui encore on peut se faire une idée de ces splendeurs aimables, malgré quelques constructions ridicules qui les déparent, et qu'élevèrent ultérieurement les Medici [1].

Le maître du lieu était alors Cosimo de Bernardo Rucellai. On l'appelait Cosimino [2]. Le « mal français » l'ayant rendu estropié, cul-de-jatte, on le roulait dans une voiture, et grâce à son infirmité, ses amis étaient sûrs de le trouver au gîte. C'est ce qui fait qu'il devint centre, centre de lettrés surtout, car il se piquait de littérature et faisait des vers [3]. Les plus assidus auprès de

1. Passerini, *Curiosità storico-artistiche fiorentine*, 1a ser., *Degli Orti Oricellari*, Flor., 1866; Villari, t. III, p. 44.
2. Voy. l'éloge que fait de lui Machiavel, *Dell'arte della guerra*, l. I, p. 344-345.
3. Nardi, liv. VII, t. II, p. 85, 86; Nerli, liv. VII, p. 138; Passerini, *Genealogia della famiglia Rucellai*, Flor., 1861.

lui étaient Zanobi Buondelmonti, qui mourut jeune, et Luigi Alamanni, médiocre poète, élégant écrivain, imitateur des *Géorgiques* dans son poème intitulé la *Coltivazione*[1]. Avec eux, Alessandro des Pazzi, Filippo des Nerli, les trois Cattani de Diacceto, issus d'une famille platonicienne. Un d'eux s'appelait Jacopo, et était lecteur d'humanités au *Studio*[2]. Les deux autres portant le nom de Francesco, on les désignait par la couleur de leurs habits, on disait « le Noir » et « le Violet ». Puis encore, Niccolò Machiavelli, qui a dédié ses discours sur Tite-Live à Zanobi Buondelmonti et à Cosimo Rucellai; enfin Jacopo Nardi l'historien, et Antonio Bruciòli qui, exilé à Venise, s'y fit traducteur de la Bible. Tous les Rucellai venaient à ces réunions, et aussi les étrangers de marque, entre autres Gian Giorgio Trissino, gentilhomme de Vicence, docte grammairien, poète épique et tragique, dont le nom était dans toutes les bouches.

Ces habitués des jardins Rucellai n'y continuaient point, comme on l'a prétendu, l'académie platonicienne: elle était morte avec Ficino, et c'est par d'autres qu'elle fut ressuscitée plus tard. Ce ne sont point des philosophes, ce sont des lettrés, des grammairiens, des érudits, des poètes, des historiens, ou, pour mieux dire, des *dilettanti*, des raffinés; on ne trouve parmi eux qu'un seul homme de génie, Machiavelli. Mais quelques-uns d'entre eux sont, en même temps, des hommes pratiques, des hommes d'esprit élevé, qui n'ont pas abdiqué leur dignité de citoyens[3]. Au début, ils étaient ennemis des

1. Il y a, dans ce temps-là, deux Luigi ou Lodovico Alamanni : Luigi de Tommaso et Luigi de Piero. C'est de ce dernier qu'il est question ici.
2. Fabbrucci, *Istoria fiorentina*, Part. II, 1522. Flor., 1641; Prezziner, t. I, p. 205; Nardi, liv. VII, t. II, p. 85; Ammirato, XXIX, 345.
3. Nardi, liv. VII, t. II, p. 85; Villari, t. III, p. 44 sq.

Soderini et amis des Medici[1], sauf Jacopo Nardi, qui devait lui-même se montrer plus tard capable de transiger. En 1515, quand Léon X vint à Florence, il fut reçu et très bien reçu aux *Orti*, où l'on joua pour lui la *Rosmunda* de Rucellai[2]. Les caprices, les injustices, les violences, les perfidies du pouvoir personnel et despotique changèrent bientôt ces dispositions favorables. Le régime du bon plaisir fait plus de mécontents que de satisfaits. Froissements, déceptions, humiliations, jalousies mesquines et d'autant plus féroces, oubli des maux du passé au regard des maux du présent, en faut-il davantage pour expliquer la réaction, l'évolution si naturelle de certains esprits délicats?

Il faut dire aussi que la situation, à Florence, n'avait rien de clair ni d'assuré. Le cardinal Giulio restait sans doute maître incontesté du pouvoir ; mais sans héritier qu'il avouât, sans lendemain dans sa patrie, puisqu'il rêvait de la tiare et vivait les yeux tournés vers Rome quand il n'y était pas de sa personne, il ne sentait pas assez le besoin d'assurer à son gouvernement ces formes précises qui lui auraient donné un corps, qui auraient fixé son image dans les cervelles. Tout au moins n'était-il pas pressé : il encourageait, comme naguère, ces discussions de comédie, ces dissertations constitutionnelles, auxquelles Guicciardini en 1516, Machiavelli en 1519, Buondelmonti vers le même temps, s'étaient les uns si complaisamment, les autres si naïvement prêtés[3]. Celui qui, cette fois, va jeter de la

1. Voy. dans Villari, t. III, p. 400, app. n° 6, une lettre de Luigi Alamanni à son père, Rome, 7 janvier 1518, où apparait son dévouement.

2. Villari, t. III, p. 44-49.

3. Nerli (liv. VII, p. 137) dit qu'il a vu sur ce sujet des écrits de Buondelmonti comme de Machiavelli.

poudre aux yeux, c'est Alessandro des Pazzi, cousin de Giulio, compère inconscient[1].

On avait jugé les plans de Machiavelli inacceptables, impossibles, extravagants[2]; ceux de Pazzi ne l'étaient guère moins[3]. Il proposait un gouvernement que nous pourrions appeler éclectique ou plutôt syncrétique, et qui aurait réuni, dans leurs traits essentiels, le principat, l'aristocratie, la démocratie. On aurait exécuté ce tour de force en établissant le Grand Conseil, un sénat d'*ottimati* à vie, se renouvelant lui-même, un gonfalonier également à vie, armé de pouvoirs exceptionnels, dictatoriaux. Tout en faisant bon accueil à cette chimère, les gobe-mouches aimaient mieux que le gonfalonier fût annuel, et, pour l'obtenir du cardinal, ils proposaient de lui en laisser le choix la première année, ou encore d'appeler à ce poste soit Francesco Vettori, soit Roberto Acciajuoli, ses serviteurs et ses amis. Ils ne comprenaient pas que si les Medici devaient rester en dehors et au-dessus de la constitution, un gonfalonier à vie aurait eu seul quelque chance d'être plus ou moins indépendant. Pour mieux dire, leur tort fut de croire qu'ils trouveraient quelque peu de « substantifique moelle » dans l'os qu'on leur jetait à ronger[4].

Leur excuse, c'est que le cardinal jouait son rôle à merveille. Il écoutait tout le monde, il paraissait tenir grand compte de tous les plans, de tous les avis. Si l'on

1. J. Pitti, t. I, p. 124.
2. Capponi, t. II, p. 337.
3. Voy. son discours dans *Arch. stor.*, 1[a] ser., t. I, p. 420-422, à la suite de la chronique de J. Pitti.
4. L'historien Nerli entendait lire dans un souper le plan de Pazzi; il en obtenait une copie et l'envoyait à Rome au card. Salviati. (Nerli, liv. VII, p. 137; Capponi, t. II, p. 338; note à Guicciardini, *Op. ined.*, t. II, p. 342.)

avait dit de Léon X qu'il voulait « rétablir sa patrie dans sa liberté première[1], » que ne dit-on pas de Giulio, quand on connut ces pourparlers persistants! Nardi appelle « bien bons et peut-être trop crédules » les interlocuteurs de ce prince de l'Église dont il avait pourtant déclaré l'administration préférable à celle de tous ses parents[2]. Ces braves gens attendaient, pour le 1er mai 1522, la publication de la nouvelle réforme; ils en indiquaient même les lignes principales[3], et Jacopo Pitti, pour ennemi qu'il soit, est du nombre. Il donne dans son Histoire le plan qui avait prévalu. Il dit, prenant le prétexte pour la cause, que ce qui empêcha le cardinal d'exécuter les résolutions adoptées, ce furent les événements du dehors[4]. L'auteur de nos vieilles *Racines grecques*, le bon Lancelot, n'avait point tort quand il disait que le peuple « est souvent bien grue ».

Mis en quelque sorte au pied du mur par l'attente publique, Giulio renvoya Pazzi et son discours à un moine de San Marco, Nicolas Schomberg, dit Niccolò d'Allemagne, qui devint plus tard le principal conseiller de son pontificat. Pressé maintes fois d'émettre un jugement, le dominicain finit par répondre : — Votre discours me plaît, mais non pas le sujet de votre discours. — On ne pouvait parler plus clairement, et, pour le coup, les plus obtus comprirent. « Ce sont, écrit Nardi, de tels mots, de telles choses qui éclairèrent les esprits sur les intentions du cardinal[5]. » Les jeunes gens des

1. J. Pitti, t. I, p. 119.
2. Nardi, liv. VII, t. II, p. 73, 83.
3. J. Pitti, t. I, p. 124; Guasti, Avertissement en tête de documents publiés par lui dans *Giorn. arch. tosc.*, t. III, p. 122.
4. J. Pitti, t. I, p. 124, 126.
5. Nardi, liv. VII, t. II, p. 84.

Orti Oricellari, notamment, ne lui pardonnèrent point de les avoir joués, car, plus que personne, ils avaient été dupes. C'est alors que l'on commença de conjurer dans ces beaux et paisibles jardins où Machiavelli, instruit par l'expérience, avait, de paroles magistrales, discrédité les conjurations [1].

L'événement du dehors qui servit de prétexte pour renvoyer toute réforme aux calendes grecques, c'était un complot ourdi à Rome, dès le mois de janvier précédent, pour renverser les Medici. Le cardinal Soderini avait obtenu de François I[er] de l'argent et des hommes. Il comptait sur les opérations militaires du duc d'Urbino, qui reconquérait son duché, et il se proposait d'aider lui-même les fils de Paolo Baglioni, auxiliaires de ce seigneur, à reprendre leur Pérouse, où Léon X avait établi un de leurs parents, un ennemi, avec une garnison florentine. Sentant des troupes nombreuses si près de ses murailles, Sienne ne ferait-elle pas une révolution, et cette révolution n'aurait-elle pas son contrecoup à Florence? Renzo de Ceri était aux environs de Rome avec cinq cents chevaux et sept mille *fanti* : Soderini l'envoie dans ces parages. Mais Giulio est sur ses gardes; Guido Rangone, capitaine général de la République florentine, et Giovanni des Medici, celui que nous nommons en France Jean des Bandes noires [2],

1. Guasti, Avertissement, etc. (*Giorn. arch. tosc.*, t. III, p. 122).

2. Quoiqu'on l'appelle Giovanni, il avait reçu au baptême le nom de Lodovico. Né en 1498 de Giovanni de Pier-Francesco des Medici, il appartenait à cette branche des Medici issue de Lorenzo, frère de Cosimo l'ancien, celle qui, à l'heure de la démocratie, avait lâchement pris le nom de Popolani ou Popoleschi. Sa mère était la fameuse Caterina Sforza, veuve du comte Riario, et sa femme, la fille de Jacopo Salviati. Le 11 juin 1519, lui naissait un fils, Cosimo, qui fut le premier grand-duc. Voy. Reumont, *Tav. cron.*, *Alb. geneal. dei Medici*, et Sismondi, t. IX, p. 264. — En

rappelé de Lombardie avec les Allemands et les Suisses à la solde, tiennent Renzo en échec. Du complot on détache le duc d'Urbino en lui conférant le titre de capitaine général, retiré à Rangone, et refusé au vaillant aventurier qui était pourtant de la maison[1]. Que pourrait demander encore ce duc, si le sacré collège, qui gouverne à Rome au nom d'Adrien VI toujours en Espagne[2], le confirme dans la possession de ses États? Orazio Baglioni, de son côté, espère bien plus des forces présentes de Florence pour rentrer dans Pérouse, que des forces promises par François Ier aux conjurés. La Curie interdisant, en outre, toute expédition sur les terres de l'Église, Renzo de Ceri n'a plus qu'à évacuer le territoire de Sienne, et le coup est manqué[3].

C'est alors seulement qu'à l'intérieur de Florence, les habitués des *Orti Oricellari*, complices de la conjuration, prenant des attitudes de vieux Romains, se déclarèrent prêts à partir en guerre. Ils rétabliront Pier Soderini gonfalonier à vie, en adjoignant à la seigneurie de deux mois un office des Huit, sans lequel ni seigneurie ni gonfalonier n'auront le droit de rien faire[4]. Mais il fallut moins que rien pour éteindre ce beau feu. Le 20 mai, un courrier français envoyé à

1524, il s'engage au service de la France (Bartol. Ferentino, secrétaire intime de Clément VII, au card. Salviati, légat en Lombardie, 19 sept. 1524. Desj., t. II, p. 786). On peut voir dans Cipolla (p. 881, n. 8) quelques-unes des témérités de jeunesse de Giovanni *des Bandes noires*. Ces mots furent employés pour désigner ses soldats parce que, à sa mort, ils se vêtirent et s'armèrent en couleurs obscures pour porter son deuil. Voy. Varchi, liv. II, t. I, p. 112.

1. C'est par suite de cette déception que Giovanni des Bandes noires passa au service des Français.

2. Adrien VI ne partit d'Espagne que le 24 août 1522.

3. Nardi, liv. VII, t. II, p. 80-82.

4. Procès de Niccolò Martelli, dans *Giorn. arch. tosc.*, t. III, p. 245.

Renzo de Ceri est intercepté [1]. Le cardinal Giulio lui arrache le secret de sa mission par une ruse qui, à ses yeux de prêtre, aurait dû être un sacrilège : il lui dépêche dans sa prison, sous l'habit ecclésiastique et comme confesseur, un espion de police, après quoi disparaît ce courrier, sans qu'on ait pu savoir jamais ce qu'il était devenu. On avait obtenu de lui un renseignement précieux : Jacopo de Diacceto, le lecteur au *Studio*, entretenait correspondance avec Renzo de Ceri.

Arrêté le 22 mai, Jacopo confessa, sous la menace de la torture, ce qu'on ne soupçonnait point, à savoir que ses compagnons et lui voulaient assassiner le cardinal. Ce n'est pas qu'ils eussent de la haine, mais leur devoir était d'affranchir la patrie. Il était surtout, paraît-il, de sauver leur vie menacée, car l'interrogatoire du détenu étant différé de vingt-quatre heures, ces vingt-quatre heures suffirent pour que ses amis et complices se missent hors d'atteinte. Rien de moins héroïque, de moins romain que cette débandade. Zanobi Buondelmonti a cherché une retraite provisoire dans des latrines, bonne idée, bonne cachette, car les latrines étant alors partout fort rares, nul ne pensait à se demander s'il y en avait dans les maisons fouillées, et à pousser jusqu'en ces réduits les perquisitions. C'est sa femme qui l'en retire. Elle lui garnit l'escarcelle et le pousse dehors pour qu'il se sauve. Il obéit et trouve un asile, avec bien d'autres, dans les États d'Este, en Garfagnana, où Lodovico Ariosto, le poète, était gouverneur [2].

De cette première étape, les fugitifs se répandirent

1. J. Pitti, t. I, p. 124.
2. Nardi, liv. VII, t. II, p. 86-91.

un peu partout, cherchant fortune ou simplement les moyens de vivre, tâchant même à renouer les fils rompus de la conjuration, car ils se flattaient candidement que François I[er] ne les abandonnerait pas. L'exil fausse le jugement, et la pauvreté n'est pas toujours bonne conseillère. Un de ces proscrits, Antonio Bruciòli, nommé plus haut[1], descendra plus tard, étant éditeur de livres à Venise, à se faire espion de Cosimo I[er][2]. Un autre, Giambattista della Palla, se fait, ou peu s'en faut, voleur pour vivre. Il trafique en France des œuvres d'art de son pays. Il envoie par Andrea del Sarto deux magnifiques tableaux au roi très chrétien[3]. Il voulait enlever aussi les peintures qui décoraient la chambre de Pier Francesco Borgherini, car la femme de ce citoyen le poursuit de ses invectives, l'appelle « vil brocanteur, mauvais marchand de quatre sous, homme plébéien, ennemi de sa patrie[4] ».

Contre ces conjurés, détenus ou fugitifs, l'accusation était non seulement d'avoir voulu renverser et tuer le pasteur, l'archevêque de Florence, mais encore d'avoir voulu détruire « le pacifique, libre et tranquille état de la ville[5] ». La mention de la liberté ne manquait pas d'effronterie, mais elle était alors de rigueur. Jacopo de Diacceto et Luigi de Tommaso Alamanni, condamnés le 6 juin, furent décapités le 7[6]. Les contumaces et tous

1. Voy. même ch., p. 85.
2. Guasti, Avertissement, etc. *Giorn. arch. tosc.*, t. III, p. 122.
3. Vasari, *Vita d'Andrea del Sarto*, t. VIII, p. 268, éd. Milanesi, in-12. Vasari (*Vita di Fra Bartolommeo della Porta*, t. VII, p. 161) dit que le saint Sébastien de Fra Bartolommeo vint alors en France. Peut-être était-il un de ceux que G. B. della Palla avait détournés.
4. Vasari, *Vita di Jacopo da Pontormo*, t. XI, p. 44.
5. Voy. le texte de la sentence, dans *Giorn. arch. tosc.*, t. III, p. 124.
6. Sentence, *ibid.*

les Soderini furent déclarés rebelles[1], et subirent par conséquent la confiscation de leurs biens. Ne pouvant poursuivre le vieux Pier Soderini, mort à Rome en ce moment même (14 juin), on flétrit sa mémoire[2], ce qui ne l'empêcha pas, disent les auteurs, d'emporter dans l'autre monde l'estime des honnêtes gens[3].

Ces rigueurs, ridicules quand elles n'étaient pas excessives, n'endiguèrent point l'inoffensif torrent : les projets de complot continuèrent d'être agités entre gens qui voulaient se draper à la romaine et s'enorgueillissaient d'être en idée les martyrs de la liberté[4]. Nous les verrons aboutir, l'année suivante, non certes au succès, mais du moins à la tentative et au châtiment. Leur victime désignée s'en alarmait si peu que c'est justement l'heure où elle enterre sans pompe les plans de réforme qu'elle regrettait sans doute d'avoir provoqués. Ses intentions sont pures, le cardinal l'affirme, et, pour le prouver, il tempère l'ardeur répressive de ses partisans; mais il le peut sans danger : il a fait venir pour sa garde l'aventurier Alessandro Vitelli, avec bon nombre de *fanti*[5]. Sans craindre personne, il se défiait de tout le monde.

La défiance, alors, était partout, et le pape Adrien VI lui-même n'en était pas exempt. Tout récemment arrivé

1. 30 juin. Doc. dans *Giorn. arch. tosc.*, t. III, p. 133.
2. « Licet mortuus non possit damnari, tamen potest ejus memoria damnari, et bona et jura ejus confischari. » (Doc. du 30 juin. *Giorn. arch. tosc.*, t. III, p. 133.)
3. J. Pitti, t. I, p. 128, 129; Cambi, t. XXII, p. 201, 205; Ammirato, XXIX, p. 345, 346.
4. « Perchè ci pare necessario risolverci di qualche chosa, la quale non vogliamo fare senza voi. » (Z. Buondelmonti et L. Alamanni à Battista della Palla « en court ». Lyon, 20 août 1522. *Giorn. arch. tosc.*, t. III, p. 144.)
5. Cipolla, p. 874; Capponi, t. II, p. 339.

à Rome, il n'avait fait par prudence que toucher à Livourne, les révérences du cardinal Giulio ne lui disant rien qui vaille[1]. Ses serviteurs mêmes lui étaient suspects[2], sauf deux, le Belge Guillaume Enckenwoert, évêque d'Utrecht, le seul cardinal qu'il ait fait[3], et surtout le cardinal Soderini. Ce pape « non Athénien, mais digne de Sparte[4] », — « cette barbarie, cette peste, » comme l'appelaient les humanistes, — qui disait dédaigneusement, en parlant du Laocoon : *Sunt idola antiquorum*, qui faisait fuir dans son évêché de Carpentras le lettré Sadolet, secrétaire de son prédécesseur[5], avait pris en amitié le cardinal florentin pour la gravité de son visage, ses protestations pacifiques, sa science du droit humain et divin, et aussi pour ce dont il faisait peu de cas chez les autres, l'esprit, l'éloquence, la culture littéraire[6]. En un mot, il l'avait choisi pour principal conseiller, pour confident[7].

L'émoi fut grand, dans la Curie, parmi les partisans des Medici. Les cardinaux Pucci et Armellini, amis de Giulio, l'appellent en hâte à Rome, avec le consentement peut-être du cardinal Pompeo Colonna, brouillé, ainsi que sa famille, avec Soderini[8]. Giulio ne se fit pas

1. Nardi, liv. VII, t. II, p. 91; Nerli, liv. VII, p. 139; Panvinio, *Vita Hadr. VI*, p. 345.

2. Girolamo Negro à Antonio Michieli. Rome, 7 avril 1523, dans *Lettere di principi*, t. I, f° 97 r°.

3. Nardi, liv. VII, t. II, p. 92 et note A; Panvinio, *Vita Hadr. VI*, p. 346; Ammirato, XXIX, p. 347.

4. Panvinio, p. 351.

5. «I mali tempi d'Adriano... donde tanti huomini da bene s'erano dipartiti... Le lettere oppresse dalla barbaria d'Adriano.» (Gir. Negro à Ant. Michieli. Rome, 2 déc. 1523. *Lettere di principi*, t. I, f° 101 r° v°.) Cf. Du même au même, 18 nov., f° 101 r°; Cipolla, p. 875.

6. « Ostentando conciliandæ inter Christianos pacis desiderio. » (*Ann. eccl.*, 1523, § 109, t. XXXI, p. 444.)

7. P. Jove, *Vita Hadr. VI*, *Op. omn.*, t. II, p. 124; Panvinio, p. 346.

8. Nardi, liv. VII, t. II, p. 91; Cipolla, p. 877.

attendre. Il arriva, escorté d'un grand nombre de chevaux, et bien des membres du sacré collège, bien des personnages considérables vinrent à sa rencontre : il n'était pas un *porporato* ordinaire. A son palais les courtisans furent plus nombreux qu'ils n'étaient à la cour du pape. Il lui parut, néanmoins, que la faveur de son adversaire était trop solidement établie pour qu'il fût sitôt possible de la battre en brèche. Fuyant donc l'humiliation qu'il subissait à Rome, de n'y être pas le premier après le pape, il s'en revint à Florence assez mécontent[1].

Il s'était gravement trompé sur la durée de l'engouement pontifical, comme sur les moyens qu'il pouvait avoir lui-même d'y mettre fin. La passagère présence de ce protégé de Charles-Quint avait suffi pour enhardir, dans la Curie, la faction espagnole. Le duc de Sessa, ambassadeur impérial, ose arrêter les courriers, saisir leurs lettres, comme on avait fait naguère celles des puissants Vénitiens[2]. Ainsi lui tombent entre les mains des missives du cardinal Soderini à son neveu l'évêque de Saintes. Giulio, qui en soupçonnait le prix, s'était activement employé à cette chasse[3]. On apprit ainsi que Soderini pressait François Ier d'attaquer la Sicile, où un parti était prêt à se prononcer en sa faveur. Trois des grands officiers de l'île furent, en conséquence, écartelés. On ne pouvait écarteler un prince de l'Église, le principal ministre du pape; mais Adrien VI était fort irrité que celui qui l'exhortait tant à la paix soufflât

1. Nerli, liv. VII, p. 140.
2. Voyage des orateurs vénitiens à Rome, 1523, dans Albèri, 2e sér., t. III, p. 117.
3. « Julii Medicis cardinalis opera. » (Panvinio, p. 346.)

secrètement la guerre. Il le fit arrêter et mettre en jugement. Sans attendre l'arrêt de justice, il confisqua ses biens, qui étaient immenses. En même temps, il embrassait ouvertement la cause de son ancien disciple, le roi très catholique, contre le roi très chrétien.

Le 5 août 1523, une ligue nouvelle se formait ainsi contre la France. Paolo Vettori signait à Milan pour l'Etat de Florence et le cardinal Medici, qui y accédaient. Les espérances de ce dernier étaient grandes : la disgrâce de son rival l'avait mis au premier rang du sacré collège, et il comptait beaucoup sur la guerre. S'il eut, de ce chef, une déception, parce que la trahison du connétable de Bourbon retint François I[er] dans son royaume et retarda l'ouverture des hostilités, d'autre part un horizon brillant s'ouvrit presque aussitôt devant lui. Le 14 septembre, Adrien VI mourait d'une de ces fièvres d'automne qui ont été, dans ce voisinage des marais pontins, funestes à tant de papes et de princes étrangers[1]. La joie fut grande à Rome. La porte du médecin pontifical, Giovanni Antracino, fut bientôt ornée de guirlandes de fleurs avec cette insolente incription : *Le Sénat et le peuple romain au libérateur de la patrie*[2]. Mais on fut plus joyeux encore à Florence, au palais Medici. La tiare vacante, c'était, après un temps bien court, l'espoir renaissant pour le cardinal Giulio.

Quoique possible désormais, son succès n'était pourtant point facile. Il disposait des cardinaux créés par Léon X, et, en tout, de douze à seize voix dans un con-

1. Nardi, liv. VII, t. II, p. 91; Nerli, liv. VII, p. 140; Belcari, liv. XVII, p. 526; Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XV, ch. II, t. V, p. 75; Panvinio, p. 346; *Ann. eccl.*, 1523, §§ 109, 112, 113, t. XXXI, p. 444, 445; Ammirato, XXIX, p. 347.

2. P. Jove, *Vita Hadr. VI*, *Op. omn.*, t. II, p. 127, 128.

clave qui se composait, cette fois, de trente-cinq ou trente-six membres, et où les deux tiers des suffrages étaient exigés par les constitutions. C'était une force, mais non suffisante. De plus, il avait de redoutables concurrents. S'il pouvait ne pas trop s'inquiéter de Wolsey, l'archevêque d'York, bien fou de compter tout ensemble sur l'appui de François Ier et de Charles-Quint, bien aveugle de ne pas voir que le sacré collège, après le pontificat peu goûté d'un Belge, ne voudrait pas de celui d'un Anglais, Giulio avait sujet de craindre Pompeo Colonna, soutenu des vieux cardinaux de Jules II, qui n'entendaient pas se fermer la porte en nommant un pape de quarante-six ans. De l'un ou de l'autre, qui obtiendrait la faveur impériale ? Personne encore ne pouvait le dire. Ce n'est pas tout. Le sacré collège avait exigé que Soderini sortît de prison, pour prendre part au conclave; or Soderini, s'il souhaitait d'être pape, souhaitait bien plus encore que son ennemi ne le fût pas, et son élargissement prouvait qu'il n'était pas sans influence. Enfin, aux compétitions personnelles et aux haines privées s'ajoutait la question politique : l'Espagne et la France allaient poursuivre dans le champ clos du conclave leur grande querelle de rivalité. Soderini, coryphée du parti français, l'avait tout entier à sa suite, tandis que le parti impérial hésitait entre Colonna et Medici[1].

Colonna, cependant, dissimulait encore ses prétentions personnelles. C'est ce qui fit qu'au premier scrutin Medici obtint vingt et un suffrages. Il n'était que temps

1. Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XVI, ch. 3, t. V, p. 96; Panvinio, p. 351; P. Jove, *Vita Pompei Colonnæ*, *Op. omn.*, t. II, p. 152.

de bien manœuvrer pour qui ne le voulait point subir. Diverses candidatures n'en sont pas moins mises en avant, Fieschi et Farnese, Monti et Grassi, Carvajal, qui avait cessé d'être tenu pour schismatique, et Soderini, bien aise de travailler pour lui-même, si le vent soufflait de son côté. Le candidat postiche de Pompeo Colonna était Jacovaccio Romano. On était donc loin de s'entendre, et les voix s'éparpillaient. Un moment, il parut à craindre que l'assemblée ne se scindât en deux et n'élût deux papes. Le peuple en était furieux. Les lettrés accusaient « le nouveau Jules et le nouveau Pompée » de ruiner Rome une seconde fois. Par une manœuvre hardie, Giulio brusqua ce dénouement réputé impossible. Le cardinal de Clermont ayant proposé Franciotto Orsini, il fit mine de reporter sur cette candidature, en renonçant à la sienne, toutes les voix de son parti. Ainis devenait presque assurée l'élection d'Orsini, qui pouvait compter déjà sur la faction française, et qui ne donnait d'ombrage à personne, sauf à Pompeo Colonna, une inimitié séculaire régnant, comme on sait, entre les deux familles. Pompeo devait donc préférer Giulio. Averti d'ailleurs par une lettre de son oncle, le vieux général Prospero Colonna, que le succès du Medici serait utile au parti impérial, il fit résolument son sacrifice personnel, réconcilia Soderini avec Giulio, offrit enfin à ce concurrent de la veille de le faire pape sous certaines conditions. Il stipula pour ceux qui avaient travaillé contre les Medici leur pardon ; pour Soderini la restitution de ses biens ; pour lui-même la vice-chancellerie et le somptueux palais que le cardinal Raffaele Riario avait fait terminer par Bramante.

C'est ainsi qu'après plus d'un mois et demi de re-

clusion, le conclave proclama pape Giulio des Médici. Le nouveau chef de l'Église prit le nom de Clément VII, « comme pour confirmer, écrit un contemporain, l'engagement pris d'user de clémence ». L'élection parut avoir été faite à l'unanimité; mais les vieux cardinaux n'avaient donné leur vote que de mauvaise grâce, on dirait presque pour mourir en liberté, dans leur lit. Quatre d'entre eux, en effet, moururent, quelques jours à peine écoulés, et, dans le nombre, Soderini[1]. Le tour n'en était pas moins joué, et avec une habileté rare de la part de celui qui en profitait. Mais, sauf pour lui, qu'attendaient au surplus de cruels déboires, son élection devait être funeste à tout le monde, à l'Église, à l'Italie, à Florence surtout.

Florence en eut-elle le pressentiment? Il est certain qu'ayant le récent souvenir de ses déceptions sous le pontificat d'un autre Florentin, elle ne fit pas avec entrain sa partie dans le concert d'éloges qui salua l'exaltation du nouveau pape. Ailleurs, on célébrait Clément VII comme doué de bonnes mœurs, religieux, prudent, avisé, infatigable au travail, connaissant les affaires et les passions humaines, ni fastueux, ni prodigue, ni avare. Les lettrés, qui font les renommées, espéraient de lui autant de bienfaits que naguère du dépensier Léon X[2]. On le surfaisait beaucoup en disant qu'il avait été l'inspirateur de ce pontife, qui s'était souvent servi de lui comme d'un instrument docile. Seuls,

1. Gir Negro à Ant. Michieli, 18 nov. 1523, dans *Lettere di principi*, t. I, f° 100 v°; Cambi, t. XXII, p. 244; P. Jove, *Vita P. Colonnæ*, *Op. omn.*, t. II, p. 152; Panvinio, p. 353; Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XV, ch. III, t. V, p. 95-97; Bizarri, t. XIX, p. 459; Belcari, liv. XVII, p. 538; Varchi, *Storia Fiorentina*, liv. II, t. I, p. 62; *Ann. Eccl.*, 1523, § 125-128, t. XXXI, p. 451.

2. Voy. une lettre de Gir. Negro, 2 déc. 1523, dans *Lettere di principi*, t. I, f° 101 v°; Vettori, *Sommario*, p. 381.

au dehors, les Vénitiens le jugeaient mieux : leur malveillance aidant, ils le disaient de cœur froid, d'humeur triste, de caractère timide, irrésolu, pusillanime, ce qui est, dit un d'eux, la nature florentine, en sorte que, quand il prend un parti, c'est déterminé par des motifs de peu de poids[1]. A Florence, peut être l'avait-on vu d'assez près pour reconnaître qu'il manquait de l'instinct politique, si remarquable chez son cousin et prédécesseur, qui fait prendre promptement un parti. Il avait sur Léon X l'avantage de n'avoir pas trempé ses mains dans le sang de Prato ; mais, cet avantage, il venait de le compromettre par ses rigueurs dans la conjuration de l'année précédente. Il était trop clair que dans son cœur rancunier de prêtre persistaient les haines de l'exil et une inextinguible soif de vengeance. Toutes les illusions s'étaient ainsi évanouies. On n'augurait rien de bon de ce règne à son aurore. Jacopo Niccolini, en apprenant le nom choisi par le nouveau pape, disait partout, d'un ton de tristesse où perçait peut-être la secrète joie d'une revanche pour l'ancien *fratesco*, que le *frate* avait prédit à Florence les plus grandes tribulations sous un pape Clément[2].

Les fêtes officielles furent donc assez mornes, et troublées même par un fait atroce, qui en dit long sur les mœurs du temps. C'était l'usage de parier sur les chances de l'élection pontificale. On ne s'en faisait faute au sein même du conclave[3]. Un citoyen sexagénaire, Piero Orlandini, avait parié que le cardinal Giulio ne serait point pape. Ce n'était pas le premier venu : il devait

1. Rel. d'Ant. Soriano, dans Albèri, 2e sér., t. III, p. 278.
2. Nardi, liv. VII, t. II, p. 94, 95.
3. Voy. Sismondi, t. IX, p. 336.

être prochainement gonfalonier de justice, son nom étant un des derniers qui restassent dans la bourse du tirage. Quand il eut perdu, avant de payer les cent ducats dont il était redevable, il dit qu'il voulait s'assurer si l'élection avait été canoniquement faite. On crut comprendre qu'il voulait dire par là que Giulio, étant bâtard, n'était pas éligible. Or on n'osait déjà plus parler de cette bâtardise : y faire seulement allusion, c'était acte d'opposant. Le gagnant du pari, Giovan Maria Benintendi, soit qu'il craignît d'être frustré ou qu'il ne voulût pas voir ajourner le payement, s'alla plaindre aux Huit. Ce fut un scandale. Pour ne pas déplaire ou pour faire leur cour, les Huit, sans même instruire le procès, firent couper la tête à Orlandini, deux heures à peine après son incarcération (24 novembre 1523). Un seul de ces officiers, Antonio Bonsi, docteur ès lois, avait eu le courage de donner une fève blanche, ne voulant pas qu'une condamnation intervînt avant que le nouveau pape fût informé. Ce courage n'avait rien de l'héroïsme, car, au second tour, par intimidation, Bonsi s'était laissé arracher une fève noire ; mais pour la moitié d'un acte d'indépendance, sa situation était devenue intolérable. Il partit donc pour Rome, afin de se justifier auprès de Clément VII en personne.

Au lendemain de son exaltation, et après ses promesses de clémence, le pontife ne pouvait se montrer féroce. Il ne désavoua point le fait, « parce qu'il s'agissait de son honneur[1] » ; mais il en marqua du déplaisir, il retint Bonsi à Rome, lui donna un évêché et d'autres charges importantes. Au fond du cœur, pourtant, il ne

1. Nerli, liv. VII, p. 141.

l'aimait point. Ce qu'il en avait fait, c'était pour diminuer l'odieux de l'exécution, pour en détourner du moins de lui la responsabilité[1].

Toute responsabilité lui pesait ; aussi s'était-il donné deux conseillers au lieu d'un, ce qui n'était propre, on le conçoit, qu'à augmenter les irrésolutions de son caractère. L'un, c'était ce dominicain de San-Marco dont nous avons déjà parlé, Nicolas Schomberg, Allemand de naissance, Espagnol de sentiments, nature impétueuse et dominatrice qui s'imposait au pape en se faisant craindre, et lui fournissait tout ce qu'il eut jamais de résolution. L'autre était le Génois Giambattista Giberti, dataire pontifical et évêque de Vérone, ondoyant et doux, insinuant et aimable, qui entraînait à son avis par la séduction bien plus que par la force du raisonnement. Naguère encore adversaire de la France, il en était devenu le déterminé partisan, uniquement peut-être par opposition à Schomberg[2].

Qu'allait décider Clément VII sur Florence ? Il n'en savait rien encore. Pour gagner du temps, il recommence sa fastidieuse comédie de sept années : de nouveau il demande au tiers et au quart des consultations. Il fait discourir les dix ambassadeurs florentins qui sont venus, au lendemain de son exaltation, se prosterner à ses pieds. Il interroge aussi ceux de leurs notables concitoyens qui résident à Rome ou qui s'y trouvent de passage[3]. Il reçoit même les avis de gens qu'il aurait dû

1. Cambi, t. XXII, p. 244, 250; Nardi, liv. VII, t. II, p. 93, 94; Nerli, liv. VII, p. 141; Varchi, liv. II, t. I, p. 66-68; Ammirato, XXX, p. 351.
2. Vettori, *Sommario*, p. 381; Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XVI, ch. V, t. V, p. 256, 257; Ranke, *Hist. des papes*; Gregorovius, p. 413 sq.; Capponi, t. II, p. 352; Villari, t. III, p. 294.
3. Nerli, liv. VII, p. 141.

tenir pour suspects. Ainsi, un certain Niccolò Martelli, compromis dans une conspiration insignifiante, ourdie et mal ourdie aux premiers mois de 1524, venait d'être appréhendé à Sienne (5 août), et incarcéré à Florence. Du fond de son cachot, ce pratique prisonnier élève la voix. Pour se concilier Clément VII, il lui propose un plan de gouvernement (14 octobre). La manie pontificale était donc bien connue.

Et voici ce que Martelli juge propre à plaire, à lui concilier la faveur qui peut seule le sauver. Pour éviter le poignard, le chef de l'État florentin ne devra jamais rester à Florence plus de deux ou trois jours de suite; encore le fera-t-il rarement. Il résidera à Cortone, à Pise, à Prato surtout, dont il fera une forteresse, en excluant tout Florentin de la garnison. Pour rendre inoffensifs les *piagnoni*, « qui croient au Grand Conseil plus qu'au baptême », il prendra à sa solde des jeunes gens portés vers l'état militaire. Il ne tiendra pas compte des marchands. Il bâtira des forteresses à Pise, Arezzo, Cortone, Volterre, Pistoia, etc. Cet instigateur de hasard n'osait conseiller d'en bâtir une à Florence même; mais il voulait appeler dans sa ville natale un capitaine étranger pour la garde du palais, et il ajoutait sans vergogne : « L'autre bride que je tiendrais dans la bouche des citoyens florentins, ce serait la division et la discorde que je sèmerais parmi eux. Des guerres civiles résulterait la pauvreté, qui lève la fumée de l'État, diminue la réputation, et dispense d'entretenir des satellites, des *cagnotti*[1] ».

1. Voy. le plan de Nic. Martelli dans les documents publiés par Guasti, *Giorn. arch. tosc.*, t. III, p. 216-232.

Diviser pour régner, selon la formule du temps, renouveler les terribles querelles des Guelfes et des Gibelins, voilà donc ce que proposait ce misérable, cet indigne, cet inutile tentateur ! S'il avait trop de zèle, il ne manquait point de précédents à invoquer : tel prince italien se faisait, au moyen des discordes par lui suscitées et entretenues, comme par les amendes, douze mille ducats de revenu[1]. Mais ce Martelli ne connaissait pas bien le nouveau pape ; il ne savait pas, il ne pouvait deviner aussi bien que les familiers de la Curie ce que voulait, au fond, Clément VII. Les plus avisés parmi ces courtisans, ayant pénétré sa secrète pensée[2], lui conseillaient d'envoyer à Florence Silvio Passerini, cardinal de Cortone, avec les deux bâtards, Hippolito et Alessandro, pour gouverner en son nom. D'autres, moins clairvoyants, ne lisaient pas dans son cœur, et, avec la liberté de parole qui leur était laissée, n'approuvaient pas qu'on mît le pouvoir aux mains de l'incapable et dur Passerini. De ce nombre étaient Francesco Vettori, Roberto Acciajuoli, Lorenzo Strozzi, Jacopo Salviati, marié à Lucrezia, dernière survivante des filles de Lorenzo le vieux. — C'est comme Medici, lui disaient-ils, que vous-même, avant d'être pape, vous fûtes accepté ; on n'accepterait pas un cardinal des terres soumises aux Florentins. — Quant à ces deux bâtards de quatorze et treize ans, s'ils allaient à Florence, que ce fût pour leurs études et leurs plaisirs, en attendant qu'ils eussent assez d'âge pour qu'on pût savoir s'ils seraient capables de gouverner. Jusque-là, que Sa Sain-

1. Voy. Agrippa de Nettesheim, *De incertitudine et veritate scientiarum*, cap. XLV, dans Burckhardt, t. I, p. 69.
2. Nerli, liv. VII, p. 142.

teté laissât, sous sa protection. les citoyens régir eux-mêmes leur ville, avec un gonfalonier d'un an en qui il eût confiance, et le Grand Conseil, dont il avait si souvent fait espérer la réouverture. Toujours donc, même chez les plus anciens fauteurs des Medici, revenait cette pensée si raisonnable, que le meilleur moyen pour eux de rester maîtres à Florence était de donner une satisfaction au moins nominale au regret si répandu des anciennes, des libres institutions.

Vrai Tartufe sous la tiare, Clément VII feignit d'abonder dans ce sens[1]; mais il finit par se découvrir, par se ranger à l'autre avis, qui était le sien, sous prétexte que c'était celui des plus nombreux. Il allégua qu'un gouvernement de coteries, avec un chef éloigné, devait être le pire de tous, parce que personne n'y était responsable, et que le rétablissement de la république semblait impossible avec un peuple abâtardi.

Qu'il voulût mettre au pinacle deux enfants, deux bâtards, on n'en saurait être surpris; ils étaient de son sang, et lui-même, ayant aussi ce vice de naissance, il ne pouvait s'associer aux révoltes de Clarice, digne fille de la fière Alfonsina, altière et ambitieuse femme de Filippo Strozzi. Ce qui surprend, c'est le choix du pitoyable, de l'exécré Passerini pour être leur mentor. Mais Clément VII n'avait peut-être pas l'embarras du choix. Il ne voulait en effet, d'aucun des deux citoyens de sa faction qui étaient le plus en vue, ni de Filippo Strozzi, dissolu, ambitieux, intrigant, trop riche surtout et par là trop populaire, quoiqu'il vécût avec le faste d'un prince, ni même de Giovanni des Medici, encore

1. Vettori, *Sommario*, p. 349, 350.

un bâtard, mais de caractère impétueux, aimé du soldat et pouvant tout se permettre. Ce dernier avait en outre, aux yeux du pape, ce vice rédhibitoire d'appartenir à la branche collatérale de la famille, objet de haine pour la branche principale, depuis qu'elle avait bassement changé son nom, à l'heure du péril démocratique, en celui de Popolani ou Popoleschi[1].

Il n'en est pas moins vrai que l'envoi des deux bâtards à Florence était une inspiration tout aussi malheureuse que le choix de leur mentor. A l'inconvénient de la bâtardise ils joignaient cet autre qu'on n'était pas bien sûr qu'ils fussent de la famille, et, s'ils en étaient, qu'on ne savait au juste à qui les attribuer. Hippolito passait pour fils de Giuliano, duc de Nemours, et d'une femme de Pesaro. Mais Giuliano lui-même, quoiqu'il l'élevât dans sa maison, disait n'être pas bien sûr qu'il ne fût des œuvres d'un autre[2]. Seulement, comme dès son enfance on l'avait vu beau de sa personne, gracieux de manières, bien doué pour les lettres, Léon X l'avait recueilli et traité en neveu. L'idée première de l'envoyer à Florence venait de l'évêque Goro Gheri, qui l'avait suggérée à ce pontife bienveillant, lorsque mourut Lorenzino. Goro Gheri proposait de fonder sur cet enfant la grandeur future de la famille, de le marier à la petite Caterina encore au berceau[3], mais riche d'un revenu de dix mille écus, et dernier rejeton légitime de Cosimo l'ancien.

L'autre bâtard, Alessandro, était certainement fils d'une esclave maure ou mulâtresse : on le voyait assez

1. Voy. Villari, t. III, p. 295; Cipolla, p. 881; Capponi, t. II, p. 397.
2. Ammirato, XXX, p. 353.
3. La future Catherine de Médicis.

à sa peau noire, à ses lèvres épaisses, à ses cheveux crépus. Quant à son père, on en disputait. Selon les uns, dit Cambi, c'était Lorenzino ; selon les autres, Giuliano. Pitti ne croit ni à l'un ni à l'autre ; il nomme formellement Clément VII, alors qu'il n'était encore que chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, et Ammirato déclare qu'il tient du grand-duc Cosimo lui-même la confirmation de cette auguste parenté[1]. Clément VII voulait, désir fort naturel, faire un sort à son fils ; mais n'osant le reconnaître et ne pouvant faire qu'il ne fût pas le plus jeune des deux bâtards disponibles, il avait imaginé le fâcheux expédient de les envoyer tous deux à Florence. Pour leur préparer les voies, il les faisait précéder du cardinal Passerini, revêtu pour la circonstance de la dignité de légat, et qui, à défaut d'autres mérites, avait celui de connaître une ville dont il venait, tout récemment encore, de gérer les affaires (11 mai 1524). La seconde période de son administration ne fut pas, ne pouvait pas être plus heureuse que la première, à en juger par le portrait que Varchi nous a laissé de ce personnage : « Très cupide, dit-il, comme la plupart des prélats, il n'avait ni l'esprit de pénétrer les cervelles florentines, ni le jugement de les savoir contenter. Ne se fiant à personne, ne conférant avec personne, il lui suffisait d'être honoré et obéi. Il croyait faire assez, si l'on ne faisait ou décidait rien sans qu'il le sût. Il ne cherchait qu'à plaire au pape, dépouillant pour cela, sans scrupule, le public et les particuliers[2] ».

Le 30 juillet, arriva Hippolito, accompagné de ses

1. Cambi, t. XXII, p. 273; J. Pitti, t. I, p. 132; Ammirato, XXX, p. 355.
2. Varchi, liv. II, t. I, p. 69.

parents et de ses amis. Il s'établit au palais Medici, sous la tutelle de Galeotto des Medici, qui avait la confiance des chefs de la famille. Quand même cet adolescent eût alors atteint sa seizième année, comme on l'a généralement écrit, et non sa quatorzième, comme l'affirme Vettori, qui était en mesure de le bien savoir [1], il était prématuré de l'introduire au Conseil des septante et dans la balie des *accoppiatori*. On le fit cependant, et dès le lendemain de son arrivée [2]. Il régna seul pendant dix mois, au nom du pape, sans gouverner, bien entendu; mais le 19 juin de l'année suivante, il était rejoint par Alessandro, qui allait, si l'on peut dire, élever autel contre autel. Alessandro fixa sa résidence au palais suburbain de Poggio a Cajano, sous la tutelle du lettré Giovanni Corsi [3]. Pour le rehausser, « pour lui donner de la réputation », ses partisans — il en avait déjà — le disaient « seigneur de je ne sais quelles terres au royaume de Naples », et pour qu'il pût exercer les offices, on lui donnait le droit de cité, en le faisant Florentin [4].

Dans cette rivalité déjà ancienne des deux bâtards, qui apparaît alors au grand jour, c'est le plus âgé, naturellement, qui passe pour le chef de l'État. On l'appelle « le magnifique », mot devenu plus qu'auparavant un titre d'honneur exceptionnel. Il fut d'abord aimé pour les agréments de sa personne, comme l'avait été son père putatif. Le plus jeune, au contraire, déplaisait par ses manières comme par sa laideur, et le plus grand nombre reportait sur lui la haine qui avait

1. Vettori, *Sommario*, p. 349; Reumont, *Tav. cron.*, arbre généalogique des Medici, le donne comme né en 1511.
2. Ammirato, XXX, p. 353.
3. Varchi, liv. II, t. I, p. 68; Cambi, t. XXII, p. 264.
4. Cambi, t. XXII, p. 373.

poursuivi l'arrogant Lorenzino, dont il passait pour être le fils. Mais on ne devait pas tarder à les envelopper tous les deux dans la même réprobation. Quand le Vénitien Marco Foscari vint à Florence trois ans plus tard, en 1527, il constata « que le gouvernement y était très absolu, que tout se faisait sur un signe du pape ou du cardinal de Cortone et d'Hippolito, qui agissait en son nom. Toutes les pratiques se tenaient au palais Medici. Les Conseils n'étaient pas convoqués. Les orateurs étrangers, après une première audience de la seigneurie, ne négociaient qu'avec Cortone et le magnifique Hippolito. C'est à Cortone qu'on adressait presque toutes les lettres. Aux élections, ne sortaient des bourses que des noms préalablement soumis au pape. Dans les difficultés, on avait la ressource de l'assemblée à parlement[1] ».

C'est donc le pape, comme sous Léon X, qui, du Vatican, gouverne Florence. Sa ville natale disparaîtrait dans sa grande ombre, s'il n'avait souvent besoin d'argent. Il semble admis de tous qu'à Florence est le trésor du Saint-Siège. Quand Clément VII, à qui Charles-Quint réclame les frais de la guerre, excipe de sa pénurie, l'empereur lui répond aussitôt : — Faites payer les Florentins ! — Espagnols et Allemands, ne craignant plus de trouver les Italiens réunis contre eux, leur imposent d'effroyables contributions : cent mille ducats à Milan, cinquante mille au petit duc de Ferrare, dix mille à l'infinitésimale Lucques, quinze mille à Sienne. Aux Florentins, qu'ils ont déjà épuisés, ils réclament

1. Rel. de Marco Foscari, 1527. Albèri, 2e sér., t. I, p. 43, 44. Cf. Varchi, liv. II, t. I, p. 69; Nerli, liv. VII, p. 142; Pitti, t. I, p. 132; Cambi, t. XXII, p. 264, 274; Ammirato, XXX, p. 352, 353.

vingt-cinq mille florins en sus de ce qui avait été promis. Clément VII exige qu'ils comptent à la ligue vingt-six mille florins par mois. En sept mois, Florence a payé comptant deux cent soixante mille six cent quatre-vingts florins[1]. Elle pourvoit à cette ruine par des emprunts successifs. Le 3 juillet 1526, il en est frappé un de cent mille florins pour un an à 6 0/0. Les cinq citoyens nommés pour la répartition, doivent l'avoir faite en quatre jours : on les enferme au palais, dans une chambre où on leur sert à boire et à manger. Quatre mois plus tard, nouvel emprunt sur les citoyens que n'a pas atteints le précédent. Ceux qui n'ont pas d'argent sont invités à vendre leurs biens. La vexation est si forte qu'on craint des révoltes, qu'on donne des armes et la demi-solde à beaucoup de plébéiens, gens besogneux qui, pour la paye, deviennent une sorte de garde prétorienne. Et Cambi, qui nous rapporte ces choses, ajoute avec une résignation qui lui coûte : « Que chacun considère où nos péchés nous ont conduits ! Jamais on n'a vu à Florence pareille cruauté[2] ». Comment Clément VII eût-il supprimé les abus, les monopoles, les voleries qui remplissaient son trésor vidé par les prodigalités de Léon X ? Ses moyens de battre monnaie étaient d'arrêter les travaux publics, de supprimer les pensions, de diminuer les gages des officiers publics, la paye et le nombre des soldats[3]. Ainsi fait-on dans les temps où la

1. Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XVI, ch. II, t. V, p. 191 ; P. Jove, *Vita Franc. Davali*, liv. VII, *Op. omn.*, t. II, p. 422 ; Varchi, liv. II, t. I, p. 107 ; Cambi (t. XXII, p. 283-301) dit 220 m. fl. d'or en neuf mois, sans préjudice des dépenses ordinaires.
2. Cambi, t. XXII, p. 283, 294-296, 301.
3. P. Jove, *Vita P. Colonnæ, Op. omn.*, t. II, p. 156.

politique affolée marche sans boussole, à l'aventure, et vit d'expédients.

Si encore on eût entrevu la fin de ces cruels sacrifices ! Mais Clément VII était aux prises avec de bien autres difficultés que naguère Léon X. Tout impérial avant son exaltation, l'intérêt de l'Église l'oblige, après, à oublier ses préférences, à tenir la balance égale entre Charles-Quint et François I[er], pour n'être pas à la merci du vainqueur[1]. Défenseur obligé de l'indépendance italienne, quand l'Italie était pleine d'armées, il est d'autant plus gêné dans son action politique, qu'il s'affranchit de sa parole avec moins d'aisance et de désinvolture que ne faisait son cousin et prédécesseur[2], et que les vices, les désordres des règnes précédents avaient supprimé tout respect de la papauté. Les Turcs venaient de prendre Rhodes, et ils menaçaient la Hongrie. La Réforme en progrès détachait de la communauté catholique la plus grande partie de l'Allemagne[3]. Tout autre pape, et Léon X lui-même, ne se fût peut-être pas mieux tiré que Clément VII de si terribles embarras[4].

La décisive bataille de Pavie venait encore les augmenter (25 février 1525). Elle ôtait au pontife la possibilité de s'appuyer au vaincu contre le vainqueur, et

1. A la date du 15 janvier 1525, Clément VII négociait un arrangement avec François I[er]. Voyez-en un sommaire en latin dans Desjardins, t. II, p. 812-814.

2. Voy. sur la politique de Clément VII avant la bataille de Pavie un travail de M. Ehses, dans *Historisches Jahrbuch*, Bd. VI, Heft IV, et Balan, *Monumenta sæculi XVI historiam illustrantia*. Innsbrück, 1885, t. I : ce sont des lettres de et à Clément VII. Sur les 287 pièces dont se compose ce volume, il n'y en a pas une qui ait trait aux affaires de Florence.

3. Vettori, *Sommario*, p. 350, sq.

4. C'est aussi l'avis de notre contemporain Gino Capponi. Voy. t. II, p. 350.

cependant les Florentins, plus encore que les autres peuples d'Italie, restaient fidèles au monarque malheureux, mais lettré et protecteur des lettres, qui appelait dans son royaume tant d'Italiens pour y propager, sous ses formes diverses, la civilisation. Comment les Français n'eussent-ils pas été, d'ailleurs, préférés aux Allemands et aux Espagnols? Les uns se pliaient facilement aux mœurs, aux modes du pays où les avait conduits la guerre, et s'ils pillaient par aventure, ils dépensaient sur place, en compagnie des gens pillés, ou à leur profit, le fruit de ces rapines. Les autres frappaient les terribles contributions que nous avons dites, et emportaient tout chez eux pour engraisser leur sol si maigre, pour meubler leurs maisons si vides. Florence avait, par surcroît, les souvenirs de son long passé guelfe, ceux du sac de Prato, ceux de la faveur constante accordée à ses ennemis, à Pise, aux Medici par Ferdinand le Catholique, Maximilien Ier, Charles-Quint. Seuls, les Medici et les princes pouvaient préférer les Impériaux, parce qu'il était plus facile de traiter avec leur maître triomphant et menaçant qu'avec son prisonnier. Encore cet avantage était-il compensé par la fausseté de l'empereur, qu'il avait communiquée à tous ses lieutenants, par l'ambition qu'on lui connaissait de se faire « seigneur du monde », et de réaliser une seconde fois la monarchie universelle de Charlemagne. Ne le voyait-on pas, après sa victoire, imposer sa protection à l'Italie, à l'Église, à Florence, aux Medici (1er avril 1525)? Il exigeait des Florentins cent mille ducats d'arriéré, il tolérait l'insolence, les saccages, les tailles de sa soldatesque effrénée. Ce n'est pas sans peine que la malheureuse ville, ruinée, en plein chômage du travail, trou-

vait de si fortes sommes. Il lui fallait sévir, priver par exemple de leur office et confiner pour cinq ans dans le *contado* cinq de ses consuls de la marchandise, qui refusaient leur part de contribution[1]. Force est bien de céder quand on ne peut plus marcher seul. Or la ville, écrit Cambi, « était gouvernée par le pape; donc qui disait le pape, disait aussi les Florentins[2] ».

Pour la première fois, depuis bien des années, les Florentins se trouvaient en communauté d'idées avec leurs Medici. Ils ne connaissaient pas, assurément, la diplomatie secrète de Clément VII; mais ils croyaient la deviner, et leur finesse native ne s'y trompait point : elle avait compris que François Ier, après tout, n'était pas la France, que la France pouvait encore aiguiser son tronçon d'épée, et qu'il y avait plus d'avantage à s'allier aux vaincus dont on ne craignait plus rien, qu'au vainqueur dont on craignait tout. Dès le lendemain de Pavie, en effet, le dataire Giberti, au nom du pape son maître, irritait discrètement Henry VIII d'Angleterre contre l'empereur[3], cherchait à le rapprocher de ses voisins d'outre-Manche, lui montrait combien un accord entre François et Charles pouvait être funeste « à la pauvre Italie ». En même temps, il recommandait aux nonces pontificaux de négocier partout dans le même sens, de ne pas perdre « la plus belle occasion du

1. Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XIV, ch. I, t. IV, p. 354; liv. XVI, ch. I, t. V, p. 178; Capponi, t. II, p. 352. On peut voir un ouvrage tout récent : Grathen, *Die politischen Beziehungen Clemens VII zu Karl V*, 1523-27. Hanovre, 1887.

2. Cambi, t. XXII, p. 280.

3. Giov. Matteo Giberti aux nonces en Angleterre, 1er mars 1525. *Lettere di principi*, t. I, f° 80 v°. Un de ces nonces est Hieronimo Ghinucci, de Sienne, auditeur de la chambre apostolique. Voy. Guicciard., *Stor. d'Ital.*, liv. XVI, ch. I, t. V, p. 178.

monde d'affranchir la péninsule et d'acquérir une gloire éternelle[1] ». Dans son enthousiasme pour cette politique de salut, il écrit même en Angleterre : « Il me semble voir se renouveler le monde, et l'Italie revenir d'une extrême misère à une grande félicité[2] ». Partout se répandait une active propagande[3], et nullement en vain. Louise de Savoie, si active en sa régence, faisait savoir à la Curie qu'elle était prête à seconder un mouvement italien contre la domination impériale, et qu'elle renoncerait pour son fils à toutes prétentions sur Naples et la Lombardie[4]. Le 22 mai 1526, était signé le traité de Cognac, où entraient le pape et Venise. Florence n'y était pas nommée, afin, disait-on, de ne pas troubler son trafic si important dans les domaines de l'empereur ; mais Clément VII se faisait fort de mettre toutes les ressources et troupes florentines à la disposition de la ligue, qu'on appelait ligue sainte, parce qu'il en était[5].

Dans son impuissance à en avancer lui-même les épineuses et compliquées affaires, il y puisait cependant assez de force et de hardiesse pour une entreprise aussi utile à ses intérêts que peu honorable. Il se sentait gêné par l'indépendance de Sienne pour ses communications entre ses territoires florentins et les États de l'Église. Florence, de son côté, voulait remettre Sienne sous la

1. Giov. Matteo Giberti à Ennio Philonardo, évêque de Veruli, nonce en Suisse. 1er juillet 1525. *Lettere di principi*, t. II, f° 81 v°.

2. Du même à Hier. Ghinucci. 10 juillet 1525. *Lettere di principi*, t. II, f° 86 v°.

3. Voy. *Ricordi inediti di Girol. Morone*. Milan, 1855, p. 152-154, dans Villari, t. III, p. 299-301, qui donne les conditions auxquelles Clément VII proposait l'alliance.

4. Guicciard., *Stor. d'Ital.*, liv. XIV, ch. I, t. IV, p. 354.

5. Guicciard., *Stor. d'Ital.*, liv. XVI, ch. II, t. V, p. 320, 323. Cet auteur met à tort ce traité au 17 mai. Voy. Du Mont, *Corps dipl.*, t. IV, part. I, p. 451.

main des Petrucci, en attendant qu'elle y pût substituer sa propre main [1]. Ainsi, quoique ayant perdu la possession d'elle-même, elle conservait ses ambitions malsaines, profitables désormais seulement à ses maîtres. Or Sienne fournissait maladroitement un prétexte aux attaques, en restant fidèle à la cause impériale, quand la désertaient Rome et Florence, par qui elle était comme emprisonnée.

Après avoir intrigué en vain avec les émigrés siennois pour provoquer une révolution dans leur patrie, Clément VII envoyait trois cents chevaux et deux mille quatre cents *fanti* [2]. Mais ces *fanti* étaient, pour la plupart, des *contadini* assemblés à la hâte dans l'État de Florence, sans discipline, sans habitude ni goût de la guerre, et le commandement de cette poignée d'hommes était partagé entre trois chefs, Virginio Orsini, Gentile Baglioni et le comte de Pitigliano. On laissait de côté Giovanni des Bandes Noires, seul vraiment capable, et qu'avait indiqué Machiavelli [3]. Ces tristes capitaines engagent leur armée dans un long faubourg sans issues latérales, et laissent les vivandiers embarrasser de leurs échoppes la seule rue qui pût servir de dégagement. Partout, d'ailleurs, l'indiscipline, le désordre, la lâcheté, la désertion, si bien que le pape en est réduit à donner l'ordre de s'éloigner. On devait obéir le 26 juillet; mais, le 25, quatre cents Siennois font une sortie, attaquent la garde corse qui couvrait l'artillerie, et la mettent en

1. D'une lettre des Huit à leur commissaire Rob. Pucci, 18 juillet 1526, publiée par Falletti (*Assedio di Firenze contributo*, t. I, p. 281. Palerme, 1885) semble résulter ce dessein. Le 19, ils parlent plus clair : « Noi non potremo esser più caldi nè più desiderosi di fare ogni sforzo possibile per lo acquisto di cotesta città. » (*Ibid.*, p. 283, note.)
2. Fr. Vettori à Machiav., Flor., 7 août 1526, *Mach. Op.*, p. 903 B.
3. Machiav. à Fr. Guicciard., 15 mars 1526, p. 898 B.

fuite, fuite désastreuse, car à travers les barils et les caisses, courent les bêtes de somme et les vivandiers pressés d'emballer. La confusion, bientôt la panique, aggravent la déroute, permettent la poursuite, et l'on voit, dans une poursuite singulière de plus d'un tiers de lieue, près de trois mille hommes harcelés par quatre cents. La chasse a cessé, que les fuyards ne s'arrêtent point : ils se sauvent éperdus jusqu'à la Castellina, dont ils s'empressent de fermer les portes sur eux[1].

En soi, cette affaire honteuse n'était rien ; mais il en faut voir les conséquences. Florence est toute à la haine, au désir de se venger ; Sienne, menacée, favorisera le connétable de Bourbon, le poussera contre la Toscane ; les Italiens deviendront de plus en plus défiants de leurs forces, de leurs aptitudes militaires : éviter les batailles sera plus que jamais le premier article de leur code guerrier. Craignant une attaque des ennemis du dehors contre Florence et une révolte des ennemis du dedans, Clément VII fait fortifier quelques points dans le *contado* et surtout les murailles de la ville, du côté d'Oltrarno. Antonio de San-Gallo, l'habile architecte, conduit les travaux, sous l'inspiration du célèbre Pedro Navarro, inventeur de l'art des mines. C'est sur le conseil de l'Espagnol qu'on abattit les hautes tours qui faisaient à Florence comme une guirlande aérienne, et le peuple, ignorant des nécessités de l'art des sièges, s'en montra fort indigné[2].

1. Fr. Vettori à Machiav., Flor., 7 août 1526, p. 903 B ; Cambi, t. XXII, p. 285 ; Belcari, liv. XIX, p. 582 ; Guicciard., *Stor. d'Ital.*, liv. XVI, ch. III. t. V, p. 355 ; Ammirato, XXX, p. 359 ; Malavolti, part. III, liv. VII, f° 130. — Capponi (t. II, p. 356) et Cipolla (p. 904) ne disent qu'un mot de cette affaire, sans doute pour ménager leur patrie. Cependant Capponi prononce le mot de « viltà. »

2. Varchi, liv. II, t. I, p. 108.

Les précautions, pourtant, n'étaient point superflues : l'heure des malheurs avait sonné pour le père des fidèles, pour le seigneur de Florence. On sait comment le cardinal Pompeo Colonna, aux yeux de qui Hugo de Moncada, lieutenant général de l'empereur, avait fait luire la tiare par la déposition projetée de Clément VII, se réconcilia en apparence avec lui pour l'amener à licencier ses ruineux gens d'armes, entra dans Rome avec huit mille soudards, saccagea Saint-Pierre et le Vatican, sans que les Romains s'armassent pour défendre ces nobles édifices et leur hôte sacré (20 septembre 1526). On sait comment, dès le lendemain, Clément VII, abandonné de François Ier membre, et d'Henry VIII protecteur de la ligue sainte, conclut avec Moncada une trêve générale (21 septembre)[1], qui désorganisait la ligue, et, quoiqu'elle frustrât Colonna des fruits de son coup de main, n'en était pas moins universellement désapprouvée. La trêve, aux yeux de Guicciardini, c'est la ruine prochaine[2]. « Je parlerai, écrit-il, comme serviteur de Notre Seigneur, non comme Florentin. J'aimerais mieux abandonner Rome et l'Italie que de vivre à Rome comme y vit le pape[3] ». — « Observer la trêve, dit-il dans d'autres missives, c'est la plus pernicieuse, la plus honteuse délibération. Notre Seigneur s'est montré peu prévoyant dans le péril[4] ». Un de ses correspondants, Roberto Acciajuoli, prévoit de son côté que tout est perdu. « Malheur à l'Italie et à nous

1. Le texte de ce traité de trêve a été publié par Molini, *Documenti*, t. I, p. 229. Voy. sur ces faits De Leva, t. II, p. 374-376; Cipolla, p. 906.

2. Dép. 140. 26 sept. *Op. ined.*, t. IV, p. 398.

3. Fr. Guicciard. au Dataire, 24 sept. 1526. Dép. 138. *Op. ined.*, t. IV, p. 395.

4. Fr. Guicciard. à Rob. Acciajuoli, 26 sept., n° 142, p. 401. Cf. au Dataire, 5 oct., n° 149, p. 417.

qui vivons, lit-on dans ses lettres : nous sommes à l'extrême-onction. Le pape déserte sa propre cause, veut fuir devant l'ennemi; c'est honteux[1]! » La cour de France exprime aussi son mécontentement[2], et telle est, à Florence, l'émotion populaire, que les Huit, qui gouvernent la ville sous la faible direction de Passerini, envoient au pape Francesco Vettori, un de ses familiers et confidents, pour l'avertir qu'ils ont grand peine à maintenir ce peuple dans le devoir[3].

Mais en ce tragique moment, il s'agissait bien de Florence! C'est Rome même, c'est la ville éternelle qui est menacée. Les Impériaux, grossis des lansquenets du vieux Georges de Frundsberg, ayant dévoré le Milanais, devaient, pour subsister, passer le Pô (janvier 1527). Après Parme et Plaisance, dont ils ne firent qu'une bouchée, il ne restait plus que la Toscane et les États de l'Église. Pour sauver ceux-ci, le pape eût sacrifié celle-là; mais il n'était sûr de rien. Si les Espagnols inclinaient au sac de Florence, dont ils connaissaient, de vue ou par ouï-dire, les richesses, l'or, les draps de soie, et dont le nom revenait jusque dans leurs jurons[4], les Allemands luthériens ne voulaient entendre qu'à la destruction de l'impie Babylone. Abandonné de François Ier, Clément VII ne sut, malgré les protestations qui avaient accueilli la précédente trêve, qu'en signer

1. Rob. Acciajuoli à Gambero, nonce en Angleterre. Poissy, 15 déc.; à François Ier, 16 déc.; à Giberti, 29 déc., dans Desjardins, t. II, p. 861, 864, 876.

2. Du même à Giberti, Poissy, 17, 18, 19 févr. 1527. Desj., t. II, p. 899, 905.

3. Capponi, t. II, p. 357.

4. Ils avaient pris l'habitude de jurer « Par le sac glorieux de Florence. » (Lettre sans nom d'auteur à Niccolò Capponi, 15 janv. 1527. *Lettere di principi*, t. II, fº 206 rº.)

avec Lannoy, vice-roi de Naples, une nouvelle de huit mois (15 mars 1527) [1], au prix de soixante mille ducats, qu'il se réservait de faire payer, comme toujours, aux Florentins [2]. Puis, quand il vit qu'une convention écrite et signée n'arrêtait point ces furieux, impuissant à les arrêter par ses propres forces, il licencia hardiment sa petite armée, pour se montrer dans la majesté de sa faiblesse. Guicciardini, qui commande pour lui à Reggio, sollicite en vain des ordres : il lui est répondu que Sa Sainteté préfère se jeter dans les bras du vice-roi, et subir la paix [3]. Compter sur la magnanimité de bêtes fauves atteintes de la rage religieuse, telle était la chimère qu'en son désespoir poursuivait Clément VII.

Heureux encore si, en subissant la paix, il l'eût obtenue ! Mais Bourbon est entraîné par les siens. Selon un mot fameux, et vrai de tout temps, étant leur chef il est tenu de les suivre. Le 31 mars, il s'ébranle, malgré les obstacles que lui oppose encore la saison, et il s'achemine vers le sud. Lannoy, fidèle à la trêve, vient audevant de lui pour l'arrêter dans sa marche, en lui promettant, outre l'argent que doit donner le pape, d'autres sommes encore à prendre sur les revenus de Naples, et principalement sur les contributions extraordinaires

1. Les 29-31 mars, de Poissy, lettre de Rob. Acciajuoli au Dataire Giberti, pour lui annoncer que la trêve est définitivement conclue. (Desj., t. II, p. 926.)

2. C'est Machiavel qui fait connaître ce dessein de faire payer par les Florentins. Et il ajoute : « Bisogna pure trovarli e far quest' ultimo sforzo per salvare la patria. O si fa veramente la tregua e serviranno a pigliare tempo, o non si fa tregua, e serviranno a far guerra. » (Bologne, 23 mars 1527 *Opere*, t. VII, p. 489, dans Villari, t. III, p. 352)

3. Machiav. à Fr. Vettori. Forlì, 5 avril 1527, p. 908 B. — Dans ce désarmement, Sismondi (t. IX, p. 463) voit le comble de l'infatuation. C'est, nous semble-t-il, en mal comprendre la pensée.

des Florentins. Exposés les premiers au péril, ne s'en devaient-ils pas racheter les premiers[1] ?

Bourbon, ils ne l'ignoraient pas, avait refusé comme insuffisants les soixante mille ducats à lui offerts pour accéder à la trêve : ils vinrent donc lui en offrir cent cinquante mille, dont quatre-vingt mille comptants, et le reste en deux mois. Déjà ils dépouillaient leurs églises pour se mettre en fonds, quand ils apprirent que le capitaine français, résolu à passer outre, avait loyalement refusé de recevoir leurs ducats[2]. Cette fois, Florence, dont le cœur saignait quand il lui fallait délier les cordons de sa bourse, regretta amèrement qu'on eût refusé de la vider. Son agitation, son inquiétude, étaient extrêmes. Craignant les deux armées qu'elle avait « l'une autour du corps, l'autre dans le corps », elle sentait croître « son désir de rejeter ses Medici[3] ». Machiavelli émettait l'avis que cette marche en avant ne permettait plus d'espérer la paix, et qu'il fallait se faire un rempart non des murs de la ville, mais des montagnes de l'Apennin[4]. L'égoïsme local des Florentins ne voyait plus de salut que dans le sac de Rome, comme l'égoïsme des Romains que dans le sac de Florence[5]. Personne ne pouvait savoir encore, quand les Espagnols insistaient pour saccager la plus riche ville d'Italie, que les Allemands, dans leur haine du pape, entraîneraient Bourbon vers la grande Babylone, sentine de toutes les

1. Guicciard., *Stor. d'Ital.*, liv. XVIII, ch. II, t. VI, p. 37 sq.; Belcari, liv. XIX, p. 593; Paruta, liv. V, p. 270; Ammirato, XXX, p. 367.
2. Vettori, *Sommario*, p. 376.
3. Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 7. Milan, 1805.
4. Machiav., Lettre de Bologne, 2 avril 1527. *Opere*, t. VII, p. 498, dans Villari, t. III, p. 352.
5. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 130.

impuretés ecclésiastiques. Il était clair que les troupes de la ligue, massées à l'Ancisa pour couvrir Florence, n'arrêteraient pas le torrent [1].

Aux prises avec la disette, alors que, plus encore qu'auparavant, chômait tout travail, il fallait procurer la défense de la ville. Les seize gonfalons recevaient donc des armes, selon l'antique usage ; mais on en refusait à la jeunesse, malgré ses vives instances [2]. C'est qu'on savait la haine grande, universelle, dit Guicciardini si peu suspect, contre un gouvernement jugé mauvais et inepte [3]. L'énorme et pesant cardinal de Cortone voulait tout faire et ne savait rien faire, tant les avis étaient divers [4]. Devant lui, ses adhérents débattaient les questions sans conclure. Avaient-ils conclu, manquaient les moyens d'exécution ou l'art de les mettre en œuvre. Il y aurait eu de quoi « ruiner un monde [5] ». Mêmes appréciations pessimistes, même désarroi dans la Curie. Pour relever le courage de Passerini, ou par défiance de sa faiblesse, de sa fidélité peut-être, lui étaient envoyés, dès la fin de 1526, de Rome le cardinal Ridolfi, de Bologne le cardinal Cybo, légat en Romagne, tous les deux cousins de Clément VII [6]. Diviser la responsabilité n'est jamais un bon expédient pour sortir d'embarras.

1. Guicciard., *Stor. d'Ital.*, liv. XVIII, ch. II, t. VI, p. 42; Paruta, liv. V, p. 273; Varchi, liv. II, t. I, p. 107.
2. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 130; Nerli, liv. VII, p. 145, 146; Varchi, liv. II, t. I, p. 108; Ammirato, XXX, p. 368.
3. Guicciard. au Dataire, 26 avril 1527. Dép. 171. *Op. ined.*, t. V, p. 422.
4. « A Cortona pareva dolce cosa il comandare. » (Vettori, *Sommario*, p. 373.) — « Quel corpassone di Cortona vuol far ogni cosa e non sa far nulla. » (Guicciard. au Dataire, 29 avril 1527. Dép. 172. *Op. ined.*, t. V, p. 427.) Nerli, liv. VII, p. 145, 146.
5. Guicciard. au Dataire, 24 avril 1527. Dép. 170. — *Op. ined.*, t. V, p. 418.
6. Varchi, liv. II, t. I, p. 105, 106; Vettori, *Sommario*, p. 377.

Que faire, d'ailleurs? On le savait si peu que l'idée était émise par les fidèles, par les habiles, de modifier les institutions. C'est le pénétrant Guicciardini qui conseille de céder quelque chose. « Dans des temps graves, écrit-il, où chacun paraît jouer de son reste, il faut élargir les pratiques, prendre conseil de beaucoup de gens, sans quoi point d'espèces. Pour contenter la ville, il faudrait que les pratiques se fissent au palais public, et que les Huit gérassent les affaires, sauf à en conférer, au préalable, avec le cardinal. Une seule chose retient d'une révolution : la crainte des Espagnols et du sac[1] ».

Ainsi, dans cette crise redoutable, c'est l'apologiste habituel du gouvernement étroit qui préconise le gouvernement large. Concessions tardives qui ne sauvent jamais rien! Ce qu'il faut retenir des paroles citées, c'est le dernier mot. Oui, certainement, les Florentins eussent déjà renversé l'édifice de leur servitude, s'ils s'étaient sentis d'accord pour reconstruire. A personne le pape n'inspirait confiance. Tout le monde savait bien que Florence n'était pas au premier rang de ses pensées, et qu'il l'eût sacrifiée dix fois pour le bien de l'Église. D'autre part, comme il régnait de loin, sa seigneurie pouvait sembler tolérable : l'important était de savoir qui, en son nom, tiendrait les rênes; mais c'est justement sur ce point qu'on ne pouvait s'entendre. Toutes les ambitions subalternes se livraient combat comme en champ clos. Les uns voulaient les bâtards, dans l'espoir de mener, sous leur faible main, la grasse vie de l'âge d'or, celle des premiers Medici, ou pour gouverner eux-mêmes en sous-ordre. D'autres, et jusque

1. Guicciard. au Dataire, 24 avril 1527. Dép. 170. *Op. ined.*, t. V, p. 419.

dans la famille régnante, et surtout dans cette famille, se tenaient pour offensés d'obéir, fût-ce en apparence, à des bâtards, entre autres Filippo Strozzi et sa femme, Clarice de Piero, qui avaient assez d'enfants mâles pour faire reverdir l'arbre généalogique de ces marchands devenus princes. Divers cousins de Léon X, des Salviati, des Ridolfi, trop éloignés par le sang pour nourrir l'espoir du poste envié, ne voyaient leur grandeur possible que par la suppression du principat. Enfin, des motifs analogues, ou le mécontentement d'une administration faible et détestable, avaient aliéné aux Medici beaucoup de leurs plus dévoués fauteurs. On est surpris de trouver dans le nombre Francesco Vettori et Luigi Guicciardini, frère de l'historien.

Le chef des mécontents était, dès lors, Niccolò Capponi[1]. Sur ce citoyen rejaillissait la gloire du nom paternel, uniquement due, malgré d'autres et plus sérieux services, à cette fameuse menace des cloches florentines, faite, un beau jour, à Charles VIII. Né en 1490, Niccolò Capponi était dans la force de l'âge. Élevé à Lyon, dans la banque de son oncle Neri, il était revenu à Florence, quand mourut son père, pour rétablir sa fortune patrimoniale compromise. Bon ménager de ses biens, qu'il savait augmenter, marié à la fille de Filippo Strozzi, ce qui l'apparentait aux Medici, il donnait l'exemple, introuvable parmi eux, de l'intégrité, de la tempérance, de la vertu. Il venait d'être, en juillet 1526, gonfalonier de justice. Il avait donc des titres sérieux, et de bien des sortes, à la considération[2]. Sa mauvaise

1. Varchi, liv. II, t. I, p. 111.
2. Segni, *Vita di Niccolò Capponi*, à la suite de la *Storia*, du même

humeur croissante ne prenait point sa source dans une inimitié personnelle et jalouse contre les enfants au pinacle : elle provenait de ce que le gouvernement oligarchique, objet de ses préférences, n'était ni pratiqué, ni même en bonne odeur. Il se tenait toujours plus ou moins à l'écart, disant qu'il avait assez d'affaires chez lui, se rapprochant un peu sous la domination relativement modérée et raisonnable du cardinal Giulio, s'éloignant de nouveau sous les bâtards et sous Passerini[1].

L'excès des maux publics et surtout des alarmes trop légitimes lui allaient donner un rôle dont, on peut le croire, il n'avait nullement l'ambition. Bourbon approchait; il s'avançait déjà sur le territoire de la République[2]. Dans la population florentine, « les uns étaient mal disposés, et les autres avaient trop peur[3] ». Il fallait tout ensemble la protéger et la contenir. Une armée de secours arrive, ayant à sa tête le duc d'Urbino, les Provéditeurs vénitiens, le marquis de Saluces, et Francesco Guicciardini, « commissaire des gens du pape[4] ». Mais ce qu'elle sait faire, cette armée, et ce que nul ne peut l'empêcher de faire, c'est de saccager tout aux alentours de la ville, œuvre d'ennemis déclarés. De là une ébullition croissante, une exaspération universelle, chez les vieux comme chez les jeunes[5]. Une fois de plus, ceux-ci demandent des armes, et jamais sommation

auteur, dans l'édition de Milan, 1805, t. III, p. 275, 276, 279; Rel. di M. Foscari. dans Albèri, 2e sér., t. I, p. 58.

1. Nerli, liv. VII, p. 145; J. Pitti, t. I, p. 135; Segni, *Vita di Nic. Capponi*, *Storia*, t. III, p. 285.

2. Varchi, liv. II, t. I, p. 116, 119.

3. Guicciard. au Dataire, Dèp. 108, 22 fév. 1527. *Op. ined.*, t. V, p. 258.

4. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 130, 138.

5. Varchi, liv. II, t. I, p. 119.

populaire ne fut mieux fondée : Clément VII avait défendu de traiter directement avec les Impériaux [1].

Luigi Guicciardini était alors gonfalonier de justice. Ami douteux, quoique non suspect, homme résolu à se trouver toujours du côté des plus forts, indécis seulement lorsqu'il ne savait pas de quel côté pencherait la fortune, il se borna prudemment à communiquer au cardinal l'exigence de la jeunesse. Passerini, intimidé par l'agitation croissante, qui rendait sensibles les dispositions hostiles, bien plus graves qu'on ne croyait [2], se décide à convoquer auprès de lui, au palais Medici, une pratique pour aviser. Niccolò Capponi y souleva une question préjudicielle : il soutint courageusement que ce qui intéressait tout le monde devait se discuter au palais de la seigneurie; et comme un ami lui reprochait son langage : — Je suis répondit-il fièrement, le fils de Pier Capponi! — Après des hésitations puériles, qui se prolongèrent plusieurs jours, les armes furent enfin accordées en principe; mais on n'eut garde de les livrer [3]. Un gouvernement qui a plus peur de ses ennemis du dedans que de ses ennemis du dehors, n'est pas destiné à de longs jours. C'est une triste histoire, et elle est de tous les temps.

Quand les esprits sont ainsi excités, la moindre étincelle met le feu aux poudres. Le 26 avril, une insignifiante rixe éclate entre un citoyen qui réclame son dû et un soldat qui ne veut point payer. Le tumulte règne aussitôt par toute la ville, et les boutiques se ferment. Au-

1. J. Pitti, liv. I, p. 135, 136; Ammirato, XXX, p. 369.
2. Guicciard. au Dataire, 26 avril 1527. Dép. 171. *Op. ined.*, t. V, p. 421.
3. Nerli, liv. VII, p. 148; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 130; Segni, *Vita*, etc, p. 303, 306; *Storia*, liv. I, ch. I, p. 8; Guicciard. au Dataire, 26 avril 1526. Dép. 171. *Op. ined.*, t. V, p. 421-422.

près de la seigneurie se rendent les jeunes gens, conduits par Piero d'Alamanno Salviati [1]. La seigneurie, qui sait trop qu'elle n'est plus rien, les renvoie au palais Medici. Là, ils apprennent qu'à la faveur du désordre les trois cardinaux et le magnifique Hippolito sont allés au camp du duc d'Urbino. Qu'y vont-ils faire ? Se mettre à l'abri en abandonnant la ville, ou chercher, amener l'armée, en passant le Rubicon ? On ne sait; mais dans l'un et l'autre cas, il faut de plus en plus des armes. De six cents jeunes et ardentes poitrines sort ce cri de guerre : *Arme, arme! leva, serra* [2] ! Personne n'ose crier encore : *Popolo e libertà !* Mais comme tous les amis du gouvernement, pour n'être pas jetés dehors, s'associent à ces clameurs, « on eût dit que tous voulaient la liberté [3]. » — Nous sommes las, entend-on partout, du gouvernement des prêtres, — à quoi s'ajoutent « beaucoup de laides paroles sur la maison Medici [4] ».

Le signal devait être donné à Santa Reparata pour aller prendre des armes, par force ou autrement, au palais de la seigneurie; mais, en attendant, chacun, de la cathédrale à la place, se faisait une arme de tout instrument trouvé sous la main [5]. Point de plan, d'ailleurs, point de chefs [6]. Seulement, dans cette foule qui afflue vers le palais, on distingue, on suit de préférence les

1. Varchi, liv. II, t. I, p. 120; Segni, *Storia*, liv. I, ch. I, t. I, p. 8, 9; Cambi, t. XXII, p. 305.
2. *Leva* signifie enlevez-le! *Serra*, tenez ferme, tirez fort! Ces mots sont à peu près équivalents à celui de : Au voleur!
3. Rel. de M. Foscari dans Albèri, 2e sér., t. I, p. 50.
4. Cambi, t. XXII, p. 305; Segni, *Storia*, liv, I, ch. I, t. I, p. 8, 9; Nardi, liv. VIII, t, II, p. 131; Rel. di M. Foscari, dans Albèri, 2e sér., t. I, p. 50. Ann. 1527.
5. Varchi, liv. II, t. I, p. 121.
6. Guicciard. au Dataire, 26 avril 1527. Dép. 171. *Op. ined.*, t. V, p. 421-22.

anciens amis des maîtres qui semblent se déclarer leurs ennemis : Niccolò Capponi, Francesco Vettori, Francesco Serristori, Mainardo Cavalcanti et son fils, « charmant jeune homme à la langue bien pendue. » Les plus jeunes, les plus ardents n'épargnent ni les menaces, ni même les coups. Il y eut quelques blessés [1]. Jacopo Alamanni, entre autres, frappe d'un coup de couteau à la tête Federico des Ricci, et jusqu'au gonfalonier de justice, Luigi Guicciardini. Le bruit se répand même que Luigi est mort : on a jeté par la fenêtre quelques-uns de ses habits d'apparat [2]. Son frère l'historien affirme qu'il fut en péril d'être tué et saccagé [3], fraternel mensonge, car Varchi assure qu'on ne voulait que faire peur au gonfalonier, et Nardi que ce fut « une insolence, comme par plaisanterie ». Ce dernier en devait savoir quelque chose, ayant appliqué son mouchoir sur l'écorchure [4].

C'était de l'intimidation par la violence ; mais l'intimidation avait un but pratique : il s'agissait d'enfoncer les portes de la chambre où la seigneurie se tenait enfermée, de lui arracher les clefs de la tour, afin de sonner *a martello,* et de convoquer le Conseil des Cent, ce que Guicciardini, enfin, appelle « des étrangetés ». Au peuple amassé sur la place on crie de s'armer, de faire main basse sur les munitions de la justice [5]. Les gonfaloniers des compagnies reviennent bientôt, mais peu

1. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 131 ; Varchi, liv. II, t. I, p. 123 ; Vettori, *Sommario*, p. 377.

2. Varchi, liv. II, t. I, p. 125 ; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 134 ; Cambi, t. XXII, p. 308 ; Ammirato, XXX, p. 369.

3. Guicciard. au Dataire, 26 avril. Dép. 171, p. 422.

4. Varchi, liv. II, t. I, p. 125 ; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 133.

5. Guicciard. au Dataire. Dép. 171, p. 421-22 ; Cambi, t. XXII, p. 307 ; Ammirato, XXX, p. 369.

suivis. N'importe : cette démonstration a contraint les seigneurs de descendre sur la *ringhiera*, de crier *Popolo e libertà !* d'exiler les Medici, de rétablir dans leurs honneurs les compatriotes qu'ils ont proscrits, de reconstituer le Grand Conseil. C'est sans plus de formalités que Florence changea, une fois encore, de régime, et revint à la République [1]. Quand on vota sur l'exil des Medici, Francesco Martelli, qui recueillait les fèves, s'écria, après avoir dépouillé le scrutin : — Toutes noires, grâces à Dieu ! — et ce « grâces à Dieu » devint proverbial. Ce fut l'oraison funèbre de la famille exécrée [2].

Avait-on « bien taillé », selon le mot que devait dire plus tard à Henri III Catherine de Médicis? En tout cas, maintenant, il fallait recoudre, et l'on ne semblait en avoir cure. Jeunes et vieux sollicitèrent bien Niccolò Capponi et quelques citoyens graves de prendre le timon; mais ils n'y consentirent que pour quelques heures, ne jugeant pas le moment opportun [3].

L'exhortation faite, au surplus, comme pour l'acquit de leur conscience, ces jeunes gens « inconsidérés » restent dans le palais, au lieu de courir aux portes de la ville, pour les fermer et les garder. Il n'y a plus, croient-ils, qu'à s'embrasser, qu'à se réjouir, qu'à remercier Dieu qui les a délivrés, selon la prophétie du *frate* [4].

Toute faute se paye : ces lenteurs impolitiques ont rendu courage aux *palleschi* obstinés. Ils sont restés en

1. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 133; Nerli, liv. VII, p. 148; Pitti, t. I, p. 137; Paruta, liv. V, p. 274; Segni, *Vita*, etc., t. III, p. 307; *Storia*, liv. I, t. I, p. 8, 9; Luigi Guicciardini, *Il sacco di Roma*, liv. II, p. 130-145. Paris, 1664.

2. Varchi, liv. II, t. I, p. 124.

3. Vettori, *Sommario*, p. 377; Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 10.

4. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 135; Varchi, liv. II, t. I, p. 126; Ammirato XXX, p. 369.

possession de la porte dite de Faenza, ils ont eu tout loisir de ramener, d'introduire les cardinaux avec cent cinquante piquiers et arquebusiers du duc d'Urbino, que conduit Pier Noferi de Montedoglio, et que viennent bientôt grossir des forces considérables. Quand ces gens d'armes ont paru sur la place, partisans et adversaires tremblent à l'envi : tous craignent d'être passés sans distinction au fil de l'épée. Tant d'effroi n'était pourtant point de saison. Les arquebusiers n'avaient guère soif de sang. Comme ils faisaient mine de tirer sur le peuple, un signe de Niccolò Capponi suffit pour qu'ils s'en abstiennent. — Je suis votre serviteur! — répond, en saluant, leur capitaine Montauto, et il les remise aussitôt dans San-Pier Scheraggio.

Ils en ressortent, à vrai dire, les plus énergiques sans doute ayant rougi de cette faiblesse, et, pour la racheter, ils veulent, de leurs piques, enfoncer la porte du palais [1]. La bagarre qui en résulte dure quatre heures [2]. On ne savait plus combattre, et même, de peur d'un massacre, on ne le voulait plus. Si le palais trouve quelques défenseurs, au premier rang figure un chanoine, Antonio des Nerli [3]. Ces défenseurs ne disposant que d'une dizaine d'arquebuses, ils se bornent à jeter, des fenêtres, quelques pierres ou tuiles, qui ne font de mal à personne. Qu'il fallait peu d'efforts, cependant, pour repousser des ennemis si peu résolus ! L'historien Nardi, gonfalonier de compagnie, tenu pour républicain et patriote, ne se presse point d'accourir. Au lieu de

1. Varchi, liv. II, t. I, p. 121, 128; Vettori, *Sommario*, p. 378; Cambi, t. XXII, p. 308; Guicciard. au Dataire, Dép. 171, p. 421-22; Rel. di M. Foscari, dans Albèri, 2e sér., t. I, p. 52.
2. Cambi, t. XXII, p. 308; Segni, *Storia*, liv. I, ch. I, t. I, p. 8, 9.
3. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 136; Varchi, liv. II, t. I, p. 125.

conduire ses hommes, il ne vient que le dernier; mais gourmandé par eux, poussé dans le palais, il y montre qu'on peut détruire les parapets des balcons et en faire tomber les pierres sur les soldats assaillants: pas plus n'en faut pour que ceux-ci s'éloignent [1]. L'attaque et la défense se valent. Les *palleschi* restent paisiblement chez eux à attendre que le succès se dessine. C'est à peine si le frère du cardinal Ridolfi parvient à réunir de cent cinquante à deux cents « pauvres diables [2] », faible poids jeté dans la balance. Cette lutte peu héroïque ne parut avoir fait que deux victimes: l'une est un certain Bernardo Ciacchi, que des soldats veulent contraindre à crier *Palle!* qui crie *Popolo!* et qu'ils tuent à l'instant [3]. L'autre, c'est le David de Michel-Ange, dont une pierre cassa le bras gauche en trois morceaux. Giorgio Vasari et Francesco Salviati, encore enfants, mais déjà passionnés pour les beaux-arts, se précipitèrent, sans beaucoup de danger, pour ramasser les précieux débris [4]. Varchi parle bien de la témérité des jeunes, comme de la lâcheté des vieux; mais, en somme, son impression est que la lâcheté fut générale. Il compare ses concitoyens à des moutons et les montre se sauvant à toutes jambes devant les soldats. Il en cite, parmi les plus nobles et les plus riches, qui dirent qu'ils donneraient

1. Nardi, liv. VIII, p. 132, 137. Nardi rapporte son invention sans s'en attribuer l'honneur, sans se nommer. C'est Varchi (liv. II, t. I, p. 130) qui donne son nom.

2. Rel. di M. Foscari, t. I, p. 53.

3. Varchi, liv. II, t. I, p. 128. — Foscari (Rel., t. I, p. 53) dit qu'on tua quatre ou cinq *fanti* des Medici. Il est en contradiction avec les autres auteurs.

4. Vasari, *Vita di Fr. Salviati,* t. VIII, p. 8, éd. Milanesi, in-8°. Cf. Varchi, liv. II, t. I, p. 130.

bien une couple d'écus pour n'être pas venus au palais ce jour-là [1].

Rien n'était fini, et il fallait en finir: vœu général des deux camps. Le cardinal Ridolfi et Francesco Guicciardini craignent ou feignent de craindre le sac de la ville : ils prient donc Federigo Gonzaga de Bozzolo, capitaine pour lors au service de la France, d'aller au palais traiter d'un accord. Guicciardini s'y rend de son côté. Dans une boutique, sur un banc, il a rédigé tout un projet de convention. — Je ne sais rien de peuple et de liberté, dit Federigo ; mais je suis ici par ordre du Roi pour défendre votre ville. Ce n'est pas le moment de vous diviser, quand vous menace de si près l'armée ennemie [2]. — Ces paroles sensées donnent aux défenseurs du palais un prétexte honorable pour faiblir. Ils consentent à s'éloigner, pourvu qu'on leur accorde leur pardon, ce que nous nommons une amnistie. Vettori rédige, ou transcrit d'après le projet de Guicciardini, un accord officiel [3]. Il n'était que temps. Voyant la nuit venir, les cardinaux perdaient patience. Urbino menaçait de prendre le palais de la seigneurie, et déjà du palais Medici arrivaient deux pièces d'artillerie pour enfoncer les portes. D'autre part, à mesure qu'elle connaissait les termes de l'accord proposé, la foule et des hommes « de toute bonne qualité », tels que Giannozzo Capponi, docteur ès-lois, criaient à tue-tête : — Plus de promesses

1. Varchi, liv. II, t. I, p. 129, 136.
2. Cambi, t. XXII, p. 308; Varchi, liv. II, t. I, p. 137.
3. Guicciardini au Dataire, Dép. 171, p. 421-22; Vettori, *Sommario*, p. 378; Segni, *Storia*, liv. I, ch. I, t. I, p. 9; Varchi, liv. II, t. I, p. 137. Guicciardini s'est vanté plus tard d'avoir été le principal auteur de l'accord. Voy. *Stor. d'Ital.*, liv. XVIII, ch. II, t. VI, p. 43-45. Mais à la page 46 il se plaint que les Medici, d'une part, et le peuple, de l'autre, lui aient reproché de n'avoir pas fait assez.

de cardinaux ni de prêtres, mais des soldats, des capitaines, des gentilshommes du duc d'Urbino et des Provéditeurs vénitiens[1] ! — Bozzolo sort du palais et annonce que l'accord est conclu. Quelques enragés *palleschi* voulaient le refuser ; mais Urbino et Marco Foscari, orateur de Venise, protestent énergiquement qu'ils ne supporteront pas une telle iniquité. Le gros Passerini cède donc et signe ; il donne sa bénédiction, et le palais public est derechef livré aux Medici[2]. Le tout finit par l'élection d'une nouvelle seigneurie. C'en était le moment, puisqu'on touchait au 1er mai.

La victoire était complète et semblait décisive. « L'État, écrit Guicciardini, est plus sûr du peuple qu'auparavant, car celui-ci s'est montré plus *da poco* que peut-être on ne croyait[3]. » Les gens, en effet, qui avaient tenu tête un moment, tremblaient à la seule pensée des vengeances du pape ; ils voulaient s'enfuir et ne le pouvaient, l'armée impériale occupant tous les abords de la ville. Les partisans des Medici qui s'étaient détournés d'eux quand ils avaient cru au sérieux du mouvement, Niccolò Capponi, Matteo Strozzi, Francesco Vettori, Mainardo Cavalcanti et bien d'autres revenaient piteusement au bercail, sous couleur de conjurer les rigueurs, d'excuser ce passager désordre. Sans le sac de Rome, ils y eussent assurément échoué[4].

1. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 138. — « Perchè non si fidavano del papa » (Varchi, liv. II, t. I, p. 137) ; Rel. de M. Foscari, t. I, p. 53.

2. Rel. di M. Foscari, t. I, p. 53. Ce Vénitien s'attribue le mérite d'avoir, avec Urbino, conservé la ville aux Medici et empêché de passer au fil de l'épée toute la noblesse florentine. Il se vante, comme se vantait, de son côté, Guicciardini.

3. Guicciard. au Dataire, Dép. 171, p. 422.

4. Vettori, *Sommario*, p. 378 ; Nerli, liv. VII, p. 140 ; J. Pitti, t. I, p. 136, 137 ; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 139 ; Ammirato, XXX, p. 369.

Mais Bourbon, en s'acheminant vers Rome, modifiait singulièrement la situation. Florence n'avait plus rien à craindre ni à espérer du pape, et se trouvait seule, à moitié émancipée de fait, en face des Impériaux qui l'entouraient et la menaçaient. Le duc d'Urbino, portant à Clément VII une haine que Varchi juge inexplicable[1], saisit au vol l'occasion pour exiger que la ville s'engage, de son autorité privée, dans la ligue avec Venise et la France, de manière à n'être plus comprise dans les négociations que le souverain pontife poursuivait, à l'heure même, avec les Impériaux. Pour cette évolution le terrain était préparé. Sans attendre les événements, les orateurs florentins, inquiets du menaçant avenir, avaient sollicité François Ier « de donner à icelle seigneurie aide, faveur et assistance contre l'armée qui marche contre leur Estat et pays, en voulloir et intencion de non seullement piller et mettre à sac la ville et cité du dit Fleurance, mais entièrement la ruyner, bruller et du tout destruire leur dit pays ». Faisant à ces ouvertures un accueil favorable, le roi avait donné au marquis de Saluces, son lieutenant général en Italie, « povoir et faculté de traicter, capituler et conclurre avecques la dite seigneurie de Fleurance », pour entrer dans la ligue de France et de Venise, « ou autrement ainsi que faire se devra pour le myeulx[2] ». C'est en conséquence de ces dispositions royales que Federigo Gonzaga de Bozzolo se trouvait à Florence et y parlait au nom du roi très chrétien.

La seigneurie florentine avait escompté cette auto-

1. Varchi, liv. III, t. I, p. 146.
2. Lettres patentes de François Ier. Vincennes, 4 mai 1527. Desj., t. II, p. 946.

risation qu'elle attendait et qui se fit attendre, car les lettres patentes sont du 4 mai seulement. Or, dès le 28 avril, elle s'obligeait à ne conclure aucune pacification avec l'empereur, sans le consentement de tous les confédérés, et les cardinaux, quoique lieutenants du pape, furent contraints d'acquiescer : c'est au palais Medici que les signatures furent données [1]. Florence s'engageait à fournir à ses frais, en dehors du pape, deux cent cinquante hommes d'armes, cinq cents chevau-légers, cinq mille *pedoni*, avec artillerie et munitions. La dépense lui paraissant trop lourde, elle comptait, s'il faut en croire Guicciardini, sur « une grande assistance de notre seigneur », de même que notre seigneur pouvait compter sur elle [2]. Cette attitude équivoque, cet effort pour ne pas rompre avec le pape, tout en se rapprochant de François Ier, n'a rien d'invraisemblable : le pouvoir était toujours aux mains des hommes sans conviction, sans fermeté, qui le détenaient depuis le retour des Medici, et qui vivaient les yeux tournés vers Rome. Ne sachant plus à quel saint se vouer, ils se vouaient à tous les saints. Si leurs impressions mobiles et pénibles nous échappent, on en peut surprendre comme le reflet aux dépêches de Roberto Acciajuoli, qui représente, à la cour de France, le pape et sa famille. Le 4 mai, il ne peut retenir ses larmes, car il voit sa patrie à la veille de la ruine et de l'extermination [3]. Le 22, il est bien près de se réjouir, car il sait qu'à la nouvelle du sac de Rome, François Ier a donné ordre de couvrir Florence avec cinq cents lances et dix mille

1. Varchi, liv. III, t. I, p. 145, 146.
2. Guicciard. au Dataire. 29 avril. Dép. 172, p. 430.
3. Rob. Acciajuoli aux Huit. Paris, 4 mai 1527. Desj., t. II, p. 942.

Suisses ; malheureusement, « l'instabilité des Français, le peu d'attention qu'ils portent aux affaires d'Italie et même aux leurs propres, font douter qu'on en vienne à l'exécution [1] ». Le 6 juin, il est tranquillisé : il ne parle plus que de « la réorganisation du gouvernement de la ville, de la paix et du repos de l'universalité, de la bonne concorde entre ceux qui représentent la maison des Medici [2] ». Tout était bien à ses yeux, dès qu'il ne craignait plus pour ses maîtres.

Mais à distance, comme il était, il ne savait les choses que lorsque déjà elles avaient changé de face. L'armée des confédérés, qui se composait d'une belle cavalerie et de trente mille *fanti* mercenaires, excitait l'admiration et l'espoir des Florentins. Tout à coup, elle devient infâme à leurs yeux ; ainsi la qualifie Varchi [3]. C'est qu'au lieu de suivre Bourbon dans sa marche sur Rome, pour protéger la ville éternelle tout en couvrant Florence, les chefs, redoutant toute bataille, restent à distance plus que respectueuse : Urbino, réputé le plus vaillant des chefs, tient l'arrière-garde, sans autre pensée que de se faire restituer San-Leo, tandis que l'avant-garde est encore à Pérouse (5 mai), les Impériaux débouchant déjà dans la plaine de Rome [4]. Mais c'est aussi que Florence regorge de soldats, par crainte d'une révolte. Les citoyens étaient exaspérés de les rencontrer partout, en maraude, en patrouilles, ou dé-

1. Rob. Acciajuoli aux Huit. Paris, 22 mai. Desj., t. II, p. 951, 952.
2. Du même aux Dix de Liberté et de Paix. Paris, 6 juin. Desj., t. II, p. 958.
3. Varchi, liv. III, t. I, p. 147; Ammirato, XXX, p. 368.
4. Guicciard. au Dataire. 3 mai. Dép. 173. *Op. ined.*, t. V, p. 434; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 141, 142; P. Jove, *Hist.*, liv. XXV, *Op. omn.*, t. I, p. 19; Varchi, liv. III, t. I, p. 146.

ployés sur les places pour les revues, de n'entendre que le bruit des tambours, de se voir sans cesse menacés. Il suffisait, pour l'être, de laisser tomber un instrument, un outil qui parût de très loin ressembler à une arme, ou simplement de s'arrêter dans la rue pour causer avec un ami. On n'osait plus sortir de chez soi [1]. Et le gouvernement ne remédiait à rien, absorbé qu'il était par le soin de rechercher, de frapper d'amendes ceux qu'il avait trouvés les plus vifs dans l'affaire du 26 avril [2].

Ce n'était pas le moyen de les réconcilier. Inquiétés et vexés, ces Florentins et bien d'autres devaient saisir toute occasion de secouer un joug qui s'attachait à être odieux. L'occasion s'offrit le 11 ou le 12 mai [3], quand parvint à Florence, par Filippo Strozzi et sa femme Clarice, arrivés en hâte malgré le pape qui ne voulait pas qu'on donnât de si haut l'exemple de la désertion, l'effroyable nouvelle du sac de Rome et de la captivité de Clément VII [4]. Les fauteurs de révolte trouvaient dès lors un appui dans ce peuple de marchands qui venaient de perdre au sac sacrilège plusieurs centaines de mille ducats [5]. C'est par le refus de financer que commencent ces hommes ruinés ou qui disent l'être. Il faut de l'argent néamoins, et il en faut plus que jamais. La Balie des septante, qui gouverne sous le nom et d'après les ordres des Medici, fait donc flèche de tout bois : elle rappelle, moyennant finance, les bannis pour homicide; elle déclare habile aux offices tout notaire imma-

1. Varchi, liv. III, t. I, p. 148.
2. Capponi, t. II, p. 388.
3. Le 11 selon Vettori, le 12 selon Varchi.
4. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 143; Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 11; Varchi, liv. III, t. I, p. 149.
5. Vettori, *Sommario*, p. 381.

triculé qui payera cinquante ducats. Mais ce n'est pas avec ces expédients misérables qu'on remplira les caisses publiques. La détresse augmente d'heure en heure, et le peuple restant agité, ému, prêt à suivre qui donnera le signal, ces incapables et lâches gouvernants jettent le manche après la cognée, ne songent plus qu'à leur intérêt propre et sont des premiers à déserter la cause de leurs patrons menacés[1].

La révolte trouvait un chef, du moins nominal, dans Filippo Strozzi. Parent du pape, il avait comme rompu avec lui en fuyant de Rome, et il nourrissait contre lui plus d'un grief. Il n'avait pu lui arracher encore pour son fils Piero le chapeau de cardinal, depuis si longtemps promis que ce fils, dès son enfance, portait la robe longue du prêtre[2]. De plus, Clément VII, pour faire sa paix avec les Colonna, avait livré Filippo lui-même en otage[3]. Emmené à Naples, s'il était libre maintenant, c'est grâce aux supplications de sa femme à Hugo de Moncada, et surtout aux ducats qu'elle avait tirés de leur bourse commune, car ceux qu'elle avait arrachés au souverain pontife n'étaient qu'une goutte d'eau à la mer.

Dans son ardeur féminine, et sentant bien quel rôle son mari pouvait prendre à Florence, Clarice, à peine débarquée, l'y avait précédé. Mais elle avait plus de fougue que de fermeté. Devant ceux qu'elle venait combattre tombe toute son audace. Il n'est pas vrai, comme

1. J. Pitti, t. I, p. 140.
2. Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 11; Varchi, liv. III, t. I, p. 149, 150; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 143; P. Jove, *Hist.*, liv. XXV, *Op. omn.*, t. I, p. 22.
3. Il s'agit de la prise de Rome par les Colonna, le 20 sept. 1526, d'accord avec Hugo de Moncada, à qui furent remis les otages. Voy. Sismondi, t. IX, p. 440-442.

on l'a écrit, qu'elle ait osé, dans leur première entrevue, appeler le cardinal de Cortone « paysan », et Hippolito « bâtard ». Loin de là, elle se borne à des reproches polis, elle reste même à dîner, et, comme pour payer son écot, elle déclare à Hippolito, à Alessandro, qu'elle pense à leur salut plus que ne fait le cardinal. Puis, au bruit d'une arquebuse qu'on décharge à quelque distance, elle se sauve en poussant de grands cris[1], et elle sera encore pleine de crainte alors que personne déjà ne craindra plus. De tels chefs, surtout s'ils sont immensément riches, ne mènent pas loin les révolutions. Elles se servent de leur nom, plutôt qu'ils ne les servent.

Le chef véritable, dans un temps où manquait le génie, pouvait être Niccolò Capponi. Dès la fin de 1526, il avait osé dire, dans une pratique tenue au palais Medici pour avoir de l'argent, qu'il était temps d'assurer par de sérieux moyens le salut public[2]. Mais l'inerte et inepte Passerini ne savait rien faire. Il n'écoutait pas même son fidèle Guicciardini, lui conseillant de porter, par quelque coup hardi, un prompt secours au pape prisonnier. Il ne répondait pas même à l'appel direct de Clément VII, fait en des termes « qui eussent touché des pierres ». Guicciardini, qui est à Viterbe, où il ignore les événements accomplis à Florence, se désespère. « J'aimerais mieux être mort, écrit-il, que de voir

1. Varchi, liv. III, t. I, p. 151-153; G. B. Busini à Varchi, Rome, 23 nov. 1548. Lettre II, p. 6. Pise, 1822. Ces lettres furent écrites par un témoin des événements de cette terrible période à des jeunes gens curieux de les connaître. Busini était hostile aux Medici, mais fort modéré. Sa famille était assez importante pour que Brunelleschi eût reçu mission de lui construire un palais. C'est le palais Quaratesi d'aujourd'hui, sur la place d'Ognissanti. Voy. Vasari, *Vita di Brunellesco*, t. II, p. 366, éd. Milanesi, 8°, et préf. de l'éditeur de Busini, p. 4, 5.

2. Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 10.

tout cela. Vous pensez tant au palais et à la place, que vous oubliez tout le reste. Si l'on perd le pape, tout sera perdu, car il est l'âme de ce corps[1] ».

Très différent de son positif et peu libéral concitoyen, Niccolò Capponi est à la tête de ceux qui croient que la République florentine peut et doit, pour revivre, profiter des circonstances. Il s'abouche avec Strozzi et Clarice; il gagne à ses vues Francesco Vettori et Matteo Strozzi, il obtient l'appui ou au moins la neutralité du cardinal Ridolfi, archevêque de Florence; il détermine Francesco del Nero, dépositaire de la commune, à dire aux Medici, s'ils lui demandent de l'argent, qu'il n'en a pas, et il le fait partir pour Lucques, afin de le protéger contre toute faiblesse[2].

C'était réduire à merci le pitoyable gouvernement. On lui arrache donc l'autorisation de tenir une grande pratique au palais de la seigneurie. Baccio Valori essaye bien d'en détourner son cardinal et d'obtenir de lui l'incarcération de Capponi; le comte Pier Noferi, capitaine de garde, promet bien, si on lui donne vingt mille écus, de tenir Florence tranquille malgré l'effervescence populaire; mais l'argent manque pour payer ce vénal concours et les trois mille *fanti* qu'on a sous la main[3]. Passerini, « aussi avare qu'incapable et rustique », selon Segni, « tenant beaucoup plus à partir riche qu'à rester », selon Pitti, ne tarde pas davantage à lâcher tout[4].

1. Guicciard. au card. de Cortone, Viterbe, 18 mai 1527. *Op. ined.*, t. IX, p. 10.
2. Varchi, liv. III, t. I, p. 153, 154; Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 12; Busini, Lettre II, p. 7.
3. Vettori, *Sommario*, p. 381; Cambi, t. XXII, p. 317.
4. Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 13; Pitti, t. I, p. 140; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 141, 142; P. Jove, *Hist.*, liv. XXV, *Op. omn.*, t. I, p. 22.

Ainsi maîtresse de ses décisions, la pratique émet l'avis que les Medici doivent s'éloigner sous promesse de respect pour leurs personnes et leurs biens, d'exemption d'impôts pour cinq ans, mais sous condition qu'ils remettront les forteresses de Pise et de Livourne. On ne les exile donc pas, on les invite à s'éloigner momentanément. Le terrain ainsi déblayé, à la date du 20 juin, sera rouvert le Grand Conseil, en réduisant de mille à huit cents le nombre des membres dont la présence sera nécessaire pour la validité des délibérations, et en nommant vingt citoyens, à raison de cinq par quartier, pour modifier, avant la fin de juillet, dans cette assemblée, tout ce qu'ils jugeront à propos. Jusqu'à ce que le Grand Conseil se réunisse, une balie de cent vingt citoyens, trente par quartier, tous âgés d'au moins vingt-neuf ans, est chargée de tenir lieu des divers offices. C'est faire table rase; et dans cet engloutissement voulu du passé, une seule institution émerge, l'institution populaire que Florence devait à Savonarola, et dont elle a toujours approuvé la création, regretté la suppression.

Ces décisions prises, Filippo Strozzi reçoit l'ordre d'aller au palais Medici, pour les communiquer aux bâtards, ses proches, et leur donner avis de ne pas regimber. Les bâtards promettent de faire réponse, et ils se retirent dans une autre chambre. Comme ils font attendre plus que de raison, la jeunesse qui avait accompagné Strozzi perd patience et lui propose de retourner au palais de la seigneurie. Mais avant qu'il s'y décide, Clarice, qui est aussi de l'expédition, veut tenter un dernier effort : elle pénètre dans la chambre où se concertent Hippolito et Alessandro, et leur fait une de ces scènes dont les femmes on le secret comme le goût. Les

principaux *palleschi,* au risque de rester à la discrétion de leurs ennemis, et se résignant à ce mal pour en éviter un pire, exhortent les jeunes princes et leur mentor à « laisser sans scandale l'État aux mains de l'universalité », et ils s'y résolvent enfin, quoique de mauvaise grâce, après bien des disputes [1]. Passerini obtient pour eux quelques adoucissements : les Medici seront des citoyens comme les autres ; nul d'entre eux ou de leurs serviteurs ne pourra être poursuivi pour le passé ; ils resteront en ville ou s'éloigneront à leur gré ; ils seront exempts de tous impôts, sauf des décimes ordinaires. A vrai dire, ces conditions ayant paru trop avantageuses, le tumulte augmente : aux bâtards et au cardinal on donne le conseil, qui est presque un ordre, de disparaître sans retard, sous la conduite et surveillance de Giovan Francesco Ridolfi et de Luigi Gherardi, mis tout exprès à la tête de trois cents *fanti* (16 mai) [2].

Ce départ étant fixé au lendemain, la nuit ne fut pas perdue pour ces gens avides plus encore qu'ambitieux. Ils l'emploient à recueillir tout l'argent et l'or qui peut encore se trouver dans les sacristies déjà dépouillées sous prétexte des besoins publics. Ils implorent la protection de Niccolò Capponi, de Francesco Vettori, de Filippo Strozzi, et c'est sous leur égide qu'enfin ils sortent de la ville. A peine dehors, ils se dérobent à la surveillance et s'enfuient à Lucques, où ils sont en sûreté. Aussitôt ils retrouvent leur assurance, ils ont le verbe haut, ils refusent, malgré leur promesse,

1. Vettori, *Sommario,* p. 381, 382; Cambi, t. XXII, p. 317.

2. Segni, *Storia,* liv. I, t. I, p. 16; *Vita,* etc., t. III, p. 305; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 142; Pitti, t. I, p. 140; Vettori, *Sommario,* p. 382; Cambi, t. XXII, p. 317-319; Varchi, liv. III, t. I, p. 156-158; Rel. de M. Foscari, dans Albèri, 2e sér., t. I, p. 56.

de remettre Pise et Livourne, gage précieux en prévision d'un prochain avenir, ou tout au moins ils approuvent le refus qu'opposent les connétables commandant ces deux places à un ordre écrit visiblement extorqué. Varchi accuse les *palleschi* influents, et peut-être Francesco Vettori, quoiqu'il eût adhéré aux résolutions populaires [1], d'avoir conseillé ce refus déloyal [2]. Nous ne saurions établir qu'il a raison, mais l'équivoque ne plane que trop sur les actes de ces courtisans.

« Tout se passa sans aucun bruit, écrit Cambi, ce qui fut une grande grâce de Dieu. Florence est libre, Dieu soit loué [3] ! » Les Florentins n'avaient plus, c'est Paul Jove qui le dit, qu'à faire comme les comédiens, à changer d'habits et de visage [4]. Pour beaucoup, nous l'avons vu, c'était déjà chose faite. Mais les inquiétudes restaient grandes : on regrettait d'avoir laissé partir les bâtards ; on attendait à tout instant l'annonce de leur retour. Au moindre bruit, on fermait les portes, les boutiques [5]. Par une contradiction qui n'est pas rare, on redoutait les parents des Medici qui ne les avaient point suivis dans leur exode. Filippo Strozzi, quoique chef nominal de la ville affranchie, était déjà impopulaire, parce qu'on craignait qu'il n'oubliât, pour l'amour d'eux, ce qu'il devait à sa patrie, et surtout parce qu'il n'avait pas su exiger, obtenir la remise effective des forteresses. Ces forteresses, on eut beau les recouvrer sous peu de

1. Varchi, liv. III, t. I, p. 160; Pitti, t. I, p. 140; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 144; Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 17, 18; Rel. de M. Foscari, p. 56.
2. Le cardinal de Cortone reprochait à Vettori, honoré des bienfaits du pape, d'abandonner les Medici. Voy. Segni, *Vita*, etc., t. III, p. 304, 306.
3. Cambi, t. XXII, p. 318, 319.
4. Note à Guicciard., *Stor. d'Ital.*, liv. XVIII, ch. III, t. VI, p. 46.
5. Varchi, liv. III, t. I, p. 161.

jours, à prix d'argent, il est vrai, et grâce à la dextérité d'Antonfrancesco des Albizzi et de Zanobi Bartolini, les soupçons n'en persistèrent pas moins : ils devinrent même bientôt assez menaçants pour réconcilier Strozzi au pape et lui faire prendre la route de Lyon [1].

Ainsi, presque toujours, en est-il dans les révolutions populaires : à la première heure, leurs ennemis naturels, intimidés ou mettant leur espoir dans l'inconnu de l'avenir, protestent de leur dévouement ; mais les déceptions qu'ils éprouvent, les défiances qu'ils inspirent et qui réveillent en eux le vieil homme, à supposer qu'ils eussent été un moment sincères, font qu'ils retirent leur adhésion et retournent au combat. La liberté, alors, réduite à l'appui de ceux qui l'ont toujours voulue, manque ses destinées, et ajoute une page de plus à la douloureuse histoire de ses mécomptes.

1. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 144, 145; Cambi, t. XXII, p. 317, 319; Segni, *Storia*, liv. I, p. 17, 18; Varchi, liv. IV, t. I, p. 235; Guicciardini, *Storia*, liv. XVIII, ch. III, t. VI, p. 46; P. Jove, *Hist.*, liv. XXV, *Op. omn.*, t. I, p. 22.

CHAPITRE III

DEPUIS L'ÉLECTION DE NICCOLO CAPPONI JUSQU'AU TRAITÉ DE CAMBRAI

— 1527-1529 —

Confiance des Florentins. — Les partis. — Réorganisation du gouvernement (20 mai 1527). — Élection d'une nouvelle seigneurie (31 mai). — Niccolò Capponi, gonfalonier de justice. — Ses allures suspectes. — Difficultés intérieures et extérieures. — Outrage au pape. — La question des alliances. — Traité avec François I[er]. — Renouvellement de la ligue (7 décembre). — Discussions théoriques sur la forme du gouvernement. — Écrit de Donato Giannotti. — Faiblesse de Florence. — La jeunesse préposée à la garde du palais (décembre). — Jésus-Christ proclamé de nouveau roi de Florence (9 février 1528). — Réélection de Capponi (10 juin). — Ses adversaires intimidés et éloignés. — Provision de la milice et exécution de Jacopino Alamanni (6 novembre). — Impopularité croissante de Capponi. — Attaques de P. F. Pandolfini (fin janvier 1529). — Provision contre la réélection du gonfalonier (15 avril). — Désaccord sur la politique extérieure, sur les fortifications. — M. A. Buonarroti chargé des fortifications (6 avril). — Négociations secrètes du gonfalonier. — Provisions de défiance. — Capponi découvert (16 avril). — Sa déposition (17 avril). — Fr. Carducci élu gonfalonier (18 avril). — Procès de Capponi (21 avril). — Malatesta Baglioni capitaine général (4 mai). — Provisions religieuses (26, 28 juin). — Dangers du dehors. — Traité de Barcelone (29 juin). — Espoir mis en la France. — Traité de Cambrai (5 août).

Il faut aux révolutions, selon Guicciardin, trois bonheurs : d'abord, qu'elles réussissent ; puis, qu'elles se gouvernent ; enfin, qu'il en sorte un état de durée. La révolution de 1494 avait manqué du troisième bonheur ; la révolution de 1527 n'eut que le premier. On l'espérait même si peu, que Cambi, témoin oculaire et content, en rapportait au Christ toute la gloire[1]. Ces gens à courtes vues croyaient, d'ailleurs, avoir tout fait en chassant les Medici une fois de plus. Pour l'avenir, ils se repaissaient d'illusions, ils spéculaient sur l'impos-

1. Cambi, t. XXIII, p. 1.



sibilité que la guerre finît de sitôt entre le pape et cet empereur qui l'avait si cruellement traité. Au pis aller, ils comptaient sur la France, sans penser aux embarras de François Ier dans la grande lutte de rivalité où il s'engageait de plus en plus, ni à l'ardent désir qu'éprouvait Clément VII de ramener les siens dans cette Florence si précieuse quand elle était perdue, si dédaignée et sacrifiée quand il la possédait [1].

C'est qu'aucun des hommes du premier plan n'était alors digne du premier rang, n'avait une sérieuse portée d'esprit. L'importance de Tommaso Soderini et d'Alfonso Strozzi tenait à leurs richesses, et plus encore à l'ancienneté de leur race, à ce qu'on appelait dès lors leur noblesse. Baldassare Carducci, septuagénaire, docteur ès lois, devait son renom à sa vieille inimitié contre les Medici, à son exil, à une parole surtout qu'il avait risquée dans sa chaire de Padoue et expiée dans les prisons de Venise : il avait osé dire du pape régnant qu'il était un tyran et un mauvais bâtard, *bastardaccio* [2]. Quant à Niccolò Capponi, s'il jouissait d'une réputation de courage qu'il ne conserva guère, il la devait, lui aussi, à quelques paroles sévères sur la gestion des Medici, proférées en leur présence. Mais son rôle dans les derniers événements le rendait en quelque sorte maître de la situation, et c'était fâcheux, car il manquait d'éloquence, d'adresse, d'initiative éclairée. Un de ses descendants, le marquis Gino Capponi, reconnaît qu'il n'était pas l'homme de la circonstance [3]. Il n'en possédait pas moins

1. Voy. dans l'*Arch. stor.*, nuova serie, t. XV, part. 1, p. 50, un travail de M. Ranalli sur Guicciardini.
2. Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 31.
3. Gino Capponi, *Stor. di Fir.*, t. II, p. 289.

la faveur populaire, à ce point même qu'il ne pouvait sortir dans les rues sans qu'on le saluât, sans qu'on acclamât en lui le libérateur de la patrie[1].

Au demeurant, il est, comme était quelques jours auparavant Filippo Strozzi, un porte-drapeau plutôt qu'un chef. Par-dessus sa tête se démènent les factions, dans un pêle-mêle dont le sens modifié qu'on attache au nom de quelques-unes peut donner une idée. Les *piagnoni* ou *frateschi*, recrutés d'abord en partie parmi les *popolani grassi*, et plus tard presque exclusivement parmi les petites gens, dans la populace, sont redevenus, nous apprend Marco Foscari, les plus sages, les plus riches, les plus nombreux, les mieux apparentés, sans cesser d'être partisans résolus de la révolution. Cette cause, la soutiennent désormais avec eux leurs anciens adversaires, les *arrabbiati*, « enragés maintenant contre les Medici », et même les *compagnacci*, jeunes, pauvres. sans ancêtres, sans bonnes qualités, qui, au nombre de huit cents environ, servent de point d'appui au vieux Baldassare Carducci et à quelques autres têtes blanches. Les *libertini* sont ceux qui voudraient, tout en maintenant la liberté, ménager le pape. Les *ottimati* ou aristocrates, gens de haute condition, tiennent tant au gouvernement étroit, que, au besoin, pour le rétablir, ils se rallieraient aux *palleschi*. Ceux-ci, peu nombreux, paraissent alors être *nullius coloris*, et, dans ces premiers jours de la défaite, ils ne peuvent, en effet, que s'effacer ; mais ils ont un grand avantage sur tous, même sur les *piagnoni* : la pratique des affaires. Ils se dissi-

1. Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 19, 27, 69; *Vita*, etc., t. III, p. 275, 289, 297, 301, 306. Voy. encore Donato Giannotti, *Vita di N. Capponi*, Flor., 1620, et Fr. Benedetti, *Vita di N. Capponi*, Flor., 1819.



mulent sous l'ancien nom de *bigi* ou se mêlent aux *ottimati*, à vrai dire sans tromper personne[1] : ils ont beau faire patte blanche, on flaire toujours les loups. Avec le temps, grâce au malheur des temps, ils regagneront du terrain : comme sous la domination de Savonarola, ils remédieront à leur faiblesse en se portant d'un côté ou de l'autre ; ils compteront pour quelque chose, pour beaucoup même, et, dans l'étroite sphère où ils se meuvent, ils pourront plus d'une fois dire, à l'exemple d'Henri VIII d'Angleterre : qui je défends est maître.

Florence n'en est point là encore : dans les premiers jours qui suivent leur victoire, les vainqueurs tiennent le haut du pavé, et même tout le pavé. Ils sont absorbés par la première et la plus facile des tâches : achever la ruine du régime déchu. Ils ôtent du palais les armes du pape et y substituent celles du peuple ; ils chassent les Huit, ils préposent à la garde du palais, avec les jeunes gens, Francesco Tosinghi, « qui avait été soldat[2] ». Ils auraient bien voulu chasser aussi la seigneurie, traiter le gonfalonier Nori comme on avait traité Soderini : *par pari refertur*. Mais les leçons du passé, surtout d'un passé si récent, ne sont pas toujours perdues. Nori est sur ses gardes, prêt à se défendre. On ne l'attaquera donc pas ; on se borne à démolir sous ses yeux les cloisons établies, pour les Suisses des Medici, dans la salle du Grand Conseil, à nettoyer cette salle, à la faire bénir par le clergé, puisqu'elle va recevoir de nouveau l'as-

1. Rel. de M. Foscari, dans Albèri, 2e ser., t. I, p. 69, 70 ; Rel. de Ant. Suriano, 1528, *ibid.*, t. V, p. 412 ; J. Pitti, t. I, p. 153 ; Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 76.
2. Cambi, t. XXII, p. 317-319.

semblée populaire[1]. *Palleschi* et *ottimati* voudraient bien y substituer un sénat de deux cents membres; mais il suffit qu'ils en fassent timidement la proposition, pour que des jeunes gens en grand nombre, leurs armes cachées sous leurs vêtements, exigent que tous ceux qui, à l'ombre des Medici, ont occupé les offices, en soient exclus, et les *palleschi*, abreuvés d'injures, n'ont plus qu'à rentrer chez eux. Le terrain ainsi déblayé, on réunit les corps principaux de l'État (20 mai), on leur adjoint des *richiesti* pour nommer trente citoyens par quartier, sans exclure les arts mineurs, afin d'élire aux offices et au Grand Conseil, dont la réunion est fixée au lendemain[2]. Ainsi donc, les élections, telles quelles, étaient tenues pour valables, et l'on n'y apportait pas les mêmes scrupules de vérification et de sincérité qu'on le fait de nos jours. *Piagnoni* et *arrabbiati* s'entendirent à merveille pour exclure de partout les *palleschi*. Il ne restait plus à ceux-ci qu'à donner leurs fèves aux *piagnoni*, dont la haine à leur égard était moins ardente. De là une recrudescence de haine et de colère chez les *arrabbiati*, qui se vengeront en provoquant des mesures violentes, en faisant effacer de partout les armes des Medici[3]. Ce qu'il y avait de révolutionnaire dans la situation, c'étaient les passions acharnées; mais, quant au fond des choses, il y faut voir moins une révolution qu'une restauration du statut populaire et de ses organes, supprimés ou annihilés par les maîtres que le cours des événements venait de renverser.

1. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 146, 147; Paoli, *Priorista*, à la suite de Rinuccini, p. 185.
2. Rel. de M. Foscari, t. I, p. 56-58; Pitti, t. I, p. 140-142; Nerli, liv. VIII, p. 157; Varchi, liv. III, t. I, p. 167.
3. Rel. de M. Foscari, p. 71, 72.

Réuni le 21 mai, le Grand Conseil élut à son tour le Conseil des Quatre-vingts, les Huit de garde et les Dix de liberté ou de la guerre, qui sont alors, dit Segni, le nerf du gouvernement[1]. Le 28, est adoptée par les Quatre-vingts, et le 29, par le Grand Conseil, la provision pour élire une nouvelle seigneurie. Celle qui était en charge avait encore un mois à courir; mais on la suspectait, non à tort, de pencher vers les Medici. Le gonfalonier de justice, nommé pour un an au moins et pour trois ans au plus, sera pris, non pas comme jadis dans chaque quartier, à tour de rôle, mais indifféremment dans toute la ville[2]. De cette provision, écrit mélancoliquement Vettori, on observa ce que voulurent ceux qui entrèrent dans les offices[3]. Propos d'homme rallié d'une manière douteuse, et mécontent dès les premiers jours. Ce qu'il reprochait plus ou moins justement aux pouvoirs populaires, ses anciens patrons ne l'avaient-ils pas fait sans vergogne, et sur la plus grande échelle, tant qu'ils avaient eu les rênes en main?

Le 31 mai, il fut procédé à ces élections importantes. Huit cents membres présents auraient suffi pour que les votes du Grand Conseil fussent valables; on en compta 2,270. Une telle affluence avait plus que rempli la vaste salle; beaucoup de votants durent s'entasser dans les escaliers. La grosse affaire, vu les mœurs devenues monarchiques, c'était l'élection du gonfalonier de justice. L'idée prévalut, probablement d'instinct et sans

1. Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 21, 25, 26; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 116; Cambi, t. XXII, p. 323, 324; Nerli, t. VIII, p. 159-162; Pitti, t. I, p. 142; Paoli, p. 185.

2. Varchi, liv. III, t. I, p. 169.

3. Vettori, *Sommario*, p. 382. Ce précieux commentaire s'arrête là, l'auteur s'étant sauvé devant la peste.

entente préalable, de démentir par des actes ce dicton très répandu que Florence appartenait aux Soderini et aux Medici, comme Gênes aux Adorni et aux Fregosi. Sans ce scrupule, Tommaso Soderini eût été certainement élu. On recueillit, selon l'usage, les six noms qui avaient obtenu, dans un premier tour de scrutin, le plus de fèves noires, parmi ceux qui atteignaient au moins ce que nous appelons la majorité absolue, en d'autres termes la moitié plus un des suffrages exprimés. Ces suffrages, malgré le grand nombre des votants, ne s'étaient guère dispersés, car il y avait peu de citoyens honorables qui fussent idoines, c'est-à-dire âgés de cinquante ans, et sans *divieto*. Soderini obtint les voix de ceux qui conservaient bon souvenir de son oncle et lui pardonnaient à lui-même sa timidité dans la révolution. Baldassare Carducci, quoique absent et malade, partagea avec Alfonso Strozzi les votes de ceux qui craignaient la puissance du pape au dehors et celle des Medici au dedans. Mais, dès le second tour, Niccolò Capponi réunit les quatre cents voix bien unies des *piagnoni*, qui lui savaient gré de son grand culte pour la mémoire du *frate*, comme de sa fermeté civique dans les dernières semaines. En sa faveur se prononcent aussi les *palleschi*, persuadés que cet allié des Medici, officier public sous leur règne [1], ne pouvait leur être irrémissiblement hostile, et les *ottimati*, qui voyaient en lui un des leurs, un partisan du gouvernement étroit. Il fut donc élu pour un an, ou plutôt pour treize mois, afin de rejoindre

1. Pitti, t. I, p. 144. En 1515, les Medici avaient nommé Niccolò, avec Jacopo Salviati et Roberto Acciajuoli, deux amis déclarés, membre d'une commission pour réorganiser le *Studio* de Pise, qui leur tenait tant au cœur. Voy. Prezziner, liv. III, t. I, p. 200.

l'échéance régulière de cette charge, le mois de juillet 1528, pour le remplacer ou le réélire, car on admettait la réélection. Le même motif fit accorder trois mois, et non deux, à la seigneurie qui prenait avec lui possession du palais[1].

Le 1er juin, y furent installés ces pouvoirs nouveaux; le 2, eurent lieu des processions d'actions de grâces; le 3, une provision est rendue, ordonnant la revision de toute la gestion financière de 1512 à 1527. Si c'était violer le pacte conclu avec les Medici, on répondait qu'ils l'avaient violé eux-mêmes les premiers. en ne rendant pas les forteresses[2]. La défiance, d'ailleurs, s'emparait des esprits. L'élection de Niccolò Capponi n'avait point excité l'enthousiasme. Son passé rendait suspect son avenir; lui, sans tenir compte de trop naturels soupçons et de l'ombrage que donnaient ceux des Medici dont on tolérait encore le séjour à Florence, il allait visiter sa belle-mère Clarice, femme de Filippo Strozzi et fille de Piero de Lorenzo, ainsi que la petite Caterina de Lorenzino, la *contessina*, la *duchessina*, comme on l'appelait, d'abord au palais de la famille, puis au couvent de Santa-Lucia, sur la place San-Marco, où elles se retirèrent quand on en fut venu, ce qui ne tarda guère, à craindre les femmes et les enfants. Il fréquentait aussi, tant qu'ils restèrent dans la ville, les cardinaux Ridolfi et Cybo[3]. Ce n'est pas qu'il aimât fort les Medici et leur séquelle; mais ne pouvant s'ôter de la tête qu'ils finiraient par revenir, il désespérait de la liberté, aussi compromise, à ses yeux, sous un régime

1. Les mêmes et Segni, *Vita*, etc., p. 308.
2. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 147; Varchi, liv. IV, t. I, p. 217-220.
3. Varchi, liv. III, t. I, p. 164, 166.

démocratique que sous la monarchie, et, prévoyant le naufrage, il ne pensait déjà plus qu'à s'en préserver [1].

Tous ses actes témoignent de ce découragement et de ce calcul. Apparenté aux grands, aux *ottimati*, qui partagent ses sentiments, il ne veut pas qu'on les écrase et il se découvre en leur faveur [2]. Il refuse sa fille au fils de Tommaso Soderini, ennemi avéré de Clément VII. Il ménage Francesco Guicciardini qu'il sait grand ami du pontife, il lui demande ses conseils, il l'a toujours dans sa chambre, ainsi que Francesco Vettori et Matteo Strozzi, non moins impopulaires. Quand on lui fait un crime de ces relations, il ne les cesse point, il les dissimule : au lieu de recevoir chez lui ces hommes suspects, il va les trouver la nuit. Est-ce ainsi qu'il a mérité la louange? Ceux qui le louent manquent d'autorité : c'est l'historien Segni, son neveu, qui n'écrit que pour le glorifier, et qui reconnaît pourtant qu'il aurait dû « recouvrir de plus d'astuce son amour de la patrie [3] ». C'est l'historien Guicciardini, son confident, qui lui rend sa confiance en éloges [4], bon billet délivré par un sceptique, indifférent à la liberté, presque traître à la patrie!

Ces allures équivoques, moins exemptes d'astuce que ne le prétend Segni, prêtaient aux suppositions les

1. G. Capponi (t. II, p. 389) présente sous un jour plus favorable les dispositions de son ancêtre : il aurait cherché les bases d'un accord entre les Medici et la liberté. C'eût été bien naïf. Un autre parent, un neveu, témoin de sa vie et apologiste passionné, Segni, avoue qu'il agissait par intérêt personnel. Pitti (t. I, p. 173) dit la même chose. Celui-ci est un adversaire.

2. Pitti, t. I, p. 144; Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 40; Busini, Lettre III, p. 10.

3. Segni, *Vita*, etc., t. III, p. 328, 329.

4. « N. Capponi cittadino di grande autorità ed amatore della libertà. » (Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XVIII, ch. III, t.VI, p. 69.)

plus diverses, et bientôt aux accusations. L'opinion s'accrédita que Capponi se laissait entraîner par ses relations habituelles, qu'il penchait à introduire beaucoup de *palleschi* dans le gouvernement [1]. Ne parlant que d'union, il voulait, tout au moins, les réconcilier avec les *popolani*. Il avouait aussi, dès son premier discours au Grand Conseil, le dessein d'apaiser le pape [2], double chimère dans un temps de courroux, de rancune, de vengeance. Déjà donc on le blâmait ouvertement. La République restaurée ne jouissait même pas de ces jours heureux qui, au sortir des révolutions, donnent l'illusion éphémère de la concorde et d'un lendemain assuré [3]. Ces divisions prématurées choquaient fort les étrangers qui en étaient témoins. « Même devant une armée ennemie, écrit Marco Foscari, les Florentins pensent, non à l'intérêt général de leur ville, mais à l'intérêt particulier de leur secte. Jugez quelle peut être la solidité de cette République [4] » !

Une des premières marques de cette défiance contre le gonfalonier, ce fut la loi qui, pour l'empêcher d'appeler les *palleschi* au pouvoir, adjoignait aux Dix en exercice les Dix sortants et un certain nombre d'*arruoti* élus en Grand Conseil, changés tous les six mois [5]. D'autres mesures sont prises, avec son assentiment ou malgré lui, excellentes en elles-mêmes, mais qui achèvent de propager le mécontentement, comme toute

1. Pitti, t. I, p. 145; Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 111; Rel. d'Ant. Suriano, dans Albèri, 2e sér., t. V, p. 412.
2. Varchi, liv. III, t. I, p. 194, 198. Cet auteur rapporte et refait le premier discours de Capponi.
3. Varchi, liv. IV, t. I, p. 253; Guicciard., *Stor. d'Ital.*, liv. XVIII, ch. III, t. VI, p. 69, 70.
4. Rel. de M. Foscari, t. I, p. 22.
5. Nerli, liv. IX, p. 187.

réforme d'abus. Les *palleschi* sont irrités de l'institution d'un syndicat pour découvrir les fraudes du passé dans le maniement des deniers publics; les ecclésiastiques, de tout impôt qui les atteint : eux qui n'osent murmurer sous la monarchie, ils crient tout haut sous un régime de liberté. Les gens dissipés s'irritent des provisions contre le luxe, le jeu, la fréquentation des auberges, contre le blasphème et les promenades dans les églises pendant les offices[1]. L'introduction de la *Quarantia*, tribunal vénitien, pour les causes politiques et militaires les plus graves, peut donner une idée de ces difficultés croissantes. Elle devait être approuvée, puisqu'on voulait user de sévérité; mais il y a des formalités protectrices : les Huit ont vingt jours pour instruire, la *Quarantia* quinze pour juger; l'appel au Grand Conseil est de droit; quelle déception pour les partisans si nombreux d'une justice sommaire! Les quarante juges sont tirés de la bourse des Quatre-vingts; quel déplaisir d'être jugés par l'aristocratie, par des gens qu'on ne connaît pas d'avance, qu'on ne peut circonvenir! Pour apaiser la clameur grandissante, l'appel est bientôt supprimé, et la provision même qui instituait la *Quarantia* ne tardera pas à être abrogée, grâce au vote des amis de ceux qu'elle a tués[2].

Bien plus grands encore étaient les embarras de la

1. Cambi, t. XXIII, p. 17; Segni, *Vita*, etc., t. III, p. 314; Varchi, liv. IV, t. I, p. 224-232.

2. Pitti (t. I, p. 162-165) entre dans de nombreux détails sur l'organisation de la *quarantia*. Nardi (liv. VIII, t. II, p. 158, 203) semble en approuver l'institution. Varchi (liv. IV, t. I, p. 224-232) la trouve sévère. Busini (lettre VI, p. 48, 54) parle en détail d'une des victimes regrettées, Pandolfo Puccini, vaillant soldat qui avait fait une sédition au camp et tué un de ses compagnons d'armes. Il sera question plus bas d'une autre victime bien plus importante.

politique extérieure. Les moindres avaient leur gravité. Vivre en bonne intelligence avec Sienne, si petite, mais si voisine et toujours impériale, était une nécessité à ce point pressante, que la République, après le départ des Medici, et avant l'installation des nouveaux pouvoirs, avait noué de sérieuses pratiques[1]. Capponi était donc autorisé à les poursuivre[2]. Mais quand, sur le simple bruit de dispositions hostiles chez leurs voisins, les Siennois, aux premiers jours de novembre, ont ordonné aux Florentins résidant ou de passage dans leur ville, de l'évacuer dans les quatre heures, sous peine de la vie, une rupture s'impose. La persistance du gonfalonier à ne pas rompre, à tenter contre vent et marée de nouvelles pratiques, humilie son gouvernement, mécontente ses amis, enhardit ses ennemis[3].

Qu'étaient pourtant les embarras que donnait Sienne, au prix de ceux que suscitait la vitale question des alliances[4]! Fallait-il s'allier au roi de France ou à l'empereur? Le penchant des Florentins n'était pas douteux : ils connaissaient le mauvais vouloir de Charles-Quint ; ils savaient que son lieutenant Antonio de Leyva parlait de mesurer avec les piques de ses soldats les brocarts de Florence. Tout, au contraire, les rapprochait de François Ier : leurs traditions séculaires, suivies des Medici eux-mêmes; la force que puisait ce prince dans son entente avec l'Angleterre et Venise, sa proximité de l'Italie, et surtout les intérêts de leur trafic dans un royaume où

1. Le 27 mai, Salvestro Pitti, venu au nom des Huit, était reçu par la balie de Sienne. Délibérations de la balie siennoise, 1527, dans Falletti, *Assedio di Firenze*, t. I, p. 290. Palerme, 1885.

2. Délibération du 14 juin 1527, dans Falletti, t. I, p. 290.

3. Falletti (t. I, p. 291-294) donne le détail de ces négociations.

4. Sur le detail des relations extérieures de Florence, on peut voir la Relation de Foscari, t. I, p. 73-83.

les banques de Lyon formaient une grande partie de la richesse florentine. La difficulté, c'est que le pape faisait, comme ses anciens sujets, partie de la ligue. Comment y rester avec lui, s'il devenait l'ennemi? Mais le deviendrait-il? On en pouvait douter. On pouvait espérer qu'après les énormités du sac de Rome, sa légitime haine de l'empereur le rapprocherait du roi très chrétien, et des Florentins même affranchis. « Notre seigneur, écrivait Guicciardini, a dit qu'il était content (de la révolution) et qu'il ne penserait plus à ces choses [1]. » Il fallait donc entretenir ces dispositions provisoirement conciliantes, ménager Clément VII, ne pas le pousser par de mauvais procédés à se rapprocher des Impériaux « qu'il avait comme sur les épaules », et plus prompts aux actes que n'était le Français, prompt seulement en paroles [2]. Il fallait comprendre que si l'on poussait le pape à se rapprocher de ses ennemis du moment pour venger ses injures, ceux-ci l'aideraient avec empressement à remettre les Florentins sous le joug.

L'écervelée jeunesse de cette ville ne comprit rien et gâta tout. Avec Dante de Castiglione, son chef, elle courut à la Nunziata renverser les statues de cire de Léon X, de Clément VII, de Lorenzo et Giuliano des Medici : représailles naturelles sans doute, puisque, le 2 octobre 1512, on avait abattu, coupé avec l'épée la statue de Pier Soderini, mais représailles souverainement impolitiques, qui blessaient le pape et lui fournissaient, s'il avait de mauvais desseins, un bon prétexte pour les

1. Fr. Guicciardini à Rob. Acciajuoli, nonce en France. Campo, 21 juin 1527. Dép. 28. *Op. ined.*, t. IX, p. 101.

2. « I mali successi (de la France) quasi tutti nati da certa loro tardità nelle provvisioni e da troppo confidenza di se stessi. » (Paruta, liv. VI, p. 326.)

démasquer. Le gouvernement nouveau aurait dû désavouer, condamner peut-être ces étourneaux, et faire des excuses; mais point : Capponi ferme les yeux pour ne pas paraître *pallesco*, pour ne pas se brouiller avec son cousin Pier Salviati, avec les ennemis de Clément VII. Les Huit, plus faibles encore, cherchent à mettre de leur côté la jeunesse, en faisant effacer, s'il s'en trouvait d'oubliées quelque part, les armes des Medici[1].

Comme toute faute a son explication et même son excuse, ce qui explique et excuse cette maladresse politique, c'est que le parti populaire tenait le souverain pontife, son ancien maître, pour irrémissiblement brouillé avec la République. « Ce sont les sots, écrivait quelques années plus tard Giambattista Busini, qui crurent qu'il parlait sérieusement et lui donnèrent raison[2]. » Ajoutons que le gonfalonier souhaitait pour sa patrie l'alliance impériale[3]. Il ne devait donc pas craindre de voir Clément VII dans les bras de Charles-Quint. Ce qui confond, c'est qu'il n'ait pas senti que cette embrassade donnerait aux Medici une armée, la plus puissante de toutes, pour rentrer dans Florence, pour y faire régner de nouveau le bon plaisir et supprimer une fois de plus les institutions libres. Cet homme à courtes vues reçoit ici la leçon de Guicciardini, âme damnée des Medici : « J'aime la liberté et le gouvernement populaire autant qu'aucun autre, écrit effrontément l'historien; mais je crains que

1. Pitti, t. I, p. 148, 149; Varchi, liv. V, t. I, p. 317-19; Nerli, liv. VIII, p. 167; Segni, *Storia*, liv. I, p. 41, 42.
2. Busini, Lettre V, p. 29.
3. C'est ce que déclare formellement Varchi (liv. V, t. I, p. 293). Paruta (liv. VI, p. 334) dit que sans raison apparente François Ier commençait à se refroidir, à se ralentir dans les provisions de guerre. Ce serait à peine une excuse pour Capponi.

nous n'allions au même précipice où est tombé le pape. L'armée impériale, en quittant Rome, se tournera contre Florence. On ne parle déjà d'autre chose que de la saccager[1]. » Et ailleurs : « L'exemple du pape nous devrait servir. Il me semble que nous l'imitons[2]. »

Ainsi, un mauvais citoyen voit plus juste, dans l'intérêt même de la liberté, que le citoyen sans contredit plus honnête qui a reçu mission de la bien établir. Capponi devait se sentir en désaccord avec ses administrés, car parmi eux la faction impérialiste était faible[3]. Il doutait cependant, et, pour s'éclairer, « ne sachant et ne pouvant faire autre chose », dit Varchi[4], il réunit une pratique. Dans cette réunion importante, Luigi Alamanni, le poète, qui avait longtemps vécu en France, depuis sa conjuration contre le cardinal Giulio, soutint que Florence devait rester neutre[5]. Zanobi Buondelmonti se prononça pour l'alliance impériale, avec un parti pris évident : l'empereur avait toutes les qualités, et le roi très chrétien tous les défauts; l'un était tout près, victorieux, ennemi du pape; l'autre, éloigné, vaincu, allié au pape[6]. Tommaso Soderini défendit, au contraire, l'alliance française. C'était sa politique et celle de sa famille; il avait réussi à faire envoyer orateur en France un des siens, Giuliano Soderini, évêque de Saintes. Il affirmait avec ses amis, qu'alliée à l'Angleterre et à Venise, la France, plus forte, plus voisine de

1. Fr. Guicciard. à N. Capponi. Isola, 30 mai 1527. Dép. 12, *Op. ined.*, t. IX, p. 43.
2. Du même au même. Vetralla, 15 juin 1527. Dép. 15, p. 53.
3. Busini, Lettre III, p. 11.
4. Varchi, liv. V, t. I, p. 293.
5. Voy. son discours dans Varchi, liv. V, t. I, p. 294-98. Sur sa conjuration, voy. le 1er chapitre de ce volume.
6. Segni, *Storia*, liv. I, p. 32-34.

l'Italie que l'Allemagne impériale, n'avait connu la défaite que par la faute du pape. Il s'appuyait sur les souvenirs de Savonarola, dont beaucoup répétaient la phrase fameuse : « Les lis doivent fleurir avec les lis[1] ».

C'est à Soderini que la pratique donna raison, et de même Florence, qui tenait d'instinct à sa politique traditionnelle. Capponi se soumit : se démettre n'était point alors en usage. Le 23 juin, fut renouvelée l'alliance entre François Ier et la République[2]. Guicciardini, serviteur du fait accompli, et toujours attentif à en profiter pour les autres comme pour lui, écrivait quelques jours plus tard : « Le roi de France ne peut faire un plus grand bien au pape, à Florence, à toute l'Italie, que d'envoyer les secours promis[3] ». François Ier en fit un moindre, qui exigeait moins de temps et de sacrifices, mais qui n'était pas sans importance : il procura le renouvellement de la ligue entre lui, le pape, le roi d'Angleterre, les ducs de Milan et de Ferrare, le marquis de Mantoue, les républiques de Venise et de Florence. Cet acte, publié à Mantoue le 7 décembre[4], garantissait largement Florence contre les dangers de l'isolement ; elle devait, cependant, se préparer à la guerre, fortifier ses murailles, chercher des capitaines. Déjà les hostilités étaient commencées, dans ce qu'elles avaient de plus inutile et de plus mauvais, les *guasti*, les saccages. La peste y vint couper court pour un temps : selon les idées courantes, elle forçait chacun à ne penser qu'à soi[5].

1. Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 34-36; *Vita*, etc., t. III, p. 310. Voy. le discours de Soderini dans Varchi, liv. V, t. I, p. 298-303.
2. Segni, p. 36; Varchi, p. 303.
3. Fr. Guicciard. au card. Salviati. Flor., 16 juillet 1527. Dép. 36. *Op. ined.*, t. IX, p. 116.
4. Voy. le traité dans Du Mont, t. IV, part. 1, p. 511-513.
5. Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 42.

Ce fléau, si fréquent alors par la faute des hommes et leur détestable hygiène, il n'y aurait pas même lieu de le mentionner une fois de plus, si Segni ne nous disait que « la peste coupa bien vite les poils de la liberté[1] ». Elle dura de juillet à novembre, enlevant, dit-on, soixante-dix mille personnes sur le territoire, et trente-cinq mille dans la cité, où il mourut quelquefois jusqu'à cinq cents malades par jour. Le Grand Conseil ne se réunissait plus que deux fois par semaine. Il fallut, en plus d'un cas, pour la validité des délibérations, réduire de huit cents à quatre cents le nombre des membres dont la présence était nécessaire. Encore fut-ce souvent peine perdue : quatre-vingts personnes environ se rendaient au son de la cloche, et semblaient comme égarées dans l'immense vaisseau[2]. Ainsi chômèrent durant plusieurs mois le travail des ateliers, le trafic des boutiques, les affaires d'État, inaction surtout funeste aux premiers jours d'un régime qu'il s'agit d'affermir.

Au milieu du désarroi universel, disparut presque inaperçue une des plus grandes gloires de ce temps. Niccolò Machiavelli mourut, le 22 juin 1527, à l'âge de cinquante-huit ans. Ses contemporains, ceux qui daignèrent parler de sa mort, lui firent une fâcheuse oraison funèbre. « Tout le monde le haïssait, écrit Busini, à cause de son *Prince*. Les riches y voyaient le conseil de les dépouiller, les pauvres de leur ôter la liberté. Les *piagnoni* tenaient l'auteur pour hérétique, les honnêtes gens pour malhonnête, les coquins pour plus

1. Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 40.
2. Paoli, p. 186; Varchi, liv. IV, t. I, p. 256; Nerli, liv. VIII, p. 168; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 163. Varchi, au livre VIII, p. 464-472, revient sur la peste.

coquin ou plus capable qu'eux[1]. Varchi dira, un peu plus tard, qu'on ne le pleura point, parce qu'il avait conseillé à Piero de Lorenzo, le protégé de Léon X, de se faire seigneur absolu de Florence[2]. L'Italie moderne, on le sait, chante une tout autre gamme : peu s'en faut qu'elle ne canonise Machiavel. Il était donc nécessaire de rappeler le jugement trop oublié des contemporains. D'ordinaire, l'heure de la mort est une heure de gloire, non de malédiction ou même de critique : n'est-il pas digne de remarque qu'elle ait été si sévère pour ce grand nom, et qu'après plus de trois siècles la postérité ait encore peine à prononcer un jugement impartial ?

Chose singulière ! les cruels loisirs que la peste avait faits, durant de longs mois, à la politique active, n'étaient point perdus pour les discussions théoriques : la manie de Clément VII avait gagné ses compatriotes. L'assiette du gouvernement ne leur paraissant pas trouvée, ils se plaisaient à tout remettre en question, et quiconque n'était pas Florentin s'en étonnait. « Tout état stable leur déplaît, écrit le Vénitien Suriano ; tout accident les divise, et leurs divisions empêchent toute stabilité. Ils auraient besoin d'être menés par l'étranger[3] ». Guicciardini poursuit le cours de ses spéculations sans franchise : à un bon gouvernement princier il préférerait un bon gouvernement populaire ; mais il n'est pas sans inquiétudes sur la question de l'hérédité. Son idéal est, en somme, un gouvernement « où prévaudraient les

1. Busini, Lettre XI, p. 75.
2. Varchi, liv. IV, t. I, p. 243. — On lit, dans la Dédicace du *Prince*, p. 293 B : « Vi conoscerà dentro un estremo mio desiderio che Ella pervenga a quella grandezza che la fortuna e le altre sue qualità le promettono. »
3. Rel. d'Ant. Suriano, 1528, dans Albèri, 2e ser., t. V, p. 411.

hommes sages ». Quand on est en petit nombre, dit-il, la vertu est plus unie et plus apte à produire ses effets[1]. Il pouvait invoquer l'autorité de Machiavel lui-même, qui était d'avis, quoique appartenant au parti populaire, que la direction d'un petit nombre est préférable, dans les cas où la lenteur est dangereuse, et louait en conséquence les institutions de Venise, la dictature de l'ancienne Rome[2]. Varchi constatait une tendance marquée à admirer la forme du gouvernement florentin, parce que les provisions y pouvaient être votées jusqu'à six fois, savoir : deux fois par la seigneurie et ses collèges, autant par le Conseil des Quatre-vingts, autant par le Grand Conseil ; mais l'inconvénient n'en était pas moins, à ses yeux, le manque de prudence dans les votes, comme dans les propositions[3]. Il semble donc que la multiplicité des scrutins ne fût point alors une garantie et l'on se demande où la garantie pourrait bien être, la sagesse d'un petit nombre ou même d'un seul homme n'étant non plus qu'un accident.

Le langage de Varchi témoigne du moins d'une certaine inquiétude dans les esprits. Pour la calmer, pour fixer, s'il se pouvait, les idées, et surtout les faire converger vers les siennes, Niccolò Capponi ne se mit point en frais d'invention : comme naguère le cardinal Giulio, comme le pape Clément VII, il se contenta de commander un traité sur la matière à un de ses familiers, Donato Giannotti, docte jurisconsulte de basse origine, secrétaire des nouveaux Dix de liberté[4]. Giannotti ne voyait

1. Guicciard., *Osservazioni ai Discorsi*, *Op. ined.*, t. I, p. 59.
2. Voy. Machiav., *Discorsi*, liv. I, ch. XXXIV, p. 202 A.
3. Varchi, liv. VI, t. I, p. 381-383.
4. Cet ouvrage est intitulé *Discorso sopra il fermare il governo di*

dans le gouvernement large qu'une vaine apparence. sans les bienfaits de la liberté ni ceux du principat. Il signalait l'imprudence dans les conseils, la lenteur dans les décisions et l'exécution, partout l'envie, la jalousie, l'arbitraire, sans réfléchir que ces maux ne sont pas exclusivement propres à un régime, et qu'où ils sévissent ce n'est pas une réforme constitutionnelle qui pourrait les dissiper. Mais ayant lui-même peu de foi aux vertus du gouvernement étroit, il reprenait la chimère d'un gouvernement qui tiendrait des trois formes connues. Il voulait abolir le Conseil et la pratique des Quatre-vingts, bouc émissaire des lenteurs et des mauvaises provisions, supprimer le tirage au sort pour les offices, c'est-à-dire donner à l'arbitraire plus de marge que jamais, n'admettre le populaire qu'à voter, armer le *contado*, deux réformes sensées, et rétablir le gonfalonier à vie, ce qui était l'important aux yeux de Capponi, peu disposé à céder la place. Aussi, l'officieux secrétaire qui, pour lui, tient la plume, a-t-il soin de dire que cette charge est, avec le Grand Conseil, ce qu'il y a de meilleur dans les institutions florentines. Le gonfalonier à vie eût été assisté d'un Sénat de cent membres élus par le Grand Conseil et de douze procurateurs pris dans son sein. On ne voit pas bien comment un Sénat de cent membres eût mieux valu qu'un Conseil de quatre-vingts. Il eût suffi de décider qu'en conservant ce Conseil, on en supprimerait la pratique, en d'autres termes, cette incessante adjonction de *richiesti* ou

Firenze, 1527. Il se trouve dans les *Opere* de Giannotti, t. I, p. 1-17, Flor., 1850, et aussi dans Modesto Rastrelli, *Storia di Aless. de' Medici, primo duca di Firenze*, t. I, p. 99-118. Flor., 1781. On en peut voir une analyse dans Falletti, t. I, p. 45, et Cipolla, p. 929. Giannotti était né le 27 novembre 1494.



arruoti, qui permettait, en toute occasion, de déplacer la majorité.

Somme toute, sauf la restauration trop visiblement intéressée du mandat viager pour le gonfalonier de justice, le reste, dans les plans de Giannotti, n'était que de la théorie, à la manière de Sieyès ; et la preuve, c'est que l'expérience ne profita point à ce songe-creux. En 1531, sur les ruines fumantes de la liberté, puis en 1549 sur ces mêmes ruines bien refroidies, il développait encore ses combinaisons par trop systématiques[1]. Réformateur candide, fût-il parvenu à réaliser un instant ses rêves, il n'aurait rien sauvé, pas plus que le pratique Guicciardini ou le profond Machiavelli.

Passe-temps inoffensif durant la peste, ces projets de constitution disparurent avec elle, et les divisions intestines, qu'elle avait suspendues, revinrent avec plus d'éclat que jamais. La « secte » de Capponi accusait le peuple de vouloir s'emparer des richesses et des terres, pure calomnie, au dire de Busini. Ces amis du gonfalonier, quoique grossis des *palleschi*, n'étaient pas les plus nombreux ; mais ils étaient les plus forts, parce que, ayant un point de ralliement et un chef officiel, ils se tenaient étroitement unis. Les adversaires n'étaient pas en reste : ils rendaient calomnie pour calomnie ; ils déclaraient suspect, opposé à l'union, quiconque marchait avec Capponi ; ils se plaignaient surtout de l'invasion croissante des offices par les odieux *palleschi*. Ils avaient beau être légion, comme ils étaient sans état de maison, sans richesses, sans alliances, s'ils paraissaient

1. Dans ses quatre livres *Della Repubblica fiorentina* (1531) et dans son *Discorso intorno alla Riforma della Repubblica di Firenze* (1549). Voy. *Opere*, t. I.

redoutables, c'est que Tommaso Soderini et Alfonso Strozzi marchaient avec eux. Des deux parts on se reprochait l'ambition, la convoitise. Un magistrat était-il nommé ? On ne disait pas : il est ou n'est pas capable ; on disait : il est du peuple ou des *ottimati*. Capponi, pour sa sûreté, appelle-t-il au palais les jeunes hommes de sa faction, ceux de la faction adverse y accourent aussitôt sans être convoqués, et il n'ose les congédier. On se regardait, d'un camp à l'autre, comme font les dogues furieux, *alla cagnesca*. Or si le gonfalonier avait, selon son ami Vettori, la cervelle faite comme le pape, s'il était cupide et vindicatif, il était surtout irrésolu et, pour employer l'euphémisme de Varchi, non le plus courageux des hommes[1]. Les avertissements ne lui manquaient pas. — Vous serez mis en pièces, lui disait-on ; vous avez changé le bouchon et non le vin ; or le peuple veut un changement de vin[2]. — Il en eût fallu moins pour troubler jusqu'au fond de l'âme cette nature pusillanime, qui n'avait paru brave qu'avant d'assumer la responsabilité du pouvoir.

A défaut de courage et de résolution, Capponi n'était pas, du moins, dépourvu de clairvoyance. Il sentait bien que, pour dominer les partis, il lui faudrait recourir à ces forces extérieures et mercenaires dont Machiavelli eût voulu affranchir sa patrie. Mais si ce mouvement de recul était nécessaire, à qui s'adresser ? Les bandes noires passaient pour la meilleure infanterie de l'Europe : on les avait détruites, leur chef mort, en haine de leurs cruautés et pilleries, lorsque le marquis de Saluces

1. Varchi, liv. III, t. I, p. 165.
2. Busini, Lettre III, p. 13-15; Nerli, liv. VIII, p. 168, 169; Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 113; Varchi, liv. III, t. I, p. 164, 165.

capitulait dans Aversa, et faisait une retraite si différente de Bayard et de Louis d'Ars[1]. Francesco de Gonzaga, marquis de Mantoue, qui avait servi tout le monde, servait alors simultanément, en qualité de capitaine, l'Église et Florence. La République, défiante, économe, venait, les Medici chassés, de supprimer sa *condotta*. Restait seul à la solde Orazio Baglioni, avec cent cinquante chevau-légers, mille fantassins, quinze pièces de grosse artillerie, davantage de petite, et soixante mousquets, à porter à dos de mulet[2]. Baglioni meurt, et aussi bientôt son successeur Hugo Peppoli de Bologne, et, enfin, dans les prisons de Naples, les deux commissaires de guerre, Giambattista Soderini et Marco del Nero. Ainsi, plus de chefs et peu de soldats. La sécurité, l'avenir des Florentins dépendent des succès de la ligue, c'est-à-dire de la France, et c'est justement alors, nous le savons, qu'on a pu appeler l'Italie le tombeau des Français[3].

Pour regagner autant que possible le terrain perdu, une idée vint alors à Capponi, ingénieuse, si elle n'était sincère et comme un naturel produit de sa superstition. Il pensa, non sans raison, que si aux ennemis toujours nombreux des Medici[4] on joignait les gens véritablement religieux et sans esprit de parti, on déterminerait

1. Voy. sur les faits d'histoire générale Guicciard, *Stor. d'Ital.*, liv. XIX; Sismondi, t. X, au commencement; H. Martin, t. VIII.

2. Rel. de M. Foscari, t. I, p. 30.

3. Varchi, liv. VI, t. I, p. 303, 424; Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 96, 101, 102; Sismondi, t. X, p. 44.

4. Antonio Suriano, arrivant à Florence le 29 janvier 1528, écrit : « Les Florentins ne cessent de se plaindre d'avoir été privés de la liberté depuis 1434. Ce que d'autres appellent l'autorité des Medici, ils l'appellent, eux, la tyrannie. Ils ne tiennent pas compte de la période entre 1494 et 1512, et ils gémissent sur leurs quatre-vingt-dix ans de servitude. » (Rel. d'Ant. Suriano, dans Albèri, 2e ser., t. V, p. 409, 410.)

un large courant d'opinion, une sérieuse et solide majorité. Ces honnêtes dévots, c'étaient les *piagnoni*. Pour se rapprocher d'eux, il n'avait point à se faire violence : il les fréquentait déjà beaucoup, et notamment Fra Bartolommeo de Faenza, le principal d'entre eux en ce temps-là. Il honorait ouvertement la mémoire de Savonarola ; il en citait des phrases dans ses discours, il en imitait la mimique expressive, toute méridionale : avant de terminer ses harangues, il s'agenouillait comme lui pour invoquer la miséricorde de Dieu[1]. Aussi l'appelait-on hypocrite ; on le tournait en ridicule[2].

L'heure était propice pour ce rapprochement : Clément VII venait de s'échapper du château Saint-Ange (9 décembre), et les Florentins, inquiets de le voir libre, exigeaient l'éloignement de leur archevêque, le cardinal Ridolfi, homme de sa confiance[3]. En outre, au mois de juin suivant, si Capponi n'était réélu, il devrait rentrer dans la vie privée, ce dont il ne se souciait pas plus que la plupart de ceux qui ont bu à la coupe, moins amère sans doute qu'on ne le dit, du pouvoir. Mettre d'accord l'intérêt privé avec l'intérêt public, est d'une difficulté presque égale à la quadrature du cercle ; c'est pourtant l'essentielle condition des succès durables. Pour que celui de Capponi ne le fût pas, il fallait les circonstances extraordinaires de cette terrible période ; mais ce nautonier sans boussole put croire quelques jours qu'il avait bien pris le vent.

Le 9 février 1528, ayant convoqué le Grand Conseil, il y prononça un discours qui fit penser aux ser-

1. Nerli, liv. VIII, p. 169-170.
2. Cambi, t. XXIII, p. 5.
3. Varchi, liv. V, t. I, p. 322.

mons du *frate*. Il signala les maux, les dangers de la ville, il se jeta à genoux, il étendit les bras, il cria, les larmes aux yeux, Miséricorde! et, ce cri, toute l'assemblée, dans son émotion, le répéta après lui. C'était pour en venir à proposer Christ comme roi[1]. Faire appel au merveilleux en se rattachant à de chères traditions, répondait si bien aux tendances de l'imagination, crédule à ses heures, des sceptiques Florentins, que « sur onze cents conseillers que nous étions, écrit Cambi, il n'y eut que dix-huit fèves blanches[2] ». On dressa donc des registres où chacun alla inscrire son adhésion. Signer, ce n'était, pensait-on, s'engager à rien. Quoi! pas même à obéir aux ordres des gouverneurs? Non, pas même à cette nécessité primordiale. « Que cet engagement fut peu observé, dit Nardi, il le sait l'infaillible scrutateur des cœurs humains[3] »! C'est que, au fond, la foi n'y était plus. Les meilleurs croyants ne croyaient guère alors qu'on pût assurer à Florence le monopole du Christ. « Christ est roi de tous les chrétiens », disait avec bon sens Varchi[4]. Là est dans la conception de Capponi le défaut de la cuirasse. Son esprit en retard ne tenait pas compte du temps écoulé, des progrès d'esprit et de raison dus au génie de la Renaissance.

Il n'en est pas moins vrai que le calcul était juste pour le moment, et la justesse d'un moment, n'est-ce

1. Nerli, liv. VIII, p. 170; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 164; Varchi, liv. V, t. I, p. 329.
2. Cambi, t. XXIII, p. 11.
3. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 165.
4. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 542. Notre contemporain Pignotti appelle cet acte stupide. C'était, dit-il, soumettre Florence au vicaire du Christ, au pape, qui était un ennemi (Note d'Arbib à la p. 329 de Varchi). Mais c'était ce qu'avait fait Savonarola, aussi hostile à Alexandre VI que la génération suivante pouvait l'être à Clément VII.

pas tout ce que peuvent prétendre les calculs politiques? Sur ce mirage sacré de la protection céleste le gonfalonier réunissait le gros bataillon des dévots *piagnoni* aux *ottimati* et aux riches, pour le plus grand profit de Florence sans doute, mais aussi de sa réélection. Cette réélection, même autour de lui on la jugeait en soi chose mauvaise, parce que, dit son neveu Segni, un magistrat rééligible n'a plus d'autre but que d'être réélu [1]. Mais, dans l'espèce, en l'évitant, pouvait-on se flatter de mieux faire? Les ennemis de Capponi le crurent; ils lui opposèrent trois concurrents : Tommaso et Giovanvettorio Soderini, surtout Baldassare Carducci, qu'on surnommait *scimitarra* ou cimeterre, surnom significatif. C'était deux de trop. Toutefois, si le gonfalonier sortant n'avait eu pour lui que ses amis, il était battu d'avance. S'étant assuré les *piagnoni*, il battit haut la main les *libertini*. Le désir de la stabilité lui donna, d'ailleurs, bien des suffrages qui eussent aimé à se détourner de lui (10 juin 1528) [2].

Raffermi sur son siège, Niccolò Capponi pouvait, selon le vœu général, se montrer plus sévère que par le passé. Il soumet enfin à un *sindacato* ceux qui ont eu le maniement des deniers publics. C'est pour ce motif que Benedetto Buondelmonti et Roberto Acciajuoli, ce dernier tout frais débarqué de son ambassade, sont déclarés débiteurs de la commune et confinés pour quatre ans dans la tour de Volterre. Francesco Vettori s'en va vivre obscurément à Pistoia, pour se faire

1. Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 73.
2. Pitti, t. I, p. 152, 155; Nerli, liv. VIII, p. 170, 172; Varchi, liv. VI, t. I, p. 383, 396; Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 69, 70; *Vita*, etc., t. III, p. 318.

oublier. Francesco Guicciardini, de même, reste le plus souvent à la campagne, où, du moins, il ne perd pas son temps : il y écrit sa grande histoire. Il n'y a pas jusqu'à Filippo Strozzi, qui, tout beau-père qu'il est du gonfalonier, ne cesse de se croire en sûreté à Florence, et ne se retire à Lyon, sous prétexte d'y mettre de l'ordre dans ses affaires embrouillées. Ce « prince sans gardes » comme on l'appelait, et nullement ambitieux, si bien doué de la nature, si gracieux et si libéral, qui discourait « divinement » et l'emportait surtout par l'esprit; ce lettré délicat qui corrigeait, après Ermolao Barbaro, les manuscrits de Pline l'Ancien; cet homme vain et léger, mélange de vertus et de vices, qui ne regardait, en amour, ni à l'âge ni au sexe, qui prêtait aux puissants, pour en assurer l'appui à ses onze enfants, et qui eût supporté tout joug, pour garder ses biens ou même ses plaisirs, était suspect, parce qu'il avait brûlé ses livres de comptes. A sa prudence, à sa peur de comptable émigré la politique servit de couverture : il voulait réprimer les *palleschi* et marcher d'accord avec la France, deux points de constant désaccord avec son gendre[1].

Restait un ennemi, le plus dangereux de tous, ce Baldassare Carducci, qui venait d'être le concurrent de Capponi, et pouvait le redevenir à l'élection de l'année suivante : un écrit de Pier Filippo Pandolfini, imprimé à Sienne, supprimé à Florence, le recommandait formellement pour la charge suprême[2]. Plus que septua-

1. Busini, Lettre XIII, p. 101, 102; Nerli, liv. VIII, p. 167; Varchi, liv. VI, t. I, p. 392; liv. XII, t. II, p. 539, 540; Segni, *Storia*, liv. I, p. 27, 31, 65, 66; liv. II, p. 75.
2. Voy. Pitti, t. I, p. 172.

génaire, il était toujours l'homme de langue intempérante qui appelait naguère le pape régnant « tyran et bâtard. » Pour vivre en liberté, disait-il, verser le sang des *palleschi* est nécessaire. La nuit, dans sa chambre, il réunissait les jeunes gens : c'était, pensait-on, pour les pousser à prendre les armes, car il passait pour « prompt et efficace dans toutes ses actions[1] ». Au jugement même de ses amis, il se faisait trop grand, se produisait trop au dehors, accompagné de trop de monde. Lui, il protestait de ses intentions pures ; on ne le croyait pas, et il n'en restait pas moins populaire.

Capponi trouvait dans les coutumes florentines un simple et excellent moyen de n'avoir plus à le craindre : c'était de l'envoyer au loin en ambassade. Une provision, en effet, toujours en vigueur interdisait de refuser ces missions nullement lucratives, souvent même ruineuses. Le 23 octobre, les pouvoirs publics nommaient Baldassare orateur en France. Vainement objecta-t-il son âge, la fille qu'il avait à marier, les mille écus qu'il gagnait annuellement par sa profession d'avocat, le danger peut-être mortel d'un si long voyage au cœur de l'hiver, il ne put obtenir ni dispense ni délai[2]. Il reçut ses instructions le 11 novembre[3], et dut partir en décembre. La condamnation encourue par Matteo Strozzi, qui refusait d'aller à Venise, « le poussait par les épaules[4] ».

1. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 162.

2. Segni, *Storia*, liv. I et II, t. I, p. 65, 103; Busini, Lettre V, p. 28, 29; Lettre III, p. 10; Pitti, t. I, p. 166; Nerli, liv. VIII, p. 178; Varchi, liv. VII, t. I, p. 447.

3. Voy. ces instructions dans Desjardins, t. II, p. 1029. On en peut lire un passage, qui est une demande de secours à François Ier, dans Falletti, t. I, p. 251. Les lettres de créance, datées du 30 nov. et adressées à Montmorency, ont été publiées par Molini, *Doc.* 242, t. II, p. 127.

4. Tommaso Soderini, envoyé malgré lui à Venise, avait été plus habile

L'éloignement de ses chefs affaiblissait le parti dit de la plèbe, mais le courroux fut si vif dans ses rangs, et l'injustice parut si grande de contraindre un vieillard à courir au-devant de la mort, qu'une provision dut être presque aussitôt rendue, portant qu'à partir de soixante ans d'âge, nul ne pourrait être contraint d'aller au dehors exercer une magistrature. Dure leçon pour Capponi, d'autant plus dure qu'il gagnait peu au départ de son rival. *Uno avulso, non deficit alter*. Ce furent désormais les chefs des *palleschi*, Baccio Valori et Filippo des Nerli, qu'il trouva devant lui[1].

Sur d'autres points encore, et de plus graves, le gonfalonier de justice avait cessé de penser et de sentir comme la plupart de ses concitoyens. Ceux-ci, peu portés jadis aux fortifications et aux armes, parce qu'ils voyaient dans leur ceinture de montagnes le rempart naturel de leur ville, avaient changé d'avis sous l'aiguillon du danger, et ils reprochaient à Capponi de n'en point changer avec eux. — A quoi bon prendre en main, répondait-il, la pique ou l'escopette? Une petite armée ne peut s'emparer de Florence, ni une grande subsister assez longtemps pour en mener le siège à bonne fin. — C'était une erreur, mais ses amis l'y enfonçaient plus avant, pour d'autres motifs d'ordre intérieur. Donner des armes aux Florentins, disait Giovanni Serristori, ce serait la mort de Florence. Et Filippo des Nerli, *pallesco* enragé, criait à tout venant : J'ai peur d'un César[2]!

ou plus heureux : traînant en longueur pendant quinze jours, il avait fini par se faire envoyer commissaire à Arezzo. Voy. Busini, Lettre V, p. 29.

1. Busini, Lettres V et VI, p. 29, 39; Nerli, liv. VIII, p. 178.

2. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 155; Varchi, liv. VII, t. I, p. 450, 451; Sismondi, t. X, p. 64.

A vrai dire, il était de doctrine, à Florence, de n'armer, si l'on voulait affermir l'État, qu'une partie des citoyens. C'était le sentiment d'Alfonso Strozzi, entre autres, quoiqu'il appartînt au parti populaire. Chaque faction aurait voulu seule être armée, et les plus hardis avaient chance de l'obtenir, alors surtout qu'un péril croissant menaçait la ville. C'est ainsi que, au mois de décembre, la jeunesse commença par réclamer une enseigne. Pas d'enseigne sans porte-enseigne : on aura donc le chef jusqu'alors refusé. Capponi accorde une bannière en taffetas d'or, ayant d'un côté une liberté, de l'autre un saint sauveur, mais à la condition qu'elle ne sera point arborée, ni même attachée à une hampe, et qu'elle restera pendue à une colonne, dans la cour du palais[1], restrictions puériles et qui dissimulaient mal le dépit de la concession arrachée. Ce point gagné, le jeune Pandolfini, ennemi connu des Medici et tout ensemble du gonfalonier[2], réunit trois cents jeunes hommes et réclame le droit de former avec eux une garde pour la défense du palais[3]. Capponi cède encore : à tour de rôle, cinquante de ces volontaires en armes monteront la garde. Seulement, ils devront changer de chef tous les jours, et à force d'épurations habilement procurées, il ne restera plus bientôt dans ce corps suspect qu'une trentaine d'hommes qui ne soient pas les parents ou les amis du gonfalonier. Mais ces trente adversaires l'inquiètent tant[4], qu'il propose, lui, partisan du gou-

1. Nerli, liv. VIII, p. 174.
2. Voy. plus haut, p. 170.
3. « Per paura della guardia. » (Busini, Lettres III et VI, p. 11, 51); J. Pitti, t. I, p. 157; Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 77, 80; Varchi, liv. V, t. I, p. 326-327.
4. Varchi, liv. VII, t. I, p. 451.

vernement étroit, de les noyer dans l'océan populaire, en donnant des armes à tout le peuple, et il y devient si ardent qu'il fait solliciter les femmes dans les boutiques et les ateliers de la soie, de se prononcer en faveur de la démocratique innovation [1]. Il ira jusqu'à proposer cette milice générale que voulait Machiavelli, dont les cadres comprendront tous les hommes valides de dix-huit à trente-six ou quarante ans, et c'est le parti populaire qui s'y oppose, parce que, dans l'étroitesse de son esprit et de son égoïsme, il subordonne tout au désir d'être seul maître au palais. On peut le dire, chacun, en ces conjonctures singulières, fait le contraire de ce qu'aurait dû lui inspirer la logique de ses opinions.

Cette provision *della milizia e ordinanza del popolo fiorentino* fut rendue le 6 novembre 1528 [2]. Chaque quartier eut quatre gonfalons, un commissaire et un « sergent major » exercé aux armes. On n'a plus, comme jadis, la faculté de s'armer; on en a l'obligation. Encore faut-il s'entendre : cette obligation, universelle en droit, ne s'étendit, en fait, qu'à l'élite : il n'y eut que trois à quatre mille incrits, tous issus de parents habiles à siéger au Grand Conseil. Était-ce le vieil homme qui reparaissait avec sa conception étroite et faussée de la démocratie, ou fut-ce un moyen de déjouer l'intrigue déjà signalée du parti populaire voulant seul dominer au palais? On ne saurait le dire. Quoi qu'il en soit, le parti populaire se trouva comme noyé dans le grand

1. Varchi, liv. VII, t. I, p. 151.
2. La provision sur la milice a été publiée dans *Arch. stor.*, 1a ser., t. I, p. 397-409. Cf. Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 76; Varchi, liv. VII, VIII, t. I, p. 451, 482; Pitti, t. I, p. 157-160, qui entre dans de grands détails sur l'organisation. Voy. aussi Falletti, t. I, p. 427-429, qui donne en note des fragments du texte.

nombre[1], et il y eut cependant une élite jusque dans l'élite : dix-sept cents de ces miliciens ont l'arquebuse; mille, des piques; le reste est armé de hallebardes ou d'épées à deux mains. Bientôt, au commencement de l'année suivante, les miliciens obtiennent le droit de nommer leur chef, et l'on appelle, pour les discipliner. plusieurs officiers des bandes noires[2]. Quand le gonfalonier et la seigneurie les passèrent en revue devant la cathédrale, on admira les beaux vêtements, l'aspect guerrier, la bonne discipline, l'apparence d'union[3]. On ne saurait se figurer, écrit Varchi, avec quelle rapide facilité cette milice devint parfaite[4]. Bientôt, toutefois, se refroidit cet enthousiasme. Un an à peine écoulé, ces paroles découragées se font entendre dans les *consulte :* sans lansquenets ni Suisses, comment rompre l'armée ennemie[5]? Il fallut voir les milices dans les grandes épreuves du siège, pour prendre un juste sentiment de leur vaillance et de leur utilité.

Cette séance même où la provision fut votée avait eu ses orages, dont les conséquences furent trop graves pour pouvoir être passées sous silence. Jacopino Alamanni déclarait à voix haute que quiconque donnerait une fève noire ne pouvait être qu'un « triste ». — Il n'a pas de cervelle! — crient Leonardo Ginori, gendre de Tommaso Soderini, mais parent du gonfalonier, et Alfonso Capponi, fils de celui-ci. — On en veut revenir aux Medici! — disent d'autres au sortir de l'assemblée.

1. Nerli (liv. VIII, p. 175) le déclare formellement.
2. Nerli, liv. VIII, p. 175; Varchi, liv. VIII, t. I, p. 482; Pitti, t. I, p. 168-172; Provision du 6 novembre, *loc. cit.*
3. Pitti, t. I, p. 168-172.
4. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 483.
5. Pratique du 11 nov. 1529, dans Falletti, t. I, p. 428, 429.

Les propos se croisent, fort peu parlementaires. Alfonso Capponi passe devant les jeunes gens qui montent la garde : — Grâce à Dieu, s'écrie-t-il, on va chasser de là cette marmaille [1] ! — Avant qu'on la chasse, réplique Jacopino Alamanni, tu seras pendu ! — Tu as tort, interrompit Ginori ; il n'a rien dit d'offensant pour toi. — Tout en disputant, ils traversent la place. Alamanni brandit son poignard. Ginori se croit menacé, rompt, pare avec son manteau, trébuche, tombe. Alamanni croit l'avoir touché et se sauve ; mais il est signalé aux sbires des Huit et appréhendé au corps, quoiqu'il appelle à son secours et la garde et le peuple. Si Pier Salviati essaye de le défendre, Pier Vettori prête main-forte à la police. La seigneurie tenait encore conseil. Informé de cette aventure, Niccolò Capponi, dit-on, s'évanouit, et il fallut l'emporter dans sa chambre. Le tumulte permit de fermer le palais : la jeune garde, tout entière aux incidents de la place, n'y fit point résistance [2].

Aussitôt, les amis du gonfalonier, substituant leur énergie à sa faiblesse, réunissent en son nom le terrible tribunal qui avait remplacé la *Quarantia*, qui était composé des seigneurs, des Dix, des Huit, et dont les arrêts n'étaient point susceptibles d'appel au Grand Conseil. Pour arme, ils avaient la vieille provision qui déclarait crimes d'État les agressions commises sur la place ou autour du palais, arme terrible entre des mains ennemies. Ces mains épargnent la torture à l'accusé, mais elles signent sa condamnation à mort, malgré Baldas-

1. Fanciullaia.
2. Varchi, liv. VII, t. I, p. 452-454 ; Pitti, t. I, p. 160 ; Nerli, liv. VIII, p. 173 ; Paoli, p. 186 ; Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 81.

sare Carducci, qui était des Dix et différait le plus possible de partir pour la France. Chef du parti populaire, il insistait pour qu'on eût égard à la jeunesse d'Alamanni[1]. Le soir du même jour, cinq heures à peine après la vénielle faute, tombait sur le billot la tête du condamné. Au moment de mourir, il ne prononça, dit-on, que ces seules paroles : — Si le peuple de Florence fait ainsi à chacun sévère justice, il maintiendra sa liberté, — propos équivoque où l'on peut voir l'ironie et le blâme comme l'approbation[2]. Il est bien difficile de croire que la victime ait approuvé sa sentence, quand presque toute la population s'en indignait, disant que si la jeunesse avait des manières trop insolentes, il fallait des Alamanni pour surveiller les fauteurs du pape[3]. Cet excès de pouvoir n'était qu'un incident, car le supplicié ne jouissait encore d'aucune autorité dans la ville; mais cet incident avait son importance : il mettait fin, selon Nerli, au triumvirat populaire Carducci-Strozzi-Soderini[4]. Surtout la secte des jeunes gens y perdait sa considération, pour n'avoir pas su défendre un des siens, et l'opposition se trouvait arrêtée dans sa marche ascendante[5].

Capponi aurait dû en profiter pour reprendre la sienne : il ne sut ou ne put. Il était décidément impo-

1. Ainsi disent tous les auteurs, sauf Segni (*Storia*, liv. II, t. I, p. 82) qui prétend qu'il n'y eut qu'une seule fève blanche contre la condamnation, et que c'est Capponi, non Carducci, qui l'avait déposée. Propos d'apologiste, évidemment.

2. Busini, Lettre V, p. 24; Varchi, liv. VII, t. I, p. 453-55; Paoli, p. 186; Pitti, t. I, p. 160; Nerli, liv. VIII, p. 173, 176; Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 81.

3. Ainsi parle Pitti, t. I, p. 165.

4. Nerli, liv. VIII, p. 177; Varchi, liv. VIII, t. I, p. 486.

5. Varchi, liv. VII, t. I, p. 455.

pulaire. Supérieur par sa naissance, ses alliances, ses richesses à ses compagnons de pouvoir, il leur marquait peu d'estime. Il ne donnait audience qu'aux personnes les plus considérables, et ses collègues des diverses seigneuries le lui reprochaient[1]. Comme il arrive sous les gouvernements tout ensemble libres et faibles, on l'attaquait presque ouvertement. Quand fut définitivement organisée la milice, aux derniers jours de janvier 1529, quatre jeunes gens, tous laïques, furent chargés de prononcer des discours d'inauguration dans les églises de San-Spirito, Santa-Maria-Novella, San-Lorenzo et Santa-Croce[2]. Les amis du gonfalonier louèrent son œuvre, plus que sa personne : Luigi Alamanni, un de ces orateurs laïques, dit en chaire que Florence sans milice était boiteuse et comme sur un pied, tandis qu'avec la milice elle reposait sur ses deux pieds[3]. Quant à ses adversaires, comment avaient-ils aussi obtenu la parole? Pier Filippo Pandolfini, un d'eux, était chargé de la harangue à San-Lorenzo. Pitti nous apprend « qu'il esquissa avec un talent admirable les manières suspectes de qui gouvernait[4] ». Il attaqua les citoyens tyranniques, et ceux de ses auditeurs que pouvait atteindre le reproche regardaient autour d'eux avec défiance. Puis, s'élevant aux vues générales, il préconisa le gouvernement par les médiocres, c'est-à-dire par les classes moyennes, par les offices de courte durée, confiés à des amis du peuple. Il osa prêcher la désobéissance aux chefs qui agissent contre la liberté. Il donna la justice

1. Cambi, t. XXIII, p. 40.
2. Continuateur de Landucci, p. 368.
3. Ms. de la Magliabech., cl. VIII, cod. 1403, dans *Arch. stor.*, 1a serie, t. I, p. 393.
4. Pitti, t. I, p. 168.

pour base à l'union, sans entreprendre de dire ce qui était juste. Il déclara que la ville devait avoir pour unique maître le Grand Conseil. Il appela le pouvoir des Medici une tyrannie non seulement superbe et cruelle, mais pleine aussi d'ignominies et de scélératesses. Il rappela que personne n'avait pu jamais résister à la haine du grand nombre, par où il semblait réclamer la révocation du gonfalonier de justice[1]. Ce discours fut un événement.

Que pouvait-on contre le téméraire? On lui avait donné la parole, et s'il venait d'en user librement, c'était sans nommer personne, en termes discrets. On le cita sans profit devant les Huit, avec deux autres membres de cette société de jeunes gens qu'on appelait *compagnia de' fedeli*[2]. Une condamnation était difficile, et elle n'eût remédié à rien. L'effet était produit, et si bien produit, qu'on intrigua pour obtenir une provision interdisant d'élire pour la troisième fois le gonfalonier de justice, sans que Capponi osât s'y opposer (15 avril)[3]. « La secte des nobles et des puissants, écrit Varchi, qu'on appelait secte de Niccolò pour lui nuire, était abaissée et mécontente, mais beaucoup plus encore le gonfalonier lui-même[4] ». Les deux partis se trouvaient donc également en désarroi, et il n'y avait, pour la conduite de la politique intérieure, pas plus d'autorité au pouvoir que dans l'opposition.

Capponi n'était plus libre de ses mouvements que dans les négociations de la politique extérieure, et cela

1. Même ms. de la Magliab., dans *Arch. stor.*, 1a ser., t. I, p. 393-94.
2. Pitti donne l'acte d'accusation (t. I, p. 169-171).
3. Pitti, t. I, p. 173.
4. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 486.

parce que la place publique et les Conseils eux-mêmes ne connaissaient pas les dépêches qu'il adressait aux agents de la République à l'étranger. Mais les difficultés de la situation devenaient vraiment inextricables. On voyait les Français battus, les Espagnols maîtres de l'Italie, Venise exécrée, Florence abandonnée. Clément VII, ne pouvant plus compter sur ses alliés, cédait à la destinée, ne restait pas insensible aux mille avances de l'empereur confus et presque repentant[1]. — Ces gens veulent, disait-il, que je fasse l'empereur maître de l'Italie, et je le ferai[2]. — Capponi ne connaissait sans doute pas cette menaçante boutade, mais il voyait nettement les embarras du pape. — « Si le roi n'y remédie, écrivait-il à Soderini, évêque de Saintes, orateur en France avant Carducci, tout ira mal pour nous. Saint Pol sera sans doute contraint de se retirer, et sa Sainteté acceptera l'alliance de César. En France, les choses sont mal gouvernées, sans capacité ; le roi n'en a cure. Rappelez aux Français que, s'ils ne défendent pas l'Italie, il leur sera, un jour, plus malaisé de défendre la France[3]. »

Lui-même, dans les alliés de Cognac il voyait non de vrais alliés, mais des gens qui tiraient chacun à soi la couverture. Tandis que Lautrec opérait dans le Napolitain et Saint-Pol en Lombardie, Venise voulait affaiblir l'Espagne, sans permettre que la France lui devînt très

1. Voy. le détail de ces avances, avec l'indication des textes, dans Falletti, t. I, p. 217.

2. Jano Calvo Salimbeni à la Balie de Sienne. Viterbe, 29 juin 1528. Arch. di Stato à Sienne, Lettere alla Balia, dans Falletti, t. I, p. 208.

3. Nic. Capponi à l'évêque de Saintes, 18 nov. 1528, dans Albèri, *Assedio di Firenze*, p. 233. Flor. 1840. Cf. du même à Bald. Carducci, 24 mars 1529, dans Desjardins, t. II, p. 1024.

supérieure, car elle redoutait l'une autant que l'autre pour ses possessions de la Pouille. Ferrare craignait une entente du pape et du roi, dont elle eût payé les frais. Des calculs analogues rendaient tiède le duc de Milan. De tous ces confédérés, Florence était la plus désintéressée : sans prétentions à détruire ou diminuer personne, sans ambition conquérante, elle ne cherchait qu'à se garantir des Medici. Son embarras venait surtout de ce que Clément VII était un de ces Medici et de ces confédérés. Il ne pouvait faire un pas sans qu'on tremblât à Florence[1]. Ces inquiétudes s'augmentaient encore des sollicitations ardentes dont on pressait les Florentins. Andrea Doria, le célèbre amiral, voyant à Gênes Carducci, qui se rendait en France, lui représentait que sa patrie devait s'allier à l'empereur ; que François Ier, tout entier au désir de ravoir ses deux fils, otages à Madrid, avait donné carte blanche à Charles-Quint, pour s'emparer de l'Italie, sans réserve aucune en faveur des amis et alliés de la couronne de France. Et comme son interlocuteur persistait à prétendre que l'Italie et le roi très chrétien auraient des forces suffisantes pour tenir César en échec, Doria impatienté demandait qu'on lui envoyât de Florence quelqu'un d'autorisé, à qui il pût dire toute sa pensée[2]. N'ayant reçu âme qui vive, il finit plus tard, un peu avant le traité de Barcelone, par envoyer Luigi Alamanni sur

1. Voy. Consulte e pratiche, 10 déc. 1527, dans Falletti, t. I, p. 200.

2. B. Carducci aux Dix, Gênes, 17 déc. 1528, dans Capponi, t. II, p. 403, d'après un ms. du temps, provenant de sa bibliothèque. On faisait beaucoup parler Doria. « Il ne dit point ce qu'on lui fait dire ; il dit seulement que la cause française est perdue en Italie. » (Ottaviano Sforza à Montmorency, grand maître, 14 juin 1529, dans Molini, *Doc.*, t. II, p. 203.) Il est vrai qu'Ottaviano, évêque de Lodi, passa pour avoir été traître à l'Italie. Molini parle de lui fort durement. (Note à la page 209.)

les bords de l'Arno. Ses propositions trouvèrent des défenseurs dans les pratiques; pas assez, toutefois, pour qu'elles y fussent acceptées [1]. Visiblement, les Florentins pensaient sur ces choses comme Carducci, non comme Capponi.

Capponi ne s'en obstinait pas moins dans son idée; bien plus, il voulait la faire prévaloir malgré ses concitoyens et à leur insu. Ses dépêches confidentielles à Carducci, qui le renseignait avec une incontestable loyauté, montrent bien qu'il penchait toujours vers les Impériaux. S'il continue à demander en France des hommes et des subsides, on voit clairement qu'il n'espère rien. « Le roi et les Vénitiens, écrit-il, n'agissent jamais d'accord, ni à propos. C'est ainsi qu'on jette l'argent sans profit. » — Souvent il dit que Florence agira au mieux de ses intérêts: vraie menace dans sa bouche. — « Je n'ai cessé d'envoyer des espèces en Pouille. Les Français devraient penser à leurs soldats, se rappeler que Saint-Pol se trouvait en Lombardie, sans hommes et sans argent [2]. Je doute que les choses de la ligue, et en particulier les nôtres, finissent bien, si Dieu ne nous aide pas par ses miracles, comme il a fait autrefois. Je ne suis ni Espagnol, ni Français, je ne veux que le salut de la ville [3]. »

Il n'a pas tout à fait tort: bientôt plus d'un Florentin pensera comme lui sur la désorganisation et l'impuissance de la ligue: ils montreront l'épuisement de leur patrie et la difficulté de reprendre la guerre au

1. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 544; Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 103.
2. Nic. Capponi à B. Carducci, 13 avril 1529. Desj., t. II, p. 1017, et Albèri, *Ass. di Fir.*, p. 236.
3. Du même au même, 24 mars 1529. Desj., t. II, p. 1026-27.

début de l'hiver[1]. Les troupes florentines étaient sans chef : elles en avaient bien un nominal, Ercole d'Este, fils du duc Alfonso de Ferrare[2] ; mais ce prince était trop jeune pour commander une armée ; aussi Varchi blâme-t-il la *condotta* elle-même autant que ses clauses[3]. Malgré les vingt mille écus de solde, le duc retenait son fils, sous prétexte de l'âge, en réalité pour ne pas être enveloppé dans les disgrâces de la France. Il envoyait aux Florentins un vulgaire lieutenant, et il faisait sa paix avec l'empereur[4]. La déception fut cruelle. Comment Florence n'eût-elle pas fondé son espoir sur le jeune seigneur qui venait d'épouser Renée, fille de Louis XII, belle-sœur de François Ier, et sur toute cette famille d'Este qu'une haine héréditaire séparait des Medici[5] ?

De même que le commandement vaquait, les fortifications restaient fort loin d'être terminées. Le cardinal Giulio les avait entreprises en 1521 ; mais les *ottimati* voulaient en entraver l'œuvre, soit qu'ils la jugeassent suffisante, soit plutôt qu'ils voulussent l'accord avec le pape. Du moins Michelangelo Buonarroti les accusait de nourrir ce noir dessein. Membre de l'office des Neuf de la milice[6], et tout indiqué par ses connaissances

1. Leonardo Parumbo à Montmorency, Ferrare, 21 août 1529, dans *Arch. stor.*, Append., t. I, p. 463.

2. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 456-459, et Ant. Suriano, Rel. dans Albèri, 2e ser., t. V, p. 423. Suriano donne les clauses de la convention.

3. Varchi, liv. VII, t. I, p. 459-461.

4. Busini, lettre III, p. 12; Segni, p. 114; Relation de Carlo Capello, dans Albèri, 2e sér., t. I : 31 juillet 1529, nº 35, p. 183; 7 août, nº 37, p. 187; 21 août, nº 42, p. 201; 19 nov., nº 45, p. 247; 3 janv. 1530, nº 81, p. 259.

5. Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 114; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 157.

6. Il avait été nommé à cet office le 10 janv. 1529. Voy. Falletti, t. I, p. 153.

spéciales, il s'occupait bénévolement, et sans titre officiel, de ce grand travail; il constatait souvent, le matin, l'absence des hommes que, la veille au soir, il avait embauchés, et il poursuivait de sa haine la faction peu patriote des *ottimati*, surtout le gonfalonier chef de cette faction [1]. Il était à ce point dans le large courant de l'opinion florentine, que, le 6 avril 1529, malgré Capponi, les Dix osent le nommer gouverneur général et procurateur sur les fortifications [2]. Deux jours plus tard, comme on n'en pouvait poursuivre l'urgent labeur sans endommager nombre de propriétés, les Neuf de la milice recevaient l'ordre d'en faire estimer la valeur et créditer les propriétaires sur le *Monte*, avec intérêt à 5 0/0, et Michel Ange restreignait le périmètre de l'enceinte, qui eût exigé, d'après les plans primitifs, un trop grand nombre de défenseurs [3]. Contre un mauvais vouloir opiniâtre il était soutenu par les pratiques, bien résolues à armer la ville par tous les moyens [4].

C'est donc, on peut le dire, malgré le principal magistrat de Florence que tout se faisait dans Florence. Capponi, chef d'État, ne pouvait guère plus agir qu'en conspirateur, par des négociations secrètes. Son vrai support, c'était le pape [5] qui le secondait en protestant d'un ardent amour pour sa patrie, en déclarant qu'il ne désirait pour sa famille que d'en voir les divers membres

1. Busini, lettre XIII, p. 103; Falletti, t. I, p. 153, 177. Sur les fortifications voy. Falletti, t. I, p. 421 sq.

2. Le décret est dans *Giorn. Arch. tosc.* t. II, p. 66, et dans Falletti, t. I, p. 153. Cf. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 490.

3. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 161.

4. Pratiques des 11 juin et 18 juillet 1520, dans Falletti, t. I, p. 29.

5. Ant. Suriano (Rel. dans Albèri, 2e ser., t. V, p. 424) dit que Capponi voulait en tout dépendre de la volonté du pape, et qu'il ne seconda jamais ceux qui étaient hostiles à Clément VII.

rentrer et rétablis dans la possession de leurs biens [1]. Ses mensonges faisaient des dupes, si haut que parlassent ses actes. Comment n'était-on pas éclairé, quand on le voyait donner le chapeau au bâtard Hippolito (10 janvier 1529) ? C'était réserver la dignité civile à l'autre bâtard, Alessandro, qui lui tenait plus au cœur. Varchi pourtant s'y est trompé comme ses contemporains : il ne croyait pas possible qu'on préférât un déplaisant moricaud à son cousin plus beau, plus aimable, plus lettré [2].

Capponi se flattait d'obtenir de Clément VII un accord, en lui sacrifiant le gouvernement populaire, qu'ils détestaient tous les deux. Il proposait de revenir au gouvernement étroit, en donnant aux Quatre-vingts un mandat viager, pour conduire les grandes affaires, et en réduisant, pour les petites, le Grand Conseil à cinq cents membres, pas marqué vers l'aristocratie, vers l'oligarchie [3]. Guicciardini entrait naturellement dans ces vues, si conformes aux siennes : il voyait dans un accord le moyen de sauver ce qu'il appelait la liberté, et qui était bien peu de chose ; mais il reconnaissait, quoique *pallesco*, qu'on pourrait craindre d'être joué par Clément VII [4], et Filippo des Nerli, *pallesco* lui aussi, était plus affirmatif : à son avis, le pape « feignait » de vouloir respecter la liberté ; le pape et Capponi se trompaient à l'envi, l'un attendant une occasion favo-

1. Pitti, t. I, p. 154.
2. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 478.
3. Busini, lettre XI, p. 39, 40; G. Capponi, t. II, p. 400, 401. Ce descendant de Niccolò Capponi mérite l'attention quand il explique son ancêtre, mais il faut se tenir sur ses gardes, parce qu'il en a épousé les idées.
4. Fr. Guicciard. à son frère Luigi. Bologne, 3, 4 déc. 1529. *Op. ined.*, t. IX, p. 139, dép. 48.

rable, l'autre spéculant sur les maladies, sur la mort plus ou moins prochaine du père des fidèles[1]. La candeur du gonfalonier touche ici à la niaiserie, si tant est qu'on puisse appeler candide le chef élu d'un État populaire qui veut lui imposer le gouvernement étroit[2], qui a une diplomatie, une politique à l'insu et contre les vues de ses concitoyens, qui viole la constitution dans sa lettre comme dans son esprit.

Quand et comment s'étaient engagées ces mystérieuses, ces coupables négociations? C'est comme une histoire à part, qui nous ramène de quelques pas en arrière. S'il faut en croire Segni, dès la fin de 1527 ou le commencement de 1528, Capponi aurait été autorisé à écrire comme de son chef au pape, pour lui donner de bonnes espérances, mais sans rien conclure, et en communiquant tout aux pratiques[3]. L'intermédiaire était Jacopo Salviati, l'homme de confiance, le principal secrétaire de Clément VII, depuis la retraite de Giberti[4]. Il s'était réfugié à Rome devant la colère de Lorenzino, dont il réprouvait l'absolutisme[5], mais il avait épousé Lucrezia des Medici, sœur de Léon X, cousine de Clément VII, tante d'Hippolito, mère du cardinal Giovanni Salviati, belle-mère de Giovanni des bandes noires. Varchi a beau appeler Lucrezia « la plus digne et vénérable matrone qui se soit jamais rencontrée[6] »;

1. Nerli, liv. VIII, p. 173.
2. Voy. dans l'édition de Nardi par A. Gelli un texte de lettre qui le prouve (t. II, p. 150). Ce texte se trouve aussi dans Falletti, t. I, p. 237 et note.
3. Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 62; *Vita*, etc., t. III, p. 319.
4. Sismondi, t. X, p. 96. Voy. Lettres de Jac. Salviati au comte Baldassare de Castiglione, nonce en Espagne, Rome, 22 déc. 1528; au card. Santa Croce, Rome, 24 avril 1528, dans *Lettere di principi*, t. I, p. 118-120 v°; p. 117.
5. Segni, *Storia*, liv. I, t. I, p. 63.
6. Varchi, liv. VI, t. I, p. 426.

Busini a beau dire que Salviati, très honoré, très religieux, était plus porté vers la liberté que vers la tyrannie, puisqu'il devait s'écrier en mourant : — Le pape est un méchant homme, il veut ruiner Florence, je ne l'aurais jamais cru[1], — il est bien clair qu'on ne pouvait négocier par un tel intermédiaire que sur les bases d'une restauration des Medici, ce dont, justement, les Florentins ne voulaient en aucun cas.

Mais cet obstacle n'était point pour arrêter Capponi. Il se sentait irrésistiblement entraîné : pas un de ses parents qui ne comptât parmi les *palleschi*[2]. S'il est vrai, comme on l'a prétendu[3], qu'il se réservât, au cours des négociations, de n'admettre les Medici dans Florence qu'à titre de particuliers, il faisait preuve de peu de clairvoyance : de si grands personnages, quand on leur laisse mettre un pied chez soi, en ont bientôt mis quatre. Clément VII le savait bien, avant que La Fontaine l'eût dit : voilà pourquoi, n'ayant pas encore Charles-Quint à sa disposition, il se montrait conciliant et disait tenir surtout à être rappelé par sa patrie elle-même. Au fond, ce à quoi il tenait, c'était à son rappel : prince reconnu de la Toscane, il aurait eu plus d'autorité pour négocier que banni et solliciteur de l'étranger. Il était dans son rôle ; c'est Capponi qui n'était pas dans le sien. Capponi se prêtait à l'équivoque, et les lettres qu'il recevait de Rome témoignent de ses ténébreuses menées : ces lettres commençaient par des détails de peu d'importance ; un trait à la marge indiquait le début des lignes qui méritaient attention. Il n'en disait pas moins à tout venant qu'il

1. Busini, lettre XI, p. 80.
2. *Id.*, lettre VII, p. 58.
3. Falletti, t. I, p. 229.

n'ajoutait aucune foi aux paroles du pape[1]. Heureux si trop de foi dans ses propres idées et un trop grand désir de rester en place n'eussent fait de lui un fourbe, après tant d'années d'honnêteté!

Ce qu'ils ne savaient pas, les Florentins le devinaient. Ils accusaient le gonfalonier de vouloir mettre aux mains des grands la partie du pouvoir qu'il ne garderait pas pour lui-même. Ses doctrines et son ambition leur étaient également suspectes[2]. Ils avaient eu vent du mariage, resté jusque-là mystérieux, de son fils avec une fille de ce Francesco Guicciardini « non moins dévoué à Clément, dit Pitti, qu'ennemi du peuple florentin[3] ». Dans le principe, les négociations leur étant communiquées, ils invitaient Capponi à les rompre. Le 16 juillet 1528, elles étaient tellement avancées, qu'on croyait généralement à la conclusion d'un accord dans les quinze jours, sur les bases du retour des Medici à titre privé[4].

Les quinze jours en ayant duré plus de trente, la face des choses eut le temps de changer, par le cours imprévu des événements. Lautrec, mort le 16 août, était remplacé par l'incapable marquis de Saluces, d'où les premiers succès du prince d'Orange, précurseurs de bien d'autres[5]. Plus d'hésitation dès lors chez le pape:

1. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 169, 170; G. Capponi, t. II, p. 402.

2. Cambi, t. XXIII, p. 40; Pitti, *Storia*, t. I. p. 172, et *Apologia de' cappucci*, dans *Arch. stor.*, 1a ser., t. IV, part. II, p. 346 sq.

3. Pitti, t. I, p. 157. Cf. Busini, lettre VI, p. 39. Que la réputation de Guicciardini fût méritée, on le voit au conseil qu'il donna au pape de ne pas abandonner la partie, parût-elle désespérée. *Discorsi politici.* Disc. XIV, *Op. ined.*, t. I, p. 361.

4. Jano Calvo Salimbeni à la Balie de Sienne, 16 juillet 1528. Texte dans Falletti, t. I, p. 229. Le passage dont il s'agit est en chiffres dans la lettre originale.

5. Voy. Sismondi, t. X, p. 41, 43.

s'entendre avec l'empereur, endormir et diviser Florence, tel est plus que jamais son but[1]. Il faut donc que sa patrie le traite en ennemi, et c'est à peine si elle l'ose, même dans les pratiques les plus étroites, les plus restreintes, car, devant les principaux *palleschi*, qu'y appelait obstinément Capponi, si le vote restait libre, la parole ne l'était pas : malgré le serment prêté de garder le secret, leurs indiscrétions d'ennemis étaient toujours à craindre[2].

C'est pourquoi il parut nécessaire de s'affranchir de cette gêne, de conjurer ce péril. Le 27 août 1528, était rendue une provision de défiance, portant que dans les Conseils étroits des Quatre-vingts et des Dix interviendraient seulement les *arruoti* que désignait tous les six mois le Grand Conseil, à raison de cinq par quartier[3]. C'était enlever au gonfalonier le moyen jusqu'alors si aisé de s'assurer partout une majorité docile, en adjoignant aux offices des *arruoti* ou *richiesti* à sa discrétion. Vexé autant que blessé, Capponi ne sut pas dissimuler son dépit : il faisait dire à Salviati de s'adresser désormais aux Dix pour ses communications, attendu qu'il ne voulait rien faire par lui-même. Voilà, du coup, les Dix suspects à leur tour. Une pratique, sous l'influence de deux de ses membres, Alfonso Brozzi et Tommaso Soderini, fait rendre une provision (10 décembre 1528)

1. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 173. Pour Gino Capponi, son ancêtre tomba dans le piège. Falletti (t. I, p. 230) le réfute et croit que, même en 1529, Clément VII se contentait encore du retour privé. L'erreur nous paraît évidente. Toute la question est de savoir si Niccolò Capponi fut toujours dupe ou, ayant été dupe, devint plus ou moins complice.

2. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 168. Ces assertions ont de la gravité dans la bouche de Nardi, car il n'est pas un ennemi du gonfalonier, comme on peut le voir à la page 172 de cet auteur.

3. Pitti, t. I, p. 157.

portant qu'à l'avenir les vingt *arruoti* réglementaires et les anciens Dix délibéreront avec les Dix en exercice et avec le gonfalonier, non assisté des membres de la seigneurie : ceux-ci vivent trop avec lui pour qu'on ne tienne pas à le priver de leurs huit fèves. Ainsi annihilés, et froissés à leur tour, les seigneurs ripostent en décidant, à la majorité légale de six fèves sur neuf, que le gonfalonier n'entrera plus sans eux dans aucune pratique. C'est le conflit entre les pouvoirs publics. Capponi s'en trouve plus libre de recevoir seul les ambassadeurs, de poursuivre ses négociations avec Rome, malgré la provision formelle qui lui ordonne d'y mettre fin. Mais la position n'est bientôt plus tenable : pour l'améliorer ou pour en finir, notre homme, au sein du Grand Conseil réuni pour l'élection de la nouvelle seigneurie, se démet de ses fonctions. Là-dessus, on crie, on proteste : ce serait, disent les uns, comme faire le parlement ! — Pure comédie ! ajoutent les autres : Niccolò savait bien que les collèges n'accepteraient pas sa démission ; il ne cherche qu'à regagner la faveur populaire[1] ! — Et, de fait, il n'en fut rien, pour le moment du moins. Mais les choses, en ce qui le concerne, se hâtaient vers la fin.

Ce n'est pas qu'il fût entouré d'adversaires dans la nouvelle seigneurie. Il y disposait, comme dans la précédente, de six fèves, en comptant la sienne, c'est-à-dire de la majorité légale ; mais sur ses cinq partisans, s'il faut en croire un vieux manuscrit, deux, ayant fait banqueroute, désiraient brouiller les cartes, pour ne pas aller aux *Stinche*, et trois étaient prêts à toute scélérate

1. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 487 ; Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 114, 131 ; Rel. d'Ant. Suriano, t. V, p. 415 ; Nerli, liv. VIII, p. 172, 179.

entreprise[1]. Quant à ses deux adversaires, l'un, Francesco Valori, aurait dû être de son bord, comme allié aux Medici[2]; mais son inimitié personnelle envers Capponi emportait tout. L'autre, Jacopo Gherardi, quoique issu, lui aussi, d'une famille où l'on ne comptait guère que des créatures des anciens maîtres, s'était toujours tenu à l'écart, et on l'y avait tenu. Très riche, réputé pur et courageux, ami de la liberté et du bien public, Busini l'égale à Baldassare Carducci, avec cet avantage même qu'il n'était pas ambitieux[3]. Tous les auteurs, à vrai dire, ne lui sont pas aussi favorables: sans nier son esprit, Varchi le montre, lui, le membre le plus âgé de la seigneurie, se mêlant aux bombances, aux danses, aux jeux, aux querelles des jeunes gens[4]. Il clabaudait journellement contre le gonfalonier son chef; il cherchait l'occasion de quelque scandale. Ayant vu sur les murs un portrait esquissé au crayon et qui grossièrement rappelait Capponi, sur la tête il fit crayonner une couronne. L'accusation était à peine déguisée, et elle eut du retentissement[5].

Si Gherardi avait vraiment les desseins qu'on lui prête, le hasard le servit à souhait. Un jour, le 16 avril, pour ramener à soi ceux de ses collègues qui se montraient peu favorables à une seconde réélection, maintenant en charge pour une troisième année le gonfalonier de justice, Capponi leur montrait une foule de lettres,

1. Extrait d'un ms. qui était aux mains de Nic. Carducci, fils de Fr. Carducci, dans *Arch. stor.*, Append., t. VII, p. 263.

2. Par l'intervention du pape, sa sœur avait épousé Donato Tornabuoni, *pallesco* comme toute sa famille. On sait que la femme de Lorenzo l'ancien était une Tornabuoni. Voy. Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 132.

3. Busini, lettre XIII, p. 98, 99; Cambi, t. XXIII, p. 42.

4. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 499.

5. Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 132-34.

venues de Pouille et de Lombardie, qui l'avisaient des progrès de l'armée française. Une de ces lettres tomba, et il ne s'en aperçut point[1]. Gherardi la trouve, la ramasse, la lit, et tout d'abord n'en souffle mot. On alla dîner, on se lavait les mains. Tout entier à sa précieuse découverte, il retroussait ses manches plus que d'habitude. — Vous voulez donc vous battre à coups de poings? lui dit en plaisantant Capponi. — A voir ce que vous faites, répond brusquement Gherardi, il faudrait bien en venir aux poings avec vous! — Cette brusque repartie ôta au dîner sa liberté ordinaire. Chacun était confus ou occupé de ce commencement d'altercation. Sachant enfin quelle en est l'origine, le gonfalonier prie son collègue de ne rien dire. Si celui-ci le promit, comme on l'assure, il se ravisa bientôt, pour ne pas tomber dans la même faute qu'il reprochait assez justement à Capponi, d'avoir des secrets pour les autres membres de la seigneurie[2].

La lettre perdue était chiffrée en partie; mais, par malheur, le chiffre y était joint. « J'ai été, disait Giachinotto Serragli, qui tenait la plume et signait pour Salviati, quand il ne faisait pas la navette entre Florence et Rome[3], j'ai été avec le pape et l'ami (l'ami, c'est Salviati). Les choses ne sauraient être mieux dans l'intérêt de la ville et du régime populaire, si vous le voulez. Afin de la débarrasser des barbares, je voudrais parler tout au long avec vous, ou pour le moins avec notre Piero

1. Pitti, t. I, p. 174; Raff. Girolami à Fr. Giraldi, 19 avril 1529, dans *Arch. stor.*, Append., t. VII, p. 256.
2. Busini, lettre VI, p. 40; Cambi, t. XXIII, p. 42.
3. Fra Giuliano Ughi prétend que la lettre était de Clément VII. Voy. *Chron.*, dans *Arch. stor.*, Append., t. VII, p. 143.

(le fils du gonfalonier), où vous voudrez, hors de votre territoire et en secret[1] ».

L'intrigue était patente, la menée souterraine paraissait au grand jour. Gherardi, résolu à parler, cria. Il répandit des copies de cette compromettante lettre; il fit remarquer qu'elle prouvait la désobéisssance du gonfalonier à l'ordre formel qu'il avait reçu de rompre toutes négociations avec Rome[2]. Il courait partout, il appelait traître son collègue, son chef, il demandait sa tête, il parlait de le jeter par les fenêtres. Toujours sans courage, Capponi était « à moitié mort ». Lorenzo Segni, père de l'historien, essaya de le réconforter. Ses amis le renvoyèrent chez lui sous un déguisement de haillons, avec une hotte sur les épaules[3]; mais ses ennemis ne devaient point tarder à le rappeler au palais pour y répondre à leurs malveillants interrogatoires. Après maintes délibérations de la seigneurie, le *proposto* Carlo Bellacci[4] convoque cinquante jeunes gens, adversaires connus du

1. Giach. Serragli à Nic. Capponi, Rome, 4 avril 1529. Cette lettre est aux archives de Florence. Elle a été publiée : 1° par Pietro Bigazzi, *Miscellanea storica*, Flor., 1840; 2° dans *Arch. stor.*, App., VII, 259, à la suite de la chronique de Ughi; 3° par Falletti, I, 232. La partie importante est à peu près exactement rapportée par Varchi (liv. VIII, t. I, p. 498). Segni (liv. II, t. I, p. 135) est moins exact et Paul Jove (*Hist.*, liv. XXVIII) a fait une pure fabrication. On peut voir dans *Arch. stor.*, App., VII, 259, les divers textes de ladite lettre, et à la page 261 une curieuse note de Serragli à Capponi, qui fut découverte au palais et qui lui indique le moyen d'écrire secrètement sur la seconde feuille de ses lettres, en ne mettant sur la première que des choses insignifiantes, et, pour lire la seconde, en plongeant le tout dans une infusion de pariétaire. Plus, un chiffre dont Raff. Ricasoli usait avec Capponi, et qui donnait un nom de convention à tous les personnages dont on voulait parler. (*Ibid.*, p. 261). Ainsi les menées secrètes du gonfalonier ne sauraient plus être contestées.

2. Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 136.

3. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 500; Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 137-138; Pitti, I, 175.

4. G. Capponi (II, 401) dit à tort que Gherardi était *proposto*. Voy. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 500.



gonfalonier, leur confie la défense de ce majestueux édifice, véritable forteresse, réduit de la liberté menacée, et fait décider que, le lendemain, 17 avril, se réunira la pratique avec les Quatre-vingts.

Capponi comparut. Il parla « très timidement, avec beaucoup de soumission, s'accusant presque comme pécheur et attestant l'innocence de son fils Piero, par où il déconcerta singulièrement ceux qui voulaient à tout prix le défendre ou l'excuser. Puis il se retira. » Il était si déconcerté qu'il ne lui vint pas même à l'esprit, ni ce jour-là, ni plus tard dans son procès, de nier que cette lettre fût tombée de sa poche, et qu'elle lui fût adressée[1]. Que fallait-il faire de cette âme pusillanime? Le retenir ou le renvoyer? Le renvoyer avec ou sans caution? Tommaso Soderini prit la parole pour énoncer l'opinion du quartier de San-Spirito : — Il n'a pas paru à ces citoyens, dit-il, qu'ils eussent à examiner la question de savoir s'il était bien, quand une loi existe, de l'appliquer. Or la loi indique qu'on doit le garder et le juger[2]. — Cet avis est partagé par le plus grand nombre; il rencontre pourtant des résistances : Lorenzo Berardi, membre de la seigneurie, Carlo Bellacci et Giovanfrancesco Bramanti, ses collègues pour les arts mineurs, ne se sentant pas de force à lutter, prennent des prétextes, de maladie ou autres, pour s'éloigner, et Gherardi n'a plus, dans leur office, le compte nécessaire de prieurs

1. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 500, 523. Cipolla (p. 951) dit que plus tard Capponi prétendit que la lettre était supposée. C'est une fausse interprétation d'une phrase du discours de rhéteur que Varchi met dans sa bouche, car après avoir émis l'hypothèse d'une lettre non tombée de sa poche, non signée de Serragli, il en admet l'authenticité et en discute les termes.

2. Voy. le résumé de la pratique dans *Arch. stor.*, App., VII, 263.

pour procéder légalement. Désarmé par cette manière peu héroïque de le combattre, il provoque, il entretient dans la pratique une vive émotion. Une fois provoquée, il faut la calmer ; on y parviendra par deux provisions[1] L'une déposait le gonfalonier « comme il le méritait[2] ». Elle fut votée même par ses amis, qui espéraient ainsi désarmer de vives colères et des bras peut-être prêts à frapper[3]. L'autre désignait les juges de l'accusé. Gherardi voulait réserver le jugement à la seigneurie qui, sous son impulsion, eût été très sévère. L'avis prévalut de renvoyer Capponi devant un tribunal créé lors de l'élection de Pier Soderini, remis en fonctions quand on avait supprimé la *Quarantia*, et composé des seigneurs, des collèges, des capitaines de la *parte*, des Dix de Liberté, des Huit de garde et des conservateurs des lois[4]. Plus les juges sont nombreux, moins la violence est à craindre, surtout s'ils n'ont pas été désignés au choix.

En même temps qu'on liquidait le passé, il fallait pourvoir à l'avenir. Le jour suivant (18 avril)[5], les Quatre-vingts, convoqués par la pratique, restèrent en séance du matin jusqu'au soir[6]. Il s'agissait d'abord de restreindre les pouvoirs du gonfalonier pour qu'il ne pût plus, dans son action, s'affranchir de la surveillance de ses collègues ; ensuite de donner un successeur à Cap-

1. Nerli, liv. VIII, p. 180, 181.
2. Busini, lettre VI, p. 41.
3. Les Quatre-vingts, au nombre de 115 (*sic*, avec des *arruoti* sans doute), donnent 106 fèves noires pour la déposition, contre 9 blanches. Au Grand Conseil, convoqué peu après, sur 1,707 votants, il y eut 1,279 fèves noires. Voy. Raff. Girolami à Fr. Giraldi, Flor., 19 avril 1529, *Arch. stor.*, App., VII, 258.
4. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 501 ; Busini, lettre VI, p. 43.
5. La plupart des auteurs disent le dimanche 17, et Cambi (XXIII, 43) le 18. C'est lui qui a raison, puisque Pâques, en 1529, tombait le 28 mars.
6. Raff. Girolami, à Fr. Giraldi, 19 avril. *Arch. stor.*, App., VII, p. 256.

poni, du 1er mai jusqu'à la fin de l'année. Il fut décidé que le premier des magistrats de la ville ne pourrait ni ouvrir les lettres publiques sans la présence du *proposto* ou tout au moins d'un autre membre de la seigneurie, ni donner en tête-à-tête audience aux ambassadeurs, ni se tenir dans d'autres chambres que celles qui lui étaient assignées; et, pour plus de précautions, l'on devait murer celles d'en bas. Le tout sous peine de fortes amendes, et d'une mise en jugement. Au Grand Conseil, sur 1739 votants, ces prescriptions réunirent 1256 fèves noires[1]. Capponi étant hors de cause, aucun candidat ne pouvait se sentir blessé, puisque ce vote précédait l'élection d'un nouveau gonfalonier. L'élu fut, à défaut de Baldassare Carducci, toujours en France, son parent Francesco Carducci, que portait le parti populaire. Les *palleschi* avaient mis en avant et soutenu de leurs suffrages Raffaello Girolami. Quant au parti des *ottimati*, ce fut une déroute : aucun de ses candidats ne fut même ballotté au second tour. Très vif fut le courroux des grands, de Tommaso Soderini, d'Alfonso Strozzi, qui perdaient le fruit de leur victoire. Oubliant que la charge de gonfalonier avait été créée contre les magnats, en 1292, au temps de Giano della Bella, pour appliquer les terribles ordonnances de justice[2], ils n'en revenaient pas qu'on eût osé élire un homme de basse naissance, qui avait toujours été marchand, qui avait trafiqué pour le compte d'autrui, et qui, trafiquant ensuite pour le sien, s'était ôté toute considération par une double ban-

1. Raff. Girolami, à Fr. Giraldi, 19 avril. *Arch. stor.*, App. VII, p. 257; Cambi, XXIII, 43; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 172; Pitti, t. I, p. 176; Varchi, iv. VIII, t. I, p. 503; Guicciard., liv. XIX, c. IV, t. VI, p. 211.
2. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 504, 528, et note d'Arbib.

queroute. Mais de tels accidents commerciaux étaient trop communs à Florence pour nuire à Carducci auprès d'une population de marchands et d'artisans. Plus jeune que Baldassare, d'esprit plus prompt et de cœur plus courageux, ayant exercé à son honneur plus d'une charge publique, on le tenait pour sensé, juste, intègre, très entendu aux jugements mercantiles, en un mot pour « le meilleur des hommes de son temps » : ainsi parle Busini. Les petites gens étaient heureux de voir à la tête de l'État un des leurs, et, avant de l'avoir vu à l'œuvre, ils le déclaraient digne de son poste[1].

A peine installé, il eut à subir une épreuve délicate, le procès de son prédécesseur. Mais il vit bientôt que les plus acharnés, sauf peut-être Gherardi et les *libertini*, se tenaient pour contents de la déposition et répugnaient à des rigueurs inutiles. Il s'orienta donc en conséquence, d'autant plus volontiers que, selon ce même Busini qui lui est si favorable, il pensait déjà à sa réélection et ne voulait pas se mettre à dos les *palleschi*[2]. Sa tâche n'était plus dès lors que de protéger l'accusé contre les sévérités probables du tribunal et contre les violences éventuelles de la rue.

Capponi s'était retiré avec son fils dans sa villa. Le même jour (18 avril), on les ramène, on les consigne dans les chambres neuves du palais[3]. L'ancien gonfalonier comparut d'abord devant la seigneurie. Il se défendit si humblement et par des raisons si faibles, ne cherchant guère qu'à décharger son fils, qu'il découragea ses plus

1. Busini, lettre III, p. 14, 15; Pitti, t. I, p. 177; Varchi, liv. VIII, t. I, p. 504, 528; Nerli, t. IX, p. 181, 189; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 172; Cambi, XXIII, 43; Ammirato, XXX, 380.
2. Busini, lettre VI, p. 43.
3. Raff. Girolami, à Fr. Giraldi, 19 avril. *Arch. stor.*, App., VII, 257.

fidèles amis. — J'aurais mieux aimé mourir, disait Lorenzo Segni, son beau-frère, que d'entendre une pareille défense[1]. — Devant ses juges, le 21, l'attitude de l'accusé fut moins piteuse. Si, par déférence, il avait revêtu le manteau noir et laissé le capuchon retomber sur ses épaules, son visage attestait l'indignation plus que la peur. C'est qu'il n'ignorait pas que ses ennemis s'étaient calmés. Peut-être même l'avait-on informé que la commission chargée de fouiller dans ses papiers n'y trouvait rien de compromettant, un prieur, Lorenzo Berardi, en ayant déjà fait le soigneux et amical triage[2]. Pour parler, il remit son capuchon, puis il présenta sa défense, avec quelque fermeté, cette fois, quoique toujours sans art[3].

Les juges ne crurent pas devoir prononcer séance tenante. On eut donc le temps d'agir sur eux, d'apaiser les plus intraitables, Gherardi, par exemple, qui réclamait la torture, et d'autres qui parlaient de jeter par la fenêtre leur chef de la veille. L'opinion s'établit qu'un homme incapable, peureux et pourtant têtu ne méritait pas la mort. Les Dix s'opposèrent même à ce qu'il fût confiné pour deux ans au delà des frontières. On se contenta de le reléguer pour cinq ans sur le point qu'il voudrait du territoire de la République, moyennant une

1. Bern. Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 139.

2. Busini, lettre VI, p. 43. Par ordre de la pratique (Cons. e prat., 3 mai), les papiers insignifiants qu'on avait trouvés furent remis à une commission pour un examen plus attentif. Les noms des commissaires sont dans le document et dans Falletti, I, 235, n. 6. On ne trouva rien et la pratique décida qu'il ne serait plus parlé de cette saisie. (Cons. e prat., 12 juin. Une partie du texte est dans Falletti, I, 236, note.)

3. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 507, qui fabrique le discours (p. 508-522), et avoue qu'en ce temps-là bien peu de gens savaient parler et appréciaient l'éloquence (p. 525). Segni (liv. II, t. I, p. 140-151) donne aussi le discours de Capponi et y ajoute celui de Gherardi.

caution de trente mille ducats. S'en tirer à si bon compte, c'était une victoire, et l'on en fit presque un triomphe. Le soir, comme on reconduisait officiellement le condamné chez lui, à l'escorte des magistrats et des *famigli* de la justice se joignirent en si grand nombre ses parents, ses alliés, ses amis, qu'on eût dit que Florence entière lui faisait cortège. Aussi, Segni ne manque-t-il point de rappeler Scipion montant au Capitole. C'est que, au fond, tout le monde était content, les uns d'avoir jeté à bas un adversaire, les autres qu'il en fût quitte pour une condamnation qui était presque un acquittement[1]. Tout Florentin pouvait trouver dans ses souvenirs ou dans les annales de sa patrie l'exemple de fautes moins graves punies du dernier supplice. A Venise, où une loi interdisait au doge tous rapports avec les potentats étrangers, Capponi, qui en avait eu avec le pape malgré ses concitoyens, aurait eu la tête tranchée, et l'on pouvait lui reprocher, en outre, d'avoir tenté d'introduire au pouvoir les *palleschi*, des adversaires, chose mauvaise, dit Nardi, et qui ne se fait point à Venise. On lui reprochait même, à tort ou à raison, d'avoir accepté, sollicité peut-être, de Clément VII la main de la *duchessina* pour son fils Piero, et le chapeau pour son fils Filippo. Mais on ne niait pas ses bonnes intentions et l'on reconnaissait combien il était difficile à un chef d'État de se conformer littéralement à la loi absurde qui défendait aux hôtes passagers du palais public de communiquer avec le dehors. Quoi qu'il en soit, lui-même, pour de moindres torts que les siens, il avait envoyé à

1. Pitti, t. I, p. 177, 179; Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 140, 151-153; Varchi, liv. VIII, t. I, p. 502, 522, 523; Busini, lettre VI, p. 144.



la mort Jacopino Alamanni. Si, comme le dit Varchi, Alamanni était vengé, c'est que Florence adoucie n'entendait plus la vengeance à la turque, et, pourrait-on dire, à la florentine, œil pour œil, dent pour dent. Capponi condamné put, le lendemain, vaquer librement à ses affaires au *mercato nuovo*. C'est huit jours après seulement que, pour subir sa condamnation, il se retirait à la campagne[1].

Ce défilé heureusement franchi, le gonfalonier Carducci avait à gouverner, tâche plus ardue. Le pape, en effet, voyant en lui un ennemi substitué à un ami, se préparait à une guerre ouverte[2]. Les *ottimati*, ardents à poursuivre la politique de leur chef renversé, avaient des intelligences dans la place, deux des leurs dans la seigneurie, Agostino Dini et Francesco Lotti, que la faction adverse déclarait « fort méchants ». Les irréguliers de cette faction n'étaient pas un moindre embarras : Dante de Castiglione et le prédicateur Lionardo Bartolini attaquaient en leur nom ou défendaient les citoyens, sans s'inquiéter de ce que voulait le gouvernement. Les dénonciations pleuvaient[3], et quand on ne se résignait pas à

1. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 522-524; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 172-174; Falletti, t. I, p. 236. — Au moment où tombe Niccolò Capponi, il est curieux de relever ce que dit de lui son descendant, le marquis historien Gino Capponi, dans sa correspondance : « Niccolò non fu personaggio grande, ma buono, e conveniva dipingere lui, proprio lui, come espressione di quei molti buoni Fiorentini che bene sentivano e nulla potevano contro al tempo, nemico fiero. » (12 mars 1861. Lettre au cav. Jacopo Cabianca, de Vicence, auteur d'un drame intitulé *Niccolò Capponi*, et que le marquis Gino fit imprimer à ses frais chez Lemonnier, en 1861 ; t. III, p. 377.) On ne peut s'empêcher de remarquer qu'il est facile de se décharger de tout sur les difficultés des circonstances. Surmonter ces difficultés est le propre de l'homme supérieur. Il est loin d'y parvenir toujours; mais combien moins encore l'homme médiocre!

2. Pitti, t. I, p. 181.

3. Voyez-en un exemple dans Falletti, t. I, p. 73, note. C'est une plainte du 6 février 1530.

envoyer au *bargello* les gens dénoncés, il fallait interdire sous des peines sévères « les murmures contre les magistrats et les capitaines[1] ».

Comme les choses, au début, semblèrent marcher assez bien, ceux qui voulaient qu'elles marchassent mal répondirent qu'un certain fra Zaccaria était, ainsi qu'autrefois Savonarola, l'âme du gouvernement[2]. Il n'en était rien pourtant. C'est un déterminé *pallesco*, c'est Filippo des Nerli qui le déclare : Si Pier Soderini avait eu l'énergie de Francesco Carducci, tout aurait été mieux en 1512[3]. Pour son début, Carducci avait à se prononcer sur une importante nomination, déjà arrêtée en principe. Comme il n'avait pas, non plus que personne, la moindre raison de croire qu'elle pût devenir un jour funeste à sa patrie, il n'y fit point opposition. Aucun des deux gonfaloniers ne saurait, en bonne justice, être rendu responsable des cruelles déceptions que réservait un prochain avenir. Ercole d'Este n'était un capitaine que sur le papier et pour le pape. On ne lui retira point sa *condotta*, ce qui eût été contraire aux traditions florentines; mais, malgré son père qui lui voulait conserver les bénéfices du titre sans en prendre les charges[4], malgré le pape, qui avait fait publier à Pérouse un ban défendant à toutes personnes, sous peine de confiscation et d'excommunication, de prendre du service auprès d'aucun État sans l'expresse permission du Saint-Siège[5], les

1. Consulte e pratiche, passim, dans Falletti, t. I, p. 73.
2. Busini, lettre IX, p, 69. Varchi (liv. VIII, t. I, p. 543) estime que « ceux qui gouvernent au sens et par le conseil des *frati* méritent le blâme. »
3. Nerli, liv. IX, p. 193. Nardi (liv. VIII, t. II, p. 180) loue Carducci comme il a loué Nic. Capponi.
4. Rel. d'Ant. Suriano, dans Albèri, 2e sér., t. V, p. 424.
5. Cesare Bontempi de Pérouse, *Ricordi*, dans *Arch. stor.*, 1re sér., t. XVI, part. II, p. 332.

Florentins se donnèrent (4 mai) un second capitaine, Malatesta Baglioni de Pérouse. Le père de ce Malatesta, Gian Paolo Baglioni, avait été à leur solde, *condottiere* sans foi comme tous les autres, mais trop ennemi de César Borgia pour n'être pas ami de Florence, et, pour ces motifs, resté fidèle, jusqu'au jour où Léon X l'avait fait iniquement tuer au château Saint-Ange.

On pouvait, on devait penser que le fils désirerait venger le père sur la famille du meurtrier, et qu'il était bon de s'attacher un seigneur assez considérable pour que les autres *condottieri* ne fissent pas difficulté de lu obéir, assez fort, dans son importante position de Pérouse, pour fermer la Toscane à une armée venant de Rome ou de Naples[1]. Jusqu'alors soldat du pape[2], il n'osait donner aux propositions florentines que des réponses évasives; mais il finit par accepter secrètement. A partir du 1er juin, il prit même le titre de gouverneur général de tous les gens à cheval et à pied de la République. Il recevait deux mille florins d'or par mois, et cent en plus pour l'entretien de dix capitaines[3]. Son autorité effective restait subordonnée à l'autorité nominale d'Ercole d'Este, et à celle, infiniment plus gênante, des commissaires civils. A côté et en dehors de lui étaient encore engagés Stefano Colonna de Palestrina, que cédait François Ier et qui fut capitaine de l'ordonnance, c'est-à-dire de la milice; Mario et Napoleone Orsini, Giorgio Santa-Croce, dont le zèle organisa bientôt la défense parmi ces

1. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 182; Sismondi, t. X, p. 94.
2. Ces. Bontempi, *Ricordi*, p. 328.
3. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 183; Varchi, liv. VIII, t. I, p. 491-94, qui donne les conditions de la condotta; Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 127, Guicciardini, *Stor. d'Ital.*, liv. XIX, c. IV, t. VI, p. 206; Falletti, t. I, p. 96; d'après les documents officiels des archives florentines.

contadini qui, à tout instant, se réfugiaient dans la ville par peur de l'ennemi[1]. Mais Malatesta Baglioni éclipsait tous ces rivaux d'aventure. C'est de sa nomination que Florence se montra joyeuse[2], et cette joie ne fut point un feu de paille : huit mois plus tard, un siècle en de pareilles épreuves, les Dix exprimaient encore leur confiance en ce puissant capitaine[3].

Ce n'est point uniquement par sa sanction donnée à un choix si populaire, que le nouveau gonfalonier marquait son dessein de ne pas inaugurer une politique à tous égards nouvelle, de ne pas désavouer son prédécesseur plus qu'il n'était nécessaire, de ne pas rompre en visière aux partis hostiles ou suspects. C'est un descendant de Niccolò Capponi, non moins porté que lui vers l'aristocratie, qui rend à Francesco Carducci cet hommage que, quoique élu du parti populaire, il déférait aux grands et tout ensemble cherchait à contenter les *piagnoni*[4]. Il s'étudiait à ne pas fournir, par des imprudences, une arme de plus au pape ; il évitait soigneusement de jeter l'huile sur le feu. Les 26 et 28 juin, il faisait rendre une provision qui consacrait de nouveau Florence au Christ, imposait l'observance de la religion, menaçait de peines sévères les blasphémateurs et les homicides, commandait le pardon des injures privées et publiques depuis le 16 mai 1527. Sous la foi du serment et d'un engagement écrit devait être scellée la paix universelle entre les citoyens. Trois jours fériés furent ajou-

1. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 183. Sur les *condotte*, voy. aussi Varchi, liv. VI, t. I, p. 393, 425.
2. Voy. les textes dans Falletti, t. I, p. 263.
3. Les Dix aux Commissaires à Pise, 27 janv. 1530, dans Falletti, t. I, p. 263.
4. G. Capponi, *Stor. di Fir.*, t. II, p. 407.

tés à l'innombrable série de ceux qui, à chaque instant, interrompaient le travail : le 9 novembre, jour anniversaire de l'expulsion des Medici en 1494 ; le 16 mai pour la liberté recouvrée ; le 9 février, pour l'élection de Jésus-Christ[1]. La première de ces nouvelles fêtes était seule une faute : ne risquait-on pas de blesser, d'irriter Clément VII ?

Varchi remarque avec quelle facilité passèrent toutes ces mesures : il veut par là montrer à quel point le peuple florentin était gouvernable. L'opposition n'avait nullement désarmé ; mais elle ne se laissait plus aller aux violences. Beaucoup n'auraient pas voulu qu'on votât en bloc : ils demandaient la division, pour pouvoir rejeter des dispositions qui, disaient-ils, ne convenaient qu'à des couvents. Les uns cédèrent pour n'être pas exclus des offices ; d'autres tinrent bon, ne voulurent ni voter, ni jurer. Des registres avaient été placés sur l'autel, dans la salle du Grand Conseil : on s'y devait engager par signature et sous la foi du serment à maintenir le royaume du Christ, l'État populaire. Ceux qui s'enfermèrent dans une abstention hostile, la plus énergique marque de leur mécontentement, ce furent, bien entendu, les principaux citoyens[2].

Mais chacun avait beau y mettre du sien, l'apaisement relatif à l'intérieur ne diminuait guère les difficultés extérieures. La chute de Capponi, l'élection de Carducci, ne pouvaient être pardonnées par Clément VII. Elles rapprochaient donc les Florentins de

1. Pitti, t. I, p. 183, 184 ; Varchi, liv. VIII, t. I, p. 542.
2. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 543 ; Nerli, liv. IX, p. 188.

François Ier et de sa mère, très mécontents de ce que la *duchessina* restât à Florence, de ce que le pape en pût disposer contre leur volonté[1], et très satisfaits de ce qu'on n'eût point versé le sang de Capponi, quoiqu'il fût peu aimé à la cour de France : « Les ennemis de Florence, écrivait Baldassare Carducci à son parent le gonfalonier, ont coutume de dire que les folies des Florentins ramèneront les Medici dans leur ville[2] ».

L'alliance française était assurément quelque chose ; c'est à peine, pourtant, si elle diminuait le danger. Des alliés de Cognac, deux étaient devenus des ennemis implacables. Un troisième, le duc de Milan, se voyait depuis longtemps réduit à l'impuissance. Restaient dans la ligue, avec François Ier et Florence, Ferrare, Venise, le roi d'Angleterre, plus unis en apparence qu'en réalité. Venise seule avait grand intérêt au maintien de la liberté florentine, car, les Medici rétablis, l'empereur eût été maître de toute l'Italie, prêt à tourner ses forces contre les lagunes. Aussi excitait-elle les Florentins à se défendre, mais d'une manière peu engageante, en leur demandant des subsides, au lieu de leur en fournir[3]. Leurs alliés n'étaient donc ni assez résolus, ni assez voisins, ni assez forts peut-être, pour décourager leurs ennemis, et la guerre semblait inévitable, prochaine.

Qui attacherait le grelot? Ce ne pouvait être le pape, du moins ouvertement : ses amis, qui étaient ceux du gonfalonier déchu, Francesco Vettori, Francesco Guicciardini, Roberto Acciajuoli, n'auraient osé faire un

1. Bald. Carducci à Nic. Capponi, Paris, 16 fév. 1529. Desj., t. II, p. 1044. Cf. Du même aux Dix, Compiègne, 23 juin, t. II, p. 1068.
2. Bald. Carducci à Fr. Carducci, sans date. Desj., t. II, p. 1057.
3. Carlo Capello, dép. 2-6, des 27, 30 avril, 5, 6 mai ; — Dép. 11, du 29 mai ; — Dép. 14, du 7 juin. Falletti, t. I, p. 238-240.

mouvement en faveur des Medici[1]. Mais Hugo de Moncada, au nom de l'empereur, réunissait l'armée dans le royaume de Naples, soutenait les Colonna dans l'État pontifical, provoquait de ses larges promesses les Siennois aux portes de la Toscane. En Lombardie, les capitaines impériaux poussaient vivement le siège de Milan, et se fortifiaient contre les Vénitiens. Enhardi par ces préparatifs, par ces manifestations belliqueuses, Clément VII réunissait à Bologne vivres et munitions, s'assurait l'Émilie par les soins de Guicciardini, soldait des *fanti*, animait ses adhérents de Naples, tandis qu'au delà des Alpes se tenaient en armes les Suisses, prêts à descendre en Italie pour soutenir qui les payerait[2].

Naturellement, Florence était en proie aux plus vives alarmes. Elle adjurait François Ier de secourir la péninsule; mais elle doutait qu'il voulût sérieusement la guerre[3]. Elle prenait à sa solde les lansquenets disposés à déserter le service impérial; de droite et de gauche, à tout venant, elle prodiguait ses trésors[4], du moins en paroles et par ses votes, car « donner de bonnes paroles » est une expression dont on abuse alors dans les documents[5]. L'or ne sortait des caisses publiques qu'à bon escient, et la défiance était partout, si bien que, dans les Conseils de la République, plus d'une fois fut agitée la question d'un accord avec l'empereur, et même avec le pape[6]. L'opinion prévaut pourtant qu'il faut

1. Segni, liv. III, t. I, p. 158.
2. Voy. Falletti, t. I, p. 16, 17.
3. Voy. Pratiques du 3 mai et du 23 juin 1529. *Ibid.*, p. 240, 255.
4. Consulte e pratiche, 3, 4, 14, 31 mai, 23, 30 juin 1529. *Ibid.*
5. Voy. la Consulte du 6 juin dans Falletti, t. I, p. 243.
6. Pratiques des 27, 28 juin et 18 juillet, et plusieurs autres de ces deux mois. *Ibid.*, p. 244, 360; Capello, Dép. 22, du 26 juin, p. 151.

tout préparer pour la défense. C'est Tommaso Soderini qui s'en fait l'interprète [1], soutenu de Carlo Capello, l'orateur vénitien, qui avait mission d'entraver, de décourager tous les projets de négociations, et de faire espérer les secours de Venise. Il est certain que Venise désirait grandement de n'avoir pas à supporter seule tout le poids des forces impériales [2].

Par malheur, l'égoïste aristocratie des lagunes n'inspire aucune confiance. C'est en vain que le doge Gritti proteste auprès de l'orateur Gualterotti qu'elle n'a jamais fait de vilaines choses, et qu'elle ne commencera point maintenant [3]. Florence ne comptait guère sur les secours promis [4], et avec raison, car ils firent défaut. La Sérénissime République devait même, avant peu, faire sa paix avec l'empereur, proposer sa médiation entre les Florentins, lui et le pape [5] : jeu double et perfide, qui lui vaut d'être appelée, par un auteur italien de notre temps, « perfide Albion ». Une fourberie si consommée serait de la haute comédie, si la tragédie n'était si près. Il n'est pas jusqu'au roi très chrétien dont on ne suspecte le zèle et la franchise. La secte populaire, qui n'a pas d'autre support, n'avoue qu'un motif de s'y fier, à savoir que, par ses défaites, il a cessé d'être une puissance italienne ; elle ne réfléchit pas que l'intervention française en est devenue plus difficile et moins probable. Quant à la secte oligarchique, en deuil de son Capponi, elle croit, elle dit que François Ier a vendu Florence et

1. Texte dans Falletti, t. I, p. 244. Pratique du 30 juin.
2. Voy. les dépêches 19-23 de Capello, 19, 30 juin, p. 140-154.
3. Falletti, t. I, p. 245.
4. Les Dix aux orateurs près du Saint-Siège. 25 oct. Texte dans Falletti, t. I, p. 249.
5. Capello, Dép. 74, 89, des 21 janvier et 20 juillet 1530, p. 265, 308.

Venise[1]. « Dieu nous fasse la grâce, écrit un Florentin, qu'on en finisse vite avec ces vénérables princes qui nous ont vendus ou nous veulent vendre à l'encan[2] ! »

Au demeurant, le mal était surtout à Rome. L'élection de Carducci, victoire des ennemis du pape, avait ravivé ses anciennes blessures : Capponi déposé, les statues des Medici renversées et brisées, sans en excepter celles de deux souverains pontifes[3]. Il s'était donc, malgré les souvenirs du sac de Rome et de la captivité au château Saint-Ange, jeté dans les bras de Charles-Quint, qu'il savait mal disposé pour une ville guelfe et française. Tous les efforts de Niccolò Capponi, de Luigi Alamanni, le poète, qui se trouvait à Gênes, en grande amitié avec Andrea Doria[4], s'étaient montrés impuissants contre les préventions impériales. De lui-même, quelques mois auparavant, l'empereur avait offert de restaurer les Medici[5]. Comment Clément VII, à l'heure qui lui semble propice, n'aurait-il pas rappelé cette offre ? Telle était entre lui et Florence la tension des rapports, qu'on accuse les Florentins de l'avoir fait empoisonner, sur ce seul indice qu'il souffrait de l'estomac et avait des vomissements. Il guérit, à vrai dire, mais ce fut pour avoir bu, selon le conseil de ses médecins, un peu d'eau de la grotte de Viterbe[6], et il n'en resta pas moins irrité contre ses compatriotes, que la Curie incriminait.

1. Capello, Dép. 22, du 26 juin 1529, p. 151.
2. Marcantonio del Cartolaio à Tosinghi, 18 juillet 1529, dans Falletti, t. I, p. 422.
3. Ughi, *Chron.* dans *Arch. stor.*, App., VII, p. 144.
4. G. Capponi, t. II, p. 402.
5. Voy. le post-scriptum en chiffre d'une lettre de Jano Calvo Salimbeni, 22 sept. 1528, dans Falletti, t. I, p. 226, n. 1.
6. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 538.

C'est dans ces conditions, au milieu de cette crise aiguë, que fut signé, comme tombe de l'arbre un fruit mûr, le fameux traité de Barcelone (29 juin)[1]. Les deux parties contractantes, le pape et l'empereur, s'entendaient aux dépens de l'Italie, désormais livrée à l'absolutisme tant politique que religieux, et surtout de Florence. La liberté florentine n'était-elle pas un scandale au milieu de la péninsule asservie? Charles-Quint pensait dès lors à y substituer un trône où devait s'asseoir sa bâtarde, Marguerite de Flandre, mariée au bâtard du pape, le négrillon Alessandro[2]. La restauration des Medici était, dans le traité, l'objet d'un article spécial qui stipulait qu'ils rentreraient dans leur état et dignité, comme dans leurs biens, et qui leur rendait le gouvernement, fallût-il recourir aux armes[3]. On admettait donc, dit Nardi, comme chose claire et manifeste, que les Medici avaient été dépouillés injustement de la légitime possession de cette ville[4].

Les Florentins reçurent avec fermeté la nouvelle qui sonnait leur glas funèbre. Sur la foi d'un certain Pieruccio, cardeur de laine, oracle du menu peuple, ils persistaient à ne pas croire que Charles-Quint dût venir. — L'empereur ne passera pas, déclarait ce prétendu prophète; s'il passe, il sombrera en mer. — Pieruccio l'a prédit, — disaient les bonnes gens[5]. Et les bonnes gens

1. Voy. le texte du traité dans Lünig, t. IV, p. 235 sq. Cf. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 540; Segni, *Storia*, liv. III, t. I, p. 161; Guicciardini, liv. XIX, ch. v, t. VI, p. 218.

2. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 178.

3. Voy. le texte de cet article dans Lünig, t. IV, p. 240. Falletti (t. I, p. 227, note) le donne d'après une copie qui est aux archives de Florence et qui ne diffère du texte officiel que par un mot insignifiant.

4. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 168.

5. Segni, *Storia*, liv. III, t. I, p. 165.

étaient légion: Florence vivait toujours sur les traditions de Savonarola ; elle était pleine de *suore profetesse*, *de fra profetucci*[1]. D'autre part, Baldassare Carducci écrivait de France des choses rassurantes : — Le roi ne fera jamais aucune composition sans l'entier bénéfice et la conservation de cette ville qu'il répute comme sienne ; il mettrait sa vie, il abandonnerait l'entreprise de ravoir ses fils pour la conservation des États de chacun de ses confédérés. » Et le grand maître Montmorency renchérissait sur ces paroles : — Si vous trouvez jamais que Sa Majesté fasse aucune conclusion avec César où vous ne soyez pas au principal en droit nommés et compris, dites que je ne suis pas un homme d'honneur, dites même que je suis un traître[2]. — De tels propos, il est vrai, c'est Baldassare qui les transmettait dans ses dépêches, et l'on craignait qu'il ne fût par trop optimiste ; aussi, pour contrôler ses dires, lui adjoignait-on quelques nouveaux orateurs ; mais ceux-ci les confirmaient, notamment Bartolommeo Cavalcanti[3], et même le cardinal Salviati, légat en France[4].

Oserons-nous dire que l'ambassadeur en titre était peut-être le moins optimiste de tous? Ce qui est certain, c'est qu'en rapportant ce qu'il avait entendu, il ajoutait souvent qu'il n'y croyait guère, et il insistait pour qu'on procurât quelque bon accord avec l'empereur, attendu

1. Nerli, liv. IX, p. 188.

2. Bald. Castrucci aux Dix, 17 et 23 juin, 9 et 10 juillet 1529. Ms. du temps tiré de la Bibl. Capponi, dans Capponi, t. II, p. 405, 406. Cf. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 542.

3. Varchi, liv. IX, t. II, p. 12. — Nerli (t. IX, p. 186) dit bien que les renseignements de Cavalcanti contredisaient ceux de Carducci ; mais ni lui ni Varchi n'avaient sous les yeux les dépêches qui montrent le mal fondé de cette assertion.

4. G. Capponi, t. II, p. 407.

que le roi lui-même ne s'y opposait pas[1]. S'il n'avait pas le génie du politique et le talent de l'écrivain, il était donc homme de bon sens et de patriotisme[2]. Les Florentins, qui se défiaient de ses rapports, étaient bien plus que lui persuadés que les deux princes rivaux ne feraient point la paix sans y comprendre leurs alliés. François Ier, d'ailleurs, parlait toujours de passer les Alpes, si la République fournissait cinq mille *fanti* au moins[3]. Ces illusions persistent alors même qu'une dépêche de Baldassare, en date du 7 juillet, donne avis qu'une première entrevue vient d'avoir lieu à Cambrai entre Madame la régente et Madame Marguerite : dans ces négociations entamées, le pape n'a fait élever, au rapport du cardinal-légat Salviati, aucune réclamation sur Florence[4]. C'est pourquoi l'on ne se servira de Luigi Alamanni, qui a passé en Espagne sur la galère de Doria, que pour connaître les progrès des ennemis, nullement pour entamer des pourparlers avec César[5].

Mais il suffit d'une dépêche plus alarmante pour tourner au pis ces confiantes dispositions. Le 18 juillet, se réunissent le matin la pratique, et le soir la consulte. Au milieu d'un profond silence, Antonfrancesco des Albizzi prend la parole. — Il faut, dit-il, envoyer, comme tout le monde, une ambassade à l'empereur. Nous n'avons ni capitaines, ni *condottieri*, ni armée.

1. Bald. Carducci aux Dix, 16 août et 2 sept. 1529, dans Capponi, t. II, p. 407.

2. Désolé, honteux du traité de Cambrai, il allait mourir à Angoulême le 6 août 1530.

3. Conseil du 3 juillet 1529. Capello, Dép. 26, du 8 juillet, p. 160 ; Falletti, t. I, p. 257.

4. Bald. Carducci aux Dix. Cambrai, 8 et 9 juillet, dans Desj., t. II, p. 1076, 1079.

5. Pratique du 16 juillet, dans Falletti, t. I, p. 360.

Nos milices, mal commandées, n'ont pas vu le feu. Il suffira d'un trompette pour tourner les cervelles et soulever nos sujets qui regrettent leur liberté. A défaut des hommes, les pierres se tourneront contre nous. Florence est démunie, comme les places de son domaine. Si un accord est conclu, elle sera le bouc expiatoire. Le pape et l'empereur ne peuvent rester longtemps unis, concilions-nous donc celui-ci, tout en nous préparant. S'il nous fait bon accueil, nous le devrons peut-être à ces préparatifs. Dans le cas contraire, nous serons prêts pour la lutte[1]. —

Ce ferme exposé de la situation était goûté, mais on en sentait les exagérations évidentes. Pouvait-on, par exemple, dire que Florence n'eût ni *condottieri* ni capitaines, quand on en engageait un si grand nombre et de si importants ? Aussi repoussait-on toute tentative d'accord avec César. L'envoi même d'ambassadeurs était différé jusqu'à ce qu'il fût à Gênes[2], dans la conviction qu'il n'y mettrait pas le pied, retenu comme il l'était par les agitations de la Castille, les menaces de la France, la nécessité de trouver un argent que ne pouvait plus lui fournir l'Italie[3]. L'annonce de sa venue ne devait être qu'une feinte ; il irait plutôt en Allemagne ou en Flandre[4]. Vienne assiégée par les Turcs, le pape malade, Florence redoutable par ses fortifications et ses mon-

1. Consulte e pratiche, 19 juillet, dans Falletti, t. I, p. 54-57.
2. Pratique du 27 juillet, dans Falletti, t. I, p. 57.
3. Capello, Dép. 6, 9, 15, des 6, 22 mai, 7 juin 1529, p. 112, 119, 133; Karl Lanz, *Corresp. des Kaisers Karl V er B.* Doc. 117, dans Falletti, t. I, p. 23.
4. L'évêque d'Avranches et Jean Joachim à François I[er]. Venise, 12 mai 1529 (Molini, t. II, p. 195, Doc. 280); lettre de Jacopo Nomischio, secrétaire du card. Pompeo Colonna (probablement au marquis Del Vasto). Naples, 21 mai 1529. (Molini, t. II, p. 202, Doc. 283.)

tagnes, par les secours attendus de Venise, de Ferrare, de France, que de motifs pour douter que Clément VII et Charles-Quint fussent si empressés de marcher contre une ville qui pouvait se défendre longtemps, et qui serait défendue !

Mais, hélas ! les nouvelles de Cambrai viennent, douteuses d'abord, et bientôt mauvaises. C'est en vain désormais que François I[er] cherche à endormir ceux qu'il abandonne. — Je comprendrai dans le traité, disait-il, tous mes confédérés. Si j'avais voulu les abandonner, il y a longtemps que j'aurais recouvré mes fils. — Sire, répond hardiment Baldassare, Votre Majesté m'a si souvent affirmé et répété les mêmes choses, que, si je n'en vois l'exécution, je ne croirai plus ni à la parole du Roi, ni même à celle de Dieu. — Vous avez mille fois raison, reprend son royal interlocuteur ; je vous l'ai promis et je tiendrai ma promesse. — Par malheur, autant en emporte le vent. François I[er] cède quand les négociateurs impériaux insistent pour que les confédérés ne soient pas compris dans l'instrument de paix. L'article qui concerne ces membres sacrifiés de la ligue est lu à leurs orateurs : Vénitiens et Florentins devront, dans les quatre mois, donner satisfaction à l'empereur, qui prétend que Florence en particulier lui doit trois cent mille écus. « Avant qu'on se soit entendu, poursuit Baldassare, les quatre mois s'écouleront, et nous nous trouverons exclus du traité, sans aucune protection. Il ne reste plus qu'à se jeter aux pieds de Madame[1]. »

1. Baldassare Carducci aux Dix. Cambrai, 22 juillet 1529. Desj., t. II, p. 1089-1092.

Connaissait-on alors, sur les bords de l'Arno, le propos que Varchi prête à Louise de Savoie, que pour ravoir un seulement de ses fils, le roi aurait donné mille Florences[1] ? C'est peu probable. La rusée régente ne se découvrait pas encore : elle faisait mine de rompre, elle parlait de quitter Cambrai. Elle est d'humeur si belliqueuse que, tout en accordant à Marguerite, qui les demande, vingt-quatre heures encore, elle invite les orateurs à rétracter les lettres qu'ils se sont trop pressés d'écrire à leurs gouvernements, et le roi, de son côté, paraît toujours de feu pour l'entreprise. Mais les vingt-quatre heures ont suffi pour tout changer, « tant l'archevêque maudit de Capoue et le légat ont d'influence sur les deux Madames[2] ».

Le 3 août, Salviati dit encore que Florence n'a rien à craindre, si elle verse à l'empereur ses trois cent mille écus, à raison de trente mille par mois[3], et le 5, la paix est signée, publiée. Un article porte ce qui suit : « *Item*, ledit seigneur roi très chrestien procurera que la communalté de Florence s'appointe avec l'empereur dedans quatre mois à compter de la datte de la ratification de ce présent traité, et, ayant ce fait, seront compris au présent traité, et non autrement[4]. » Baldassare a beau

1. Varchi, liv. IX, t. II, p. 27.

2. Bald. Carducci aux Dix. 24 juillet, dans Desj., t. II, p. 1094-1096.

3. Du même aux mêmes. Cambrai, 3 août, Desj., t. II, p. 1097-1102. Dans la pratique du 14 juillet, les Florentins s'étaient déclarés prêts à accepter la paix, mais ne voyaient aucune raison de financer. (Falletti, t. I, p. 257.)

4. Rymer, *Acta publica*, t. VI, part. II, p. 135, col. 1, éd. de La Haye, 1741. On peut voir ce texte en latin dans Varchi, liv. IX, t. II, p. 7, et dans Falletti, p. 261, n. 1. Varchi donne (p. 10) un résumé du traité. Cf. Guicciard., *Stor. d'Ital.*, liv. XIX, ch. v, t. VI, p. 224; Segni, *Storia*, liv. III, t. I, p. 166; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 177; Ammirato, t. XXX, p. 381.

être préparé, sa consternation n'en est pas moins grande. « Comment, écrivit-il le jour même, comment croire aux ligues, aux promesses, aux serments! L'Italie est sacrifiée au désir de ravoir les princes, que Madame redemande avec des flots de larmes. Il n'y a plus qu'à aller trouver l'empereur[1]. » Il y avait encore, paraît-il, à poursuivre le roi dans ses promenades, dans les chasses qu'il fait avec des dames de sa cour. Baldassare bientôt l'y rejoint. En diplomate prudent, il n'a garde de récriminer, et il obtient des excuses sur la captivité des princes, maintes promesses d'hommes et d'argent. Mais que valent ces promesses? Rien sans doute à ses yeux, car sous sa plume revient comme un refrain cette phrase : « Il n'y a plus qu'à s'accorder avec l'empereur[2]. » L'orateur-adjoint Cavalcanti veut mieux faire et fait moins bien. Il ne peut même voir le roi. — Sa Majesté est à la chasse, lui est-il dit; elle avisera dans trois ou quatre jours. — « Je trouve, écrit notre Florentin, une froideur très grande dans ces choses qui devraient être de feu; mais je n'en suis pas fort surpris[3]. »

Combien plus vive et plus cruelle ne fut pas l'impression à Florence! Le gouvernement avait gardé pour lui les dépêches, quand elles contenaient des appréhensions plus que des faits positifs. On apprit tout à la fois qu'il fallait renoncer aux plus chères espérances et ruiner la ville ou l'exposer à tous les dangers. — C'est l'Italie livrée en proie à l'empereur! — disait à Carlo Capello

1. Baldassare Carducci aux Dix. Saint-Quentin, 5 août. Desj., t. II, p. 1102-1105.
2. Du même aux mêmes. Saint-Quentin, 16 août. Desj., t. II, p. 1105-1111.
3. Bart. Cavalcanti à Carducci. Coucy, 19 août. Desj., t. II, p. 1111.

un des principaux citoyens[1]. Tout le monde voyait bien, écrit Varchi, que la clause du traité qui nous concernait était non pour nous inclure, mais pour nous exclure, chose aussi manifestement inique que ridicule, parce qu'on ne disait ni sur quoi il fallait s'appointer, ni qui serait juge entre les deux parties. Si manifestement réprouvée était la conduite de François Ier, que Charles-Quint, qui, à sa place, eût fait pis, l'exploitait contre lui. — Je veux, disait-il à l'orateur de Ferrare, avoir égard à mes confédérés, et ne pas faire comme le roi très chrétien[2].

La gloire de la couronne de France reçut donc un rude coup en Italie par le traité de Cambrai. A y regarder de près, cependant, vaincue, épuisée, pouvait-elle, cette couronne, continuer la guerre? Ne devait-elle pas souhaiter la paix[3]? L'inévitable désir de ravoir les princes retenus en otages conduisait fatalement aux sacrifices; et comment blâmer François Ier d'avoir sacrifié ses alliés plutôt que ses sujets? On l'accuse de perfidie parce qu'il envoya dans la péninsule l'évêque de Tarbes[4]; mais cette mission, loin d'être perfide, est une marque de bon vouloir, car elle est antérieure au traité. C'est le 5 août, nous l'avons dit, que les signatures avaient été échangées et, le 15, on discutait en consulte les propositions qu'apportait ce prélat: elles étaient donc antérieures, car il fallait plus de dix jours en ce

1. Capello, Dép. 10 du 26 mai, p. 122. Falletti (t. I, p. 242) donne le texte.

2. Varchi, liv. IX, t. II, p. 12, 13; Conseil des Quatre-vingts, 20 août, dans Falletti, t. I, p. 399.

3. Falletti (t. I, p. 258) donne les preuves.

4. L'évêque de Tarbes était un Grammont, et son frère portait le titre, le nom de comte de Grammont. Voy. note de Monzani, éditeur de l'*Apologia de' Cappucci*, *Arch. stor.*, 1re sér., t. IV, part. II, p. 368.

temps-là, quand un ambassadeur avait reçu ses instructions, pour qu'il fît ses préparatifs de départ, pour qu'il se mît en route, pour qu'il accomplît un si long voyage[1]. Tant qu'il n'avait pas signé le traité, François Ier ne devait-il pas agir à tout événement, comme résolu à continuer ou reprendre la guerre? C'est la postérité seule qui, s'en tenant aux clameurs indignées de la première heure, a jugé sévèrement. Les contemporains, la réflexion venue, sentirent tomber leur colère et se rattachèrent à l'espérance; même après Cambrai, les Florentins comptent encore sur leur séculaire allié[2].

Il n'en est pas moins vrai que les deux traités de Barcelone et de Cambrai changeaient du tout au tout leur situation. L'empereur étant réconcilié avec le roi de France et allié au pape, il ne peut plus être question, par un accord avec l'un des deux ennemis, d'échapper à l'autre. Il ne reste qu'à se soumettre, qu'à s'en remettre à leur merci, à moins qu'on n'aime mieux se défendre pour l'honneur, et sans sérieux espoir de succès. Or quelle apparence que ce peuple de marchands en prenne l'héroïque résolution? La plupart de ceux qui ont abandonné la marchandise et qu'on appelle désormais nobles ou gentilshommes, sont opposés à la résistance, partisans des Medici, ardents à se remettre sous le joug. Tous sont déshabitués des armes et de la guerre, qu'ils n'ont faite depuis des siècles que par le bras des mercenaires et à coups de florins. Combien de fois même n'avaient-ils pas reculé à engager mercenaires et *condottieri* pour ne pas délier les cordons de leur bourse! Il faudrait remon-

1. Pratique du 15 août, dans Falletti, t. I, p. 258.
2. Voy. l'avis des douze Buonuomini dans la pratique du 8 février 1530. Falletti, t. I, p. 251, note.

ter bien loin dans leur histoire, jusqu'au temps où Florence, simple commune, combattait ses proches voisins, pour trouver une heure d'énergie belliqueuse. C'est ce peuple, pourtant, qui va de ses propres mains prendre les armes, se saigner aux quatre veines, combattre contre toute espérance. C'est là un des faits les plus surprenants de l'histoire, quoiqu'il n'ait peut-être pas, hors de l'Italie, toute la célébrité dont il est digne[1].

Pour l'expliquer, il faut remonter à la haine profonde qu'avait inspirée au plus grand nombre, et même aux plus résignés, l'usurpation des Medici. N'oublions pas ce que disait le Vénitien Suriano, que les Florentins se regardaient comme esclaves depuis 1434 et dédaignaient de tenir compte des années de liberté entre 1494 et 1512, parce qu'elles avaient abouti au retour des oppresseurs. En quoi ils eurent grandement tort, car cette période agitée, mais honorable, devait être pour beaucoup dans l'héroïsme final. En annonçant le triomphe après les épreuves, Savonarola a remonté, ragaillardi les cœurs. L'idée de la liberté est devenue inséparable des souvenirs qu'a laissés le *frate*. On oublie les intempérances, les folies, pour ne se rappeler que l'enthousiasme, que le sentiment réveillé du patriotisme. Dans les heures critiques, ce sont toujours les *piagnoni* qui prennent le dessus. De vulgaires prédicateurs, des commères cloîtrées, un simple cardeur de laine, s'arrogent le rôle de prophète, et les plus sceptiques esprits ramenés à la foi, à la superstition même par le besoin d'espérer, comptent sérieusement sur les secours du ciel, de ce Dieu des ba-

1. Dans une histoire des sièges célèbres, que nous avons eue sous les yeux, ne figure même pas le siège de Florence.



taille dont, au moment d'en venir aux mains, on invoque à l'envi, dans tous les camps, la capricieuse protection. Le mérite de nos Florentins, dans cette illusion pieuse de la dernière heure, fut de ne pas faire comme ces paysans réformés de l'Allemagne qui se jetaient à genoux quand arrivait sur eux l'armée ennemie, pour invoquer le secours des milices célestes. Ils s'aident eux-mêmes pour être aidés, et, sur ce point capital, c'est Machiavelli qui a donné le branle. Il a eu l'heureuse inspiration de provoquer une nouvelle organisation militaire, et la chance, plus heureuse encore, d'être écouté, d'être chargé de réaliser lui-même sa judicieuse conception.

Si les milices florentines ne furent pas tout ce qu'elles auraient pu être, si elles ne sauvèrent pas la liberté, du moins donnèrent-elles aux citoyens des habitudes viriles; elles leur rendirent la confiance, elles relevèrent leurs âmes autrement, mais d'une manière plus raisonnable que n'avait fait Savonarola. Vint ensuite l'obstination, l'acharnement désespéré de la lutte, qui transforme les agneaux en lions, qui inspire le mépris de la vie, et que donnent l'amour de la liberté, le patriotisme, l'esprit militaire, tout autant que l'esprit religieux.

CHAPITRE IV

LES ARMÉES IMPÉRIALES AUTOUR DE FLORENCE. SIÈGE DE FLORENCE

— 1529-1530 —

Ambassade florentine à Charles-Quint (16 août 1529). — Audience publique (23 août). — Mésintelligence des ambassadeurs. — Rosso des Buondelmonti envoyé au prince d'Orange (10 septembre). — Lenteur des préparatifs de défense. — Situation financière. — Vente des biens ecclésiastiques (13 septembre). — La milice réorganisée. — Les troupes soldées. — Prophètes et prédicateurs. — Superstitions. — Marche des Impériaux vers Florence. — Traité de Malatesta Baglioni avec le prince d'Orange (10 septembre). — Arezzo évacué (18 septembre). — Panique et émigrations. — Hostilités autour de Florence. — Ambassades au pape et au prince d'Orange (16 septembre). — La résistance décidée (26 septembre). — Les négociations poursuivies. — Préparatifs en vue d'un siège. — Dévastations volontaires. — Régime de terreur. — Siège de Florence (29 octobre). — Première escarmouche, victoire des Florentins (10 novembre). — Seconde sortie (10 décembre). — La défense au dehors. — L'abbé de Farfa. — Francesco Ferrucci. — Il est commissaire à Empoli. — Il s'empare de San-Miniato *al Tedesco* (11 novembre). — Négociations reprises. — Outrage au pape. — La rive droite de l'Arno occupée par les Impériaux (fin décembre). — Pistoia et Prato évacués. — Soumission de nombreuses places florentines. — L'évêque de Faenza à Florence (27 décembre). — Raffaello Girolami, gonfalonier de justice (1er janvier 1530). — Ambassadeurs florentins à Bologne auprès du pape et de l'empereur (13 janvier). — Malatesta, capitaine général (12 janvier). — Premiers soupçons contre lui. — Démonstrations belliqueuses. — Augmentation de la force militaire. — Expédients financiers. — Médiation de François Ier (avril).

Quoique persuadés que Charles-Quint ne descendrait pas en Italie, les Florentins s'étaient mis en mesure, s'il y descendait, de lui rendre un hommage prudent. Le 23 juillet, ils avaient décidé l'envoi de quatre ambassadeurs [1]. Le 13 août, ils apprennent que l'empereur est arrivé, la veille, avec une armée, à Gênes [2]. Aussi-

1. Falletti (t. I, p. 57, 58) publie une longue provision du 23 juillet, en vingt-quatre articles, sur l'élection et les conditions des ambassadeurs.

2. Varchi, liv. IX, t. II, p. 23-25; Pitti, t. I, p. 185; Guicciard., liv. XIX, ch. v, t. VI, p. 228; Paruta, liv. VI, p. 346.



tôt se réunit la pratique, et, les ambassadeurs une fois élus, ce qui demanda huit longs jours, elle rédige la *notula* ou minute de leurs instructions. Le ton en était conciliant, mais ferme : on y lisait, au milieu des compliments et des prières d'usage, les plus nettes déclarations d'amour pour la liberté, et une protestation, plus enveloppée il est vrai, contre le pape. On laissait entrevoir la possibilité de traiter pour de l'argent, mais sous condition de maintenir intégralement la liberté et le domaine[1]. Le Conseil des Quatre-vingts, moins résolu, ou plus porté vers le gouvernement étroit, aurait même voulu d'un accord à tout prix, fallût-il modifier « le présent gouvernement[2] ».

Sans aller aussi loin, la pratique avait bien montré, par le choix des ambassadeurs, qu'elle avait le sentiment du péril, dans cette Italie soumise, où Florence seule restait à soumettre. On ne pouvait envoyer à Charles-Quint menaçant des hommes qui lui fussent désagréables. On alla donc chercher Niccolò Capponi dans sa retraite imposée ; on lui adjoignit Matteo Strozzi, ami du pape comme lui ; on accorda aux *palleschi* la troisième place pour Raffaello Girolami, leur candidat au gonfalon contre Carducci. Seul sur les quatre, Tommaso Soderini représentait le parti au pouvoir[3].

Au moment où ces orateurs allaient partir, revient l'évêque de Tarbes, qui insiste pour que leur départ soit différé. Il faut, dit-il, attendre de savoir si l'accord des princes, dont on parle tant, est réel; car, quant à lui,

1. Ces instructions, datées du 16 août, sont dans Desjardins, t. II, p. 1119. Falletti (t. I, p. 363) en donne une partie.
2. Conseil des Quatre-vingts, 20 août, dans Falletti, t. I, p. 400.
3. Pitti, t. I, p. 185.

il n'y croit point; et ce qu'il sait de science certaine, c'est que le roi son maître fait de sérieux préparatifs pour secourir ses alliés [1]. Là-dessus, grande incertitude dans les Conseils du gouvernement. Que faire entre des promesses d'échéance nécessairement lointaine et un danger visiblement prochain? Les ambassadeurs partiront, mais avec ordre de ne cheminer qu'à petites étapes [2]. Leurs instructions d'ailleurs sont restrictives, elles ne contiennent point de pleins pouvoirs, on aura toujours le temps d'aviser. C'est ce qu'on appelle en langage familier une cote mal taillée, et l'on sait que les cotes mal taillées ne satisfont jamais personne : ceux qui veulent la soumission estiment qu'on ne fait pas assez d'avances, tandis que Varchi, interprète du parti de la résistance, voit dans cette ambassade un acte de faiblesse et le dit sans détours [3].

Partis le 16 août, les quatre orateurs arrivaient à Gênes le 23. Ils avaient été devancés par le duc Alessandro des Medici, que l'empereur appelait « son gendre et fils », et par le cardinal Hippolito, de quoi Charles-Quint remerciait Clément VII par une lettre écrite de sa main [4]. Aussi Doria reçut-il assez mal les arrivants : — Vous venez tard, leur dit-il, et à la male heure. — L'empereur, en effet, voulait qu'ils fussent reçus en audience privée, non par lui, mais par son grand chancelier, en présence du nonce pontifical [5]. Il consentit

1. Bernardino Boninsegni, orateur de Sienne, à la balie de cette ville. Flor., 16 août 1529. Texte dans Falletti, t. I, p. 66, n. 2.
2. Consulte du 15 août. Résumé dans Falletti, t. I, p. 67.
3. Varchi, liv. IX, t. II, p. 39.
4. Charles-Quint au pape. Gênes, 29 août 1529, dans *Lettere di principi*, t. I, p. 123 v°; Varchi, liv. IX, t. II, p. 25; Segni, *Storia*, liv. III, t. I, p. 172.
5. Alf. Faleri, orateur de Sienne, à la balie de cette ville. 24 août. Falletti, t. I, p. 367.

pourtant à l'audience publique, laquelle eut lieu le jour même (23 août). Soderini porta la parole, « très humblement, les bras en croix, s'inclinant jusqu'à terre, du corps autant que du cœur », demandant pardon si Florence, pour sa liberté et son salut, avait agi contre les intérêts de Sa Majesté, protestant qu'elle ne désirait que vivre sous ses lois. Il fut écouté comme pouvait l'être un ami déclaré de la France[1]. Si le choix fait de lui pour prononcer la harangue s'explique, parce qu'il inspirait seul confiance à la seigneurie, ce ne fut pas moins une maladresse. Charles-Quint renvoya le déplaisant orateur au pape, se bornant à offrir sa médiation, ne consentant à négocier lui-même qu'autant que Sa Béatitude et la République seraient d'accord.

Les orateurs n'avaient seulement pas qualité pour subir ces conditions. Ils durent demander des instructions nouvelles, sans pouvoir même s'entendre pour en indiquer la teneur désirable, car ils différaient fort sur ce qu'il convenait de vouloir et de proposer. Capponi et Strozzi poussaient à céder au pape, sauf, quand il serait mort, à raffermir la liberté. Soderini préférait tenir bon pour ne pas décourager les alliés : Venise, Milan, Ferrare, disait-il, commencent à redouter l'empereur, et les Turcs attaquent la Hongrie. A ses idées il avait gagné Girolami, qui, quoique ancien candidat des *palleschi*, penchait visiblement vers la France. Ce fâcheux désaccord paraissait jusque dans leurs manières d'être. Les deux derniers vivaient somptueusement, tenaient table ouverte; les deux premiers tout au contraire. On préten-

1. Varchi, liv. IX, t. II, p. 34, 35; Segni, *Storia*, liv. III, t. I, p. 173; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 184; Nerli, liv. IX. p. 191; Paoli, p. 186.



dait même que Strozzi achetait un baril de vin après l'autre, et le gardait la nuit près de son lit, pour que ses serviteurs n'en bussent point hors des repas[1]. Chacun écrivait différemment de son côté, sauf une fois pourtant, qu'ils parvinrent à rédiger une lettre en commun pour demander leur rappel, si l'on refusait d'apaiser Clément VII[2].

Cette lettre grave fut, à Florence, le sujet de longs débats. A la fin, la pratique, composée de soixante-douze citoyens de tout parti, décidait (26 août), à l'unanimité moins quatre fèves blanches, d'envoyer de pleins pouvoirs, mais avec cette recommandation secrète de n'accorder au pape que la restitution de ses biens, sans aucun droit de toucher au gouvernement, et aussi, et surtout, de ne traiter avec lui que par l'intermédiaire de l'empereur[3], ce qui était contraire aux intentions connues de Charles-Quint. Tandis que le secret mal gardé ameutait contre les membres de la pratique des hommes en armes qui les injuriaient et les menaçaient[2], César, sans attendre que les orateurs eussent reçu les instructions demandées, était parti pour Plaisance (30 août)[4]. Ce ne fut, à l'heure de ce départ, qu'échange de paroles malgracieuses. — Prenez garde, dit à nos Florentins le chancelier impérial, de ne pas faire accomplir les

1. Pitti, t. I, p. 186; Busini, Lettre IX, p. 68.

2. Varchi, liv. IX, t. II, p. 39; Pitti, t. I, p. 187; G. Capponi, t. II, p. 410; Consulte e pratiche, 2 sept., dans Falletti, t. I, p. 367.

3. Voy. un fragment de ces instructions dans Capponi, t. II, p. 210. d'après une copie du doc. officiel. Cf. Varchi, liv. IX, t. II, p. 38; Pitti, t. I, p. 189; Segni, liv. III, t. I, p. 170; Pratique du 29 août, dans Falletti, t. I, p. 367.

4. Lettres des orateurs. Gênes, 3, 4 sept. Leurs dépêches se trouvent dans Rastrelli, *Vita di Alessandro de' Medici*, t. I, p. 131-166. La première est du 30 août.

prophéties. — Les nôtres, répondirent-ils fièrement, disent autrement que les vôtres. — Le tout transmis en hâte à Florence, décidait enfin le Conseil des Quatre-vingts à envoyer de vrais pleins pouvoirs, mais toujours en en faisant mystère, et simultanément un messager au prince d'Orange, chargé par le pape, avait dit l'empereur, de traiter avec la République. Carlo Capello, l'orateur vénitien, ayant découvert le pot aux roses, se plaignait à la seigneurie, qui, n'osant nier, s'excusait sur l'universel abandon[1].

Tandis que Strozzi et Capponi restaient à Gênes auprès du grand chancelier, Soderini et Girolami avaient suivi Charles-Quint à Plaisance. Il refusa de les recevoir[2]. Le nonce, de son côté, ne veut entendre à rien, si les Medici ne sont rétablis dans tous leurs droits, comme avant leur départ[3]. Il n'y avait décidément plus rien à faire : l'ambassade était dissoute de fait par son humiliante impuissance. Ses membres, déjà divisés entre Plaisance et Gênes, se dispersèrent : Soderini, inquiet, assombri, se retire à Lucques ; Strozzi, à Venise, où il avait une maison de banque ; Capponi, errant de ville en ville, prémunissait par maintes lettres ses compatriotes contre de dangereuses illusions[4]. Dans ces pérégrinations malsaines aux jours chauds d'une fin d'été, il prit la fièvre à Castelnuovo de Garfagnana, et y mourut en peu de jours (18 octobre), ayant assez vécu pour

1. Lettres des orateurs, *ibid.*, p. 145; Capello, Dép. 46, du 7 sept., p. 208, 209; Pratique du 7 sept., dans Falletti, t. I, p. 368.
2. Varchi, liv. IX, t. II, p. 38.
3. Lettre des orateurs siennois, Plaisance, 6 sept., dans Falletti, t. I, p. 368; Lettre des orateurs florentins, Gênes, 3 sept., dans Rastrelli, t. I, p. 145.
4. Segni (liv. III, t. I, p. 177) publie une de ces lettres adressées à Lorenzo Segni, son père, et qu'il dit avoir vue.

apprendre que, contrairement à son avis, les Florentins s'obstinaient dans la résistance. — Où avons-nous, dit-il tristement, conduit notre malheureuse patrie ! — Ce furent ses dernières paroles [1]. Girolami fut donc le seul qui revint à Florence; mais il y revint en toute hâte, plein de chimériques espérances qu'il communiquait avec feu à la seigneurie, en lui conseillant de tenir bon [2]. S'il pensait jadis comme ces *palleschi* qui lui voulaient mettre aux mains le gonfalon de justice, il avait trouvé son chemin de Damas.

On voit trop, par ce qui précède, que la situation était dès lors inextricable, désespérée. Florence sentait le mal et ne voulait pas du remède, le jugeant pire que le mal : menacée des armes impériales, elle se refusait à plier. Rosso des Buondelmonti n'était envoyé au prince d'Orange, selon la résolution tout récemment prise [3], qu'avec des instructions fort générales, témoignant de sentiments affectueux qu'on espérait devoir être « en quelque partie » réciproques, mais recommandant au « messager » de ne montrer « ni trop de crainte, ni beaucoup de défiance », et de n'en venir à aucune particularité [4]. De son côté, Philibert de Châlons, prince d'Orange, vice-roi de Naples, étant payé par le pape, ne pouvait traiter qu'après entière satisfaction

1. Varchi, liv. IX, t. II, p. 35-39; Segni, *Storia*, liv. III, t. I, p. 175-177, 203; *Vita*, etc., t. III, p. 364, 365; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 191; Nerli, liv. IX. p. 191.

2. Nerli (liv. IX, p. 197) prétend qu'il était ambitieux de popularité, qu'il parlait à chacun selon ses idées, mais que, quant à lui, il était pour la résistance.

3. Dès le 19 août, le prince d'Orange était à Terni. Varchi, liv. X, t. II, p. 124; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 183.

4. Mandata Rosso de Buondelmontibus oratori ad III principem de Oranges, 10 sept. Texte dans Falletti, t. I, p. 369.

donnée à Clément VII[1]. Florence ne consentait point à subir ces conditions léonines? Alors, comment pourrait-elle résister? Elle ne comptait plus dans la politique générale. Même en réunissant toutes ses ressources d'argent et d'hommes, elle restait un pygmée en face d'un géant. Les mercenaires, s'ils aimaient les ducats, n'aimaient pas les défaites, et, en outre, ils espéraient une paye plus forte du possesseur des Indes que d'une poignée de marchands économes. Moins que jamais la République pouvait compter sur ses sujets ruinés, enivrés de la perspective d'une émancipation possible et prochaine, aigris par tant de durs et malveillants procédés, qu'atteste ce dicton fameux et cynique : il faut maintenir Pise par la pauvreté, Pistoia par les factions, Volterre par la forteresse[2]. On savait que les Vénitiens, alliés de tout temps peu sûrs, traitaient directement avec l'empereur ; on savait que le pape exhortait l'empereur à ne pas s'occuper de ce que voulaient et disaient Florence et Ferrare[3]. Ferrare même fait bientôt défection. La cruelle réalité des choses saute si bien à tous les yeux, qu'Ercole d'Este, duc de Chartres, recule plus que jamais à prendre possession de son commandement : il ne veut se risquer que si le roi très chétien envoie d'importants secours[4]. Quant au duc de Ferrare, père de ce capitaine volontairement *in partibus*, il finira par rappeler son orateur de Florence, si

1. Dép. de Rosso, n° 4, 15 sept., dans Capponi, t. II, p. 549, qui publie les quinze dépêches de cet orateur. Rastrelli en avait déjà publié onze (t. I, p. 167-187).

2. Rel. d'Ant. Suriano, Albèri, 2e ser., t. V, p. 416.

3. Réponse du Sénat vénitien aux ambassadeurs français, 15 sept., dans Molini, Doc. 302, t. II, p. 346.

4. Ercole d'Este à Montmorency, Ferrare, 23 juillet, 8 août, dans Molini, Doc. 296, 298, t. II, p. 236, 237.

longtemps amie de sa couronne ducale, et par prêter au pape de l'artillerie, deux mille pionniers contre les malheureux Florentins[1]. Il n'est pas, enfin, jusqu'à Baldassare Carducci, si opposé qu'il fût à la politique de Capponi, qui, jugeant de loin et par là peut-être plus sainement les choses, n'en vînt à conseiller, sans interrompre les préparatifs de la défense, de rentrer en grâce avec Sa Majesté Impériale[2].

Mais les obstinés Florentins ne retenaient que la moitié de son conseil. Ils étaient pleins de fermeté, d'énergie, d'espoir[3]. Ils se rappelaient non sans orgueil avoir résisté à Henri VII, à Gian Galeaz, s'être fait respecter de Charles VIII, n'avoir jamais vu une armée ennemie rester longtemps dans la vallée de l'Arno. Peu nombreux, disaient-ils, les ennemis ne peuvent nous assiéger, et nombreux ils manqueraient de vivres, puisque nous mettons tout à l'abri dans nos places fortifiées. Du haut des montagnes, au nord, l'artillerie n'était pas à craindre, grâce à sa faible portée. Au sud, il est vrai, malgré le fossé d'un fleuve souvent sans eau, la ville pouvait être bombardée des collines de San-Miniato, et Michel-Ange assurait qu'en l'état des choses, elle ne tiendrait pas un seul jour; mais on pouvait ajouter aux travaux insuffisants de Machiavelli, de Federigo de Bozzolo, de Pedro Navarro[4]. Ainsi pensaient, ainsi parlaient ces marchands que Marco Foscari naguère, en 1527, représentait dédaigneusement comme affaiblis par leur doux climat, trop adonnés aux arts manuels pour être capables des arts nobles. Ce patricien, issu lui

1. Varchi, liv. IX, t. II, p. 32, 33; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 182.
2. B. Carducci aux Dix, Compiègne, 27 août. Desj., t. II, p. 1116.
3. Busini, Lettre XIII, p. 109, 110.
4. Busini, Lettre XIII, p. 102-103; Ammirato, liv. XXX, p. 381, 382.

aussi du trafic, était scandalisé de voir les « gouverneurs » travaillant dans leurs boutiques, la robe retroussée, le tablier sur le ventre, portant sur leurs épaules sacs et paniers pleins de soie ou de laine[1].

Ce n'est pas parce que ces « manants », comme on eût dit en France, maniaient l'aune ou l'outil, qu'ils pouvaient être inférieurs à leur terrible tâche; c'est qu'ils payaient la rançon d'un passé trop dédaigneux des exercices guerriers et de l'organisation militaire. Déjà éclairées des splendeurs de la Renaissance, Florence et toute l'Italie en sont restées, pour l'art des combats comme dans la politique, au moyen âge. On ne s'y rendait point compte des progrès accomplis dans la formation, la disposition, la mobilisation des armées, non plus que de la disproportion des forces entre les troupes impériales et les restes des bandes noires, des talents entre les habiles capitaines de Charles-Quint et de surannés *condottieri*. On croit encore que les démonstrations guerrières ont pour unique but d'obtenir un traité; qu'il est possible, comme autrefois, de gagner à prix d'or, et sans se ruiner, les chefs ennemis. On ne sait agir vite ni pour attaquer, ni pour se mettre en état de défense. Ainsi, dans le moment même où le prince d'Orange combinait l'entreprise à Rome avec le pape, et que son armée se concentrait dans le Napolitain pour marcher sur la Toscane, les Florentins n'avaient personne sous la main pour parer aux nécessités les plus urgentes: Ercole d'Este, leur capitaine général, était en Lombardie; Malatesta Baglioni, gouverneur général de leurs troupes, à Pérouse; Michelan-

1. Rel. de M. Foscari, 1527. Albèri, 2e ser., t. I, p. 21.



gelo Buonarroti, gouverneur général des fortifications, en mission à Ferrare[1].

Non moins inquiétante était la question d'argent. Des causes diverses avaient ruiné Florence. « Les Medici, écrit en jouant sur les mots le Vénitien Suriano, ont tellement médiciné le domaine, qu'ils lui ont enlevé la peau. » De 1512 à 1527, ils avaient coûté 4,000,000 d'or, d'autres disent beaucoup plus. Le sac de Rome venait de ruiner non seulement les marchands florentins établis dans la ville éternelle, mais aussi leur patrie, qui retirait de ce trafic 8,000 florins par semaine, et qui défend désormais à ses citoyens d'aller se mettre, par une installation ou même par un voyage, sous les murs du Vatican, dans la dépendance du pape. La guerre a supprimé aussi les 3,000 florins que le trafic avec Naples apportait chaque semaine et tout transit vers Lyon par les voies de terre, gêne d'autant plus grave que la mer n'est pas sûre, et qu'elle n'a jamais été le fort des Florentins[2].

Il est difficile d'établir avec certitude ce qu'on nous permettra d'appeler le budget de Florence. Mais un auteur dit qu'il fallait trouver 60,000 ducats par mois[3], soit 720,000 ducats par an. Dans ce chiffre considérable paraissent comprises les dépenses extraordinaires, qu'on ne saurait prévoir, en même temps que les ordinaires, car celles-ci sont évaluées par d'autres à 220,000, savoir : pour les intérêts du *Monte*, de 80,000 à 112,000 ; pour les salaires, 50,000 ; pour l'armement, les munitions, les estafettes, 18,000 ; pour les chefs

1. Pratique du 10 août 1529, dans Falletti, t. I, p. 30.
2. Rel. d'Ant. Suriano, t. V, p. 420-21.
3. Paoli, p. 188.

mercenaires, 40,000. Or les recettes étant évaluées tantôt à 250,000, tantôt à 270,000[1], si nous prenons ce dernier chiffre, qui est le plus élevé, nous trouvons le budget ordinaire en excédant de 50,000 ducats, et le budget total en déficit de 150,000.

Les charges publiques étaient déjà écrasantes. On en peut juger par quelques détails. Les dots, jusqu'à 2,000 florins, payaient 7 pour 100; au-dessus, 14 pour 100. Les villes sujettes et même les villes recommandées ne cessaient de verser au trésor, directement pour les contributions fixées, indirectement pour le salaire des officiers qu'on leur imposait. Pistoia, qui est des villes recommandées, c'est-à-dire, comme nous dirions aujourd'hui, placées sous le protectorat de Florence, comptait 6,000 florins à la ville protectrice, autant aux officiers qui tenaient les protégés sous le joug. Arezzo et Pise avaient beau être nominalement exemptes d'impôts, on tirait d'Arezzo 2,800 ducats, et de Pise de 12 à 16,000, sans compter les salaires. On obtenait des douanes, de 60 à 70,000 ducats; du sel, de la boucherie, du vin au détail, de 50 à 60; des contrats, des ventes, des dots, de 15 à 18,000[2].

Diminuer ces lourds impôts, ou du moins remédier à l'arbitraire qui les rendait intolérables, était, pour un gouvernement démocratique, la condition première de sa popularité. Mais puisqu'on voulait se défendre, il fallait en trouver, en créer les moyens, faire, en un mot, flèche de tout bois. On recherchait donc la matière

1. Suriano, Rel., p. 416, 420; Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 110. M. Falletti (t. I, p. 401) établit comme suit le budget florentin : Recettes, 293,287 fl.; Dépenses, 150,000; Excédant, 143,287. Il ne veut évidemment parler que du budget ordinaire.

2. Suriano, Rel., p. 416, 417.

imposable, on recourait à l'impôt direct, puisque l'impôt indirect, de beaucoup préférable dans une ville commerçante, était loin de suffire. Le clergé, les corporations, pieuses ou autres, les particuliers, personne n'échappait. C'était là, il est vrai, une source féconde. Toujours et partout l'Église, pour s'assurer la puissance, tient à posséder de grands biens. Les œuvres charitables sont aux corporations le plus honorable prétexte pour acquérir, pour hériter. Huit ou dix familles, Bertolini, Antinori, Soderini, Strozzi et autres passaient pour être riches, chacune, de 100,000 ducats; Tommaso Guadagni, de 400,000 et plus, mais en sûreté, à Lyon et ailleurs en France; Ruberto des Albizzi, de 250,000; Pier Salviati, de 200,000; plus de quatre-vingts familles, de 50 à 100,000; au-dessous, une infinité pouvaient passer encore pour opulentes. Le principal de ces richesses était en marchandises; mais il y avait aussi des terres, des maisons qui « valaient un trésor[1] ».

Faites par des observateurs curieux, de telles évaluations étaient sans inconvénients; par le gouvernement, et pour établir des taxes, elles paraissaient vexatoires : toute déclaration de fortune est propre à tarir le crédit des marchands, à provoquer la dissimulation touchant les profits mercantiles et la fortune mobilière. Aussi, comme les impôts se votaient en Conseil, était-il fort difficile de les obtenir, car, en Conseil de la seigneurie et de ses collèges, il suffisait de six fèves blanches pour faire échouer toute proposition, et, sur les impopulaires questions d'impôt l'opposition les

1. Suriano, Rel., p. 422.

obtenait presque toujours[1]. Mais dans la période terrible où nous entrons, les cas étant d'extrême urgence, tout officier public se voyait tenu d'y pourvoir, au mépris de ses intérêts.

On n'eut point à innover quant aux moyens d'exécution. Le procédé était connu et fort simple. On fixait la somme de l'*accatto* ou *balzello* nécessaire pour l'instant[2], et l'on désignait un certain nombre de citoyens, tantôt cinq, tantôt vingt, appelés répartiteurs, et qui désignaient eux-mêmes, selon leur inspiration ou caprice, ceux de leurs compatriotes qui devaient fournir la somme. S'ils laissaient passer le terme fixé pour la perception, ils payaient une forte amende, mille florins par exemple. Si le contribuable de leur choix ne s'exécutait pas, ils avaient le droit de vendre ses biens, et, qui pis est, de forcer qui ils voulaient à les acheter, droit que Varchi, non sans raison, estime « acerbe et dur[3] ». L'État se piquait-il, par hasard, d'être juste, le travail des répartiteurs était soumis à certaines règles : ils faisaient séparément, puis remettaient à certains *frati* nommés par la seigneurie, chacun un rôle de vingt contribuables, et, en regard de leurs noms, la somme qu'ils lui avaient arbitrairement attribuée. Les *frati* écartaient les six plus fortes et les six plus faibles propositions, comme ayant pu être suggérées par la haine ou la faveur. Ils additionnaient les huit intermédiaires et divisaient le total par 8. Cette opération restait secrète, sous la foi du serment, et l'on en brûlait

1. Varchi, liv. IV, t. I, p. 220.
2. Le *balzello* était un emprunt à fonds perdus, tandis que l'*accatto* reposait sur le *monte*. Voy. Suriano, p. 428.
3. Varchi, liv. V, t. I, p. 306, 307.

les matériaux[1]. Mais quelque scrupule qu'ils apportassent à leur travail, l'arbitraire le plus odieux n'en restait pas moins le fond.

C'est ainsi que Niccolò Capponi avait obtenu, en 1527, le 11 juin, 80,000 florins, et, le 26 juillet, la même somme à fournir dans les huit jours, sous peine, pour chacun, de 500 florins d'amende[2]. Ceux qui n'étaient pas frappés de ce *balzello* restaient, bien entendu, grevés de la décime simple et de la décime graduée, qui donnait 10,000 florins. Le 15 novembre de la même année, Capponi en demandait encore 60,000, et, dans les six premiers mois de 1528, il levait cinq autres *balzelli* de 20,000, 50,000, 10,000, 22,000, 40,000 florins[3]. Chef d'un gouvernement où dominent les *piagnoni*, et sincèrement ou par grimace plus *piagnone* que personne, il n'épargnait pourtant ni les ecclésiastiques, ni les *luoghi pii*. Pour avoir 100,000 ducats, il faisait vendre au plus offrant la dixième partie des biens d'Église, en vertu d'une autorisation donnée par Clément VII, quand il était maître de Florence[4]. Depuis qu'il ne l'était plus, à vrai dire, pleuvaient les brefs pour prohiber l'opération devenue impie; mais Capponi obtient la suspension de l'averse: peut-on rien refuser à l'inespéré gonfalonier des mains de qui l'on espère recevoir la riche cité? C'est ainsi qu'il put recouvrer une partie de ces décimes[5]. Une partie seulement, car si l'on frappait fort, c'était en prévision des non-valeurs et des mécomptes, toujours considé-

1. Nerli, liv. VIII, p. 165; Sismondi, t. X, p. 64.
2. Varchi, liv. IV, t. I, p. 220.
3. Suriano, p. 418; Canestrini, p. 367, 368.
4. Varchi, liv. IV, t. I, p. 221; Suriano, Rel., p. 418.
5. Segni, *Storia*, liv. II, t. I, p. 111.

rables: telle taxe de 100,000 florins n'en produisait que 66,000 ; telle autre que 9,668[1]. Un *accatto* de 70,000 florins en donne 39,682 ; un de 62,000, 32,588 ; un de 60,000, 43,729[2]. Notons que ce fâcheux état des finances publiques est antérieur à la période la plus aiguë de la crise finale ; qu'on juge de ce que devinrent ces embarras pendant le siège, quand le pouvoir, avec Francesco Carducci, eut passé en des mains démocratiques !

Alors, en effet, ce n'est pas seulement les clercs et les *luoghi pii* qu'on pressure, c'est aussi les *palleschi*, qui sont les plus riches de tous les Florentins. Un d'eux, l'historien Nerli, prétend qu'ils payaient trois fois plus que les autres[3]. Il est peut-être trop homme de parti pour mériter créance, et l'on dirait même que la seigneurie met quelque soin à frapper chacun à tour de rôle : les arts, les confréries, le clergé, la ville, le *contado*[4]. Mais ces taxes se renouvellent presque chaque jour, et elles sont d'une lourdeur écrasante. Le 22 février 1529, la *decima scalata*, par exemple, est décrétée, appliquée dans toute sa rigueur. Pour 5 florins et au-dessous on paye 1 décime 3/4 ; de 5 à 10 florins, 2 décimes ; de 10 à 15, 2 décimes 1/4 ; de 15 à 20, 2 décimes 1/2 ; de 20 à 25, 2 décimes 3/4 ; au-dessus, 3 décimes. Guicciardini, qui trouvait tous les impôts bons sous ses maîtres, les déclare tous mauvais depuis leur chute, et il écrit un traité spécial contre celui-ci[5].

1. Rastrelli, *Storia di Aless. de' Medici*, t. I, p. 123, 126.
2. Canestrini, t. I, p. 371-73.
3. Nerli, liv. VIII, p. 166.
4. La liste que Canestrini donne de ces impôts successifs, d'après Varchi et Rastrelli, n'occupe pas moins de trois pages (p. 371-373) pour 1529 et 1530 jusqu'à la fin du siège.
5. Voy. *Op. ined.*, t. X, p. 353-378.

Il aurait pu en écrire d'autres, et avoir théoriquement raison, car le pouvoir aux abois en était plus que jamais aux expédients. Un jour, vingt citoyens sont désignés pour prêter à l'État 1,000 florins chacun[1]. Vingt autres en prêteront 500, et cela, moitié dans les dix jours, moitié dans les vingt. Pour garantie, on leur assigne les revenus de la douane, qui ne donne presque plus rien, et un intérêt de 10 pour 100, qui sera payé si on le peut. En même temps, est doublé sans plus de façons le précédent emprunt, et les versements en sont exigés par tiers, les 30 avril, 30 juin, 31 juillet, avec un escompte de deux sous par livre[2]. Souvent, et la chose est plus grave, on ne sait même plus où frapper : pour les fortifications on a proposé un impôt d'un ducat ou d'un demi-ducat sur chaque paire de bœufs ; la provision est rejetée, pour le district parce que « cela ne serait pas convenable » ; pour le *contado* « parce que l'impôt rapporterait peu[3] ». Il faut pourtant d'autres ressources. Où les prendre? L'hésitation n'est pas longue. La taxe de 1528 sur les clercs et les *luoghi pii* est loin d'avoir épuisé la mine sacrée. Florence y puisera donc de nouveau, et vite, car, le feu une fois allumé, rien ne pourrait plus être fait. Il faudra seulement tâcher que les imposés payent de bonne grâce, *amorevolmente*, et ne point laisser sortir de la ville les deux décimes imposées par le pape. Mais la manœuvre n'aboutit pas du premier coup[4], et, le 13 septembre, est approuvée en

1. Selon Nerli (liv. VIII, p. 166), 1,500.
2. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 485.
3. Pratique du 3 juin 1529, dans Falletti, t. I, p. 404.
4. Pratiques des 4, 6, 8, 21, 23, 28 juin, 5, 14, 18, 28 juillet 1529, dans Falletti, t. I, p. 405-406; Capello, Dép. 15, 19, des 7 et 19 juin, p. 132, 141.

Grand Conseil une nouvelle vente de ces biens, auxquels on ajoute ceux des arts, avec promesse de restitution dans six ans.

Où en serait Florence dans six ans ? Existerait-elle seulement encore? La lointaine échéance paraissait donc une faible garantie, et beaucoup protestaient ou résistaient. A ces défenseurs de leur avoir Lamberto Cambi, « qui voyait mieux avec les yeux de l'esprit qu'avec ceux du corps », et qui remédiait à sa myopie en s'appuyant d'un bâton, opposa dans un discours fougueux l'exemple héroïque des Huit Saints. S'il opéra des conversions, nous ne le saurions dire ; ce qui est sûr, c'est que cet emprunt rapporta 160,000 florins[1]. Les femmes, les vieillards, les artisans, les *contadini*, les moines eux-mêmes, qui, selon Nerli, aiment à cacher leur argent, le tirèrent de leurs cachettes, amorcés par une très basse mise à prix. Des maisons qui valaient deux mille ducats furent vendues quatre-vingts. Une fois la spéculation lancée, elle ne s'arrêta plus[2].

Cette ressource finit pourtant par s'épuiser, et il fallut en revenir aux plus misérables expédients. Ordre est donné aux *frati* de la *Badia* de remettre tous les dépôts privés faits entre leurs mains, ce qui donne 8,095 florins[3]. De rentrées arriérées ou accidentelles on en obtient 71,656 ; d'offrandes plus ou moins volontaires, 5,922[4]. Giovanni Rinuccini offre tous ses biens, et plus préci-

1. Varchi, liv. X, t. II, p. 137, qui fait le discours de Lamberto; Nerli, liv. IX, p. 200, 202; Rastrelli, *Vita di Aless. de' Med.*, t. I, p. 122; Capello, Dép. 52, du 24 sept., p. 223.
2. Nerli, liv. IX, p. 201-202.
3. 24 sept. 1529. Carte strozziane, dans Falletti, t. I, p. 408.
4. Canestrini, p. 373-74. Cet auteur se promettait, s'il avait vécu, de montrer que, même après la capitulation, les ressources des Florentins étaient loin d'être épuisées.



sément 25 ou 30,000 ducats par semaine[1]. D'autres l'imitent. Une mitre ornée de joyaux, don de Léon X au Chapitre de la cathédrale, procure 8,000 florins. On retire aussi une grosse somme, mais toujours moins que la valeur, d'une riche croix d'argent que possédait le baptistère de San-Giovanni[2]. Tout l'argent non monnayé qu'on trouva, dans les églises et les couvents comme ailleurs, fut envoyé à la *Zecca*, et converti en une monnaie blanche, portant d'un côté le lis, de l'autre la croix, avec une couronne d'épines[3]. Les soldats seuls virent leurs espèces respectées. Et avec raison : qu'on les eût prises, que fût-il advenu de la défense? Ils se seraient tous retournés contre elle, ou, pour le moins, auraient lâché pied.

La milice de l'ordonnance, assurément, formée par Machiavelli sous Soderini, licenciée par les Medici en 1512, rassemblée de nouveau en 1527, réorganisée en 1529, n'aurait pu ni les contenir, ni les maintenir. Faible par ses vicissitudes, affaiblie encore, quant à son effectif, par l'épidémie qui avait réduit à quatre-vingt mille habitants une cité de cent vingt mille, elle ne remplissait qu'assez tard les vides de ses rangs au moyen de sept mille *contadini* déserteurs de leurs chaumières menacées, jaloux d'y rentrer, et qui ne parurent, dans la lutte suprême, inférieurs à personne[4]. Quand la milice eut été ainsi complétée, elle compta trente bataillons, où les

1. Pratiques des 10 août et 30 sept. 1529, dans Falletti, t. I, p. 408.
2. Nerli, liv. IX, p. 208. Selon G. Capponi (t. II, p. 435), la mitre et la croix auraient rapporté 53,000 ducats; mais il ne donne pas ses autorités et le chiffre paraît bien gros.
3. G. Capponi, t. II, p. 435.
4. Rel. d'Ant. Suriano, p. 428; Capello, Dép. 78, du 28 févr. 1530, p. 275.

hommes étaient répartis par province. Seize de ces bataillons étaient affectés à la rive droite, et quatorze à la rive gauche, sous des chefs dont les 500 *fanti* exercés aux armes servaient de modèles. Pour avoir ces trois mille combattants, il avait suffi d'enrôler les hommes valides de dix-huit à trente-six ans; on en pouvait trouver le double en poussant la conscription jusqu'à l'âge de cinquante ans. Et par derrière, il y avait encore la réserve des artisans, laissés en dehors et qui pouvaient fournir plus de huit mille hommes[1]. A la tête de cette petite armée civique était Stefano Colonna, le *condottiere*, avec le titre de capitaine de l'ordonnance civile des quartiers[2]. Mais la conduirait-il au feu? Et s'il l'y conduisait, comment s'y comporterait-elle? Là était la grande inconnue à dégager.

Les gens de guerre qui passaient pour le noyau de la force florentine figuraient, sur les cadres, au nombre de dix-huit mille *fanti* et six cents chevaux soldés. Mais, de fait, la République n'en pouvait compter que treize mille, restes des bandes noires, Pérugins, Corses, qui obéissaient à Malatesta Baglioni bien plus qu'au gouvernement. Ils coûtaient jusqu'à 70,000 ducats par mois, dans le cruel chômage du trafic et du travail. Sur ces treize mille soldats, sept mille tenaient garnison à Florence; le reste, à Prato, Pistoia, Empoli, Volterre, Pise, Colle, Montepulciano. Les commissaires civils, Antonfrancesco des Albizzi, Raffaello Girolami, Zanobi Buondelmonti, avaient à résoudre ce problème difficile d'approvisionner Florence, regorgeant de bouches

1. Varchi, liv. X, t. II, p. 191; Paoli, p. 189.
2. Segni, *Storia*, liv. III, t. I, p. 203.

inutiles comme de bouches utiles, sans réduire à la famine les gens d'armes qui restaient au dehors[1]. Ils supprimaient aux portes les gabelles, ils couraient d'une localité à l'autre, toujours en crainte de quelque révolte et n'osant dégarnir Florence, qui vivait sous la menace d'un assaut d'Orange, d'un soulèvement des *palleschi*[2]. Les *palleschi*, saignés sans miséricorde, mais persuadés que les remparts ne pouvaient être forcés, réclamaient d'une commune voix un prompt accord. Il aurait fallu, dit Busini, interdire de parler d'accord, sous peine de la vie, et Carducci n'y consentit jamais, parce qu'il subordonnait tout au désir de sa réélection[3]. S'il est vrai, comme le prétend Segni, qu'on incarcéra soixante-dix *palleschi* avérés[4], ce serait donc malgré le gonfalonier de justice; mais l'une de ces deux assertions contredisant l'autre, on ne saurait dire de quel côté est la vérité.

Ce qu'on peut affirmer, c'est que les criailleries de ces opposants n'étaient pas fort dangereuses encore. L'éloignement de leurs chefs les avait désorientés, leur avait ôté tout point de ralliement. Ennemis et indifférents confessent à l'envi qu'on ne voyait aucun tumulte, aucun désordre. Ils n'en reviennent pas que le peuple florentin suffise à tout, aux exercices des armes et à ceux de la dévotion, jeûnes, processions, communions, dont ne s'exemptait pas la milice elle-même[5]. La

1. Segni, *Storia*, liv. III, t. I, p. 203. Consulte du 27 juillet, pratique du 22 sept. 1529, dans Falletti, t. I, p. 440.
2. Capello, Dép. 70, du 26 déc. 1529, p. 254-256; Guicciard., Disc. VI, *Op. ined.*, t. II, p. 344-353; Nerli, t. IX, p. 208.
3. Busini, Lettre XVI, p. 122.
4. Segni, liv. III, t. I, p. 211.
5. Nerli, liv. IX, p. 208; Capello, Dép. 59, 77, 78, 84, 86, des 29 oct. 1529, 9, 28 févr., 31 mai, 23 juin 1530, p. 238, 272, 275, 295, 303.

vie religieuse, en effet, reprenait son ancienne importance. Les prophètes et les prédicateurs redevenaient des oracles. La populace avait son fou, le fameux Pieruccio, qui maintenait ses prédictions dans un vague prudent, et la sœur Domenica del Paradiso, femme sensée et bonne quand elle oubliait sa manie d'annoncer l'avenir; les *palleschi* écoutaient un certain Carafulla, qui prophétisait pour leur compte et peut-être pas gratuitement. En même temps qu'eux se faisaient concurrence, dans les chaires des églises, le sage et vertueux Fra Bartolommeo de Faenza, le crédule Fra Zaccaria de Trévise, dominicain de San-Marco, qui prêchait à la cathédrale, enfin le grand, le beau, le savant, l'éloquent Fra Benedetto de Foiano, revenu de l'exil, où l'avaient envoyé des querelles de moines, et devenu prieur de Santa-Maria Novella, où sa parole attirait de nombreux auditeurs [1].

Ces orateurs sacrés maniaient, contre le pape et en faveur du gouvernement de leur ville, l'arme redoutable de la plaisanterie, de la raillerie. Ils rappelaient la prophétie de Savonarola annonçant, disait-on, que Florence, pour ses péchés, serait punie et assiégée par un pape Clément, mais qu'elle se repentirait et serait délivrée par les anges. Le besoin d'espérer ramenait à croire, et le *frate* prophète revenait à ce point en honneur qu'on demandait bientôt la suppression « du procès indigne intenté à Fra Girolamo », attendu que « ce qui s'était fait contre lui avait été fait contre Dieu [2] ». Les anges prédits entraient jusque dans les calculs politiques des

1. Busini, Lettres VI, IX, p. 47, 48, 69; Varchi, liv. VIII, t. I, p. 474; liv. XI, t. II, p. 414, 415; Segni, *Storia*, liv. III, t. I, p. 213.
2. Pratique du 20 avril 1530, dans Falletti, t. I, p. 445.

« gouverneurs » : ils invoquaient ceux du ciel et même ceux de la terre, car ils tenaient pour des anges tous ceux qui viendraient au secours d'une cause juste : le roi de France, le roi d'Angleterre, les Vénitiens et aussi, paraît-il, le Grand Turc [1]. Comme au temps du *frate*, les enfants s'enhardissaient à frapper aux portes, à demander l'aumône pour les églises. Menant même une vie de coquins, ils mendiaient, volaient, dormaient par groupes à la belle étoile, si bien qu'il fallut leur assigner pour dortoir la salle dite du pape, leur donner des chefs pour les contenir et les nourrir [2].

Ce courant, devenu si général, rencontrait pourtant quelque résistance. Le gonfalonier de justice, notamment, était d'avis qu'il ne fallait pas consacrer tant de temps aux dévotions, aux patenôtres, que c'était tenter Dieu. Chaque jour qui s'écoule, disait-il avec sens, est une perte pour Florence. C'est en faisant une sortie qu'il faut invoquer l'aide du ciel [3].

Cette parole virile indique assez que déjà les ennemis avaient entrepris le siège. Dès le mois de novembre 1529, les Impériaux se trouvaient devant Florence, au nombre d'abord de quinze mille hommes ; ils devaient être bientôt quarante mille [4]. Philibert d'Orange n'avait rencontré d'obstacles, dans sa marche en avant, qu'à Pérouse, Malatesta Baglioni ayant conduit dans sa ville, pour la défendre, trois mille hommes à la solde des Florentins. Il consentit à l'évacuer, pourvu que la seigneurie lui en fût laissée, et il mit en demeure le peuple qui lui

1. Capello, Dép. 80, du 24 mai 1530, p. 279.
2. Varchi, liv. VIII, t. I, p. 474.
3. Pratique du 21 juin 1530, Falletti, t. I, p. 446.
4. Varchi, liv. X, t. II, p. 124, où l'on peut voir les détails, ainsi que dans Sismondi (t. X, p. 103) et Capponi (t. II, p. 411).

payait une grosse solde d'accéder à cet accord, à moins qu'on n'aimât mieux augmenter considérablement son corps d'armée. Comme il eût fallu, pour le faire, dégarnir Florence, force fut bien de se résigner.

Le traité conclu (10 septembre), Malatesta prend aussitôt avec ses troupes le chemin d'Arezzo [1]. Orange l'y suit de près, une fois qu'il s'est emparé de Cortone (17 septembre) [2], et, dès le lendemain, Antonfrancesco des Albizzi évacue la place avec la garnison. Tel est l'ordre du gonfalonier, convaincu, malgré l'avis contraire des Dix et de la seigneurie, qu'il faut abandonner les extrémités et défendre seulement le cœur [3]. A peine les Florentins ont-ils déguerpi, que la cité d'Arezzo accueille le trompette d'Orange, se déclare libre république, nomme ses prieurs [4], et, afin de constater sans doute ce que peut être cette liberté, court au-devant du prince jusqu'à deux milles des murailles pour lui offrir ses clefs sur un bassin d'argent [5]. Grands enfants, les Arétins se croient libres parce qu'ils ont secoué le joug florentin. Ils ne prévoient, ils ne sentent pas qu'à peine Florence écrasée, ils retomberont sous un autre joug, peut-être plus dur.

1. Varchi, liv. X, t. II, p. 131-135; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 185; Sismondi, t. X, p. 104; Capponi, t. II, p. 413.

2. Les auteurs disent le 14, mais Rosso des Buondelmonti, qui est au camp d'Orange, écrit, le 17, que cette soumission a eu lieu le soir même. (Rosso aux Dix, devant Cortone, Dép. 6, dans Capponi, App. X, t. II, p. 553.)

3. Capello, Dép. 51, du 19 sept. 1529, p. 220; Nerli, t. IX, p. 192; Segni, liv. III, t. I, p. 199-201. Les *palleschi* faisaient de leur ennemi Albizzi une pauvre cervelle, prétendaient que, nommé des Dix, il avait remercié à genoux; mais Busini n'en croit rien, « parce qu'il avait de la gravité dans toutes ses actions ». (Lettre VI, p. 55.) S'il se replia, ce fut certainement par ordre, non par lâcheté, comme on le répandit.

4. Orange aux Siennois, 19 sept. 1529. Texte dans Falletti, t. I, p. 333; Varchi, liv. X, t. II, p. 153.

5. Lodovico Sergardi à la balie de Sienne. Dép. 15. Du Bastardo, 19 sept. 1529, dans Falletti, t. II, p. 31.

Le capitaine impérial n'a garde de s'attarder dans sa facile conquête. Laissant la citadelle occupée par quelques-uns de ses gens au nom du pape, et le *cassero* ou réduit de la citadelle entre les mains d'une poignée de Florentins qui y sont comme assiégés, comme prisonniers [1], il se dirige vers Florence (25 septembre). On y sait déjà qu'aucune place n'a tenu bon sur son passage, et que ses bannières seront bientôt en vue; sans plus tarder, les pusillanimes se hâtent de fuir [2]. Michelangelo Buonarroti a même pris les devants (21 septembre): il n'était pas sans griefs personnels contre les gouverneurs, et on lui avait dit sur les bastions que pour sauver sa vie il devait s'éloigner. La désertion paraissant inquiétante par le mauvais exemple, défense est faite de sortir sans la permission de la seigneurie [3]; ordre est donné aux fuyards de revenir, les uns avant le 6 octobre, d'autres dans le délai d'un mois, sous peine d'être déclarés rebelles et de voir leurs biens confisqués. Six cents obéirent et rentrèrent, presque tous des ennemis [4], des gens tout au moins qui ne craignaient que pour leurs biens, comme Tommaso Soderini et Michel-Ange. Ceux qui pouvaient croire leur tête menacée et qui comptaient voir les confiscations annulées par la victoire des agresseurs, restèrent prudemment dehors. En

1. Sergardi à la balie de Sienne, Dép. 15, p. 31.
2. Paoli, p. 158; Varchi, liv. X, t. II, p. 161.
3. Ughi, *Chron. Arch. stor.*, App., t. VII, p. 146; Capello, Dép. 55, du 6 oct. 1529, p. 230. Le texte de la sommation à treize fugitifs, dont Michel-Ange, en date du 30 sept., est dans Falletti, t. I, p. 169. Une fois à Venise et sa colère tombée, Michel-Ange avait demandé et obtenu la permission de rentrer. (Voy. Lettres de Galeotto Giugni. Ferrare, 13 oct., et des Dix à Giugni, 20 oct., dans Falletti, t. I, p. 184, 186.)
4. M. A. Buonarroti à Battista della Palla. Sans date. Texte dans Falletti, t. I, p. 167. Dans son tome I, M. Falletti a inséré une étude curieuse et décisive sur la fuite de Michel-Ange.

premier lieu, les parents du pape, Jacopo Salviati, Giovanni Tornabuoni, Luigi Ridolfi, Alessandro des Pazzi. Puis, ses principaux partisans, Francesco Guicciardini, « homme altier, superbe, injuste, avide, écrit Varchi, mais réputé d'une grande intelligence pour le gouvernement » et qui devait, plus tard, prendre aux vengeances une part odieuse; Baccio Valori, bientôt commissaire pontifical au camp d'Orange, et châtié dans sa patrie, selon une ancienne loi, par la démolition d'un pan de sa maison; Roberto Acciajuoli, Alessandro Cortini, « et beaucoup d'autres *palleschi*[1]. Vingt-huit de ceux-ci, déclarés rebelles, eurent leurs biens confisqués, se retirèrent à Lucques, et restèrent spectateurs de la lutte, sans s'y mêler aucunement. Quant à Filippo Strozzi, qui était en sûreté à Lyon, il vint à Gênes sous prétexte que sa santé lui imposait le séjour de quelque ville d'eaux; il s'aboucha avec Alessandro des Medici, et enfin il passa à Rome. C'est ainsi que démasquait des vues toujours personnelles ce soi-disant ami de la liberté[2].

Il n'en est pas moins vrai qu'en voyant des citoyens si considérables se tourner contre leur ville natale, les assaillants pouvaient dire qu'ils ne la combattaient que pour la rendre à elle-même. Ils en avaient, d'ailleurs, d'autres dans leur camp qui, ayant toute honte bue, se déclaraient ouvertement contre Florence libre et faisaient, dit un auteur, plus de mal que les autres à la République[3]. Quand ceux du dedans, qu'ils rencontreront aux sorties et aux escarmouches, leur feront honte de combattre la

1. Varchi, liv. X, t. II, p. 160-178, 182-185; Nerli, liv. IX, p. 198; Guiciard., liv. XIX, ch. vi, t. VI, p. 244.
2. Varchi, liv. X, t. II, p. 177, 184.
3. Paoli, p. 188.

mère commune et d'en poursuivre la destruction, ils répondront avec hauteur qu'ils sont les meilleurs citoyens, puisqu'ils veulent supprimer la multitude des tyrans populaires. En général, ils étaient, au contraire, des citoyens indignes de ce nom, qui profitaient de la guerre publique pour assouvir des haines privées, pour exercer des vengeances particulières. Tel un certain Antonio Taddei, banni depuis plusieurs années pour divers méfaits. Il revient avec Alessandro Peppoli et deux mille villains. — Que ceux, leur a-t-il dit, qui ne voudront pas faire le plus de mal possible ne viennent pas avec moi ! — Un autre, un prêtre celui-là, à la tête de trois cents hommes de sac et de corde, dévaste tout, pendant quatre mois, du côté de Gagliano[1]. Trois ou quatre jours sa scélérate milice tient un christ suspendu à une fenêtre. Devant ce scandale, les bons chrétiens et même les tièdes tonnent à l'unisson[2].

Ainsi menacée de toutes parts et par tout le monde, comment Florence, malgré ses résolutions belliqueuses, aurait-elle tenu la porte fermée aux négociations? Elles étaient difficiles et surtout humiliantes : on avait tant affirmé que jamais la République ne traiterait avec le pape ! Bientôt, il est vrai, faisant un pas dans la voie des concessions, on avait dit qu'on prendrait du moins l'empereur pour intermédiaire ; mais l'empereur venait de déclarer qu'il subordonnait toute entente des Florentins avec lui à leur entente préalable avec Clément VII. Que faire? La seigneurie biaise d'abord, prie l'évêque de Tarbes de sonder Sa Sainteté, n'envoie qu'un simple

1. Gagliano, dans le val de Sieve, à l'est de la route de Bologne. Voy. Repetti, t. II, p. 371.
2. Ughi, *loc. cit.*, p. 147.

mandataire[1]. Puis, Orange menaçant[2], à l'unanimité moins huit fèves blanches, la pratique décida d'expédier à Rome un ou deux orateurs[3] et, finalement, quatre sont désignés: Pierfrancesco Portinari, Andreuolo Niccolini, Francesco Vettori, Jacopo Guicciardini. Les choix auraient pu être meilleurs; mais beaucoup avaient refusé cette épineuse mission. En même temps, Lionardo Ginori et Lorenzo Strozzi partent pour le camp impérial; ils prieront le prince de suspendre sa marche jusqu'à ce que les orateurs aient pu se prosterner aux pieds de Clément VII[4]. Rosso des Buondelmonti, qui était déjà au camp, ayant laissé entrevoir, dans de nouvelles lettres, que si l'on traitait avec Sa Béatitude, on sauverait peut-être une partie de la liberté[5], ordre est donné aux orateurs de se mettre en route sans retard. Ils ne sont pas prêts? Qu'à cela ne tienne; Portinari, qui l'est, prendra les devants[6]. Ses instructions portent qu'il priera le pape d'agir comme les bons pères, qui corrigent les erreurs de leurs fils par des persuasions affectueuses plutôt que par de sévères punitions, et d'ordonner à l'armée impériale de rester provisoirement dans ses quartiers. On pourra alors débattre à loisir les questions de la *Duchessina*, des biens propres de la famille Medici, et enfin des impositions ecclésiastiques. Mais que la Curie propose quoi que ce soit contre la liberté, l'ora-

1. Pratiques des 11 et 15 sept. 1529, dans Falletti, t. I, p. 372, 373.
2. Rosso des Buondelmonti aux Dix. Dép. 4, sous Cortone, 15 sept., dans Capponi, App. X, t. II, p. 549.
3. Pratique du 16 sept., Falletti, t. I, p. 373.
4. Lodov. Sergardi à la balie de Sienne. Dép. 18. Ponte a Levano, 22 sept., dans Falletti, t. II, p. 35. Cf. Rosso, Dép. 8-12, du 18 au 27 sept., dans Capponi, App. X, t. II, p. 554-558.
5. Rosso aux Dix, Dép. 5 et 6, des 17 et 18 sept., sous Cortone, Capponi, App. X, t. II, p. 551, 553.
6. Pratique du 19 sept., dans Falletti, t. I, p. 373.

teur refusera de rien entendre; il affirmera en toute occasion que la ville entière est prête à sacrifier sa vie[1].

Portinari, malheureusement, n'était pas l'homme du rôle. « Pauvre et frugal, loyal et saint, il manquait de courage[2]. » A ses prières, Clément VII commença par répondre en termes conciliants; c'est qu'il ignorait encore si l'empereur ne serait pas obligé d'envoyer son armée en Hongrie contre les Turcs[3]. Mais bientôt rassuré à cet égard, il prétendit n'avoir point le pouvoir de retenir les impériaux; il se plaignit des outrages dont sa patrie l'avait abreuvé, du retard qu'elle avait mis, qu'elle mettait à lui envoyer des ambassadeurs[4]. Le seul qu'il eût devant lui ne sut qu'excuser Florence sur la difficulté de conduire les affaires, quand on devait obtenir le consentement d'un grand nombre; il demanda humblement que Sa Béatitude pensât moins au passé qu'à l'avenir. Toute la question, dit-il, était de faire comprendre à ce peuple qu'Elle ne voulait pas le maîtriser. Sur quoi, le confident Salviati d'affirmer que jamais le pape n'a voulu attenter à la liberté florentine, et le pape lui-même de promettre qu'il priera le prince de ne pas avancer davantage[5]. C'étaient là de bonnes paroles; mais l'intervention pontificale fut-elle bien pressante? On se prend à en douter, quand on voit combien peu elle fut efficace.

1. *Notula* des Dix à Portinari, signée Donatus Jannottus, 19 sept., texte dans Falletti, t. I, p. 374-377.

2. Busini, Lettre VI, p. 53.

3. Nerli, liv. IX, p. 203, 204.

4. Clément VII aux Florentins, 22 sept. Texte dans Falletti, t. I, p. 377, n. 2.

5. Lettre de Portinari, 22 sept., d'après une copie dans le ms. 313 de la Bibl. Capponi. Texte dans Capponi, t. II, p. 416-418. Cf. Nerli, liv. IX, p. 194; Paoli, p. 187.

Orange promit à peine de s'arrêter un jour à Montevarchi et deux à Figline, pour donner le temps de s'accorder; comme si, de Florence à Rome, un accord si délicat pouvait être conclu en trois jours! Encore exigeait-il que la ville assiégée suspendît tous les travaux défensifs[1].

Il était temps que les trois autres ambassadeurs arrivassent, ou plutôt il n'était plus temps : Clément VII partait pour Bologne. Ils durent le suivre, et ils n'obtinrent audience qu'à Cesena, presque au moment où le cortège pontifical mettait le pied à l'étrier pour repartir. C'est à peine si Jacopo Guicciardini, un des orateurs, put en hâte prononcer sa harangue[2]. Entouré d'émigrés florentins, de Francesco Guicciardini, de Giovanni Corsi, d'Alessandro des Pazzi[3], le pontife leur parut de méchante humeur, plein de fiel. Il interrompait le harangueur, et ses familiers l'imitaient. « Il se tordait de toute sa personne, montrait sa colère sur son visage, donnait des signes manifestes d'indignation ». — Je veux, dit-il, que les Florentins s'en remettent à moi. De retour dans ma patrie, je ferai bien voir que je suis Florentin, moi aussi, que je ne veux pas la tyrannie, que je veux le bien de la ville. — Un autre des ambassadeurs, Francesco Vettori, en qui il avait pleine confiance, à qui il comptait quinze écus par mois, parvient à l'adoucir dans la forme, mais il trahit effrontément son mandat par sa conduite au sortir de l'audience. Tandis que ses collègues retournent à Florence, lui, il reste à la cour du pape,

1. Rosso aux Dix, Dép. 9 et 11. Montevarchi, 24 et 26 sept., dans Capponi, t. II, p. 555, 557.
2. Segni (liv. III, t. I, p. 217) rapporte ou plutôt fait ce discours.
3. Paoli, p. 188; Nerli, liv. X, p. 203, 215, 217; Varchi, liv. X, t. II, p. 157.

en qualité de conseiller. Le châtiment ne se fait pas attendre : ses biens sont mis en vente [1]. Mais que lui importe? il est à la source des plus larges compensations [2].

Quand les ambassadeurs désertent, comment pourrait-on compter sur la fidélité des capitaines mercenaires? De là les progrès croissants du parti de la soumission; mais qu'il est loin encore de faire la loi! Carlo Capello est là, qui, dans l'intérêt de Venise, souffle l'esprit de résistance, et la seigneurie, docile à sa voix, « se montre plus disposée chaque jour aux provisions gaillardes [3] ». Le 26 septembre, pour faire connaître la réponse du pape, elle réunit une pratique « large et générale », où figuraient, avec les « vénérables collèges », nombre de partisans des Medici [4]. De sa condescendance envers ceux-ci, l'on avait blâmé Capponi, et voilà que son successeur faisait comme lui! C'est qu'alors plus qu'auparavant, dans une ville assiégée, il était nécessaire de rallier autant que possible toutes les volontés. Dans cette pratique, Lorenzo Martelli, un des trois commissaires pour la défense, est invité à dire où en sont les travaux [5]. Lorenzo Segni, au nom de son groupe, osa parler avec énergie en faveur de l'accord; aussitôt Lionardo Bartolini, qui est des collèges, l'avertit que de semblables conseils l'exposent à être taillé en pièces [6]. C'est une menace, et les menaces à leur tour soulèvent des pro-

1. On retira des biens de Vettori 560 ducats; ils en valaient environ 5,000.
2. Segni, liv. III, t. I, p. 219; Varchi, liv. X, t. II, p. 157.
3. Capello, Dép. 49, du 13 sept., p. 215.
4. Varchi, liv. X, t. II, p. 160.
5. Voy. la relation de Martelli dans Falletti, t. I, p. 106.
6. Nerli, liv. IX, p. 195. Cette menace revient souvent dans les discussions ou après. Voy. Varchi, liv. X, t. II, p. 164.

testations. Plusieurs se plaignent au gonfalonier des jeunes gens qui prétendent ainsi intimider les hommes sages, et surtout de Dante de Castiglione, chef de ces écervelés. Mais ils sont les soutiens de Carducci, et Carducci les excuse. C'est par zèle qu'ils ont excédé les manières civiles; les punir, ce serait vouloir restaurer les Medici. Le discours qu'il prononça en ce sens[1] entraîna la majorité; Malatesta Baglioni venait d'entrer en ville avec toutes ses forces[2], et son épée pesait d'un certain poids dans la balance. Au vote, sur seize gonfaloniers, le Dragon vert de San-Giovanni opine seul pour l'accord à tout prix[3].

C'est l'accord à tout prix, en effet, qui est alors en question, ce n'est pas l'utilité d'un accord. Ni Carducci ni les pratiques successives de ces jours d'angoisse ne sont d'avis qu'il faille rompre toutes négociations. L'avis qui prévaut, c'est celui de Raffaello Girolami : Laissons les choses en l'état[4], continuons, par conséquent, les travaux de défense, surtout vers San-Miniato[5], en vertu de l'adage *Si vis pacem, para bellum,* mais ne renonçons pas à l'espoir d'obtenir la paix. Le gonfalonier lui-même, qu'on accuse dans l'histoire d'avoir voulu contre vent et marée la résistance, négociait au contraire, on peut le dire, contre la marée et le vent, et il n'y était pas sans mérite, connaissant l'accueil fait à ses ambassadeurs. Rosso des Buondelmonti, toujours au camp d'Orange, y essuyait rebuffades, menaces, vexations.

1. Pitti (t. I, p. 189) rapporte ou fait le discours de Carducci.
2. Nerli, liv. IX, p. 195.
3. « Pigliare in qualunque modo l'accordo. » (Varchi, liv. X, t. II, p. 163.) Cf. Pitti, t. I, p. 190.
4. Pratique du 26 sept, dans Falletti, t. I, p. 378.
5. Varchi, liv. X, t. II, p. 165.

« A toute heure, écrit-il, le prince me demande : — Que faites vous ici, sans commission pour traiter les affaires de Sa Sainteté [1] ? » — On ne lui permettait point d'écrire en chiffre; on exigeait qu'il mît ses dépêches sous les yeux du prince. Aux reproches, il se bornait à répondre qu'il plaçait en Dieu sa confiance, et, pour être agréable, il faisait des pieds et des mains [2]. Sur son expresse requête, la seigneurie envoyait au camp impérial douze charges de vivres et de vin. Les capitaines d'Orange, désirant une paire de beaux chevaux turcs, Rosso conseille de les trouver et de les envoyer. « Ce sont, dit-il, de petits moyens qui souvent servent plus que les grands [3]. » Il n'obtient rien, toutefois, et Carducci, loin de le rappeler, lui envoie du renfort : Lionardo Ginori, dont nous avons déjà prononcé le nom, puis Bernardo de Castiglione, chargé d'une double mission, l'une publique, négocier sous condition de ne pas rétablir les Medici ; l'autre secrète, traiter d'une alliance avec Orange agent de l'empereur, mais non avec Orange agent du pape, puisque le pape est de la famille proscrite. Cette alliance, la République offrait de la payer 160,000 ducats, sans compter 10,000 ducats encore qu'elle donnerait à diverses personnes sous le manteau [4]. Elle se heurte aux ordres diamétralement contraires qu'a reçus le prince : « Nous n'en tirerons pas autre chose, » écrit par trois fois Rosso [5].

1. Rosso aux Dix, Dép. 7. Castiglione Aretino, 18 sept., dans Capponi, t. II, p. 554.
2. Rosso aux Dix, Dép. 4 et 5, sous Cortone, 15, 17 sept.; *ibid.*, p. 549, 553.
3. Rosso aux Dix, Dép. 10, Montevarchi, 25 sept.; *ibid.*, p. 555.
4. Busini, Lettre XIV, p.112. Cf. Rosso aux Dix, Dép. 14. Figline, 29 sept., p. 560.
5. Varchi, liv. X, t. II, p. 168; Rosso aux Dix, Dép. 13. Figline, p. 559.

Les moindres incidents attestent encore l'impossibilité de transiger. Ainsi, l'archevêque de Capoue, Schomberg, se rendant au camp impérial, traverse Florence (25 septembre). Rien d'étonnant, c'est son chemin naturel. Mais naguère, on ne l'a pas oublié, il était de sa personne à Cambrai, et il y obtenait, par ses instances, que le traité laissât les Florentins à la discrétion du pape [1]. L'émotion est donc grande, et l'on veut savoir ce qu'il veut faire. — Rien absolument, répond-il; je n'ai aucune commission. La seigneurie, cependant, veut-elle conférer avec moi? Je suis prêt à servir d'intermédiaire entre elle et Sa Sainteté. — En ce cas, répliquent ceux à qui il s'adresse, vous pouvez poursuivre votre chemin. — Il part donc, mais offensé, irrémédiablement hostile, et les troupes impériales redoublent d'acharnement à dévaster, à brûler, à piller tout le pays [2].

Devant ces maux, devant sa ruine, Florence reste imperturbable. — Quand on a goûté de la liberté, dit-on dans les pratiques, on la préfère à toute chose humaine. — Et ce n'est point là une parole sans écho : tel chroniqueur remercie le Dieu tout-puissant de ce que l'assentiment fut unanime [3]. Vient-il du camp ennemi quelque indice d'humeur plus conciliante [4] ? — On ne veut que nous diviser ! — s'écrie en consulte Alfonso Strozzi [5]. Peut-être bien voulait-on autre chose encore : tempori-

1. Pitti, t. I, p. 181.
2. Rosso aux Dix, Dép. 15. Figline, 30 sept., p. 561; Capello, Dép. 53 et 54, des 25 et 29 sept., p. 225, 226; Segni, liv. III, t. I, p. 209; Varchi, liv. X, t. II, p. 170.
3. Pratique du 30 sept. 1529, dans Falletti, t. I, p. 381; Paoli, p. 189.
4. La possibilité, par exemple, de traiter avec l'empereur pour de l'argent. Voy. Rosso aux Dix, Dép. 14, Figline, 29 sept., p. 560.
5. Pratique du 4 oct., dans Falletti, t. I, p. 382.

ser pour rendre plus facile à Charles-Quint certaines négociations du congrès de Bologne. Mais à quelques jours de là, ce n'est déjà plus nécessaire, car Clément VII recommande au prince d'Orange de poursuivre énergiquement l'entreprise, et lui envoie une forte somme d'argent, 50,000 ducats [1]. Comment n'être pas confondu de la persistance des illusions chez les Florentins ! Ils s'obstinent encore dans leur chimère de négocier avec l'empereur par-dessus la tête du pape, et, comme si l'on prenait les mouches avec du vinaigre, ils procèdent par aigres récriminations. « Sa Majesté impériale, écrivaient les Dix, ne devait pas, pour satisfaire aux injustes volontés de qui nous veut réduire sous sa tyrannie, poursuivre notre ville d'une si cruelle guerre, gâter et ruiner tout notre pays, outrager et tuer une infinité d'hommes et de femmes, chose peu convenable non seulement pour elle, mais même pour le plus scélérat des princes [2] . »

Au dehors, les illusions étaient contraires, mais aussi dépourvues de fondement. Orange approchait [3], marchant la nuit à la lueur des incendies qu'il avait allumés [4], sans hâte toutefois : il croyait que Florence intimidée allait se soumettre ; il comptait sur la pusillanimité des Florentins, sur l'amour des « gentilshommes » pour leurs beaux palais *extra muros*, qui feraient, écrit Marco Foscari, une seconde Florence, et qui les rendent,

1. Lodov. Sergardi à la balie de Sienne, Dép. 28, 29, 32, 35. Du camp, 14, 16, 21 oct., 1er nov., dans Falletti, t. II, p. 52, 56, 62, 66.

2. Les Dix aux orateurs à Rome, 25 oct. Texte dans Falletti, t. I, p. 384.

3. Sur la marche d'Orange, voy. Lod. Sergardi, Dép. 18, 25, 26. Levano, 22 sept.; Figline, 10 oct.; Monte a S. Donato, 11 oct., dans Falletti, t. II, p. 35, 42, 44.

4. Paoli, p. 188-190; Capello, Dép. 57, du 15 oct., p. 234.

à l'approche de toute armée ennemie, prêts à composer [1]. Quelle surprise pour le capitaine impérial que ses moyens d'intimidation fissent naître et croître l'enthousiasme guerrier dans des cœurs si pacifiques [2]! Les sujets eux-mêmes sont gagnés par la contagion du noble exemple. Ce sont les humbles *contadini* du Mugello qui ont, les premiers, combattu : avec une vigueur inattendue, ils ont repoussé Pompeo de Ramazzotto, pauvre paysan que Léon X avait fait riche, chef de troupe, gouverneur de Bologne. Les citadins, à leur tour, se piquent d'émulation : pourraient-ils faire moins, eux, que protègent de fortes murailles [3]?

Les voilà donc qui ceignent leurs reins pour le combat. Ils remplacent l'embarrassant capuchon par la barrette, ils coupent leurs cheveux qui descendaient jusque sur leurs épaules, ils laissent pousser leur barbe, que portaient par excentricité deux seulement d'entre eux. Ils offrent, ils versent de l'argent, et, quand ils n'en ont pas, ils s'engagent pour le moment où ils en auront. Tous les vivres, toutes les denrées du *contado* sont ramenés dans la ville [4]. Ce qu'on ne peut emporter, ordre est donné de le livrer aux flammes (19 octobre) [5]. Avant même que le Grand Conseil eût voté à ce sujet, les propriétaires, sur la seule indication des Quatre-vingts, s'étaient rués à la dévastation volontaire des bourgs, des palais, des jardins, des établissements pieux, quelques-

1. Rel. de M. Foscari, 1527. Albèri, 2e sér., t. V, p. 22.
2. Capello, Dép. 51, du 19 sept., p. 220.
3. Ughi, *Arch. stor.*, App., t. VII, p. 147-149. Cf. 152.
4. Continuateur de Landucci, p. 371; Pitti, t. I, p. 190, 191.
5. Cette délibération du 19 oct. avait été demandée dès les derniers jours de septembre par les Quatre-vingts. Voy. Capello, Dép. 54, du 24 sept., p. 227.

uns munis d'une sorte de bélier pour renverser les murs trop solides des édifices. Cette patriotique fureur ne s'arrêta que devant les chefs d'œuvre. Quand la démolition du monastère de San-Salvi, à un mille de Florence, eut découvert la célèbre fresque d'Andrea del Sarto, loin de l'abattre, on prit des mesures pour la préserver des coups de l'ennemi [1]. C'est peut-être aux œuvres d'art qu'elles contenaient que les villas des Medici et de leurs amis durent un répit de quelques jours : elles ne furent abordées pioche en main qu'en novembre [2], parce qu'il fallait à tout prix faire le vide, le désert entre les assiégeants et les assiégés. La jeunesse revenait de ces expéditions conduisant des charrettes chargées d'orangers, de citronniers, d'oliviers, de figuiers, de cèdres, de rosiers, pour en faire des fascines et les porter aux bastions. Les pertes si résolument consenties durent être immenses. Le chroniqueur Paoli en porte le chiffre à plus de deux millions d'or. Les seuls monastères rasés valaient bien, à son estime, trente mille ducats [3].

Au dedans régnait, disent les témoins oculaires, un ordre admirable. Quatre mille citoyens vivaient de la vie du soldat. Le jour, chaque compagnie se tenait sous son gonfalon ou pennon. La nuit, elles se divisaient en deux groupes : l'un gardait la ville, où il n'était pas permis aux mercenaires de circuler, une fois le soleil couché ; l'autre allait aux remparts si insuffisants, œuvre,

1. Varchi, liv. X, t. II, p. 175, 176; Nerli, liv. IX, p. 202; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 195; Capello, Dép. 54, du 29 sept., p. 227; Vasari, *Vita di A. del Sarto*, t. V, p. 47, éd. Milanesi, in-8°.

2. Ainsi, les villas de Jacopo Salviati, près du ponte alla Badia, des Medici à Careggi et Castello, ne furent détruites qu'en novembre. Voy. Capello, Dép. 62, du 9 nov., p. 244. Cf. Varchi, liv. X, t. II, p. 176.

3. Ughi, *Arch. stor.*, App., t. VII, p. 149; Varchi, liv. X, t. II, p. 175; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 190, 195; Nerli, liv. IX, p. 197, 202; Paoli, p. 190.

disait-on avec dédain, d'un architecte, non d'un homme entendu [1]. La même défiance, fort légitime en de si graves conjonctures, disposait dans les rangs les miliciens comme suit : un soldat étranger, un de la milice, un du bataillon du *contado*. Ainsi, le citadin surveillait, à sa droite et à sa gauche, l'étranger et le *contadino*.

Avec le temps, il faut le reconnaître, lorsque quelques trahisons trop certaines eurent fait voir la trahison partout, Florence connut le régime de la terreur. Nul n'était à l'abri d'une dénonciation trop souvent écoutée [2]. Dès le mois de septembre, on pourrait signaler des rigueurs excessives, déloyales même. Carlo Cocchi absent était sommé de revenir; il revenait et avait la tête tranchée, pour le seul crime d'avoir dit que la restauration des Medici serait préférable à la guerre [3]. Un certain Ficino Ficini, neveu du célèbre Marsilio, a le même sort : il a osé dire que la ville était mieux sous les Medici, ses bienfaiteurs [4]. Mise en éveil, ou en appétit de sévérités, la seigneurie charge, le 8 octobre, une junte de six habitants de désigner les personnes les plus dangereuses, et, le 13, elle en met dix-neuf, ainsi désignées, en prison au palais, où elles resteront durant tout le siège : entre autres Ottaviano et Lorenzo des Medici, Antonfrancesco Nori, Prinzivalle della Stufa, et

1. Capponi, t. II, p. 427; Anonyme dans Aurelio Goti, *Vita di M. A. Buonarroti*, t. I, p. 183. Flor., 1875. Le texte est dans Cipolla, p. 958, n. 4. — Sur le détail des fortifications, on peut voir Varchi, liv. X, t. II, p. 197-202; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 195.

2. Nerli, liv. IX, p. 199; Ughi, p. 151,153. Voy. dans Falletti (t. I, p. 73) le texte d'une dénonciation en date du 6 févr. 1530.

3. Paoli, p. 192; Varchi, liv. X, t. II, p. 186; Nerli, liv. IX, p. 199; Capello, Dép. 58, du 21 oct., p. 236.

4. Varchi, liv. X, t. II, p. 160; Nerli, liv. IX, p. 198; Segni, liv. III, t. I, p. 219.

Filippo des Nerli, l'auteur des *Commentaires*, qui a été gouverneur de Modène pour le pape [1]. Francesco et Luigi Guicciardini n'eussent peut-être pas échappé au même sort, s'ils n'avaient pris la fuite en toute hâte.

La haine, le caprice ont beau jeu alors, pour disposer des existences. Un des Huit étant *fratesco*, c'est-à-dire ami des dominicains, voulut être désagréable aux franciscains leurs rivaux : il fit incarcérer un d'eux, Fra Vettorio Franceschi, surnommé Fra Rigogolo, citoyen florentin, *pallesco* « pour la vie », quoiqu'un de ses frères appartînt au parti populaire. On le disait envoyé par le pape. On l'accusait d'avoir comploté avec un soldat pour lui livrer un bastion, pour enclouer quatre pièces d'artillerie à San-Miniato, pour introduire dans son couvent des ennemis revêtus du froc monastique. De tous ces chefs d'accusation, l'instruction, même appuyée de la torture, ne confirma rien, sinon quelques propos hostiles. Il n'en fut pas moins décapité le 23 octobre [2], au grand scandale de tous, mais principalement de ceux, en si grand nombre, pour qui une tête consacrée est une tête sacrée. En novembre, Lorenzo de Cresci subissait le même sort, « pour de bonnes raisons », sans qu'on prenne la peine de nous dire quelles étaient ces raisons, et Piero Altoviti, pendu à la potence, servait d'épouvantail [3].

C'était donc bien un régime de terreur, sauf que le nombre des victimes aurait pu être plus considérable. La crainte du supplice, de la confiscation, maintenait les

1. Varchi, liv. X, t. II, p. 182.
2. Capello, Dép. 58, 59, des 21, 29 oct., p. 236, 240; Busini, Lettre V, p. 32; Fra Pulinari, franciscain, extrait dans Ughi, p. 153, n. 2; Nerli, liv. IX, p. 199; Paoli, p. 192; Varchi, liv. X, t. II, p. 187.
3. Paoli, p. 192.

adversaires à l'intérieur, les empêchait de parler d'accord, de s'opposer à la secte du gonfalonier. Le mauvais vouloir persistant et croissant ne croissait encore que dans l'ombre, presque inaperçu. Il ne venait point attiédir l'enthousiasme qui transformait de paisibles marchands en vaillants soldats, et c'est ainsi, grâce à l'intimidation, que put se prolonger la résistance, à la grande surprise de tout le monde au dehors. L'impression fut profonde et durable. Plus tard, de nobles Espagnols adressaient ces paroles à Fra Giuliano Ughi : — J'en jure Dieu, mon père, nous avions ouï dire que les Florentins n'étaient bons que la plume aux doigts, derrière leurs comptoirs ; assurément ils valent davantage à la guerre, l'arquebuse et les armes en main[1]. —

L'approche de l'ennemi ne troublait point cette virile assurance. Dès les premiers jours d'octobre avaient paru sous les murs les têtes de colonnes d'Orange, de Ferrante Gonzaga, du marquis del Vasto. Le 12, les colonnes mêmes étaient à Pian di Ripoli, à un mille de la cité, sur la rive gauche ; le 21, sur les collines de Giramonti[2]. Par ordre des Dix, on allait au-devant de l'ennemi, dès le lever du soleil, au son des instruments, des tambours, de l'artillerie. Malatesta Baglioni présidait à ces démonstrations. Les défis se multipliaient, et restaient le plus souvent sans réponse. Il y eut pourtant des combats singuliers et même de groupes[3]. Le 29 octobre fut enfin tiré contre Florence le premier coup de canon. Michel-Ange avait heureusement enfermé les

1. Ughi, *Arch. stor.*, App., t. VII, p. 149.

2. Capello, Dép. 55-59, des 10, 15, 21, 29 oct., p. 233-237 ; Segni, liv. III, t. I, p. 205, 208 ; Nerli, liv. IX, p. 202, 203. — Giramonti, entre San-Miniato et la forteresse moderne du Belvédère. (Repetti, t. II, p. 450.)

3. Varchi, liv. X, t. II, p. 201. Voy. les détails dans Ughi, p. 157.

hauteurs de San-Miniato dans l'enceinte, et recouvert les fortifications dont il les avait protégées, de dix-huit cents balles de laine. Dès le lendemain 30, San-Miniato reçut cent cinquante coups. Nulle émotion, nulle frayeur ne parut pourtant dans la ville. Loin de là, on y vendit à son prix la maison des Guicciardini au Pian di Giullari [1], où le prince d'Orange tenait son quartier général. La bravade était classique, fier et vaillant souvenir de la seconde guerre punique et des vieux Romains [2].

Quand le capitaine impérial vit qu'un coup de surprise ne lui donnerait pas Florence, il établit ses lignes de siège en demi-cercle, au delà de l'Arno, sur la rive gauche [3]. Bientôt, entre assiégeants et assiégés commence la guerre d'escarmouches. Le résultat final n'en dépend point; mais, tenus en éveil constant, les cœurs s'affermissent; ils vivent bientôt dans les combats comme dans leur élément. Dès qu'un parti ennemi s'aventure pour fourrager, les Florentins, avertis par leurs vedettes, fondent sur lui avec assez de succès pour qu'il évite désormais ces petites rencontres et en cherche de plus grandes, de mieux préparées. C'est ainsi que, pour donner un premier assaut, il choisit habilement la nuit du 10 novembre. D'ordinaire, en Italie, cette vigile de la saint Martin était consacrée à boire, à se donner du bon temps. La nuit, par surcroît, était sombre, et il tombait une pluie diluvienne. L'attaque fut donc tentée de San-Niccolò à San-Friano [4], et l'écho en retentit

1. Entre l'Ema et l'Arno, rive gauche. (Repetti, t. II, p. 433.)
2. Nerli, liv. IX, p. 208.
3 Alf. Faleri à la balie de Sienne. Du camp, 29 oct., dans Falletti., t. II, p. 65; Capello, Dép. 59, 60, des 29 et 31 oct., p. 238-241; Varchi, liv. X, t. II, p. 193, 201 sq.
4. Capello, Dép. 62, du 9 nov., p. 243; Varchi, liv. X, t. II, p. 213.

jusque sur les bords lointains de la Seine. « Le prince, écrit un bourgeois de Paris, fut bien battu et son armée aussi, et y eut beaucoup de son artillerie perdue, et s'enfuit le dict prince d'Orange, et gaigna au pied [1]. » Varchi parle d'un de ses compatriotes qu'il vit emmenant aux remparts son fils en bas âge. — Je veux, disait-il, qu'il triomphe ou meure avec moi pour la liberté de la patrie [2]. — Le Vénitien Capello ne tarit pas sur « son contentement de voir la grandeur des âmes et l'empressement de chacun à supporter tous les maux et périls pour la conservation de la liberté ». Les Florentins, ajoute-t-il, « disent qu'ils ont assez de cœur pour résister jusqu'au dernier, jusqu'au moment où il n'y aura plus qu'à dire : Ici fut Florence [3] ».

Ainsi lancés, emportés par leur propre ardeur, les Florentins marcheront d'eux-mêmes, fussent-ils abandonnés de tous. C'est en vain que le duc de Ferrare a rappelé ses gens [4] ; c'est en vain que Malatesta, piqué de ce qu'on lui a refusé naguère l'autorisation de faire des sorties [5], et peut-être aussi pour d'autres motifs qu'on verra plus loin, refuse à son tour d'en tenter de nouvelles : un autre *condottiere*, Stefano Colonna, reçoit l'ordre de marcher à sa place. A vrai dire, il fait tourner l'expédition à son intérêt personnel ; mais enfin il la fait. Dans la nuit du 11 décembre, avec un millier d'hommes revêtus de chemises blanches pour se mieux

1. *Journal d'un bourgeois de Paris sous le règne de François Ier*, édité par Lud. Lalanne, p. 392. Paris, 1854.
2. Varchi, liv. X, t. II, p. 214.
3. Capello, Dép. 57, 66, 67, des 15 oct., 26 nov., 3 déc., p. 220, 249, 251.
4. *Ibid.*, p. 251.
5. Voy. Pratique du 25 juin 1529, dans Falletti, t. I, p. 102.

reconnaître au milieu des ténèbres, il se dirige vers Montici [1], quartier de Sciarra Colonna, son ennemi, quoique son parent. Les impériaux surpris perdent, avant de se pouvoir rallier, beaucoup de monde. La confusion se met parmi eux, et un incident grotesque l'augmente. D'une porte d'étable enfoncée se rue effrayé et presque invisible un troupeau de porcs. Leurs grognements effroyables, leur fuite désordonnée à travers les jambes, déconcertent, renversent les fuyards, et aussi les assaillants. Orange et Ferrante Gonzaga accourent à la rescousse. Contre eux sortent de la ville trois corps d'armée, tandis que tonne le canon établi au clocher de San-Miniato. En une heure les assiégeants ont perdu deux cents hommes ; ils se voient déjà chassés de leur camp, lorsque, tout à coup, Malatesta use et abuse de son pouvoir en faisant sonner la retraite. Puisqu'il n'avait pas voulu combattre, que ne restait-il jusqu'au bout étranger au combat ? La bagarre n'avait blessé que deux hommes. La victoire était sûre, selon Capello, si l'on eût engagé plus de monde, et il semble dire que ce furent les seigneurs qui ne le voulurent pas [2]. Ce qu'eût produit cette hypothétique victoire contre une partie seulement d une armée bien supérieure en nombre, on le devine. L'important, c'est que les milices avaient vu le feu, y avaient fait leurs preuves. Plus tard, dans l'occasion, elles oseront sortir encore, ou elles garderont vigoureusement la ville pendant les sorties des soldats.

1. Montici est une colline du val d'Arno florentin, non loin de l'Ema, au sud. (Repetti, t. III, p. 568.)

2. Capello, Dép. 68, du 12 déc., p. 252, 253; Segni, liv. IV, t. I, p. 236; Varchi, liv. X, t. II, p. 221-223; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 208.

A l'heure où nous sommes, Florence n'en est pas réduite encore à ces exploits d'assiégés qui sauvent l'honneur sans sauver le reste. Elle n'est investie que d'un côté, elle a au dehors des possessions à défendre, et des hommes pour les défendre. De fortes têtes ont eu beau soutenir qu'il fallait abandonner tout, pour concentrer dans la ville même le grand effort de la lutte, leur avis n'a point prévalu. Pour protéger Montepulciano, Anghiari, Borgo San-Sepolcro, on avait engagé Napoleone Orsini, abbé de Farfa, qui avait jeté son froc aux orties, voulant devenir *condottiere*. Ni oiseau ni souris, il ne remplit pas mieux son nouvel office qu'il ne faisait peut-être l'ancien : défait par Alessandro Vitelli, mercenaire du pape, il rendit son bâton de commandement [1]. Mais si la partie était perdue de ce côté, elle pouvait être gagnée dans le val d'Arno inférieur, non foulé encore par le pied de l'ennemi. Or, à cette heure suprême, Florence trouvait dans son sein, parmi ses enfants, un vaillant et capable capitaine qui allait illustrer, avec son propre nom, les derniers jours de sa patrie libre. Il se nommait Francesco Ferrucci.

Né le 14 août 1489 [2], d'une famille ancienne, mais devenue obscure, n'ayant reçu, dans ce temps de renaissance lettrée, qu'une instruction médiocre, et placé par ses parents dans la banque Girolami, il y négligeait les livres de comptes, au profit des histoires antiques, qu'il lisait avidement dans de mauvaises traductions, et qui accrurent son goût naturel pour les exercices militaires.

1. Capello, Dép. 70, du 26 déc., p. 255 ; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 207 ; Segni, liv. III, t. I, p. 224.

2. Son acte de naissance ou baptême a été publié dans les *Opere di Giannotti* (t. I, p. 43, note. Flor., 1850), par F. L. Polidori.

Grand chasseur dans les montagnes du Casentino, où il avait une propriété, il déserta bientôt son comptoir pour s'engager avec son frère Simone dans les bandes noires. Sous leur célèbre chef il commença d'apprendre l'art de la guerre, puis il s'y perfectionna à l'armée de Naples, où il était envoyé comme payeur : ses maîtres y furent Lautrec et le brave Giovambattista Soderini. Il y connut la défaite et la captivité. Redevenu libre, on le revit à Florence, où Donato Giannotti, secrétaire de la République, le signala aux gouverneurs. En 1527, podestat à Radda [1], il était le seul des commissaires au dehors qui sollicitât l'autorisation de prendre l'offensive, aussi affligé de rester par ordre sur la défensive que les autres en étaient heureux. En octobre 1529, on l'envoyait à Prato, où le faible podestat, Lorenzo de Tommaso Soderini, « ne devait rien faire et voulait tout faire », puis, à Empoli, où il allait enfin trouver l'emploi de son ardeur et de ses talents [2].

Tout d'abord, les soldats sous ses ordres n'eurent que dédain pour cet homme de peu, ce marchand, ce payeur si rapidement élevé. Bientôt, ils l'accusèrent d'être superbe, colérique, cruel, implacable, téméraire, négligent pour ses comptes, et, crime à ce qu'il paraît irrémissible, de tenir table ouverte. Au dédain succédait donc la haine, et l'on sait si la haine est juste. En fait, si Ferrucci était altier, comme l'avoue Varchi, qui l'avait

1. Radda dans le Chianti, entre le val de Pesa et le val d'Arbia, à 12 milles de Montevarchi et 15 de Sienne. Voy. Repetti, t. IV, p. 705.

2. Varchi, liv. VI, X, t. I, p. 264, t. II, p. 207; Busini, Lettre V, p. 33; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 210, 214; Fr. Sassetti, *Vita Ferrucci*, dans *Arch. stor.*, 1a ser., t. IV, part. II, p. 467 sq., voir surtout les notes de Passerini; Giannotti à Varchi, Lettre sans date, sur Ferruci, dans *Opere di Giannotti*, t. I, p. 40-55.

beaucoup connu, il ne manquait ni de justice, ni de réflexion, ni de sobriété personnelle; s'il était sévère, d'insolents mépris, des accusations calomnieuses, des conjonctures de plus en plus difficiles lui commandaient la sévérité. Quant à ses comptes, il disait fièrement que si la seigneurie n'avait pas confiance en lui, elle pouvait les lui faire régler aux *Stinche*[1]. Et ce langage, il le tenait non par défi, non par bravade : impopulaire comme il l'était dans son armée, personne, si l'on y fût venu l'arrêter, ne l'aurait défendu.

Mais la calomnie ne trouvait pas crédit à Florence; chacun y appréciait mieux les services du nouveau capitaine. A peine était-il à Empoli, qu'il remettait cette place en bon état de défense, et reprenait aux Espagnols, en montant le premier à l'échelle, San-Miniato *al Tedesco* (11 novembre). Fut-ce de sa part cruauté pure que de passer au fil de l'épée, avec les soldats faits prisonniers, les habitants qui les avaient aidés dans la résistance? Non sans doute : sans parler des mœurs du temps, qui légitimaient toutes les rigueurs, il fallait faire un exemple, décourager la rébellion chez les sujets de la République, dont l'hostilité était si connue. Et la preuve qu'il ne cherchait pas autre chose, c'est qu'il refusait le pillage, c'est qu'il interdisait d'outrager les femmes[2]. Cet exploit et d'autres en rase campagne établirent, consacrèrent sa renommée. Il put dès lors, sans l'amoindrir, essuyer devant la Lastra un échec qui lui fut pourtant bien sensible, car il jugeait

1. Varchi, liv. X, t. II, p. 208; Sassetti, *Vita Ferrucci*, dans *Arch. stor.*, 1a ser., t. IV, part. II, p. 534.
2. Ferrucci aux Dix, dép. 38, du 11 nov. 1529, dans *Arch. stor.*, 1e ser., t. IV, part. II, p. 571.

cette position nécessaire pour assurer le transport des vivres[1]. Mais il supportait mal le moindre revers. C'est après les revers qu'on le trouve surtout terrible. « Depuis l'affaire de la Lastra, écrit-il, j'ai juré à Dieu que tous les soldats qui n'auraient pas tué les prisonniers qu'ils font, je les pendrais[2]. » Dure comme ses actes, sa parole, en même temps, est du moins héroïque : « A la guerre, dit-il encore, il ne faut pas s'effrayer des pertes. Quand même les trois quarts d'entre nous mourraient pour ne pas redevenir esclaves, le dernier quart sera si glorieux, qu'il fera bien d'avoir sacrifié le reste[3]. »

Quelle ne dut pas être son indignation, sa colère, s'il eut vent, comme c'est probable, des négociations que la malheureuse Florence s'obstinait à poursuivre! En novembre, en décembre, elle négocie encore avec Orange, et lui offre même de l'argent[4]. C'était méconnaître son caractère, plus honorable que ne l'ont cru les historiens. Dans des documents de publication récente[5], nous voyons qu'il n'eut jamais l'ambition qu'on lui prête de devenir seigneur de Florence, soit qu'il n'eût pas de vues personnelles, soit qu'il comprît que, pour résister au pape, à l'empereur, ses ennemis en pareil cas, il lui faudrait de plus grands moyens. Il estimait qu'il n'y a rien de plus bas que de manquer à sa parole, et il n'était offensé de rien tant que d'un doute sur la sienne.

1. Ferrucci aux Dix, Dép. 65, Empoli, 6 déc. p. 595; Capello, Dép. 68, du 12 déc., p.252; Varchi, liv. X, t. II, p. 215-218; Nerli, liv. X, p. 225.
2. Ferrucci aux Dix, Dép. 70, *ibid.* p. 601.
3. Du même aux mêmes, Dép. 75, du 18 déc., p. 608.
4. Pratiques des 4 et 11 nov., 7 déc., dans Falletti, t. I, p. 387.
5. Voy. les lettres des orateurs siennois, publiées par Falletti dans son tome II.

Promptement courroucé, il se calmait vite et savait reconnaître ses torts. En un mot, il paraît avoir été ce qu'on appelle un galant homme[1]. Si ses ennemis l'ignoraient, ne savaient-ils pas, du moins, qu'il n'agissait qu'avec l'assentiment de Charles-Quint et de Clément VII[2]? Le détacher d'eux à prix d'argent n'eût même pas été le salut. Aurait-on par là gagné le concours de l'armée assiégeante, qu'était cette armée au regard de celles que pouvait envoyer aussitôt et bientôt lever le puissant maître de la moitié de l'Europe et de toutes les Indes?

Passe encore pour cette illusion, si peu sensée qu'elle nous paraisse; mais qu'espérer du pape? Par un outrage bien inutile, on venait de le rendre plus implacable que jamais. Vettorio Ghiberti, descendant du grand sculpteur, avait fait peindre sur la façade de sa maison, sise dans la *via Larga*, principale rue de la ville, Clément VII en habits pontificaux, tiare en tête, montant l'escalier de la potence, tandis que Charles-Quint brandissait son épée, sur laquelle on lisait ces mots : *Amice, ad quid venisti?* « Et les prudents, dit Varchi, n'osaient blâmer que tout bas ces licencieuses sottises[3]. » Et c'est quand ils les laissaient impunies, que ces grands politiques de Florence envoyaient des orateurs à Bologne, où les deux souverains ennemis de la République allaient avoir une entrevue (15 novembre)[4]! Dans ces conférences qui décidèrent du sort

1. Sergardi à la Balie de Sienne, Dép. 8, 25, 29, des 10 sept., 10 et 16 oct. 1529, Falletti, t. II, p. 21, 42, 55; Faleri à la même, Dép. 39, du 11 nov., *ibid.*, p. 76.

2. On reconnaissait à cet égard la rectitude d'Orange dans la pratique du 3 nov. Voy. Falletti, t. I, p. 388.

3. Varchi, liv. X, t. II, p. 259.

4. La date est donnée par un texte contemporain, publié par Gaetano

de l'Italie, ils parurent étroitement unis, également irrités contre la poignée de vils marchands qui osait les insulter et leur tenir tête. Le traité conclu entre eux est muet sur les Florentins [1]. Plus significative encore que ce silence était la convention verbale, antérieure à l'instrument, d'envoyer sans retard au prince d'Orange Antonio de Leyva avec dix mille *fanti* [2]. Une des conditions arrêtées était justement que, pour pacifier la Lombardie, les troupes impériales en sortiraient. C'est ainsi qu'aux derniers jours de décembre, douze mille Espagnols et Allemands, devenus disponibles, bien munis d'artillerie, passaient l'Apennin et venaient camper sur la rive droite de l'Arno, jusqu'alors indemne des horreurs de la guerre. Ces nouveaux venus jetaient aussitôt un pont sur le fleuve, pour assurer les communications des deux armées impériales [3].

L'émoi fut grand à Florence, car l'investissement était presque complet : la ville assiégée ne communiquait plus avec le dehors que du côté d'Empoli. Dans les rassemblements, dans les cercles, dans les boutiques, on répète le mot ironique de Boccace : *lealtà vini-*

Giordani, dans *Della venuta e dimora in Bologna del S. P. Cl. VII, per la coronazione di Carlo V, imp.* Doc. 17, Bologne, 1842. — Selon Segni (liv. III, t. I, p. 214), le pape serait arrivé le 1er nov. et l'empereur le 3. Cf. Ughi, *Arch. stor.*, App., VII, 150; Guicciard., liv. XIX, c. VI, t. VI, p. 247; Varchi, liv. X, t. II, p. 189.

1. Tractatus pacis atque fœderis defensivi pro conservanda Italiæ tranquillitate. Bologne, 23 déc. 1529, dans Du Mont, t. IV, part. II, p. 53. Voy. dans Lünig (t. II, p. 1351) la bulle papale qui accorde à l'empereur jus patronatus, etc., 13 mars 1530. Cf. G. de Leva, *Storia di Carlo V*, et Falletti, t. I, p. 382.

2. Sergardi à la Balie de Sienne, Dép. 38, 39, Du camp, 8 et 11 nov., dans Falletti, t. II, p. 76-78. Cf. Karl Lanz, *Corresp. des Kaisers Karl V*, ann. 1529.

3. Sergardi à la Balie de Sienne. Dép. 50. Du camp, 7 janv. 1530, dans Falletti, t. II, p. 112; Varchi, liv. X, t. II, p. 236; Nerli, t. IX, p. 207; Guicciard., liv. XX, c. I, t. VI, p. 256.

ziana[1] : Venise, après le traité de Bologne, vient d'abandonner son alliée[2], et cette défection inattendue touche plus les cœurs que ne fait la crainte d'une prochaine attaque vers le nord. Prato pourtant et Pistoia ont été précipitamment évacuées à l'approche de la seconde armée, comme Arezzo et Cortone peu auparavant, à l'approche de la première. A Pistoia, les Panciatichi, anciens adhérents des *palleschi*, ont vite pris le dessus sur les Cancellieri : ils chassent le commissaire florentin, ils ouvrent leurs portes aux Impériaux[3]. A Prato, le 26 décembre, les lansquenets font leur entrée[4]. Ces deux cités soumises sans coup férir, l'exemple est contagieux. Plus éloignées et non menacées, pour le moment du moins, les forteresses de Pietrasanta et de Motrone accueillent également l'ennemi. L'autorité de la République n'est plus reconnue que dans celles de Livourne, de Pise, d'Empoli, de Volterre, de Borgo San-Sepolcro, de Castrocaro et dans le *cassero* d'Arezzo; encore presque toutes sont-elles isolées de la métropole et comme assiégées elles-mêmes. C'est uniquement par Ferrucci qu'il arrive toujours à Florence des vivres, des convois de bœufs, et aussi du salpêtre, dont on craignait déjà de manquer[5]. Mais combien de temps le vaillant chef pourra-t-il tenir dans Empoli?

Entre-temps, le 27 décembre, les Florentins voient arriver dans leurs murs un prélat de la Curie, Rodolfo

1. Boccace, Giorn. IV, nov. II, t. II, p. 195.
2. Varchi, liv. X, t. II, p. 240.
3. Busini, Lettre XV, p. 116; Varchi, liv. X, t. II, p. 249-254; Nerli, liv. IX, p. 207.
4. Capello, Dép. 70, du 26 déc., p. 256; Varchi, liv. X, t. II, p. 254; Nerli, liv. IX, p. 207.
5. Varchi, liv. X, t. II, p. 246-257; Nerli, liv. IX, p. 206; Capponi, t. II, p. 439.

Pio de Carpi, évêque de Faenza, prélat bien singulier, car, en ce siècle de mœurs impures et cyniques, il se vantait d'être vierge. Pour mieux dire, ils ne le voient point, ils apprennent qu'il est mystérieusement descendu chez Malatesta Baglioni. Que vient-il faire? On n'en sait rien dans le public, et l'on en glose jusqu'au camp ennemi. Le Vénitien Capello, fort intrigué, suppose qu'il venait suggérer l'envoi de nouveaux ambassadeurs aux deux souverains[1]. C'est plus tard seulement qu'on connut le véritable sujet de sa mission : il venait corrompre son hôte, lui promettre Pérouse, le prier de fatiguer les Florentins en prolongeant la guerre et en multipliant les escarmouches, de les épuiser d'argent par d'inutiles ou excessifs travaux de fortifications, sans permettre jamais qu'on en vînt à un sérieux fait d'armes[2].

Que Clément VII outragé eût pris l'initiative d'une démarche dont les apparences du moins devaient être conciliantes, on aurait lieu de s'en étonner, si les circonstances n'étaient tout à coup devenues plus favorables à ses désirs, à ses desseins. Un nouveau gonfalonier venait d'être élu, le 2 décembre, bien avant l'heure où l'on procédait d'ordinaire à l'élection d'un magistrat qui n'entrait point en charge avant le 1er janvier. Francesco Carducci avait manqué sa réélection, pour l'avoir trop ardemment poursuivie. Ses avances aux *palleschi* lui avaient aliéné le populaire. Sa préoccupation personnelle était depuis longtemps par trop

1. Cambi, t. XXIII, p. 49; Nerli, liv. X, p. 216; Ughi, *Arch. stor.*, App., t. VII, p. 144; Busini, Lettre XVIII, p. 144; Varchi, liv. XI, t. II, p. 267; Capello, Dép. 48, du camp, 2, 3 janv. 1530, dans Falletti, t. II, p. 105-109.
2. Ughi, *Arch. stor.*, App., t. VII, p. 154.

évidente. Il disait en plein Conseil, à grand renfort d'exemples romains, quoiqu'il ne fût pas grand clerc, qu'il fallait élire un homme pratique et fidèle, qui eût le fil des affaires. Votre salut, semblait-il dire, est dans ma réélection, et ses amis le disaient ouvertement pour lui. Il se flattait qu'on ne tiendrait aucun compte de la provision rendue pour empêcher qu'on ne mît une troisième fois le gonfalon de justice aux mains de Niccolò Capponi. Bornant, pour sa part, son ambition à une seconde année de pouvoir, il avait fait décider que quiconque aurait exercé ces fonctions, les premières de l'État, serait de droit membre à perpétuité de la pratique, mesure excellente sans doute pour la bonne gestion des affaires publiques, mais qui eût en dix ans, selon Busini, fait des anciens gonfaloniers les maîtres de la République[1]. Soit respect de la légalité récente, soit mécontentement de ces calculs intéressés, le Grand Conseil, au nombre de 1,780 membres, — il n'en fallait que 1,500 pour qu'on pût procéder à l'élection, — ne mit pas même le nom de Carducci parmi les six qui furent ballottés[2].

L'élu fut Raffaello Girolami. Bien des motifs le désignaient au choix de ses concitoyens. Honnête et diligent, avenant et aimable, adroit et varié, optimiste contre toute espérance, les nobles l'aimaient comme issu d'une famille si ancienne qu'on lui donnait pour premier ancêtre un saint du cru, San Zanobi. Les *palleschi*, disposant de quatre cents voix, se souvenaient qu'il avait été ami des Medici et employé par eux, qu'il les avait aidés

1. Busini, Lettres III, XVI, p. 15, 122, 123; Varchi, liv. X, t. II, p. 218; Nerli, liv. IX, p. 204; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 223.
2. Varchi, liv. X, t. II, p. 219; Paoli, p. 193.

à renverser Soderini : une nouvelle évolution de ce mobile caractère n'était point improbable, et même ils y comptaient. Les neutres, désireux d'un accord, croyaient le savoir très estimé de l'empereur, très propre par conséquent à obtenir de lui de bonnes conditions. Les *ostinati*, les enragés de résistance, lui savaient gré d'être revenu dans la ville seul des quatre ambassadeurs envoyés à Gênes auprès de César, et d'avoir donné encore du relief à son retour, en disant qu'il aimait mieux mourir libre dans sa patrie que de vivre esclave dans la patrie d'autrui.

C'est en raison de ces mérites divers, malgré la légèreté connue de son caractère, quoiqu'il ne fût point homme de pensée et de réflexion, qu'il devint « notre doge », comme dit Busini. A peine nommé, il obtenait son entrée au palais pour s'associer aux travaux de la seigneurie sortante, et se préparer à prendre, un mois plus tard, la direction de la seigneurie entrante. Le 1er janvier venu, on crut qu'il aurait le verbe haut. « A la stupéfaction générale », ses premières paroles, comme chef du gouvernement, furent celles-ci : — Vous, citoyens, vous êtes les maîtres. Vous devez me donner des ordres; je dépens de vous. — Dans les séances du Conseil, en attendant qu'on fût en nombre, il faisait lire les lettres de l'étranger, ce que Capponi n'avait fait qu'une fois, et Carducci jamais[1]. En des temps ordinaires, il eût été le gonfalonier modèle d'une cité libre; mais en ces temps tragiques, dans cette année terrible, pas plus que Capponi il n'était l'homme qu'il fallait. Carducci, si énergique, eût cent fois mieux valu.

1. Busini, Lettres XIII, XVIII, p. 100, 141-143; Varchi, liv. X, XI, t. II, p. 220, 335; Ughi, p. 154; Nerli, liv. IX, p. 206.



Pour quelques jours, l'allégresse fut pourtant générale ; mais les amis de la liberté s'aperçurent bientôt que les *palleschi* s'enhardissaient et prenaient de la force. Dès le 3 janvier, par 1,000 fèves noires contre 373 blanches, le Grand Conseil décidait de poursuivre la pratique avec un mandataire de la sainteté du pape[1], et le 7, que les orateurs envoyés à Bologne seraient accrédités en même temps auprès du pape et de l'empereur, qu'on en avertirait le prince d'Orange, « secrètement, s'il était possible[2] ». La forte majorité qui avait résolu cette nouvelle ambassade, si contraire aux vues des précédentes seigneuries, faisait croire aux assiégeants que, puisque Florence ne reculait plus à négocier avec Clément VII, l'accord serait bientôt conclu, et il semble que les assiégés partageassent cette croyance. Chaque jour allaient au camp ennemi des trompettes, et même des citoyens, pour remettre au prince des messages et même des présents « à en perdre la cervelle[3] ». L'évêque de Faenza avait en hâte apporté à Bologne la grande nouvelle de cet inespéré changement de front; il y était bientôt suivi (13 janvier) des orateurs désignés, Luigi Soderini, Andreuolo Niccolini, et comme sous-ambassadeur, Roberto Bonsi, qui s'était joint à eux de son plein gré[4],

1. Pratiques des 1er et 3 janv. 1530, dans Falletti, t. I, p. 115; Sergardi, Dép. 50, du camp, 7 janv., Fall., t. II, p. 112; Cambi t. XXIII, p. 50. Varchi (liv. XI, t. II, p. 267-273) donne le discours du gonfalonier et les divers avis qui furent émis.

2. Pratique du 7 janv., dans Falletti, t. I, p. 115-116.

3. Sergardi, Dép. 53, du camp, 12 janv., dans Fall., t. II, p. 116.

4. Capello, Dép. 72, du 12 janv., p. 261; Varchi, liv. XI, t. II, p. 274. — Sergardi, Dép. 50 (Fall., t. II, p. 112) dit que les ambassadeurs envoyés étaient Tommaso Soderini et Francesco Carducci. Il en avait peut-être été question; mais on était mal renseigné au camp. Carducci, partisan de la guerre, ne pouvait être envoyé pour traiter de la paix. Il venait d'ailleurs d'être nommé commissaire pour les choses de la guerre. Voy. Nerli, liv. IX, p. 209.

tous « hommes incorruptibles, mais lents comme le carême[1] ».

Campagne inutile, ridicule, désastreuse! Les ambassadeurs n'ont d'autre mission que d'écouter les ouvertures et de les transmettre à leur gouvernement[2]. Ils commandent si peu le respect, qu'arrivés à Bologne, les *gabellieri* ou gabeleurs ouvrent et fouillent leurs valises, prélèvent des droits sur les objets qui s'y trouvent, sous prétexte qu'ils les ont apportés comme marchands, pour les vendre. On en fit des gorges chaudes. Le 18 janvier, ils obtinrent leur première audience. Les trois conditions que la seigneurie mettait à tout accord, ils les firent connaître pour circonscrire le champ du débat : conserver la liberté, maintenir le gouvernement établi, ravoir le domaine occupé par les Impériaux. Clément VII répondit qu'il n'avait pas dessein de supprimer la liberté; que sans lui Florence aurait déjà perdu toutes ses possessions, mais qu'il ne maintiendrait pas un gouvernement « sans foi, plein de passion et d'assassinats ». Enfin, il nia formellement d'avoir envoyé l'évêque de Faenza et demandé des ambassadeurs[3].

Aussitôt portées à Florence par le sous-ambassadeur Bonsi[4], ces réponses furent communiquées à la pratique le 21 janvier, et, du coup, les *palleschi* perdirent tout le terrain qu'ils venaient de gagner. Cherubino Fortini

1. Busini, Lettre XVIII, p. 145.
2. Capello, Dép. 72, du 12 janv., p. 261.
3. Varchi, liv. XI, t. II, p. 274-276. — Orange avait fait la même dénégation, quoique plus timidement, en homme qui ne sait que ce qu'on lui dit, à Fr. Marucelli, envoyé de la seigneurie. Voy. Capello, Dép. 73, du 17 janv., p. 263.
4. Ughi (p. 154) dit à tort que les ambassadeurs ne transmirent pas les conditions du pape qu'ils jugeaient inacceptables, et que le peuple eût peut-être acceptées. Il est mal informé.

déclara, au nom des seize gonfaloniers, qu'ils s'étonnaient des assertions pontificales, attendu qu'on affirmait que l'évêque de Faenza avait montré un bref qui l'accréditait auprès des seigneurs. Ne le voyait-on pas déjà de retour dans la ville ? Au surplus, que n'interrogeait-on Malatesta ? Si c'est pour le rendre suspect qu'était venu le prélat, il n'y aurait qu'à renvoyer cet agent de discorde. Le pape n'y trouverait rien à redire. Coûte que coûte, il devait avoir hâte d'en finir, car la marche des Turcs menaçait de rappeler avant peu l'empereur en Allemagne[1]. Ainsi du moins raisonnaient les fins politiques.

Mais les fins politiques étaient rares alors. En ce moment où il aurait fallu, selon eux, ménager Clément VII, les ambassadeurs florentins se détournaient de lui pour se retourner vers Charles-Quint, et ils le faisaient avec une insigne maladresse. Florence, lui disaient-ils, n'est point si faible, elle peut tenir, étant bien pourvue d'artillerie et de vivres. Cette bravade inutile irrite l'empereur, loin de l'intimider. — Ah! c'est ainsi que vous me parlez! s'écria-t-il. Allez-vous-en, et ne m'entretenez plus de vos affaires! — Ils s'en revinrent donc, la tête basse, dans leur patrie. On y croit sans doute qu'ils ont mal manœuvré, car, sur les instances, paraît-il, de M. de Clermont, envoyé du roi très chrétien, on leur donne un successeur. Passe encore de ne pas sentir et relever l'injure; mais au moins devait-on rédiger des instructions nouvelles, et l'on ne change

1. Pratique du 21 janv., Fall., t. I, p. 116; Nerli, liv. X, p. 221; Cambi, t. XXIII, p. 51. — Sur le retour de l'évêque de Faenza, Capello, Dép. 72, du 12 janv., p. 261.

rien aux anciennes[1] ! Est-ce donc l'influence du gonfalonier nommé de la veille qui se fait déjà reconnaître ? La pratique des choses a bientôt tempéré sa fougue belliqueuse : il est maintenant porté aux accords, et plus tard, au mois de mars, quand la résolution aura été formellement prise, dans les pratiques, de ne plus penser qu'à la guerre[2], il pensera encore aux accommodements. Moins nombreux que les pacifiques, mais plus actifs, les *ostinati*, Bernardo de Castiglione et Francesco Carducci en tête, représentaient à Girolami que ses procédés ressemblaient à celui du médecin qui plongerait dans l'eau froide un malade brûlé d'une fièvre ardente[3], et Varchi dit de cette dernière ambassade qu'elle était « une dérision plus qu'une légation[4] ».

Ceux qui tenaient ce vert langage d'opposants avaient obtenu tout récemment un succès dont ils étaient fiers, par l'élimination du capitaine général *in partibus*, de ce ridicule Ercole d'Este qui ne bougeait de Ferrare, et qui faisait toucher ses gages par procureur. Pour le remplacer d'une manière plus efficace, leur candidat, et aussi celui du gonfalonier, eût été Stefano Colonna ; mais celui-ci, froid, réservé, tenant à le paraître, à quiconque lui parlait de ce poste suprême, répondait invariablement : — Je suis avec le roi très chrétien, qui m'a envoyé ici. — Malatesta, au contraire, se remuait beaucoup pour être nommé. Sa *condotta* avait bien encore quatre mois à courir, mais il en voulait le renouvellement immédiat. Qu'importe, qu'estropié du « mal

1. Sergardi, 26 janv., Dép. 57, Fall., t. II, p. 129; pratique du 26 janv., Fall., t. I, p. 389.
2. Voy. Pratiques des 15 et 19 mars (Fall., t. I, p. 390, 391).
3. Nerli, liv. X, p. 212.
4. Varchi, liv. XI, t. II, p. 291.

français », il ne fût plus bon à rien, comme disaient les partisans de son rival? Il disposait du gros des troupes florentines, force était donc de lui complaire. On ne le fit qu'en maugréant, qu'en murmurant que les princes et les seigneurs ont les mains longues pour nuire[1]. On voulut même, assez puérilement, diminuer l'effet de cette élection inévitable et qui était faite le 12 janvier[2], en supprimant autant que possible les cérémonies, la solennité, dans la remise du bâton de commandement[3]. Mais les officiers publics ne purent ou ne voulurent obéir. Par avance, ils déclarèrent férié le jour (26 janvier) où Malatesta prendrait possession. Ce jour-là, le fameux lion communal, Marzocco, était entouré de guirlandes et portait une couronne d'or sur la tête. Du haut de la *ringhiera*, le gonfalonier, entouré des seigneurs, fit à Malatesta un beau discours, dont la péroraison fut arrosée d'une abondante averse, bon présage selon les uns, mauvais selon les autres. Pour que Colonna ne fût pas trop mécontent, on lui donna la garde de la colline de San-Miniato, c'est-à-dire du point le plus menacé, le plus en vue, et le commandement de la milice de l'ordonnance[4].

Cet arrangement parut contenter tout le monde.

1. Varchi, liv. XI, t. II, p. 283-284.

2. Le texte de la *condotta* datée du 12 janvier, est dans Falletti, t. I, p. 112, n. 3. La provision de Malatesta est de 9,000 carlins par an. Il aura 200 hommes d'armes, 25 *lancie spezzate* ou gardes du corps, à raison de 15 ducats d'or chacune par mois. La *condotta* est pour deux années, la première ferme, la seconde à la volonté des parties. Le capitaine devra servir de sa personne, même contre le siège apostolique et S. M. Très-Chrétienne. — Le texte officiel montre que Capello, quoique présent, n'était pas très exactement renseigné sur tout cela. Voy. Dép. 74, du 21 janv., p. 265.

3. Pratique du 4 janv. (Fall. t. I, p. 111); Varchi, liv. XI, t. II, p. 282-284; Capello, Dép. 72. du 12 janv., p. 262.

4. Capello, Dép. 74, du 21 janv., p. 265; Varchi, liv. XI, t. II, p. 284-287; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 196-197; Nerli, liv. X, p. 219.

« En vérité, écrivait le rigide Ferrucci, l'intégrité, la fidélité de Malatesta, ne méritaient pas moins[1]. » Selon Busini, il n'avait monté subitement que par son mérite, car, parmi les mercenaires, il y en avait peu qui le valussent, et c'est seulement plus tard qu'il se montra « atteint de ce vice de trahison presque général chez tous ceux qui font la guerre pour de l'argent[2] ». Déjà pourtant, à tort ou à raison, couraient de mauvaises rumeurs[3]. Il faut éviter, dit dans la pratique Cherubino Fortini, tout ce qui pourrait exciter des soupçons contre Malatesta, et avertir celui-ci qu'il ne reçoive plus personne venant de la Curie. Comme l'organe des gonfaloniers de compagnies opinent les *buonuomini* : ils veulent « qu'on prie le capitaine de tourner ses pensées vers la gloire[4] ».

C'est vers la guerre, source obstinément espérée de la gloire, que se tournent maintenant et plus que jamais les pensées. Le mobile Girolami suit le courant; il revient sans trop de peine à son humeur batailleuse, quand on a repoussé sa proposition de prendre l'empereur pour arbitre. Peu s'en fallut qu'on ne rasât le palais des Medici, qu'on ne se donnât le plaisir d'en appeler l'emplacement *piazza dei muli*[5]. Si cette motion ne passa point, Florence était à la merci des têtes folles, et ne réparait pas toujours par la prudence leurs sottises. Ainsi, au retour des ambassadeurs de Bologne, un mauvais plaisant ou un fanatique avait déposé dans

1. Ferrucci aux Dix, Dép. 87. Empoli, 5 févr. 1530. *Arch. stor.*, 1e sér. t. IV, part. II, p. 623.
2. Busini, Lettre XV, p. 118.
3. Ughi, p. 154; Falletti, t. I, p. 118.
4. Pratique du 8 févr. 1530 (Fall., t. I, p. 117, 390).
5. *Ibid.*

le tambour aux dénonciations le nom du pape et ceux des quatre cardinaux florentins qui l'avaient assisté dans ses entrevues et négociations. Or l'usage était de déférer à la *Quarantia* ou au tribunal qui en tenait lieu tout personnage *intamburato*. Allait-on donc faire son procès au chef de la chrétienté, aux oints du Seigneur comme à de simples citoyens? La question fut posée dans le conseil des Quatre-vingts, accru de maintes personnes qui lui étaient étrangères. Il y eut pour l'affirmative 29 voix, pour la négative 56, pour l'ajournement jusqu'à la fin de mars 92. Si cette dernière résolution, simple moyen terme, l'emporta, le pape n'en avait pas moins été menacé d'être déclaré rebelle, de voir ses biens confisqués, et cette épée de Damoclès, injurieuse plus que dangereuse, restait même suspendue sur sa tête.

A cette impolitique bravade s'en ajoutait bientôt une autre plus explicable, car elle s'adressait aux ennemis qui serraient de si près la ville. Le 17 février, la jeunesse, fidèle à ses traditions du carnaval, donnait, sur la place de Santa-Croce, le spectacle attrayant d'une lutte entre vingt-cinq blancs et vingt-cinq verts, une génisse servant d'enjeu. Afin d'être entendus et vus du dehors, ces étourdis placèrent les trompettes et autres instruments sur le toit de Santa-Croce. Les Impériaux répondirent par un coup de canon inoffensif[1], semblable à ceux des escarmouches qui, de temps à autre, se renouvelaient sans résultats[2].

1. Varchi, liv. XI, t. II, p. 291-293, 295.
2. Le 11 janv. «Fu cosa molto senza proposito». (Alf. Faleri à la Balie de Sienne, 12 janv., Dép. 53.) — Le 20 janv. *Id.* Dép. 55. — Le 28 mars. Ag. Bardi, Dép. 90. Voy. Fall., t, II, p. 117, 125, 167, et t. I, p. 120. Cf. Var-

Heureusement, pour l'honneur des Florentins, on peut dire qu'ils attestaient de façon plus sérieuse la fermeté de leurs résolutions et la constance de leurs cœurs. Dès le 11 janvier, la veille donc du jour où était renouvelé par anticipation l'engagement de Malatesta, on avait fait le compte des troupes disponibles en ville et trouvé dix-sept mille hommes[1]. Que ce nombre parût insuffisant ou qu'il contînt beaucoup de non-valeurs, il fut jugé nécessaire de l'accroître en armant les hommes de quarante à cinquante ans. Le 18 janvier, Giambattista Cei en faisait la proposition au nom du gonfalon du Bœuf. Il veut que les hommes sous les armes soient déchargés de tout autre soin, que le palais soit laissé à la garde des plus vieux, qu'on arme le peuple et les jeunes *contadini*. Les Dix rechignent à cette proposition révolutionnaire ; mais elle passe. Le rôle est fait des artisans, et il s'en trouve cinq mille sept cents propres aux armes. A quoi bon cependant, si l'on n'en avait pas à leur donner? En réalité, tout marche avec lenteur : il faut, quatre mois plus tard (3 mai), insister encore pour hâter cet armement[2], et l'on ne parvient à mettre sur pied que dix mille hommes de milice, qui descendront même bientôt à huit par la maladie et la guerre[3].

Ce qui explique de si fâcheux retards, c'est l'éter-

chi, liv. XI, t. II, p, 300. — Cette dernière escarmouche est plus sérieuse. Malatesta y a lancé 2 mille de ses meilleurs soldats, qui sont rejetés jusque dans les fossés.

1. Capello, Dép. 72, du 12 janv., p. 262. Le 17 sept. précédent, on comptait 4 m. *fanti* payés, 4 m. jeunes gens, presque tous arquebusiers, chargés seuls de garder la ville la nuit. (*Id.* Dép. 50, p. 218.) Le 29 oct., 8 m. des uns, 5 m. des autres (*Id.* dép. 59, p. 238).

2. *Id.* Dép. 50, 59, 84, 78, 80, 90. — Pratiques des 15 mars et 3 mai. (Fall. I, 430-432.)

3. Capello, dép. 84, 31 mai 1530, p. 292. — Les milices prêtent serment le 16 mai.

nelle question d'argent. Les gonfaloniers s'étaient bien offerts à donner « toutes leurs facultés[1] »; mais, jusqu'à ce moment, ce n'était encore que vaines paroles, bruit et fumée. Divers impôts ou emprunts avaient peu rendu[2]. Déjà la crainte se répandait que le gonfalonier de justice n'en profitât pour faiblir, et, dans tous les cas, il fallait enlever ce prétexte aux prêcheurs de soumission. Le chef des *ostinati*, Bernardo de Castiglione, présente donc un projet de provision pour se procurer trois cent mille écus. Il ne s'est pas mis en frais d'invention : il propose simplement de mettre en vente les biens ecclésiastiques, à partir de 30 ducats[3], et ici nous rencontrons la risible comédie, curieux intermède de la sombre tragédie. La pratique répond avec empressement aux suggestions de Bernardo : à l'unanimité, elle demande au clergé des sacrifices[4]. Le clergé, lui, se dérobe, et, charitablement, il indique les remèdes qui pourront sauver la ville : des prières, le pardon des offenses, un baiser public, des processions, des pénitences, s'humilier devant le pape, surtout suspendre la vente des biens ecclésiastiques, entreprise dès le mois de décembre. C'était hardiment se placer aux antipodes, conseiller de marcher en arrière à qui voulait marcher en avant. Le conseil prêtait à rire; mais les Florentins sont graves : dans la con-

1. Pratique du 18 févr. Fall., t. I, p. 410.

2. En déc. 1529, on désigne 80 citoyens pour prêter chacun 1,000 ducats, et 40 qui en prêteront 500. Le 19 janv. 1530, impôt de 1 ducat à 1,000, sur tous, selon les conditions. On en espère 150 mille ducats, « qui suffiront pour avril ». (Capello, Dép. 70, 74, des 26 déc. 1529 et 31 janv. 1530, p. 255, 265). Selon Rastrelli (t. I, p. 126) cet impôt ne rapporta que 39,682 fl. Quant à l'emprunt de décembre, il rendit si peu qu'on l'annula (Pratique du 15 janv. dans Fall., liv. I, p. 409).

3. Nerli, liv. X, p. 213-215; Paoli, p. 194.

4. Pratique du 20 avril. Fall., t. I, p. 411.

sulte suivante, ils examinent ces propositions avec le plus grand sérieux; ils parlent avec ménagement de ceux qui les ont faites. Il en est ainsi du moins de ceux qui savent s'armer de patience. Quant à Francesco Carducci, qui ne le sait guère, il éclate au nom des Dix. — Le baiser de Judas aussi, dit-il, fut public! S'humilier devant le pape, qui a traité nos orateurs pis qu'il n'aurait fait des Juifs! Gardons-nous, si l'on veut, de détester ceux qui conseillent de ne pas vendre les biens ecclésiastiques; mais on voit trop qu'ils n'ont en vue que leur intérêt. Les clercs font de leurs biens un emploi pieux? Il n'y en a point de plus pieux que celui-ci. —

Ce net et vigoureux langage entraîne les convictions. Il faut prendre l'argent où on le trouve! disent les quartiers de Santa-Croce et de San-Giovanni. Tout le monde approuve, sous condition néanmoins de procéder sans violence[1]. Et l'on court aux couvents, aux monastères, aux églises, requérir l'argenterie et l'argent des ecclésiastiques, ainsi que les biens meubles à eux confiés par des citoyens plus intéressés que patriotes[2]. De quoi l'Église se plaindrait-elle? Si on la dépouille, on dépouille aussi les arts et les hôpitaux[3]. La plupart des Florentins devancent même les réquisitions, ou y obéissent avec un empressement admirable. Chacun apporte à la *Zecca* tout son or, tout son argent travaillé, comme on allait naguère toucher l'intérêt de ses créances sur le *monte*. Les financiers espéraient à peine vingt mille ducats, et ils purent bientôt compter sur six fois davantage[4]. Les

1. Pratique du 25 avril. Fall., t. I, p. 412-416.
2. Pratique du 3 mai (Fall., t. I, p.416); Capello, Dép. 84, du 31 mai, p. 293.
3. Même pratique, et Capello, *ibid.*
4. Nardi, Lettre IX, dans Fall., t. I, p. 418; Nerli, liv. X, p. 216; Ca-

marchands établis à Lyon, en Flandre, en Angleterre, se sont taxés eux-mêmes, et ils dépassent cette taxe volontaire, ils envoient sans cesse de nouvelles sommes[1]. Le malheur, c'est que de tels sacrifices n'ont jamais rien sauvé : ils n'ont d'autre efficace que de relever les esprits. Éternellement il en faut revenir aux mêmes expédients[2] : on dirait l'écureuil qui tourne dans sa cage. En vain les hommes de ce temps-là qui ont une lueur vague d'économie politique disent-ils que l'argent donné aux soldats retourne à la population, parce qu'ils achètent leurs vivres et les payent fort cher[3] : cette circulation du numéraire prend bientôt fin, car, dans une ville longtemps assiégée, les vivres s'épuisent et ne se renouvellent pas.

Pour le moment, ils abondaient encore, et c'est ce qui explique que les négociations, sans cesser jamais entièrement, n'aient plus aucune importance. — Si le pape est d'humeur à traiter, dit fièrement la seigneurie, qu'il envoie des ambassadeurs[4] ! — Ce sont là des détails négligeables ; mais il y en a un qui ne saurait être négligé : c'est une démarche de François Ier, la dernière. L'intérêt en est moins dans la démarche même que dans la dépêche qui nous la fait connaître.

Clément VII, revenant de Bologne, était rentré à

pello, Dép. 85 du 21 juin, p. 299. Albèri donne en note, à cet endroit, les considérants de la provision qui imposait ce sacrifice. Elle est du 9 juin.

1. Les Dix à Bart. Gualterotti, orateur à Venise, 6 juin, dans Fall., t. I, p. 418.

2. Emprunt, décime, vente des objets précieux des églises (Pratique du 1er juillet. Fall., t. I, p. 419). — Appel aux sacrifices volontaires (Pratique du 23 juillet. Fall., t. I, p. 420).

3. Capello, Dép. 82, du 26 avril, p. 285.

4. *Id.*, Dép. 84, du 31 mai, p. 298. Cf. Dép. 80, du 24 mai, p. 279. Pour juillet, sur l'initiative de Venise, Dép. 89, du 20 juillet, p. 308.

Rome le 9 avril[1]. L'évêque de Tarbes se présenta devant lui au nom de son royal maître : « J'avois, écrit-il, esté merveilleusement marry de l'entreprinse de Florence... Je savoys très bien qu'il ne se actendoit avoir le dict Florence par famyne, et que j'estois adverty qu'ils avoient vivres à planté, jusques à la fin d'octobre. » Parlant « non comme ambassadeur ou ministre, mays comme chrestien, prebstre et évesque », ou plutôt mêlant toutes ces qualités, il ajoute : « Posé ores que Sa Sainctеté eust Florence, il l'auroit gastée et du tout mynée, voyre de sorte que d'icy à vingt ans il n'en sçauroit tirer ung escu, et qu'il y despendroit tout l'argent que dessus et davantaige s'il en avoit, que estoit son estresme oncion, car, ce faict, il n'avoit plus aucun moyen de faire argent. » Le pape répond « qu'il ne désire pas la ruine de Florence, mais qu'il ne peut abandonner ceux qui pour lui se sont mis en péril ».

Sur ce, les deux interlocuteurs abordent la question des moyens pour aboutir à un accord. Tarbes propose la médiation du roi : « Que les Fleurentins déposent les armes et que le pape fasse desloger le camp. Tous les Fleurentins autres que criminelz seroient appellez pour tous ensemble soubz vostre protection et garde, advisez de faire ung governement ferme et estable pour le present et pour l'advenir. » Clément VII semble y être consentant ; mais il ne voudrait pas « que les Fleurentins et autres pensassent que le party vient de luy ». Sages conseils, langage que Gino Capponi appelle justement admirable[2]. Mais autant devait en emporter le vent. Dans les paroles

1. Varchi, liv. XI, t. II, p. 316.
2. G. Capponi, t. II, p. 443, qui donne de longs extraits de cette lettre d'après l'*Arch. stor. ital.*

mêmes du pontife perçait une rancune incurable : « Il me dist qu'il estoit contant que Florence n'eust jamais esté, et qu'il ne sçavoit qu'ilz y pouroient faire, et si je seroys d'avis qu'il cedast à sept ou huit des plus pouvres de la ville de Florence qui avoient conduit le peuple à consentir d'estre destrouitz [1]. »

Que l'effort suprême de François Ier fût sincère, on n'en saurait guère douter, puisqu'il s'agit de sauver une ville, invariable alliée de sa couronne ; mais il ne donne pas l'idée d'une grande perspicacité politique. Après Barcelone, Cambrai et Bologne, les positions étaient prises, les engagements formels. Clément VII espérait tout de Charles-Quint, et, quant aux Florentins, les uns, plutôt que de se soumettre à peu près sans conditions, préféraient s'ensevelir sous leurs ruines ; les autres, disposés à la soumission, sentaient bien que le moment n'en était pas venu encore, qu'on n'avait pas assez souffert. La faim, qui fait sortir le loup du bois, fait non moins sûrement tomber les murailles ; mais elle y met le temps.

1. L'évêque de Tarbes à François Ier, Rome, avril 1530. *Arch. stor.*, App., t. I, p. 475-478. Doc. 38.

CHAPITRE V

LA FIN DU SIÈGE. — LA CAPITULATION

— Avril-août 1530 —

Situation des Florentins et des impériaux jugée par l'ambassadeur de François Ier. — Pénurie au camp impérial. — Disette à Florence. — Le succès de la résistance encore espéré. — Ferrucci dans le val d'Arno inférieur. — Prise de Volterre par Ferrucci (27 avril). — Siège et prise d'Empoli par Maramaldo (11-28 mai). — Condamnation des défenseurs d'Empoli (juin). — Ambassade à Henry VIII d'Angleterre. — Volterre assiégée par les impériaux, délivrée par Ferrucci (17 juin). — Sorties inutiles (5 mai, 10 juin). — Accusations contre Malatesta. — Nouvelle seigneurie (1er juillet). — Sa sévérité. — Supplice de Lorenzo Soderini (4 juillet). — Plan de campagne imposé à Ferrucci. — Ferrucci à Pise (18 juillet). — Il se met en marche (31 juillet). — Négociations de Malatesta avec le prince d'Orange. — Pratiques belliqueuses (23 juillet, 1er août). — Protestation des deux capitaines (2-3 août). — Bataille de Gavinana (3 août). — Mort d'Orange et de Ferrucci. — Résolutions désespérées à Florence. — Ambassades réciproques de Malatesta et de la seigneurie. — Malatesta congédié (8 août). — Il devient maître de Florence. — Soumission de la seigneurie (10 août). — Négociations finales. — Accords conclus (12 août). — Satisfaction des Florentins. — Incertitude de l'avenir.

Nous touchons à la période vraiment critique et décisive de ce grand siège. Parmi les témoins oculaires qui nous en ont transmis l'histoire, peut-être n'est-il pas hors de propos d'accorder encore quelque attention à cet évêque de Tarbes dont nous avons vu déjà en partie l'éloquente dépêche. Il parle si bien des choses qu'il voit, qu'on est disposé à croire qu'il les voit bien ; il n'y prend intérêt que pour le service de son roi : autant de bonnes conditions pour mériter créance.

« Venant de Boullogne icy, écrit-il à François Ier, j'ay entendeu la force et la foiblesse des Fleurentins : la première pour avoir leur ville bien réparée, assez de gens de guerre, victuailles de pain et chair sallée pour



d'icy à la fin d'aoust et davantaige, prou sucres pour satisfaire à leur boire, le cœur bon, et résoluz de maintenir leur liberté; la deuxième, la puissance du camp qui est à leurs portes, avec détermination de n'en partir sans les avoir par force à la longue ou par composicion. »

Comme les avantages des assiégés, il signale les désavantages des assiégeants. « Le prince d'Oranges n'a jamays fait ny fait faire encore de present aucun semblant de vouloir forcer la ville par baterye ou autrement; qui pis est, conforte l'oppinion du pape qu'ilz veoient assez inclin de ne vouloir leur ruyne et les avoir à la longue, l'asseurant les luy rendre la corde au col soubz son obéissance. » Le prince manquait de ressources : « Qu'il estoit bien vray qu'il y avoit de l'argent pour ce moys et le moys de may, mais que cela estoit pour la part qui lui touchoit ric à ric, et que en cas que le dict empereur ne continuast, ou qu'il usast de quelque delay..., le dict argent ne sçauroit suffire, et que le plus prompt remède qu'ilz peussent veoir, estoit de faire ung gros nombre de cardinaulz dont il pourroit tirer six cent mil escuz, et a la negociacion esté menée de sorte qu'elle estoit près de conclusion, voyre d'en faire jusqu'à vingt et six, dont il y en avoit qui donnoient soixante mil escuz[1]. »

Tarbes ne parlait du camp d'Orange que par ouïdire. S'il y avait pénétré, il y aurait vu l'armée en dissolution, faute d'argent, les soldats se débandant, les Espagnols criant : La paye! la paye! un millier d'entre

1. L'évêque de Tarbes à François Ier. Rome, avril 1530, dans *Arch. stor.*, Append., t. I, p. 473, 474.



eux se mutinant, ne parlant de rien moins que de mettre à sac le quartier général. Tout ce qu'il put voir de ses yeux, étant à Rome, ce fut des capitaines qui venaient faire à Clément VII, sur les troubles du camp, une « honnête protestation [1] ».

Florence, à cet égard, se trouvait dans des conditions plus favorables. Elle est, dit Carlo Capello, témoin oculaire, « merveilleusement paisible, sans aucun des délits que la pauvreté et la faim font commettre. Les offices font une foule de bonnes provisions, soignent les capitaines. Le soldat est diligent et fidèle, en sorte que, autant presque qu'on peut le désirer dans un aussi long et périlleux siège, chacun vit en sûreté. » Mais il faut voir aussi le revers de la médaille. Les récoltes étaient perdues et le ravitaillement de plus en plus difficile. On prévoyait déjà que, pour tenir bon pendant quatre mois, il faudrait, avant peu, vivre d'herbe et d'eau. C'est pourquoi tout se paye si cher que ce qui coûtait naguère un gros coûte maintenant un ducat. L'ambassadeur vénitien lui-même ne pourrait suffire à ses plus urgentes dépenses sans ses amis, sans le crédit que lui donne sa dignité [2]. Tout ce qui se mange avec le pain devient si rare que la chair d'âne est un régal pour le grand jour de Pâques, et que la livre en coûte 5 sous, puis 3 carlins. On mange aussi les chevaux tués dans les escarmouches, les chats bientôt introuvables, et, selon les hasards d'une rencontre ou d'une chasse heureuse, les hirondelles, les chouettes, les faucons, les crécerelles,

1. Fr. Vannini à la Balie de Sienne, Dép. 85, 88, des 21, 26 mars; Agostino Bardi à la même, Dép. 97, 107, des 7 et 17 avril; la Balie de Sienne à Giulio Pannilini, 13 mars. (Fall., t. II, p. 165-182 et préf., p. 52.)

2. Capello, Dép. 82, 84, des 26 avril, 31 mai, p. 281, 296, 297.



les rats. Un rat coûte 13 sous; un œuf, de 8 à 10; une paire de chapons, 8 écus; un baril de vin se payera bientôt de la même somme; l'huile ira jusqu'à 20 écus; encore n'en trouvera-t-on plus que pour les soldats, et à petite ration[1]. Quant à la denrée essentielle, quant au blé, les officiers de l'abondance avaient mal fait leurs calculs, car, dès février, la disette était sensible, et on les accusait ouvertement de trahison. Il faut transformer en pain les réserves; il faudra bientôt défendre aux habitants d'avoir chez eux plus de trois boisseaux de blé, fouiller par commissaires les moindres recoins des maisons, pour obvier aux accaparements[2].

Déjà donc les souffrances étaient grandes : pour les uns, à cause de leur tempérament délicat ou de leurs habitudes d'abondance et de luxe; pour les autres, parce que, étant sous les armes, exposés à de grandes fatigues, ils ne pouvaient aisément supporter les privations. Les maladies sont sans nombre, et le nombre des morts s'accroît tous les jours. En février, il meurt journellement de 60 à 70 personnes; en mars, 120. Du 15 mars au 15 avril, on compte 5,800 décès[3]. Du 15 mars au 10 août, 27,976, selon une évaluation sérieuse, sans parler des blessés qu'emportent leurs blessures, et en supposant que la peste, qui fit son apparition en juin, n'ait pas allongé ces tables rudimentaires de la mortalité[4].

1. Voy. sur le prix des choses pendant le siège dans le continuateur de Landucci, p. 368-370; Varchi, liv. XI, t. II, p. 476; Capello, Dép. 88, du 14 juillet, p. 305. Cf. le tableau des prix de 1527 à 1531 dressé par Canestrini, t. I, p. 414-418.

2. Pratiques des 3 février, 6 et 23 juillet (Fall., t. I, p. 441-442); Varchi, liv. XI, p. 477.

3. Capello, Dép. 78, 80, 82, des 28 févr., 24 mars, 26 avril, p. 276, 280, 286.

4. Voy. Falletti, t. I, p. 442.

Et cependant ces Florentins jugés incapables de constance ne faiblissent point. Ils croient encore au succès, et leur sentiment s'impose à ceux de leurs concitoyens qui souhaitent le plus leur défaite. « La foi, écrit Francesco Guicciardini, n'est autre chose que de croire presque avec certitude ce qui n'est pas selon la raison. C'est un bien grand exemple que cette obstination des Florentins qui, sans espoir de secours, désunis entre eux et malgré mille difficultés, ont soutenu sur leurs murs, durant sept mois déjà, l'effort d'armées qu'ils semblaient ne pouvoir soutenir sept jours. Ils ont conduit les choses à ce point que, s'ils étaient vainqueurs, personne ne s'en étonnerait plus, au lieu que, ci-devant, chacun les croyait perdus ; et cette obstination a surtout pour cause la foi qu'ils ont de ne pouvoir périr, suivant les prédictions de Fra Hieronimo de Ferrare[1]. » Peut-être quelque corde patriotique vibrait-elle encore dans ce cœur desséché, et le froid historien éprouvait-il comme une secrète et involontaire satisfaction des succès d'une cause qu'il combattait ; mais son témoignage n'en saurait avoir moins de valeur, puisqu'il n'est pas de ceux qu'exalte et quelquefois égare le sentiment.

Ce qu'on peut reprocher à Guicciardini, c'est, quand il montre en Savonarola l'instigateur posthume de la défense, d'omettre Ferrucci, grâce à qui elle put se prolonger. Ferrucci rêvait inutilement de marcher sur l'ennemi et de le contraindre à lever le siège, tandis qu'Orange voulait l'assiéger lui-même dans Empoli, pour couper les vivres à Florence[2]. Mais en tenant ferme dans

1. *Ricordi politici*, *Op. ined.*, t. I, p. 83.

2. Agost. Bardi à la Balie de Sienne, Dép. 117, 124, des 25 avril et 5 mai, dans Fall., t. II, p. 189, 197.

le val d'Arno inférieur, il empêchait les Impériaux de se lancer à fond, par la crainte d'une attaque imprévue sur leurs derrières. Grâce à sa discipline de fer, il pouvait compter sur l'obéissance d'une soldatesque mercenaire et d'une tourbe de miliciens non accoutumés au métier des armes; il n'hésitait pas à les disséminer par petites bandes qui gênaient singulièrement l'adversaire, lui disputaient le pays, se portaient avec rapidité au secours des places menacées, en empêchaient les révoltes, faisaient, dans de petites rencontres, assez de butin pour vivre grassement, et, dans la mesure du possible, ravitailler Florence.

Ces exploits y étaient bientôt connus et contribuaient à soutenir, au besoin à relever les âmes. Qu'on juge de l'enthousiasme qu'y dut éveiller un succès plus important! Le 24 février, Volterre s'était rendue aux troupes pontificales [1]. Mais la citadelle tenait toujours, et, en la secourant, on pouvait recouvrer la place même. Avec un renfort de 500 hommes qu'il avait demandé, Ferrucci, le 27 avril, à la tête de 1,400 *fanti* et 200 chevaux, sortit d'Empoli, mise par lui en si bon état de défense, qu'il disait que les femmes, armées de leurs fuseaux, suffiraient à repousser les Espagnols. Trop de confiance nuit parfois, et c'était une faute peut-être de laisser Empoli trop dégarnie sous le faible commandement d'un Andrea Giugni [2]. Mais réussir à Volterre n'était sans doute possible qu'à cette condition. Le même jour, le vaillant capitaine, pénétrant dans la citadelle encore défendue par les siens, menace du poignard ceux

1. Voy. Varchi, liv. XI, t. II, p. 324.
2. Nerli, liv. X, p. 236.

de ses soldats harassés qui reculent, ne leur donne que deux jours pour se remettre de leurs fatigues, dort barricadé sur la place, et quand les Volterrans, las d'attendre le secours du Napolitain Fabrizio Maramaldo [1], résignés à se soumettre, demandent encore deux heures, il ne leur accorde qu'un quart d'heure, et obtient ainsi qu'ils se rendent à discrétion [2].

L'effet fut grand sur les esprits. Le pape et les Impériaux étaient fort inquiets. Beaucoup d'exilés et d'émigrés regrettaient maintenant de s'être déclarés *palleschi*. Les assiégés, convaincus que leur habile et heureux champion allait marcher sans plus de retard sur le camp d'Orange, pensaient à le seconder par une sortie, à soulever Pistoia et d'autres places par le moyen de Renzo de Ceri, à envoyer des troupes dans le val de Chiana pour affamer l'ennemi [3], à lui couper les vivres, à le couper en deux lui-même vers l'est, en reprenant Arezzo, comme on venait de le faire vers l'ouest, en reprenant Volterre. Tel était l'avis formellement exprimé par Bernardo de Castiglione, et la seigneurie s'y ran-

1. Maramaldo, disciple de Pescara dans les guerres de Lombardie, en 1521, puis colonel d'un régiment d'Italiens dans la défense de Naples contre Lautrec en 1528, venu en Toscane on ne sait comment, par la volonté du pape selon Ughi (p. 159), malgré le pape, selon Guicciardini (liv. XIX, c. IV, t. VI, p. 207), arrivé vers Colle et San-Gemignano aux fêtes de Pâques (Ughi, p. 159). Varchi (liv. XI, t. II, p. 296) le fait arriver dès le 16 février; cela semble peu probable. On l'appelait Baramauro, Maramauro, Marramaldo, et, par abréviation, Maramau. Voy. Gius. de Blasiis, *Fabrizio Maramaldo e i suoi antenati*, dans *Arch. stor. per le provincie napoletane*, t. I, II, III, et A. Luzio, *Fabrizio Maramaldo*, Ancône, 1883.

2. Ferrucci aux Dix, lettres du 21 au 27 avril, *Arch. stor.*, 1a ser., t. IV, part. II, p. 650-657; Varchi, liv. XI, t. II, p. 366-388; Segni, liv. IV, t. I, p. 251-256; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 218; Ughi, p. 159; Guicciard., liv. XX, c. I, t. VI, p. 262-264; Nerli, liv. X, p. 226. Capponi (t. II, p. 446) donne, d'après les lettres de Ferrucci, beaucoup de détails sur ce fait d'armes.

3. Ughi, p. 160-161; Pratiques des 3 et 17 mai, dans Fall., t. I, p. 447.

geait ; mais Malatesta s'opposait à toute sortie[1], et peut-être avait-il raison ; peut-être eût on couru à un désastre. Ferrucci, en effet, à peine avait-il pu mettre sa conquête en état de défense, se voyait réduit à combattre aux alentours durant tout le mois de mai. Les Impériaux étaient maîtres des routes[2]; Maramaldo interceptait les communications entre Volterre et Empoli, entre Volterre et Florence. Dès le 11 mai, chose plus grave encore, le marquis del Vasto, envoyé par Orange, avec les *Bisogni* espagnols, mettait le siège devant Empoli. Que Ferrucci se rapprochât, et il perdait Volterre, dont les habitants, sujets peu charmés de rentrer sous le joug, lui étaient manifestement hostiles[3].

La lutte, par surcroît, avait pris un caractère de haine personnelle contre ce Napolitain de Maramaldo, qu'à Florence on disait pervers, cruel, sacrilège, ignoble[4]. Or Andrea Giugni, même doublé de son collègue Piero Orlandini, n'était guère capable de défendre l'importante place commise à ses soins. A eux deux, ils n'étaient certes pas la monnaie de leur chef. Un bastion est enlevé par les Impériaux : il leur est repris[5]. Le 28, toute la journée, le canon bat les murailles ; il y pratique un brèche si large qu'on annonce pour le lendemain l'assaut général. Plus d'un redoute déjà les souffrances d'un siège, et tandis que ceux qui

1. Conseil des 80. — Pratique du 8 mai, Fall., t. I, p. 36; Bardi, à la Balie de Sienne, Dép. 127, 10 mai. Fall., t. II, p. 203; Ughi, p. 161.
2. Varchi, liv. XI, t. II, p. 397-402.
3. Bardi, Dép. 129, du 14 mai (Fall., t. II, p. 205). On appelait *Bisogni* des fantassins espagnols mal vêtus, mal chaussés, mal payés, les habits brûlés par la mer. Ils étaient *bisognosi di tutto*. Voy. Varchi, liv. VII, t. I, p. 445; Sassetti, *Vita Ferr.*, *Arch. stor.*, 1a ser., t. IV, part. II, p. 507.
4. Ughi, p. 159; Varchi, liv. XI, t. II, p. 397-402.
5. Ag. Bardi, Dép. 132, du 22 mai (Fall., t. II, p. 210; t. I, p. 92).

font leur devoir entreprennent, quoique le temps leur manque, de relever le pan de mur écroulé, ils envoient secrètement au camp pour traiter: ils stipulent une sauvegarde pour les habitants, mais ne font aucune mention des soldats qui ont défendu la place. Giugni et Orlandini ont-ils consenti à la volonté de ces lâches? Qu'importe? ils l'ont subie, et subie sans profit, car les Espagnols, malgré les conventions, mettent au pillage, avec les immenses magasins de Ferrucci, les maisons particulières. Le marquis del Vasto avait à l'empêcher un intérêt évident: il ne le put. Nous voyons pourtant qu'il eut le loisir de cacher « toutes les bonnes choses[1] ». Cet autre Napolitain, originaire de Castille, avait dû beaucoup fréquenter les Allemands.

Empoli tombait comme étaient tombées, l'une après l'autre, presque toutes les places des Florentins; mais, cette fois, la perte était un désastre, car elle ouvrait aux ennemis la route de Pise. C'est la possession de Pise, autant que de Volterre et d'Empoli, qui assurait le ravitaillement de Florence, et la preuve en est qu'à partir de ce moment surtout les assiégés commencent à se nourrir de mauvais pain, de viandes dégoûtantes ou malsaines, et d'herbe même[2]. On ne manqua donc point d'accuser Giugni et Orlandini de trahison. En plein Conseil, dès le 30 mai, cette accusation se faisait jour. — Ne récriminez pas contre les capitaines et les magistrats ! — répondait très politiquement le gonfalonier. Mais, malgré lui, on s'acharnait ainsi à démonter les courages[3]. Le

1. Ag. Bardi, Dép. 136-138, des 29-31 mai (Fall., t. II, p. 215-217); Capello, Dép. 84, du 31 mai, p. 293; Varchi, liv. XI, t. II, p. 342-345; Nerli, liv. X, p. 227; Nardi, liv. VIII, t. II, p. 219; Guicciard., liv. XX, c. 1, t. VI, p. 264.
2. Nerli, liv. X, p. 427; Ughi, p. 160.
3. Pratique du 30 mai (Fall., t. I, p. 86).

3 juin, une plainte anonyme est portée aux Dix [1]. Le 6, le 12, ces magistrats, dans leurs lettres, font peser sur la tête des deux capitaines toute la responsabilité [2]. Ils sont bientôt déclarés rebelles, soumis à la confiscation, peints sur les murs comme traîtres [3]. Qu'ils le fussent, les contemporains l'ont généralement admis, même après l'heure de l'entraînement affolé, même après réflexion [4]. C'était, en somme, donner barre sur soi que de disparaître, quand le devoir et l'honneur commandaient de se produire pour se disculper.

Entre les deux inculpés, toutefois, il y a peut-être lieu de distinguer. Giugni était estimé depuis sa jeunesse, comme brave jusqu'à l'audace et fauteur de la liberté. Son côté faible, c'était l'intelligence, qu'il avait amoindrie par les mauvaises liaisons et le libertinage [5]. Quant à Orlandini, simple « capitaine d'une des bandes préposées à la garde d'Empoli [6] », il n'était pas un homme sûr : on le trouve, dès 1519, au nombre des citoyens susceptibles d'être gagnés aux Medici [7]. L'avait-on calomnié ? Jouait-il bien son jeu d'hypocrite? Ce qui est certain, c'est que Ferrucci, en 1530, le tenait pour serviteur fidèle non moins que pour homme de guerre, et le voulait auprès de lui [8].

1. Voy. le texte dans Falletti, t. I, p. 88.
2. Les Dix à Galeotto Giugni, ambass. à Ferrare, 12 juin. Texte dans Falletti, t. I, p. 85; Les Dix à Bartol. Gualterotti, ambass. à Venise, 6 juin, *ibid.*, p. 86.
3. Varchi, liv. XI, t. II, p. 345.
4. Voy. Busini, Lettres XVI, XXI, p. 124, 173; Pitti, *Apologia de' cappucci*, p. 367.
5. Nardi, liv. VIII, t. I, p. 217; Varchi, liv. XI, t. II, p. 344-346; Ughi, p. 160.
6. Lettre des Dix, du 6 juin (Fall., t. I, p. 86).
7. G. Capponi, note à divers documents qu'il publie dans *Arch. stor.*, 1a ser., t. I, p. 320. Il serait fastidieux, dit-il, de publier les textes. C'est donc qu'il les a vus. Cf., sa *Stor. di Fir.*, t. II, p. 451, note.
8. « Non mi voglino scontentare di P. Orlandini, perchè è homo di guerra

A tout prendre, ce capitaine de bande ne commandait qu'en sous-ordre; Giugni seul était responsable, quoiqu'il le fût, en grande partie, des fautes d'autrui. N'incriminons pas les habitants d'Empoli, qui ne pouvaient avoir de patriotisme florentin; la faute était aux Florentins eux-mêmes, coupables d'imprévoyance et de longues hésitations. Mais c'est la commune manie des peuples menacés de se croire trahis, et quoi de plus excusable chez qui, plus d'une fois, avait touché du doigt la trahison? N'était-elle pas dans les propositions fallacieuses d'accommodement que Francesco Guicciardini soumettait naguère aux pouvoirs publics [1]? N'était-elle pas aussi dans ses efforts et ceux de ses amis pour détourner le pape de l'accord auquel l'invitait la marche menaçante des Turcs [2]?

L'honneur des assiégés, en cette grave conjoncture, fut de ne point permettre à leurs soupçons d'entamer leur constance. On mourait dans les rues, mais les survivants restaient fermes [3], jusqu'à suivre au loin de longues négociations. Luigi Alamanni en suivait une auprès des Génois et du roi très chrétien. « Auparavant j'y étais chaud, écrit-il; j'y suis très chaud maintenant [4]. » Si l'on renonce à soulever « l'état de Rimini, où il serait également difficile d'allumer le feu et de l'entretenir [5] », on

et fidato, che lo voglio apresso di me. » (Ferrucci aux Dix. Empoli, 21 oct. 1529. *Arch. stor.*, 1ª ser., t. IV, part. II, p. 550.

1. Fr. Guicciard. à son frère Luigi, réfugié à Pise, 3 déc. 1529. Bologne, *Op. ined.*, t. IX, p. 139.

2. Pitti, *Apologia de' cappuci*, p. 364-365.

3. Voy. Capello, Dép. 52-82.

4. Luigi Alamanni aux commissaires de Pise. Gênes, 8 juin. Texte dans Falletti, t. I, p. 447.

5. Les Dix à Bart. Gualterotti à Venise, 6 et 12 juin. Texte dans Falletti, t. I, p. 448, n. 1.

a déjà adressé au roi d'Angleterre une demande de secours : « Nous n'avons aucun sujet de querelle avec l'empereur. Tout est entre nous et le pape[1], qui convoite sans modération, sans honneur, notre empire sacré, nos droits, notre liberté. Nous avons tout essayé en vain pour l'adoucir. » Suit un véridique exposé des faits, que pourront compléter par des explications verbales Francesco Bardi et Giovanni Giraldi, marchands qui ont de grandes affaires en Angleterre; ils sont dignes de foi. Poussant à ses extrêmes limites la franchise, la République ne promettait à Henry VIII, en retour de son appui, qu'une vive reconnaissance[2]. Sollicitations chimériques, du reste, en un temps où les papes n'obtenaient rien pour la croisade, non plus que Louis de Hongrie contre les Turcs ; mais chimère honnête, rhétorique glorieuse chez des contemporains, chez des compatriotes de Machiavel, de Guicciardin, de Charles-Quint.

La certitude en est promptement acquise, Florence est et restera réduite à ses propres forces, disons mieux, à sa faiblesse. Coupée de Volterre et de Pise, elle perd, à l'ouest, tout le val d'Arno inférieur; à l'est, le *cassero* d'Arezzo capitule le 24 mai[3], Borgo San-Sepolcro le 3 juin[4]. On ne tient bon qu'aux lieux où Ferrucci se trouve de sa personne, à Volterre, que le marquis del Vasto et Maramaldo assiègent concurremment, avec dix mille hommes. La poignée de soldats qui défendent la

1. Il faut se rappeler que Henry VIII était l'ennemi de Clément VII.

2. « Quod ut facias, nihil nos tibi praeter animorum erga te incredibilem propensionem pollicemur. » (La Rép. à Henry VIII, 30 mai. Arch. flor. cl. X, D. I, n. 169. Reg. de lettr. aux amb., princes etc., Fall., t. I, p. 265-270, n. 1.)

3. Capello, Dép. 84, du 31 mai, p. 293; Varchi, liv. XI, t. II, p. 363.

4. Varchi, liv. XI, t. II, p. 364.

place bravent les assaillants par une sorte d'onomatopée insultante : du haut des remparts ils crient : *Miaou ! miaou*[1] *!* Ferrucci, atteint de deux blessures, ajourne tout pansement, se fait porter sur une chaise aux points menacés, continue de diriger seul la défense, et, grelottant de fièvre, il contraint Vasto, qui vient pourtant de recevoir toute son artillerie, à lever le siège, après avoir perdu vingt-huit de ses lieutenants. Ce bon capitaine maudit le pape et Orange ; il ne reparaîtra plus dans cette guerre[2].

Ce qu'il maudissait, c'était surtout un changement de tactique qu'imposait au prince d'Orange sa situation visiblement empirée : l'empereur venait de partir, le pape ne payait plus, et la discorde régnait au camp[3]. Ne croyant plus au succès d'un assaut, dès la fin d'avril il s'était résigné à avoir Florence par la famine, par un accord, qui ôterait tout espoir du sac à ses cupides soldats. Sa principale tâche sera donc, désormais, de pendre les villains, les citoyens, les gens d'armes qui sortent de Florence ou qui tentent d'y introduire des vivres[4], et de repousser les provocations, les sorties.

Faire des sorties était, en effet, le vœu public; mais Malatesta y regardait à deux fois avant de les tenter ou de les autoriser. Il ne s'y était prêté que du côté d'Empoli, alors que cette place tenait encore. Avec ce point d'appui, une diversion pouvait être utile ; ail-

1. Le nom de Maramaldo s'écrivait souvent *Maramau* et se prononçait *Maramaou*.
2. Nardi, liv. VIII, t. II, p. 219 ; Segni, liv. IV, t. I, p. 255-57 ; Varchi, liv. XI, t. II, p. 397-404 ; Ughi, p. 161.
3. Varchi, liv. XI, t. II, p. 325.
4. Ag. Bardi, Dép. 116, 120, des 23 et 29 avril. Fall., t. II, p. 187, 193, et I, p. 125.

leurs, non. Que tenter contre vingt-huit mille *fanti* et deux mille huit cents chevaux? Savait-on seulement que le pape tardait à les payer, ou qu'enfin il avait effectué les payements en retard? Supposons même une victoire qui eût dispersé les Impériaux : elle n'eût fait qu'appeler les vengeances de l'empereur. Malatesta n'avait donc pas tout à fait tort, si ce n'est parce qu'il faut un dérivatif à la fièvre obsidionale; mais on disait hautement qu'il ne voulait pas vaincre, et l'on s'appuyait sur Colonna, qui, jaloux d'un rival préféré, soutenait toujours l'avis contraire.

A la fin, cédant à des accusations inconsidérées, le capitaine général consentait à une triple sortie pour le 5 mai : il y prit part lui-même. On le vit pousser du talon son mulet dans la mêlée, faire les ailes avec ses bras, qu'il pouvait à peine mouvoir. Tout à coup, au plus fort de l'action, il fait sonner la retraite, et les combattants, les citoyens restés derrière les murailles ne manquent pas d'affirmer que la victoire était certaine [1], ils réclament d'autres *incamicciate*, — c'est le nom dont on désignait ces escarmouches, en souvenir de l'escarmouche nocturne où, pour se reconnaître, les Florentins s'étaient recouverts de chemises blanches. Si, le 10 juin, a lieu une nouvelle sortie, c'est que Colonna l'a proposée et le sentiment public imposée. Il s'agit, cette fois, d'ouvrir la route de Prato et de Pistoia. Malatesta n'a pu empêcher l'expédition? Il se met à sa suite; mais à peine voit-il la cavalerie impériale accourir au secours des lansquenets engagés, qu'il renonce à lui disputer le passage du fleuve et rentre à Florence.

1. Varchi, liv. XI, t. II, p. 325-32; Nardi, liv. IX, t. II, p. 198.



— Entreprise d'enfants ! disait-il. — C'est vous, réplique Colonna, qui en avez fait une entreprise d'enfants[1] ! —

Ces sorties tentées malgré le chef militaire de la défense, et qu'il ne permettait pas de pousser à fond, donnaient un corps aux accusations déjà anciennes dont il était poursuivi. Son intérêt, disait-on, et celui du pape sont de même nature : l'un veut ravoir Florence, l'autre conserver Pérouse. Ce n'est pas sans calcul que Clément VII lui avait laissé cette place et accordé la permission de servir les rebelles florentins. On ne réfléchissait pas que, de cette permission longtemps Malatesta n'avait point fait usage, d'où il suit que rien ne prouve qu'il eût, dans le principe, formé le projet de trahir[2]. Comment le soupçon l'eût-il épargné, quand on suspectait Albizzi évacuant Arezzo par ordre, et jusqu'au glorieux Ferrucci ; quand, sur des propos en l'air, on peignait, au palais du podestat, trois citoyens avec ces mots « en lettres d'apothicaire » : *Traîtres à la Patrie*[3] !

Pour dire le vrai, dès le premier jour, avant même qu'il eût obtenu ou renouvelé sa *condotta*, Malatesta Baglioni aurait pu donner lieu aux plus légitimes inquiétudes. Il servait pour de l'argent, et l'on connaissait bien la fidélité des mercenaires. Il servait dans son intérêt propre de seigneur, et cet intérêt n'était pas toujours d'accord avec celui des Florentins. Au retour de l'ambassade envoyée à Charles-Quint, il représentait que s'il n'avait pu défendre Pérouse, un peuple de mar-

1. Varchi, liv. XI, t. II, p. 349-54 ; Ughi, p. 155 ; Nardi, liv. IX, t. II, p. 231-33 ; Nerli, liv. X, p. 231.

2. Falletti (t. I, p. 98-105) montre très bien que dans tous les actes de Malatesta, durant la première partie de son séjour à Florence, il n'y a pas ombre de trahison.

3. Voy. Varchi, liv. XI, t. II, p. 318, 346.

chands ne défendrait pas Florence, et qu'ils n'avaient qu'à s'accorder[1]. Au mois de décembre, il donnait l'hospitalité chez lui à l'évêque de Faenza, le mystérieux envoyé du pape[2]. Brochant sur le tout, les sorties manquées, et trop vite manquées pour qu'on pût soutenir qu'il n'y avait pas de sa faute, achevaient de le rendre impopulaire. « Depuis février, écrit Fra Giuliano Ughi, il n'a rien fait d'utile. » Et Busini : « Il conseillait tout à rebours, pour préparer une trahison[3]. »

Nous sommes jusqu'ici dans le domaine de la conjecture; mais, à la date du 25 mai, ce qui n'était encore qu'une présomption est démontré véritable par des documents positifs, récemment découverts. Malatesta, cela n'est plus douteux, négociait secrètement avec Orange et Clément VII. L'orateur de Sienne, Agostino Bardi, écrit en chiffre à la Balie de cette ville : « Les accords tramés entre Sa Sainteté et Malatesta sont en meilleure voie que jamais. Un homme de Malatesta, venu secrètement de Rome, négocie avec Sa Seigneurie Illustrissime (c'est-à-dire avec le prince d'Orange). Quand il sera d'accord avec le pape, il faudra bien que Florence s'y mette, elle aussi, puisqu'il a le bâton en main. » Ces négociations, antérieures à la chute d'Empoli, n'en devinrent, le lendemain, que plus pressantes[4]. L'équivoque manœuvre du *condottiere* se comprend, d'ailleurs, à merveille. Il ne pouvait rien vouloir

1. Busini, Lettre XXII, p. 176.
2. Voy. chap. précéd., p. 269, 270.
3. Ughi, p. 154; Busini, Lettre XV, p. 117.
4. Ag. Bardi, dép., 134, 138. Du camp, 23, 31 mai. Fall., t. II, p. 214-218. — Il est fâcheux que ce Bardi, qui nous renseigne si bien, s'enfuie du camp onze jours après, par peur de la peste (Dép. 142, 11 juin ; *ibid.*, p. 220).

pousser à fond; une victoire lui aurait fait enlever Pérouse par le pape ; une défaite eût rendu ses services iuutiles aux Florentins. A leur tête, il était plus puissant que seul. En prolongeant la résistance, il pouvait espérer du. pape de meilleures conditions. Il voulait donc amener les Florentins par le plus long chemin qu'il serait possible à un accord qu'il jugeait aussi inévitable pour eux qu'avantageux et nécessaire pour lui. C'est là une trahison, sans aucun doute; mais elle consiste uniquement, il importe de le remarquer, à avoir voulu traiter sans tenir compte de la volonté contraire chez le peuple dont il n'était que le bras salarié. C'est un abus de confiance au premier chef, et qui se continue, qui s'aggrave, quand les Florentins, de confiants, sont devenus défiants.

A ce moment de la grande crise, ils ne savaient rien, mais ils redoutaient tout, et c'est à peine s'ils en osaient montrer quelque chose. Fort habilement, Malatesta doublait sa force en se réconciliant, on ignore par quels moyens, avec son rival Colonna, qui, désormais, le seconda en toutes choses [1]. Sa tactique paraît avoir été de ne rien faire, de ne rien proposer qui ne fût parfaitement fondé en raison, et l'on était à l'heure où la raison impuissante doit céder le pas à la témérité héroïque, dernière chance de salut. Ensemble, Malatesta et Colonna représentent que, si l'on veut agir, il faut ramener la direction en un petit nombre de mains, ce qui était gros d'une révolution dans le gouvernement. Aussi le gonfalonier repousse-t-il cette suggestion; mais la pratique et les Quatre-vingts s'y soumettent [2], en la

1. Varchi, liv. XI, t. II, p. 326, 416.
2. Pratiques des 25 et 30 mai. Fall., t. I, p. 69, 126, 127.

restreignant toutefois aux délibérations militaires : celles-ci seront désormais restreintes au gonfalonier de justice, avec un des seigneurs, un des Dix, un des commissaires, et les deux capitaines [1]. C'est encore d'accord que les deux capitaines, précédemment divisés sur ce point, déclarent qu'ils ne feront plus de sortie, s'ils n'en ont reçu l'ordre exprès. La question se pose aussitôt : faut-il le leur ordonner? — Les soldats ne pouvant rien sans leurs capitaines, répond au chef de l'État Tommaso Soderini, si les capitaines ne veulent pas marcher, il est prudent de dissimuler nos soupçons. — La temporisation, s'écrie l'énergique Carducci, c'est « la mort de la ville » ; — mais il espère que les démonstrations de Ferrucci, de Renzo de Ceri, des Cancellieri de Pistoia, donneront assez de force aux capitaines pour leur rendre un peu de cœur [2].

Au ferme avis de Carducci se range de plus en plus l'opinion. Le 1er juillet, entre en charge une seigneurie plus résolue encore que les précédentes, la dernière que le peuple florentin ait nommée [3]. Clément VII, qui avait eu jusqu'alors l'esprit porté, l'oreille ouverte aux négociations, sent bien que l'heure en est passée. Il retrouve aussitôt dans sa mémoire complaisante ses vieux griefs : les Florentins ont voulu l'empoisonner et tuer Orange d'un coup d'arquebuse, « ajoutant ainsi, dit Guicciardini, à l'assistance divine que leur avait promise Fra Girolamo, l'assistance humaine [4] ». A Florence, les

1. Varchi, liv. XI. t. II, p. 408-409.
2. Pratique du 2 juin, Fall., t. I, p. 129-131.
3. Voy. les noms dans Varchi, liv. XI, t. II, p. 405, et G. Capponi, t. II, p. 453.
4. Fr. Guicciard. à son frère Luigi, n° 51. Rome, 28 juin. *Op. ined.*, t. IX, p. 148-149.

nouveaux seigneurs ne sont pas depuis vingt-quatre heures au palais, qu'ils ont résolu de bannir les bouches inutiles, six mille *contadini* avec leurs femmes et leurs enfants. Leur résolution faiblit, à vrai dire, devant les gémissements et les prières : ils ne tiennent bon qu'en ce qui concerne les filles de joie, et si nombreuses qu'elles pussent être, leur départ ne pouvait permettre de prolonger beaucoup la résistance. Grâce, d'ailleurs, à leurs amis, il n'en partit qu'une quarantaine, les plus vieilles et les plus laides[1]. Il est plus facile de tuer des hommes que de chasser des femmes qui se refusent à sortir.

Le funeste mot de trahison court maintenant de bouche en bouche. Il est certain, dit-on partout, que l'ennemi sait toutes choses, par ses espions et même par des citoyens. On rapporte qu'un certain chanoine de la cathédrale, « homme de plus que très mauvaise vie », mettait ses communications scélérates dans une barbacane près de la porte San-Gallo, où Baccio Valori les faisait prendre secrètement. D'autres, du haut de leur toit, multipliaient les signaux, le jour avec des draps ou des étoffes, la nuit avec des lumières. Il fallait un exemple. Lorenzo de Tommaso Soderini, ayant donné prise, paya pour tous. Il avait obtenu les plus hauts emplois, et naguère encore, quand on abandonna Prato, il y était podestat. Mécontent d'avoir perdu sa riche sinécure, il s'était retourné contre ceux qui la lui avaient fait perdre, et il tenait, disait-on, Valori au courant de toutes les décisions prises. On assurait même que des lettres de lui adressées à ce commissaire pontifical avaient été saisies sur un paysan. La multitude,

1. Capello, Dép. 88, du 14 juillet, p. 305; Varchi, liv. XI, t. II, p. 406.



sans attendre le jugement, voulait le mettre en pièces. Il fut condamné par vingt-six fèves noires contre une blanche, et pendu le 4 juillet[1]. Quelques traîtres en furent sans doute intimidés; mais il y a tant de joueurs qui jouent sur leur vie même et affrontent des risques très éventuels en vue d'un bénéfice beaucoup plus probable !

Pendant ce temps, de plus en plus s'agite la fourmilière en péril. Le 6 juillet, tous les hommes de dix-huit à quarante ans reçoivent des armes; quelques jours plus tard, l'âge habile à les porter sera étendu de la quinzième à la soixantième année. Défense est faite de se produire en manteau et en robe; chacun doit revêtir la cape et le pourpoint, c'est-à-dire l'habit militaire[2]. Les ordres religieux peuvent demander la suspension de la vente des biens d'Église et la soumission au pape : personne ne les écoute, et les ardents couvrent ces voix intéressées. Ils acclament, ils portent aux nues Lorenzo Carnesecchi, commissaire de la République à Castrocaro, qui, sommé de capituler, a répondu que les Florentins ont d'excellents avocats et protecteurs au ciel et sur la terre, surtout parce qu'ils ont élu Christ pour leur roi[3]. Une grande pratique, où l'on a joint aux offices seize citoyens par quartier, décide à l'unanimité que le gonfalonier sortira à la tête de l'armée, et lui, « qui, selon Varchi, n'est que trop ambitieux, vaniteux et glorieux », il y consent volontiers[4]. C'est Malatesta qui

1. Capello, Dép. 88, du 14 juill., p. 304; Cambi, t. XXIII, p. 63; Varchi, liv. XI, t. II, p. 406; Nardi, liv. IX, t. II, p. 229.
2. Varchi, liv. XI, t. II, p. 409.
3. Carnesecchi aux Dix, 14 avril 1530, dans Albèri, 2ª ser., t. 1, p. 270, et *Assedio di Fir.*, p. 270.
4. Varchi, liv. XI, t. II, p. 413.

n'y consent pas. Ne voulant point sortir lui-même, il s'efforçait de retenir tout le monde. Il se prit de querelle avec Girolami, et cessa de paraître dans les Conseils. On dut le rappeler à son devoir, et il ne l'accomplit plus que fortement escorté [1].

Dans ce différend, les seigneurs, les Florentins avaient raison contre lui. Il ne s'agissait plus, en effet, de s'aller jeter, tête baissée, sur les lignes ennemies : l'attaque de ces lignes n'était qu'une diversion utile, que la moindre partie d'un plan conçu avec ampleur et intelligence. Ferrucci étant inutile à Volterre, depuis que la perte d'Empoli avait supprimé ses communications avec Florence, le dessein prévalait de l'envoyer à Pise, pour y réunir des soldats. De Pise, il devait marcher sur Pistoia, reprendre cette place, ou, s'il y échouait, se porter par la montagne vers Fiesole, d'où il pourrait, sans être inquiété, rentrer à Florence. L'important renfort qu'il y amènerait devait suffire, pensait-on, pour ôter à Malatesta tout prétexte de refuser encore une entreprise sérieuse contre l'ennemi [2]. Hardie, téméraire peut-être était la conception; mais Guicciardini refuse d'appeler téméraires les conseils dictés par l'extrême nécessité [3]; en tout cas, elle avait rempli les Florentins d'enthousiasme. Si Ferrucci périt, disaient-ils, nous tuerons femmes et enfants, nous mettrons le feu aux maisons, nous ferons une suprême sortie. Si nous

1. Busini, Lettre XXII, p. 178, 179.
2. Nardi (liv. IX, t. II, p. 235) prête à Ferrucci un plan qui fut rejeté comme trop audacieux. Il voulait marcher sur Rome, où le pape était sans défense, crier bien haut qu'il allait, comme Bourbon, la mettre au pillage, attirer ainsi à soi la foule des mercenaires de toute nation, imposer au pape soit la paix, soit le rappel d'Orange pour le défendre.
3. Guicciard., liv. XX, c. I, t. VI, p. 266.

y succombons, de notre ville il ne restera plus qu'un souvenir, qu'un exemple pour ceux qui sont nés et veulent vivre libres[1].

Le 14 juillet, Ferrucci recevait donc à Volterre les pouvoirs qui l'investissaient d'une autorite égale à celle de la seigneurie et du peuple tout entier, du droit de faire des accords, de donner des villes, de promettre de l'argent, si forte qu'en fût la somme. Jamais assurément, dit Busini, capitaine d'une cité libre n'avait obtenu de si amples pouvoirs[2]. Le vaillant homme renonçait avec regret à son idée, qui était tout autre, pour exécuter une entreprise dangereuse à son sens et de résultat fort douteux. Le plus grave, c'est que, depuis un mois, il était malade. Sa blessure au genou lui donnait la fièvre. Et néanmoins, il ne pensa pas un instant à désobéir. S'il est vrai, comme on l'assure, qu'entre intimes il s'écria : Allons à la mort[3] ! il garda pour lui son impression sinistre et promit la victoire à ses soldats[4].

Arrivé le 18 à Pise, il veut aussitôt monter à cheval. Ne le pouvant, il ne s'en occupe pas avec moins d'ardeur à former sa petite armée. Nul ne doute qu'il y parvienne. Ce qui inquiète, c'est sa santé, « laquelle, en vérité, emporte le tout ». Il ne repose pas trop bien, il est faible de la tête et de toute sa personne. Les médecins ne croient pas pouvoir le guérir avant huit jours par leurs sirops et purgations[5]. Il reste ainsi non pas huit jours, mais

1. Capello, Dép. 88, du 14 juillet, p. 305.
2. Busini, Lettre XVIII, p. 152; Ferrucci aux Dix, Dép. 121, Volterre, 14 juillet, p. 673; Sassetti, *Vita Ferr.*, p. 524.
3. Sassetti, *Vita Ferr.*, p. 526.
4. Voy. le discours que Segni met dans sa bouche, liv. IV, t. I, p. 279.
5. Les commissaires de Pise aux Dix, Dép. 122, des 18, 25 juillet. *Arch. stor.*, 1a ser., t. IV, part. II, p. 673, 677, 678.

treize jours à Pise[1], et peut-être n'était-ce pas trop pour réunir de trois à quatre mille *fanti*, de quatre à six cents chevaux, douze gros mousquets de campagne, des fusées ou *trombe*, de vingt à cent, suivant les auteurs, pleines de poudre et autres matières inflammables, qu'on attachait à la pointe des piques, pour cracher le feu à la face des hommes et des chevaux. Ne fallait-il pas, d'ailleurs, donner à Gian Paolo Orsini, fils de Renzo de Ceri, le temps d'arriver[2]? Tant d'activité chez un malade avait des résultats dont tout le monde était surpris. Jamais, disait-on, ne s'était vue une petite armée si bien munie : elle avait pour trois jours de vivres, des échelles, de la poudre, des feux[3]. Or en trois jours on devait arriver à Florence, même en passant par Pistoia.

Le dimanche soir, 31 juillet, Ferrucci se mit enfin en mouvement[4]. Il passa par les montagnes lucquoises, pays ennemi, car à Lucques se trouvait le cardinal Cybo, avec beaucoup de gens du pape[5]. Le 1er août, il est à Pescia, d'où il annonce qu'il marchera le lendemain sur Montale[6]. Dans ce nid d'aigle, dans cette importante province il espérait rallier tous les Cancellieri, anciens

1. Varchi, liv. XI, t. II, p. 440.
2. Segni, liv. IV, t. I, p. 275; Nardi, liv. IX, t. II, p. 233, 236; Sassetti, *Vita Ferr.*, p. 528.
3. Busini, Lettre XVIII, p. 153 ; Ferrante Gonzaga à son frère le duc de Mantoue n° 4, du camp imp. 4 août, dans Capponi, t. II, p. 566, App. XI. Ferrante répète les mêmes chiffres dans sa lettre de 6 août. *Ibid.*, p. 567.
4. C'est la date de Varchi (liv. XI, t. II, p. 441). Segni (liv. IV, t. I, p. 276) dit le 29, et Sassetti (*Vita Ferr.*, p. 527), le 2 août; mais Varchi mérite confiance. Il a dit (p. 440) que la fièvre retint Ferrucci à Pise treize jours. Or comme il y arriva le 18, ce qui est prouvé par la lettre des commissaires (citée page précéd. n. 5), il dut bien en partir le 31.
5. Lettre de Lucques, 4 août, dans Capponi, t. II, p. 568, App. XI.
6. Ferrucci aux Dix, Dép. 125. Pescia 1er août, p. 680. C'est le post-scriptum de sa dernière lettre. Il est daté de Calamecca.

amis de Florence: égoïstes et bornés, les Cancellieri ne pensaient qu'à se venger des Panciatichi. Trompant le capitaine sur sa route, ces imprudents le conduisirent vers San-Marcello, où dominait la faction adverse. Ce château fût bientôt pris, pillé et brûlé; mais, par la faute de leurs guides, les Florentins venaient de perdre un temps précieux. Il ne restait plus qu'à marcher dans la direction de Gavinana, château de ces alliés de malheur, à quatre milles de San-Marcello et à huit milles de Pistoia. Ferrucci se savait suivi pas à pas, depuis son départ de Volterre, par le Napolitain Mamaraldo, qu'Orange avait chargé de le surveiller[1] et qui était alors sur sa gauche, tandis que, sur sa droite, le menaçait Alessandro Vitelli avec les *Bisogni* espagnols, et que, par derrière, suivait Bracciolini, avec un millier d'hommes de la faction des Panciatichi. Comme la hyène ou le chacal, ces trois ennemis attendaient, pour l'attaquer, qu'il fût à terre. Lui, il se flattait ou de les vaincre séparément, ou de leur échapper; mais ils allaient recevoir un puissant renfort[2].

Ce dernier mot nous ramène à quelques jours en arrière. Depuis qu'il connaissait le plan imposé à Ferrucci, Malatesta voyait en imagination ce rival du lendemain à côté ou plutôt en face de lui, l'éclipsant, le châtiant peut-être. Il avait donc repris ses négociations avec Orange, et l'on en avait vent à Florence le

1. Ferrante Gonzaga à son frère, n° 1. Du camp, 16 juillet, dans Capponi, t. II, p. 563, App. XI. Cette lettre avait déjà été publiée par Albèri, mais moins exactement.

2. 6 août. Append. à la lettre n° 5 de Ferrante, dans Capponi, t. II, p. 567, App. XI; Varchi, liv. XI, t. II, p. 142; Segni, liv. IV, t. I, p. 276; Ughi, p. 161, Nerli, liv. X, p. 236.

10 juillet[1]. Il se déclarait dévoué à l'empereur[2], il affectait de dire qu'on avait assez combattu et qu'il fallait maintenant sauver la ville par un accord[3]. Le conseil n'en était point déraisonnable, et d'autres qu'un traître pouvaient le donner, le donnaient même : par exemple, le Vénitien Capello, qui avait si longtemps encouragé une résistance dont profitait sa patrie[4]. Mais ni Capello ni Malatesta n'étaient écoutés. La nouvelle venait d'arriver à Florence (14 juillet) que les fils de François I[er] avaient enfin repassé les Pyrénées; avec leur captivité allait prendre fin, croyait-on, l'inaction paternelle : l'illusion des assiégés était d'en voir le motif dans ce qui n'en fut jamais que le prétexte. Ils firent à ce sujet de grandes fêtes, sans feux toutefois, dit Varchi, parce qu'on manquait de poudre, d'étoupe et d'huile[5]. Quelle apparence donc que, juste à cette heure d'espérance, ils acceptassent ce qui était, aux yeux d'Orange, l'essentiel de toute négociation, la restauration des Medici[6]!

Il leur fallait prouver à Malatesta qu'ils restaient fermes comme au premier jour. C'est pourquoi il fut convoqué, avec Colonna, à une grande pratique où il trouva réunis, le 23 juillet, tous les offices et seize *arruoti* par quartier. Le discours du gonfalonier roula sur la sortie qu'on voulait exiger du capitaine. Dans sa péroraison, avec l'expressive pantomime qui était alors

1. Capello. Dép. 88, du 14 juillet, p. 306.
2. Mich. Majo à l'empereur. Rome, 18 juill., dans De Leva, t. II, p. 631, et Cipolla. p. 969.
3. Nerli, liv. X, p. 237.
4. Capello, Dép. 89, du 20 juill., p. 308.
5. Varchi, liv. XI, t. II, p. 410.
6. Ferrante Gonzaga à son frère, n° 1. Du camp, 16 juill., dans Capponi, t. II, p. 562, App. XI.

l'accompagnement obligé de la rhétorique, de l'éloquence, il pleura, ouvrit les bras, regarda fixement le ciel. Tous étaient émus de ce qu'ils ne voyaient certes point pour la première fois. Antonfrancesco Davanzati prit ensuite la parole au nom des seize gonfaloniers, c'est-à-dire du collège qui représentait le plus grand nombre d'habitants, et ce que nous appellerions aujourd'hui l'opinion publique.—La liberté, dit-il, venant de Dieu, ne peut être asservie aux hommes; Christ, roi de Florence, a fait à sa ville tant de grâces, qu'elle ne saurait être infidèle au serment prêté à son roi et seigneur.—Les autres collèges donnent leur assentiment à ces paroles. Bernardo de Castiglione propose qu'on ferme les boutiques et que tous prennent part à la sortie. Il invoque l'exemple des Suisses, recevant la communion, puis mettant en déroute Charles le Téméraire. Sans hésiter, la pratique décide que le gonfalonier conduira l'attaque, pour « animer les soldats et tout le peuple ». Tel est l'entraînement dans cette assemblée, que Malatesta et Colonna courbent la tête, se répandent en promesses : ils sauront vaincre ou mourir[1].

Au camp impérial, où l'on n'ignorait rien de ce qui se faisait et disait à Florence, chacun s'attendait, pendant la nuit du 23, à un assaut dont il semblait qu'apparussent de loin les préparatifs[2]. Il n'y en eut point et il ne pouvait y en avoir pour le moment, puisque tout restait subordonné au mouvement de Ferrucci. Malatesta avait donc le temps de se remettre, de renouer ses

1. Pratique du 23 juillet, Falletti, t. I, p. 393, 450; Varchi, liv. XI, t. II, p. 421, 424.
2. Ferr. Gonzaga à son frère, nº 2, du 23 juill., dans Capponi, t. II, p. 565, Append. XI.

intrigues, et il les conduit désormais avec si peu de mystère, qu'elles étaient connues jusqu'à Rome : Francesco Guicciardini écrit à son frère qu'il y a des « manèges » au camp[1]. Le capitaine en revient à son conseil de traiter sans plus de retard. Si la seigneurie n'y consent, il partira avec ses cinq mille hommes, nerf de la défense. C'est dans Florence même, il le veut, que Ferrante Gonzaga viendra conclure l'accord. Mais il faut des sauf-conduits, et Orange les réclame pour son mandataire. La seigneurie ébranlée n'ose déjà plus les refuser ouvertement. Elle demande à connaître auparavant les bases de la négociation suprême, elle envoie pour cet objet Bernardo de Castiglione au camp, et dans cet acte de circonspection légitime, le prince voit la défiance, il prévoit un refus[2]. Comme ses conditions restent invariables, il ne veut, c'est trop clair, que gagner du temps pour se porter à la rencontre de Ferrucci. Le 1er août, en conséquence, la pratique décide de ne pas répondre, de repousser tout autre trompette parlementaire, de se préparer à combattre[3]. Avec 8,000 hommes de la milice, 6,270 mercenaires, 22 pièces d'artillerie de campagne, il est possible de risquer une sortie décisive, de jouer le tout pour le tout. Beaucoup de citoyens ont mis leurs affaires en ordre, fait leur testament. La communion est donnée à tous les capitaines et officiers publics, à une bonne partie de la ville. Après quoi, la ville entière

1. Fr. Guicciard. à son frère Luigi, Rome, 30 juill., *Op. ined.*, t. II, p. 154, n° 155.

2. Pratique du 31 juillet (Fall., t. I, p. 393-95); Orange aux Flor., 30 juill., 1er août, dans Albèri, *Assedio di Fir.*, p. 305 306.

3. Pratique du 1er août (Fall., t. I, p. 395); Ferr. Gonzaga à son frère, n° 4. Du camp, 4 août (Capp., t. II, p. 566).

prenait part, nu-pieds, à une interminable procession[1].

Il était bien tard sans doute, et pourtant la sortie ne semblait point inopportune : on apprenait, le 2 août, que le prince venait de partir pour écraser Ferrucci[2]. Dégarnir ainsi les lignes du siège était une si grave imprudence qu'une seule chose peut l'expliquer, la certitude que Malatesta empêcherait les assiégés de se précipiter sur ce qui restait des Impériaux devant eux. Y avait-il, à cet égard, une secrète entente entre ces deux adversaires? C'est ce que les documents ne permettent pas d'établir; mais deux auteurs dignes de foi affirment qu'on trouva sur Orange, quand il fut mort, une lettre où le capitaine des Florentins lui promettait de ne pas sortir de la ville, tant qu'il en serait éloigné[3]. Un seul fait est certain : sommé de désigner l'endroit le plus propre à donner l'assaut et à y conduire les troupes, Malatesta répondait par une longue lettre, signée de lui et de Colonna, où ils démontraient que c'était folie d'attaquer le camp par quelque endroit que ce fût, non sans se dire toutefois prêts à obéir, si, malgré leurs observations, l'ordre leur en était renouvelé[4].

Ce n'est pas de son chef que la seigneurie oserait le renouveler, cet ordre qu'on lui dit propre à tout perdre. Elle convoque donc de nouveau la pratique, elle la saisit des pourparlers ouverts avec les capitaines, de leurs réponses tant écrites que verbales. La tempête aussitôt

1. Capello, Dép. 90, du 13 août, p. 312.
2. Capello, *ibid.*; Ferr. Gonzaga à son frère, nº 4. Du camp, 4 août (Capp., t. II, p. 566); Varchi, liv. XI, t. II, p. 436.
3. Busini, Lettre XVIII, p. 154; Varchi, liv. IX, t. II, p. 253.
4. Malatesta et Colonna — qui tient la plume, — à la seigneurie, 2 août. Texte dans Varchi, liv. XI, t. II, p. 427-29.

éclate et gagne tous les bancs. Davanzati, l'orateur des seize gonfaloniers, et le porte-parole de la population florentine, le déclare hautement : ses collègues voient comme lui que — l'infirmité vient du dedans, non moins que du dehors; qu'il faut savoir quels sont les citoyens qui ont dit aux capitaines qu'un très petit nombre voulaient combattre, car ce sont des serpents et des traîtres dont il faut faire prompte justice. Il faut engager la lutte, et, si l'on succombe, réduire la ville en un monceau de ruines. Qu'on se rappelle les périls courus en 1512 pour n'avoir point puni, et qu'on maintienne le serment fait à Dieu, quand il fut élu roi de Florence. Que ceux qui veulent rester les pieds dans les étriers pensent que le chien court plus que le lièvre. Puisque Malatesta veut rendre le bâton, eh bien! qu'on lui donne son congé. — Dans le même sens parlent les *Buonuomini;* mais les Dix de liberté et de paix, autorité militaire malgré leur titre, ne veulent pas congédier les capitaines, qui eussent emmené leurs hommes avec eux. Sur plusieurs bancs, où ne règne pas l'esprit d'invention et d'initiative, on propose de s'en remettre à Dieu. Ce conseil de défaillance fait aussitôt lever Francesco Carducci : il proteste énergiquement, au nom du quartier de Santa-Maria-Novella. — Tentons la fortune, s'écrie-t-il, c'est le moment! — Oui, répondent à l'envi les autres quartiers, fallût-il contraindre les capitaines à sortir[1].

Admirable enthousiasme, mais insigne folie! Comment compter sur le zèle, sur la loyauté même de gens

1. Pratique du 2 août (Fall., t. I, p. 451). C'est la dernière dont on ait le compte rendu.

déjà suspects, qui ne s'ébranleront qu'à contre-cœur, avec la conviction de donner un coup d'épée dans l'eau, avec la résolution d'amener les Florentins à cet accord qui est la seule issue raisonnable ? Malatesta et Colonna, du reste, dissipèrent sans retard l'illusion. Informés des décisions de la pratique, ils font savoir par une nouvelle lettre que tous les capitaines, sauf ceux qui sont Florentins, se déclarent opposés à l'entreprise. S'ils se chargeaient de la conduire, les deux chefs signataires se croiraient responsables envers Dieu et infâmes devant le monde. Ils proposent donc de négocier à nouveau, sous prétexte que les conditions d'Orange leur sont rapportées autrement qu'à la seigneurie. Si le prince veut la ruine de la ville, la soumission à merci, ils se déclarent encore prêts à tirer l'épée ; mais, pour bien connaître le sentiment vrai des citoyens, ils réclament d'urgence la convocation du Grand Conseil, sans quoi ils seront forcés d'aviser pour le salut des Florentins[1].

S'ils parlaient et menaçaient ainsi, c'est qu'ils se sentaient portés par le flot montant de l'opinion. Carlo Capello reconnaît, en effet, que leur avis était partagé désormais par « beaucoup d'entre les grands, par les gens de guerre, par une bonne partie de la ville[2] ». Seuls les *ostinati* s'obstinent encore, contre vent et marée. Il n'y a plus, c'est bien évident, à compter sur Malatesta. Soit : on tentera Colonna. Le sentiment public faisait toujours entre eux quelque différence, malgré le gonfalonier Girolami, qui, plus clairvoyant, n'en

1. Malatesta et Colonna à la seigneurie, 3 août. Texte dans Varchi, liv. XI, t. II, p. 430-33.
2. Capello, Dép. 90, du 13 août, p. 312. Cf. Busini, Lettre XVIII, p. 147-148.

apercevait aucune[1]. Cédant à ses collègues, Girolami fait prier Colonna de se mettre à la tête des troupes. Ce dernier, « peu facile à persuader », répond qu'il n'est plus temps, et « fort illégalement » demande son congé[2]. Que faire donc? Le gonfalonier et les Dix aux abois ordonnent d'envoyer dix mille *fanti* à Montale, au secours de Ferrucci[3] : les deux capitaines, dépités qu'on se passe d'eux, font si bien qu'ils entravent, qu'ils empêchent cette diversion de salut[4]. Et il ne manque pas de citoyens pour les approuver hautement. La lassitude gagne les plus vaillants, le découragement devient contagieux, les destinées vont s'accomplir.

Pendant que, dans Florence, on agitait ainsi les incohérents conseils du désespoir, du côté de Pistoia Ferrucci manœuvrait pour se dégager des ennemis qui le suivaient et le cernaient. Y réussir avant qu'ils eussent reçu les renforts que prévoyait son instinct militaire, était une question de vie ou de mort. Le 3 août, il descend la colline de San-Marcello, s'acheminant, à l'est, vers celle de Gavinana qui en est séparée par un torrent alors à sec, sorte de fossé accidentel, devenu chemin herbeux, et qu'ombrageaient de beaux châtaigniers[5]. Il avance, sans attendre son arrière-garde, malgré les ennemis qui lui veulent couper le chemin. En approchant de Gavinana, il voit des flammes, il entend le tocsin. Plus de doute, il a été devancé. Aussitôt il range les siens sur sept files, met pied à terre, et, l'épée à la

1. Busini, Lettre XXII, p. 183.
2. Varchi, liv. XI, t. II, p. 437.
3. Montale est à 4 milles de Pistoia.
4. Capello, Dép. 90, du 13 août, p. 312.
5. Repetti, t. I, p. 634; Sassetti, *Vita Ferr.*, p. 529.

main, poursuit sa marche en avant. Déjà il voit distinctement flotter sur les murs les bannières ennemies. La chaleur est accablante; il n'en pénètre pas moins de vive force dans le village. Repoussé deux ou trois fois, il revient toujours à la charge, malgré ses lieutenants, qui lui proposent de se rendre. Se rendre? il a ses fusées : grâce à elles, il porte le trouble, la terreur dans le corps de cavalerie qui lui fait face, et le met en fuite vers Pistoia. Le sol est couvert de cadavres. Sur un d'eux on a trouvé un riche ceinturon, reconnu pour celui du prince d'Orange. Plus de doute, le chef suprême des ennemis était là, il est mort, et la victoire semble assurée. Mais que ce vainqueur d'une heure est loin de compte! Pendant la lutte, Alessandro Vitelli, Marzio Colonna se sont jetés de flanc, par le lit desséché du ruisseau, sur l'arrière-garde attardée des Florentins. L'ayant coupée du reste, ils passent à leur tour par le mur écroulé qui vient de livrer passage à Ferrucci, ils tendent la main à Maramaldo, qui est dans Gavinana avec ses Espagnols, et ensemble ils occupent les issues, les rues qui conduisent à la place où leur vaillant adversaire est parvenu. En même temps, les lansquenets qui l'ont affaibli en dissipant son arrière-garde, ramènent les fuyards impériaux. Pour comble de disgrâce, survient une pluie d'orage qui rend inutiles les fusées. Dès lors il n'est plus d'espoir. Couvert de blessures, Ferrucci se retranche dans une maisonnette. On l'y assiège, on l'y trouve presque seul, sa longue pique en main, entouré de cinquante ennemis gisant à ses pieds[1].

1. Lettres du 6 août (sans lieu), et du 4, de Lucques, à la suite de celles de Ferr. Gonzaga, dans Capponi, t. II, p. 567-568, App. XI; Capello, Dép. 90, 13 août p. 314; Busini, Lettre XVIII, p. 154; Nardi, liv. IX, t. II, p. 236-

Maramaldo tient donc à sa merci son vainqueur de Volterre; il peut se venger sans péril de sa cuisante humiliation. « C'était un vieux compte à régler », lit-on dans une lettre du temps[1]. Comment ce brutal et féroce Napolitain, qui a déjà tué sa femme, ferait-il grâce à son ennemi? — Vil marchand, lui dit-il, tu vas mourir! — Tu tues un homme mort! répond Ferrucci. N'importe : l'homme vivant règle ses comptes avec son poignard : il l'enfonce avec volupté dans le sein du vaincu, près de la gorge, et ses soldats, sous ses yeux, finissent l'œuvre lâche de meurtre qu'il a si dignement commencée[2]. Ainsi mourait, âgé de quarante-deux ans, le seul capitaine sur qui pût compter Florence, le seul qui eût obtenu de pleins pouvoirs, le seul dont on pût dire qu'il n'avait usé de ses pouvoirs que pour le bien de la patrie. 700 morts, 1,800 blessés, tel était le résultat de cette journée funeste, qui sonnait pour l'infortunée République le glas de l'agonie, de la mort[3].

Florence allait recueillir, à son heure dernière, les

238; Segni, liv. IV, t. I, p. 280-83; Ughi, p. 162-64; Guicciard., liv. XX, c. 1, t. VI, p. 267; Sassetti, *Vita Ferr.*, p. 530-32; E. Alvisi, *La Battaglia di Gavinana*, ouvrage plein de documents.

1. Lettre de Lucques, 4 août (Capp., t. II, p. 568).

2. Varchi, liv. XI, t. II, p. 450; Nardi, liv. IX, t. II, p. 238; Segni, liv. IV, t. I, p. 283; Sassetti, *Vita Ferr.*, p. 532. — E. Alvisi a contesté le coup de poignard (Voy. *A proposito di Gavinana*, dans le *Fanfulla della domenica*, 18 juillet 1880); mais le fait est attesté par une dépêche de Paolo Ant. Torelli, orateur d'Este à Florence (Texte dans Cipolla, p. 967, n. 7, d'après le *Fanfulla della domenica*, 1er août 1882). Quant à la barbarie de Maramaldo, contestée aussi par Alvisi (*Battaglia di Gavinana*), Villari a montré (article dans la *Rassegna settimanale*, puis dans le volume intitulé : *Arte storia e filosofia*, Flor., 1884) que les écrivains florentins et Gius. de Blasiis. (*Fabr. Maramaldo*, etc.) ne se sont pas trompés. A. Luzio, dans son *Fabr. Maramaldo*, confirme par des lettres de son héros et autres documents des archives de Gonzaga. Voir sur tout cela, *Revue historique*, t. XXVIII, p. 364, juillet 1885.

3. Varchi, liv. XI, t. II, p. 451; Segni, liv. IV, t. I, p. 283.

fruits amers de la haine que sa dureté, depuis des siècles, avait implantée dans tant de cœurs : « S'il manquait quelque chose à cette victoire des ennemis, écrivait-on de Lucques le lendemain, les villains vont maintenant faire leur office[1] ». Il n'est pas jusqu'à la mort d'Orange qui ne fût un malheur : ce prince avait la pratique de l'accord ; il l'eût facilement conclu, en peu de temps, sans aucun danger d'un sac dont il ne voulait pas, et qui maintenant était à craindre[2]. Dans leur consternation et leur désespoir, les Florentins n'eurent pas honte de s'en prendre à la grande victime, à Ferrucci. Les *piagnoni* n'avaient-ils pas prédit qu'il serait le nouveau Gédéon, qu'il délivrerait la ville? Rétrospectivement, on critiquait ses plans, son ignorance, son orgueil, sa hardiesse imprudente. Le seul reproche auquel il échappât, c'était celui de lâcheté[3]. Tout paraissant perdu, les opinions jusqu'alors contenues éclatent, ont le verbe haut : il faut immédiatement se soumettre, établir le gouvernement étroit.

Mais la seigneurie, les Dix, et avec eux les *ostinati* n'ont pas encore épuisé ce grand courage qui est leur honneur. Comment peut-on dire que tout est perdu? La pluie, si elle a éteint les feux de Ferrucci, a en même temps grossi l'Arno, coupé les communications entre les deux moitiés de l'armée ennemie, rendu plus faciles les attaques partielles. Les soixante-douze capitaines étrangers que stipendie la République ne sont pas sûrs ; mais on peut les gagner en assurant leur solde à vie, fût-ce

1. Lettre de Lucques, 4 août. (Capp., t. II, p. 568, App. XI.)
2. *Ibid.* ; Guicciard. à son frère Luigi, Rome, 5 août, nº 50, post-scriptum. *Op. ined.*, t. IX, p.157.
3. Varchi, liv. XI, t. II, p. 454.

en temps de paix, même quand ils serviraient d'autres États, pourvu qu'ils s'engagent à ne jamais porter les armes contre Florence ; et, de fait, ces mercenaires acceptant la bonne aubaine, jurent de ne pas servir d'autres maîtres : le pacte tiendra tant qu'il pourra. Les quatre commissaires de la milice n'ont pas donné satisfaction : trois sont cassés aux gages, Tommaso Soderini et Antonio Giugni comme incapables, Zanobi Buondelmonti comme ayant des intelligences avec Malatesta. Le quatrième, Andreuolo Niccolini, reste seul en place, et trois nouveaux collègues lui sont adjoints, dont l'énergique Francesco Carducci[1].

Avec Malatesta lui-même qu'allait-on faire ? Cet infirme « très précieux », comme l'eût appelé Rabelais, déployait la plus grande activité. Il multiplie les émissaires, en envoie deux à Ferrante Gonzaga, devenu par la mort d'Orange capitaine des assiégeants (6 août), un aux seigneurs[2]. Dans le camp, l'entente est facile ; mais, au palais, l'émissaire, Cencio Guercio, faillit être conduit au supplice. Pourtant on ménage encore le capitaine : les gouvernants, comme seigneurs, lui ordonnent de combattre ; comme citoyens, ils l'en prient[3]. La réponse de Malatesta ne se fait pas attendre : elle est dans une troisième lettre que Colonna signe avec lui, ainsi qu'il a fait les deux précédentes. Ils y rappellent, avec de verbeuses récriminations, qu'on n'a pas voulu assembler

1. Capello, Dép. 90, du 13 août, p. 315; Varchi, liv. XI, t. II, p. 455; Segni, liv. IV, t. I, p. 283; Nardi, liv. IX, t. II, p. 239, 240, 249.

2. G. B. Sanga à l'évêque de Como. *Lettere di principi*, t. II, p. 199, éd. de 1581. La lettre porte à tort la date du 13 mai 1530, puisqu'il y est question de la mort d'Orange. Quant à la date de l'envoi des deux émissaires, elle est dans la lettre de Malatesta du 8 août. Voy. Varchi, p. 458.

3. Cambi, t. XXIII, p. 68; Varchi, liv. XI, t. II, p. 456.

selon leur désir le Grand Conseil, et qu'ils sont forcés d'aviser pour n'être pas enveloppés de leurs personnes dans la ruine commune[1]. C'était, sous une forme menaçante, évoquer le souvenir de leur demande de congé, présentée, quelques jours auparavant, de vive voix et par écrit. Cette fois, ils furent pris au mot, et d'autant plus volontiers qu'on voyait, non sans ombrage et sans inquiétude, les citoyens affluer auprès de Malatesta à San-Spirito, où il régnait en maître (8 août)[2]. Mais l'heure propice était passée : c'est en juin qu'il eût fallu le congédier, alors qu'il parlait déjà de rétablir les Medici, si la seigneurie y consentait[3]. Lui, il souriait dans sa barbe; il ne croyait pas que les assiégés se voulussent priver des forces qu'il aurait emmenées dans sa retraite. Quand il connut son erreur, sa stupéfaction se tourna vite en colère.

Francesco Carducci avait reçu la mission de lui apporter cet invraisemblable congé; il la déclina, ayant eu avec le suspect capitaine plus d'un démêlé. En son lieu et place on envoya donc Andreuolo Niccolini. Malatesta était sur son lit de repos, où le retenait si souvent sa honteuse maladie. A peine a-t-il compris de quoi parle l'acte dont Andreuolo lui donne lecture, qu'il se précipite sur lui, poignard en main. Faible comme il l'était, il ne peut frapper fort, ni s'acharner sur sa victime. Sans trop de peine on la lui arrache, et on la jette, plus morte que vive, aux jeunes Florentins qui, désespérant de la

1. Malatesta et Colonna à la seigneurie, 8 août. Texte dans Varchi, liv. XI, t. II, p. 457-60.
2. Nerli, liv. X, p. 240. Ce congé a été publié par Agen. Gelli, dans son édition de Nardi, t. II, p. 211. Cf. celle d'Arbib, liv. IX, t. II, p. 242.
3. Voy. Ferr. Gonzaga à son frère. Du camp, 4 août. (Capp. t. II, p. 565, App. XI).

liberté, jaloux de sauver leur vie et leurs biens, étaient venus grossir la petite cour de San Spirito. Comme le second commissaire, Francesco Zati, se jette lâchement aux pieds de l'impotent offensé : — Ce n'est pas toi que je voulais, s'écrie celui-ci, c'est ce grand coquin (*tristaccio*) de Carducci ! — Ses soldats ont déjà tiré l'épée : ils prennent aux massiers leurs masses d'argent, à Niccolini sa cape et sa mule. L'escorte florentine eût été massacrée, si Malatesta n'eût enfin daigné mettre le holà. — Allez ! dit-il, et faites votre accord avec le pape, ou j'introduis les Impériaux ! Florence n'est pas une écurie de mulets, je sauverai sa liberté malgré les traîtres[1]. —

Très émue de ce brutal et insolent outrage, la seigneurie appelle aussitôt les seize gonfalons sur la place. De seize, il en vient huit, triste symptôme d'une situation cruellement changée. Néanmoins, ces huit gonfalons sont envoyés pour venger Niccolini, pour chasser Malatesta. Résolu à ne point partir, Malatesta oublie qu'il est malade ; il fait occuper les ponts, il s'empare des portes, il retourne contre la ville les canons pointés contre l'ennemi. C'est la guerre civile ; mais la confiance n'y est plus, le désarroi est complet. Chacun se sauve, dans les églises, chez soi, surtout à San-Spirito. C'est à San-Spirito que sont les riches. « Nous étions huit cents et plus sur la place, écrit Busini ; nous ne sommes bientôt plus deux cents. On va remercier, adorer Malatesta[2] ». Nulle entente désormais, même entre les plus résolus :

1. Varchi, liv. XI, t. II, p. 461-64 ; Nardi, liv. IX, t. II, p. 242 ; Busini, Lettre XIX, p. 160 ; Cambi, t. XXIII, p. 68-69 ; Ughi, p. 167 ; Nerli, liv. X, p. 240 ; Segni, liv. IV, t. I, p 284 ; Guicciard., liv. XX, c. I, t. VI, p. 268.

2. Busini, Lettre XIX, p. 157, 160, 161 ; Varchi, liv. XI, t. II, p. 464-65 ; Nardi, liv. IX, t. II, p. 243-44 ; Segni, liv. IV, t. I, p. 284.

leurs avis sont tout ensemble vains et divers. Ils en viennent aux niaiseries, aux extravagances : ils accusent la *duchessina*, Catherine de Médicis, d'avoir, au couvent des *Murate*, semé, propagé discorde et confusion. Ils veulent la transférer en lieu plus sûr, au couvent de Santa-Lucia, qui dépend du ferme et fidèle San-Marco. Catherine croit qu'on la veut tuer, et elle pleure. — Ce n'est pas dans un couvent qu'il faut la mettre, s'écrie grossièrement Lionardo Bartolini, c'est dans un bordel, ou sur une porte de la ville, exposée aux arquebuses de l'ennemi[1] ! —

Contre Malatesta, quoiqu'il eût désormais tous les atouts en main, le gonfalonier Girolami voulait encore partir en guerre. On lui démontre, on lui montre qu'il n'y a plus rien à tenter. Le 8 au soir, « pour éviter un plus grand mal », le Conseil et la pratique rendent au capitaine le bâton de commandement, au commissaire Zanobi Buondelmonti sa charge, qu'il exercera maintenant seul, et libre de reprendre ses précédentes menées avec le perfide étranger. On espère qu'ami reconnu de ce nouveau maître, il saura peut-être l'apaiser[2]. S'il fallait céder, la seigneurie souhaitait, du moins, que les gonfalons fissent bonne contenance, pour faire croire à l'union et rendre les accords meilleurs. Mais elle ne peut plus ordonner, elle en est réduite aux prières, et, dans leur abattement, qui a succédé si vite à l'enthousiasme, ceux qu'elle exhorte lui répondent : — Nous ne connaissons pas d'autre seigneurie, d'autre seigneur que Malatesta[3]. — Entre les derniers occupants de la place

1. Busini, Lettre XVIII, p. 147 ; Segni, liv. IV, t. I, p. 284.
2. Varchi, liv. XI, t. II, p. 466-467 ; Cambi, t. XXIII, p. 69 ; Segni, liv. IV, t. I, p. 285.
3. Varchi, liv. XI, t. II, p. 469.

et les citoyens qui refluent de San-Spirito pour exiger l'élargissement des otages de Pise et d'Arezzo, des *palleschi* détenus depuis de longs mois, on craint quelque rixe qui eût été le signal du sac. On se scandalise de voir parmi ces adulateurs du succès les fils et les gendres de ce Niccolò Capponi qui voulait déjà, trois ans auparavant, plier devant la mauvaise fortune et qui haïssait ses obstinés adversaires[1]. Ces défections pourtant sont, à cette heure, fort naturelles, et elles ne sonnent point trahison. La gravité des circonstances ne les explique que trop. Une lutte prolongée sans espoir a lassé les courages, et Ferrucci, le grand champion de la noble cause, n'est plus là pour les relever. Dieu, roi de Florence, n'a pas défendu sa ville; les anges du *frate* ne sont pas venus en escadrons écraser le pape et l'empereur. Cette guerre, par surcroît, a coûté seize cent mille écus. On a perdu sur les grains cinquante mille ducats en deux ans, sans compter les maisons ruinées, les cultures gâtées, les bestiaux détruits. En ajoutant les pauvres à nourrir, on atteindrait un total de plusieurs millions d'or[2]. Et l'on sait l'influence que ces comptes de liquidation avaient toujours exercée sur les résolutions des Florentins. La carte à payer paraissait à beaucoup d'entre eux d'autant plus onéreuse, que recevoir les Medici n'était plus à leurs yeux une honte, un crime de lèse-patrie : cette famille n'était point étrangère à la ville; elle lui avait donné de la gloire, et surtout du repos. Ainsi pensaient, ainsi parlaient maintenant

1. Busini, Lettre XIX, p. 162, 164; Varchi, liv. XI, t. II, p. 467-69; Nardi, liv. IX, t. II, p. 244; Nerli, liv. X, p. 239. — G. Capponi (t. II, p. 464) confesse la présence de ceux de son nom à San-Spirito.

2. Segni, liv. IV, t. I, p. 288. Falletti, dans ses calculs, ne s'éloigne pas beaucoup de Segni. Il parle (t. I, p. 443, n. 1) de 1,400 mille florins.

bien des gens qui naguère la poursuivaient de leurs malédictions.

La seigneurie vaincue n'avait donc plus qu'à courber la tête. Elle ordonnait, le 9 août, de poser les armes, et, le 10, d'élargir les prisonniers politiques. En reparaissant au grand jour, ces *palleschi*, avec leurs longues barbes incultes, semblaient autant d'ermites de la montagne[1]. Une partie du menu peuple les accueille au cri de *Palle! palle!* si cher à leurs oreilles. « En un mot, dit Varchi, la cité tout entière apparut sous une face nouvelle[2] ». Le même jour, sur l'ordre de Malatesta, quatre ambassadeurs, dont Bardo Altoviti, gendre du gonfalonier, se rendent auprès de Ferrante Gonzaga, tandis que le commissaire pontifical, Baccio Valori, règle avec le capitaine son hôte les bases de l'accord à intervenir[3]. Pour parler plus exactement, il dirige la négociation, car l'égoïste Pérugin y prête à peine l'oreille, n'ayant d'oreilles que pour son intérêt personnel.

L'orateur vénitien Capello donne de cette préoccupation presque exclusive une preuve bien curieuse. Tandis que se débattaient dans son logis les plus graves questions, Malatesta était surtout inquiet de son lendemain: la soumission de Florence l'allait priver de sa *condotta*. Il demande donc à Capello si Venise serait disposée à le prendre à son service, avec cinq ou six mille *fanti* d'élite. En homme prudent et réservé, Capello se bornait à transmettre la proposition, sans l'appuyer. « Sa seigneurie est accorte et avisée[4], » se bornait-il à dire.

1. Busini, Lettre XIX, p. 162.
2. Capello, Dép. 90, du 13 août, p. 315, 316.
3. Varchi, liv. XI, t. II, p. 470; Nardi, liv. IX, t. II, p. 245; Nerli, liv. X, p. 241.
4. Capello, dép. 90, du 13 août, post-scriptum, p. 318.

Plus tard, de retour dans sa patrie, sa parole déchira tous les voiles[1], et le doge Marco Dandolo s'écriait indigné : — Malatesta Baglioni a vendu once à once le sang de ce peuple; il a mis sur sa tête le chapeau du plus grand traître du monde[2] ! — Que Venise ne payât pas de ses deniers des services si peu sûrs, rien de plus sage; mais qu'elle flétrît la trahison, l'on s'en étonne : n'avait-elle pas, tout récemment encore, trahi, abandonné du moins sa malheureuse alliée ?

Sur une seule des conditions de l'accord débattu s'élevèrent quelques difficultés. Les négociateurs florentins n'obtinrent pas sans peine qu'on insérât dans l'instrument ces simples mots : « Étant toujours entendu que la liberté soit maintenue. » Lorenzo Strozzi et Jacopo Gianfigliazzi durent déclarer que, plutôt que d'y renoncer, les Florentins aimeraient mieux être passés au fil de l'épée. Baccio Valori finit par céder[3]. On est toujours libre, après tout, de ne pas tenir la parole donnée. Peut-être n'eut-il pas besoin de le rappeler à son maître : son maître le savait.

Approuvée le 11 août par la seigneurie, par ses collèges, par les Quatre-vingts, la capitulation fut définitivement signée le 12. Elle comprenait dix articles :

1° La forme du gouvernement sera fixée par l'empereur dans les quatre mois, sous réserve du maintien de la liberté;

2° Les détenus seront élargis, les exilés rentreront.

3° 80,000 ducats seront payés à l'armée assié-

1. Que Capello ait parlé ainsi de vive voix, c'est ce que prouve une lettre des arch. flor., class. strozz., cod. 595, note d'Albèri à Capello, p. 318.

2. Varchi, liv. XI, t. II, p. 484.

3. Varchi, liv. XI, t. II, p. 471; Nerli, liv. X, p. 241.

geante, dont 40 ou 50,000 comptant, le reste dans six mois.

4° Cinquante otages seront remis jusqu'à l'exécution pleine et entière des conventions.

5° Les deux capitaines, quoique dégagés de leurs obligations envers Florence, y resteront jusqu'à ladite exécution, c'est-à-dire quatre mois. Si Stefano Colonna insiste pour partir, Malatesta Baglioni restera.

6° Tout citoyen pourra aller à Rome, y habiter, sans être molesté. De même partout ailleurs.

7° Florence restera en possession de tout son domaine.

8° L'armée assiégeante, une fois payée, se retirera.

9° Sa Sainteté pardonnera toutes les injures, et « montrera, comme elle a toujours fait, toute son affection, son amour, sa clémence envers sa patrie et ses concitoyens ». Elle ratifiera l'accord dans les deux mois, ainsi que Sa Majesté Impériale.

10° Toutes les peines seront remises [1].

Dans son malheur déjà escompté, Florence ne parut pas mécontente des conditions obtenues. « Cet arrangement fut fort honorable », écrit le moine patriote Fra Giuliano Ughi [2]. La ville n'avait plus en effet que pour trois jours de mauvais pain [3] : elle allait enfin être ravitaillée, elle ne souffrirait plus des maladies qu'engendraient la famine et les dégoûtants comestibles qui trom-

1. Le texte de ces accords se trouve dans Varchi, liv. XI, t. II, p. 471-75; Nardi, liv. IX, t. II, p. 245-48; Nerli, liv. X, p. 244; Lünig, t. I, p. 1155. Tout récemment, ils ont été publiés à nouveau, d'après une copie tirée des *Carte strozziane*, par Falletti, t. I. p. 458-61. Cf. Segni, liv. IV, t. I, p. 284; Pitti, *Apologia de' cappucci*, p. 374.

2. Ughi, *Chron. Arch. stor.*, App., VII, p. 167.

3. Segni le dit deux fois, liv. IV et V, t. I, p. 288, 293.

paient à peine la faim, elle ne craindrait plus les dévastations des six ou sept cents lansquenets qui gardaient le commissaire du pape. Au point de vue politique, aucune stipulation particulière n'avait été faite pour les Medici, et la clause relative au maintien de la liberté rassurait les âmes naïves, celles qui avaient besoin d'espérer. Les quatre-vingt mille ducats à payer paraissaient bien un peu lourds; mais on les tint pour légers, quand on entendit Giovanni della Stufa, arrivant de Rome, déclarer que le pape ne se contenterait pas de deux cent mille écus. On s'estima heureux alors que les signatures déjà échangées missent un frein à cette ardeur d'argent[1]. Les Florentins étaient si occupés d'eux-mêmes et de leur sort, qu'ils négligèrent d'avertir les villes restées fidèles, que tout était fini et dans quelles conditions. A Pise, le 14 août, on ne savait encore qu'une chose, c'est que des négociations étaient entamées[2]. Jusqu'à son dernier jour, la République communale dédaignait les sujets que ses armes avaient soumis : elle était restée impuissante à se transformer en État, à faire circuler dans les membres successivement greffés le sang qui affluait à la tête et y provoquait de redoutables congestions.

De son côté, Clément VII n'était pas non plus mécontent. Il ne l'était pas même de Malatesta, qui avait osé pourtant lui faire, en quelque sorte, des conditions personnelles[3]; loin de là, il lui adressait coup sur coup

1. Ughi, *Chron. Arch. stor.*, App., VII, 167; Varchi, liv. XI, t. II, p. 475.
2. Les commiss. de Pise aux Dix, 14 août, dans *Arch. stor.*, 1e ser., t. IV, part. II, p. 682-83.
3. Voy. dans Varchi (liv. XI, t. II, p. 482-84) les *capitoli* que Malatesta envoya à Rome par Galeazzo Baglioni.

deux brefs d'actions de grâces[1]. Quand les deux parties contractantes sont satisfaites, l'accord entre elles doit être durable. Il devait l'être, du moins ; mais il faut prévoir les sous-entendus, les violations plus ou moins découvertes de la parole donnée. Déjà quelques esprits clairvoyants apercevaient très nettement des points noirs. Ces Medici qui allaient rentrer, pleins du souvenir de leur grandeur passée, se résigneraient-ils à vivre en simples citoyens ? Cet empereur à qui le traité conférait le droit d'instituer un nouveau gouvernement à Florence, comment entendrait-il la liberté qu'il avait le devoir de maintenir ? Ce souverain pontife qui repoussait avant la soumission de ses compatriotes le gouvernement populaire de 1527, objet de leurs vœux, l'admettrait-il, maintenant qu'il n'avait plus rien à craindre ? Sur ce dernier point, les Florentins surent bientôt à quoi s'en tenir. Bartolommeo Cavalcanti, envoyé par eux à Rome (11 août), pour faire prévaloir l'interprétation florentine de cette clause, en même temps que pour obtenir de Clément VII l'avance des cinquante mille ducats à payer comptant, entendait Francesco Guicciardini, gros personnage dans la Curie, l'appeler avec indignation présomptueux et vain, lui dire qu'on saurait bien, sans ses avis, ce qu'il conviendrait de faire[2]. Dans la créature du pape qu'est-il resté du citoyen ?

Sur le reste, les plus pessimistes voyaient-ils aux points noirs de l'horizon la prochaine tourmente qui allait emporter la République ? C'est au moins douteux. On prédit souvent, par humeur ou par crainte, des mal-

1. Rome, 13 et 24 août. Texte dans Varchi, liv. XI, t. II, p. 489-490.
2. Segni, liv. V, t. I, p. 293, 297 ; Instructions à Bart. Cavalcanti, 11 août. Voy. une partie du texte dans Falletti, t. I, p. 171.

heurs auxquels on est loin de croire. C'en était pourtant bien fini de cette libre Florence qui, pendant trois siècles, avait illustré son nom par son travail et son trafic, sa richesse et sa puissance politique, sa gloire dans les lettres et les beaux-arts, ses grands hommes, ses incomparables génies, et même à certains moments, au dernier surtout, sa vaillance guerrière, dont le spectacle paraît à la postérité impartiale « grandiose, émouvant[1] ».

Nous ne marquerons de cette fin tragique aucune surprise. La forme républicaine ne préserve pas plus les peuples de la vieillesse et de la décadence que ne fait la forme monarchique. A l'aurore des temps modernes, la constitution florentine, si souvent modifiée, mais toujours imbue de l'esprit du moyen âge, n'était plus dans son milieu, elle avait cessé d'être viable. Mais comme le principat, auquel la condamnaient les prétentions des Medici, n'était pas dans son génie, le jour où elle cesse d'être républicaine, Florence n'est même plus une commune comme elle avait été à ses débuts; elle n'est qu'une simple et vulgaire municipalité, comme sont toutes les autres. La forme républicaine est, en somme, la plus propre à développer le sentiment de la dignité humaine, à garantir aux peuples la liberté de leurs mouvements. Le régime princier, qui a succédé en Italie au régime républicain, a tant manqué d'honnêteté, d'honneur et de grandeur, que, tout en reconnaissant l'inévitable, nous ne saurions, à ces républiques qui disparaissent l'une après l'autre, refuser un regret.

C'est surtout Florence qui mérite d'être regrettée ou du moins admirée, parce que, malgré ses fautes, ses

1. Ainsi parle Burckhardt, t. I, p. 103.

travers, ses vices, sa dureté impitoyable, elle a eu ses siècles de gloire couronnés, chose bien rare, par une noble fin. L'on a pu dire que la ville assiégée manqua d'habileté dans cette crise suprême, qu'elle mesura mal ses forces à son dessein, qu'elle ne se rendit pas compte des conditions générales de la politique. Mais le courage fut héroïque, disons mieux : durable et réfléchi dans l'héroïsme, ce qu'on pouvait le moins attendre d'un peuple de marchands, depuis longtemps déshabitué des armes. Malgré la famine et les maladies contagieuses, sous les boulets du canon ennemi, ils se réunissaient chaque jour librement au son de la cloche. Abandonnés de tous, dépouillés de leur territoire et de leurs forteresses, serrés de près par de nombreuses armées, ils surent rester les yeux fixés sur leur immortel modèle, les Romains résistant à Pyrrhus et à Hannibal; ils s'obstinèrent onze mois dans une résistance sans espoir, tâchant de forcer la main à leur chef militaire qui, par intérêt personnel, entrave les efforts qu'il devrait diriger.

Ils ont devant la postérité un témoin qui vaut peut-être tous les autres, car pour rendre son témoignage il a dû presque se faire violence, et il n'a eu garde de déplaire à ses maîtres en le publiant. L'historien Guicciardini peut bien appeler fous ceux qui ont si témérairement tenu tête à l'orage ; mais ils ont fait, de son aveu, ce qui était réputé impossible. Les sages selon son cœur se fussent rendus sans combattre. C'est quelquefois le moyen de ménager ses forces pour l'avenir ; ici tel n'était point le cas : devant un pape soutenu de toutes les armées d'un Charles-Quint, il n'y avait plus d'avenir pour un peuple libre. Si les Florentins ne le voyaient pas tous clairement, on le leur criait assez haut pour qu'ils

ne pussent en ignorer, et c'est pourquoi, même dès lors, leur longue énergie commande l'admiration aux juges désintéressés et impartiaux. Paul Jove, un autre historien, quand il parlait du siège, levait les mains au ciel, — Busini l'atteste, — ne tarissait pas d'éloges, déclarait préférer cette résistance passionnément obstinée à tous les actes des anciens et des modernes [1].

Florence pouvait sans aucun doute sauver ses faubourgs, ses jardins, la fortune et la vie de ses enfants. Mais, si elle l'eût fait, son histoire serait privée de cette page incomparable, qui, à l'heure et au prix de la mort, atteste sa grandeur morale. Que le génie ait manqué à cette grandeur, soit; comprenons du moins qu'il n'eût rien sauvé en de si terribles conjonctures. Que les illusions sur l'issue finale se soient prolongées, chez un grand nombre, outre mesure, il faut le reconnaître; n'en soyons pas trop surpris toutefois : c'est l'erreur presque inévitable de qui voit les choses de trop près, et c'est une des formes du patriotisme. Supprimez la chimère du rêve et de l'espoir, tombe aussitôt cette frénésie guerrière, cette folie obsidionale qui consacrent dans la gloire les frénétiques, et qui sauvent tout au moins l'honneur d'un peuple malheureux.

1. Busini, Lettre XI, p. 74.



CHAPITRE VI

LA FIN DE FLORENCE
DEPUIS LA CAPITULATION JUSQU'AU PRINCIPAT

— 1530-1532 —

Domination de Malatesta. — Assemblée à parlement (20 août 1530). — Balie de réforme. — Florence écrasée d'impôts. — Oppression et rixes des soldats étrangers. Leur départ (8 septembre). — Départ et fin de Malatesta. — Gouvernement de Baccio Valori. — Vengeances et châtiments. — Grande *balie* (8 novembre). — Vues de Clément VII. — Alessandro des Medici auprès de Charles-Quint. — Gouvernement de Nicolas Schomberg (février 1531). — Mécontentement des zélés. — Alessandro introduit dans les offices (7 février). — Mécontentement d'Hippolito des Medici. — Son voyage à Florence (20 avril). — Alessandro fait chef des Florentins par Charles-Quint (mai). — Alessandro à Florence (5 juillet). — Les gonfaloniers de compagnies supprimés (8 septembre). — Désarmement général (novembre). — Consultations demandées par le pape sur la forme définitive du gouvernement. — Délibérations sur ce sujet à Rome. — Balie de réforme (4 avril 1532). — La seigneurie supprimée (27 avril). — Nouveaux rouages du gouvernement. — Le duc de Florence prend possession du pouvoir (1er mai). — Le principat. — Fin de Florence.

Dans cette ville vaincue par les armes, soumise par la faim, au milieu d'un peuple dont les nerfs sont détendus jusqu'à la prostration, se pavanent, quoiqu'il leur fût défendu de se montrer, les vainqueurs insolents, Corses de Malatesta, lansquenets de Valori. A eux appartient non pas seulement le haut du pavé, mais tout le pavé. Malatesta, dans ces premiers jours, est tout le gouvernement[1]. C'est sur son ordre que la seigneurie « autorise » les citoyens à déposer les armes, à rentrer dans leurs boutiques, dans leurs maisons ; que le Grand Conseil impose à cinq citoyens (12 août) l'obligation de

1. Varchi, liv. XI, XII, t. II, p. 480, 494.



fournir à la seigneurie cent mille ducats, remboursables dans les six mois par cent autre citoyens, devant eux-mêmes être remboursés par trois cents autres, créanciers de l'État sur les premiers impôts à lever [1]. Tous ces gens qu'on forçait à financer, écrit Capello, devaient être désignés par la seigneurie, mais sur les indications du pape, c'est-à-dire de Malatesta [2].

Le 20 août, Malatesta et Valori jouent la comédie de l'assemblée à parlement, selon ses invariables rites. Si quelque chose y paraît changé, c'est que les soldats qui gardent la place sont des Corses; c'est que, sur les personnes dont elle est remplie, il n'y en a pas, selon Varchi, trois cents de la ville. La seigneurie intimidée avait suivi Valori sur la *ringhiera*, couvrant le tout de son autorité expirante. Le chancelier Silvestro Aldobrandini ayant demandé, selon l'usage, si les deux tiers du peuple étaient présents, on lui répondit : *Sì! Sì!* « et il n'y eut personne qui osât répondre le contraire [3] ». Il demanda ensuite si l'on voulait confier à douze personnes autant d'autorité qu'en avait le peuple florentin tout entier. Ici encore la réponse fut affirmative, et ces cris significatifs la commentent, l'éclairent : — *Palle! Palle!* Medici! Medici! — Aussitôt les plus proches parents, les plus ardents amis de la famille, qui s'étaient réunis au palais, montent à cheval et parcourent triomphalement les rues. Baccio Valori va entendre la messe à la Nunziata, suivi d'une foule d'hommes, de femmes, d'enfants, la plupart de la populace, et criant à tue-tête : *Palle! Palle! Viva! Viva!* Il y eut bien quelques coups

1. Texte dans Falletti, t. I, p. 471. Cf. Cambi, t. XXIII, p. 70.
2. Capello, Dép. 90, du 13 août, p. 317.
3. Texte de l'acte du parlement dans Falletti, t. I, p. 464, note.

de couteau échangés; mais c'était sans conséquence et ne fut pas même remarqué[1].

Furent nommées membres de la balie les personnes que les maîtres du jour désignaient aux quartiers. Dans le nombre, quelques mécontents, fort peu du reste : ce semblant de condescendance ne pouvait nuire. Ainsi, le gonfalonier Girolami au quartier de Santa-Croce, avec deux autres du même bord. Mais au quartier de San-Giovanni, au cœur de la cité, sous les fenêtres du palais Medici, étaient portés et passaient haut la main Baccio Valori, Ottaviano des Medici et ce Luigi della Stufa qui arrivait de Rome pour soutenir, pour exagérer encore les exigences de Clément VII[2]. Si Francesco Guicciardini, Francesco Vettori, Roberto Acciajuoli ne furent pas membres de cette liberticide *balie*, c'est qu'ils étaient à Rome, travaillant de loin et sans danger à organiser le nouvel ordre de choses qu'ils avaient appelé de tous leurs vœux, préparé de tous leurs efforts.

Le jour même, au logis de Malatesta, où se réunissaient désormais toutes les pratiques, la balie tint sa première réunion. Elle cassa les Huit, les Dix, les seigneurs, confia le gonfalon de justice, pour deux mois comme par le passé, à Giovanni Corsi, tout frais débarqué de Rome, renégat des libérales traditions de sa famille. Comme « l'autorisation » de déposer les armes n'avait pas suffi, ordre était donné de les rapporter toutes, sous peine, pour la première infraction, de deux cents écus

1. Voy., outre l'acte du parlement (*Ibid.*, p. 462-68 note), Varchi, liv. XI, t. II, p. 480; Cambi, t. XXIII, p. 72; Segni, liv. V, t. I, p. 294-96; Nerli, t. X, p. 242.

2. Voy. tous les noms dans Varchi, liv. XI, t. II, p. 481; Ughi, liv. II, p. 168; Nardi, liv. IX, t. II, p. 255; Nerli, liv. X, p. 242. — Le document officiel est aux archives florentines (class. II, 3, 62, n° interno 39). Il a été revu à mon intention par l'obligeant M. Alessandro Gherardi.

d'amende ; pour la seconde, de la confiscation et de la mort. Les portes furent bien gardées, afin que personne ne pût sortir de la ville[1]. Les ventes de biens furent annulées. Les anciens possesseurs rentrèrent en possession, sans indemnité pour des acheteurs cependant non volontaires[2].

Le ravitaillement n'étant ni complet, ni même facile, pour avoir des grains, il fallut offrir une prime aux marchands[3]. Le trésor était toujours vide, malgré les expédients de la veille, et l'argent paraissait plus que jamais nécessaire, pour se débarrasser de l'armée impériale, dont la présence était un danger de toutes les heures. La balie ordonne donc de percevoir avec rigueur les sommes imposées, de revoir les comptes des commissaires du gouvernement tombé, pour leur faire rendre gorge, si l'examen les révélait malhonnêtes. Un impôt sera levé, non moindre d'un écu par tête, non supérieur à cent, mais qui, en aucun cas, ne tombera sur les amis des Medici. Le chroniqueur Cambi eut, de ce chef, à payer pour sa part deux écus, et il s'écrie : « Pensez en quelle misère était Florence ! » Comme cette taxe jugée si lourde ne saurait suffire, trente-deux citoyens, huit par quartier, vont demander, dans chaque maison, d'un florin à douze « à leur discrétion, dit Varchi, qui fut plutôt indiscrétion ». L'infortunée Florence dut se saigner aux quatre veines, et dépenser tant d'argent que la moitié, disait-on, aurait suffi pour vaincre. Aussi les

1. Nardi, liv. IX, t. II, p. 255, 256; Varchi, liv. XII, t. II, p. 498; Segni, liv. V, t. II, p. 300, 305.

2. Nerli, liv. XI, p. 248.

3. La balie à Luigi Guicciardini, commiss. à Pise, 2 et 26 sept., dans Falletti, t. I, p. 472. Elle est si absorbée par ces soins, qu'elle n'a pas le temps de nommer les commandants de forteresse, et qu'elle s'en excuse. (La même au même, 8 sept., Fall., t. I, p. 472, n. 4.)

riches Florentins qui avaient émigré pendant le siège n'osaient-ils rentrer, alors même qu'ils n'étaient pas ennemis des Medici[1].

A l'égard des soldats étrangers, toutes les craintes étaient légitimes. On lisait dans leur jeu, comme s'ils eussent étalé leurs cartes sur la table. Ils ne voulaient pas être payés, ils voulaient tenir Florence par le manque de vivres, y aigrir ainsi les discordes, y provoquer des rixes, trouver une occasion, un prétexte de la mettre à sac. Le moyen, c'était d'enfler incessamment les exigences, d'exiger impérieusement des sommes qu'il fût impossible de réaliser. Comment déjouer ce calcul ? Pour faire prendre patience, on donnait draps et tissus d'or estimés à vil prix ; on envoyait au camp soixante-quatre otages, bon nombre desquels restèrent prisonniers deux ans avant de pouvoir accomplir le sacrifice d'argent imposé à leur bourse[2].

Ces Turcs incirconcis, ces machiavéliques soudards comptaient beaucoup sur leurs rixes avec les citoyens, pour fournir l'occasion cherchée; les rixes qu'ils avaient entre eux dérangèrent leurs combinaisons. Le 28, le 29 août, les Italiens de l'armée impériale, s'étant assuré la neutralité des Allemands, tombaient sur les Espagnols. Mais une promesse tudesque n'était point parole d'évangile. Ferrante Gonzaga ayant fait comprendre à ces ultramontains que s'ils laissaient écraser par les régnicoles les autres étrangers leurs alliés, ils seraient écrasés à leur tour, les conditions de la lutte devinrent plus égales : six cents morts, trois cents bles-

1. Cambi, liv. XXIII, p. 74; Varchi, liv. XII, t. II, p. 494-497; Ughi, liv. II, p. 169.

2. Ughi, liv. II, p. 170; Segni, liv. V, t. I, p. 300.

sés restèrent sur le carreau. Par crainte des Italiens, les Espagnols se retirent dans les forts; par crainte des Espagnols, les Italiens se retranchent sur les hauteurs de Fiesole, abandonnées de leurs adversaires, et soit que la communauté d'origine et de langue les rendît moins durs, soit pour être soutenus du dedans, en cas de nouvelle attaque, ils laissèrent plus librement passer les vivres : Florence put enfin manger à son appétit. Du haut de la maison qu'ils habitaient, Malatesta et Valori avaient assisté impassibles à la sanglante bagarre, qui venait trop tard pour nuire à leur cause. Ils auraient pu secourir les Italiens; mais Valori tenait pour la prudence, aimait mieux ne rien risquer[1].

Ainsi divisés par le sang, et désormais irréconciliables, n'espérant plus le sac de la ville, les divers corps de l'armée impériale n'avaient plus que le désir d'être payés, et Valori croyait le pouvoir faire dans les deux jours. Malatesta lui-même recevait de Clément VII l'ordre, dès qu'il aurait son argent, dès que les Espagnols et les Allemands seraient partis, d'évacuer Florence, sans même attendre le départ des Italiens. Le madré Pérugin se déclarait prêt à obéir, heureux, écrivait-il au pape, de s'aller reposer dans sa patrie, et d'y guérir son mal, — le mal honteux qu'on sait, — « si Dieu lui en faisait la grâce ». Mais il ajoutait insidieusement que si, après son départ, les étrangers étant très près encore, survenait quelque malheur, il s'en lavait les mains; que les Italiens de l'armée, qui devaient prolonger quelque peu leur séjour, pourraient bien se joindre aux gens de

1. Varchi, liv. XII, t. II, p. 500-502; Segni, liv. V, t. I, p. 298, 299; Nerli, liv. XI, p. 246, 247; Michele Majo à Charles-Quint. Rome, 4 sept., dans de Leva, t. II, p. 641.

Maramaldo, fléau des lieux où ils passaient, et qu'enfin il lui eût été doux, en partant, de remettre la ville, affranchie de tout péril, aux mains des Illustrissimes neveux de Sa Béatitude[1].

D'après un dicton dès lors répandu, Clément VII aimait la trahison, non les traîtres[2]. Il persista donc à exiger l'éloignement de Malatesta, et, le 8 septembre[3], les Espagnols, les Allemands étant enfin payés et partis, le capitaine se prépara lui-même au départ. La tête haute, la conscience tranquille, il parlait à tout propos de « sa fidélité démontrée en tout temps par ses actes[4] ». Les traîtres, à ses yeux, c'étaient les Florentins qui avaient voulu se défendre. Convaincu d'avoir mérité leur reconnaissance en sauvant leur ville du sac, il ne comprenait pas qu'on lui pût reprocher de leur avoir désobéi pour leur bien ; et, en le disant, il était sincère, car c'est au pape qu'il le dit : on a remarqué avec raison qu'un traître peut bien se défendre, en public, du reproche de trahison, mais non pas en écrivant à l'instigateur de la trahison[5].

Son dernier acte ne fut pas d'un ennemi, ni même d'un homme irrité ou blessé. Au moment du départ, ses Pérugins et ses Corses, mutinés sur la place de Santa-Croce, réclamaient encore le sac. Pour les contenir, il dut paraître au milieu d'eux, et il y parut déjà monté sur son mulet de voyage. Les nouveaux gouverneurs le récompensèrent de ce service : ils le laissèrent emporter

1. Malatesta à Clément VII. Flor., 3 sept. Texte dans Varchi, liv. VII, t. II, p. 503, et Falletti, t. II, p. 134, note.
2. Varchi, liv. XII, t. II, p. 505.
3. Aless. Vitelli, agent du pape, à Luigi Guicciardini. Du camp, 4 sept. Texte dans Fall., t. I, p. 473; Continuateur de Landucci, p. 370.
4. Malatesta à Clément VII. Flor. 3 sept., *loc. cit.*
5. Falletti, t. I, p. 135.

un riche butin; ils lui firent présent de six petits canons, de deux lionceaux, de beaucoup de draps précieux; ils trouvèrent bon que ses soldats partissent les poches pleines de ducats, le cou ostensiblement orné de colliers d'or[1]. C'est chez lui, à Pérouse, que Malatesta eut son grand déboire : y rencontrant le cardinal Hippolito, qui y commandait au nom du Saint-Siège, il dut se retirer à la campagne. Dans cette retraite attristée, humiliée, il devait, le 24 décembre de l'année suivante, n'ayant encore que quarante ans, « rendre son âme au grand diable, comme on le croit, aller où sont Judas et les autres traîtres ». Ainsi parlent, à Florence, les patriotes attardés. Pour preuve, ils rapportent qu'un peu après sa mort, ses deux yeux éclatèrent avec un bruit tel qu'on l'entendit à une distance de trente brasses[2]. N'ayant pu châtier sa personne, ils se vengeaient sur sa mémoire. On raconte aussi qu'au moment de mourir, il donna secrètement à son fils le conseil de ne jamais servir les Républiques[3]. Conseil bien inutile! Il y avait mis bon ordre, en livrant la seule, si l'on excepte Venise, assez riche encore pour payer.

Malatesta parti, c'est Baccio Valori qui, au nom de son maître le pape, règne à Florence. Il ordonne tout, il dispose de tout, même des plus petites choses. Sa prudence, pourtant, ne l'abandonne point : il ne sort toujours qu'entouré de lansquenets. A son service il a les 2,500 du comte de Lodrone, « homme de foi et de

1. Varchi, liv. XII, t. II, p. 506, 507; Ces. Bontempi, *Arch. stor.*, 1a ser., t. XVI, p. 342, 343.

2. Ughi, liv. II, p. 168; G. B. Vermiglioli, *Vita e imprese militari di Malatesta IV de' Baglioni*, p. 140. Pérouse, 1839, ouvrage apologétique, mais bien renseigné.

3. Varchi, liv. XII, t. II, p. 562.

vertu rares », dit Varchi, et il les a en garnison tout autour de lui, au palais Medici, où il a fixé sa résidence comme s'il était de la famille, et dans l'église, toute voisine, de San-Giovannino. Un certain nombre de ces mercenaires sont détachés au palais public, où continue de siéger la seigneurie, désormais vain et ridicule décor. C'est une surveillance bien plus qu'une protection. Point d'autre force armée, d'ailleurs, à Florence : cette poignée d'hommes suffit à en contenir quatre-vingt mille, qui n'ont que trop cessé d'être frémissants. Déjà sont loin les Italiens de l'armée impériale, et ils n'ont point laissé de regrets. Ne se plaignaient-ils pas, en vrais soudards sans patrie, d'avoir été payés après les autres, et moins que les autres, si même ils l'avaient été [1] ?

Le monstre libre est si bien dompté et muselé que les plus peureux bannis peuvent rentrer dans leurs demeures, et que l'œuvre de la réaction vindicative, de la répression impitoyable commence sans plus de retard. Clément VII n'a garde, quant à lui, d'y venir présider : il reste loin de sa ville natale ; même il ne permet à aucun membre de sa famille d'y reparaître, et il en retire jusqu'à la *duchessina*, Catherine de Médicis. Son calcul est bien clair : il veut que Valori et les nouveaux Huit, agissant toujours sous son inspiration, paraissent n'agir que de leur propre mouvement. Il leur laisse, selon la tradition machiavélique de sa race, tout l'odieux des sévérités, et il n'intervient que pour les faveurs. Valori et les Huit sont encore, au moins de nom et d'apparence, la République. Si la République, au lieu de réclamer l'exécution des promesses du traité sur la liberté et le

1. Varchi, liv. XII, t. II, p. 508, 509, 513 ; Segni liv. V, t. I, p. 300-302.

pardon, veut elle-même châtier ses mauvais citoyens, changer ses lois et sa constitution, n'en est-elle pas maîtresse ? Les Medici hériteront de son œuvre, ils ne se seront pas parjurés. Au besoin, ils ne reculeraient pas devant le parjure; mais s'ils en peuvent faire l'économie, c'est un avantage de plus contre l'ennemi, contre les sujets malgré eux.

Avec ceux qui se ruent à la servitude, pas n'est besoin de parler nettement : on s'entend par sous-entendus. Le vainqueur trouve toujours qui le sert spontanément. Dès le 12 août avait commencé, presque sans ordres, l'inique mais naturelle réaction. Divers jeunes gens de la milice, s'étant adjoint quelques soldats de Malatesta, étaient allés à Santa-Maria Novella prendre le prédicateur Benedetto de Foiano, pour le conduire en prison, et ils l'y avaient conduit sous un torrent d'outrages. Valori l'expédia aussitôt au château Saint-Ange où il devait, sous l'œil de Clément VII, mourir de faim, de soif, de misère, de saleté. Vainement, pour se racheter, avait-il offert à son geôlier d'écrire un livre où il eût réfuté l'hérésie luthérienne. L'autre prédicateur du siège, Fra Zaccaria, s'enfuit sagement vers Venise. Mais, avec moins de sagesse se ravisant, il rebroussa chemin, pour se venir jeter aux pieds sacrés du saint-père : il mourut en voyage, et, comme toujours, le sinistre mot de poison courut de bouche en bouche. Dante de Castiglione s'enfuit aussi, déguisé en moine : il ne savait pas encore que le froc ne protégeait plus. D'autres l'imitèrent. Stefano Colonna, sur le point de retourner en France, favorisait les évasions[1].

1. Varchi, liv. XII, t. II, p. 498-500; Nardi, liv. IX, t. II, p. 256.

Fort triste était le spectacle qu'offrait Florence. Pendant les deux mois qui s'écoulèrent entre la capitulation et le jour où, confiné au dehors, Busini dut quitter sa patrie, il vit les jeunes brouillés entre eux, les vieux bafoués par la plèbe. Il se réjouit de sa condamnation, ou s'efforce de s'en réjouir, pour ce motif qu'il ne verra plus ces scènes écœurantes. Mais à sa candeur échappe un aveu qui mérite d'être retenu, car il est comme la morale des révolutions : « Cette ville, écrit-il, était proprement un enfer. Ils furent enragés envers nous, comme nous l'avions été envers eux, avec cette différence que nous avions raison et qu'ils avaient tort[1] ». Langage naïf sans aucun doute, qui a pourtant bien sa large part de vérité : l'impartiale justice du temps ne met pas en balance, quels qu'aient pu être les torts de part et d'autre, l'opprimé et l'oppresseur, la victime et le bourreau.

Les Huit, dans leur zèle cynique, auraient fait bien plus de mal encore, s'ils n'eussent été retenus par Valori, qui avait soif d'or plus que de sang[2]. Moyennant finance, Valori sauva la vie à plusieurs. C'est en lui prêtant quatre mille florins que Zanobi Buondelmonti put se tirer d'affaire. Il était pourtant membre de la *balie :* cette qualité, pas plus que le froc, ne protégeait alors ceux qui en étaient revêtus[3]. L'ex-gonfalonier Girolami en fut une autre preuve. Lui aussi, il était de la *balie.* Valori ne voulut ou ne put le sauver. S'il échappa à la mort, ce fut grâce à don Ferrante Gonzaga : il lui avait envoyé, pour

1. Busini, Lettre XIX, p. 166, 170.
2. Pitti, *Apologia de' cappucci*, p. 375.
3. Varchi, liv. XII, t. II, p. 511; Nardi, liv. IX, t. II, p. 255; Busini déclare avoir vu Valori signer l'obligation de 4,000 écus. (Lettre XIX, p. 164, 168.)

guérir son fils malade, l'anneau de san Zanobi, un joyau de famille[1]. Mais il ne put échapper à la détention perpétuelle dans la forteresse de Pise, où il mourut misérablement, deux ou trois ans plus tard. Pour lui encore, le bruit courut que sa mort n'était point naturelle, qu'on lui avait versé du poison[2].

Condamner à la mort lente ou déguisée ne suffit bientôt plus. Le 24 octobre, six d'entre les suspects encourent la sentence capitale, sans préjudice de l'inévitable confiscation des biens[3]. Le même jour, Jacopo Gherardi est mis à la torture. On lui extorque cet aveu qu'il a poussé à la résistance en supprimant certaines lettres des orateurs auprès du roi très chrétien, qu'il a renversé Niccolò Capponi pour motifs de haine privée, qu'il a comploté contre la vie du pape et de son commissaire Baccio Valori. Le 30, cet ardent et fougueux vieillard avait la tête tranchée avec Dante de Castiglione et Francesco Carducci, tenus comme lui pour auteurs principaux de la rébellion et de la guerre. Ils moururent tous les trois en hommes de cœur[4]. Le 21 novembre, c'est le tour de Luigi Soderini et de Giambattista Cei : ils ont proféré des injures publiques contre le pape et les Medici ; ils ont participé, étant des Dix, à la sentence en vertu de laquelle Lorenzo Soderini

1. San Zanobi était des Girolami. Voy. Nardi, liv. IX, t. II, p. 254.

2. Ughi, liv. II, p. 170, 171 ; Varchi, liv. XII, t. II, p. 510. — L'empoisonnement n'est pas probable. Clément VII avait autorisé Girolami, moyennant une caution de 20 ducats, à circuler dans toute la forteresse. S'il y eut empoisonnement, ce serait le fait de quelque violent du parti vainqueur, irrité de cet acte de clémence relative. Voy. Luigi Guicciardini à son frère Francesco. Flor., 20 nov. 1531, dans Benoist, App. XIV, p. 416.

3. Falletti (t. I, p. 474) donne les noms d'après les *carte strozziane*.

4. Busini, Lettre XIX, p. 165 ; Falletti, t. I, p. 475 et note, contenant un texte y relatif.

avait été pendu[1]. Ce n'est donc pas pour vivre qu'on tue, c'est pour venger et se venger. De telles rigueurs s'appelaient autrefois des représailles; elles s'appellent aujourd'hui la réaction, la terreur rouge ou blanche des plus mauvais jours.

Pas plus sur le territoire que dans Florence même les victimes désignées ne sont à l'abri. Pier Adoardo Giachinotti, commissaire à Pise, avait, jusqu'au dernier moment, refusé de croire à la capitulation[2]. Ce n'était pas un crime, ou c'était le crime d'un vaillant cœur. Il pouvait se sauver; il eut confiance dans le pacte juré, dans la parole d'un pape. Il attendit avec une fermeté calme son successeur Luigi Guicciardini et lui remit fidèlement les services. Il n'en fut pas moins décapité avec son fils (21 novembre). Le grief avoué par l'accusation fut qu'il aurait causé la mort de Jacopo Corsi, condamné par la *Quarantia* sous son commissariat. En admettant que ce ne fût pas une calomnie parmi tant d'autres, son jeune fils, de quoi l'accusait-on[3]?

Quant aux confiscations, elles ne se comptaient plus. Les moins inhumains, en ce moment de rigueurs, ne s'en pouvaient faire scrupule. « On demandait des confinés, écrit Busini, comme on demande des offices[4] ». Et Varchi de son côté : « On achetait des hommes comme on fait des bêtes; et Francesco Guicciardini se montra plus passionnément cruel que les autres[5] ».

1. Falletti (t. I, p. 189, n. 3) renvoie aux doc. mss. des Archives florentines. — Varchi, liv. XII, t. II, p. 516; Nardi, liv. IX, t. II, p. 253; Ughi, liv. II, p. 170; Cambi, t. XXIII, p. 79, 81; Nerli, liv. XI, p. 251, 252.

2. Voy. sa dernière lettre, du 14 août, avec post-scriptum, dans *Arch. stor.*, 1a ser., t. IV, part. II, p. 682.

3. Varchi, liv. XII, t. II, p. 518; Nardi, liv. IX, t. II, p. 228, 230; Segni, liv. V, t. I, p. 302; Ughi, liv. II, p. 170.

4. Busini, Lettre XIX, p. 165.

5. Varchi, liv. XII, t. II, p. 529.

Aussi appelait-on cet historien, ce fidèle du pape, « ser Cerretieri ». C'était le nom de l'odieux *bargello* ou bourreau du fameux duc d'Athènes[1]. Varchi nomme cent quarante-deux victimes de cette catégorie; mais comme il ajoute que plusieurs furent condamnés avec leurs fils, on peut croire au chiffre de deux cents et plus, que donne Fra Giuliano Ughi[2].

On confinait pour si peu de chose! Deux amis de Niccolò Capponi subissent cette peine pour n'avoir pas été à San-Spirito « adorer » Malatesta. Le souvenir de cet ancien gonfalonier, quoiqu'il ne pût pas être désagréable aux vainqueurs, ne protégea point ses familiers[3]. D'ordinaire, la confination était pour trois ans; mais en 1533, on en recula le terme extrême; on y ajouta des changements de résidence qui aggravaient la peine, car il fallait se rendre en des lieux déserts et insalubres, où beaucoup moururent de fatigue, de faim, de misère[4]. Ici du moins le but poursuivi était perfidement pratique : on poussait les confinés, pour éviter de longs voyages ou des résidences odieuses, à rompre leur ban. Le ban rompu, on les déclarait rebelles, ce qui permettait de confisquer leurs biens et de remplir le trésor public épuisé[5].

Que Battista della Palla ait, par ce moyen, connu la souffrance et la ruine, personne ne s'en affligea, per-

1. G. Capponi, t. II, p. 473.

2. Ughi, liv. II, p. 170.—Falletti (t. I, p. 476) relève sur les *carte strozziane*, du 24 octobre au 31 décembre, 150 décapités, emprisonnés ou confinés. La différence provient sans doute de ce que nos auteurs ne fixent pas de limite dans le temps.

3. Busini, Lettre XXI, p. 170.

4. Voy. Varchi, liv. XII, t. II, p. 525-528.

5. Ughi, liv. II, p. 170. — Varchi (liv. XII, t. II, p. 531-533) donne la liste d'un certain nombre de ces confinations aggravées avec indication des lieux.

sonne ne le plaignit : tous avaient contre lui le sérieux et national grief des peintures, des sculptures, des médailles, des marbres détournés, envoyés et vendus en France. Mais que Donato Giannotti, secrétaire des Dix et si honnête homme, fût aussi victime des nouveaux maîtres, c'est ce que le sentiment général accepta moins aisément. Accusé d'avoir lu en Conseil certaines lettres autrement qu'elles n'étaient écrites, il faillit payer de sa vie ce crime non prouvé, et il le paya de la confination dans le *contado*. Le *contado*, c'était presque la ville, et la punition semble douce ; seulement il faut savoir que cette douceur provenait d'un calcul : le pape avait ordonné de garder sous la main les hommes considérables par leurs richesses ou leurs talents. De même faisait-on pour Alfonso Strozzi, pour les deux Tommaso Soderini, pour Jacopo Nardi et d'autres encore[1]. L'historien Nardi, le plus intéressant de tous, fit un suprême effort pour n'être pas englouti dans le naufrage de la liberté et « réduit à mendier son pain[2] ». Son revenu, s'il perdait son office, n'était plus que de trente ducats, et il avait quatorze bouches à nourrir[3] ! Il n'obtint aucun adoucissement à son sort, et dut continuer de vivre dans l'exil[4]. Quant à Michel-Ange, dépourvu de courage comme Nardi de dignité, il se cachait dans le campanile de San-Niccolò[5]. S'il échappa à la proscription,

1. Varchi, liv. XII, t. II, p. 510-514, 530.
2. Jacopo Nardi à Luigi Guicciardini, dans Falletti, t. I, p. 190, n. 4.
3. Benivieni à J. Salviati, dans Guasti, *Le carte strozziane*, t. I, p. 303 et 454, et dans Falletti, t. I, p. 190, n. 4.
4. Voy. sa vie par Carlo Maria Nardi, en tête de l'édition Arbib, t. I, p. XLI, XLVIII.
5. Vasari, *Vita di M. A.* Note de Milanesi, t. VII, p. 201, n. 2. — Villari (*Civiltà italiana*, 8 janv. 1865) et Falletti (t. I, p. 190) demandent si M. A. aurait dû s'aller jeter dans les bras du Bargello. Non; mais il manquait

c'est parce que Clément VII crut devoir l'employer à la sacristie de San-Lorenzo[1]. Artisan besogneux, il ne pouvait refuser ses services.

Bon nombre de ces bannis, perdant tout espoir de retour, s'établiront définitivement à l'étranger. En 1436, dix-sept d'entre eux fondent à Venise une compagnie ou confrérie, dont Jacopo Nardi fut le directeur[2]. D'autres vont renforcer les colonies florentines des bords du Rhône, d'Avignon, de Lyon, où se trouvaient déjà tant d'ennemis des Medici. Comme leurs devanciers, ils se livrent à la banque, à l'industrie. Les Gondi, les Riquetti sont de cette émigration. D'autres sont moins reconnaissables, parce qu'ils défigurèrent leurs noms pour les écrire comme on les prononçait en France, preuve de leur dessein de devenir et de rester Français[3].

A ces persécutions impolitiques et puériles, Baccio Valori essayait bien de mettre un terme : — Soyons indulgents, disait-il. Sans ces fous, nous ne serions pas dans notre patrie[4]. — Mais il y fut impuissant. Elles durèrent tant que Charles-Quint n'y mit pas un terme. « Sans son intervention, écrit Varchi, elles auraient égalé celles des triumvirs à Rome, ou du moins dépassé celles de Cosimo en 1434[5]. » Comment la proscription

certainement du courage civil. En 1512, alors que son père est persécuté par les Medici, il écrit : « Je n'ai jamais rien dit contre eux, même sur le fait de Prato, dont les pierres mêmes parleraient, si elles pouvaient. Je n'ai jamais cru ce qu'on disait d'eux, et je demandais qu'on ne m'en parlât plus. » (Lettre de M. A., Musée britannique, publiée par Goti, *Vita di M. A.*, t. I, p. 93, Flor., 1875, et Falletti, t. I, p. 191.

1. Varchi liv. XII, t. II, p. 515, 516.

2. Voy. sa vie dans l'éd. Arbib, t. I, p. XLVIII. Les statuts de cette confrérie ont été publiés dans *Arch. stor.*, App., IX, 457-97.

3. Voy. G. Capponi, t. II, p. 475 et n. 2.

4. Segni, liv. V, t. I, p. 308.

5. Varchi, liv. XII, t. II, p. 534.

eût-elle épargné les vivants, quand elle n'épargnait pas les morts, pas même le plus illustre d'entre eux, ce vaillant Ferrucci dont on honorait la glorieuse mémoire en confisquant ses biens, en incarcérant ses deux secrétaires[1] ! Faut-il enfin renoncer, d'ordre impérial, à ces odieux moyens de battre monnaie, on en trouve d'autres non moins inavouables : on taxe de libertins, de *piagnoni* les créanciers de la commune, prétexte suffisant pour supprimer leur créance. On réduit de trois cinquièmes les intérêts du *monte*. Ce fut la ruine de bien des familles, surtout des veuves et des orphelins[2]. L'empereur ne pouvait intervenir à tout propos, et il fallait bien de l'argent.

Dans cette malheureuse cité, les richesses changeaient donc de mains. Les hommes n'y étaient plus les mêmes, et ceux qui revenaient de l'exil reconstituaient leur fortune avec une incomparable « gloutonnerie[3] ». Rougissant d'être subordonnés à Valori, ils rêvaient d'un gouvernement oligarchique, non monarchique, qui leur eût fait au soleil une grande place. C'est pour leur donner satisfaction dans une certaine mesure que, le 8 novembre, la Balie était portée au nombre de 146 membres par l'adjonction de 134 *arruoti*, tous amis dévoués[4]. Leur accession, leur contentement, donnaient une plus

1. La Balie à Luigi Guicciardini, 27 août. Texte dans Fall., t. I, p. 476, n. 3; 26 sept., *ibid.*

2. Varchi, liv. XII, t. II, p. 540; Segni, liv. V, t. I, p. 318; Nerli, liv. XI, p. 248.

3. « Ingordigia » dit Varchi (liv. XII. t. II, p. 538). Au premier rang, Rob. Acciajuoli, Fr., Vettori, Fr. Guicciardini. Voy. à la date du 18 oct., une délibération de la Balie sur les biens de Guicciardini, dans Benoist, p. 412, App. 13.

4. Les auteurs ne s'accordent, sur la date et sur le nombre des membres de cette grande *Balie*, ni entre eux, ni avec le document officiel. Nous croyons donc devoir publier ce dernier en appendice. Il porte 147 noms, mais c'est que la liste une fois dressée, on y ajouta Giuliano di Pier Cap-

large assiette au seul pouvoir effectif qu'il y eût alors dans l'État. Parmi ces *arruoti* se trouvent les noms significatifs de Raffaello et Bivigliano des Medici, Francesco et Luigi Guicciardini, Francesco Vettori, Filippo des Nerli, l'historien *pallesco*, Prinzivalle della Stufa, connu par son juvénile complot contre Pier Soderini, enfin Matteo et Filippo Strozzi. Ce dernier venait à peine de rentrer dans sa patrie avec ses onze enfants. Sauf le pape, implacable en ses rancunes, les Medici oublient leurs vieux griefs contre ce prolifique parent, en considération de son éloignement volontaire et boudeur sous le gouvernement tombé.

Cette « Grande Balie » ou « Sénat », comme on finit par l'appeler, remplaçait le Grand Conseil. Si élargis qu'en fussent les cadres, ils ne pouvaient comprendre encore tous les ambitieux, et il y eut des mécontents[1]; mais peu importait. Clément VII ne voyait là qu'une organisation provisoire; il avait d'autres vues, des vues personnelles, dont ne parvenaient à le détourner ni ses amis rentrés à Florence, ni les cardinaux Ridolfi, Cybo, Salviati, qu'il avait auprès de lui, ni le père de ce dernier, le vieux Jacopo Salviati, dont le tardif repentir lui conseillait le maintien de la liberté.

Pour faire triompher ces vues, le pontife avait envoyé Alessandro des Medici, son bâtard inavoué, dans les Flandres, auprès de Charles-Quint. Ce jeune homme avait pour mission d'obtenir de l'empereur qu'il réglât, dans les limites de temps fixées par la capitulation, la

poni, et on oublia d'effacer Maso de Bernardo des Nerli, qui ne figure pas sur la copie au net de la minute. Telle est l'explication de M. Al. Gherardi, à l'obligeance de qui nous devons d'avoir sous les yeux et sous la main ce document.

1. Varchi, liv. XII, t. II, p. 538.

question importante du gouvernement nouveau. Mais pour le maître affairé de tant de royaumes, la forme de la soumission florentine n'avait point d'intérêt, et il se montrait peu empressé[1]. Évidemment, il fallait trouver encore une solution provisoire. Les amis de la première heure, ceux qui par la rigueur, par l'oppression de la liberté, avaient affermi le succès, ne pouvaient plus rendre de services : leur zèle excessif, la haine publique, les avaient usés. Force était donc de les éloigner, sous couleur de récompense, et de les remplacer.

C'est ainsi que Francesco Guicciardini fut nommé lieutenant de Bologne, au grand déplaisir des Bolonais, accoutumés à avoir pour chef un ecclésiastique. Baccio Valori fut président de Romagne, et trouva son salaire maigre, car il avait, paraît-il, promesse du chapeau. Tandis que dans ces exils dorés leur ambition voyait une disgrâce, le public les critiquait comme faveurs scandaleuses : sur la tête de ces hommes qui avaient non donné, mais vendu Florence, il aurait appelé de sévères châtiments[2].

Un seul les remplaca tous. En février 1531 arriva de Rome Nicolas Schomberg, cet Allemand devenu archevêque de Capoue et favori du pape. Se souvenait-il encore du temps où il était un fervent adepte de Savonarola? Il avait pour Clément VII le double avantage d'un dévouement sans réserve, parce qu'il était de fraîche date, et d'une connaissance approfondie de Florence. Il plut aux Florentins. D'esprit vif et sensé, d'humeur modeste et avenante, il donnait audience à

1. Varchi, liv. XII, t, II, p. 529.
2. *Id.*, ibid., p. 513, 559, 560, 581.

toute heure; il ne laissait jamais s'emplir son antichambre; il s'occupait même des affaires privées [1]; il ne mécontentait que les amis violents du pape. Bientôt ils exhaleront leurs plaintes, avec réserve, non sans amertume. « Monsignor Reverendissimo, écrit, par exemple, Luigi Guicciardini, se comporte fort civilement et fait le possible pour s'assurer le nom d'homme sage, juste, paisible. Si c'est l'avantage de Sa Seigneurie Révérendissime, ce ne sont pas nos vues. Qui gouverne un État comme celui-ci doit suivre la même fortune que les autres partisans, surtout quand on a affaire avec des cervelles désespérées, comme sont nos ennemis. Si monsignor n'a pas tort, c'est qu'il n'est pas Florentin. Son gouvernement m'aurait plu avant 1524. Mais puisque la pitié, la justice, la raison, dont on usait avant 1527, n'ont servi de rien, on peut en conclure qu'il en sera de même à l'avenir [2]. »

Valait-il la peine de murmurer ainsi et de grogner, si l'on peut dire, contre le provisoire? Il était bien clair que le moine tudesque ne serait jamais seigneur de Florence, et qu'il tenait la place du seigneur que Clément VII avait déjà sans doute désigné *in petto*. Qui serait-ce? Hippolito ou Alessandro? Les paris étaient ouverts. Hippolito avait pour lui d'être beau, gracieux, intelligent, populaire pour sa libéralité, par où il ressemblait au premier pape emprunté aux Medici, bien plus qu'au second. Privé de ces avantages, Alessandro se rattrapait par la sensibilité de la fibre paternelle, et cette sensibilité était trop connue pour que nos fins Tos-

1. Segni, liv. V, t. I, p. 322, 323; Nerli, liv. X, p. 252.
2. Luigi Guicciardini à son frère Francesco. Flor., 20 nov. 1531, dans Benoist, p. 416, 417, App. XIV.

cans ne comprissent pas quel était le bon moyen de plaire à Clément VII. Ce laid moricaud, d'ailleurs, était laïque ; comme tel, il pourrait ouvertement perpétuer la famille; gendre désigné de Charles-Quint, d'après les conventions de Barcelone[1], il obtiendrait sans doute l'appui impérial. En conséquence, le 7 février 1531, la Balie, dans son empressement à servir, « considérant de quelle gloire, de quel honneur il est pour une république bien instituée de se remémorer les bienfaits qu'elle a reçus, et se rappelant ce que la cité doit à la très noble et très illustre maison des Medici, connaissant les excellentes vertus, vie et mœurs de l'illustrissime seigneur duc Alessandro, fils de la bonne mémoire de l'illustrissime seigneur duc Lorenzo des Medici », se l'adjoint pour être un de ses membres et aussi de tous les offices, « nonobstant toute inhabileté d'âge, de *divieto* ou autre qu'on pourrait alléguer[2] ». Sur quatre-vingt-quatre votes émis, il n'y avait eu que douze fèves blanches, et c'est encore beaucoup dans une assemblée soigneusement triée sur le volet, résolue à plaire au véritable maître. Les Huit assignèrent au jeune duc un revenu annuel de vingt mille ducats; ils mirent à ses ordres, mais aussi à sa charge, les soldats d'Alessandro Vitelli et ceux de Leone Ridolfo Baglioni. Ce dernier était le fils du « traître » Malatesta. Il pouvait servir Florence, sans méconnaître le conseil de son père, l'exhortant à ne plus rechercher la solde des répu-

1. On appelle dès lors couramment Alessandro gendre de l'empereur; mais ce ne sont que des fiançailles. Marguerite de Flandre était née en 1523. Le mariage n'eût lieu qu'en 1536, à Florence. Voy. Arch. Sen., Balia, t. CCXLIV, p. 440, dans Falletti, t. I, p. 495, et Rawdon Brown, *Margaret of Austria, duchess of Parma*. Venise, 1880.

2. Texte d'après les *Carte strozziane*, dans Fall., t. I, p. 465-70.

bliques. La république florentine de 1531, sous le duc Alessandro, mérite son nom tout juste autant que la république française de 1804 le sien sous Napoléon empereur[1].

Entre les deux cousins, grâce à la courtisanesque Balie, les plateaux de la balance ne se faisaient plus équilibre. C'était pour son préféré un coup de partie. Hippolito était d'autant plus furieux qu'entre Alessandro et lui régnait, d'ancienne date, une invincible inimitié. Dans leur enfance, ils s'injuriaient, se battaient même, quand ils espéraient que le pape n'en saurait rien. La puberté n'avait point dissipé, loin de là, ces haines précoces. Objectait-on au cardinal qu'il avait vendu son droit d'aînesse pour le chapeau, il pouvait répondre que Clément VII, étant lui aussi prince de l'Église, avait régné sur Florence. Ce mécontentement trouvait un point d'appui dans celui de Valori, qui, exilé dans sa présidence de Romagne, avait « tourné casaque[2] ». Se trouvant de passage à Rome, Valori fournit de l'argent au jeune cardinal, pour se rendre à Florence à l'insu du pape.

Hippolito y arriva le 20 avril, suivi seulement de quatre cavaliers. Il espérait provoquer en sa faveur quelque manifestation qui forcerait la main à Clément VII, avant qu'Alessandro fût de retour des Flandres. Mais à peine a-t-il trouvé le gîte et le sommeil qui le reposent de sa longue chevauchée, qu'il est éveillé en sursaut et

1. Ms. de la Bibl. Capponi, contenant les actes relatifs à la constitution du nouveau gouvernement. Voy. G. Capponi, t. II, p. 479. Cf. Lettre du 15 juillet 1531 dans Fall., t. I, p. 488. App. IV. Nerli (liv. X, p. 255) donne pour cet acte la date du 17 février. — On sait que jusqu'en 1808 les actes, les monnaies portaient ces mots : « République Française. Napoléon empereur. »

2. « Volto mantello » (Nerli, t. XI, p. 254).

voit le cardinal Schomberg debout devant lui. Le coup est donc manqué, et l'étourdi qui l'a voulu faire ne sait plus à quel saint se vouer. Cette girouette de Valori accourt de Rome, bien stylé sans doute : lui qui l'a lancé, il le retient et lui promet, au nom du pape, tout ce qu'il demandera. Avec son caractère doux et léger, plus propre à agir sur l'instigation d'autrui que selon ses propres desseins, Hippolito fit contre mauvaise fortune bon cœur, et repartit sans retard pour Rome (27 avril), avec le versatile conseiller qui l'en avait expédié. La compensation ne se fit pas attendre : le cardinal Pompeo Colonna ayant fini, au mois de juin suivant, sa longue carrière, il lui succéda dans le poste lucratif de vice-chancelier, fut en même temps archevêque de Monreale, et obtint d'autres riches prébendes[1].

Cependant, ce petit coup de tête, qui n'avait pu devenir un coup de main, faisait comprendre à Clément VII la nécessité de trancher dans le vif, de couper court aux espérances ambitieuses. Mais ne pouvant rien qu'avec et par l'empereur, il lui dépêcha, à Bruxelles, Palla Rucellai et Francesco Valori, chargés d'obtenir enfin ce que n'avait pas encore obtenu Alessandro, qu'il réglât la question toujours pendante de la forme du gouvernement. Mieux eût valu sans doute qu'une manifestation spontanée, qu'un vote solennel des Florentins désignât le bâtard pour la seigneurie ducale; mais la Balie n'ayant osé aller jusque-là, il n'y avait plus qu'à supplier César de faire l'autre moitié du chemin, de rendre une décision impériale qui ferait loi[2].

1. Nerli, liv. XI, p. 254-255; Varchi, liv. XII, t. II, p. 559-61; Segni, liv. V, t. I, p. 326, 327.
2. Nerli, liv. XI, p. 255; Segni, liv. V, t. I, p. 323.

Rucellai, dans une belle harangue en latin, dit au redouté souverain de qui tout dépendait qu'il venait au nom des nobles, ses compatriotes, le prier de leur rendre leur ville, si longtemps aux mains d'hommes de basse condition, d'artisans, de scélérats. Il ne souffla mot de la capitulation, pour ne pas avoir l'air de reconnaître un droit de l'empire sur Florence; mais il parla du pape, il accabla d'éloges l'empereur, qui avait conclu la paix avec Venise et Milan, tiré du fond de l'abîme, relevé, réorganisé l'Italie. Puis il demanda pour duc le magnifique Alessandro, gendre désigné de Sa Majesté Impériale. Il n'osa pas dire nettement, mais il laissa entendre que la seigneurie du duc ne devait pas entraîner la ruine des anciennes libertés[1].

Charles-Quint ne donna pas immédiatement de réponse; mais il ne tarda pas à publier, en mai 1531, le *lodo*, antidaté du 28 octobre[2], pour qu'il parût avoir été rendu dans le délai de quatre mois, qu'avait fixé la capitulation. Les Medici étaient rétablis dans tous leurs droits, et si les mots *libertas reipublicæ* se lisaient écrits plusieurs fois dans l'instrument, c'était par manière de parler, peut-être même pour donner le change. L'*illuster Alexander de Medicis, Dux civitatis Pennæ*[3], y est déclaré chef, mainteneur, protecteur de Florence, avec le droit et le devoir d'intervenir dans les offices, sa charge, sa dignité étant héréditaire chez ses descendants, et, à leur défaut, dans une autre branche de la famille.

1. Ms. contenant les actes relatifs à la constitution du nouveau gouvernement, dans Capponi (t. II, p. 479) qui résume le discours de Rucellai.
2. Capponi, Falletti disent le 27; Lünig (t. I, p. 1163) de même, mais seulement dans le titre; il dit, dans le texte, le 28, en cela d'accord avec Du Mont (t. IV, part. II, p. 72, doc. 51.)
3. Il y a dans le val d'Arno supérieur un château et un village de Penna. Voy. Repetti, t. IV, p. 96.

L'empereur déclarait être venu dans la péninsule pour la pacifier, y rétablir les prérogatives de l'empire, y ôter des mains de la plèbe la chose publique, pour la remettre en des mains plus nobles et plus dignes[1].

Alessandro n'avait plus rien qui le retînt à Bruxelles. Il en repartit sur l'ordre du pape, et arriva à Prato le 2 juillet. Il s'y arrêta, « à cause d'une épidémie qui régnait à Florence, laquelle était faible ; mais il avait peur qu'elle n'augmentât[2] ». Le lendemain, il envoya dans la ville l'ambassadeur de Charles-Quint, Giovanni Antonio Muscettola, porteur du diplôme impérial[3], et lui-même il fit son entrée le 5, mais de nuit, sans cérémonie : il avait même refusé toute escorte. Son premier soin fut d'aller rendre grâces à la Nunziata. Au palais Medici, où il s'établit ensuite, affluèrent sans retard les visiteurs de haut rang. Le 6, dès le matin, il alla saluer la seigneurie. Deux évêques, ses courtisans, marchaient l'un devant lui, l'autre derrière ; le peuple se pressait sur son passage ; les enfants criaient : *Palle! Viva!* au grand déplaisir des *piagnoni*[4]. Les seigneurs, l'ayant reçu au bas de l'escalier, le conduisirent dans la salle dite depuis « des Deux Cents ». Là, sur une estrade, prit place le représentant de l'empereur, avec le duc à sa droite, le gonfalonier à sa gauche, et, de chaque côté, quatre desdits seigneurs. Muscettola présenta le pardon de son maître comme une grâce due au pape. Il lut ensuite la bulle impériale et en baisa le sceau d'or. Le

1. Voy. le texte dans Du Mont et Lünig, *loc. cit.* On peut en lire un assez long passage dans Capponi, t. II, p. 481, note.
2. Cambi, t. XXIII, p. 104.
3. Varchi, liv. XII, t. II, p. 568.
4. Lettres des 6 et 15 juillet, dans Fall., t. I, p. 486, 487, App. I, nos 3, 4; Cambi, t. XXIII, p. 105; Nerli, liv. XI, p. 256; Varchi, liv. XII, t. II, p. 569.

gonfalonier de justice, Benedetto Buondelmonti, tout récemment sorti de la forteresse de Volterre, où le gouvernement populaire l'avait enfermé comme *pallesco*, répondit par des remerciements baignés de larmes d'allégresse. Puis, les *proposti* de chaque office se levèrent, et, chacun à son tour, au nom de son collége, vint accepter et promettre l'observation de la bulle ; ils s'inclinèrent pour la toucher de la main droite, tandis que, de la gauche, par respect, ils ôtaient leur capuchon. Démonstrations de pure convenance, et qui ne partaient point du cœur : on savait que la bulle impériale, d'après les désirs du pape, ne disait rien du premier article de la capitulation sur le maintien de la liberté.

La cérémonie d'installation terminée, le duc prit séance, comme *proposto* ou président, parmi les seigneurs. Il indiqua diverses mesures à édicter : la plus importante, c'étaient des aumônes aux *luoghi pii*. Le soir, les *Stinche* furent ouvertes, et, selon le rite de tous les temps, on alluma des feux de joie. Le lendemain, 7 juillet, la seigneurie alla en corps faire visite au duc son chef, proclamant par là, devant tout le peuple, qu'elle abandonnait l'autorité suprême. Le gonfalonier et ses collègues durent faire antichambre, ce dont riaient beaucoup les courtisans. Deux mois plus tard, le 8 septembre, fut supprimé le collège des gonfaloniers de compagnies, qui avait, comme on sait, la principale action sur le peuple. Il était, disait-on, « inutile et tyrannique, comme tous les autres de Florence [1] ». Rassuré contre l'opposition éventuelle de ces chefs populaires, Alessandro, dès le lendemain, laissait Schomberg gouverner à sa place,

1. Varchi, liv. XII, t. II, p. 576.

et partait pour Rome. Quant il en revint, au mois d'octobre, on le vit résider plus souvent dans ses riantes maisons de campagne que dans son opulent palais de la *via Larga*[1]. L'avenir lui inspirait désormais une confiance que ne partageaient pas encore tous ses partisans.

Écoutons plutôt Luigi Guicciardini. « Les choses, écrit-il, marchent d'une manière qui ne me plaît pas. Nos maîtres ne se fient à personne, nous ne nous sentons pas en sûreté. Nos ennemis ne s'apaisent pas, ils nous estiment peu. Entre nous peu d'union. C'est dangereux. On ne désarme pas complètement. Des armes ont été jetées dans l'Arno, cachées dans la ville. Le mécontentement règne par la faute des maîtres. Le pape se mêle des moindres affaires, ce qui en rend l'expédition plus lente que jamais. Le duc va à la chasse et ne travaille pas. Faute de vigueur un État court à sa ruine. La pitié est nuisible. Prions la fortune qu'elle ne tourne plus sa roue, puisque nous nous laissons gouverner par elle[2]. »

Cette question des armes, dont Luigi Guicciardini parle ainsi à son frère l'historien, jetait alors un grand trouble dans Florence. Pour trouver celles qu'on soupçonnait cachées, on faisait fouiller les maisons par des sbires qui en profitaient pour voler, même chez les plus grands amis des Medici. Ces hommes d'âge mûr faisaient pis que les enfants sous Savonarola. Ils enlevaient jusqu'aux masses pointues, aux bâtons, aux ornements domestiques

1. Lettre du 15 juillet, dans Fall., t. I, p. 487, App. I, n° 4; Varchi, liv. XII, t. II, p. 569-75; Nerli, liv. XI, p. 256-59; Cambi, t. XXIII, p. 107. On peut consulter, sur la vie d'Alessandro, Ceccheregli, *Azioni e sentenze di Aless. de' Medici*, Venise, 1564, et Rastrelli, *Storia di Al. de' Med.*

2. Luigi Guicciardini à son frère Francesco à Bologne. — Flor., 20 nov 1531, dans Benoist, p. 415-17, App. XIV.

susceptibles d'être transformés en armes. Ils allaient jusqu'à jeter des armes, la nuit, dans les soupiraux des caves, et ils venaient, le lendemain, accuser de les détenir, de les cacher, ceux chez qui ils les avaient jetées. Pour ce crime vrai ou supposé, les plus paisibles habitants encouraient la détention perpétuelle, que pouvait seule abréger une grâce du prince. C'est ainsi qu'effarés ils jetaient leurs dernières armes dans l'Arno, sur les places publiques, et les passants s'éloignaient en toute hâte, de peur d'être pris par quelque familier des Huit près d'un de ces instruments prohibés. Le chancelier de ces Huit, ser Maurizio de Milan, menait ce chœur de persécution avec une dureté d'air, de paroles, d'actes, qui semait l'épouvante [1]. La terreur régnait donc, en pleine paix, sous ce gouvernement monarchique, et tel est le régime que Luigi Guicciardini jugeait encore trop doux pour en dompter les ennemis.

Clément VII pensait peut-être de même, car, comme dit Varchi, « il aimait à jeter la pierre et à cacher la main [2] ». Seulement, pour lui, la véritable « thériaque » était ailleurs : elle était dans le principat avoué. Il ne se contentait point que son fils fût un simple *proposto* d'office, et il pensait qu'un prince, avec toutes les ressources de l'Église, de la richesse, du pouvoir absolu, gagnerait un à un des hommes démoralisés par la catastrophe finale d'une période héroïque, et « qui tenaient par-dessus tout aux aises d'une vie élégante et tranquille [3] ». Mais même pour poser le masque, il joua la comédie,

1. Varchi, liv. XII, p. 565-66.
2. Varchi, liv. XII, t. II, p. 578.
3. Lettre de Fr. Vettori à Nic. Schomberg. *Arch. stor.*, 1e ser., t. I, p. 437.

son éternelle comédie des consultations. Ces consultations méritent qu'on s'y arrête. Elles sont pleines d'aveux sur la situation des esprits. Elles en disent plus, à cet égard, que ne sauraient faire les historiens, et avec combien plus d'autorité! Les conseils qui y sont contenus ne paraîtront assurément pas moins instructifs.

Francesco Vettori, pour son compte, semble croire que l'État nouveau a tout le monde contre soi : d'abord, quatre-vingt-dix-neuf sur cent des jeunes gens qui ont contracté l'habitude de porter les armes, d'être maîtres de la ville; puis ces gens qui, au Grand Conseil, disposaient de tout, prétendaient à tout; enfin, le menu peuple, presque impossible à concilier, parce que, pour les dépenses il faut lui demander de l'argent. Tout ce monde, d'ailleurs, regrette ses aises comme son pouvoir, veut avoir bien à manger, mieux à boire, des femmes « et autres » à discrétion, sans crainte des lois, s'habiller à sa guise, faire des dettes sans les payer, commander dans la maison paternelle. — Qui veut tuer son chien, dit le proverbe, l'accuse de la rage. Et c'est un des principaux d'entre les *palleschi* qui parle ainsi de ses compatriotes vaincus, désolés de l'être, détournés du mal, dans une certaine mesure, par l'impérieuse austérité de Savonarola! Qui donc, si ce n'est les Medici et leurs familiers, donnait de haut, et depuis un siècle, l'exemple de tous les vices?

En politique, Vettori n'est point hypocrite comme en morale, ou du moins il ne l'est que pour la galerie. Les Medici, dit-il ouvertement au pape son maître, ne pourront se défendre, si l'on respecte ce vain nom de liberté. Il faut donc changer tous les offices, chasser du palais la seigneurie, y briser les cloches pour en déshabituer

le peuple, avoir une bonne garde bien payée et point d'armes en d'autres mains, ramener les habitants aux métiers et aux plaisirs, gouverner par la crainte. C'est le bon moyen, « parce que tous les hommes tiennent à la vie, et les Florentins plus que personne ». Seulement, Lorenzo l'ancien portait le masque, il faut le garder; il faut gouverner avec les magistrats, en ne mettant dans les bourses que des noms amis, mais en laissant à tous l'espoir d'arriver aux offices, sans quoi ils ne payeront pas leurs impôts. Le seul office à supprimer, c'est la seigneurie. On la remplacera par les Huit, moins dangereux parce qu'ils ne sont pas toujours ensemble. En fait, le duc gouvernera toutes choses [1].

Tel est aussi l'avis de Roberto Acciajuoli, de « ce grand Roberto Acciajuoli » dont Ferrucci ne parlait naguère qu'avec ironie et amertume, qui avait pris la fuite au moment où les troupes florentines entraient dans Volterre, et qu'il appelait « le père de tous les coquins de Florence [2] ». Le père des coquins n'est pas moins que Vettori un confident des Medici. Il penche vers un gouvernement étroit où les neveux seraient tous au nombre des grands, vers un gouvernement à la mode de Lorenzo, « parce qu'il a un peu de frein [3] ». Mais qu'on juge de la valeur du frein à ses propres yeux : Il faut, dit-il, appesantir une rude main sur les suspects, principalement sur les jeunes ; et puisque l'empereur ne le veut pas, il faut répandre le bruit de conjurations qui se trameraient

1. Lettre de Fr. Vettori à Schomberg, p. 437-440, et une note, également de Vettori, qui précède cette lettre, p. 433, 434. Cf. Segni, liv. V, t. I, p. 325.
2. Ferrucci aux Dix. Volterre, 27 avril 1530, *Arch. stor.*, 1[a] ser., t. IV, part. II, p. 665.
3. Segni, l. V, t. I, p. 325.

à Florence, pour préparer l'âme de César aux mesures de rigueur[1]. Ferrucci, évidemment, n'avait pas calomnié le compère.

Tout aussi machiavélique est Francesco Guicciardini; mais il l'est avec plus d'habileté. Cet État, dit-il comme Vettori, a contre lui la plus grande partie de la ville, les jeunes plus encore que les vieux. « Ayant pour ennemi un peuple entier, nous avons à craindre pour cent années ». Ces ennemis irréconciliables, on ne les gagnera point par la douceur et les bienfaits[2]. L'élégant historien est trop habitué à tenir la plume pour s'être épargné sur cette matière qu'il a tant à cœur. Quatre autres discours de lui nous ont été conservés, qui complètent celui qu'il avait écrit sur la demande de Schomberg. Quoiqu'il ait soutenu, sans varier, que le pape s'était toujours comporté, à l'égard des Florentins, « en vrai et tendre père[3] », il est, lui aussi, partisan du masque. Il admet qu'en gouvernant avec bonne justice, en prenant les magistrats pour hérauts, pour exécuteurs des volontés du prince, on pourra retenir « l'ombre de la République et l'image de la liberté[4] ». Faire le principat ne lui paraît point propre à assurer la sécurité, la grandeur de la maison « d'ici à cinquante ou cent ans ». Il faut marcher sans précipitation; il faut entourer le duc de liens qu'il puisse briser *ad nutum*, mais dans lesquels il ait pris l'habitude de vivre. Ce seigneur est trop jeune pour le principat, car il ne convient pas que le corps ait une tête de cheval et une queue d'âne. Il serait impru-

1. Discours de Rob. Acciajuoli à Schomberg. *Arch. stor.*, 1[a] ser., t. I, p. 446.
2. Discours de Fr. Guicc. à Schomberg. *Arch. stor.*, 1[a] ser., t. I, p. 453, 454.
3. Disc. VI, *Op. ined.*, t. II, p. 344.
4. Disc. VII, VIII, *Op. ined.*, t. II, p. 354, 361.

dent de fonder tout l'État sur la force. Donc point de grande forteresse à bâtir : un simple réduit [1]. Nous ne saurions naviguer qu'entre des écueils. Nous sommes peu nombreux ? Faisons-nous des adhérents, « sans rien donner à qui n'est pas des nôtres ». Accordons les honneurs et les avantages de manière à rendre odieux ceux qui les reçoivent, et à leur ôter tout refuge dans l'État populaire. Supprimons le Conseil et ses bavardages, distribuons les offices *a mano*, s'il est impossible de supprimer entièrement le tirage au sort [2]. En d'autres termes, continuons à piper les dés, comme on a toujours fait, mais désormais pour le profit unique d'une famille, ou plus exactement de deux hommes, d'un pape et de son fils.

Luigi Guicciardini ne le cède en rien à son frère. C'est qu'il avait à se faire pardonner d'avoir, en 1527, favorisé la prise d'armes de la jeunesse contre les Medici. « Si grande, écrit-il, est la haine entre nous, qu'on tiendrait tout bienfait, toute grâce pour une nouvelle injure. Il y a entre eux et nous autant d'affinité qu'entre l'eau et le feu. » Son avis serait d'instituer le principat ; mais il croit que ni le pape ni le duc n'en veulent. Il s'arrête donc au régime de Lorenzo l'ancien, à condition de se garder mieux, sans quoi les mauvais citoyens reprendraient le dessus. Il conseille d'avoir l'œil sur une centaine de suspects, de remettre en jeu la machine du parlement, d'armer les amis, de soutenir le *monte*, de supprimer la seigneurie, d'en transférer l'autorité au duc ou à un délégué du duc, de créer enfin un Conseil des Deux Cents [3].

1. Disc. IX, X, p. 373, 380-82.
2. Disc. de Fr. Guicciard. à Schomberg, p. 453-58.
3. Disc. de Luigi Guicciard. à Schomberg, p. 459-67.

Le plus violent de tous était peut-être Filippo Strozzi. Lui aussi, il faisait amende honorable par l'exagération de ses conseils. Il s'associait à ceux de ce grand fourbe (*doppione*) de Vettori [1], le seul de la bande en qui il eût quelque confiance, car il ne s'entendait ni avec Francesco Guicciardini, ni avec Roberto Acciajuoli, « deux cervelles, disait-il, difficiles à fréquenter ». Il insistait principalement sur la nécessité d'un gouvernement stable, sans secousse possible ; mais c'était pour se plonger plus que jamais dans la vie de plaisirs qui lui était chère [2].

En résumé, quoiqu'ils sussent tous fort bien ce que voulait le pape, le principat enfin démasqué, ils concluaient, pour un motif ou pour un autre, avec une unanimité frappante, au principat masqué, à la manière de Lorenzo l'ancien. Ils tenaient à « fuir l'indignation universelle des autres citoyens, qui redoutaient beaucoup cette réforme », dit l'historien *pallesco* Nerli [3]. Quelques-uns d'entre eux, d'ailleurs, ne croyaient pas que l'empereur, « homme juste, qui, dans la capitulation, avait promis de conserver la liberté, consentît à donner l'investiture impériale pour le principat [4] ». C'était le mal connaître, et Clément VII, qui le connaissait mieux, ne pouvait être que très mécontent de ces scrupules [5]. Il était sûr que Charles-Quint lui passerait tout, de peur qu'il ne s'accordât avec François Ier [6].

1. Benedetto Buondelmonti à Giov. Francesco de Mantoue, 12 avril 1531, dans *Arch. stor.*, 1a ser., t. I, p. 476-77.

2. Segni, liv. V, t. I, p. 325-26. — Il n'y a pas de discours de Strozzi au tome I de l'*Arch. stor.*

3. Nerli, liv. XI, p. 261.

4. Fr. Vettori à Schomberg, p. 438.

5. On voit clairement qu'il l'était dans une lettre de Fr. Guicciard. à Schomberg, 20 févr. 1532. *Lettere di principi*, Recueil de Ruscelli, t. III, p. 11 ro, Venise, 1581.

6. Varchi, liv. XII, t. II, p. 578.

Les choses ne marchant pas assez vite à son gré, il ne se contenta plus de consultations écrites. Il avait déjà appelé autour de lui, à Rome, quelques-uns de ses fidèles : Filippo des Nerli, Benedetto Buondelmonti, jadis gonfalonier, maintenant ambassadeur de Florence auprès du Saint-Siège, une vraie sinécure, puis les cardinaux Ridolfi et Salviati, sans parler du vieux Jacopo Salviati, qui était à poste fixe dans la Curie. Il appela en outre Filippo Strozzi, sous prétexte de revoir ses comptes et de ravoir quelques joyaux. Tous les soirs, dans sa chambre, avaient lieu des conférences intimes, où il n'était question que de la réforme de Florence. Strozzi, gagné à ses vues, proposait d'ériger une menaçante forteresse et de déclarer ouvertement le principat. Son but était de plaire, pour obtenir à son fils Piero le chapeau de cardinal.

Les autres faiblissaient, et le seul qui fît encore quelque résistance, c'était Jacopo Salviati. Avec l'autorité de son âge et de son dévouement éprouvé, il s'en tenait, comme Vettori et Guicciardini, au régime de la monarchie masquée, qui passait dès lors, tant on avait perdu le sens des mots et des choses, pour la liberté. — La meilleure forteresse, disait-il, c'est la bienveillance d'une part, le contentement de l'autre. Vous n'aurez de cesse que vous n'ayez déshonoré, ruiné entièrement votre patrie. Il devrait suffire : à vous de n'être plus soumis à l'insolence du peuple ; aux Medici de gouverner comme gouvernait mon beau-père Lorenzo. Crois-moi, Filippo, tes pensées juvéniles et ennemies de la vie civile te conduiront au précipice. — Filippo Strozzi n'écoutait pas ces conseils d'une sagesse tardive, et le pape non plus, qui lui disait à l'oreille : Fais, mais ne le dis pas à Jacopo ! — Clément VII savait même si mauvais gré à ce vieux

serviteur de sa rude franchise, qu'il finit par ne plus l'appeler à ces réunions [1].

Vers le milieu du carême, Filippo des Nerli ayant demandé licence de retourner dans sa patrie, le pontife lui dit ces paroles, qu'il a rapportées : — Tu diras à qui tu voudras, parmi tes concitoyens, que nous avons résolu de laisser après nous notre maison en sûreté à Florence. Qu'ils avisent donc à trouver une forme de gouvernement qui établisse communauté de périls entre elle et eux, de manière qu'il n'arrive pas ce qui arriva en 1494 et 1527, que nous fûmes seuls chassés. Du reste, nous trouverons bon que nos amis, qui veulent suivre notre fortune, puissent tirer de l'État tous les avantages qu'ils en peuvent raisonnablement espérer [2]. —

Nerli fit la commission, et la plupart lui répondirent que les choses en étaient à ce point qu'ils ne pouvaient ni ne voulaient s'opposer aux desseins du pape, et qu'ils demandaient seulement à les bien connaître [3]. Pour cette population dégradée, émasculée par l'infortune, l'honneur, la dignité, consistent uniquement désormais à ne subir la servitude que sur un ordre formel. Les plus virils des Florentins voulaient bien établir du moins, aux yeux de tous, qu'ils ne cédaient qu'à la force.

Enfin convaincu qu'il ne les débusquerait pas de ce réduit, Clément VII parla clairement à « ces corneilles de clocher », comme il les appelait. Il envoya Filippo Strozzi rejoindre à Florence Francesco Vettori. Il y manda, de Romagne et de Bologne, Baccio Valori et

1 Segni, liv. V, t. I, p. 325, 342-43; Varchi, liv. XII, t. II, p. 581.

2. Nerli, liv. XI, p. 261. Cf. Varchi, liv. XII, p. 581, et Segni, liv. V, p. 343, qui résument les paroles du pape dans le même sens. Capponi (t. II, p. 486) reproduit le texte.

3. Nerli, liv. XI, p. 262; Varchi, liv. XII, p. 582.

Francesco Guicciardini. Il leur expédia pour cet objet lettres sur lettres, et, quand ils furent tous réunis, le 4 avril, la Balie vota une provision qui donnait à la seigneurie pouvoir d'élire douze citoyens qui devraient, dans un mois, avoir réformé l'État. Les noms de ces douze réformateurs doivent être donnés, car ils méritent d'être cloués au pilori de l'histoire. Ce sont : Francesco Guicciardini, Roberto Acciajuoli, Baccio Valori, Francesco Vettori, Palla Rucellai, Matteo Strozzi, Matteo Niccolini, Agostino Dini, Roberto Pucci, Jacopo Gianfigliazzi, Gianfrancesco Ridolfi, Giulio Capponi, auxquels on adjoignit, parce qu'il était gonfalonier de justice, Giovanfrancesco des Nobili [1].

Ces treize réformateurs savaient ce que leur maître attendait d'eux. Ils ne se hâtèrent point, cependant, sans doute pour faire croire qu'ils délibéraient avec maturité, en toute liberté. Le 27 avril, réunis dans la chambre du gonfalonier, ils suppriment le séculaire office de la seigneurie, « pour la sûreté, l'établissement, la force de l'État et du gouvernement de la ville, pour y faire régner le calme, la paix universelle ». Par un reste de pudeur, on voulut qu'Alessandro portât le titre de « Doge de la République florentine [2] »; mais personne ne prit le change. Fra Giuliano Ughi écrit ces propres paroles: « On ordonna qu'il fût duc et seigneur à la baguette [3] ». Varchi ajoute même qu'on décida l'hérédité [4].

Tout est dans ce fait et dans ce mot. Qu'importe qu'il

1. Varchi, liv. XII, p. 582-583; Nerli, liv. XI, p. 262.
2. Nerli, liv. XI, p. 263, 266; Varchi, liv. XII, p. 583.
3. Liv. II, *Arch. stor.*, App., VII, p. 172.
4. Varchi, liv. XII, t. II, p. 584.

fût annoncé qu'aux magistratures supprimées en seraient substituées d'autres, à l'élection ou au sort selon l'usage? Un gouvernement, quel qu'il soit, a besoin d'organes, comme une machine de rouages. Si le gouvernement n'est plus qu'une machine, la connaissance des organes, des rouages n'a plus qu'un intérêt de curiosité scientifique. Ce n'est point là qu'est le principe de vie, ni la vie même. Il faut pourtant dire un mot de ceux qui furent alors donnés, pour la mieux établir, à la domination princière.

Quoiqu'elle eût, par cette constitution nouvelle, terminé son office, la Balie trouvait la place bonne et entendait y rester. Elle se fondit donc dans un Conseil des Deux Cents, nommés à vie, remplacés, au fur et à mesure des extinctions, par les *accoppiatori*, et grossis pour les délibérations, suivant la traditionnelle coutume, d'un certain nombre d'autres officiers publics, les Huit de pratique, six des Huit de garde, quatre des *buonuomini*. Du sein de ce premier Conseil on en tira un second de quarante-huit citoyens, âgés de trente-six ans au moins, appelé Sénat et chargé de recevoir les provisions, tant financières que politiques, comme d'élire aux principaux offices, les moindres étant laissés, en quelque sorte par grâce, aux Deux Cents. C'est parmi les Quarante-Huit, tous choisis parmi les plus fidèles[1], que seront pris ces fameux *accoppiatori* avec roulement : personnages d'importance capitale, puisqu'ils pourvoient

1. On peut voir les noms des quarante-huit dans Varchi, liv. XII, p. 587, et Nerli, liv. XI, p. 264. On y relève ceux de Fr. Guicciardini, Filippo des Nerli, Girolamo de Niccolò Capponi, Fr. Vettori, Lorenzo de Jacopo Salviati, Ruberto Acciajuoli, Benedetto Buondelmonti, Filippo et Matteo Strozzi, Prinzivalle della Stufa, Ottaviano et Raffaello des Medici.

aux vacances dans le Conseil des Deux Cents, et que peupler exclusivement d'amis cette assemblée est pour le duc, pour tous les Medici, l'essentielle condition de leur repos doré. C'est aussi parmi les Quarante-Huit que sont élus, pour trois mois à tour de rôle, quatre conseillers dont on flanque l'insuffisant Alessandro, si bien qu'en quatre années, chacun des Deux Cents devra l'avoir été une fois. Pas plus que les autres offices, ces conseillers intimes ne peuvent rien sans l'intervention du duc, leur *proposto* ou président perpétuel. Celui-ci peut, il est vrai, se faire remplacer par un délégué dans leurs réunions, comme dans tous les conseils, et sa paresse, amie des plaisirs, n'y manquera pas.

Ces offices sont gratuits, mais la gratuité n'en est qu'apparente. D'autres sont salariés, et certains membres des précédents y ont accès : moyen commode de récompenser les services rendus, prime proposée au dévouement, sujet permanent d'ardentes sollicitations. C'est un organisme nouveau, dans son esprit plus encore que dans sa forme. Plus de gonfalons, plus de divisions en quartiers, en arts majeurs et mineurs. Des magistratures de police, sans aucun rôle politique, rappellent seules l'ancienne Florence. Au-dessous d'une classe outrageusement privilégiée, s'établit le nivellement, cher au despotisme, et qui donne aux esprits sans portée l'illusion de l'égalité. Varchi lui-même est de ceux-là : il a aimé le régime populaire, déploré les mesures qui l'ont altéré, les révolutions qui l'ont fait disparaître, et pourtant il approuve le régime princier qu'on y substitue. Comme tant d'autres de son temps et de tous les temps, au troublant spectacle des

catastrophes civiles, il a perdu le sens de ce qui est juste et moral[1].

Le 1er mai, les seigneurs dont expirait la charge quittèrent le palais sans tambour ni trompette, sans aucun des honneurs ordinaires. Chacun d'eux en particulier rentra à son logis. Le duc et ses quatre premiers conseillers, qui étaient Roberto Acciajuoli, Filippo Strozzi, Luigi Ridolfi et Prinzivalle della Stufa, prirent possession du palais public, par un acte officiel et signé. Le gonfalonier sortant, dernier des Florentins qui aient porté ce titre, salue Alessandro du titre de seigneur et duc, prince absolu. Tandis que le seigneur est conduit en pompe au palais Medici, siège désormais de ce gouvernement, le peuple crie: *palle ! palle ! duca ! duca !* avec une furie de musique et d'artillerie qui célébrait l'anéantissement de la glorieuse et séculaire République[2].

Dans la constitution nouvelle, qu'on inaugurait en ce jour néfaste, les auteurs contemporains voient trois rouages principaux : le Doge, les Quarante-Huit, les Deux Cents[3]. En réalité, il n'y en a qu'un, puisque le mandat viager des deux derniers et leur droit de recruter dans leur propre sein l'office d'ordre supérieur ne donnent ni à l'un ni à l'autre le privilège nécessaire de se réunir sans la présence du duc ou de son délégué. Il faut donc que duc ou délégué leur apporte le *sic volo, sic jubeo* du bon plaisir. Ils ne sont plus que des bureaux d'enregistrement. Opiner du bonnet devient, dans l'ingénieuse et subtile Florence, le fondement et le tout de la science politique.

1. Voy. sur ces faits Varchi, liv. XII, t. II, p. 583-86; Cambi, t. XXIII, p. 114; Ughi, liv. II, p. 172; Segni, liv. V, t. I, p. 344; Nerli, liv. XI, p. 262-68
2. Varchi, liv. XII, t. II, p. 589-90; Segni, liv. V, t. I, p. 344-45.
3. Voy. notamment Varchi, p. 584.

Que ce fût là non pas seulement ce qu'on fit, mais encore et surtout ce qu'on voulait faire, nous en avons l'aveu des treize réformateurs eux-mêmes : ils s'empressaient d'écrire à Charles-Quint, pour lui communiquer la nouvelle forme du gouvernement, « où disparaissait pour toujours la domination de cette magistrature créée par le peuple pour opprimer la noblesse, et qui était restreint au duc et à ses quatre très nobles conseillers[1] ».

Morte de fait depuis la capitulation douloureuse, la République florentine est maintenant morte de droit, et son nom même ne tarde pas à disparaître. « Le duc de Cività di Penna, écrit amèrement Fra Giuliano Ughi, devient duc de Florence, titre que ne lui avaient donné ni l'empereur, ni les Florentins[2]. » Bientôt même on dira duc et grand-duc de Toscane. C'est une étape nouvelle à franchir ; mais elle n'a d'importance que pour ceux qui la franchissent. L'histoire peut s'en désintéresser. Après avoir été un être vivant, une personne, comme l'a dit Machiavel ; après avoir fourni, selon Burckhardt, l'existence la plus belle et la plus originale que nous offre l'histoire du moyen âge[3], cette ville sans pareille cesse d'être historique. Elle ne redevient pas une commune, elle devient, nous l'avons déjà dit, une municipalité, au même titre qu'Arezzo, Pise, Volterre, Empoli. Toute la différence, c'est que les ducs de Toscane résident à Florence ; mais qu'ils résident ailleurs, et rien ne sera changé. Ce qui reste de vie, et combien peu ! est dans les aventures domestiques de ces princes

1. Ms. de Benedetto Buondelmonti, dans Capponi, t. II, p. 489.
2. Ughi, liv. II, p. 172.
3. Burckhardt, t, I, p. 104.

d'occasion, aventures tragiques ou galantes, souvent galantes et tragiques à la fois, jusqu'à ce qu'ils cèdent la place, si indignement prise, si mal occupée, aux grands-ducs de la maison de Lorraine.

Rien ne se fait plus par Florence, ni même pour Florence. Elle est comme rayée du nombre des vivants, avec cette consolation, si c'en est une, que, dans son funèbre linceul on ensevelit avec elle l'Italie. Selon un Italien de notre temps, M. Cipolla, qui termine à ce moment précis son volumineux résumé de la période des communes italiennes, il n'y a plus d'Italie après la chute de Florence: il ne s'agit plus que de savoir à qui le sol sacré appartiendra.

Telles sont les œuvres funestes du pouvoir d'un seul, du pouvoir absolu. Il devrait donner la vie, et il donne la mort. Notre tâche serait donc terminée, si nous n'avions encore le devoir de regarder un peu en arrière et un peu en avant. Nous devons revenir sur ceux des Florentins qui, après avoir joué dans le drame de leur patrie un rôle secondaire, peu honorable parfois ou pernicieux, en sont l'honneur et la gloire par les lettres et les arts, lui conservent pour l'éternité la vie, comme Athènes et Rome la tiennent de leurs grands hommes, comme Paris la tiendra des siens. Puis, l'histoire ayant avec le roman quelque ressemblance, nous devrons encore, avant de poser la plume, jeter un rapide coup d'œil sur les temps qui vont suivre, pour y voir achever de vivre ou tragiquement mourir les personnages que nous avons vus à l'œuvre dans ces années d'héroïsme et de deuil, de désespoir passager et d'irrémédiable anéantissement.

LIVRE XVIII

CHAPITRE PREMIER

LES LETTRES A FLORENCE AU DÉBUT DU SEIZIÈME SIÈCLE

La primauté poétique perdue par Florence. — Poésies de Savonarola et Benivieni. — Giovanni Rucellai. — Luigi Alamanni. — Francesco Berni et la poésie burlesque. — Agnolo Firenzuola. — Faiblesse de l'éloquence. — Dépêches et relations des ambassadeurs. — La politique et l'histoire. — Machiavel. — Jugé par ses contemporains. — Indignités de sa vie. — Ses vues politiques. — Les *Discours sur Tite-Live*. — Le *Prince*. — Le but et les moyens. — Fortune et mérites du *Prince*. — Autres écrits de Machiavel : sa correspondance. — Ses *Histoires florentines*. — Son *Belphégor*. — Sa *Mandragola*. — L'immoralité de Machiavel, le machiavélisme. — L'énigme de Machiavel. — Francesco Guicciardini. — Son esprit positif et terre à terre. — Son *Histoire d'Italie*. — Ses œuvres inédites : son *Histoire de Florence*. — Ses dialogues sur le gouvernement. — Ses discours sur les mutations et réformes du gouvernement. — Ses *Ricordi*. — Donato Giannotti. — Honnêteté chimérique de ses écrits politiques.

C'est dans les vingt premières années du seizième siècle qu'apparaissent les grandes œuvres qui ont illustré pour la seconde fois, par une floraison admirable, le génie italien. C'est alors que les grands écrivains, les grands artistes se forment ou viennent à maturité. Grâce à eux un esprit nouveau s'empare du monde, ne se contente plus d'étudier le beau dans les œuvres antiques, et veut le reproduire, en le transformant, dans des chefs-d'œuvre nouveaux. Ce mouvement ne part plus, comme au quatorzième siècle, uniquement de Florence, où s'était élaboré si longtemps l'esprit moderne de l'Italie et même de l'Europe ; mais Florence reste encore le centre principal de la culture intellectuelle. Si elle a désormais des rivales, elle se les est données, en

sorte que la perte de son hégémonie est encore comme une part de sa gloire.

Le règne desséchant de l'érudition, n'ayant pas duré moins de cent années, donnait lieu de craindre que toute œuvre originale ne fût devenue impossible. La période qui s'ouvre va démontrer qu'il n'est pas moins utile pour l'esprit que pour le sol, sinon de rester en jachère, au moins de varier la culture. L'imagination reposée s'épanouit de nouveau avec une merveilleuse fraîcheur. Sans doute, le grand nom littéraire de l'Italie n'est pas de ce temps : c'était et ce sera toujours Dante. On ne surpassera, on n'égalera pas plus Dante qu'on n'a essayé de l'imiter. Mais la poésie peut se consoler, être fière même, quand elle donne aux hommes le Tasse et l'Arioste. Ni l'un ni l'autre n'étant Florentins, la primauté poétique a émigré vers le nord de la péninsule, et s'y est partagée entre deux cités du second rang. Si donc nous parlons ici tout d'abord des poètes que peut citer Florence à la fin du xve siècle et au commencement du xvie, c'est plutôt pour en déblayer le terrain que pour attirer sur eux l'attention. Des poètes, il y en a, il y en aura toujours sur cette terre bénie de l'improvisation et du pétrarchisme, si du moins il est permis d'appeler poète tout homme qui fait des vers, pour peu que ces vers soient remarqués.

Ceux de Savonarola, ceux de Benivieni (1453-1542) le furent en leur temps, et ils ne le méritaient guère. Ils substituaient des inepties religieuses aux gracieux chants du carnaval, où excella Lorenzo des Medici, si digne d'être distingué de ses prédécesseurs, de ses émules, de ses imitateurs. Quand fut passée la crise du fanatisme « fratesque », pour parler comme Montaigne,

la vogue de ces pauvretés, prosaïques autant que pieuses, disparut un instant; mais elles eurent, comme la secte des *piagnoni* elle-même, un regain de faveur qui durait encore quand succomba la République.

Dans le même temps, l'étude de l'antiquité païenne provoquait à écrire de longs poèmes, de sombres tragédies, à l'imitation de Virgile, de Sophocle, d'Euripide. Ainsi Giovanni Rucellai (1475-1527), cousin germain de Léon X, chante *Les Abeilles*, malgré la redoutable comparaison des *Géorgiques*, et s'essaye au théâtre. Poète didactique, il est plus goûté que comme poète tragique, car il n'attire pas plus la foule à ses tragédies que ne fait aux siennes son ami Trissino. Les historiens de la littérature italienne, ne voulant pas jeter par-dessus bord la moindre partie de leur gloire nationale, concluent de cet échec que les populations de l'Italie n'avaient pas le goût de ce théâtre inspiré de l'antique, et qu'elles préféraient dans le genre sérieux les vieux mystères, ou *rappresentazioni*, dans le genre frivole la comédie improvisée, la *commedia dell' arte*. Mais ils se trompent : deux motifs vrais peuvent être allégués de cet abandon constaté de la scène tragique : le génie y faisait défaut, et les esprits étaient ailleurs.

A peine quelques-uns, dans ce règne déplorable de l'improvisation, l'élevèrent-ils quelquefois à la hauteur de la poésie. Nous ne saurions rien dire de mieux de Luigi Alamanni (1495-1556). Assez ami de la liberté pour avoir vécu trente-trois ans dans l'exil, il est assez admirateur de l'antiquité pour n'en jamais abandonner l'ornière. Si sa *Coltivazione*, inspirée de Pline, imitée de Virgile, échappe dans une certaine mesure à notre indifférence, c'est qu'elle peut être utile, c'est qu'elle respire

un sentiment vrai des champs, c'est aussi que l'auteur s'émeut quand il parle de ses concitoyens proscrits comme lui, et des maux qu'il connaît par expérience. Ce qu'il montre de cœur lui fait pardonner l'absence de naturel, de mouvement, de grâce, d'éclat. On n'est pas loin, d'ailleurs, d'admettre avec la critique italienne que ce poème le classe parmi les poètes du second rang[1].

Francesco Berni (1490-1536) mériterait plus d'attention : ce chanoine florentin est du petit nombre de ceux qui ont donné à l'esprit toscan une de ses formes propres. Il a trouvé le rire, ou, du moins, il a su l'introduire dans ses vers. Bizarre et parfois colère, il est en même temps ami du plaisir et de la joie. Est-ce pour ce motif qu'il va vivre à Rome, auprès de cette Curie qu'il déteste et méprise? Peut-être, car les lettrés y abondent, presque tous Florentins, et s'ils sont plus que lui attachés à l'Église, ils plaisantent de toutes choses et tuent le temps en folles agapes. Comme eux, dans ses écrits, il abaisse la pensée, et le goût s'en ressent. Il fonde l'Académie des vignerons, et c'est dans ces réunions, frivoles jusqu'à la puérilité, qu'il chante ses *capitoli* sur les anguilles, les cardons, la gélatine, les pêches, vraies épiceries à la Marot. Il célèbre la peste elle-même, qui procurait, dit-il, cet avantage, quand on en mourait, qu'on avait moins d'argent à verser aux prêtres et aux moines. Par cet esprit de fronde il est bien de sa ville natale; il rappelle les mécréants railleurs du XIII[e] et du XIV[e] siècle, quand il gourmande Jésus-Christ et les saints de ne pas châtier ces vendus, ces traîtres cardinaux, « les quarante lâches » qui ont élu pape le barbare et ignorant Adrien VI.

1. Voy. Varchi, liv. V, t. I, p. 293.

Son principal titre littéraire est une sorte de traduction. Il refait l'*Orlando innamorato* de Bojardo, et ne tâche guère qu'à traduire en meilleur style son auteur, à remplacer les expressions si souvent incorrectes, à substituer au trivial le fin, au tour prosaïque et rude le tour harmonieux et presque poétique. Dans ce travail patient, qui convient à son esprit dépourvu d'imagination créatrice, tandis qu'il reste fidèle à Bojardo pour le fond, il procède de l'Arioste pour la forme élégante et de Pulci pour la raillerie, car de même qu'il sait rire, il sait provoquer le rire. En somme, il a fait vivre son modèle, mais en le faisant oublier, seul exemple peut-être, avec Amyot, d'une traduction presque littérale, devenant originale par le génie de l'expression. Il a fait plus : s'il n'a pas créé le genre burlesque, il lui a donné la vie, précurseur en cela de l'immortel Cervantès. Le nom de Berni est devenu celui de cette poésie moitié satirique, moitié burlesque, disons « bernesque », qui a adouci les mœurs grossières et pédantesques des humanistes, à un prix bien cher, il est vrai, en désintéressant les esprits des plus nobles tourments. On regrette de dire que ce Florentin contribua tant à cet abaissement funeste; mais on a hâte d'ajouter qu'il y contribua surtout par le servile troupeau de ses imitateurs[1].

Chacun en peut juger par le premier et le meilleur d'entre eux, le seul qui mérite une mention, Agnolo Firenzuola (1493-1548). Son maître était chanoine; lui, il est moine bénédictin de Vallombrosa, plus ecclésiastique par conséquent dans sa vie, et tout aussi peu dans

1. Voy. Antonio Virgili, *Francesco Berni, con documenti inediti*. Flor. Lemonnier.

ses écrits. Poète, il fait parler les animaux, il traduit, en y mettant beaucoup du sien, l'*Ane mort* d'Apulée, il prodigue les *capitoli* sur des niaiseries, sur la soif, les cloches, la mort d'une chouette. Prosateur, il donne ces nouvelles légères, ces facéties aventureuses où, comme dans tout le reste, il recherche les expressions à double sens, dont l'honnêteté apparente laisse entendre mille indécences, mille ordures, et dont se délectaient les gens les plus graves, sans en excepter Clément VII. C'est qu'ils reconnaissaient en lui le Florentin pur sang, qui, dans une langue admirable, fait parler comme il convient les artisans et les commères de Florence. Il est un de ces bernesques qui ont livré aux pétrarquistes ce grand combat où il n'y a eu ni vainqueurs ni vaincus.

Avec Firenzuola nous avons déjà entrevu la prose; mais ses nouvelles laissent regretter les modèles du genre qu'il avait sous les yeux. S'il excelle à faire parler ses artisans et ses commères, s'il va jusqu'à leur mettre dans la bouche des discours, on ne peut dire que ce fût là de l'éloquence. Il faut bien l'avouer, l'éloquence jamais ne put s'acclimater sur les bords de l'Arno. Quand les documents de la parole parlée nous ont été conservés, par exemple les sermons de Savonarola, nous voyons trop que l'art y manque, non moins que les ornements. Le *frate* et ses imitateurs ont voulu sagement revenir au vrai; ils n'ont su que suivre les vieux errements du moyen âge, entasser allégories sur allégories. Si leurs pauvretés allaient au cœur de leur auditoire, c'est par cette action extérieure qui avait tant de prix aux yeux de Démosthène, et qui est le génie même des populations méridionales. Ils multipliaient les grands gestes et les génuflexions, poussaient de grands cris,

versaient d'abondantes larmes, montraient le poing aux incrédules. Dans la vie civile, dans les conseils, les consultes, les pratiques, on ne croyait pouvoir mieux faire que de reproduire de si beaux exemples. Pier Soderini, Niccolò Capponi, Francesco Carducci et les autres orateurs des assemblées ou réunions politiques ne parlaient pas autrement. Ceux qui passent pour les derniers orateurs des temps de liberté, Salviati, Davanzati, Varchi, Segni, sont verbeux autant que raffinés. Ils croient que l'art de la parole peut relever les plus stériles sujets, en les couvrant des fleurs de la rhétorique, d'épithètes et de synonymes, en les noyant sous un océan de mots. Élèves des rhéteurs et des grammairiens, académiciens avant les académies, font-ils de l'histoire? Les discours qu'ils mettent dans la bouche des personnages historiques sont fabriqués, « fourbis » comme on dit en Italie, à tête reposée, sur les modèles antiques. Nous ne ferons pas même d'exception pour celui que Francesco Guicciardini prononça, paraît-il, pendant le siège, pour exhorter la seigneurie à s'accorder avec le pape. S'il a pris soin de nous le conserver[1], on peut être sûr qu'il ne fut pas prononcé tel qu'il nous est parvenu. L'orateur eut tout le temps de l'écrire ou de le récrire après coup, comme Cicéron faisait ses discours d'homme politique ou d'avocat. Cette harangue sent l'huile. Quiconque a jamais parlé de ce ton, avec une élégance aussi balancée, aussi compassée, n'a fait que lire ou réciter une page littéraire. Ce n'est point là se montrer ni orateur ni éloquent. L'éloquence, si elle est quelque part alors, c'est dans quelques pages de Machiavel, qui n'ont jamais

1. C'est le Discours VI, dans *Op. ined.*, t. II, p. 344-53.

été débitées, notamment dans la dernière du *Prince*.

En réalité, dans ce terrible temps de l'agonie républicaine, où les heures valent des jours et les minutes des heures, il n'y a de littérature vraiment digne de ce nom que dans les écrits qui sont des actes. Ceux qui ne savent que de la théorie, dit quelque part Guicciardin, ressemblent à des hommes riches de beaucoup d'argent enfermé dans un coffre dont ils n'ont pas la clef. Rien de plus vrai ; mais, à Florence, la plupart de ceux qui, par nécessité ou par goût, se consacrent à la pratique, n'en séparent point la théorie. C'est même alors pour la première fois, aux dernières années du XVe siècle, que la science politique apparaît dans les lettres et les relations des ambassadeurs. L'Italie de ce temps est, par excellence, le pays des instructions et relations diplomatiques. D'autres États, sans doute, savent conduire des négociations ; mais, d'aussi bonne heure, les négociations ne laissent de traces qu'en Italie. Ce n'est qu'en Italie qu'on en a conservé dès lors les inappréciables documents. On trouve à Naples les dépêches de Ferrante d'Aragon, signées de Pontano. On en trouve, à Venise, de vraiment admirables dans cette forme impersonnelle qui donne aux faits la première place et presque toute la place. On en trouve à Florence, où la personnalité de l'observateur paraît davantage, et qui ont le charme d'une langue sans pareille. De temps en temps quelques considérations générales frappent l'esprit, le reposent des faits en essayant d'en indiquer la genèse, d'en dégager la philosophie ; mais on revient sans retard et sans cesse à ces faits qui sont l'essentiel dans cette sorte d'écrits. Rien plus ne dénote, ne rappelle le moyen âge et sa scolastique vieillie. Nous sommes bien dans un

monde nouveau de politiques, de diplomates, qui savent étudier, avec une pénétration merveilleuse, les hommes et les institutions. L'épineuse recherche des causes, ils la font, comme le remarque M. Pasquale Villari[1], par l'induction expérimentale qui se rencontre en tous à la fois, sans qu'on puisse dire qui a inventé, mis en honneur cette méthode, parce que c'est une trouvaille de Monsieur Tout le monde, *Herr Omnes*, disait Luther. Le moyen âge même, sans le savoir, bien entendu, n'y est pas resté entièrement étranger. Selon le proverbe indien, aujourd'hui est fils d'hier. La nature ne fait pas de sauts, et il n'y a point d'abîme.

Dans cette voie nouvelle, Florence devait avoir l'avantage. N'avait-elle pas vu se succéder plus de formes politiques qu'aucun autre État de ces siècles confus, en Italie et dans tout l'Occident?

Elle a donc plus qu'aucun autre l'habitude de ratiociner sur ces formes et de les discuter. C'est ce qui fait la supériorité de ses historiens. Ils ont créé l'histoire politique au sens moderne, alors que la France et l'Allemagne en sont encore aux chroniqueurs. La haute intelligence des faits, l'étude perspicace, approfondie des causes et des conséquences, l'art de mettre à nu les plus secrets mobiles des actions et d'analyser, de disséquer les caractères humains, ne permet pas de regretter chez eux l'art un peu oublié de peindre au vif gens et choses, mais sans rien pénétrer. Nous indiquerons plus tard les historiens formés pendant les derniers jours de la République libre, mais dont les écrits appartiennent à

1. Villari, *N. Machiavelli*, t. II, p. 243. Cf. Burckhardt, t. I, p. 122; Cosci, *Revue historique*, juillet 1883, t. XXII, p. 423.

la période du despotisme. Pour le moment, nous avons à parler de deux hommes en qui se résume le mouvement des esprits dans la période tourmentée des convulsions. Par la date de leur naissance, par celle de leurs ouvrages ou du moins d'une partie d'entre eux, ils se placent naturellement ici, car après avoir rempli ce temps de leur nom, ils sont encore et toujours présents, quoique à des degrés divers, dans la pensée de la postérité. Tout le monde a nommé Niccolò Machiavelli et Francesco Guicciardini.

A tout seigneur tout honneur. Machiavel (1469-1527) est certainement un des plus grands génies qu'ait produits l'humanité ; mais il est si complexe que rien n'est difficile comme de porter de lui un jugement définitif. Il y aura toujours une question de Machiavel, comme il y a une question de Jeanne d'Arc.

C'est le patriotisme des Italiens de notre temps qui, en voulant, si l'on ose dire, canoniser ce grand esprit, a surtout contribué aux incertitudes et aux erreurs de la postérité. Sans respect de la vérité historique, ils se sont placés aux antipodes des contemporains. Ceux-ci s'étaient montrés fort sévères. « Dans son *Prince*, dit Busini, les riches voyaient le conseil de reprendre leurs biens et les pauvres leur liberté. Les *piagnoni* le tenaient pour hérétique, les bons pour malhonnête, les *tristes* (ou coquins) pour plus triste qu'eux. Ils lui reprochaient une vieillesse honteuse, gloutonne surtout, qui, pour manger davantage, avalait des pilules, et dont l'ambition déçue aggrava la maladie qui devait l'emporter[1]. » — « Les bons et les méchants, selon Varchi, se réjouirent égale-

1. Busini, lettre XI, p. 75-76.

ment de sa mort, car la haine contre lui était universelle, à cause de sa langue licencieuse, de sa vie peu honnête [1]. »

A-t-il été victime de préventions? A-t-on jugé de sa vie par ses écrits? S'il en était ainsi, ce serait injuste, car personne alors n'était scrupuleux. Les pires turpitudes trouvaient des lecteurs sacrés, qui s'y plaisaient comme les profanes. Une nouvelle, une comédie licencieuse ne prouve guère contre son auteur. Mais la vie de Machiavel le défend mal. Ce qu'on en peut dire de mieux, c'est qu'on n'y voit pas de scélératesses, de trahisons, chose alors si commune, d'actes, en un mot, par lesquels, pour faire son bien propre, il aurait fait le mal d'autrui. Dans les affaires publiques, il ne s'enrichit point, il n'y trouva que l'aisance [2]. Le malheur est que cette aisance est à ses yeux la pauvreté. Ne sachant pas se plier à l'économie, il poursuit la richesse. Depuis le mois de mars 1513, date de sa sortie des *Stinche*, jusqu'en 1523, il courtise les Medici qui ont renversé Pier Soderini, son chef et son ami, qui l'ont mis lui-même à la torture, et cela dans des sonnets si vils qu'on a nié qu'ils fussent de lui [3]; il sollicite d'eux un emploi, dût-on lui faire retourner un rocher [4]. Mettre le pied à l'étrier, voilà l'essentiel. C'est pour y parvenir qu'il dédie

1. Varchi, liv. IV, t. I, p. 242-44.

2. En mourant, il laissait à sa famille quatre maisons de campagne, une de ville, des habitations de facteurs, des champs, des vignes. Voy. son testament, du 27 nov. 1522, dans Artaud, *Machiavel, son génie et ses erreurs*, t. II, p. 106, 107. Paris.

3. M. Villari les lui restitue. On peut les lire dans Artaud, t. I, p. 224 sq. M. Nourrisson, *Machiavel*, p. 123, Paris, 1875, en a traduit quelques fragments. Pour sa sortie de prison, voy. sa lettre à Fr. Vettori, 13 mars 1513, *Opere*, p. 855 A.

4. Machiav. à Fr. Vettori, 18 mars, 10 déc. 1513, p. 855 B, 873 A.

à Giuliano son *De Principatibus*, autrement dit son *Prince*. Lui qui a tant de ressources dans l'esprit, il mourra d'ennui s'il n'est employé. En 1525, il obtient enfin une ambassade. Eût-il su patienter deux ans de plus, il serait rentré triomphalement au palais avec la liberté.

Peut-être, après tout, se connaissait-il bien et savait-il qu'une vie de loisirs lui était funeste. Jamais, en effet, il ne sut rester dans sa famille, et cette famille tient fort peu de place dans sa pensée : il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir sa correspondance. A peine est-il libre depuis cinq ou six jours, qu'il recherche déjà les parties fines, avec des compagnons et des compagnes de plaisir. C'est chez des filles qu'il va voir passer les processions, ce spectacle cher aux Florentins. « Nous y sommes chaque jour, écrit-il, pour reprendre des forces[1]. » Les choses dont il s'occupe ne sont propres qu'à le détourner du travail : il négocie laborieusement pour engager une chanteuse, qui lui donne, dit-il, beaucoup plus de mal que l'empereur. Il en fait sa maîtresse, et, devant les amis, elle chante les intermèdes versifiés de la *Mandragola*, la meilleure comédie de son amant. On n'ignore pas qu'il jouait et buvait dans les cabarets de village avec les *contadini*. Sans cœur et sans dignité, il subordonne tout à son intérêt. S'il a écrit trois lettres aux Medici pour les mettre en garde contre les calomniateurs de l'honnête gonfalonier à vie qu'ils ont renversé[2], quand on l'invite à faire le voyage de Rome, il hésite, et, sans vergogne, confesse son hésitation. « J'y trouverais, écrit-il, les Soderini, et je ne

1. Mach. à Fr. Guicciard., 3 janv., 15 mars 1526, p. 897 A, 899 A.
2. M. Villari a publié ces trois lettres dans son appendice.

pourrais me dispenser de leur faire visite, de leur parler[1]. » Ce serait compromettant. N'était-il pas intolérable pour les contemporains qu'un tel homme, très méprisant de nature, ne trouvât presque personne digne de son estime[2]?

Il a servi la République, mais il a servi aussi et ardemment voulu servir le despotisme. Qu'on ne fasse donc plus de lui un républicain convaincu. Il fut mobile et changeant autant qu'ambitieux et intéressé. Guicciardin lui reprochait de s'écarter de l'opinion commune jusqu'à l'extravagance, d'aimer les choses neuves et insolites[3]. On dit que César Borgia n'est pas son modèle? Pourtant, nous savons de lui-même qu'il l'imiterait, s'il était prince nouveau[4], et qu'il le propose aux autres comme un modèle à imiter[5]. Conseille-t-il aux Medici de rétablir la liberté républicaine, ce n'est qu'à longue et incertaine échéance, après que sera mort le pape Léon X. Encore parle-t-il bien mollement, en homme sûr de n'être pas écouté[6]. Ajoutons que les deux œuvres capitales qui font à Machiavel un nom si grand, quoique si discuté, furent écrites par lui presque simultanément et comme de front. Or, dans le *Prince*, il préconise la monarchie, et dans les *Discours* la république[7].

1. Mach. à Fr. Vettori, 10 déc. 1513, p. 856 A.
2. Voy. le prologue de la *Mandragola*, p. 443 B.
3. Fr. Guicciard. à Mach., Modène, 18 mai 1521, dans la correspondance de Mach., p. 890 B.
4. Mach. à Fr. Vettori, 31 janv. 1515, p. 886 A.
5. Mach., *Il Principe*, c. VII, p. 299 A.
6. C'est ce que reconnait un juge clairvoyant et sincère entre tous les Italiens, feu Ant. Cosci, dans la *Revue historique*, juill. 1883, t. XXII, p. 422.
7. Le *Prince* commencé, comme les *Discours*, en 1513, est terminé la même année. Voy. Fr. Vettori à Mach., 24 déc. 1513, dans Villari, t. II, p. 533, Doc. XVII, n° 2. Les *Discours* le tinrent plus longtemps, et ils sont

Qu'en conclure, sinon que l'une et l'autre lui sont indifférentes ou peu s'en faut?

N'exagérons rien, toutefois. Théoriquement, il aime et regrette la forme républicaine. Mais il estime qu'un peuple corrompu ne peut être libre. Sans doute, c'est à propos de Milan et de Naples qu'il le dit [1]; qui croira pourtant que Florence lui paraisse meilleure? Il la tient pour plus corrompue que la France et l'Espagne, objets de sa haine [2]. Il y montre les caractères abaissés par la médisance [3], d'accord sur ce point avec Vincenzo Borghini qui signalait plus tard chez les Florentins l'œil perçant, la mauvaise langue, la raillerie malicieuse [4]. C'en est donc fait de la liberté : raison de plus pour étudier le passé disparu, pour remonter haut dans l'histoire, jusqu'à l'histoire romaine notamment, qui a donné tous les grands exemples. Dans ce dessein, Tite-Live lui suffit, il en fait son évangile, il n'a nullement besoin d'appliquer sa critique à savoir si ce que disent les *Décades* est vrai ou non. Ce qui lui importe, c'est d'en faire l'application aux choses de son temps et de son pays. De là les *Discours sur la première décade de Tite-Live*. La pensée y est républicaine en général. Sous les Medici restaurés, il ne craint pas d'appeler réorganisation l'établissement de Pier Soderini et désorganisation son renversement [5], ni même de déclarer la Toscane

inachevés, puisqu'ils devaient embrasser tout Tite-Live. Selon Gius. Caumo, *Sul libro del Principe*, *Rivista filologica* de Vérone, 1872, t. II, p. 1, cité par Cipolla, p. 930, le *Prince* n'aurait été terminé qu'en 1518, et Reumont (*Tav. Cron.*) dit en 1515. Mais la lettre de Vettori est probante.

1. *Discorsi*, I, 17, p. 193 A.
2. *Disc.*, I, 55, p. 215 B.
3. Prologue de la *Mandragola*, p. 443 B.
4. Lettre de Vincenzo Borghini, 1577, dans *Lettere pittoriche*, I, 71, et Burckhardt, t. I, p. 201.
5. *Discorsi*, I, 2, p. 179 A.

faite pour la république, pour l'égalité civile, parce qu'elle n'a ni châteaux, ni seigneurs, ni gentilshommes[1]. Mais que ce soit une incitation à restaurer cette forme de gouvernement, c'est ce qu'on ne saurait sérieusement soutenir. Ce puissant esprit avait un jugement trop sûr pour voir dans la république vieillie, usée, abandonnée depuis longtemps de la plupart des peuples, n'ayant plus que le souffle chez ceux qui la conservaient encore, assez de vitalité pour renouer le faisceau des forces et réaliser l'unité politique. Il prend le mot de république dans son sens latin et tient la démocratie pour le régime des sociétés à leur aurore; il blâme Athènes, et s'il loue Sparte, c'est qu'il y trouve deux rois. Le premier des trois Discours est plus républicain que les deux autres : c'est que, quand il l'écrit, la monarchie n'est pas en faveur. Les deux autres sont comme une transition au *Prince*. Le militaire domine dans le second, et se mêle à la politique dans le troisième; on y chercherait en vain la république. La stabilité est, aux yeux de Machiavel, le bien suprême; il lui sacrifie le bien des particuliers, et aussi la morale[2], maigre sacrifice pour le temps.

A des hommes corrompus et incapables de stabilité depuis des siècles, il faut donc un maître. De là le *Prince*. Les principes et le but, malgré tant d'assertions contraires, sont ceux mêmes des *Discours*[3]. Macaulay a eu raison de dire : « Le peuple ambitieux de Machiavel n'a pas plus de scrupules que son prince ambitieux. »

1. *Disc.*, I, 55, p. 216 AB.
2. Voy. *Disc.*, I, 2, p. 178, 180.
3. C'est ce que proclament à l'envi Villari et Cosci. M. Paul Janet (*Hist. de la philosophie morale et politique*, t. I, p. 458 sq.) donne les textes probants.

La croyance au devoir et au droit ne paraît pas plus dans l'un de ces deux ouvrages que dans l'autre. La forme du principat n'est qu'un expédient approprié aux circonstances. Est-elle légitime? Machiavel ne songe pas même à se le demander. Elle lui paraît seule propre à grouper les forces de l'Italie contre l'étranger, et c'est de l'Italie qu'il s'occupe, bien plus que de Florence. La faire puissante est son but invariable; il n'a varié que sur le choix des moyens. Avant de chercher le salut dans l'expulsion de l'étranger, qui est le vœu éloquent du dernier chapitre de son *Prince*, il l'a voulu par François I[er] occupant la Lombardie [1]. « La patrie, a-t-il écrit, est bien défendue, de quelque manière qu'on la défende, sans considération du juste et de l'injuste, de l'humain et du cruel, du louable et de l'ignominieux [2]. » Ce n'est point par là qu'il est, comme le prétend Burckhardt, léger dans ses propos autant que dans sa conduite [3], ou paradoxal, comme le lui reproche Guicciardin. Il pense, à cet égard, comme la plupart de ses contemporains et peut-être comme Guicciardin lui-même. L'idée de se réunir pour être fort, de tout temps très naturelle, est commune en ce temps-là. On la trouve dans un distique latin adressé à Jules II par le poète Flaminio, dans Polidoro Virgilio qui écrit en 1526, dans Varchi, qui écrira plus tard. Au temps de Léon X, les Medici se flattaient de devenir maîtres de l'Italie [4].

Le mal venait de la discorde et de la division infinie, le bien viendra de la concorde et de l'unité. Si l'unité

1. Mach. à Fr. Vettori, 10 août 1513, p. 866, 868 A.
2. *Disc.* III, 41, p. 283 B.
3. Burckhardt, t. I, p. 107.
4. Voy. Ranke, *Zur Kritik neuerer Geschichstschreiber*, p. 182-202, Leipsig et Berlin, 1824; Villari, t. II, p. 446-48.

n'est possible que par le pouvoir d'un seul, et si le principat est un poison, comme dit Ranke, qu'importe à Machiavel? Les poisons sont, après tout, une des grandes ressources de la médecine. Le prince en deviendra puissant? Il s'y résigne. On flatte, on dénature son empirisme en prétendant qu'il attendait, pour conséquence du principat, une réaction populaire. L'Italie à tout prix, voilà, répétons-le, la seule idée invariable. Nous lui pardonnerions d'être indifférent sur le choix et la moralité des moyens qu'emploiera le prince, ce qui est, de son temps, un travers général, s'il n'y avait des exceptions honorables, telles que Busini et Varchi, qui résistent au courant, et parmi lesquelles on voudrait pouvoir le compter.

Mais cet homme pratique ne poursuivait-il pas une chimère? Un peuple peut-il trouver le salut hors des traditions de son histoire? Jamais l'Italie n'avait fait taire un moment ses rivalités acharnées que devant l'étranger. Supprimez ces interventions, ces invasions en quelque sorte périodiques, où sera la main ferme qui pliera tout sous sa loi? La papauté? Machiavel l'exècre en vertu de sa conception païenne de l'État. Les Italiens, dit-il, doivent à l'Église et aux prêtres d'être devenus sans religion et mauvais; en d'autres termes, ils lui doivent leur ruine[1]. S'il faut user des religions, même fausses, la chrétienne n'en a pas moins affaibli le monde en lui prêchant la résignation, l'humilité, l'abjection[2]. Qui donc alors? Les Medici en pleine décadence n'offraient même plus la monnaie d'un Lorenzo. Le roi de

1. *Disc.*, I, 12, p. 189 A.
2. *Disc.*, I, 12, II, 2, p. 189 A, 224 A.

Naples était trop loin et tenu pour étranger. Venise était comme lui trop à l'écart, Sforza de Milan trop peu Italien; enfin, le duc de Ferrare avait peu d'États, de pouvoir, d'importance.

La chimère semble donc être dans le but, et les moyens seuls sont pratiques, c'est doublement fâcheux. Les considérations de Machiavel n'en sont pas moins admirables et d'une psychologie bien supérieure à celle de tous ses concitoyens. Sur Montesquieu même et sur Bossuet il a cet avantage, qu'au lieu de se borner comme eux à exposer et apprécier les faits anciens, il les rapproche sans cesse des faits modernes qui en sont tout éclairés et qui leur renvoient ensuite ces flots de lumière. Il n'a que le tort de trop demander à ces constantes comparaisons. On ne saurait, sur des analogies, prévoir et prédire la similitude des conséquences, et nous qui savons que l'histoire de Tite-Live est un tissu de fables, nous ne pouvons retenir un sourire, quand nous voyons chercher l'équivalent de ces inventions légendaires dans les événements très réels, trop réels des temps modernes. Si les *Discours* nous paraissent aujourd'hui plus profitables que le *Prince*, c'est parce que le vent est à la démocratie, et que les monarchies s'en vont.

Mais nous ne saurions trop le redire, entre ces deux ouvrages presque simultanément composés, il ne faut pas chercher deux points de vue successifs et différents. Il y a dans les *Discours* des réflexions sur les princes[1]. L'auteur s'y demande quelles sont les causes de succès et de revers pour les gouvernements en général, et comment

1. Voy. *Disc.*, II, 1, p. 222 B; III, 19, p. 273 A; III, 42, p. 289 A.

on en forme un fort et durable. Il y a dans le *Prince* des passages où il renvoie aux *Discours*, disant que s'il ne parle pas des républiques, c'est qu'il l'a fait longuement ailleurs[1]. Ce qu'il a voulu dans ce second ouvrage, écrit-il à Francesco Vettori, c'est de montrer ce qu'est le principat, comment on l'acquiert, comment on le perd[2]. Est-ce une étude scientifique ou une étude politique, avec ou sans application aux circonstances du moment? Les deux thèses ont été soutenues et elles sont soutenables; mais les apologistes s'attachent à la première, parce qu'elle disculperait un simple analyste sur l'immoralité des moyens. Une comparaison triviale, due à la plume d'un fin lettré, fait comme suit ressortir ce point de vue apologétique : « Si vous demandiez en certains pays comment on engraisse certaines volailles, on vous dirait : — C'est en leur clouant les pattes sur une planche et en les étouffant presque à force de nourriture. — Oh ! quelle barbarie! quelle horreur! Je ne ferai jamais pareille chose. — Alors vous n'aurez point de foies gras[3]. »

Que Machiavel ait pensé qu'un despote, même uniquement occupé de son intérêt privé, pût servir l'intérêt public, on n'en saurait être surpris dans un temps où le despotisme réussissait partout et réussissait seul. Ainsi les Dix de Venise, Alexandre VI, Ludovic le More, Ferdinand le Catholique, Gonsalve de Cordoue, Louis XI, Henry VII d'Angleterre. Chez ces potentats, chez ces papes, chez ces capitaines, chez ces républicains aristocrates, les théories sont celles du *Prince*, et leurs pratiques de

1. *Il Principe*, c. II, p. 294.
2. Mach. à Fr. Vettori, 10 déc, 1513, p. 873 A.
3. Treverret, *l'Italie au* XVI[e] *siècle*, 1[e] série, p. 134. Paris, 1877.

tous les jours s'y conforment avec cynisme[1]. Une seule chose les surprend, c'est que, n'ayant plus sous la main César Borgia son modèle, pour en faire le prince nouveau, Machiavel ait cru le pouvoir remplacer par les amollis Giuliano et Lorenzino des Medici. Par là perce le bout de l'oreille : en dédiant son ouvrage successivement à l'un et à l'autre, quoiqu'il ne puisse voir le sauveur ni dans l'un ni dans l'autre, il trahit son arrière-pensée d'intérêt personnel. S'il faut jeter le manche après la cognée, désespérer définitivement de l'avenir, du moins il n'aura pas perdu le fruit de quinze ans d'études sur la politique, sur *l'arte dello stato*. Il s'offre donc. Lorenzino a besoin, donne-t-il à entendre, de son expérience et de ses conseils. Il appelle sur soi la bienveillance princière en des termes où manque la fierté, même la dignité[2]. La plus débile main a toujours assez de force pour donner des honneurs, des emplois lucratifs.

A ce point de vue tout personnel, il devait souhaiter que ses conseils fussent suivis, que Lorenzino devînt seigneur absolu de Florence[3]. L'Italie ne pouvait s'en trouver plus mal que dans l'état présent, et, quant à lui, il s'en trouverait certainement beaucoup mieux. Pour que l'hypothèse fût valable d'une pure constatation scientifique, d'une dissection désintéressée au scalpel, il fau-

1. Sur la terreur, principe de gouvernement, voy. les textes dans Paul Janet, t. I, p. 466.

2. Voy. la fin de la dédicace du *Prince*, p. 293 B.—Cela est si clair qu'on trouve bien plaisantes certaines manières d'excuser Machiavel. « Il tarde tant à dédier son livre à Giuliano, que celui-ci meurt ; alors il le dédie à Lorenzo d'Urbino, *sachant bien* que celui-ci ne le lirait *peut-être* jamais. » (Cosci, *Rev. Hist.*, juill. 1883, t. XXII, p. 482.)

3. Varchi dit (liv. IV, t. I, p. 243) que Machiavel avait écrit son *Prince* « acciochè Lorenzo signore assoluto di Firenze si facesse ».

drait que Machiavel eût sinon flétri, du moins signalé le mal, comme fait l'anatomiste cherchant dans un cadavre l'affection morbide, cause de la mort. Car de soutenir, comme on l'a fait, qu'il était trop de son temps pour distinguer le mal du bien [1], il n'y a point d'apparence. Quand l'impassible secrétaire affirme qu'il y a des cruautés à propos, il reconnaît implicitement que la cruauté en soi n'est pas bonne. Il approuve même qu'un prince *paraisse* humain, pieux, fidèle à sa parole, intègre, pitoyable, pourvu que la pitié ne dégénère pas en faiblesse. Il admet que la bonne foi a ses avantages et que la confiscation est chose mauvaise. C'est le malheur du siècle si l'on y réussit par les moyens contraires, s'il y faut être à la fois renard contre les lacets, lion contre les loups [2]. Son tort est de se résigner à ce malheur sans même en gémir, et, tandis qu'il écrit dans une lettre familière, qu'un seul ami lira, qu'il faut fuir le mépris et la haine [3], de dire dans le *Prince*, destiné aux princes et au public, qu'il vaut mieux être craint qu'aimé [4]. Si le dernier chapitre donne éloquemment le conseil de chasser les conquérants, dans les précédents s'étale la glorification de la conquête. Répétons-le donc une dernière fois : Machiavel a une boussole, mais invariablement tournée vers le pôle de son intérêt propre. Courtisant un Medici, il lui parle le seul langage qu'on entendît dans cette ambitieuse famille. Quel de ses membres n'eût ri aux éclats, si on lui eût parlé de ses devoirs !

Ainsi, c'est en voulant faire autre chose que Ma-

1. Machiavel a dit : « Se del mal è lecito dire bene. » (*Il Principe*, c. VIII, p. 302 A.)
2. *Il Principe*, c. XVIII, p. 310 A.
3. Mach. à Fr. Vettori, 20 déc. 1514, p. 884 A.
4. *Il Principe*, c. XVII, p. 309 B.

chiavel a coulé dans le bronze, pour l'éternité, la statue du despote. Son génie n'en paraît que plus grand dans ce livre si bref et si fort. Les contemporains y voient « une œuvre vraiment impie et qui doit être non seulement blâmée, mais encore détruite. Il voulait, disent-ils, le faire lui-même, lors du changement de régime, alors qu'elle n'était pas encore imprimée, car elle paraissait « enseigner à enlever aux riches leurs biens, aux pauvres l'honneur, aux uns et aux autres la liberté[1]. » Quant à nous, blâmons tant qu'on voudra l'impassible immoralité de l'œuvre, mais reconnaissons, proclamons qu'elle est du premier ordre, cette œuvre que Charles-Quint avait toujours dans les mains, que Catherine de Médicis appelait sa bible, qu'Henri III et Henri IV portaient sur eux quand ils furent assassinés, que Mustapha III faisait traduire en turc, que Frédéric II de Prusse réfutait pour en mieux dissimuler l'imitation, que Napoléon étudiait, que Sixte-Quint résumait, et dont enfin le Saint-Siège recommandait la lecture comme très salutaire aux chrétiens.

Sans doute, la critique historique dans le *Prince* et les *Discours* sort à peine de l'enfance. Sur des matériaux incomplets et des faits mal connus, Machiavel ne pouvait imaginer que des théories erronées, celle-ci, par exemple, que les États, les religions, toutes les grandes institutions humaines, sont le produit de la volonté d'un seul, de Moïse, de Romulus, de Lycurgue, et non des forces sociales; mais on n'admirera jamais assez ce génie littéraire qui, avec une netteté, une force, une finesse incroyables, expose les voies et moyens des gouverne-

1. Varchi, liv. IV, t. I, p. 243.

ments les plus divers ; cet esprit puissant qui marche en avant de son siècle, et voit quelques-unes des idées dont le triomphe se fera encore longtemps attendre, l'idée notamment, pour n'en citer qu'une, de rester chacun chez soi et de se protéger par des armées nationales où prédominera l'infanterie[1]. C'est merveille qu'avec des bases fausses et en se trompant sur le passé, Machiavel ait su discerner quelques-uns des éléments nouveaux de l'obscur avenir, déterminer le caractère général des peuples, concevoir un idéal de gouvernement, faire enfin de la politique une science positive qui permet les conjectures et les prévisions[2].

A dessein nous n'avons pas compris dans ces éloges un autre ouvrage politique de ce grand esprit, son ***Discours sur les réformes à faire dans l'État de Florence***. Ce discours est écrit de commande par ordre exprès de Léon X, et on ne le voit que trop. A ce moment (1525), Giuliano et Lorenzino sont morts ; les Medici n'ont pas d'héritiers légitimes. L'occasion est bonne pour la liberté

1. Nous nous bornerons à cette allusion sur son remarquable ouvrage *Dell'arte della guerra* où il développe merveilleusement une de ses idées fixes, le remplacement des mercenaires par les milices nationales, ainsi que dans sa vie de Castruccio, sorte de roman. Cet écrit militaire est le plus littéraire de tous les siens. Il y rivalise, pour le dialogue, avec Platon et Cicéron, mais il ne connaît guère en fait d'art militaire que les stratagèmes antiques, ce qui faisait bien rire Brantôme de « ce bon galant de Machiavel ».

2. Le meilleur travail publié en Italie sur le *Prince* est celui d'Andrea Zambelli, *Le considerazioni sul libro del Principe*, Milan, 1840 ; en tête de l'éd. du *Prince* et des *Discours* donnée par Lemonnier en 1857. Il faut tenir aussi grand compte des travaux déjà cités de Villari et Cosci. A peine est-il besoin de rappeler que Rousseau (*Contrat social*, III, 6), Alfieri et Foscolo ont soutenu cet insoutenable paradoxe que dans le *Prince* Machiavel n'avait voulu que donner aux peuples des leçons détournées de liberté. Leur excuse c'est que Baldelli (Éloge de Mach., voy. Ginguené, VII, p. 81), et Albéric Gentilis, jurisconsulte du XVII[e] siècle, antérieur à Grotius (voy. le texte dans Janet, t. I, p. 440), avaient déjà émis la même idée.

et la république de regagner le terrain perdu. Que propose cependant Machiavel? Qu'on leur laisse le protectorat leur vie durant, sauf à rétablir ensuite les anciennes institutions. Ce renvoi aux calendes grecques, s'ajoutant au conseil donné à Clément VII de piper les dés en attendant, n'est pas sans doute une preuve de zèle républicain, de fermeté républicaine [1].

Sans consistance morale, Machiavel est-il immoral? La question est agitée depuis trois cents ans, et c'est là ce que Macaulay appelle l'énigme de Machiavel. Il ne comprend pas « ce grossier assemblage de vertus incongrues admirant avec le même respect l'habileté honnête et l'habileté déshonnête [2] ». A vrai dire, s'il y a énigme, M. Villari prétend que Macaulay l'a rendue plus indéchiffrable [3].

Il ne s'agit pas, bien entendu, de cette immoralité plate et basse qui consiste à conter des anecdotes graveleuses, à tracer des tableaux scandaleux. Les cardinaux en tracent comme les laïques, et les papes y applaudissent. A ce point de vue, c'est tout un siècle qu'il faudrait condamner. L'immoralité qu'on reproche à Machiavel est celle qui corrompt la vie publique, et qu'on s'est épargné la peine de définir, en créant le mot fameux de machiavélisme. Le machiavélisme est, comme le jésuitisme, aussi ancien que le monde; Voltaire, sur son ton habituel de plaisanterie, le fait dater d'Artaxerxès Mnémon [4], et s'il ne remonte pas plus haut, ce n'est que

1. Les jugements sur ce travail sont très divers. On le juge d'autant plus de travers qu'on connait moins l'histoire politique de Florence.

2. Macaulay, *Essays*. Philadelphie, 1850, p. 19 sq.; Leipsig, 1850, t. I, p. 63.

3. Villari, t. II, p. 445.

4. *Dictionn. philosophique*, art. XÉNOPHON.

faute de documents. Comines, sans doute, n'avait rien à apprendre de Machiavel, ni Louis XI, ni Ferdinand le Catholique, ni Ferrante de Naples, ni tant d'autres. Les Dix, envoyant le secrétaire en ambassade, lui recommandaient de donner le change sur sa mission [1]. N'est-ce pas, en tout temps, l'alpha, sinon l'oméga de l'art du diplomate? Aussi l'infortuné auteur du *Prince* demandait-il avec surprise pourquoi, quand on adorait une chose comme sainte, on en brûlait la copie comme exécrable [2].

On a même prétendu que nul n'était moins machiavélique que Machiavel, et qu'on peut l'accuser de cynisme, non d'hypocrisie [3]. Mais si ce qu'il conseille avec cynisme, c'est justement l'hypocrisie, la perfidie, et ce qu'il appelle « les fraudes honorables, les cruautés généreuses, les glorieuses scélératesses »? Tout au plus peut-on dire qu'avec ces mots malsonnants il ne pervertissait personne, et qu'après tout, nous ne sommes pas si sévères pour l'espion américain de Cooper, pour le capitaine qui tend une embuscade à l'ennemi, pour Horace tuant Camille, Judith décapitant Holopherne, Brutus immolant César, Charlotte Corday poignardant Marat, Cavour et Bismarck allant à leur but *per fas et nefas*, faisant de la perfidie et de la violence leurs armes favorites. Que si tout est permis pour se défendre, tout ne l'est peut-être pas pour attaquer, à moins que l'attaque

1. « Disponendo le parole tue in modo che paia che questa sia solamente causa di questa tua andata, e che noi di questa sua deliberazione intendiamo altra causa che quella che lui stesso vuole che si creda. » (Les Dix à Mach., XVI[e] lég., éd. Passerini, t. V, p. 95.)

2. Paroles mises dans sa bouche par Boccalini, *Ragguagli di Parnaso*, Centuria I, Ragg. 89, p. 416. Amsterd., 1669.

3. Villari, t. II, p. 340.

ne soit, comme plus d'un le prétend, le premier moyen de la défense. Les épithètes laudatives que Machiavel accole aux substantifs odieux, voilà ce qui lui nuit, ce qui le discrédite; c'est par elles que ce qui pourrait n'être qu'une simple constatation ressemble à un mauvais conseil.

On voudrait qu'il eût dit s'il étendait à la vie privée la morale dont il ne parle qu'à propos de la vie publique. Ceux-là mêmes qui croient qu'il n'y a qu'une morale et que la fin ne justifie pas les moyens, ne peuvent en effet méconnaître qu'il y a entre l'existence d'un homme et celle d'un peuple quelque différence, et que l'intérêt tient peut-être plus de place dans celle d'un peuple, ne fût-ce que par la difficulté d'établir et de suivre une autre règle. Mais encore la justice n'est-elle pas complètement étrangère aux relations internationales, car elle est, de nation à nation, le meilleur *modus vivendi*. Nous en avons le sentiment, quoique nous n'ayons pas renoncé à la guerre, et c'est sur ce point qu'on peut dire la morale publique en progrès de nos jours. Il y a pourtant des philosophes qui nient qu'elle ait fait un pas depuis Platon et Aristote. Comment Machiavel ne serait-il pas de ceux-là? Il est pessimiste, il ne croit pas à la perfectibilité humaine, au perpétuel devenir de Hegel. S'il avait tenu l'homme pour muable, il n'aurait sans doute pas cru à la possibilité d'une science d'État.

Il n'est donc pas aussi immoral qu'on le dit, et pourtant il n'est pas moral. C'est par la terreur qu'il veut imposer ce qu'il appelle le bien; or elle y est impuissante. La grande illusion sur son compte est de le croire tout d'une pièce, de voir en lui l'homme d'une seule idée. Ondoyant et divers, il l'est plus que

personne; il souffle le chaud et le froid. « J'ai enseigné, dit-il, aux princes à être tyrans, et aux peuples comment on étouffe les tyrans[1] ». Il va de l'analyse scientifique à la déduction jacobine. Il est tantôt idéal jusqu'à la chimère, tantôt pratique jusqu'au cynisme. Nous ne savons pas bien ce qu'il a voulu, et peut-être ne le savait-il pas toujours lui-même. Dissection du présent ou prophétie de l'avenir, étude psychologique ou conception imaginaire, qu'est au juste son œuvre? Ses reproches à César Borgia s'adressent-ils, comme on l'a dit, au personnage réel et ses éloges à un personnage idéalisé, ou le César Borgia de ses livres est-il aussi celui de ses dépêches[2]? Si l'écrivain est ami des peuples, pourquoi, quand le pape les veut dépouiller au profit de sa famille, lui indique-t-il les moyens d'y réussir? S'il écrit par manière de passe-temps, sans penser aux Medici, pourquoi leur dédie-t-il son ouvrage? Si l'on doit l'expliquer lui-même par l'universelle corruption du temps[3], comment Guicciardin, qui est loin de le valoir, n'arrive-t-il pas aux mêmes conséquences, et comment Giannotti ne donne-t-il pas, lui aussi, des conseils immoraux?

L'énigme persiste donc, sur un point seulement, mais sur le plus important de tous, car le Machiavel de la postérité est bien celui du *Prince* et des *Discours*. Ce serait pourtant donner de son génie une idée insuffisante que d'en passer sous silence les autres manifestations. Il y a bien peu de genres où il ne se soit

1. Voy. Arbib, note à la page 244 du tome I de Varchi.
2. Villari (t. II, p. 340) soutient la première thèse et Media la seconde. Voy. *Rivista Europea*, t. XXXIII, fasc. III, 16 juin 1883.
3. C'est ce que fait Zambelli, *Il Principe*, Flor., 1857.

exercé, où il n'ait marqué sa place. On pourrait le ranger parmi les modèles du style épistolaire. Sa correspondance privée a autant de charme que de variété, sans autre défaut que d'être trop libre, et ce n'en était pas un alors : le goût du temps permettait d'écrire et de publier ce qu'aujourd'hui l'on dit à peine tout bas entre amis. Ses dépêches d'ambassadeur sont intéressantes non moins qu'instructives. Comme diplomate, il n'est qu'au second rang ou au troisième; mais des négociations secondaires, conduites par lui, prennent une importance qu'elles ne doivent qu'à son talent. Il excelle dans l'art d'étudier une question sous toutes ses faces, à découvrir les ressorts secrets des passions individuelles, à pénétrer le caractère des peuples et des institutions. Parmi tant d' « orateurs » florentins si remarquables, aucun ne l'égale, si ce n'est peut-être Francesco Guicciardini.

Ses *Histoires* nous le montrent sous un jour moins favorable. C'est un ouvrage fait sur commande, écrit à la hâte pour toucher plus tôt le salaire promis. Le cardinal Giulio, futur Clément VII, qui avait commandé ce travail, le payait 100 ducats (1524)[1]. Il ne mérite l'estime que par comparaison avec les écrits du même genre qui l'avaient précédé. Machiavel l'emporte sur ses devanciers, parce qu'il étudie le premier les révolutions intérieures de sa patrie, leurs causes et leurs conséquences, les formes variées du gouvernement; parce qu'il relie les faits entre eux et se risque aux considérations philosophiques; parce qu'il écrit d'un style simple et limpide dans

1. La commande fut faite en novembre 1520 par l'intermédiaire des officiers du *Studio*, dont le chef était le card. Giulio, archevêque *pro tempore;* c'est à lui que les *Histoires* sont dédiées. Voy. Villari, t. III, p. 120. — Sur le payement, voy. lettre de Mach. à Fr. Guicciard., entre sept. et déc. 1525, p. 895 B.

sa sécheresse, naturel toujours, même quand sa pensée s'élève. Quoiqu'il mêle trop les périodes aux phrases coupées, il se gare de Boccace, dangereux modèle qui s'imposait encore, et qui s'imposera même après lui. Le style, il faut bien le dire, est ici son principal souci. Nous en avons la preuve, car ses ébauches, comparées à son texte définitif, laissent voir des retouches de langage, jamais des retouches de fond[1].

Le fond est, à ses yeux, la moindre chose, et même la bonne ordonnance paraît trop sensiblement absente de ses quatre derniers livres. Selon le séculaire usage des historiens, il suit, il imite, il copie ceux qu'il a sous les yeux. C'est par hasard et par instinct qu'il les surpasse en quelques parties. Comme eux, il « fourbit » des harangues classiques, au lieu de rapporter des paroles authentiques quand il s'en trouve, et, quand il ne s'en trouve pas, de ne point discourir. Dans cette histoire générale du moyen âge, qui remplit son premier livre et qu'on a tant louée, il marche à la lisière, n'ayant d'autres autorités que Flavio Biondo et Leonardo Bruni, narrateurs comme lui. Empruntant à Biondo son érudition, il lui emprunte aussi ses erreurs. Il se trompe sur les noms, sur les années; il attribue aux gens des actes qu'ils n'ont point faits, des idées qu'ils n'ont point eues. Compulse-t-il des registres, il le fait légèrement. Michele Bruto, qui a écrit après lui, se garde bien de le suivre, tant il le trouve inexact[2].

Inexact, il l'est par caprice, développant trop tel

1. Cette intéressante remarque est de M. Villari, t. III, p. 287, 289.
2. Voy. Ammirato, liv. XXIII; Villari, t. III, p. 204, 277. M. de Tréverret (p. 230) a relevé quelques-unes des erreurs d'histoire générale. Voy. encore Gervinus, *Florentinische Historiographie*, 1833.

point et pas assez tel autre, quelquefois afin de mieux étaler son éloquence; mais il l'est aussi par intérêt : c'est ainsi qu'il dissimule les violences, les rigueurs qui ont assuré aux Medici le pouvoir, et qu'il ne termine même pas son œuvre, parce que, après la mort de Lorenzo, le sujet devient trop scabreux pour un courtisan. Il faut bien le reconnaître, si ce grand ouvrage n'était pas signé de son nom, l'on pourrait y admirer la langue et le style, y remarquer quelques réflexions fortes, mais personne n'eût songé à y voir une des sources de l'histoire florentine[1].

Machiavel, à tout prendre, n'est donc pas un historien. Il est un politique, et encore un politique profond bien plus qu'un politique complet, car s'il étudie et admire le bien joué, il néglige le commerce, les entreprises coloniales, les lettres, les arts, qui ont alors tant d'importance, et qui occupent tout le monde. Il n'en croit pas moins que l'histoire est une de ses aptitudes. Il signe une de ses lettres : *Istorico, comico, tragico*[2]. Il a moins droit encore au troisième de ces titres qu'au premier; mais il mérite le second. Aimant à s'amuser, à badiner, la plume à la main comme dans le cours de sa vie, il plaisante volontiers de tout, sauf des affaires d'État et des faits historiques qu'il en rapproche, par lesquels il les éclaire. Cette tendance gaie de son grave esprit s'accuse dans ses lettres familières, dans ce conte oriental de *Belphégor* qui rappelle les *novellieri* et qui les dépasse par la conduite raisonnable, par toutes les

1. Pourquoi ne dirais-je pas que l'ayant eu constamment sous les yeux pendant que je composais cette longue Histoire de Florence en neuf volumes, j'y ai trouvé bien peu de secours?

2. Lettre à Fr. Guicciard., sans date, p. 895 B, n° 60, entre sept. et déc. 1525.

grâces du style florentin, et enfin dans son théâtre. Il est même à noter que, lorsqu'il écrivit *Belphégor*, il était employé par les Medici, au comble, par conséquent, de ses vœux; tandis que lorsqu'il écrivait sa *Mandragola*, la meilleure et aussi la plus licencieuse de ses comédies, il était dans cette période douloureuse de sa disgrâce, où, ayant perdu sa charge, il composait ses œuvres politiques pour reconquérir la faveur. Selon un mot que rapporte son dernier biographe, la divertissante *Mandragola* est la comédie d'une société dont le *Prince* est la tragédie[1]. Ce fidèle crayon d'une des faces du XVIe siècle nous y fait voir les gens mauvais, corrompus, légers comme ils l'étaient. Les caractères, sans doute, ne sont qu'effleurés, mais ils le sont, et cela suffit pour que Machiavel, auteur comique, soit proclamé supérieur à Bibbiena, et même à l'Arioste. Qu'il le soit aussi à Goldoni, c'est ce que personne ne conteste. Qu'on ajoute, si l'on veut, que la *Mandragola* est « une grossière ébauche du *Tartuffe* », d'accord, pourvu qu'on n'ajoute pas, comme l'a osé un Allemand, qu'elle n'est inférieure qu'aux plus belles comédies de Molière[2]. Les farces de Molière sont autrement marquées au coin du génie comique, et, quant à ses chefs-d'œuvre, même de loin ils défient toute comparaison. Il ne suffit pas, d'ailleurs, pour prendre rang, d'avoir écrit une comédie piquante ou même remarquable. Le nombre, ici, fait beaucoup à l'affaire; or les autres comédies de Machiavel n'ajoutent rien à sa gloire.

De même ses poésies. Malgré de visibles efforts pour

1. Villari, t. III, p. 159.
2. Karl Hillebrand, *Études historiques et littéraires*, t. I, *Études italiennes*. Paris, 1868.

imiter Dante et Pétrarque, elles ne le relèvent guère, et si on les mentionne, c'est parce que la fécondité dans le médiocre n'est pas tout à fait indifférente chez qui excelle quelque part. Génie vaste et universel, comme il y en a plus d'un dans ce grand siècle, le vrai Machiavel est surtout prosateur attique, politique subtil, philosophe profond. Supériorité bien remarquable et presque incroyable chez un homme d'instruction, de position, de fortune médiocres, traité en subalterne par des compatriotes qui sont loin de le valoir, mais observant comme personne n'observe, avec une profondeur sans pareille, et, sur les faits dont il parle répandant la lumière à flots.

Plus sensibles à ce qu'il leur donne de gloire qu'aux scories dont cette gloire est mêlée, les Italiens lettrés ont-ils cru résoudre ou supprimer l'énigme par cette épitaphe emphatique et tranchante :

Tanto nomini nullum par elogium?

Ils ont oublié ou feint d'oublier le blâme et la haine des contemporains qui, dans le courtisan des Medici, poursuivaient les Medici eux-mêmes. Ils n'ont pas tenu compte des tardives censures de l'Église, qui, revenant sur sa primitive complaisance, supprimait le *Prince* comme le *Décameron*, et enveloppait dans la proscription tous les écrits de Machiavel[1]. Ignorent-ils ou négligent-ils ce que disent, encore aujourd'hui, les paysans de San-Casciano? Là-haut, selon eux, dans la maison délabrée qu'habitait Machiavel, réside le diable, et nul chrétien n'y voudrait mettre le pied[2]. Que le patrio-

1. Voy. cette histoire dans Tommasini, t. I, et Nourrisson, ch. I.
2. Gaspare Amico, *Vita di N. Mach.*, p. 409. Flor., 1875; Tommasini, t. I, p. 7, note.

tisme italien ne veuille plus voir de taches dans son soleil, à son aise; mais la critique ne peut le suivre sur ce terrain peu scientifique de l'apologie à outrance. Elle admet l'énigme, elle tâche à la déchiffer, sans se flatter d'y parvenir, et elle explique ce complexe et troublant génie par une nature où l'esprit a plus de force et de profondeur que l'âme d'élévation, par les habitudes contractées, par les ambitions caressées, par les déceptions subies, par les lacunes d'une instruction qui ne soutient pas suffisamment les vues hardies de la pensée, enfin par les idées, les préjugés, les mœurs du temps et du milieu. C'est la méthode de Sainte-Beuve : il faut s'y tenir[1].

Le nom de Machiavel appelle celui de Guicciardin, son ami et son émule. Entre eux, les ressemblances sont essentielles, et en si grand nombre que le plus rapide moyen de les indiquer serait de dire en quoi diffèrent ces deux grands publicistes. Avec Guicciardin, point d'énigme. Ce qu'il est et ce qu'il veut, on le sait, on le voit. Au prix de Guicciardin, le froid, pratique et positif Machiavel est un prodige d'imagination et de chaleur. Guicciardin ne distingue pas, comme lui, entre les faits, pour courir au principal, s'y arrêter d'abord, puis s'élancer au delà et raisonner à leur sujet par induction. Il s'y tient strictement. Plus instruit, il paraît pourtant ignorer, ou du moins il

1. Voir encore sur Machiavel divers excellents travaux : Ad. Franck, *Réformateurs et publicistes de l'Europe*, Paris, 1864; Robert von Mohl, *Die Machiavelli Literatur*, dans son grand ouvrage *Die Geschichte und Literatur der Staatswissenschaften*, Erlangen, 1855-58; Karl Knies, *Der Patriotismus Machiavelli's*, dans le *Preussische Jahrbücher*, fascic. de juin 1871; Th. Mundt, *N. Mach., und des System der modern Politik*. Berlin, 1867; Emil. Feuerlein, *Zur Mach. Frage*, dans les *Historische Zeitschrift*, 1868, ann. X, fasc. I; Carlo Gioda, *Mach. e i suoi tempi*, Flor., 1874.

dédaigne la scolastique, il n'aime pas la philosophie, il laisse à peine paraître sa science du droit. Plus observateur, plus précis et plus sûr, s'il écrit cependant c'est pour lui-même, non pour les princes ou le public : il semble prendre des notes, et s'il les rédige bien, c'est par talent naturel, par habitude d'esprit. Aussi peut-on croire qu'il est sincère : il ne ménage pas plus sa famille que lui-même[1]. Sa grande *Histoire d'Italie,* qui ne semble pas écrite pour tenir la lumière sous le boisseau, ne fut pourtant imprimée qu'après sa mort. Quant à ses autres œuvres, on le sait, elles n'ont vu le jour que de nos jours.

Sans parvenir au premier rang dans la vie, il l'a plus approché que Machiavel. Il est moins Florentin encore, et il l'est à peine : il n'a pas fait ses études à Florence, et il ne connaît guère le patriotisme de clocher. « Les vieilles villes, dit-il, ne se raccommodent point[2] ». Si la patrie périt, cela devait lui arriver. Qui est à plaindre, ce n'est pas elle, c'est celui qui en est le témoin. Mais lui-même il ne doit pas se trouver tant à plaindre, puisqu'il a si résolument pris parti pour le pape et pour l'empereur, puisqu'il déteste le peuple de ses concitoyens, « animal insensé, plein d'erreurs, de confusion, sans goût, sans charme, sans stabilité[3] ».

C'est un politique, ou, comme on dit aujourd'hui, un politicien, pratiquant autant que pratique. « Rien n'est aussi honorable, beau, magnifique, utile, fait-il dire à son père, que d'entendre parler de gouvernement par

1. Au sujet de certains faits domestiques peu louables, qu'il avoue avec une indifférence qui surprend, voy. ses *Ricordi autobiografici e di famiglia. Op. ined.*, t. X.

2. Guicciard., *Del Reggimento di Fir.*, liv. I, *Op. ined.*, t. II, p. 107.

3. Id., *Ricordi*, n° 140. *Op. ined.*, t. I, p. 135.

un homme d'âge et d'expérience[1]. Apte au commandement par sa connaissance des personnes et des affaires, jamais il ne cherche autre chose qu'à profiter des événements, et il le cherche par les mêmes moyens que conseille Machiavel : ne pas se découvrir, simuler et feindre, nier, eût-on contre soi l'évidence, promettre, ne dût-on pas tenir, cacher le fond de ses pensées à ses proches, à ses plus intimes amis[2]. Aussi celles qu'il exprime, quand il prend la plume, sont celles qui prévalent de son temps : il ne fait que leur donner une forme claire et précise. Tandis que Machiavel voudrait ramener ses contemporains à l'imitation de l'antique, lui, il dit tout net que « qui veut imiter les Romains ressemble à l'âne voulant fournir la course du cheval[3] ». Il faut « se moquer de presque tous ceux qui prêchent la liberté. S'ils espéraient mieux d'un régime étroit, ils y courraient en poste[4] ». Pour lui, la liberté est un fait, et, comme telle, il l'accepte, sinon elle n'est rien[5].

Des deux amis, des deux grands publicistes du siècle, c'est assurément Guicciardin qui se trompe le moins. On n'y a peut être qu'un médiocre mérite, quand on ne permet pas à son esprit de penser, de chercher, de remonter — c'est le reproche de Montaigne — à la vertu, à la religion, à la conscience[6]. « On ne gouverne point, à son avis, selon les règles de la con-

1. Guicciard., *Del Reggimento di Firenze*, liv. I. *Op. ined.*, t. II, p. 13.
2. Id., *Ricordi*, n°s 49, 104. *Op. ined.*, t. I, p. 104, 122.
3. Id., *Ricordi*, n° 110. *Op. ined.*, t. I, p. 125.
4. Id., *Ric.*, n° 328. *Op. ined.*, t. I, p. 197. Cf. *Del Reggim.*, t. II, p. 54.
5. *Disc. III intorno alle mutazioni e riforme*, dans *Op. ined.*, t. II, p. 268.
6. *Essais*, liv. II, ch. x, p. 259. Paris, 1843. Thiers avait pour Guicciardin une particulière admiration. Voy. *Hist. du Consulat et de l'Empire*, t. XII, avertissement, p. 12. Paris, 1855.

science[1]. Pour vivre selon Dieu, il faut se retirer du monde; on ne peut, sans l'offenser, vivre dans le monde. Mais n'avouons cela qu'entre nous[2] ». Il se trompe pourtant, et sur des choses graves. Il a combattu les salutaires idées d'unité qu'a quelquefois professées Machiavel[3]; il a préféré le fractionnement qui permet seul, à l'entendre, l'émulation, par suite la prospérité des villes. En fait, le fractionnement, l'émiettement est resté jusqu'à nos jours la loi de l'Italie, et il en a été le fléau. On n'y a vu ni cette prospérité, ni cette éclosion de génies sur lesquelles comptait Guicciardin.

Mais ses erreurs ne paraissent guère que lorsque, par aventure, il ratiocine sur l'avenir. Pour être à son avantage, il ne doit pas sortir de son terre à terre. Quand il y reste, il y est d'une précision crue et cynique dont Machiavel n'approche pas. « Je ne sais, écrit-il, lui, le serviteur favori de la Curie et des prêtres, s'il y a quelqu'un qui haïsse plus que moi l'ambition, l'avidité, la mollesse des prêtres. Sans les dignités que j'ai obtenues d'eux, j'aurais aimé Luther autant que moi-même, non pour me délivrer de la religion, mais pour voir mettre à la raison cette bande de scélérats[4] ». — « J'ai toujours désiré la ruine de l'État ecclésiastique, et la Fortune a voulu que, sous deux papes, j'aie dû m'épuiser pour leur grandeur, sans quoi j'aimerais Luther plus que moi-même, parce que j'espérais en sa secte pour ruiner cette scélérate tyrannie des prêtres,

1. *Ricordi*, n° 48. *Op. ined.*, t. I, p. 104.
2. *Del Reggim. di Fir.*, liv. II, *Op. ined.*, t. II, p. 212.
3. Voy. ses *Considerazioni sui Discorsi di Mach.*, dans *Op. ined.*, t. I, p. 27-30.
4. Guicciard., *Ricordi*, n° 28. *Op. ined.*, t. I, p. 96.

ou du moins lui rogner les ailes[1] ». On ne se répète ainsi, à peine avec des variantes, que lorsque l'idée vous tient au cœur. Et ce n'est pas seulement au sacerdoce qu'en veut ce serviteur du sacerdoce. Il met dans le même sac théologiens et philosophes, car leur foi ne fait que croire comme certain ce qui n'est pas raisonnable[2]. « Toutes les religions, dit-il, ont leurs miracles, qui sont les secrets de la nature, dont l'intelligence humaine ne pénètre pas les raisons. Quiconque parle des choses surnaturelles, c'est-à-dire qui ne se voient pas, débite mille sottises[3] ». On dit que qui secoue le joug de la religion subit celui de la superstition : lui, du moins, il ne subit ni l'un ni l'autre. S'il porte envie aux astrologues, c'est qu'on les croit sur parole, parce que sur cent mensonges ils disent une vérité, tandis que d'autres perdent toute créance, quand, parmi cent vérités, il leur échappe une erreur ou un mensonge[4].

Qu'un tel homme, si libre de pensée et d'esprit, ait servi les prêtres, cela peut surprendre, mais s'explique pourtant : il avait quatre filles à nourrir et à marier. Ses intérêts servent de règle à sa vie, et il en vient à « maximer ses pratiques », pour le profit de ceux qui lui sont chers. « Faites tout au monde, leur disait-il, pour vous trouver du côté des vainqueurs[5]. Vivez en bonne intelligence avec les tyrans, dans leur intérêt et dans l'intérêt du public[6]. »

1. Guicciard., *Ricordi*, n° 46. *Op. ined.*, t. I, p. 203.
2. *Ricordi*, n° 1, t. I, p. 83.
3. *Ricordi*, nos 123, 125. *Op. ined.*, t. I, p. 129, 130.
4. *Ricordi*, n° 57, t. I, p. 107.
5. *Ricordi*, n° 176, t. I, p. 149; J. Pitti, *Apologia de' Cappucci*, dans *Arch. stor.*, 1a ser., t. IV, part. II, p. 363.
6. *Ricordi*, nos 110, 220, t. I, p. 125, 165; *Ricordi politici*, nos 100, 220. *Op. ined.*, t. II, p. 121, 165.

Un grave Piémontais, un homme d'État, Cesare Balbo, a dit qu'en tant qu'homme d'État, Guicciardin occuperait à peine une ligne dans l'histoire de son temps, et que sa plume seule lui a fait une grande place[1]. Peut-être cependant l'écrivain en lui doit-il beaucoup au politique, et on lui ferait tort si l'on ne le jugeait que sur le seul de ses ouvrages qu'il ait cru digne de voir le jour. Cette grande *Histoire d'Italie*, nous l'avons déjà dit, ne parut qu'après sa mort[2], mais uniquement parce qu'il n'avait pas voulu troubler sa vie, attristée déjà par la demi-disgrâce où le tenaient, après tant de services, les ingrats Medici : il pensait laisser après lui son monument, l'honneur de sa mémoire. Les vingt livres de cette histoire embrassent la période agitée où les divers États de la péninsule subirent les constitutions despotiques dont la Révolution française a pu seule les affranchir (1490-1534). C'est un récit sincère, on doit le croire, mais dicté par une humeur si assombrie qu'on n'y voit guère que le mal.

Ce point de vue pessimiste est déjà une source d'erreurs, et ce n'est pas la seule. Malgré son désir d'être bien renseigné, et sa prétention de l'être, Guicciardin ne l'est pas toujours : Jacopo Pitti, avec un secret plaisir, s'étudie à montrer qu'il se trompe souvent[3]. Souvent aussi, d'ailleurs, il copie ses devanciers, selon le traditionnel usage, sans remonter aux sources, et,

1. Ces. Balbo, *Pensieri ed esempi*. Flor., 1854.

2. Les seize premiers livres parurent vingt et un ans après sa mort, en 1561; les quatre derniers, en 1564. Il n'avait pas encore eu le temps d'y mettre la dernière main, et on s'en aperçoit à leur infériorité : ils manquent d'ordre, de clarté.

3. Voy. l'*Apologia de' Cappucci*, dans *Arch. stor.*, 1a ser., t. IV, part. II.

bien entendu, quand il les connaît, sans les citer. Il a beau vouloir s'affranchir des Grecs et des Romains, donner une forme nouvelle à l'histoire, il se traîne encore dans l'ornière des formes les plus surannées, il se complaît à ces harangues renouvelées des anciens qui « sentent un peu le cacquet scholastique » disait Montaigne[1], ou tout au moins le rhéteur. Il s'en tient à cette division en annales, chère au moyen âge, qui a le tort de fractionner incessamment l'exposition des faits et d'en rompre tout l'enchaînement. Un pastiche de Tite-Live est acceptable d'un écolier, non d'un homme mûr, surtout si à cet homme mûr on accorde du génie.

L'écrivain, chez l'auteur de l'*Histoire d'Italie*, n'est pas plus irréprochable que l'historien. S'il parle une langue pure, c'est la langue commune de l'Italie : il a le tort de la préférer à l'idiome vif et gracieux de la Toscane, qu'il parlait de naissance. Pour effacer Florence et la fondre dans l'Italie, comme il le voulait, avait-il donc besoin d'écrire d'un style majestueusement périodique, lourdement encombré de parenthèses, de périodes ennemies des poumons, comme dit Maffei[2] ? Aux Italiens eux-mêmes ce style périodique ne tarda pas à paraître un défaut, et même un ridicule : le critique Boccalini imagine plaisamment un Spartiate, condamné pour avoir dit en trois mots ce qui pouvait l'être en deux, à lire dans Guicciardin l'interminable hors-d'œuvre de la guerre de Pise[3], et suppliant ses juges, après avoir essayé d'obéir, de l'envoyer en prison, aux galères, ou

1. *Essais*, liv. II, ch. x, p. 259.
2. Maffei, *Storia della letteratura italiana*, 1834, t. I, p. 425.
3. Ce récit est un hors-d'œuvre dans une histoire d'Italie, parce qu'il n'intéresse que l'histoire de Florence.

même de l'écorcher vif[1]. On prétend que la lecture de certaines de ces périodes est devenue un châtiment pour les fautes académiques, et il est certain qu'un des éditeurs de Guicciardin, le diligent Rosini, a cru lui devoir rendre le service d'y établir comme de petits reposoirs.

Ainsi, au lieu d'avoir un style à soi, le majestueux historien imite celui de Boccace, qui n'était pas encore entièrement passé de mode. De plus, il ralentit sa marche déjà lente par des réflexions froides de fond, longues de forme et toujours sans pauses. S'il faisait du moins oublier ces défauts par d'autres qualités essentielles au narrateur ! Mais ses narrations, ses descriptions, quand elles sortent de leur moule froid et compassé, sont horribles plutôt que pathétiques, et sans la vie, sans le coloris des anciens, sans la profondeur de Machiavel. Lent et monotone, il fait comprendre, il ne fait pas sentir, ou il révolte les sentiments délicats.

Son succès, qui fut très grand, vint surtout de ce que, supérieur à tous ses devanciers pour l'exposition des faits, et même de leurs causes ou de leurs conséquences, il écrivait le premier, et dans la langue commune de tous les Italiens lettrés, une histoire générale, non provinciale, de l'Italie. On admira ce qu'on n'avait encore vu nulle part, ses tableaux politiques, ses exposés de négociations, le récit clair et détaillé des guerres. Et l'on eut raison. Dans ces parties, il tient la juste mesure : ses défauts, sauf l'intolérable abus de la période, deviennent des qualités.

1. Voy. Monzani, Disc. prélim. à la vie de Giacomini par Pitti, *Arch. stor.*, 1[e] ser., t. IV, part. II, p. 84, n. 2.

C'est de nos jours seulement, et grâce à la publication récente de ses autres œuvres, si longtemps inédites, qu'il est permis de juger avec plus de faveur Guicciardin. Ses *Légations*, son *Histoire de Florence*, nous font bien mieux connaître et son caractère, et sa patrie et son siècle. Ce dernier ouvrage, qui embrasse la période comprise entre Cosimo l'ancien et Pier Soderini, est l'œuvre de jeunesse d'un homme qui ne fut jamais jeune [1]. N'ayant encore que vingt-cinq ans, il n'a pas appris à se draper, comme dans sa grande histoire; il est plus simple, plus naturel, plus familier, plus florentin dans ses termes et dans ses tours. Il est correct, élégant, plein de dignité, jamais vulgaire; à son style manque seulement l'éclat et le charme de l'imagination. Comme il embrasse moins de faits, comme il a été le témoin de ceux dont il parle, ou comme il en a vu les témoins, il est une autorité sérieuse, quoiqu'on lui puisse reprocher de ne pas s'affranchir du système suranné des chroniques par annales, de ne pas contrôler assez les récits qui lui sont faits, de se louer trop lui-même, d'attribuer à son propre rôle plus d'importance qu'il n'en eut, enfin de ne pas savoir s'élever de terre dans les réflexions dont il abuse un peu. Mais cette longue narration est merveilleusement claire et précise dans sa précoce gravité, étonnamment moderne par l'ordre méthodique, par le sens des affaires et du jeu des passions, par la fine analyse des caractères et des ambitions, par une description exacte et un jugement net de l'action des

1. Dans un passage de ses *Ist. flor.* (ch. XXIII, *Op. ined.*, t. III, p. 250), Guicciardin dit : « Nous sommes aujourd'hui le 23 févr. 1509 ». L'ouvrage resta incomplet. Il s'arrête au 23 juin 1509, quand l'auteur partit ambassadeur en Espagne, et ne fut jamais repris.

princes, des chefs de parti, des masses populaires. Ici, point de batailles : c'est une histoire tout intérieure. Rien de pittoresque, ni de dramatique ; mais qu'on connaît bien, après avoir lu, les mouvements et les intrigues qui aboutirent au retour des Medici ! Florence reste comme elle doit rester, le centre de l'ouvrage ; l'auteur n'en élargit pas moins son cercle et son horizon, il étend son perspicace regard aux autres États. De tous ses écrits, c'est celui qui plaît le plus : il y paraît supérieur à Machiavel, quoique moins vivant[1]. Lui, il est né historien.

Cette supériorité, il la garde encore si l'on compare ses dialogues *sur le gouvernement de Florence*[2] au discours de Machiavel sur le même sujet. Le fond déplaît pourtant, car, écrits avant 1527, alors que les Medici étaient au timon, et pour les défendre contre les attaques[3], ces dialogues sont l'œuvre d'un *pallesco* déterminé, impénitent. L'interlocuteur qui y exprime les idées de l'auteur, c'est ce Bernardo del Nero, décapité en 1497, pour n'avoir pas, étant gonfalonier de justice, révélé un complot en faveur des Medici. Même au point de vue littéraire, il faut bien dire que le genre du dialogue ne convient guère au talent d'un écrivain coutumier des expositions compassées et des lourdes déductions. Ses trois personnages ne se distinguent pas les uns des autres; ils n'ont point ce langage familier, souple et vif, qui sied à la conversation. C'est aux champs qu'ils conversent, et ils n'ont des beautés cham-

1. Dans les premiers chapitres, il traite des mêmes événements que Machiavel; on peut donc comparer.

2. *Del Reggimento di Firenze*, dans *Opere inedite*, t. II.

3. C'est du moins le sujet du premier dialogue.

pêtres pas le moindre sentiment. L'œuvre ne vit point. Si l'on en voulait chercher parmi les anciens le modèle, ce n'est pas Platon qu'il faudrait évoquer, c'est Cicéron.

Les *discours* de Guicciardini, au nombre de dix, *sur les mutations et réformes du gouvernement florentin*[1], donneraient lieu, pour le fond et pour la forme, à des observations de même nature. On pourrait donc passer sous silence ces écrits rapprochés par le sujet, séparés par la date, s'il ne convenait d'en signaler le caractère pratique et, par suite, changeant. Les solutions qui y sont proposées varient selon le temps et les circonstances. Si les deux premiers discours ne sont qu'un exercice de rhétorique, le troisième, daté de 1512, antérieurement à la chute de Soderini, suggère les moyens d'affermir la République. Le quatrième, qui vit le jour au moment où rentraient les Medici, montre, quoique avec quelque réserve, comment ils pourront, à leur tour, s'affermir. Plus de réserve du tout dans le cinquième, qui est de 1516. L'évolution est alors complète et définitive : Guicciardin ne sera plus jamais qu'un partisan, qu'un courtisan des usurpateurs.

On ne sera pas surpris qu'un homme si constamment occupé de la politique et si ardemment possédé du désir de monter par elle aux premiers rangs, ne réussisse qu'à moitié dans les genres littéraires où il faut surtout du naturel et de l'abandon. Ses dépêches d'ambassadeur, ses lettres d'affaires, ses épîtres familières et missives, sont sèches, arides, sans agrément, très inférieures sur ce point à tout ce qu'on leur peut opposer de Machiavel et de

1. *Discorsi intorno alle mutazioni e riforme del governo fiorentino*, dans *Op. ined.*, t. II.



tant d'orateurs florentins. Ses *Ricordi*, genre dont il y a, dans son pays, de si précieux et aimables modèles, sont de solides alinéas, toujours substantiels et graves, comme les maximes antiques, tristes et moroses comme celles des gens déçus et désabusés, non sans profondeur, mais sans finesse, sans délicatesse, sans élévation. Écrits à bâtons rompus, recopiés de 1527 à 1531, dans le loisir déplaisant que laissent à cet ami du despotisme les derniers jours de la liberté, accrus plus tard d'un certain nombre d'autres, ces « préceptes d'or », comme les appelle Jacopo Pitti, — un ennemi pourtant, — sont comme un magasin d'idées, de sentences, de maximes dont une partie a trouvé place dans l'*Histoire d'Italie*. On y trouve la quintessence des vues politiques[1] éparses dans les autres œuvres de Guicciardin, mais on n'y trouve point ce qu'on y cherche, ce qu'ils devraient donner, des détails intimes, des indications piquantes sur la personne et l'entourage de l'auteur.

Il n'est donc, quoi qu'il fasse, qu'un « politicien » et un historien politique. En parlant de lui, le mot de génie, qu'on ne lui marchande pas, est-il de mise? Il n'eut, en tout cas, que le génie du bon sens, de la raison, de la clairvoyance : l'empirisme n'est généralement pas le fait des grands esprits. Écrivain, orateur, narrateur, peintre, philosophe, Guicciardin n'est, en toutes choses, qu'au second rang Il ne paraît pas plus moral que Machiavel, sans qu'on puisse alléguer, comme excuse, la nécessité de hurler avec les loups: nous avons dit plus haut que Donato Giannotti sut très

1. Voy. *Ricordi*, n[os] 29, 97, 212, 292, 377. *Op. ined.*, t. I, p. 120, 162, 186, 214.

bien ne pas faire sa partie dans ce répugnant concert. Mais cela tint peut-être au tour de son esprit, invinciblement porté aux illusions. Selon un Italien de nos jours, si Guicciardin est égoïste et Machiavel théoriquement déshonnête, Giannotti voit tout couleur de rose [1].

C'est à la demande de Niccolò Capponi que Donato Giannotti (1494-1563) écrivait son *Discours pour affermir le gouvernement de Florence* [2]. Il y érige en système les idées vagues et peu coordonnées de Savonarola. La base du gouvernement doit être la satisfaction des citoyens. Le moyen de l'établir est de combiner ces trois éléments connus : Grand Conseil, Sénat, gonfalonier à vie. Plus tard, en 1531, il ajoute un quatrième élément, la milice, dont il demande le maintien [3]. C'est déjà bien tard ; que sera-ce donc en 1549, quand il publiera sur le même sujet un nouveau discours [4] ? Il y conserve encore le Grand Conseil, tout en ôtant la dignité et les droits de citoyen à ceux qui ne payent pas l'impôt. En d'autres termes, il préconise l'aristocratie à la vénitienne, alors que déjà la monarchie est solidement implantée à Florence. C'est ce qu'on appellerait familièrement de la moutarde après le dîner. Mais ce qu'il importe de noter, c'est que, pour cet honnête homme, pas plus que pour Machiavel et Guicciardin, la justice n'est plus, comme elle était au moyen âge, l'aspiration primordiale, la condition essentielle, toujours réclamée, jamais obtenue, de tout bon gouvernement. Ce qu'il faut

1. Cipolla, p. 937.
2. *Discorso sopra il fermare il governo di Fir.*, dans *Opere*, éd. Polidori, t. I, p. 3 sq. Flor., 1850.
3. *Della Repubblica fiorentina*. 4 livres.
4. *Discorso intorno alla forma della Rep. di Fir.*

avant tout, dans ce temps où l'ancienne société tombe en poussière, où l'on ferait rire en invoquant la justice, c'est que le gouvernement soit fort. L'originalité de Giannotti, — c'en est une à ce moment de l'histoire, — est de préférer, pour atteindre ce but, à la violence et à la perfidie l'expérience, la sagesse, le patriotisme. Comme ses deux prédécesseurs et modèles il parle bien d'intérêts plus que de droits et de devoirs ; ils l'eussent pourtant jugé chimérique, parce qu'il ne déroule pas, après eux et d'après eux, les avantages de l'immoralité. Le progrès est réel et méritoire sans doute, mais c'est le seul dont on puisse faire honneur au médiocre et candide Giannotti.

Dans cette période si terriblement agitée, l'histoire littéraire de Florence serait donc, comme il est naturel, assez pauvre, si le hasard n'avait fait naître et vivre alors deux publicistes, deux politiques très supérieurs aux précédents, et qui ont trouvé rarement leurs pareils. Quoi qu'on puisse dire et penser d'eux, si disposé qu'on soit à leur refuser toute estime, on ne saurait leur marchander l'admiration. Ils dépassent de cent coudées tous les prosateurs de leur temps, et l'un d'eux est l'égal des plus grands de tous les temps. Ils dépassent aussi tous ceux qui grandissent à leur ombre, qui vont prendre leur place, et devenir l'ornement de la génération suivante. Ces successeurs tels quels, nous les retrouverons bientôt, lorsque nous aurons arrêté l'attention du lecteur sur les derniers râles de Florence égorgée. Nous devrons alors jeter un rapide regard sur la période trop longue de despotisme énervant et dégradant, qui fait regretter les plus stériles comme les plus tragiques agitations de la liberté.

CHAPITRE II

LES BEAUX-ARTS AU DÉBUT DU SEIZIÈME SIÈCLE

Raphaël s'inspire à Florence de l'école florentine. — Andrea del Sarto. — G. B. Rosso. — Benvenuto Cellini. — Michelangelo Buonarroti. — Ses études. — Sa *Pietà* de Saint-Pierre de Rome. — Son David. — Son carton de la guerre de Pise. — Influence de ce carton sur le développement de l'art. — Michel-Ange à Rome au service de Jules II. — Le Moïse. — Les fresques de la Chapelle Sixtine. — Inaction de Michel-Ange sous Léon X. — Ses travaux secondaires sous Clément VII. — La chapelle de San-Lorenzo. — Ses grands travaux sous Paul III : le Jugement dernier. — Saint-Pierre de Rome. — Poésies de Michel-Ange. — Apogée de l'art. — Commencement de la décadence par l'imitation de Michel-Ange.

Dans cette période assez courte, qui ne dépasse pas les limites de l'existence libre à Florence, les beaux-arts sont représentés par Michel-Ange et par Andrea del Sarto, comme les belles-lettres par Machiavel et Guicciardin. Raphaël, quoiqu'il soit, lui aussi, de ce temps (1483-1520), n'appartient pas à l'école florentine. Toutefois, comme elle n'a pas été sans influence sur les développements et les progrès de son merveilleux génie, nous ne saurions passer complètement sous silence le plus parfait des peintres : il faut au moins dire en quoi il est tributaire des grands Florentins dont nous avons précédemment parlé.

Déjà il avait étudié à Assise les chefs-d'œuvre de Giotto, quand il vint à Florence, en 1504, muni d'une lettre de la duchesse d'Urbino pour le gonfalonier Soderini[1]. Il séjourna deux ans dans ce temple des

1. Voy. cette lettre dans Bottari, *Lettere sulla pittura*, et Audin, *Vie de Léon X*, ch. xv, t. II, p. 358.



arts, il y admira la chapelle de Masaccio, mort trop tôt pour la gloire de sa patrie, et l'étude de ces incomparables fresques transforma en lui le disciple du Pérugin. Il sut aussi goûter et comprendre, sans s'y asservir, l'originale et noble peinture de Léonard, celle de Fra Bartolommeo della Porta, d'une largeur si harmonieuse et si grandiose, d'une douceur si expressive, et qu'il surpassa encore par l'expression. Il n'est pas jusqu'aux premières œuvres de Michel-Ange qu'on ne croie retrouver un peu dans le hardi et puissant tableau de la *Transfiguration*, de même que la *Maddalena Doni* de Raphaël fait involontairement penser à la *Joconde* de Léonard.

Rien peut-être ne caractérise mieux le peintre d'Urbino que l'expression tout ensemble humaine et divine de ses nombreuses madones. Or cette qualité unique, c'est à l'école florentine qu'il la doit : jamais il ne peignit de vierges en plus grand nombre que durant son double séjour à Florence. Car il y revint, et même, pour y revenir, il laissa inachevée l'importante peinture du couvent des Camaldules à Pérouse, plus importante de beaucoup que les commandes qui l'attendaient sur les bords de l'Arno. Ici il n'a point affaire aux couvents : il ne peint que pour des amis qu'il a connus chez l'architecte Baccio d'Agnolo. Dans cet atelier, ou, comme on disait alors, dans cette boutique, il voyait les plus renommés artistes du moment, Andrea Sansovino, Benedetto de Majano, Antonio et Giuliano de San Gallo, c'est-à-dire les deux sculpteurs et les deux architectes les plus distingués parmi les prédécesseurs immédiats de Michel-Ange.

Que ces artistes, pour inférieurs qu'ils soient à Raphaël, aient pu cependant exercer sur lui quelque action,

ce n'est pas impossible : une doctrine professée par un groupe d'amis ne peut manquer de faire impression sur qui les fréquente. Mais c'est surtout de Michel-Ange qu'il profite, et le fait est d'autant plus digne de remarque, que Michel-Ange aurait pu tout aussi bien profiter de lui. Ce n'est point un hasard ou un caprice : toute l'école romaine, après son chef, s'inspire plus ou moins du grand Florentin. Ce que le Sanzio peint à Florence, sans excepter ses madones, n'a point le caractère dévot de ce qu'il peignait pour les Ombriens, et n'en mérite pas moins le nom de chef-d'œuvre [1]. A Rome même, dans les *Loggie*, où l'espace lui est si étroitement mesuré, s'il donne l'impression de la grandeur, c'est qu'il est pénétré de Buonarroti, et qu'il vivifie comme lui le texte biblique en s'inspirant de la nature. C'est ainsi que, porté, si l'on peut dire, par ceux qui marchaient en même temps que lui dans la carrière, ayant une pleine connaissance de son art, il en fondit toutes les parties dans une harmonie ineffable, et, sans atteindre le sublime, atteignit la perfection. Comme l'éloquence continue, la perfection souvent ennuie ; mais chez lui elle n'ennuie jamais, et ceux-là mêmes qui préfèrent le sublime n'ont vraiment pas le courage de le regretter [2].

De peintre né Florentin, représentant de droit l'école et digne de nous arrêter, il n'y a guère qu'Andrea Vannucchi, dit *del Sarto*, c'est-à-dire fils du tailleur (1478-1530). Vasari le proclame chef de l'école florentine durant cette période. C'est sans doute que s'il doit beau-

1. Voy. au Louvre la *Vierge à l'œillet*, la *Vierge au linge*.
2. Voy. Springer, *Raffael und Michelangelo*, p. 58, Leipsig, 1877; Villari, t. II, p. 23; Capponi, t. II, p. 377; Rio, *Michel-Ange et Raphael*, p. 5, 105, 109, 125, 209.

coup à Léonard et à Fra Bartolommeo, ses maîtres sont pour l'art du dessin Albertinelli, pour l'art du coloris Pier de Cosimo, et qu'il les fait oublier. C'est surtout qu'aucun autre peintre de son temps n'a été aussi près que lui d'être impeccable : les purs contours de ses figures l'ont fait nommer *Andrea senza errori* [1]. Toutefois, s'il est sans erreurs, il n'est pas sans défauts. L'invention, chez lui, est un peu sèche; il manque surtout de cette élévation d'esprit, de cette large envergure qui fait les grands peintres, comme les grands poètes. Mais il est bien, malgré un séjour de trois ans en France, à l'appel de François Ier, le peintre florentin par excellence, le peintre de Florence et de ses environs. Il orne de ses ravissantes fresques le palais de Poggio a Cajano, le cloître des *Servi*, le portique de la Nunziata, son chef-d'œuvre. Or c'est dans la fresque, on ne l'ignore pas, qu'est la supériorité de l'école florentine. Michel-Ange préférait cette austère peinture à la peinture à l'huile, où il ne voyait qu'un jeu [2].

Les autres Florentins que nous pourrions mentionner appartiennent plutôt à la période suivante. Ainsi ce Giovambattista Rosso (1494-1541) qui peignit surtout en France, à Fontainebleau, où une partie de ses œuvres ont été refaites par le Primatice. Trop indépendant pour s'astreindre à aucune école, il tenait même à se distinguer des autres peintres. Pour y parvenir, il prétend, dans son *Assomption* de la Nunziata, faire plus grand que les rivaux appelés en même temps que lui à décorer cet édifice. Sa touche résolue et franche étonne ses compa-

1. Vasari, t. V, p. 5-72, éd Milanesi, 8°.
2. Voy. Lanzi; Crowe, t. III, p. 542-587.

triotes, qui n'ont rien vu encore de pareil. Mais en prétendant à l'original, à l'héroïque, au terrible, il arrive parfois à l'extravagant. Il n'est pas, en somme, un de ces génies qui s'imposent à la postérité [1].

Ainsi encore ce Benvenuto Cellini (1500-1571), aventurier vantard qui écrit sa vie à grand renfort de mensonges, et qui, comme tant d'autres de ses contemporains, était allé tenter la fortune en France. L'orfèvre qu'il avait été à l'origine, se retrouve jusque dans sa meilleure œuvre, son *Persée*, où les finesses de l'exécution n'empêchent pas de désirer des proportions plus exactes. Mais il est d'un siècle où le suffrage des gens de goût avait moins de prix que la faveur et l'or des grands. Les encouragements lucratifs, quoi qu'on en dise, ne provoquent pas les chefs-d'œuvre, parce que les princes et les Mécènes ne donnent pas le génie [2].

Nous avons hâte, on le comprend, d'en venir au géant florentin, à ce prodigieux Michel-Ange qui réduit ses compatriotes, — ceux de son temps, veux-je dire, — presque aux proportions d'humbles pygmées. Architecte, sculpteur, peintre et poète, Michelangelo Buonarroti (1475-1564) mérite bien ce nom de « l'homme aux quatre âmes » que lui donne Pindemonte. Par son éducation comme par sa naissance et sa vie, il appartient bien à Florence. Il a étudié la peinture sous Ghirlandajo et la sculpture sur l'antique, aux jardins Medici. Non moins que Léonard il se rattache au quinzième siècle, mais de la bonne manière, en ce sens que leur nouvelle école,

1. Vasari, t. V. p. 155-174, éd. Mil., in-8°.
2. H. Delaborde, *Études sur les Beaux-Arts*, t. I, p. 284-349; E. Plon, *Benvenuto Cellini, orfèvre, médailleur, sculpteur. Recherches sur sa vie, sur son œuvre et sur les pièces qui lui sont attribuées.* Paris, 1863, in-4°.

sans aliéner en rien son indépendance, conserve le fructueux souvenir des Della Robbia, des Verrochio, des Donatello, de qui elle procède. Michel-Ange s'inspire en outre de tout ce qui est grand ou hardi, des poésies de Dante et des prédications de Savonarola. De tels modèles, de telles lectures, on peut déjà le prévoir, auront une action puissante sur son fougueux tempérament. Son audace personnelle, affranchie de toute servitude, ne se fera jour que plus tard.

Le premier ouvrage important qu'on ait de lui, ce groupe de la *Pietà* qui est à Saint-Pierre de Rome et qu'il fit à l'âge de vingt-trois ans, au moment où, au réfectoire d'un couvent milanais, Léonard peignait sa fameuse *Cène*, le montre encore fidèle aux traditions et aux enseignements du passé, encore doué d'une délicatesse et d'une grâce dont il leur est redevable. Mais déjà la transformation paraît dans son *David*, qui est de 1501. Déjà il ne pétrit plus la terre glaise pour fournir au praticien son modèle, comme font les autres sculpteurs: sur le papier il trace à grands traits une esquisse, puis dans le bloc il taille à grands coups sa statue, au risque de perdre le marbre précieux par un coup donné à faux, malheur qui lui fût souvent arrivé, sans son incroyable habileté de main. Il ne pensait pas que le fini du travail pût ajouter rien à la vie du premier jet, et il est probablement le seul sculpteur chez qui, en même temps que l'idée, naisse la forme à lui donner. Il n'a point laissé de ces études, de ces ébauches par lesquelles l'artiste parvient graduellement à l'expression de sa pensée, et l'on n'imagine pas qu'il ait pu jamais faire un portrait d'après nature.

Ce *David*, chef-d'œuvre de perfection tranquille,



Michel-Ange le tirait d'un énorme bloc de marbre dont les artisans et les artistes qui travaillaient au Dôme ne savaient que faire. Certes le *Saint Georges* de Donatello est admirable en sa fière simplicité; mais, enfermé dans son étroite armure, qu'est-il au prix de ce petit juif d'une simplicité nue, d'un calme souverain, quoique les formes, un peu trop accusées peut-être, eussent besoin de quelques retouches ? Là est la transition de l'art que Buonarroti avait appris de ses maîtres à celui qui sortit tout entier de son cerveau. Le goût florentin était trop exercé pour ne pas sentir que les conventions du quinzième siècle étaient dépassées, comme les traditions du moyen âge abandonnées, et que si le nouveau sculpteur retrouvait une fois de plus l'antique, déjà retrouvé par les vieux maîtres, mais depuis perdu de vue, il l'appropriait avec autant de résolution que d'indépendance au génie moderne. Tout compte fait, l'œuvre à peine achevée obtenait un succès immense, bien propre à confirmer Michel-Ange dans sa naturelle tendance au grandiose, mot italien comme le genre qu'il désigne. C'est au genre grandiose qu'appartiendront ces prodigieux Titans, êtres bien au-dessus de l'humanité, non plus seulement par l'expression et le geste, mais aussi par la surabondance de la vie, de la force, de l'action [1].

Une autre œuvre aujourd'hui perdue, et dont on ne peut plus que par de vieilles gravures se faire une idée, contribua davantage encore à grandir la renommée naissante de Michel-Ange, et à marquer, à imposer les voies nouvelles où il entrait d'un pas si résolu. Moins médiocre que ne l'ont fait les flatteurs des Medici, et, en tout

1. Voy. Villari, t. II, p. 18, et Aurelio Goti, *Vita di M.-A. B.*, t. I, p. 27, Flor., 1875; Capponi, t. II, p. 377

cas, plus sagace appréciateur du mérite des artistes que ne fut jamais personne dans cette famille de faux Mécènes, Pier Soderini avait confié à Léonard et à Michel-Ange deux murailles de la salle du Grand Conseil, pour les décorer de fresques. Léonard y devait peindre la bataille d'Anghiari, et Michel-Ange un épisode de la guerre de Pise. Les cartons seuls existaient de leur œuvre future, quand la révolution de 1512 les détruisit et supprima la double commande en supprimant le Grand Conseil[1]. Buonarroti, dans son carton, témoignait d'une science anatomique jusqu'alors inconnue : c'était le précieux résultat de douze ans d'études sur le cadavre, qui furent continuées jusque dans la vieillesse par ce vaillant et infatigable génie. De là ces figures nerveuses autant que robustes, cette étonnante tension des muscles, ces raccourcis audacieux.

Les contemporains constatèrent avec admiration un si surprenant progrès. Ils proclamèrent divin un art que nul mortel, depuis, n'a pu égaler[2]. Selon Benvenuto Cellini, ce fut la première belle œuvre où Michel-Ange déploya tous ses talents, où il parut supérieur tout ensemble aux anciens et aux modernes[3]. Ce n'est plus le calme solennel de la *Pietà*, du *David* ; c'est l'énergie, le mouvement, l'action. Ce n'est plus seulement la forme et l'expression humaines, c'est aussi le tumulte de la vie et des âmes passionnées. C'en est fait du calme serein et majestueux de Léonard et de sa grâce suave, plus encore de l'harmonie immobile propre à la sculpture grecque.

1. Le carton de Pise date, environ, de 1510.
2. C'est Vasari qui rapporte ce propos des artistes (*Vita di M.-A.*, t. VII, p. 159-161, éd. Mil., in-8°).
3. B. Cellini, *Vita*, Ed. Lem., 1852, p. 22, 23; A. Goti, t. I, p. 35-37.

Buonarroti ne retrouvera plus rien de ces beautés si pures. Au lieu de rechercher la perfection des formes, il ne tend plus qu'à réaliser l'image qu'il a dans l'esprit, et comme sa téméraire tentative obtient un éclatant succès, comme on en vient, même les hommes mûrs, à déserter la chapelle de Masaccio pour étudier ce carton novateur, il s'en tient de plus en plus aux innovations qu'on approuve, aux procédés qu'on admire. Il y a là comme une sorte d'influence réciproque : aux amateurs qui l'applaudissent et le louent Michel-Ange veut plaire, et bientôt l'imitation s'accuse avec une conviction entraînée [1]. Vasari déclare que tous ceux qui ont étudié sur ce carton sont devenus excellents dans leur art [2]. S'il pense, quand il parle ainsi, à Raffaello Sanzio, à Andrea del Sarto, à Ridolfo Ghirlandajo même, on peut lui donner raison ; mais il faut ajouter pourtant que ces hommes exceptionnels étaient capables de rester eux-mêmes en s'inspirant du chef-d'œuvre d'un rival de trente ans. D'autres, moins capables de voler de leurs propres ailes, ne feront qu'imiter servilement des nouveautés trop hardies pour n'être pas dangereuses, et c'est ainsi que d'eux, de ce carton mémorable par conséquent, date en somme la décadence de l'art italien, malgré les derniers rayons de gloire projetés sur l'école florentine au seizième siècle.

Déjà du reste, par un premier séjour à Rome, Michel-Ange avait entrevu des horizons nouveaux. Jules II l'avait appelé auprès de lui en même temps que Raphaël, alors que Léonard reprenait le chemin de la Haute-Italie.

1. Voy. Villari, t. II, p. 20, 21; Capponi, t. II, p. 374; Rio, p. 14, 15, 26.
2. Vasari, *ibid.*, p. 161.

Ce pontife, dès 1506, avait confié au Florentin la gigantesque entreprise d'un monument sépulcral : une quarantaine de statues en marbre et en bronze devaient être distribuées sur les marches d'un escalier en haut duquel le ciel et la terre auraient soutenu le sarcophage du pape endormi. Commencée trop tard par un pape trop vieux, cette grande œuvre causa à l'irascible artiste tant de déboires qu'il regrettait de ne s'être pas consacré, de préférence, à fabriquer des allumettes. Mais les études préparatoires qu'il avait dû faire le conduisirent à observer de très près les chefs-d'œuvre antiques, à comparer la mythologie païenne à la mythologie chrétienne, par où, en fortifiant son savoir, il éclairait son inspiration.

Il nous reste, d'ailleurs, de ce grand projet, qu'il abandonna pour les travaux de la Chapelle Sixtine, les *deux esclaves enchaînés* du Louvre, et le *Moïse* surtout, cette œuvre prodigieuse qu'on peut critiquer, mais qui laisse la forte impression d'un être surhumain, et de la réunion si rare du grand et du beau. Nous n'avons donc rien à regretter. Michel-Ange n'abandonnait une entreprise peu mesurée que pour en aborder une autre[1], gigantesque aussi, et que, pourtant il mena à bonne fin en bien peu de temps : les mémorables fresques de la Chapelle Sixtine, terminées dès 1512, et qui n'ont point leurs pareilles au monde. La puissante imagination de l'artiste y rend vivants et y transfigure les personnages de la tradition sacrée comme ceux de la tradition profane, elle les fait paraître plus qu'humains, comme le *Moïse*. Succès d'autant plus digne de remarque et d'admiration que Michel-Ange n'avait pas encore

1. Le 10 mai 1508. Voy. Vasari, t. VII, p. 175, n. 2.

l'habitude de la fresquè, et qu'en général les peintres évitaient de se risquer dans cet art difficile. Quand on voit ce qu'il a su faire, personne plus n'hésite, et Raphaël lui-même croit devoir l'imiter. De ce jour, il est permis de le dire, la peinture changeait de voie[1].

La peinture donc, non moins que Michel-Ange, fut grandement redevable à ce pontife violent, de fougueuse mais féconde initiative, qui portait le nom de Jules II. On n'en saurait dire autant de Léon X. Ce prétendu protecteur des arts ne commanda à son glorieux compatriote que la façade et la sacristie neuve de San-Lorenzo. Presque tout le temps de ce pontificat trop vanté, Michel-Ange le passa dans les montagnes de Carrare, pour en extraire des blocs de marbre. S'il courait parfois à Rome, ce n'était pas pour y diriger des travaux, c'était pour y disputer sur son salaire, qu'on lui marchandait ou même qu'on lui refusait indignement[2]. Aussi salua-t-il l'exaltation de Clément VII comme un heureux signal de résurrection pour l'art[3]. En quoi son erreur était grande, et il ne tarda point à en revenir. Sauf en ses derniers jours, Clément VII ne fut qu'un diminutif de Léon X, avec des sentiments plus étroits, devenus passions par leur étroitesse même. Passions dangereuses, passions funestes, dans ces conjonctures terribles ! Le plus calme et le plus habile des papes n'eût pas sans peine gouverné alors et maintenu à flot, parmi tant d'écueils, la barque désemparée de Pierre.

Sous ce règne néfaste, les malheurs publics désorientent Michel-Ange et le font juger inférieur à lui-

1. Villari, t. II, p. 25-30; Capponi, t. II, p. 378.
2. Rio, p. 36, 37.
3. Lettre de M.-A., 25 nov. 1523. Texte dans Rio, p. 42.

même. Nous l'avons vu absorbé par l'œuvre nécessaire et difficile des fortifications de sa patrie ; nous avons signalé sa conduite devant les périls du siège. On a sans doute exagéré les faiblesses du caractère chez cet incomparable génie; mais il fut enfin trop peu héroïque pour qu'on puisse contester le trouble profond de son esprit et de son cœur. Il est patriote? Soit ; il l'est alors à la manière de Varchi et non de Busini, c'est-à-dire nullement irréconciliable avec les irréconciliables ennemis de l'indépendance et de la liberté florentines. Hâtons-nous d'ajouter qu'il a une excuse : modeste artisan, il vit et ne peut vivre que de son art. Il s'estime donc heureux que Clément VII, redevenu le maître à Florence comme à Rome, lui pardonne la part qu'il vient de prendre à la défense de sa ville natale.

Deux conditions seulement lui sont imposées, à savoir qu'il reprendra ses travaux déjà avancés à la chapelle dynastique de San-Lorenzo, et aussi qu'il n'en entreprendra point d'autres. Cette dernière exigence paraît léonine, et le désir d'accaparer de si rares talents n'y fut certainement pas étranger ; elle s'explique pourtant par la santé alors fort compromise de Michel-Ange [1] ; et ce qui prouve que l'explication est fondée, c'est qu'il ne tarda pas à recevoir la commande de nouvelles compositions pour la Chapelle Sixtine. En 1534, année de sa mort, Clément VII l'invitait à préparer le carton du *Jugement dernier* [2]. C'est certainement, dans l'ordre artistique, le principal titre de gloire de ce pontife, titre plus grand qu'aucun de ceux

1. Voy. une lettre de G. B. Mini, dans Gaye, II, 229, et Rio, p. 46.
2. Voy. Reumont, *Tav. cron.*, storia artistica, ann. 1534. Cf. Rio, p. 47.

de Léon X. Il défend dans une certaine mesure la mémoire du second pape emprunté aux Medici devant celle de Paul III leur ennemi, bien autrement protecteur des arts qu'ils ne furent jamais.

Phénomène curieux ! l'artiste qui avait déjà orné de merveilleux chefs-d'œuvre la Chapelle Sixtine et qui en allait ajouter un nouveau, ne quittait Florence qu'à son corps défendant. Il ne croyait pas être peintre et il se tenait pour plus apte aux travaux de sculpture qu'il exécutait à San-Lorenzo. Il dit dans une de ses lettres qu'il ne se trouve à l'aise qu'un ciseau à la main, et dans un de ses sonnets qu'il n'y a point de pensée qu'on ne puisse dégager d'un bloc de marbre ou y circonscrire. Mais dégoûté du régime avilissant que le bâtard Alessandro imposait à sa patrie écrasée, il avait refusé net à cet indigne seigneur de lui fournir un dessin pour la construction de la forteresse qu'on croyait nécessaire à la sûreté du principat. En disgrâce auprès du fils, il dut trouver piquant de prendre sa vengeance auprès du père, fallût-il laisser le ciseau pour la brosse.

On peut, on doit regretter sans doute qu'il n'ait pas achevé ses travaux de San-Lorenzo. Tels qu'il les laissa cependant, et tels qu'on les voit encore aujourd'hui, ils restent pour lui un grand titre de gloire ; pour les gens de goût, pour le public même le moins exercé, un juste et rare sujet d'admiration. Ne pouvant mieux faire que Brunelleschi, disait-il lui-même, il avait fait autrement, et ses innovations constituent un progrès. Les statues qui peuplent et animent cette immortelle sacristie sont des chefs-d'œuvre, où ne manque peut-être qu'un peu de précision et de netteté.

Voilà donc de nouveau Michel-Ange à Rome. En

huit ans il a terminé le *Jugement dernier*, qui fut découvert dès 1541. Tout le monde connaît cette merveille de l'art : ceux qui n'en ont pas vu l'original, en ont eu sous les yeux la copie ou la gravure. Tout le monde sait que les deux mythologies s'y trouvent mêlées, Minos et le Christ, la barque de l'Achéron et l'Apocalypse. Les élus qui sont dans le haut n'ont plus l'air extatique par où jusqu'alors on distinguait les bienheureux des damnés et des simples mortels : ils ont désormais une ampleur athlétique de formes, une intensité de vie qui montrent que jusqu'au ciel ils sont hommes, et qui excitèrent l'enthousiasme. Jamais encore on n'avait vu, sur une surface plane, tant de relief dans la structure humaine, tant de vigueur dans le modelé. L'art du peintre a dépassé sans doute ses limites, mais en donnant une idée toute nouvelle de sa puissance, par la science du nu, la hardiesse inconnue des inventions, l'alliance prodigieuse du sublime et du terrible. Le goût a changé, ou plutôt Buonarroti change le goût.

Un pape, plus encore que les fervents, aurait pu être scandalisé de voir les scènes de la religion dont il est le chef suprême unies à celles du paganisme sur les murs de la chapelle où il pontifie; Paul III ne l'est pas plus que des nudités sans réticences qui y abondent; il l'est même si peu qu'à l'auteur du *Jugement dernier* il confie la Chapelle Pauline. Cette large liberté d'esprit est son honneur : il faut le louer d'avoir, en cette occasion, triomphé de ses légitimes scrupules, car la Chapelle Sixtine est ce qu'il y a de plus grand dans l'art chrétien, et jamais le génie de la conception n'a été uni au génie de l'exécution dans le même homme au même degré. Michel-Ange a fait preuve d'une incomparable

puissance dans cet art de la peinture où il ne se croyait point d'aptitudes, et les décorations architecturales de la Sixtine le montrent grand architecte, comme le *Moïse* l'avait déjà montré grand sculpteur.

Quand il eut terminé ces prodigieux travaux de Rome qui consacraient sa renommée, Cosimo des Medici le voulut enlever à l'ennemi de sa famille. Il se repentit d'avoir négligé cet artisan, son compatriote. Il lui offrit de le mettre, à Florence, au nombre de ces Quarante-huit qui étaient, sous sa direction, les véritables maîtres de l'État. Malheureusement le repentir venait trop tard, et l'offre pareillement, car elle rencontrait une concurrence qui lui ôtait beaucoup de son prix : Paul III voulait garder Buonarroti, et François I[er] lui demandait par écrit quelque œuvre de sa main, ou, tout au moins, le moulage d'une de celles dont on parlait partout avec tant d'admiration. L'artiste, dans sa juste reconnaissance et dans son intérêt bien entendu, préféra devenir à Rome l'architecte de Saint-Pierre, et il commença en 1547, âgé de soixante-douze ans, cet édifice gigantesque qui devait user plusieurs vies d'homme. Ayant vécu nonagénaire, il put se flatter d'avoir assez avancé le travail pour que ses successeurs dussent exécuter fidèlement ses dessins; ils eurent toutefois le temps, après sa mort, de les dénaturer. Sans cette marque regrettable d'indépendance, nous aurions, à la suite du magnifique vestibule, l'église plus grande, moins disparate, s'élançant mieux vers le ciel.

La direction personnelle de Michel-Ange était moins nécessaire, en ces années de sénilité extrême, que le respect de ses dessins, œuvre d'un âge que Voltaire vieilli osait appeler « l'âge heureux de soixante-dix ans ».

De quatre-vingts à quatre-vingt-dix ans, Buonarroti manqua d'autorité, car il connut l'inexorable décadence, l'amoindrissement progressif et fatal de l'être humain. Il l'avait même connu plus tôt en ce qui concerne ses poésies. Elles sont médiocres, et l'on n'en parlerait guère si elles n'étaient de lui[1]. Il se contente d'y indiquer sa pensée. Il ne lui en coûterait pas moins de polir ses vers que de polir le marbre. Il a certainement plus de vigueur que les pétrarquistes; mais ses poésies se ressentent un peu du ridicule de ses tardives et soi-disant mystiques amours avec Vittoria Colonna, veuve du marquis de Pescara. Elles ne permettent guère de dire, et on l'a dit pourtant, que la fin de sa longue existence en fut la partie la plus édifiante[2].

Mais qu'importe? Nous n'avons, en somme, que d'insignifiantes réserves à faire sur cet enfant du peuple, grand entre les plus grands, et qui, comme il le disait, vécut toujours en pauvre, alors même qu'il était riche. Chose au surplus bien digne de remarque, il en est de Michel-Ange, à cet égard, comme de Fra Bartolommeo, fils d'un muletier, de Raphaël, fils d'un barbouilleur obscur, et, en général, de tous les grands artistes de cette période, si l'on excepte le déréglé, l'extravagant Benvenuto Cellini. L'histoire qui rapporte si volontiers les fautes humaines, n'en attribue à eux tous que de vénielles. Le mal est ailleurs, dans les hautes classes surtout, très loin d'être saines comme l'était cette bourgeoisie que représentaient jadis si dignement dans les rangs supérieurs Alessandra Macinghi-Strozzi, et dans

1. Voyez-en l'appréciation dans Capponi, t. II, p. 375.
2. Voy. Rio, p. 73 sq.

les rangs inférieurs l'honnête notaire ser Lapo Mazzei, modèles tous les deux de cette vie domestique rangée, telle qu'on la trouve jusqu'au sein des grandes Babylones, quand l'œil ne s'arrête pas à l'impure écume de la surface. Le mal est dans ce que nous appellerions aujourd'hui « le monde politique », et c'est ainsi qu'il a gagné Guicciardin, par exemple, ou Machiavel.

Ces observations n'étaient peut-être pas inutiles pour expliquer comment, dans l'effroyable corruption des cours et la décadence manifeste d'une société qui a eu sa grandeur, l'art a pu atteindre son apogée. Tandis qu'avec les plus illustres représentants des belles-lettres, avec ce Machiavel et ce Guicciardin dont les noms reviennent incessamment sous la plume, il y a de graves réserves à faire, il n'y en a que de bien légères dans les beaux-arts, avec Michel-Ange et Raphaël. C'est en eux seuls qu'il faut chercher comme la synthèse de tout le travail antérieur. C'est eux qui couronnent l'édifice de l'art, et, dans ce livre surtout il convient de le rappeler, Raphaël dut beaucoup à Michel-Ange.

Ce couronnement est admirable autant qu'heureux, mais il n'était pas nécessaire. L'art italien avait depuis longtemps accompli son œuvre de rénovation. Si les capricieuses combinaisons de la nature n'avaient pas logé le génie dans la cervelle de ces deux hommes, ou s'ils étaient morts dans leur première jeunesse, avant d'avoir produit aucun chef-d'œuvre, quel jugement porterait-on sur l'art du seizième siècle? Nous en verrions les modèles, à Florence, pour la peinture dans Andrea del Sarto, pour la sculpture dans Benvenuto Cellini, pour l'architecture dans les frères San-Gallo. Verrions-nous en eux des ouvriers de décadence? Oui sans doute, car

ils n'égalent ni Léonard de Vinci, ni Masaccio, ni Ghiberti, ni Brunelleschi, ni Donatello; mais il faut bien reconnaître qu'ils en sont les dignes successeurs, et qu'une telle décadence, c'est encore pour une civilisation la gloire. Que la marche fatale eût été ensuite plus rapide, si Michel-Ange et Raphaël n'avaient pas illuminé le ciel de l'art, c'est possible, mais ce n'est pas sûr : Jules Romain eût moins valu sans doute; les imitateurs de Buonarroti eussent peut-être valu davantage, car un simple mortel n'imite point de si sublimes et téméraires hardiesses sans courir à sa perte.

Quoi qu'il en soit, Michel-Ange a existé, il a produit des chefs-d'œuvre qu'on voudrait croire impérissables, il a inspiré Raphaël : en d'autres termes il a fait ce qu'il y a de plus grand et inspiré ce qu'il y a de plus accompli dans le domaine de l'art ; il en a retardé la décadence, il en a porté l'apogée à une hauteur qui, on peut le croire, ne sera jamais dépassée. C'est un Florentin qui prend ainsi dans la renommée une place unique, et un Florentin de l'heure où Florence se débat dans les affres de l'agonie, où il n'y a plus bientôt qu'à mettre sur sa tombe ce qui peut honorer sa grande mémoire. Quelle lueur que celle de cette lampe expirante et de ce flambeau funèbre ! C'est ce qui s'appelle glorieusement finir, dans l'art comme dans la vie publique. Devenue définitivement la proie des Medici, cette population asservie, déshonorée à ses propres yeux, ne produira plus que de pauvres hères à la taille de ses maîtres, et sa seule consolation sera de se dire qu'elle subit le sort commun à presque tous les peuples d'Italie, qu'elle ne le subit qu'après eux, que ses derniers jours de vie, et que les derniers de ses enfants ont consacré son nom parmi

les plus illustres qui circuleront jamais sur des lèvres humaines[1].

On a remarqué que le jour même où Michel-Ange était mort, naissait Galilée, et l'on s'est cru en droit, pour l'honneur de la patrie italienne, de dire avec Virgile : *uno avulso non deficit alter*. D'accord, mais rappelons alors cet autre vers du poète : *novus seclorum nascitur ordo*. L'Italie, sans doute, continue de marcher, malgré sa profonde décadence; seulement elle marche dans d'autres voies, dans ces voies scientifiques qui s'ouvrent au monde, fatigué à tort d'admirer le passé, légitimement avide d'apprendre enfin et de savoir. L'Italie fait, dès le début, glorieusement sa partie dans ce nouveau concert : Galilée souffrira pour avoir affirmé, avec une énergie qu'il n'eut pas toujours, ce que d'autres avaient entrevu avant lui. Mais il n'est ni le premier ni le seul; il a des devanciers comme des émules, et, cette fois, le nord de l'Europe, trop longtemps en retard, commence à regagner le temps perdu : si Kepler n'est pas encore né, Copernic est déjà mort.

1. On peut consulter, outre les ouvrages cités aux pages qui précèdent : Grimm, *Michelangelo'Leben*; Clément, *Michelangelo, Leonardo und Raffael deutsch bearbeitet, von C. Claus*, Leipsig, 1870; H. Janitscheck, *Die Gesellschaft der Renaissance in Italien*, Stuttgard, 1879; Hermann Hettner, *Italianische Studien. Zur Geschischte der Renaissance*, Brunswig, 1879; John Addington Symonds, *The Renaissance in Italy, The fine Arts*, Londres, 1875-77.

LIVRE XIX

COUP D'ŒIL SUR LA DYNASTIE DES MEDICI

Soumission résignée des Florentins à leurs maîtres. — Despotisme et désordres du duc Alessandro des Medici. — Mécontentement de ses anciens amis. — Plaintes des exilés. — Mort de Clément VII (25 septembre 1534). — Démarches des ennemis d'Alessandro auprès de Charles Quint et de Paul III. — Mort du cardinal Hippolito (10 août 1535). — *Lodo* de Charles-Quint (février 1536). — Mariage d'Alessandro (13 juin). — Alessandro assassiné par Lorenzino des Medici (6 janvier 1537). — Le meurtre dissimulé. — Cosimo des Medici élu chef et gouverneur de la République (9 janvier). — Bulle de Charles Quint déclarant Cosimo successeur légitime (28 février-21 juin). — Soulèvement des émigrés et des mécontents. — Leur entrée en Toscane (juillet). — Leur échec à Montemurlo (31 juillet). — Supplice des principaux prisonniers. — Cosimo, duc de Florence (20 septembre 1537). — Sa personnelle et ferme politique. — Il éloigne ses amis. — Guerre et conquête de Sienne (1551-1557). Cosimo, protecteur des lettres et des arts. — Réorganisation de l'université de Pise. — Les historiens : Francesco Vettori. — Benedetto Varchi. — Bernardo Segni. — Filippo des Nerli. — Jacopo Nardi. — Jacopo Pitti. — L'Académie florentine. — Décadence croissante. — Cosimo grand-duc dans la province de Toscane (27 avril 1569). — Sa mort (22 avril 1574). — Ses successeurs. — Long règne de Cosimo III (1670). — Domination des jésuites. — Gian Gastone (1723-1727). — Réaction antireligieuse. — François II de Lorraine grand-duc de Toscane (12 juillet 1737). — Domination de la maison de Lorraine.

« Les monarchies, a dit un serviteur dévoué de la plus terrible peut-être d'entre celles qui ont jamais pesé sur le monde, les monarchies sont de ces grands édifices qui veulent être vus de loin pour conserver tous leurs droits au respect des hommes [1] ». Même de loin, il faut bien le reconnaître, la monarchie des Medici ne commande aucunement le respect. Servitude effacée des sujets, despotisme entreprenant et insolent, crimes à ciel ouvert chez le maître, ou plutôt chez les maîtres, telle est désormais

1. Daru, *Histoire de Venise*, t. I, p. 413. Paris, 1819.



l'histoire de cette honteuse domination, de cette abjecte dynastie. S'y soumettent et s'y résignent les gens de condition moyenne, presque toujours et presque partout avides de tranquillité à tout prix; le menu peuple, qui n'est jamais que par rares échappées récalcitrant au joug; les villes surtout et les campagnes du domaine, pour qui, comme jadis pour les provinces de Rome antique, le règne d'un seul fut un soulagement et une revanche. Les gens d'élite, seuls opposants, étaient désarçonnés et clairsemés; Florence ne connut donc plus les factions, elle vécut dans une paix semblable à la léthargie ou à la mort. Entre elle et le domaine, plus de barrières; mais les sujets du dehors ne furent point élevés au niveau des sujets du dedans : ceux-ci descendirent au niveau de ceux-là. Le nivellement n'est-il pas, pour tout despote, la seule forme admissible de l'égalité? « Ce qui choque le plus dans les usurpations, dit encore le même courtisan du despotisme, ce n'est pas la passion de dominer, qui est commune aux prétendants légitimes comme aux usurpateurs, c'est le mépris dont le peuple a à se plaindre. Sur le trône, le mépris qu'on affecte est encore plus dangereux que celui qu'on inspire[1] ». Qu'est-ce donc quand on l'affecte et qu'on l'inspire à la fois?

Le jeune duc Alessandro était bien de la race des despotes. Il ne faisait rien que selon son bon plaisir ; il l'imposait dans les petites choses et dans les grandes. S'il donnait des audiences, à l'exemple et sur le conseil sans doute de Schomberg, c'était moins pour se rendre populaire que pour tout ramener à soi. Qu'il eût l'esprit pénétrant, le jugement résolu, on l'assure[2], et nous

1. Daru, *Hist. de Venise*, p. 122.
2. Segni, liv. V, t. I, p. 335-337; Ceccheregli, *Azioni e sentenze di Ales-*

pouvons le croire, sans croire pour cela que son règne en parut meilleur. Jeune, il recherche et fréquente la jeunesse; il l'admet à ses repas et à ses plaisirs. La moindre de ces agapes nocturnes coûtait de quatre cents à six cents écus, allait même jusqu'à mille, chose inouïe auparavant. Au sortir de l'orgie, il parcourait les rues, masqué avec sa bande, pour porter, sans être reconnu, le déshonneur dans les familles; mais il ne trompait personne, et il se faisait ainsi haïr de tous. Le pape, son père, lui recommandait plus de réserve ou, tout au moins, de précautions; lui, il se prétendait calomnié[1]. Les calomniateurs nous inspirent pleine confiance. C'est Varchi, en train pourtant de se rallier aux pouvoirs établis, qui déclare qu'Alessandro n'épargnait aucune femme, non pas même les religieuses[2]. C'est Paul Jove, toujours si favorable aux Medici, qui lui reproche formellement d'incessants adultères et jusqu'au viol comme ayant plus de ragoût[3]. Parmi les survivants dégradés du siège, il s'en trouve un bon nombre pour qui ce sont là jeux de prince, à peine plus condamnables que le despotisme absolu. Ainsi l'avocat Barbier, en ses mémoires, excuse les luxurieuses turpitudes de Louis XV, et n'est même pas loin de les justifier.

Les choses en vinrent à ce point que les mieux assurés contre les rigueurs ou les caprices du maître ne se croient plus en sûreté, et que les moins délicats semblent écœurés. Baccio Valori se repent, et l'avoue, d'avoir

sandro de' Medici, Venise, 1564; Rastrelli, *Storia di Alessandro de' Medici*.

1. Segni, liv. VI, t. II, p. 20, 21; Ceccheregli, Rastrelli, *loc. cit.*
2. Varchi, liv. XIV, t. III, p. 52.
3. « Novæ nuptæ sordesceret thorus... novis semper stupris ac adulteriis obnixe gauderet. » (P. Jove, *Hist.* liv. XXXVIII, *Op. omn.*, t. II, p. 387.)

prêté les mains à cette restauration. Filippo Strozzi, suspect et jalousé parce qu'il est riche, prend occasion d'une insulte faite à sa fille, mariée à Luigi Capponi, pour rejoindre en France Catherine de Médicis, fiancée au futur Henri II (1535)[1]. Les exilés portent leurs doléances aux pieds de Clément VII; mais ils en infirment l'autorité par un maladroit et malhonnête mélange de faux et de vrai. Comment persuaderont-ils à un père prévenu que son fils a fait couper la main à un certain Da Fortuna, ce qui est positif, s'ils l'accusent en même temps d'avoir fait empoisonner l'ex-gonfalonier Girolami, ce qui était pour le moins douteux? Si, par la mort de Clément VII (25 septembre 1534), l'indigne Alessandro a perdu son principal support, il a eu le temps de s'affermir, et il trouve son compte à ne plus recevoir les pernicieux conseils de Rome. Ce pontife implacable, en effet, n'estimait pas qu'il fût assez vengé. Il voulait, toutes les fois qu'un nouvel office des Huit entrerait en charge, recommencer les proscriptions, et, pour empêcher ce serviteur de Dieu de perpétuer ainsi à son profit le plaisir des dieux, il n'avait pas moins fallu que les clameurs indignées de l'Europe. Si considérable déjà était le nombre des exilés florentins, qu'on en trouva plus de trois cents dans le seul État de Ferrare, quand le chef de la maison d'Este fut sommé de les expulser.

Ces proscrits et les autres ennemis d'Alessandro purent se flatter bientôt d'un retour de fortune. Paul III, dans sa haine pour les Medici et sa tendresse pour ses parents les Farnese, ne souhaitait que d'élever ceux-ci

1. Catherine était partie pour la France le 1er sept. 1533. Voy. Reumont, *Tav. cron.*, ad annum.

sur les ruines de ceux-là. Charles-Quint se montrait bien disposé pour tout ce qui pouvait rétablir la paix dans cette Italie dont les destinées soumises devenaient de plus en plus un des éléments de sa politique. Auprès de lui résolurent de faire une solennelle démarche les exilés, les nobles florentins et « autres amis de la patrie ». Du nombre étaient les deux cardinaux Salviati et Ridolfi, quoique descendants légitimes de Lorenzo l'ancien, quoique compromis dans la dernière révolution. Ils conjuraient même à Rome, sous les yeux bienveillants du nouveau pape, soutenus de Filippo Strozzi et de ses deux fils[1], dirigés par le cardinal Hippolito, dont la jalousie ne désarmait pas contre son heureux cousin. Ils envoyèrent jusqu'en Espagne solliciter l'empereur de délivrer Florence d'un prince cruel, débauché, perfide, qui ne savait pas même respecter la capitulation.

Charles-Quint n'ayant écouté ces prières que d'une oreille distraite, indifférente ou médiocrement favorable, ils voulurent pourtant revenir à la charge, et ils l'allèrent relancer à Naples, quand il y vint à son retour de Tunis. Mais là ce fut bien pis encore, car aux demandes d'Hippolito pouvaient s'opposer celles d'Alessandro et les objurgations de ses partisans (1535). D'une part, Filippo Parenti et Jacopo Nardi soumettaient à César les irréfragables preuves des extorsions, des abus de pouvoir qui discréditaient le jeune duc; de l'autre, Francesco Guicciardini rétorquait ces accusations et osait conclure « que les mœurs du prince étaient très saintes,

1. Piero et Leone Strozzi, fils de Filippo, valaient mieux que lui. Ils devaient trouver plus tard, au service de la France, un renom, une mort honorables.

son gouvernement libre et doux ». *Laus Deo!* s'écrie discrètement Busini, après avoir rapporté cette énormité[1].

Entre les deux plaidoyers, entre les deux parties, Charles-Quint ne pouvait guère hésiter. Comment ne se serait-il pas prononcé en faveur d'Alessandro? Il est essentiellement monarchique de maintenir un monarque établi, pour peu qu'on puisse compter sur son appui ou son obéissance; or c'était en quelque sorte par la volonté ou avec le consentement de l'empereur que le bâtard pontifical avait été institué, et la main de la bâtarde impériale lui était dès longtemps promise; enfin, la guerre allait recommencer avec la France, et entre un gendre, duc absolu, ou un cardinal, chef d'une république nominale, entre Alessandro et Hippolito, c'était le gendre, c'était Alessandro qui assurerait le mieux ses derrières et lui ôterait toute inquiétude sur l'avenir[2]. Au surplus, la disparition d'un des deux cousins ennemis allait trancher la question qui était uniquement entre eux, et nullement entre la servitude et la liberté. Hippolito revenait de Naples, la tête basse, quand il mourut brusquement avec ses deux compagnons de route (10 août 1535). Devant cette triple mort, nier le poison était difficile, et le proverbe indique bien quel pouvait être l'empoisonneur : *is fecit cui prodest*[3]. « La méchante guêpe »,

1. Busini, lettre XXIV, p. 197.

2. Voy. Narration de Galeotto Giugni sur les démarches faites auprès de l'empereur, en appendice à Nardi, édition d'Agenore Gelli. Cf. Falletti, t. I, p. 478 et n. 1, et Append. au tome I. p. 496 sq.

3. Varchi (liv. XIV, t. III, p. 115-117) regarde l'empoisonnement comme certain. Quant à l'auteur, il se borne à dire que le plus grand nombre accusèrent Alessandro. Leo (liv. X, c. v, t. III, p. 62) prétend le disculper en inculpant Paul III, pour cette unique raison qu'il voulait perdre les Medici.

comme Alessandro appelait sa victime, ne troublerait plus ni ses plaisirs ni son sommeil.

Si le fantôme de la liberté pouvait les troubler encore, Charles-Quint ne tarda pas à y mettre bon ordre. Avec son autorité désormais incontestée, il imposa le retour des exilés, et, en même temps, le maintien de la constitution nouvelle, du gouvernement établi. De la capitulation, du traité ne restait plus un seul article qui n'eût été violé[1]; mais le mal était sans remède. Les plaignants quittèrent donc Naples, y laissant une noble protestation que Varchi nous a conservée avec la réponse d'Alessandro[2]. Peu après, le 28 avril, l'empereur lui-même les suivait à Florence, précédant de quelques jours la fiancée qui lui tenait de si près. Il ne fit que toucher barres : dès le 4 mai, il était reparti. Sa fille, arrivée le 31, logeait jusqu'au 13 juin au couvent de San-Marco, et, ce jour-là, ayant entendu à San-Lorenzo, avec le duc son mari, la messe du mariage, elle faisait son entrée au palais Medici. Alessandro, pourtant, n'était qu'à moitié satisfait : contrairement à tous les usages, il avait dû doter lui-même sa future. Charles-Quint était liardeur, et, pour ne pas se mettre en frais, il affectait depuis quelque temps de faire gracieuse mine aux bannis[3]. Pour le détacher d'eux, que ne lui eût-on pas accordé!

Troublé dans sa félicité conjugale par cet amer ressouvenir d'argent, le laid et odieux moricaud était à la veille de recevoir la juste récompense de ses méfaits.

1. A cet égard, voy. un *Discorso sopra li capitoli*, etc. Texte dans Falletti, t. I, p. 478-481.
2. Varchi, liv. XIV, t. III, p. 139-161, 161-188.
3. Varchi, liv. XIV, t. III, p. 208, 222; Contin. de Landucci, p. 373 et n. 1.

Dans sa familiarité vivait un de ses cousins, Lorenzino des Medici, chef désormais de la branche cadette, issu en droite ligne de Lorenzo, le frère puîné de Cosimo l'ancien, désigné par le rescrit impérial pour hériter du titre de duc, si Alessandro mourait sans enfants. Le mariage ducal étant propre à lui faire craindre la venue plus ou moins prochaine d'un héritier direct, il pouvait s'être refroidi dans son amitié envers le parent dont il pourvoyait auparavant les mobiles et ignobles amours; mais la suite prouva bientôt que les aigreurs du dépit et les visées de l'ambition entraient pour peu dans sa conduite.

C'était un maniaque, possédé d'une frénésie digne d'Érostrate, cherchant à se faire un nom par le mal, où il ne voyait qu'œuvre d'art, effet dramatique, difficulté vaincue. Antérieurement, il avait voulu tuer Clément VII, abattre à Rome les têtes d'une quantité de belles statues antiques, et ce pontife, oubliant dans son juste courroux ses anciennes prédilections pour ce jeune fou, ne parlait de rien moins que de le faire pendre. La potence l'ayant fait fuir de Rome, il était revenu à Florence, et peu s'en fallut, un jour, qu'il ne jetât Alessandro du haut d'un mur. S'il ne le fit pas, c'est simplement parce qu'il craignait qu'on ne crût le duc mort par accident. Une fois hanté de cette idée d'un meurtre plus ou moins libérateur, il en fut obsédé. Il attira dans un piège son ordinaire compagnon de débauches, en le conduisant auprès d'une de ses tantes, dont, malgré la différence d'âge, le gendre de Charles-Quint convoitait ardemment la possession. L'ayant tué (6 janvier 1537), Lorenzino oublia de lui succéder, ou même de rétablir la liberté, ce dont quel-

ques-uns lui prêtent bien gratuitement le dessein. Tout disparut à ses yeux devant le soin de son salut personnel. Il n'eut rien de plus pressé que de s'enfuir. Bologne, où il se retira d'abord, ne lui paraissant pas assez loin, il poussa jusque dans les lagunes, à Venise. Là Filippo Strozzi l'accueillit à bras ouverts, l'embrassa tendrement, le salua du nom de Brutus, et lui promit pour ses deux sœurs deux de ces onze Strozzi qu'il avait procréés[1].

S'éloigner était prudent s'il ne s'agissait que de sauver une tête si follement compromise ; mais un politique eût tâché de s'assurer les profits du meurtre, et battu le fer tandis qu'il était chaud. Peut-être n'eût-ce pas été très difficile. Le peuple ne bougeait point. Rendu sceptique par tant de vicissitudes et croyant qu'on voulait l'éprouver, ou persuadé qu'il ne ferait que changer de maître et qu'il porterait toujours son bât, il laissait les *piagnoni* attardés annoncer sottement partout que les prédictions du *frate* allaient s'acccomplir et que la liberté serait rendue à Florence. D'autre part, en l'absence du meurtrier qui, par droit de naissance, se fût trouvé le chef des *palleschi*, les principaux fauteurs du régime princier, Francesco Vettori, Francesco Guicciardini, Roberto Acciajuoli, Matteo Strozzi, le cardinal Cybo, trop las d'Alessandro pour être ardents à le venger, ne songeaient guère qu'à se protéger eux-mêmes contre les vengeances des émigrés enhardis. Deux jours durant, ils tinrent secret le crime ; ils le purent sans peine, car Lorenzino n'avait point eu de complices, et il venait d'emmener avec lui son unique sicaire. Ce n'est qu'après

1. Varchi, liv. XV, t. III, p. 223-235; Leo, liv. X, c. v, t. III, p. 63; Zeller, *Hist. d'Ital.*, p. 387.

avoir pris toutes les précautions militairement nécessaires que le cardinal Cybo, mis au premier rang par la pourpre de sa robe et par sa qualité de neveu de Léon X[1], se décida enfin à divulguer le meurtre et la vacance du titre ducal.

Il présida ensuite le fameux Conseil des Quarante-huit, cette assemblée de créatures, d'âmes damnées, en vue de donner un chef à l'État. Palla Rucellai réclama timidement que la liberté fût rétablie. On l'écouta non sans surprise, et sa voix resta sans écho. Domenico Canigiani obtint plus de faveur en proposant de désigner un bâtard d'Alessandro, nommé Giulio et âgé de quatre ans. Mais Francesco Guicciardini en obtint plus encore, quand il mit en avant le fils de Giovanni des Bandes noires, Cosimo, qui avait dix-huit ans, qui vivait retiré à la campagne et à qui il comptait bien, après l'avoir élevé sur le pavois, marier sa fille. On ne put toutefois s'entendre du premier coup, même sur ce nom préféré. L'avis prévalut de confier, pour trois jours, de pleins pouvoirs au cardinal : s'il n'était pas Florentin, le sang des Medici coulait du moins dans ses veines.

Le lendemain, nouvelle réunion des Quarante-huit. Les partisans du jeune Cosimo, pour y mieux faire avaler leur pilule, en adoucirent l'amertume : ils proposèrent d'élire leur candidat non pas duc, mais chef et gouverneur de la république florentine, avec des pouvoirs limités. Comme la majorité ne se dessinait pas encore, Alessandro Vitelli, capitaine des troupes, jeta son épée dans la balance. Ses soldats se répandant par les rues, criaient : Vive le duc! Vivent les Medici! Il fit même

1. La mère de Cybo était sœur de Léon X.

savoir qu'on devait se hâter, attendu qu'il ne pouvait plus retenir leur ardeur intempérante. Les *pronunciamientos*, on le voit, ne sont pas exclusivement espagnols. Ainsi fut enlevée, à une pluralité considérable, l'élection de Cosimo, mais seulement à titre de chef et gouverneur de la république florentine (9 janvier 1537) [1].

Après tant d'intrigues et d'efforts, le pratique et personnel Guicciardini pensait avoir enfin cause gagnée. Le nouveau maître lui devait tout. Jeune, sans expérience, plus porté selon toute apparence aux plaisirs qu'aux affaires, comment aurait-il pu se passer d'un conseil et d'un guide, comment refuser la fille de son bienfaiteur, dont on lui allait offrir la main ? Les seuls goûts qu'on lui connût, c'étaient la chasse et la pêche. De ce qu'il ne parlait guère, de ce qu'il se tenait sur la réserve, on se croyait en droit de conclure qu'il ne pensait pas, qu'il ne cachait rien dans le fond de son cœur. La surprise fut grande, quand il y laissa voir une ambition démesurée, un dessein fort net de maintenir son indépendance, de faire respecter ses volontés, de ne point se mésallier. Il refusa tout partage du pouvoir, n'admit personne dans ses secrets, n'écouta point les conseillers officieux. Toutes les intrigues, toutes les conjurations furent déjouées. Enfin, le 21 juin 1537, l'ambassadeur de Charles-Quint produisit une bulle impériale du 28 février précédent, qui le déclarait successeur légitime d'Alessandro. C'était une consécration nécessaire dans un temps où l'Italie ne pouvait avoir d'autres volontés

1. Varchi, liv. XV, t. III, p. 245, 254 ; Nardi, liv. X, t. II, p. 355 ; Marcello Adriani, *Vita ms. di Cosimo I* ; Mannucci, *Vita di Cosimo I*, p. 68 sq. Pise, 1823 ; Du même : *Oratio de Francisci Medices laudibus*. Flor., 1587 ; Lorenzo Cantini, *Vita di Cosimo I*. Flor. 1804 ; Sismondi, t. X, p. 159 ; Leo, liv. X, c. v, t. III, p. 65.

que celles de l'empereur. Pour affermir ce pouvoir nouveau émané du sien, satellite obligatoire, les forteresses de Florence et de Livourne reçurent une garnison impériale : elles devaient la garder jusqu'en 1543. L'infortunée ville de la fleur avait désormais deux maîtres, dont un en sous-ordre, et personne ne s'y trompait. Alessandro Vitelli, en même temps qu'il offrait ses enfants à Cosimo, comme gages de sa fidélité, écrivait à Charles-Quint qu'il s'était emparé de la citadelle de Florence, afin de pouvoir maintenir cette cité dans l'obéissance et la sujétion impériales, au besoin contre Cosimo[1].

Les destins parlaient haut et clair. Florence n'était plus que l'ombre d'une ombre. Mais les émigrés ont les illusions longues et tenaces. Méconnaissant l'état général des choses, ils virent dans cet accidentel changement de maître une occasion favorable pour commencer la guerre : Cosimo n'avait pas encore eu le temps de s'affermir. Leurs rangs s'étaient grossis ; ils faisaient de précieuses recrues, notamment Baccio Valori, qui se plaignait naguère d'être relégué dans sa présidence de Romagne, et qui se plaignait maintenant de l'avoir perdue à la mort de Clément VII. François I[er] et Filippo Strozzi leur envoyaient de l'argent. En juillet 1537, sous les ordres de Piero Strozzi, fils de Filippo et déjà connu en qualité d'homme de guerre, pénétrèrent en Toscane et vinrent combattre jusqu'au dernier tous les écoliers florentins des universités de Padoue et de Bologne. Ils s'avancèrent jusqu'à Montemurlo, château situé au pied de l'Apennin, entre Pistoia et Prato, citadelle assez forte par sa situation, mais mal entretenue, désem-

1. Voy. pour les détails Sismondi, t. X, p. 161 ; Leo, liv. X, c. V, t. III, p. 66.



parée même. A peine l'avant-garde y a-t-elle pénétré, que Cosimo l'y assiège ; par sa décision et sa promptitude, il a devancé sous les murailles le gros de l'armée ennemie. Ainsi réduits à l'impuissance, retenus au loin par la crainte de forces supérieures et par une pluie persistante, les envahisseurs n'ont plus qu'à repasser l'Apennin, ce qu'ils font le 31 juillet[1].

Dès le lendemain, Cosimo rentrait à Florence, ramenant prisonniers les hommes les plus marquants parmi ses concitoyens. Il n'y avait guère de vieille et illustre famille florentine dont un membre au moins n'eût été fait captif à Montemurlo. Dans le nombre étaient Filippo Strozzi, l'homme le plus riche de l'Italie, et Baccio Valori, qui avait été plusieurs mois le maître dans sa ville natale. Envers eux tous Cosimo joua le rôle qu'avait si bien joué l'astucieux ancêtre dont il portait le nom : il grimaça la modération, laissant la rigueur aux Huit, en secret avertis d'être sans miséricorde. Ce sont les Huit qui mettent les prisonniers à la torture, qui en font décapiter seize en quatre jours. Ils eussent continué, sans la clameur publique, qui décida Cosimo à transformer la mort immédiate sur le billot en mort lente dans les prisons. Le supplice des principales victimes fut ajourné au 20 août, afin de se ménager le temps d'arracher des aveux à la douleur. Ces victimes de choix étaient Baccio Valori avec son fils et son neveu, Antonfrancesco des Albizzi et Alessandro Rondinelli.

Juste retour des choses d'ici-bas ! Ce jour était l'anniversaire de celui où Valori, sept ans auparavant, avait

1. Nardi, liv. X, t. II, p. 358-377 ; Leo, liv. X, c. V, t. III, p. 67, 68 ; Sismondi, t. X, p. 162-164.



assemblé le parlement, violé la capitulation, soumis sa patrie au despotisme des Medici. Avant d'être envoyés à mort, ils furent mis à la torture. On a lu ailleurs les paroles mélancoliques d'Albizzi à Valori, tandis qu'ils s'acheminaient ensemble au supplice[1]; mais il faut, ici, les répéter. « Nous avons été condamnés par la justice divine, dit Antonfrancesco, non pour notre péché d'aujourd'hui qui était de vouloir délivrer notre patrie, mais pour notre péché de 1512, quand nous la faisions esclave. C'est ce qui nous a justement conduits où nous sommes[2]. » Ce n'est pas trop d'avoir enregistré deux fois cette amende honorable, car elle justifie la sévérité de nos jugements sur les Florentins dévoyés qui rouvrirent aux Medici les portes de Florence.

Si Filippo Strozzi échappa à l'ignominie du châtiment suprême, c'est qu'il était dans la forteresse où Vitelli le gardait prisonnier comme une vache à lait, si l'on ose dire. A la fin, sur l'ordre de l'empereur, l'avide et déshonnête *condottiere* dut livrer son précieux gage à Cosimo. Mais avant qu'il eût obéi, le bruit se répandit que Filippo s'était coupé la gorge. Capponi croit plus probable qu'on le tua secrètement (1538)[3].

C'est faire trop d'honneur à ces tristes victimes de voir en elles les derniers des citoyens. D'autres après eux, et Jacopo Pitti en est un, conserveront mieux quelques vestiges de la vieille foi républicaine. On ne peut encore être considéré, à un titre quelconque, comme le représentant d'une cause qu'on a ruinée de ses propres mains. De tardifs regrets ne sauraient désarmer la posté-

1. Voy. t. II, ch. III, p. 516.
2. Nardi, liv. X, t. II, p. 384.
3. Capponi, t. II, p. 492. Cf. Reumont, *Tav. cron.* 1538; Sismondi, t. X, p. 167.

rité. Tout au plus y peut-on voir une circonstance atténuante dans le procès intenté à la mémoire de ces fauteurs repentants du despotisme, et c'en est une autre peut-être que d'avoir respiré dans leur jeunesse, comme ils firent, un air corrompu où des âmes vigoureusement trempées pouvaient seules conserver leur santé morale.

Mais au moment où périssent Albizzi, Valori, leurs complices et leurs amis, le terrain est si bien déblayé que Cosimo n'hésite plus à y poser les fondements de son édifice dynastique. Il n'a pas même attendu la mort du riche et redouté Strozzi, qui supprime le seul rival désormais possible, pour rompre les liens où l'on avait essayé de l'enfermer. Le 20 septembre 1537, il prenait le titre de duc de Florence[1], sans rencontrer d'opposition. Chacun, dans sa lassitude profonde et son découragement réfléchi, détourne son esprit des affaires publiques, ne pense plus qu'à sauvegarder ses intérêts privés[2], qu'à rechercher les plaisirs des lettres, les occupations oiseuses des ridicules académies. Ce nom d'académie, les Italiens de ce temps l'auraient à jamais déshonoré, si le souvenir de Platon ne le relevait et ne le soutenait, si des lettrés moins frivoles ne l'avaient, depuis, réhabilité. Le second Cosimo n'eut, comme le premier, qu'à favoriser cette tendance. S'il y réussit mieux, s'il obtint plus complètement que dire et faire des riens parût à ses sujets l'honneur d'une vie oisive, c'est que ces riens, prenant une place vide, paraissaient dès lors la bien remplir.

Lui, grâce à ce bienheureux dérivatif, il poursuivait librement, et d'une suite imperturbable, son ferme dessein d'affermissement. Ce n'est pas de ses ennemis seuls

1. Reumont, *Tav. cron.*, ad ann.
2. J. Pitti, *Arch. stor.*, 1ª ser., t. I, p. 194, 202.

qu'il veut se défaire, c'est aussi des amis qui pourraient encore le gêner. D'ennemis, il n'en a plus guère. Le dernier qui reste debout, Lorenzino, il le fera assassiner à Venise avec son oncle Soderini (26 février 1548)[1]. De ses amis du second degré, de ceux qui, après avoir restauré les Medici en 1530, avaient conçu l'espérance enfantine de rétablir sous leur règne une demi-liberté, Montemurlo et le billot l'en ont délivré. Restaient donc seuls les amis du premier degré, ceux qui l'avaient aidé à recueillir l'héritage d'Alessandro. De tous c'était sans contredit les plus gênants, car ils réclamaient ou attendaient du moins leur récompense. Celle qu'ils pouvaient attendre de lui, ils l'allaient bien voir.

Tout d'abord, Cosimo écarte le cardinal Cybo, qui lui a imprudemment fourni l'occasion d'une querelle. Pour éloigner Vitelli, qui a le commandement de la force armée, il faut plus de façons, le consentement de l'empereur est nécessaire ; mais l'empereur ne le refuse pas, et lui-même il envoie à Florence un nouveau lieutenant (1538). Les plus dévoués Florentins, le jeune duc les décourage, les écarte systématiquement des affaires. Francesco Vettori, depuis la mort de son ami Strozzi, ne sortait plus de sa maison : il ne tarde pas à en sortir pour aller au tombeau. Francesco Guicciardini, ayant échoué dans son double dessein de bien marier sa fille et de gouverner l'État sous le nom de son gendre, se retire tristement dans son domaine d'Arcetri en 1539, et y meurt le 27 mai 1540 ; plusieurs assurèrent que le poison y avait aidé. Roberto Acciajuoli et Matteo Strozzi ne

1. Segni, liv. XII, t. II, p. 364; Reumont, *Tav. cron.*, ad ann.; Sismondi, t. X, p. 168.

lui survécurent pas longtemps[1]. L'habileté du prince, c'est que personne au monde ne peut dire dans quelle mesure il était venu en aide à la mort. Si les soupçons à cet égard sont vagues, ils ne manquent pourtant pas de vraisemblance, à en juger par les crimes de l'entourage. Jusque dans la famille de Cosimo, écrit Capponi, et parmi ses enfants, il y eut des scènes de sang dont on ne peut parler avec certitude, mais auxquelles il est difficile de ne pas croire[2]. Si ces détails domestiques importent peu, il importe du moins de reconnaître que Cosimo fut un de ces hommes forts qui se débarrassent de leurs amis comme de leurs ennemis, qu'ils font rentrer dans l'impuissance et l'ombre, au besoin dans le néant. Il avait des prétentions plus hautes que ses ancêtres, qu'il appelait dédaigneusement des usurpateurs. Il se targuait d'être prince légitime, sous prétexte d'être l'élu de ce conseil des Quarante-huit qu'il tenait à sa discrétion. Comme si, dans les révolutions politiques, il ne se trouvait pas toujours quelque groupe, quelque réunion de complaisants pour enregistrer ce qu'impose la force ou l'opinion !

Habile à s'affermir, Cosimo le fut aussi à régner. Sans cesse en défiance, il surveillait attentivement hommes et choses. Par crainte des *ottimati* dont la servilité croissante ne le rassurait point, il portait une cuirasse sous ses vêtements. Pour être craint lui-même, il affectait cet air hautain et terrible que rend si bien le bronze de Benvenuto Cellini. Il avait des argus subalternes qui lui rendaient compte de tout. Il ne supportait aucun acte qui eût une apparence libérale. Il inti-

1. Voy. Segni, liv. IX, t. II, p. 217, et Sismondi, t. X, p. 169.
2. Capponi, t. II, p. 494.

midait jusqu'à la pensée par des lois féroces, par ses forteresses bien entretenues, par ses milices toujours sur pied. S'enrichissant par la confiscation envers les citoyens, comme par le trafic, il armait contre eux, sous couleur de défendre le territoire, les gens qui l'habitaient et dont il connaissait les vieilles haines, et il assurait encore sa domination en l'étendant aux villes de la Toscane qui avaient jusqu'alors échappé au joug de Florence.

Qu'il suffise de signaler ici cette longue guerre de Sienne, qui dura de 1551 à 1557, où se distingua Piero Strozzi combattant, par amour de sa patrie perdue, pour les séculaires ennemis de sa patrie, contre leur commun oppresseur. On sait qu'après sa défaite de Lucignano il fut remplacé par Blaise de Monluc, qui s'illustra à son tour par sa belle défense de Sienne. C'est grâce à Strozzi comme à Monluc que cette ville vaincue obtint de l'assiégeant une capitulation honorable qui maintenait sa liberté (2 avril 1555). Si Cosimo ne tint pas plus compte, à Sienne, de la parole jurée que n'avaient fait, à Florence, Clément VII et Charles-Quint, si le territoire siennois fut annexé sans vergogne au duché de Toscane (19 juillet 1557)[1], qui songerait à s'en étonner? Violence et perfidie à la fois, tels sont bien, au seizième siècle, et un peu aussi en d'autres sans doute, les moyens de s'établir et de s'étendre.

De ceux qui l'ont précédé dans cette voie, le duc Cosimo ne se distingue que par plus de suite dans les idées et plus de facilités dans les circonstances. Il n'innove point, il perfectionne. Toutes les traditions de sa

1. Voy. Sismondi, t. X, p. 172-191; Capponi, t. II, p. 493.

famille sont par lui continuées avec une sorte de respect religieux, qui s'inspire d'une prudente et avisée politique. Les fêtes, les spectacles, interrompus dans la longue période des révolutions et des malheurs publics, recommencent de plus belle, à la grande joie des badauds florentins. Les belles-lettres, les beaux-arts obtiennent faveur, dans la mesure où ils ne portent pas ombrage. Florence est ornée de beaux édifices. Pour l'université de Pise réorganisée commence une nouvelle ère de prospérité. C'est à la cour ducale qu'on entend les premières œuvres de musique qui aient marqué dans l'histoire de cet art, splendeurs d'un ordre inconnu, et par conséquent étrangères à notre sujet qui finit. Mais nous ne saurions omettre complètement les destinées des lettres sous ce joug dédaigneusement protecteur. Il convient, en effet, de montrer ce qu'elles y ont gagné ou perdu. Une partie des hommes qui les ont illustrées sont encore les mêmes, et nous avons souvent prononcé leurs noms. Qu'advient-il d'eux dans ces temps nouveaux? La décadence les atteint-elle comme ceux qui marchent sur leurs traces, ou restent-ils comme les derniers témoins, comme le reproche vivant d'une grandeur éclipsée?

Tout d'abord, il ne faut pas savoir trop de gré au duc Cosimo d'avoir réorganisé l'université de Pise, quoique, pour ce simple fait, on ait embouché la trompette et chanté ses louanges. Nous avons vu que, sous Lorenzo l'ancien, cette Université n'avait été fondée, aux dépens du *Studio* florentin, que pour mettre en valeur les propriétés foncières acquises sur le territoire pisan par cet égoïste spéculateur. Aussi en 1497, durant la période de liberté agitée à laquelle préside Savo-

narola, l'avait-on de nouveau transférée à Florence, où elle compta parmi ses lecteurs, alors, deux hommes politiques importants, Baldassare Carducci et Giovan Vettorio Soderini. Les Medici revenus, une commission ou *balie* était nommée pour rétablir à Pise le centre des études toscanes. De cette *balie* sont membres les plus importants personnages de la faction dominante, Jacopo Salviati, Roberto Acciajuoli, Niccolò Capponi. Notons au passage le nom de ce dernier, de cet homme douteux, aristocrate de tempérament, qui devait plus tard si mal servir au premier rang la République restaurée. Il était de ceux qui préfèrent le calme de la servitude aux agitations de la liberté, et il servait le despotisme jusqu'en ses fantaisies les plus intéressées, les plus contraires à la prospérité florentine[1]. Ne semble-t-il pas que leur dignité commandait aux Florentins assujettis de subir le joug sans lui prodiguer caresses et complaisances?

Entre l'ère de l'académie platonicienne, où l'on ratiocinait jadis sur des sujets sérieux, et l'ère des académies, où l'on bavardera bientôt sur des riens, il n'y a guère de place que pour les auteurs qui, sous des formes diverses, ont labouré le champ de l'histoire. Encore faudrait-il distinguer entre eux, ceux qui ont obtenu sans le mériter un renom littéraire, ceux qui l'ont mérité sans l'obtenir, ceux qui l'ont tout ensemble, plus ou moins tardivement, mérité et obtenu.

Comme modèle des premiers, nous ne citerons que Gian Battista Adriani (1513-1579). En écrivant l'histoire de son temps[2], il n'a fait que continuer Guic-

1. Voy. Prezziner, liv. III, t. I, p. 183, 200.
2. *Istoria de' suoi tempi.*

ciardin avec des notes fournies par Cosimo. Son œuvre servile est d'un historiographe plutôt que d'un historien. Parmi ceux qui ont laissé des écrits dignes d'estime sans parvenir à la renommée, signalons ce Luca della Robbia qui écrivit la relation instructive et piquante du procès et du supplice de Pier Paolo Boscoli et d'Agostino Capponi en 1513. De plusieurs autres, moins heureux encore, on ne prend pas même la peine de dire le nom. C'est que le sujet qu'ils traitent les a fait oublier. Le sac de Prato et celui de Rome, le siège de Florence, ont bien inspiré plus d'un narrateur. Tous se sentent comme soutenus dans le récit de ces tragiques épisodes, les plus originaux peut-être qu'historien ait eu à raconter depuis les siècles du moyen âge. Au milieu même de la lutte, acharnée autant que longue, des maisons de France et d'Autriche, une simple ville émeut au spectacle de ses convulsions patriotiques et de son agonie, car livrée à ses propres forces, c'est-à-dire à sa faiblesse, comment résisterait-elle à la puissance morale d'un pape, à la puissance matérielle d'un empereur ?

Plus d'un, parmi ces historiens de hasard, n'écrit que pour lui-même, à peine pour ses amis, et ce ne sont pas les moins estimables. Leur style et leur langue ont une originalité, une saveur de terroir qui surprend quand on pense qu'ils étaient à ce point nourris de l'antiquité, qu'à moins de la connaître on ne saurait les comprendre. Ce ne sont plus des humanistes pédants, comme Paul Jove et Bembo ; mais ils ont traversé l'humanisme, ils en ont gardé ce qu'il est bon, utile, nécessaire d'en garder, et ils sont, en somme, dans leur aimable liberté, mieux pénétrés de l'esprit des historiens antiques que ne le fut jamais imitateur de Tite-Live.

Dans le nombre est Francesco Vettori (1474-1539). Son œuvre principale est son *Sommario*, où il parle des choses *quorum pars magna fuit*. Maintes fois nous avons invoqué son autorité d'historien et mis en lumière, grâce à lui, ses actes si souvent condamnables d'homme politique. Qu'il ait été mêlé aux grandes affaires, soit comme ambassadeur, soit, dans Florence même, comme conseiller officiel ou officieux des maîtres, on s'en aperçoit à la manière dont il parle, à la précision de ses renseignements, à la maturité de ses réflexions. S'il n'a ni la perspicacité ou la grâce de Machiavel, ni le savoir politique de Guicciardin, il a de l'abandon, de la finessse; il écrit d'un style concis, d'une langue pure, et non sans art dans l'exposition. On est surpris qu'un écrivain de ce mérite soit resté, durant des siècles, enseveli dans la poussière des archives, et n'ait vu le jour que de notre temps, grâce à cette grande entreprise de l'*Archivio storico italiano*, que nous devons à l'heureuse initiative du libraire Vieusseux.

Ce qui nous choque dans Vettori, c'est le fond des choses, c'est lui-même. Cet homme issu d'une famille populaire, grandi dans la familiarité, dans la *consorteria* des Capponi, devient la créature des Medici. Sans générosité, sans loyauté, sans franchise, il est bien des temps nouveaux, avec cette circonstance aggravante que, par son âge, il est de ceux qui donnent le ton, non de ceux qui le reçoivent. S'il nourrit quelque rancune envers Cosimo qui, avec tant d'autres, l'avait mis à l'écart, on ne le voit point dans son *Sommario*, écrit auparavant, tout au moins en grande partie. Même pour y justifier la conduite de ses patrons, il n'imagine rien de mieux que de montrer tous les gouvernements tenant plus ou

moins de la tyrannie, assertion qui déplaît chez un fauteur du pouvoir absolu, bien qu'on y reconnaisse une part de vérité.

Moralement, Benedetto Varchi (1502-1565) vaut mieux, sans valoir beaucoup encore. Les Medici, en rentrant, l'ont chassé, mais c'est par erreur, et bientôt ils le rappellent. Tiraboschi l'accuse même d'avoir vendu sa plume[1]. De fait, dans son Histoire qui embrasse dix ans, de 1527 à 1538, s'il parle en termes élogieux de ceux qui ont défendu la liberté florentine dans la période du siège, c'est à la demande de Cosimo qu'il continue cet ouvrage, c'est sur des documents fournis par Cosimo qu'il l'établit[2]. Sa sévérité pour les précédents Medici n'est qu'une flatterie adroite pour le prince régnant, qui entendait n'être point confondu avec ces usurpateurs. Les républicains qu'il loue ont été adversaires des Medici qu'il blâme. Pour être sincère, s'il voulait l'être, il n'avait qu'à tenir, de son vivant, la lumière sous le boisseau, qu'à s'imposer une publication posthume, comme faisait Vettori, comme a fait depuis Saint-Simon. Mais il voulait obtenir des louanges, peut-être aussi les bienfaits que méritaient ses adroites flatteries et son talent. Ce talent, toutefois, n'est pas du premier ordre. Varchi écrit avec tant d'ampleur qu'il n'évite pas la redondance. Ses longues phrases verbeuses où défilent incessamment en synonymes toutes les nuances de la moindre fraction d'idée, comme tous les détails du moindre fait, plaisaient sans aucun doute à son oreille; mais il y voyait le moyen de

1. Tiraboschi, t. VII, part. III, p. 1345, éd. de Milan, 1824.
2. Son ouvrage est intitulé : *Storia fiorentina*. En 1838, M. Arbib en a publié une bonne édition en trois volumes.



montrer toutes les faces des choses et d'énumérer toutes les explications dont elles sont susceptibles. Tel était évidemment le tour de son esprit. Il ne tient pas moins à la pureté de la langue; il y tient même tant qu'il y sacrifie l'intérêt, et qu'il en devient plus monotone que Guicciardin lui-même.

Bernardo Segni (1499-1559) est peut-être préférable à Varchi pour l'honnêteté. Il ne prend la plume que dans le pieux dessein de défendre la mémoire de Niccolò Capponi son oncle[1]. Mais, fort heureusement, il ne peut s'astreindre à son étroit sujet, il le dépasse, il parle des affaires d'Italie et même d'autres pays. La preuve que ce qu'il écrit est sincère et véritable, c'est qu'il ne peut le publier de son vivant. Si sa disgrâce ne va pas jusqu'à l'exil, elle ne lui permet pourtant de compter ni sur la bienveillance, ni sur la justice. Après sa mort, les Medici ne consentent point encore que son Histoire voie le jour. L'expurger comme on a fait celle de Guicciardin ne suffirait pas à leurs préventions, à leur défiance, à leur antipathie. Il fallut imprimer à Fribourg. Louable pour sa franchise, Segni l'est aussi pour sa modération. Au point de vue littéraire, il a de l'intérêt, une gravité forte quoique un peu nue, un style sobre, pur, élégant, qui, par son tour académique, marque bien la transition entre les écrivains de la première moitié du siècle et ceux de la seconde. Après lui, on ne rencontre plus que des historiens uniquement occupés de l'art de bien dire, peu jaloux de redevenir citoyens, se souvenant à peine que leurs pères l'ont été.

Si Filippo des Nerli, tout *pallesco* qu'il est, ne rentre

1. B. Segni, *Storie fiorentine*, Milan, 3 vol. in-8°, 1805.



pas dans cette catégorie, c'est qu'il n'écrivait pas pour le public. Ses *Commentaires*[1], qui vont de l'année 1215 à l'année 1537, n'ont été publiés qu'en 1728. Esprit très clair et très net quand il ne se passionne pas, il fait, dans ses premiers livres, comprendre ce que les autres embrouillent; mais il s'embrouille lui-même dès qu'il arrive au triomphe des maîtres qu'il sert, tant il donne de détails et veut tout expliquer.

Combien préférable n'est pas Jacopo Nardi (1496-1556)! Sensiblement contemporain des précédents, il semble être d'une génération antérieure par son enthousiasme républicain, son austérité chagrine, sa raideur d'esprit. Il ne fut pas cependant un patriote sans tache, s'il est vrai que, dans l'exil auquel il se condamna, il ait reçu des secours du duc Cosimo. Il n'est pas non plus un grand esprit, car il manque d'étendue, ni un grand écrivain, car la méthode, l'art, la vie, lui font défaut. Ces reproches sont au moins ceux qu'on peut faire à son Histoire[2], œuvre de son extrême vieillesse, et l'on en pourrait encore ajouter un, grave à nos yeux, mais qui ne l'était pas pour les contemporains : il n'a rien d'original, ni même de personnel, puisqu'il reproduit tout le *Diario* de Buonaccorsi, et cela sans en avertir ses lecteurs. Telle avait toujours été, nous l'avons déjà dit, la coutume des historiens durant le moyen âge, et elle s'était perpétuée dans les siècles de la Renaissance. On ne croyait pas devoir refaire ce qui avait été fait une fois et qu'on tenait pour bien fait; on

1. *Commentari de' fatti civili occorsi dentro la città di Firenze dal* 1215 *al* 1537. 1 vol. in-4°.
2. *Istorie della città di Firenze*, 2 vol. in-8°. Il y en a plusieurs bonnes éditions.

le reproduisait sans penser à mal, sans croire qu'on pût, pour ce motif, être accusé de plagiat. Personne, même parmi les ennemis d'un auteur, ne l'attaquait sur ce point. Nardi, en particulier, vécut entouré de l'estime publique. On l'appelait le bon, le vénérable Nardi, tant son honnêteté était incontestée, et « l'oracle de la nation florentine », tant il passait pour éloquent. Si, malgré ses défauts, nous faisons cas aujourd'hui de son Histoire, parce qu'elle est utile, les meilleurs juges, en Italie, préfèrent de beaucoup sa *Vie d'Antonio Giacomini*, et la tiennent pour un ouvrage noblement pensé, habilement composé, purement écrit, en un mot pour un des plus achevés travaux et monuments de la langue italienne[1].

Nous possédons une autre vie de ce même Giacomini, dont la gloire, aujourd'hui si pâle et si effacée, tentait la plume de deux notables contemporains. Mais cette seconde vie est imitée de la première, et quels qu'en soient les mérites, comme écrit élégant, bien fait, inspiré des lettres du héros, elle est trop longue, au jugement même du petit-fils de l'auteur[2], et n'eût point suffi à la gloire de Jacopo Pitti. Mais Jacopo Pitti (1519-1589) a fait mieux. Nous devons à l'*Archivio storico italiano* de connaitre son Histoire, par laquelle justement débute le premier volume de ce précieux recueil. C'est peut-être le meilleur récit que nous ayons de la période agitée et tragique qui s'écoule entre les années 1494 et 1529. Cette œuvre inachevée et que, sans

1. Voy. Polidori, préface aux *Istorie* de Pitti. *Arch. stor.*, 1a ser., t. I, p. XXXIV. Cf. Giordani, *Opere*, t. IX, p. 350. Milan, 1856.
2. Jacopo Gaddi, *De scriptoribus non ecclesiasticis*, t. I, p. 1, Flor., 1648.

doute, l'auteur eût revue, s'il lui eût été donné d'y mettre la dernière main, le place entre Varchi et Segni, sans qu'on puisse dire qu'il le cède à l'un ou à l'autre[1]. Elle est précieuse par le fond et la forme, par la pensée, les faits rapportés et le style. Ce patricien, descendant de l'aristocratique chroniqueur Buonaccorso Pitti, aime la plèbe, défend la cause populaire, s'indigne contre les nobles et les *ottimati*, mais sans l'ombre de déclamation. Il a l'art de mettre le plus souvent ses invectives dans la bouche des *libertini*, où elles sont à leur place et toutes naturelles jusqu'en leurs exagérations. Sans doute Jacopo Pitti est de parti pris; mais il apporte des faits nouveaux ou présentés de façon nouvelle, et des leçons utiles. Sa franchise et son indépendance paraissent vraiment admirables, quand on pense que ses ouvrages, quoique encore manuscrits, couraient de main en main sous les ducs Cosimo et Francesco.

Mais l'écrit qui fait le plus d'honneur à son talent, c'est son *Apologia de' cappucci*, ou capuchons, c'est-à-dire des vieilles modes, des vieux temps. Nous sommes également redevables à l'*Archivio* de cette précieuse publication. Dans ce pamphlet en dialogues, Pitti prend pour texte l'histoire de Guicciardin, en vue de démasquer les amis secrets ou avoués des Medici, principalement Guicciardin lui-même en ses erreurs et ses impostures. Il repousse énergiquement les accusations portées contre le gouvernement populaire par ses vainqueurs. Il ne nie point les discordes, mais il en renvoie la responsabilité aux indignes citoyens qui les fomentaient. Dans ces pages spirituelles et vives on ne peut méconnaître

1. C'est l'avis de notre contemporain Gino Capponi. Voy. Lecture à la Crusca, 9 août 1831, dans *Arch. stor.*, t. I, p. XX.



l'expression spontanée autant que mordante de la colère scandalisée qu'excita chez les contemporains l'Histoire de Guicciardin, lorsqu'elle vit le jour. Pitti est un avocat qui se sert de tous les moyens pour vaincre, sans en excepter celui qui consiste à ne mettre que de faibles raisons dans la bouche de l'adversaire. Il devrait donc irriter ceux qui ne sont pas de son avis, et il leur plaît, quoi qu'ils en aient, par ce style familier, largement assaisonné de sel comique, comme de ces grâces du langage qu'on ne trouve, en Italie, qu'à Florence ou dans les environs. Pitti aurait plus d'autorité sans doute s'il parlait en témoin, s'il avait vu de ses yeux ces temps qu'il regrette; mais il en a encore une très sérieuse, car on s'aperçoit sans peine qu'il connaît bien, comprend à merveille, présente avec exactitude les choses qu'il raconte, ou celles qu'il indique en passant.

Tout compte fait, par sa rare intelligence de la politique, par la nerveuse et vivante gravité de son style, c'est lui qui soutient le mieux, dans son temps, le renom littéraire que sa patrie devait à Machiavel et à Guicciardin; il l'emporte même sur eux, comme Nardi, par le sens moral, et sur Nardi par le talent. Quant à ses autres contemporains, à ces auteurs dont nous venons de parler, il a sur eux cet avantage que, quoique étant un des plus jeunes, il se rattache plus qu'aucun à la période précédente qui est, dans l'ordre littéraire comme dans l'ordre politique, la gloire de Florence. Ce n'est pas chez lui qu'on noterait des tendances aux puérilités académiques, ni des sentiments favorables au despotisme. Il n'a pas vu la liberté, mais il l'a étudiée, il la connaît, il l'aime, il la vante : rien ne saurait être plus à son honneur.

Quant à la génération dont il est par les dates de sa vie, mais à laquelle il ressemble si peu, ce qui la caractérise, ce sont les académies dans leur nouvelle manière. Si misérable que soit cette manière, nous en devons pourtant dire un mot : le goût académique est encore, dans ce triste temps, une marque d'aristocratie intellectuelle ; il prouve du moins qu'on préfère quelque chose aux plaisirs bas où se vautraient la plupart des Medici. Mais justement, qu'il soit une marque d'aristocratie, une manifestation de l'élite, c'est la condamnation sans appel du régime auquel il doit sa naissance et ses progrès.

En 1540, des jeunes gens désœuvrés, que dégoûtent ou lassent les divertissements crapuleux de l'orgie, se réunissent dans la maison d'un certain Mozzuoli, comme on se réunira, au siècle suivant, à Paris, autour de Ronsard, de Malherbe, de Conrart. Du premier coup ils ont donné leur mesure : ils constituent une Académie dite des Humides. Ils prennent chacun le nom d'un être ou d'un objet humide, et s'appellent la Grenouille, le Ver de terre, le Scorpion, le Salpêtre, l'Égout. Aussi ingénieuses sont leurs occupations : des éloges de tout ce qui est humide, sel ou concombre, sans négliger l'hypocondrie. A ces beaux discours ils donnent ou l'on donne autour d'eux le nom de *cicalate*, bavardages de cigales. Cosimo prend goût à ces réunions, il les accapare, il transforme l'Académie des Humides en Académie florentine, veut qu'elle siège auprès de lui, impose des statuts, des chefs, pris parmi ses familiers et qui porteront le nom de consuls, s'arroge un droit d'approbation sur les matières à discuter, exclut avec soin toutes les questions sérieuses, restreint les débats à la langue, ne laisse de liberté que pour les extravagances.

Richelieu passe pour le modèle des despotes. Il poussa pourtant moins loin le despotisme, il se montra plus modéré, comme plus sensé, quand il transforma en Académie française les réunions privées de Conrart. En associant les lettrés, chez qui il avait reconnu l'esprit d'ordre et de réforme, à son œuvre réorganisatrice, il ne leur imposait point l'obligation de se parquer dans la réforme de la langue, et, les voyant résolus à s'y restreindre, il leur avait donné des statuts qui accroissaient grandement leur importance. Les jeunes gens de l'Académie florentine montraient par les puérilités de leur organisation spontanée le sentiment de leur impuissance. Ce fut donc une faute, du moins un inutile abus de pouvoir que de limiter leur champ d'action. Ils touchèrent maladroitement à la langue, et ce qui était nécessaire se fût fait sans eux. L'usage, à cet égard, n'est-il pas le grand maître?

L'Académie florentine des Humides se transformera, il est vrai, en 1587, mais ce ne sera pas pour s'améliorer. Elle se donnera alors pour une compagnie de meuniers qui trient la farine dans le son au moyen de la *crusca*, c'est-à-dire du blutoir. Elle deviendra ainsi cette Académie de la Crusca qui existe encore aujourd'hui, qui joue en Italie le rôle de l'Académie française en France, mais qui n'a pas renoncé à toutes ses traditions ridicules. Elle empruntera pour ses membres les noms, pour ses meubles les formes de cette industrie du meunier et du boulanger, tenue, durant des siècles, en si grand mépris par les vieux Florentins. Là et ailleurs on fera l'éloge des grands nez; on en comparera l'influence sur les destinées des peuples à celle des grandes bouches. Si François Ier, malgré son grand nez, a été

vaincu à Pavie, la cause en est, n'en doutez pas, qu'il portait, ce jour-là, un emplâtre sur ce nez. On se croirait revenu, et l'on revient vraiment à ces temps lointains de la décadence antique où Dion faisait l'éloge de la chevelure, où un évêque qui aurait pu être plus grave, le rhéteur Synésius, écrivait, pour lui répondre, l'éloge de la calvitie. Et ce ne sont pas seulement les jeunes hommes de la génération nouvelle qui font paraître à tous les yeux l'abaissement des esprits dans leur patrie; ce sont aussi, il faut bien le dire, les survivants de la génération précédente. Quand l'historien Varchi fait des vers, c'est pour y chanter les pèches, le fenouil, les œufs durs, les pieds de mouton.

Le mal est sérieux et contagieux : il s'étend à toute l'Italie. Les hommes les plus illustres n'en sont pas exempts. Galilée, qui ouvre des horizons nouveaux sur la science, se détourne de ses profondes études pour faire au Tasse des chicanes de mots. C'est ainsi que Florence devient de plus en plus une ville morte. La politique en a disparu, remplacée par les intrigues misérables et parfois sanglantes du palais et d'une cour qui suit le maître dans toutes ses résidences. Désormais dans cette cour corrompue et dans ces académies ridicules s'est concentré tout ce qui reste de vie. En même temps, les beaux-arts s'affaiblissent chaque jour davantage. Bientôt on ne viendra plus à Florence que pour y admirer sur les places, dans les palais et les musées, ces mille chefs-d'œuvre de la sculpture, de la peinture, qui n'inspirent plus ou ne guident plus le talent, et ces monuments toujours debout qui nous permettent de nous croire, pour quelques heures, reportés au moyen âge. d'en saisir la puissante originalité. Désormais Florence

ne vivra plus guère que de l'argent dépensé dans ses murs par les visiteurs étrangers. Cette cité, jadis si industrieuse, n'aura plus d'autre industrie que la fabrication de ces menus objets qui tentent la curiosité du voyageur, qui lui donnent, malgré leur imperfection hâtive, payée à prix d'or, le souvenir et l'illusion de l'art. C'est ce qui explique la boutade d'un homme politique de l'Italie, quand il émettait, il y a quelques années à peine, le vœu plaisamment indigné qu'un grand incendie consumât les musées, les palais, les églises, pour ramener, par une dure nécessité, les Florentins au travail. Ce fléau d'une vie de frelons qui, dans la ruche, ont remplacé les abeilles, sévit encore aujourd'hui sur la belle Florence, et il remonte, ne l'oublions pas, à son habile, mais funeste duc Cosimo.

Ce régime des ducs de la famille des Medici est célébré dans l'histoire pour sa douceur. Ce n'est pourtant qu'au troisième de ces faux princes que, toute crainte d'un retour offensif de la liberté ayant disparu, cette réputation peut n'être plus usurpée ; et l'on a vu de quel prix, au prix de quelles souffrances, de quel abaissement les Florentins payaient le droit, disons mieux la faveur de respirer un peu sous l'étouffoir. Le 27 août 1569, une bulle de Pie V crée Cosimo « grand-duc dans la province de Toscane ». Le 22 avril 1574, à la mort de Cosimo, Francesco Ier hérite de ce titre, que l'empereur confirme deux ans plus tard. C'est Ferdinando Ier, successeur de Francesco, qui inaugure l'ère du calme plat, méprisable félicité de deux générations.

Passons sur ces temps que les peuples parfois apprécient, mais que l'histoire doit dédaigner, et ne nous arrêtons qu'au sixième grand-duc, Cosimo III. Son inter-

minable règne, commencé le 24 mars 1670, dure cinquante-trois années. On sait ce qu'il fit de la Toscane : un vaste couvent que gouvernent les Jésuites. Pour faire des pensions aux Jésuites et aux autres moines, il vide le trésor public. Pour leur plaire, il néglige ou même persécute les sciences. Ce régime produit bien vite ses fruits naturels : la crainte, la cupidité, l'ambition, le désir et le besoin de plaire engendrent l'hypocrisie. On fait le saint ou le converti; apparaissent des convulsionnaires, des possédés, des exorcistes. Viviani, un disciple de Galilée, approuve hautement la piteuse abjuration de son maître; Magliabechi, le fameux bibliothécaire, supplie Cosimo III, « par les entrailles de Jésus-Christ », de brûler les dénonciations qu'il lui adressait. Dans les questions religieuses, à la douceur succède la plus rude vigilance, qui aboutit à une persécution rigoureuse : on voit un pauvre chanoine, menacé du Saint-Office, se jeter dans un puits[1].

Le fils de Cosimo III, Gian Gastone (31 octobre 1723 — 9 juillet 1737), par une réaction naturelle, se rapproche, au contraire, des idées qui prévalent en France depuis la régence du duc d'Orléans. Ce n'est pourtant pas un homme tel que lui, perdu de vices, corps épuisé, âme flétrie, qui pourra relever un peuple à terre, un peuple avili, abâtardi. Ceux qu'on menace du supplice, ce ne sont plus, comme naguère, les esprits forts; ce sont les hypocrites, les faux convertis,

1. Voy. *Tommaso Crudeli e i primi Framassoni in Firenze, narrazione storica, corredata di documenti inediti*, par Ferdinando Sbigoli. Milan, 1884, et dans la *Revue des Deux Mondes*, 1er janvier 1885, notre article intitulé : *Un poète franc-maçon devant le Saint-Office au XVIIIe siècle.*



et ces zélés qui persécutaient les Juifs : voilà toute la différence[1]. Cette différence est quelque chose, ne fût ce que parce qu'elle ne fait pas porter constamment par les mêmes le poids du jour ; mais si un certain nombre de personnes en profitent, le peuple florentin n'en profite pas, car l'épuisement est absolu, chez les sujets comme chez le maître. Florence, la Toscane, se sont endormies dans le marasme, et elles se complaisent dans leur sommeil.

L'extinction de la race des Medici étant prévue, les ministres des grands États, sous prétexte de maintenir l'équilibre, cherchent à qui donner ce petit État. Contre qui dispose ainsi de son héritage à sa barbe, Gian Gastone peut bien protester « secrètement, mais avec beaucoup de solennité », comme dit Gino Capponi[2] : cet euphémisme contradictoire ne nous empêchera pas de voir, dans la protestation sournoise et puérile du condamné, l'impuissance morale aussi manifeste que l'impuissance physique. Tout est si bien convenu malgré Gian Gastone et en dehors de lui, que, trois jours après sa mort, survenue le 9 juillet 1737, l'empereur Charles VI a déjà rendu le bref qui institue grand-duc de Toscane François II, prince lorrain, mari de la vertueuse, mais intolérante Marie-Thérèse. François ne réside guère, mais il a amené à sa suite des compatriotes lorrains et des Allemands, qui, trouvant le pays à leur goût, s'y établissent et y croisent la race, sans beaucoup l'améliorer. Toujours incapables de secouer le joug de l'étranger, les Florentins en ont pris la haine ; mais ce

1. Voy. Ferd. Sbigoli, *Tommaso Crudeli.*
2. G. Capponi, t. II, p. 497.

qu'ils regrettent, et cela suffit à les juger, ce n'est pas leur liberté depuis si longtemps perdue, c'est le maître de la veille, le vieux et débauché Gian Gastone.

Si les destinées de cette dynastie éteinte des Medici constituent une histoire tout à fait étrangère à celle que nous terminons en ce moment, il en est de même, à plus forte raison, des destinées de la dynastie lorraine. Celle-ci devait, un temps, régner paisible, mais cruellement payer cette paix par les vicissitudes et les péripéties de sa fin. Elle disparaît, sous le premier empire, devant le royaume d'Étrurie ; sous la république de 1848, devant les républicains de Toscane qui essayent de constituer un gouvernement à l'imitation du nôtre, et enfin définitivement le jour où l'Italie, délivrée des Autrichiens et de leurs satellites par nos victoires de Magenta et de Solferino, recouvre son indépendance et fonde son unité. Mais dans la période de sa prospérité ininterrompue, comme dans les intervalles troublés de ces expulsions répétées, la maison de Lorraine ne règne que sur un cadavre, sur un peuple du moins qui ne compte plus dans l'histoire. Princes et ministres ne connaissent plus d'autre politique que l'inertie. Trop faibles pour remonter le courant ou pour y résister, ils laissent apathiquement couler l'eau qui les emporte. Ils transforment à leur usage le fatalisme des Turcs. Un de ces ministres, Fossombroni, disait, au commencement de ce siècle, le mot caractéristique, celui qui montre le sentiment exagéré, mais sincère, de l'impuissance à diriger les événements et à en modifier le cours : *Il mondo va da se.*

CONCLUSION

Au moment de poser la plume, qui est dans nos mains, sans relâche, depuis dix-neuf années consécutives, il convient de jeter un dernier regard sur ce passé de tant de bruit et d'éclat dont nous avons retracé l'histoire. Si Florence nous a passionnément intéressé, si elle méritait les longs développements que nous avons donnés au récit de ses destinées, c'est qu'elle n'est pas une ville ordinaire. Venise exceptée, elle a, en Italie, infiniment plus d'importance qu'aucune autre. Lucques n'est rien, ni Pérouse. Sienne est peu de chose : malgré sa prospérité relative dans l'industrie, et ses éclatants mais passagers succès dans le domaine des beaux-arts, elle souffre de trop de maux organiques, et de trop graves, pour prendre jamais son libre essor. Gênes vivait à l'écart, avant que son illustre fils Andrea Doria l'eût jetée en plein courant des affaires européennes ; elle n'avait même pris presque aucune part aux progrès de la Renaissance : aux yeux des Italiens les Génois passaient pour des contempteurs de toute haute culture intellectuelle. Chez eux, les luttes des partis étaient sau-

vages, les perturbations politiques ou sociales bien autrement violentes qu'à Florence. Si Gênes a vécu libre un assez grand nombre d'années, c'est par le travail et la richesse, mais aussi et peut-être surtout par les rivalités de ceux qui en convoitaient la possession. Quant à Venise, dont le grand nom pourrait seul être rapproché du nom de Florence, l'existence tout orientale qu'elle s'était faite la mettait comme en dehors de l'histoire d'Italie, sauf à l'heure critique où tout s'y mêle, où tout s'y confond, où les étrangers coudoient les Italiens et semblent se croire chez eux, c'est-à-dire à la fin du XV[e] siècle et au commencement du XVI[e]. Or Venise a trouvé, il y a soixante ans déjà, en Daru un bon historien, et, depuis, en Romanin un meilleur, beaucoup mieux informé. Il nous semblait étrange, choquant même, que Florence n'eût tenté encore personne, car les histoires qu'on avait faites d'elle ne comptent pas, et le plus grand service qu'on leur puisse rendre, c'est de les passer sous silence. Je n'excepte que celle du marquis Gino Capponi, publiée en 1875, alors que, depuis trois ans déjà, nous étions à la tâche, et trop insuffisante, en ses premières parties, pour décourager notre effort.

N'ayant d'ailleurs, dans toute l'Italie, que Venise pour rivale en tant que ville, car « la ville éternelle », comme Montesquieu appelle Rome, car le siège de l'Église n'a point de rang parmi les cités, Florence est, au moyen âge, sans rivale en tant que commune, en tant que république. Dans son sein s'est accompli, plus et mieux que nulle part ailleurs, le lent et laborieux enfantement de l'esprit moderne. Cet honneur sans pareil, dont elle finit par porter si cruellement la peine, elle le

dut justement à cette qualité propre qu'elle était sans comparaison la plus originale de toutes, la plus digne d'être considérée comme une personne. Être une personne, c'est aussi, qui ne le sait parmi nous ? le mérite singulier qui, parmi tant de nations modernes, selon Michelet, caractérise la France. Les annales florentines présentent une plénitude, une variété sans pareilles dans ces temps-là. Tout s'y rencontre : la pratique et la théorie des institutions libres d'une démocratie, l'usage délicat d'organes constitutionnels fort compliqués, l'industrie et le trafic, les belles-lettres et les beaux-arts, une intelligence exceptionnelle et précoce de la science financière et de l'économie politique, malgré, bien entendu, les inévitables erreurs de tout début.

Cette intelligence, dont notre siècle revendique tout l'honneur, on la trouve déjà chez les deux Villani, tandis que, de longtemps encore, on ne la trouvera chez aucun écrivain d'aucun autre pays. C'est par son industrie en avance et son trafic hardi, qui en portait les produits aux contrées lointaines, que Florence entre en communications suivies avec les autres États. Ses marchands, au spectacle de civilisations rudimentaires, ou, pour mieux dire, de sociétés à moitié barbares, ne peuvent que faire des rapprochements tout à l'avantage de leur patrie. Les récits merveilleux, les éloges enthousiastes qu'ils en font lui assurent une notoriété que l'éloignement grandit, une admiration que grandira bientôt la connaissance plus directe et plus approfondie de cette ville unique. Crédule et confiante d'abord, cette admiration s'éclaire et se confirme par la lecture des historiens florentins, par les rapports des hommes que leurs intérêts engagés finissent par attirer sur les bords

de l'Arno. De retour chez eux, ils ne tarissent plus d'éloges sur ces splendeurs, sur cette vie de ruche ou de fourmilière dont ils n'avaient auparavant aucune idée, et que, même alors, ils n'imaginent pas qu'on puisse imiter dans leur pays.

Comment se fait-il, pourtant, que l'existence individuelle et libre d'une cité si supérieure à toutes les autres ait eu des destinées si éphémères, qu'elle n'ait pas vécu quatre siècles? Très diverses, très multiples sont les causes de ce phénomène, qui a plus de généralité qu'on ne pense : quatre siècles, c'est tout ce qu'ont pu durer les sociétés féodales. En premier lieu, Florence et toute l'Italie ayant précédé les autres peuples dans les voies de la civilisation moderne, — peut-être parce que le foyer de la civilisation antique était tout près, — devaient avant les autres peuples atteindre leur apogée, et, par conséquent, entrer en décadence, arriver à la décrépitude. A cette loi, point d'exceptions. C'est ainsi qu'on peut prédire aux peuples actuels de l'Europe occidentale qu'ils toucheront au terme fatal avant les Russes et les Américains, si jeunes encore dans un monde si vieux.

Mais il y avait de cet épuisement trop hâtif des causes d'un autre genre, tout à fait personnelles à Florence. Qui veut être solide et gouverner doit savoir se gouverner, avoir de la suite dans les idées et les desseins. Or, dès le temps de Dante, Florence, avec ses pouvoirs de deux mois, était renommée, décriée même pour sa mobilité. Les Florentins ont connu bien avant les autres peuples, dans les temps postérieurs à l'antiquité, ces luttes des partis, ces renversements si fréquents de l'un par l'autre qui ne permettent point à un État de prendre

une ferme assiette. Ce peuple croyait, en outre, erreur que d'autres ont également commise, qu'on peut à volonté créer de toutes pièces une Constitution viable, et cette croyance était chez lui si invétérée, que, même après les rudes leçons de l'expérience, le puissant esprit de Machiavel n'a pas su s'en affranchir[1]. C'est ainsi qu'on bâtit sur le sable, et que la vanité des châteaux de cartes ne détourne pas d'en construire.

De nouveaux dangers naissent pour Florence de son éclatante prospérité. C'est chose triste à dire que le travail, principal support de la vertu, puisse devenir un agent de dépravation et de destruction. Mais il en est ainsi : par la facilité croissante de satisfaire leurs goûts les plus dispendieux et aussi les moins nobles, les citoyens enrichis de Florence tombèrent dans la décadence morale, laquelle, avec le temps, et souvent en peu de temps, amène la décadence matérielle. En outre, une prédilection trop marquée pour les brillants arts de la paix détourne rapidement des arts de la guerre, si essentiels tant que les idées de paix et d'arbitrage ne se seront pas imposées à tous les peuples. Ce fut un des plus grands malheurs de Florence que d'avoir si rapidement abjuré tout esprit militaire. La guerre détournait marchands et artisans de leurs occupations préférées, les empêchait de gagner, de « faire leurs besognes ». A déserter fréquemment les ateliers et les boutiques, ils perdaient beaucoup plus que ne pouvaient coûter des mercenaires. Le calcul était facile à faire, et il fut fait. Ce peuple paya donc des soldats d'aventure, très nom-

1. Voy. son *Discorso sopra il riformare lo stato di Firenze,* écrit après la mort de Lorenzo, duc d'Urbino, en 1519, et adressé à Léon X.

breux et très exigeants, jusqu'au jour tardif où il s'aperçut que ces bras de louage se louaient au plus offrant, se battaient pour tout le monde, ou, disons mieux, se battaient le moins possible, si énorme que fût le prix de la *condotta*. Malheureusement, il ne suffit pas de voir un danger pour y porter remède : le remède est inefficace, quand on a laissé le mal s'aggraver. Machiavel a fait toucher du doigt les périls de ce séculaire usage ; il veut réorganiser militairement sa patrie, et, qui plus est, il en a obtenu la mission, le pouvoir ; mais il n'était plus temps. Ses milices auraient pu suffire pour lutter contre Sienne ou Lucques, contre les républiques et les tyranneaux du voisinage ; elles étaient absolument insuffisantes pour résister aux grandes armées d'un Charles-Quint.

C'est peut-être une autre erreur des Florentins qui les empêcha si longtemps d'entrer dans la voie au bout de laquelle Machiavel voyait le salut. Ils ne cherchèrent pas à se défendre eux-mêmes, à s'en assurer les moyens, parce qu'ils comptaient sur l'étranger. Toujours ils voulurent être les clients de la France, dont l'appui, l'intervention armée devait les dispenser des grands efforts, et c'est ainsi qu'ils se déshabituèrent même des petits. Toute leur énergie, ils la consacraient à opprimer leurs sujets, depuis longtemps soumis, mais toujours frémissants. Ce fut une de leurs plus grandes fautes et un de leurs vices rédhibitoires, de n'avoir jamais su se faire aimer des peuples qu'ils avaient conquis, comme fait la France, dont la douce domination, encore aujourd'hui, est regrettée au Canada, à l'île Maurice, en Lorraine et en Alsace. Les ayant toujours traités en vaincus et en sujets, non en compatriotes et en concitoyens, ils

les trouvèrent toujours ennemis; ils n'osèrent, à l'heure du péril suprême, leur confier des armes, ou, quand ils s'y résignèrent enfin, ils furent tellement en défiance de l'usage qui en serait fait, que, dans les rangs, ils flanquaient chaque habitant du territoire de deux habitants de la ville. C'est ainsi que, réduits à leurs seules forces, ils virent leurs sujets accueillir les Impériaux comme des libérateurs.

Sans doute, en opprimant leurs ennemis vaincus, comme en faisant appel à l'étranger, ils n'avaient fait qu'obéir aux idées qui prévalaient partout ou peu s'en faut en Italie; mais puisqu'ils marchaient sur tant de points à l'avant-garde de la civilisation, pourquoi ralentissaient-ils le pas sur ce point essentiel? pourquoi même se laissaient-ils devancer? Venise, à cet égard, leur donnait le bon exemple. Si rigoureuse qu'ait été sa domination, elle savait l'adoucir pour ne pas perdre ses provinces de terre ferme, qui lui furent, en effet, et lui restèrent dévouées dans les plus rudes épreuves. A défaut de l'idée, libérale mais prématurée, d'une assimilation complète, celle d'une fédération des villes toscanes ne pouvait-elle éclore au cerveau subtil de ces Florentins qui trouvaient dans le passé le modèle, pour n'en pas citer d'autres, de la fameuse ligue lombarde? Cette idée-là était mûre, on peut le dire; elle vint, en 1548, au Lucquois Francesco Burlamacchi, père des protestants de Lucques[1]. Ce qu'eût produit une telle fédération, il n'est permis que de le conjecturer; mais ne peut-on croire que Florence en eût obtenu un résultat moins funeste que de la compression à outrance?

1. Voy. les preuves dans Burckhardt, t. I, p. 104.

Oublions cependant les détails mauvais pour l'ensemble qui est bon, si l'on tient compte des difficultés de toute sorte où se débattait cette république. C'est une destinée singulière que celle d'une ville qui, si éphémère que paraisse sa durée dans le long cours des siècles, a vécu plus longtemps qu'aucune autre dans ce moule plus ou moins démocratique des communes au moyen âge, et qui, tout en semblant ainsi attardée, a pourtant seule l'avant-goût du génie moderne.

Au XVI[e] siècle, tous les peuples, sans contredit, aspiraient à l'unité, à la concentration par la monarchie. Nous voyons cette idée se faire jour avec éclat, à Florence même, par l'établissement des premiers Medici [1], comme aussi, un peu plus tard, par les écrits de Machiavel. Mais il en est des États comme des hommes : une fois vieillis, ils ne peuvent plus se plier à des conditions nouvelles d'existence. C'est d'eux, bien plus encore que des Jésuites, qu'il est permis de dire : *Sint ut sunt, aut non sint.* Florence ne pouvait vivre que dans cette démocratie à la fois incomplète et excessive qui était tout son passé. Quand elle l'a perdue par les manœuvres oligarchiques des Albizzi, puis par les ambitions monarchiques des Medici, elle combat pour la ravoir, comme si elle avait pressenti que, même en des sociétés plusieurs fois séculaires, la démocratie peut « couler à pleins bords », comme disait Royer-Collard, et plus encore, inonder les rivages. Tout espoir étant perdu, l'heure a sonné pour Florence de s'ensevelir

1. Les faits relatifs à ce progrès lent, mais constant, des idées monarchiques à Florence, ont été réunis par nous dans un travail intitulé *la Genèse d'une monarchie,* qu'a publié la *Nouvelle Revue,* numéro du 15 mai 1887.

héroïquement sous ses propres ruines. Ses murs et ses maisons restent debout, puisque la trahison lui a épargné les horreurs d'un sac tel que celui de Rome ; mais c'est tout ce qui demeure d'elle : il y a autant de différence entre les Florentins hommes libres et leurs descendants sous la plate servitude des grands-ducs, qu'entre les habitants de la Rome moderne des papes et de la Rome antique des consuls.

« Rien ne ressemble moins aux Toscans du XIII[e] siècle, écrit J.-J. Ampère, que les Toscans d'aujourd'hui. Ces puissants caractères, ces passions profondes et farouches ont fait place à des mœurs paisibles, à des habitudes aimables. A cette vie d'entreprises, de haines, de périls, a succédé une vie indolente et douce; il n'y a rien ici de la violence concentrée du caractère romain. Les paysans mêmes des environs de Florence ont une certaine élégance et une certaine mignardise de manières et de langage. Le vieux type toscan du moyen âge a été graduellement effacé par la main des Médicis; la mansuétude de Léopold a achevé d'en polir les dernières aspérités[1]. »

Si c'est, comme on n'en peut douter, le principal service rendu par les Medici d'avoir adouci et rendu aimables les Florentins, ils le leur ont fait payer bien cher, en leur ôtant la force, l'énergie, la dignité. Le terrain était préparé, il faut bien le reconnaître, d'un côté par la politesse de la Renaissance, qui finit par transformer les rudes et grossiers érudits; de l'autre, par tant de révolutions stériles, qui avaient préparé les hommes

1. J.-J. Ampère, *Voyage dantesque dans la Grèce, Rome et Dante*, p. 253.

à se montrer indifférents au joug, puisqu'ils désespéraient d'y dérober leurs épaules. Mais on n'en saurait savoir meilleur gré aux laboureurs dont la mauvaise culture n'a su ameublir le sol qu'en l'appauvrissant.

Nous devions donc arrêter cette histoire au moment où ce qui était un peuple devient un troupeau. Plus d'une fois, nous avons dit qu'il n'y a pas d'abîmes, que la nature ne fait pas de sauts, et qu'aujourd'hui est fils d'hier. Il n'en est pas moins vrai que l'historien a le devoir d'indiquer avec autant de précision que possible l'heure où un monde succède à un autre, où il est légitime et quelquefois nécessaire de fixer la fin d'une période, d'un développement historique. C'est ce que nous avons essayé de faire. La seule Florence qui pût être l'objet de nos études, c'est celle qui fut, au moyen âge, ce qu'Athènes a été dans les temps anciens, ce qu'est Paris dans les temps modernes, bien entendu avec toutes les différences qu'expliquent la rudesse ou la politesse des mœurs, la difficulté ou la facilité des communications, qui impose ou supprime l'isolement.

Notons, en particulier, qu'Athènes, commerçante et lettrée, si elle a obtenu l'admiration du monde antique, ne l'a pourtant point fait à son image. Presque à ses portes, Thèbes et Sparte ne faisaient rien pour lui ressembler. Florence, au contraire, a, dans les républiques de son voisinage, des imitatrices; mais l'imitation ne franchit guère les limites de la Toscane : au delà règne un autre esprit, plus porté, en général, à la sujétion. L'Attique italienne a un rayon plus étendu que l'Attique grecque; c'est peu, sans doute, mais c'est quelque chose, surtout si l'on remarque les obstacles insurmontables et sans nombre que rencontrait la pro-

pagation, la propagande de la démocratie florentine. Ses marchands ont beau porter au loin, avec les produits de son industrie et de son trafic, sa glorieuse renommée; les étrangers que le hasard ou leurs affaires amènent sur les bords de l'Arno ont beau, quand ils reviennent chez eux, emboucher la trompette, ni les uns ni les autres ne peuvent faire connaître Florence d'assez de personnes pour que des peuples étrangers se mettent à son école, prennent d'elle des leçons de politique, d'économie sociale, de démocratie. Ce qu'on sait surtout de cette cité des merveilles, c'est qu'elle est riche, c'est que ses richesses s'étalent orgueilleusement sur ses places, dans ses églises, dans ses palais publics et privés, jusque sur leurs sombres et sévères façades, de plus en plus ornées. Quant à cette culture qui fait surtout sa gloire, elle-même la dédaigne ou peu s'en faut : ceux de ses enfants qui veulent étudier les seules sciences qu'on réputât alors sérieuses, la scolastique et la théologie, se rendaient à Paris, sans se douter que Florence était bien supérieure alors à Paris et bien plus dans les mystérieuses voies de l'avenir.

Pour les trouver, ces voies mystérieuses, pour s'y engager, quand, après avoir accompli sa transformation par l'unité monarchique, l'Europe reviendra pas à pas vers la démocratie, les leçons que prendra l'Europe ne seront pas celles de Florence. L'histoire et surtout les institutions florentines lui étaient trop peu et trop mal connues pour qu'elle reçût de ce côté quelque lumière. C'est l'antiquité, l'antiquité grecque et surtout latine, qui lui fournira ses modèles et jusqu'aux termes de sa nouvelle langue politique, comme on le voit en France dans Nicole Oresme, Christine de Pisan et tant d'autres imi-

tateurs qui sont des initiateurs. Florence avait bien puisé aux mêmes sources, et cela dès le XIVe siècle, dès le temps de la première Renaissance; mais elle y avait puisé pour le plus grand profit de sa civilisation générale, non pour celui de sa constitution et de sa vie politique. Ce qu'elle s'était donné de démocratie, elle l'avait trouvé d'instinct et de génie, sans monter, comme l'homme de Pascal, sur les épaules d'autrui pour voir plus loin. Le pli était même pris depuis si longtemps, que, fatiguée de ses excès, de ses violences, de cette instabilité fertile en mécomptes qui la condamnait éternellement à l'ingrate tâche de Pénélope, elle pensait déjà à se détourner des voies grecques et romaines. La connaissance récente de ces voies lui aurait dû inspirer l'estime d'elle-même, alors que les peuples attardés de l'Europe commençaient tout au plus à les entrevoir et à en concevoir le désir.

Ce fut un malheur, sans doute, mais le plus naturel des malheurs, puisque les formes politiques et les nations mêmes ont leur temps, comme tout être doué de vie, comme toute chose au monde. Il ne faut pas plus plaindre ou blâmer Florence qu'on ne blâme, qu'on ne plaint Cicéron ou César de n'avoir pas pensé ou vécu comme nous vivons et pensons au XIXe siècle. Il faut, au contraire, la louer beaucoup de ce que, sans connaître Rome, elle avait su être une commune libre, dans les bornes étroites où l'on pouvait alors concevoir la liberté, devenir une république et même un État, sans cesser d'être une personne, et tellement s'attacher à ses institutions originales, qu'elle est morte de les perdre. Si elle s'est trompée sur plus d'un point, c'est qu'on tâtonne inévitablement, quand on crée de toutes pièces. Mais en

somme, Florence, sans bien connaître aucun modèle qu'elle pût reproduire, a retrouvé et hardiment tracé quelques-unes des grandes lignes, des lois primordiales du gouvernement d'un peuple par lui-même, en d'autres termes, de la démocratie laborieuse, cultivée, athénienne, qui est l'espoir comme l'honneur de l'humanité.

APPENDICE

A LA PAGE 349, NOTE 4

MINUTA O PROTOCOLLO ORIGINALE

DELLE DELIBERAZIONI DELLA BALIA DEL 1530 (ARCHIVIO DI STATO, RIFORMAGIONI, CLASSE II, DIST. IV, Nº 25. Nº INTERNO 94).

Die 8 Novembris 1530.

E prefati signore Gonfaloniere e altri ciptadini della presente Balia, etc., considerato che quanto le cose sono più universali tanto arrecano maggiore benefitio; et però volendo per utilità publica crescere il numero de' ciptadini della Balia, per questa loro presente deliberatione et partito legiptimamente obtenuto, etc., agiunsono alla Balia predecta li infrascripti ciptadini con la medesima auctorità et potestà che ha havuta insino a qui et ha la presente Balia, et per il resto dell' anno che durava et dura la presente Balia, et con facultà alla decta Balia di potersi infra decto tempo prorogarsi in una volta o più l' autorità predecta per quel tempo et termine che parrà loro necessario o a proposito. E nomi de' quali ciptadini aggiunti insieme, etiam con quelli che al presente ne sono, sono questi infrascripti a quartieri per quartieri. Et prima

Per il quartiere di Sancto Spirito.

Lutozzo di Baptista Nasi.
Giovanni et Domenico } Canigiani.
Antonio di Piero Gualterotti.
Bart° di Andrea Capponi.
Girolamo di Nicc° Capponi.
Giuliano di Piero Capponi.
M. Ormannozzo Deti.
Philippo d'Alex^ro Machiavelli.
Philippo di Benedecto de' Nerli.
Maso di Ber° de' Nerli.
Alex° di Giandonato Barbadori.
M. Francesco et Luigi } Guicciardini.
Francesco del Nero.
Francesco Vectori.
Giovanni di Piero Vectori.
Raphaello et Jac° } di Pandolfo Corbinelli.
Francesco di Piero Pitti.
Alexandro di Gherardo Corsini.
Albertaccio di Andrea Corsini.
Luca di Giorgio Ugolini.
Bernardo di Piero Bini.
Antonio di Piero Pitti.
Lionardo di Bernardo, Pierfrancesco di Giorgio } Ridolphi.
Giovanfrancesco di Ridolpho Ridolphi.
Luygi di Piero Ridolphi.



Bart° di Lanfredino Lanfredini.
Lorenzo di Bernardo Segni.
Alexandro di Niccolò Antinori.
Agnolo di Piero Serragli.
Domenico di Andrea Alamanni.
Migiotto di Bardo de' Bardi.

Arte.

Niccolò di Baptista Dini.
Lorenzo di Jacopo Mannucci.
Giovanni di Corso delle Colombe.
Angiolino di Guglielmo [1] Angiolini.

Per il quartiere di Sancta ✠

M. Matteo di M. Agnolo Niccolini.
Antonio di Bettino da Ricasoli.
Maynardo di Bartolom° Cavalcanti.
Lorenzo di Bernardo Cavalcanti.
Raphaello di Rinieri Gugni.
Zanobi di Andrea Gugni.
Giovanni di Philippo dell' Antella.
Franc° Ant° di Franc° Nori.
Giovanni di Albertaccio degl' Alberti.
Franc° di Averardo Serristori.
Giovanni di Baptista Serristori.
Agostino di Franc° Dini.
Lodovico di Jacopo Morelli.
Jacopo di Girolamo Morelli.
Lionardo di Lorenzo Morelli.
Luygi di Franc° Gherardi.
Gherardo di Franc° Gherardi.
Jacopo di Giovanni Salviati.
Averardo di Alamanno Salviati.
Carlo di Ruberto Lioni.
Donato di M. Antonio Cocchi.
Domenico di Franc° Ricciallbani.
Federigo di Ruberto de' Ricci.
Giovanni di Bardo Corsi.
Antonio di Lione Castellani.
Scholaio di Jacopo Ciacchi.
Jacopo di Berlinghieri Berlinghieri.

Arte.

Bernardo di Franc° del Tovagla.
Lapo di Bart° del Tovagla.
Niccolò di Giovanni Becchi.
Raphaello di Miniato Miniati.
Francesco di Benedetto Bonsi.

Per il quartiere di S. M. Novella.

Giovanfranc° di Antonio de' Nobili.
Ruberto di Donato Acciaiuoli.
Lorenzo di Donato Acciaiuoli.
Zanobi di Nofri Acciaiuoli.
Benedetto di M. Philippo Buondelmonti.
Hyppolito di Giovanbap^{ta} Buondelmonti.
Pierfranc° di Salvi Borgherini.
Franc° di Guglelmo Altoviti.
Jacopo di M. Bongianni Gianfiglazzi.
Bongianni di Gherardo Gianfiglazzi.
Andrea di M. Tommaso Minerbetti.
Zanobi di Bart° Bartolini.
Piero di Marcho Bartholini.
Lorenzo di Antonio Cambi.
Mattheo di Lorenzo Strozzi.
Lorenzo et Philippo } di Philippo Strozzi.
Bernardo di Carlo Gondi.
Taddeo et Alexandro } di Franc° Guiducci.
Palla di Bernardo, Giovanni di Ubertino, Bernardo di Carlo } Rucellai.
M. Simone di Philippo Tornabuoni.
Giovanni di Lorenzo Tornabuoni.
Teodoro di Franc° Sassetti.
Jacopo di Ant° Spini.
Cosimo di Cosimo Bartoli.
Cristofano di Chimenti Ser Nigi.
Antonio di Dino Canacci.

1. Dans le registre (copie originale de la présente minute), on lit *Giuliano.*

Giovanni di Piero Franceschi.
Giovanni di Girolamo Federighi.
M. Alexandro di M. Ant° Malegonnelle.
Lionardo di Jacopo Venturi.
Agnolo di Franc° della Luna.

Arte.

Raphaello di Matthio Fedini.
Franc° di Luigi Calderini.

Per il quartiere di Sancto Giovanni.

Andrea di Pagolo Carnesecchi.
Zanobi di Franc° }
Bernardo di Andrea } Carnesecchi.
M. Luigi di M. Agnolo }
M. Enea di Giovencho } Della Stufa.
Prinzivalle di M. Luigi }
Niccolò di Andrea degl' Agli.
Octaviano di Lorenzo }
Raphaello di Franc° }
Biviglano di Alamanno } de' Medici.
Jacopo di Chiarissimo }
Antonio di Antonio da Rabatta.
Cristofano di Bernardo Rinieri.
Ruberto di Franc° }
Andrea di Donato } Adimari.
Ruberto di Ant° Pucci.
Raphaello di M. Alexandro Pucci.
M. Giovanni Buongirolami.
Alexandro di Guglelmo de' Pazzi.
Antonio di Geri de' Pazzi.
Barth° di Philippo Valori.
Philippo }
et Franc° } di Niccolò Valori.
Lorenzo di Antonio degl' Alexandri.
Averardo di Alexandro da Filichaia.
Giovanni di Stagio Barducci.
Giovanni di Baldo Tedaldi.
Domenico di Girolamo }
Domenico di Braccio } Martelli.
Alexandro di Giovanni Rondinelli.
Maso di Geri della Rena.
Ruberto di Felice del Becchuto.
Bancho di Andrea degl' Albizi.
Bernardo di Jacopo Ciai.

Arte.

Niccolò di Bart° del Troscia.
Bernardino di Giovanni de' Rossi.
Michele di Antonio Cittadini.
Giovanbap^ta di Marcho Bracci.

TABLE ANALYTIQUE

DES NOMS ET DES CHOSES PRINCIPALES

Les noms d'auteurs ou d'ouvrages mentionnés pour la première fois sont en italiques. Deux chiffres au même nom d'auteur indiquent deux ouvrages différents de cet auteur.

A

B

C

D

E

F

G

H

I

M

N

O

P

Q

R

S

T

U

V

W

Y

Z

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE XVII

CHAPITRE PREMIER.

Florence sous le pontificat de Léon X. (1512-1521.)

CHAPITRE II.

Florence sous le pontificat d'Adrien VI et de Clément VII jusqu'à la nouvelle expulsion des Medici. (1522-1527.)



CHAPITRE III.

Depuis l'élection de Niccolò Capponi jusqu'au traité de Cambrai. (1527-1529.)

CHAPITRE IV.

Les armées impériales autour de Florence. Siège de Florence. (1529-1530.)

CHAPITRE V.

La fin du siège. — La capitulation. (Avril-août 1530.)



CHAPITRE VI.

La fin de Florence depuis la capitulation jusqu'au principat. (1530-1532.)

LIVRE XVIII

CHAPITRE PREMIER.

Les lettres à Florence au début du seizième siècle.

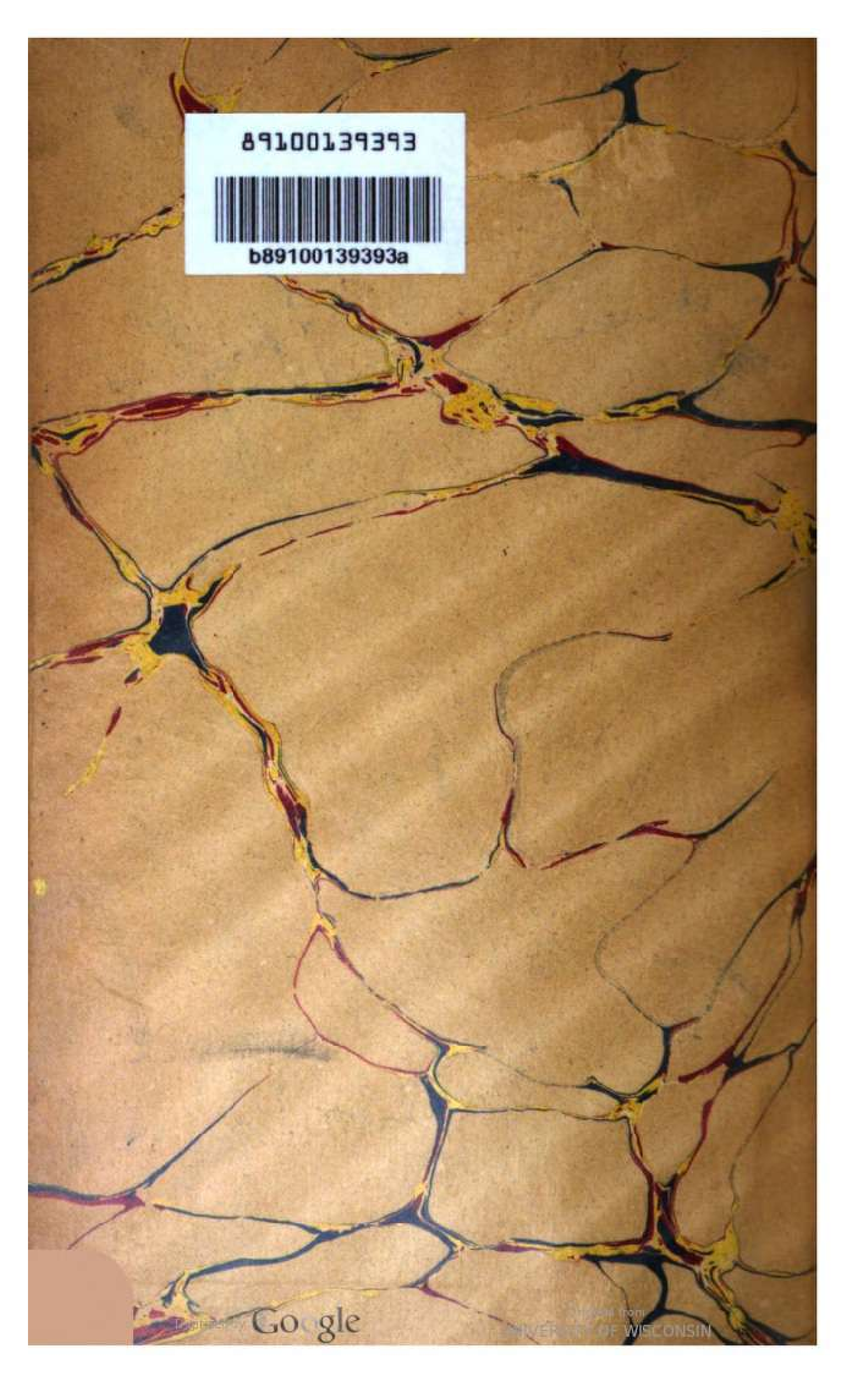
CHAPITRE II.

Les beaux-arts au début du seizième siècle.

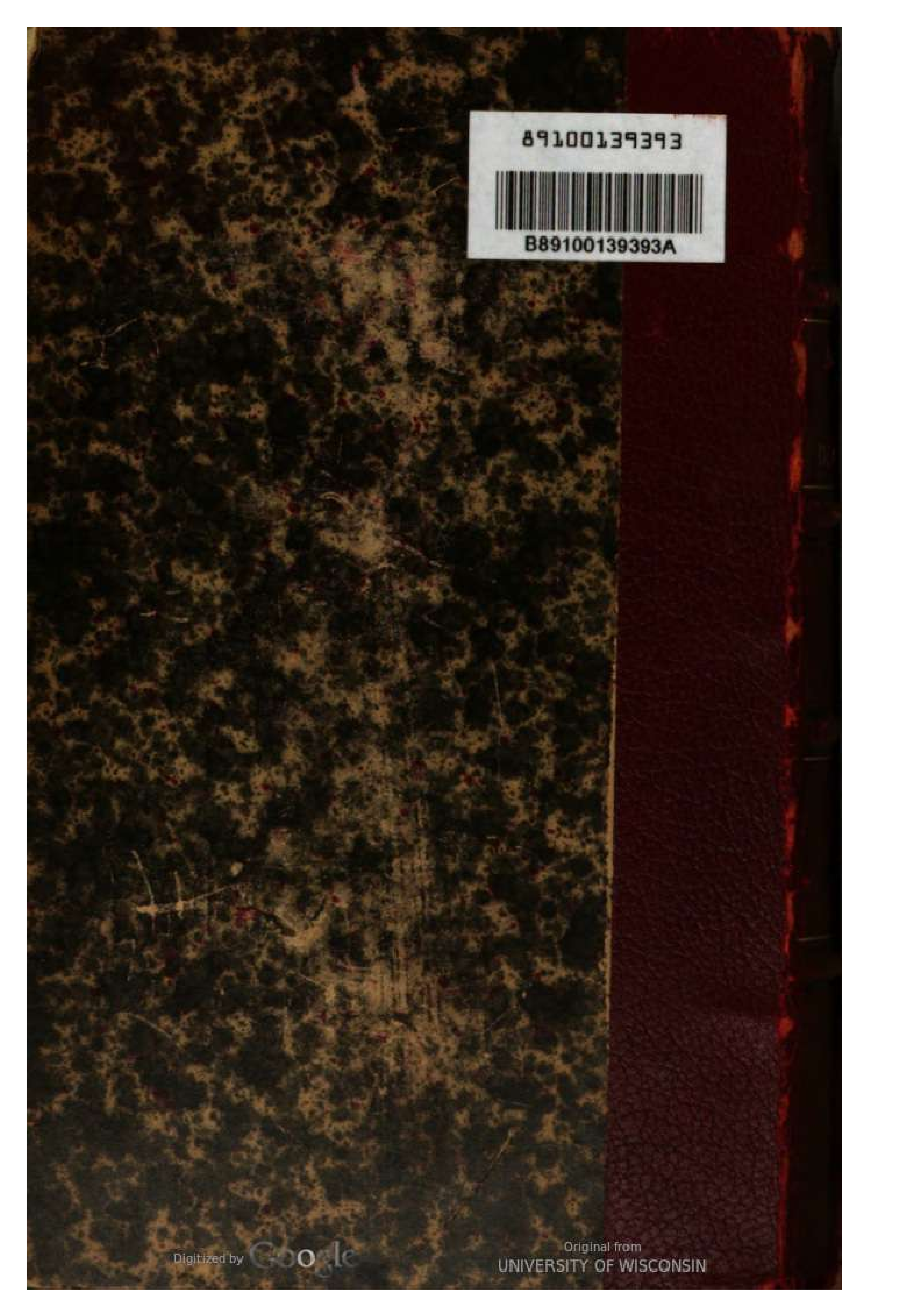
LIVRE XIX

Coup d'œil sur la dynastie des Medici.


Maison
Benoit






89100139393
B89100139393A